

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME

Le contenu intégral des actes et des délibérations peut être consulté sur demande auprès du pôle juridique

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6 rue du verger

CS 40078

76192 Yvetot Cedex

www.sdis76.fr



DELIBERATIONS DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Réunion du 04 juin 2019

**Service départemental d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime**
6 rue du verger – CS 40078
76192 YVETOT Cedex



SOMMAIRE DES DELIBERATIONS DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance	N°	Service instructeur	Titre
04/06/19	DBCA-2019-036	Pôle Anticipation et action	Dotation de soutien aux investissements structurants des services d'incendie et de secours _D(SIS)- ² au titre de la participation à la CAPINAV
04/06/19	DBCA-2019-037	Pôle Financier	Vente de matériels – mises à prix
04/06/19	DBCA-2019-038	Pôle Financier	Don de véhicules au Sdis 76 par le lycée Antoine-Laurent de Lavoisier au Havre
04/06/19	DBCA-2019-039	Pôle Compétence humaine	Modifications du tableau des emplois budgétaires
04/06/19	DBCA-2019-040	Pôle Compétence humaine	Contrat d'apprentissage
04/06/19	DBCA-2019-041	Pôle Compétence humaine	Recours gracieux sur titre de recette n°2019-00074
04/06/19	DBCA-2019-042	Pôle Compétence humaine	Recours gracieux sur titre de recette n°2019-00075
04/06/19	DBCA-2019-043	Pôle Compétence humaine	Recours gracieux sur titre de recette n°2019-00077
04/06/19	DBCA-2019-044	Pôle Compétence humaine	Evolution du dispositif dénommé « parcours d'accompagnement des sapeurs-pompiers volontaires aux activités d'officiers et de sous-officiers »

Séance	N°	Service instructeur	Titre
04/06/19	DBCA-2019-045	Pôle Anticipation et action	Conventions relatives à la prise en charge financière par les établissements de santé, siège des services d'aide médicale d'urgence, des interventions réalisées par le Sdis 76 par carence de transporteur sanitaire privé
04/06/19	DBCA-2019-046	Pôle Anticipation et action	Convention cadre relative aux contributions du Sdis 76 aux opérations de recherche et de sauvetage en mer
04/06/19	DBCA-2019-047	Pôle Juridique	Conventions de partenariat de formation avec les villes de Saint-Pierre et de Miquelon-Langlade
04/06/19	DBCA-2019-048	Direction générale	Convention de partenariat pour trois classes de cadet-te-s de la sécurité civile



DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Réunion du 04 juin 2019

**Service départemental d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime
6 rue du verger – CS 40078
76192 YVETOT Cedex**



SOMMAIRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance	N°	Service instructeur	Titre
04/06/19	DCA-2019-017	Pôle Financier	Bilan des acquisitions et cessions immobilières 2018
04/06/19	DCA-2019-018	Pôle Financier	Compte de gestion de l'exercice 2018
04/06/19	DCA-2019-019	Pôle Financier	Compte administratif de l'exercice 2018
04/06/19	DCA-2019-020	Pôle Financier	Budget principal – affectation des résultats de l'exercice 2018
04/06/19	DCA-2019-021	Pôle Financier	Budget annexe restauration– affectation des résultats de l'exercice 2018
04/06/19	DCA-2019-022	Pôle Financier	Clôture de l'autorisation de programme relative à l'acquisition de matériels opérationnels
04/06/19	DCA-2019-023	Pôle Financier	Ajustement des autorisations de programme votées
04/06/19	DCA-2019-024	Pôle Financier	Provision pour charges issues d'une négociation syndicale
04/06/19	DCA-2019-025	Pôle Financier	Budget principal – budget supplémentaire 2019

Séance	N°	Service instructeur	Titre
04/06/19	DCA-2019-026	Pôle Financier	Budget annexe restauration – budget supplémentaire 2019
04/06/19	DCA-2019-027	Pôle Compétence humaine	Modifications du tableau des emplois budgétaires

N°DBCA-2019-036

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**DOTATION DE SOUTIEN AUX INVESTISSEMENTS STRUCTURANTS DES
SERVICES D'INCENDIE ET DE SECOURS_D(SIS)² AU TITRE DE LA
PARTICIPATION A LA CAPINAV**

Le 04 juin 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 mai 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

ETAIT ABSENT EXCUSE

- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *la loi n°2016-2017 du 27 décembre 2016 relative aux sapeurs-pompiers professionnels et aux sapeurs-pompiers volontaires dite « loi Bacquet » qui a institué une dotation de soutien aux investissements structurants des services d'incendie et de secours _D(SIS)²,*
- *le courrier circulaire du Ministre de l'Intérieur en date du 22 février 2017 précisant les critères d'attribution de cette dotation,*
- *le décret n°2016-1475 du 2 novembre 2016 créant la « Capacité nationale d'intervention à bord des navires » (CAPINAV) et portée conjointement par le ministère de l'Intérieur et le ministère de la Défense,*
- *la délibération n°2017-BCA-20 du 16 mars 2017 relative à la dotation d'équipement initiale au titre de la participation à la CAPINAV – Demande de financement,*
- *la délibération 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

* *

La loi n°2016-2017 du 27 décembre 2016 relative aux sapeurs-pompiers professionnels et aux sapeurs-pompiers volontaires dite « loi Bacquet » a institué une dotation de soutien aux investissements structurants des services d'incendie et de secours _D(SIS)².

La Capinav, portée conjointement par le ministère de l'Intérieur et le ministère de la Défense, a été créée par le décret n°2016-1475 du 2 novembre 2016. Elle est activée par la Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises (Dgscgc) via le Centre opérationnel de gestion interministérielle des crises (Cogic) en cas d'accident, sinistre ou catastrophe, survenant à bord d'un navire en mer ou à quai pour couvrir les risques de secours à victimes, de feu à bord d'un navire, d'accident NRBCe et de pollution.

Dans ce cadre, et depuis 2017, le Sdis 76 est identifié par la Dgscgc comme un fournisseur de capacité pour assurer la réponse zonale (façade maritime Manche-Mer du Nord), en soutien du Bataillon des marins-pompiers de Marseille (Bmpm) et du Sdis 62.

Pour le Sdis 76, le périmètre d'intervention inscrit dans le Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (Sdacr) et dans les conventions signées avec les Centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage (Cross), s'étendrait du quai à la mer.

Des précisions sur le dispositif ont été apportées au cours de réflexion menées au niveau zonal.

Ceci induit la mise à disposition de 10 sapeurs-pompiers spécialisés formés « Intervention à bord des navires » et « Intervention en mer », mobilisables 365 jours par an, dans un délai inférieur à 2 heures (départ du Sdis 76). Cet engagement serait formalisé par une convention signée entre l'Etat et le Conseil d'administration du Sdis 76.

Cette évolution induirait l'acquisition de matériels d'intervention à bord des navires complémentaires en qualité (équipements de survie en mer, conditionnements aérotransportables,...) et en quantité (matériels de jonction spécifique, outils de transmission, appareils de détection,...).

Une première demande de D(SIS)² avait été formulée par le Sdis 76 en 2017. Elle devait être mise en œuvre en deux temps au niveau de l'acquisition des matériels.

Cependant, la majorité de ces dépenses d'investissement, non spécifique aux interventions à bord des navires en mer, a été mobilisée rapidement au travers des crédits de paiement ouverts dans plusieurs autorisations de programme déjà adoptées dans le cadre :

- des équipements de tronc commun avec le Groupe d'Exploration Longue Durée qui ont été acquis ;
- des matériels spécifiques de secours en mer et d'intervention pour feu à bord d'un navire dont l'acquisition prévue au Plan Pluriannuel d'Equipe ment restait suspendue à l'attribution d'une subvention.

En effet, il convient de rappeler que, lors des différents échanges entretenus avec la Dgscgc sur le sujet de la Capinav, les représentants du Sdis 76 ont systématiquement précisé que l'engagement du Sdis 76 à cette force d'intervention extra départementale ne pouvait être qu'assujéti à une participation financière de l'Etat.

En conséquence, la Dgscgc se propose d'acquérir du matériel spécifique nécessaire à l'intervention et à la sécurité des sapeurs-pompiers en mer, via la D(SIS)², et l'attribuer au Sdis 76.

Les matériels à percevoir au titre de la participation à la Capinav, pour un montant approximatif de 75 000 € TTC, sont arrêtées comme suit :

- ✓ matériels spécifiques de sécurité en mer (Equipe ment de Protection Individuelle de survie en mer, brassières manuelles et automatiques...)
- ✓ matériels spécifiques d'intervention pour feu à bord d'un navire (outils de transmission, pièces de jonction, rideau coupe fumées...)
- ✓ matériel pour secours à personne dans le cadre de la menace attentat/tuerie de masse (matériel « damage control »...)

L'annexe au présent rapport détaille la liste des matériels envisagés.

Aussi, il vous est proposé d'autoriser le président à signer tout document dans le cadre de l'attribution de matériels par l'Etat, au titre de la dotation de soutien aux investissements structurants des services d'incendie et de secours de l'exercice 2019.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190604-DBCA-2019-036-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 05/06/2019

Affichage : 06/06/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER



ANNEXE

Dénomination	Nb	PU TTC (en €)	Total TTC (en €)
Valise raccord OTAN	1	7200	7 200
Tenues étanches	14	1200	16 800
Brassières à déclenchement automatique	14	300	4 200
Brassières aéronautiques	14	1000	14 000
Balise de localisation	2	720	1 440
Lot damage control	1	9000	9 000
Sac Ruth Lee	5	1800	9 000
Rideau coupe fumées 6 m ² / cloison	4	800	3 840
Rideau coupe fumées 6 m ² / panneau de pont	2	500	1 200
Radios VHF portative avec micro déporté	2	384	768
Radios portatives tactiques niveau 5	7	420	2 940
Kit de communication casque F1	6	427 ,33	2 564
Claies de portages	3	513	1 846,80
TOTAL			74 798,00

N°DBCA-2019-037

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

VENTE DE MATERIELS – MISES A PRIX

Le 04 juin 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 mai 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

ETAIT ABSENT EXCUSE

- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- la loi n°2000-642 du 10 juillet 2000, portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques, supprimant le monopole des commissaires-priseurs,
- le code général des collectivités territoriales,
- l'instruction budgétaire et comptable M61 des services départementaux d'incendie et de secours,
- la délibération du Bureau du conseil d'administration n° 2014-BCA-47 du 11 septembre 2014, approuvant le principe de ventes aux enchères des biens dépréciés ou inutilisés du Sdis 76,
- la délibération du Conseil d'administration n° 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.

*

* *

Il est envisagé de sortir du patrimoine du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime les matériels énoncés ci-dessous.

Ces matériels seront pour l'essentiel mis en vente en ligne sur le site internet de la société Agora store.

MATERIELS MOBILES D'INCENDIE ET DE SECOURS

N° Inventaire comptable	Année	Article budgétaire	Marque-modèle	Immat.	Kms	Prix acquisition	Mise à prix initiale *
84321	1985	2144	Motopompe remorquable 60 m ³	Néant	200	Non connu	50 €
94159	1994	2144	MERCEDES FPT 60	8352 RA 76	39 798	137 133,57 €	1 000 €
95246	1995	2144	Motopompe remorquable 60 m ³	Néant	200	13 741,14 €	50 €

N° Inventaire comptable	Année	Article budgétaire	Marque-modèle	Immat.	Kms	Prix acquisition	Mise à prix initiale *
951339	1995	2144	Motopompe épuisement 140 m³	Néant	300	9 187,16 €	50 €
01151	2001	2144	RENAULT MASTER	9471 TL 76	85 944	48 322,46 €	1 500 €
02253	2001	2144	RENAULT KANGOO	7678 TR 76	183 000	15 408,63 €	1 000 €
2005000000253	2005	21561	RENAULT CLIO 2	8570 XQ 76	168 394	12 683,22 €	1 000 €
2007000000001	2007	21561	LAND ROVER DEFENDER TD 5	1913 YZ 76	47 112	33 061,36 €	1 500 €
2008000000194	2008	2182	RENAULT TRAFIC	705 ABM 76	218 482	17 090,73 €	1 500 €
2009000000365	2009	21561	RENAULT MEGANE ESTATE	AH 478 AJ	233 167	19 281,73 €	1 500 €
2010000000190	2010	21561	RENAULT MASTER 2	AY 100 PJ	198 514	66 178,10 €	1 500 €

MATERIELS DIVERS

N° Inventaire comptable	Année	Article budgétaire	Matériel	Fournisseur	Prix d'achat unitaire	Mise à prix initiale *
Non connu	+ 20 ans	Non connu	1 plateau pour équipement MARREL	Non connu	Non connu	300 €
93566	1993	2144	1 berce benne	JOCQUIN	3 048,98 €	300 €
94260	1994	2144	1 berce benne	JOCQUIN	2 969,77 €	300 €
95027	1995	Non connu	1 triangle de signalisation	LASER EQUIPEMENT	433,93 €	30 €
971224 971225 971226 971227 971228 971229	1997	2140	1 lot de 6 chaises basses avec assises tissu et piètements bois	UNIFOB	70,78 €	30 €

N° Inventaire comptable	Année	Article budgétaire	Matériel	Fournisseur	Prix d'achat unitaire	Mise à prix initiale *
01435	2001	2140	1 présentoir métallique pour revues	UGAP	396,37 €	20 €
02280	2001	2140	1 bureau droit	UGAP	314,04 €	20 €
024103	2002	21479	1 pont élévateur FOG pour pièces	NIORT	24 766,65 €	150 €
2006000000444	2006	21571	1 compresseur bicylindre	F2I DISTRIBUTION	979,06 €	50 €
2010000000096	2010	2183	7 PC Lenovo (M58)	UGAP	408,29 €	30 €
Sans objet	2012	60632	1 lot de 15 supports pour unité centrale	UGAP	71,75 €	80 €
2012000000063	2012	2183	6 PC HP Compaq 6005 Pro SFF	UGAP	528,63 €	30 €
2013000000003	2013	2183	94 PC HP Compaq 6305 Pro SFF	UGAP	412,54 €	30 €

* En cas d'enchère ou négociation infructueuse, la cession pourra être réalisée à un montant inférieur à la mise à prix initiale.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190604-DBCA-2019-037-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 05/06/2019
Affichage : 06/06/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER

N°DBCA-2019-038

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**DON DE VEHICULES AU SDIS DE LA SEINE-MARITIME PAR LE LYCEE
ANTOINE-LAURENT DE LAVOISIER DU HAVRE**

Le 04 juin 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 mai 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

ETAIT ABSENT EXCUSE

- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales, articles L.1311-1, L.1424-29 et L.1424-30,*
- *l'instruction budgétaire et comptable M 61,*
- *le décret des pièces justificatives 2016.33 du 20 janvier 2016,*
- *la délibération du Conseil d'administration n° 2016-CA-24 du 27 mai 2015, donnant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

* *

Le lycée Antoine-Laurent De Lavoisier du Havre, représenté par M. Damien GOUPIL, proviseur, souhaite effectuer au profit du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) le don de trois véhicules (2 tracteurs et un porteur) afin de permettre la formation des agents de l'établissement, notamment en matière de désincarcération.

Le Sdis 76 se chargerait du transfert des véhicules et du retraitement des carcasses après utilisation.

Ainsi, il convient d'autoriser le président à signer la convention jointe en annexe ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et autorisent le président à signer la convention ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190604-DBCA-2019-038-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 05/06/2019

Affichage : 06/06/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER



Convention de don de véhicules au SDIS 76

Entre :

Le SDIS 76, représenté par le Commandant Ronan Philip,

Et

Le lycée Antoine-Laurent de LAVOISIER, 51 rue des Moteaux 76600 LE HAVRE (siret 197 627 656 00014), représenté par Monsieur Damien GOUPIL, Proviseur,

Art 1 : Objet : don de véhicules

Le lycée Antoine-Laurent de Lavoisier donne les trois véhicules ci-dessous (article 2) au SDIS 76. Ces véhicules ne sont plus autorisés à rouler. Le SDIS se charge du transfert des véhicules dans leurs locaux et du retraitement des carcasses après utilisation.

Art 2 : Liste du matériel

1 tracteur RENAULT G300 Blanc – N° de série VSYBA02A000001491
1 tracteur IVECO 44042 Gris – N° de série WJMM1VSJ004143197
1 porteur RENAULT M150 – Cabine blanche – N° de série VF640ACJ000004154

Ces 3 véhicules ont fait l'objet d'une sortie d'inventaire valide au CA du 22 mars 2019.

Art 3 : Coût :

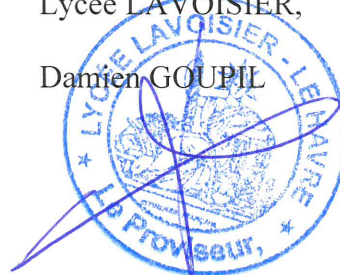
Les véhicules sont donnés au SDIS 76 sans contrepartie.

Au Havre, le. 3.06.2019

Le
SDIS 76

Le Chef d'établissement du
Lycée LAVOISIER,

Damien GOUPIL



N°DBCA-2019-039

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

MODIFICATIONS DU TABLEAU DES EMPLOIS BUDGETAIRES

Le 04 juin 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 mai 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

ETAIT ABSENT EXCUSE

- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,*
- *la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,*
- *le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,*
- *la délibération 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

* *

I - Création et suppression de postes

- **Création temporaire :** néant
- **Création permanente :**

Pour régularisation suite à la délibération n° DCA-2019-010, relative au budget primitif et budget principal, ainsi que la délibération n° DCA-2019-011, relative au budget primitif et budget annexe restauration :

- 2 postes de lieutenant de 1^{ère} classe sont créés pour les formations d'intégrations des lieutenants de 1^{ère} classe ;
 - 1 poste de technicien est créé pour le recrutement d'un chargé d'opérations et de construction au sein du groupement Immobilier ;
 - 1 poste d'adjoint technique est créé pour la stagiairisation d'un cuisinier au sein du pôle Financier.
- **Suppression :** néant

II - Ajustement des emplois budgétaires au sein de la filière sapeur-pompier

- 3 postes de capitaines transformés en postes de commandants ;
- 1 poste de lieutenant de 1^{ère} classe transformé en poste de lieutenant hors classe ;
- 1 poste de lieutenant de 1^{ère} classe transformé en poste de capitaine ;
- 1 poste de caporal transformé en poste de caporal-chef ;
- 7 postes de caporaux transformés en postes de sapeurs ;
- 1 poste d'infirmier de classe supérieure transformé en poste d'infirmier hors classe.

III – Postes vacants susceptibles d'être pourvus par des agents contractuels

En l'absence de candidats titulaires répondant au profil recherché, les postes suivants pourront être tenus par des agents contractuels recrutés sur la base de l'article 3-2 ou de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale :

- Chargé de la gestion immobilière Est, technicien à technicien principal de 1^{ère} classe, au sein du groupement Immobilier ;
- Chargé de mission des énergies et des fluides, technicien principal de 2^{ème} classe à ingénieur, au sein du groupement Immobilier ;

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190604-DBCA-2019-039-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 05/06/2019
Affichage : 06/06/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER



EFFECTIFS		POSTES BUDGETAIRES				PREVISIONNEL POSTES POURVUS au 01/06/19			ECART POURVUS / BUDGETAIRES	Mis à disposition
		BCA du 04/04/2019	Création de poste	Suppression de poste	BCA du 06/06/2019	Titulaires	Contractuels	Effectif total		
Directeur départemental	Colonel hors classe	1			1	1	0	1	0	0
Directeur départemental adjoint	Colonel hors classe	1			1	1	0	1	0	0
EMPLOIS FONCTIONNELS		2	0	0	2	2	0	2	0	0
A1	Contrôleur général	0			0	0	0	0	0	0
	Colonel hors classe	0			0	0	0	0	0	0
	Colonel	0			0	0	0	0	0	0
	Lieutenant Colonel	10			10	8	0	8	-2	0
A2	Commandant	22	3		25	23	0	23	-2	1
	Capitaine	32	1	3	30	22	0	22	-8	0
B1	Lieutenant hors classe	7	1		8	7	0	7	-1	0
B2	Lieutenant 1ère classe	36	2	2	36	28	0	28	-8	1
B3	Lieutenant 2ème classe	29			29	17	0	17	-12	0
C1	Adjudants	214			214	213	0	213	-1	0
	Sergents	157			157	155	0	155	-2	0
C2	Caporal-chef	64	1		65	63	0	63	-2	0
	Caporal	299		8	291	285	2	287	-4	0
C3	Sapeur	24	7		31	31	0	31	0	0
FILIERE SPP hors SSSM		894	15	13	896	852	2	854	-42	2
A1	Médecin de classe exceptionnelle	1			1	1	0	1	0	0
	Médecin hors classe	2			2	1	1	2	0	0
	Médecin de classe normale	0			0	0	0	0	0	0
	Pharmacien hors classe	1			1	1	0	1	0	0
	Pharmacien de classe normale	1			1	1	0	1	0	0
A	Cadre de santé de 1ère classe	1			1	1	0	1	0	0
A	Cadre de santé de 2ème classe	0			0	0	0	0	0	0
A	Infirmier hors classe	3	1		4	4	0	4	0	0
A	Infirmier de classe supérieure	1		1	0	0	0	0	0	0
A	Infirmier de classe normale	0			0	0	0	0	0	0
FILIERE SSSM		10	1	1	10	9	1	10	0	0
A1	Directeurs Territoriaux	1			1	0	1	1	0	0
A2	Attachés Territoriaux	11			11	9	2	11	0	0
B	Rédacteurs Territoriaux	39			39	31	5	36	-3	0
C	Adjoints Administratifs	95			95	89	1	90	-5	0
FILIERE ADMINISTRATIVE		146	0	0	146	129	9	138	-8	0
B	Assistant socio-éducatif principal	1			1	1	0	1	0	0
FILIERE MEDICO-SOCIALE		1	0	0	1	1	0	1	0	0
A	Ingénieurs territoriaux	11			11	6	4	10	-1	0
B	Techniciens territoriaux	27	1		28	21	4	25	-3	0
C1	Agents de Maîtrise	28			28	25	2	27	-1	0
C2	Adjoints Techniques*	38	1		39	35	1	36	-3	0
FILIERE TECHNIQUE		104	2	0	106	87	11	98	-8	0
TOTAUX		1157	18	14	1161	1080	23	1103	-58	2
	Caporal	8			8	0	0	0	-8	0
	Adjudant-chef	1			1	0	0	0	-1	0
	Capitaine	0			0	0	0	0	0	0
		9	0	0	9	0	0	0	-9	0

Effectifs non permanents pourvus*	nombre
contractuels	1
Engagés de service civique	1
Apprenti	2
Emplois d'avenir	1
Agent mis à disposition du SDIS par une société d'intérim	0
Agent d'une collectivité mis à disposition du SDIS	0

* effectif non permanent (remplacement maladie, surcroit d'activité, maternité....)

N°DBCA-2019-040

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

CONTRAT D'APPRENTISSAGE

Le 04 juin 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 mai 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

ETAIT ABSENT EXCUSE

- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- le code général des collectivités territoriales,
- le code du travail,
- le code de l'éducation,
- la délibération du conseil d'administration n°2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.

*

* *

Conformément à la réglementation en vigueur, l'apprentissage permet à des personnes âgées de 15 à 25 ans (sans limite d'âge concernant les travailleurs handicapés) d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou administration. A 15 ans, l'apprenti doit avoir accompli la scolarité du premier cycle de l'enseignement secondaire. Cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre.

Ce dispositif présente un intérêt tant pour le jeune accueilli que pour le service accueillant, compte tenu du diplôme préparé et des qualifications requises. Pour mémoire, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) s'est engagé depuis maintenant 9 ans à recruter des jeunes sous ce type de contrat.

Le Sdis 76 souhaite poursuivre son engagement par le recours à un contrat d'apprentissage dans le cadre d'une formation « CAP cuisine » dès le 1^{er} juillet 2019. L'apprenti sera affecté au service de la restauration de la Direction.

Il convient d'autoriser le président à signer tout document relatif à ce dispositif.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190604-DBCA-2019-040-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 05/06/2019

Affichage : 06/06/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



André GAUTIER

N°DBCA-2019-041

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

RECOURS GRACIEUX SUR TITRE DE RECETTE N°2019-00074

Le 04 juin 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 mai 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

ETAIT ABSENT EXCUSE

- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, article 37-1,
- la loi 2011-1978 du 28 décembre 2011, clarifiant les situations d'indus,
- la délibération 2012-CA-19 du 13 décembre 2012 – Régime indemnitaire des agents du service départemental d'incendie et de secours,
- la délibération 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.

*

* *

Monsieur L. a perçu du 1^{er} juin 2013 au 31 janvier 2019 inclus, l'IAT (indemnité d'administration et technicité) affectée d'un coefficient de 5. Cependant, selon la délibération n°2012-CA-19, il aurait dû percevoir un coefficient de 2 sur cette période.

Monsieur L. a donc bénéficié d'une erreur matérielle durant 68 mois. Cette erreur n'a été détectée qu'en septembre 2018. Afin de répondre aux dispositions réglementaires, une régularisation de 2 692,27 € a été émise à l'encontre de monsieur L. correspondant au trop perçu pour la période de février 2017 à janvier 2019 (24 mois) afin de respecter le délai de prescription de 2 ans. Les sommes perçues de juin 2013 à janvier 2017 demeurent acquises.

Par courrier du 11 février 2019, monsieur L. indique ne pas pouvoir être tenu responsable du trop-perçu et demande l'annulation de sa dette pour la période de février 2017 à septembre 2018 (date à laquelle il a été alerté sur l'irrégularité de la prime versée).

Au vu de la technicité que revêt le domaine des rétributions et compte tenu du délai écoulé avant que le Sdis ne constate son erreur, il peut être considéré que le trop-perçu résulte d'une responsabilité exclusive du service. Par ailleurs, monsieur L. décrit une situation personnelle et financière précaire. Par conséquent, je vous demande de bien vouloir statuer sur la demande de monsieur L.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration décident à l'unanimité de ne pas accorder une remise gracieuse à monsieur L.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190604-DBCA-2019-041-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 05/06/2019
Affichage : 06/06/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER



N°DBCA-2019-042

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

RECOURS GRACIEUX SUR TITRE DE RECETTE N°2019-00075

Le 04 juin 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 mai 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

ETAIT ABSENT EXCUSE

- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, article 37-1,
- la loi 2011-1978 du 28 décembre 2011, clarifiant les situations d'indus,
- la délibération 2012-CA-19 du 13 décembre 2012 – Régime indemnitaire des agents du service départemental d'incendie et de secours,
- la délibération 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.

*

* *

Monsieur L. a été recruté en tant qu'agent contractuel du 1^{er} mars 2013 au 30 juin 2018.

Dans le cadre de son reclassement lors de la stagiairisation, monsieur L. a perçu du 1^{er} juillet 2018 au 31 janvier 2019 inclus, une rémunération sur la base de l'indice brut 362 alors que son indice brut était de 351.

Monsieur L. a donc bénéficié d'une erreur matérielle durant cette période. Cette erreur n'a été détectée qu'en janvier 2019. Afin de répondre aux dispositions réglementaires, une régularisation de 204,32 € a été émise à l'encontre de monsieur L.

Par courrier du 29 mars 2019, monsieur L. indique ne pas pouvoir être tenu responsable du trop-perçu et demande l'annulation de sa dette.

Au vu de la technicité que revêt le domaine des rétributions et compte tenu du délai écoulé avant que le Sdis ne constate son erreur, il peut être considéré que le trop-perçu résulte d'une responsabilité exclusive du service. Par ailleurs, monsieur L. décrit une situation financière précaire depuis le décès de son épouse. Par conséquent, je vous demande de bien vouloir statuer sur la demande de monsieur L.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration décident à l'unanimité de ne pas accorder une remise gracieuse à monsieur L.

Le président du conseil d'administration,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190604-DBCA-2019-042-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 05/06/2019
Affichage : 06/06/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

André GAUTIER



N°DBCA-2019-043

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

RECOURS GRACIEUX SUR TITRE DE RECETTE N°2019-00077

Le 04 juin 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 mai 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

ETAIT ABSENT EXCUSE

- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, article 37-1,
- la loi 2011-1978 du 28 décembre 2011, clarifiant les situations d'indus,
- la délibération 2012-CA-19 du 13 décembre 2012 – Régime indemnitaire des agents du service départemental d'incendie et de secours,
- la délibération 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.

*

* *

Monsieur M. a perçu du 1^{er} février 2015 au 31 janvier 2019 inclus, l'IAT (indemnité d'administration et technicité) affectée d'un coefficient de 5. Cependant, selon la délibération n°2012-CA-19, il aurait dû percevoir un coefficient de 2 sur cette période.

Monsieur M. a donc bénéficié d'une erreur matérielle durant 48 mois entraînant un rappel négatif correspondant au trop perçu pour la période de février 2017 à janvier 2019 compte tenu du délai de prescription de deux ans pour les sommes indûment perçues.

Dans le même temps, il a été détecté qu'au regard de son parcours professionnel et du décret n°2006-779, monsieur M. remplissait les conditions pour percevoir la NBI depuis le 1^{er} juillet 2016 générant cette fois un rappel positif pour l'ensemble de la période.

Afin de répondre aux dispositions réglementaires, une régularisation de 575,71 € a été émise à l'encontre de monsieur M. correspondant au trop perçu et à l'addition des deux situations sus mentionnées.

Par courrier du 4 avril 2019, monsieur M. indique ne pas pouvoir être tenu responsable du trop-perçu et demande l'annulation de sa dette.

Au vu de la technicité que revêt le domaine des rétributions et compte tenu du délai écoulé avant que le Sdis ne constate son erreur, il peut être considéré que le trop-perçu résulte d'une responsabilité exclusive du service. Par conséquent, je vous demande de bien vouloir statuer sur la demande de monsieur M.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration décident à l'unanimité de ne pas accorder une remise gracieuse à monsieur M.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190604-DBCA-2019-043-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 05/06/2019
Affichage : 06/06/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER



N°DBCA-2019-044

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**EVOLUTION DU DISPOSITIF DENOMME « PARCOURS D'ACCOMPAGNEMENT
DES SAPEURS-POMPIERS VOLONTAIRES AUX ACTIVITES D'OFFICIERS ET DE
SOUS OFFICIERS »**

Le 04 juin 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 mai 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190604-DBCA-2019-044-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 05/06/2019
Affichage : 06/06/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



ETAIT ABSENT EXCUSE

- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *le code de la sécurité intérieure,*
- *l'arrêté du 29 mars 2016 portant organisation du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires,*
- *la délibération n°2016-BCA-29 du 30 mars 2016 relative aux parcours d'accompagnement des sapeurs-pompiers volontaires aux activités d'officiers et de sous-officiers,*
- *la délibération n°2018-BCA-02 du 31 janvier 2018 relative aux dérogations au parcours d'accompagnement d'accès au grade de sergent et d'adjudant,*
- *la délibération n°2018-BCA-03 du 31 janvier 2018 relative à la procédure de nomination du grade de caporal au grade d'adjudant,*
- *la délibération 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

* *

Les nombreuses situations d'échecs lors des formations de chef d'après une équipe, tout engin et de chef de groupe ont amené le Sdis 76 à mettre en place en 2016, un parcours d'accompagnement des sapeurs-pompiers volontaires aux activités de sous-officiers et d'officiers.

Le retour d'expérience sur le déroulement du parcours d'accompagnement révèle que ce dispositif, bien qu'utile, est parfois difficilement compréhensible par les sapeurs-pompiers volontaires concernés et/ou par leur encadrement.

La mise en œuvre au sein de l'établissement des dispositions de l'arrêté du 04 octobre 2017 relatif aux formations de spécialité dans le domaine d'activité de la formation et du développement des compétences chez les sapeurs-pompiers, nous conduit à développer la démarche d'auto-évaluation et d'approche par les compétences visant à mieux adapter la formation aux sapeurs-pompiers volontaires concernés.

Concernant la préparation préalable, le suivi, la proposition à l'avancement de grade et la préparation avant formation, il apparaît indispensable que les chefs de centres et chefs de groupements territoriaux soient repositionnés au centre du dispositif d'accompagnement, ceux-ci s'appuyant sur l'expertise du groupement en charge de la formation pour fonder leurs avis à l'avancement et leurs priorisations dans l'inscription des agents en formation.

La préparation préalable doit se baser également sur le cœur du maintien et du perfectionnement des acquis constitué par les FMAPA de centres qui doivent constituer un élément de management et de pilotage primordial du chef de centre et du chef de groupement.

Compte tenu de ces éléments il est proposé d'abroger le dispositif de parcours d'accompagnement en vigueur depuis l'année 2017, au profit d'une démarche intégrée d'accompagnement axée sur les trois points suivants :

- une participation active du sapeur-pompier à sa démarche de formation,
- une proximité réelle du chef de centre et du chef de groupement avec le sapeur-pompier dans cette démarche,

- un appui diagnostique du groupement en charge de la formation se traduisant par le suivi d'une préformation-diagnostic, permettant au trinôme sapeur-pompier / chef de centre / chef de groupement, de construire le parcours individuel d'évolution. Cette préformation fera l'objet d'un référentiel interne de formation (RIF) et sera un prérequis pour l'accès aux formations d'avancement des sapeurs-pompiers volontaires.

Les grands principes de rédaction de ce référentiel vous sont présentés ci-après.

*

* *

Les sapeurs-pompiers volontaires concernés par la participation à une démarche de préformation diagnostic sont les suivants (*il est proposé de faire le choix de ne pas créer de dispositif complémentaire pour l'accès au grade de caporal*) :

- les caporaux, sapeurs-pompiers volontaires, remplissant les conditions de nomination au grade de sergent et souhaitant exercer, après formation, les activités de chef d'agrès une équipe.
- les sergents et sergents-chefs, sapeurs-pompiers volontaires remplissant les conditions de nomination au grade d'adjudant et souhaitant exercer, après formation, les activités de chef d'agrès tout engin.
- Les sous-officiers, sapeurs-pompiers volontaires remplissant les conditions de nomination au grade de lieutenant et souhaitant exercer, après formation, les activités de chef de groupe et/ou d'officier de garde, d'adjoint au chef de centre ou de chef de centre.

L'accompagnement comprend les phases suivantes :

- une préparation individuelle et une consolidation des acquis sur la base d'un travail personnel. Dans cette démarche, le sapeur-pompier peut avoir accès, sur demande, aux contenus de la plateforme de formation ouverte à distance du Sdis 76, contenus présentant notamment la formation visée,
- une préparation, sous la tutelle du chef d'unité opérationnelle, se traduisant par la réalisation effective des 40 heures de FMAPA annuelles,

Le suivi de ces 40 heures annuelles sur l'année précédente est un prérequis indispensable à l'accès à l'étape suivante.

- une préformation-diagnostic organisée par le groupement en charge de la formation permettant au sapeur-pompier de bénéficier d'une évaluation de ses compétences.

Ce diagnostic, mis en œuvre dans une démarche d'approche par les compétences sera composée :

- d'une évaluation théorique des connaissances portant sur les activités opérationnelles exercées réellement par le sapeur-pompier,
- de mises en situation portant sur :
 - les habiletés des activités opérationnelles réellement exercées,
 - les attitudes attendues d'un sous-officier ou d'un officier en unité opérationnelle.

Ces journées se dérouleront sur les sites de formation et/ou unités opérationnelles du Sdis (Sites centralisés ou territoires).

A l'issue, une fiche diagnostic est établie et transmise au sapeur-pompier, à son chef de centre et à son chef de groupement de rattachement.

Il servira par la suite, à la priorisation à l'accès en formation des agents qui auront reçu un avis favorable à l'avancement au grade supérieur et à l'inscription en formation.

Cette préparation est suivie sur demande de l'agent, à raison d'une séquence de préparation par année civile. Elle ne fait pas l'objet d'un dispositif de « rattrapage » dans la mesure où elle est réalisée dans un cadre diagnostic. Seuls les agents nommables au grade visé (au plus tard au 31 décembre de l'année N+1) seront autorisés à participer à cette journée de préformation-diagnostic.

Le nombre d'inscriptions par séquence de préformation diagnostic sera limité. Le nombre de sessions est dimensionné proportionnellement aux besoins en formation de l'établissement pour l'année N+1. En cas de sureffectif sur tout ou partie des sessions, l'avis des chefs de groupements territoriaux sera requis afin de prioriser les demandes.

*

* *

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Pour l'année 2019, la prise en compte des 40 heures de FMAPA annuelle de l'année 2018 ne sera pas effective dans la mesure où cette évolution intervient en courant d'année 2019. Elle se basera sur la réalisation effective des FMAPA SUAP à la date d'inscription en formation (Volume de 6 heures).

Les résultats des agents ayant suivi le parcours d'accompagnement antérieurement seront pris en compte par les chefs de centres et de groupement pour l'avis à l'avancement et ces agents n'auront pas à suivre la formation diagnostic pour les formations de 2020. Cette période transitoire s'arrêtera à partir de 2021.

*

* *

La délibération n°2016-BCA-29 du 30 mars 2016 relative à la mise en place du parcours d'accompagnement et la délibération n°2018-BCA-02 du 31 janvier 2018 relative aux dérogations au parcours d'accompagnement sont abrogées.

*

* *

Les membres représentant les sapeurs-pompiers volontaires au comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires (CCDSPV) ont été reçus le 02 mai 2019 pour une réunion de travail à la direction départementale. Un projet leur a été transmis par courriel le 7 mai 2019.

Bien que l'avis du CCDSPV ne soit pas requis sur ce dossier, à la lumière de l'article 1^{er} de l'arrêté du 29 mars 2016, il a été décidé de solliciter l'avis du comité.

Aussi compte-tenu du calendrier des instances, il est proposé aux membres du bureau de se prononcer sur ce dossier sous réserve de l'avis du CCDSPV.

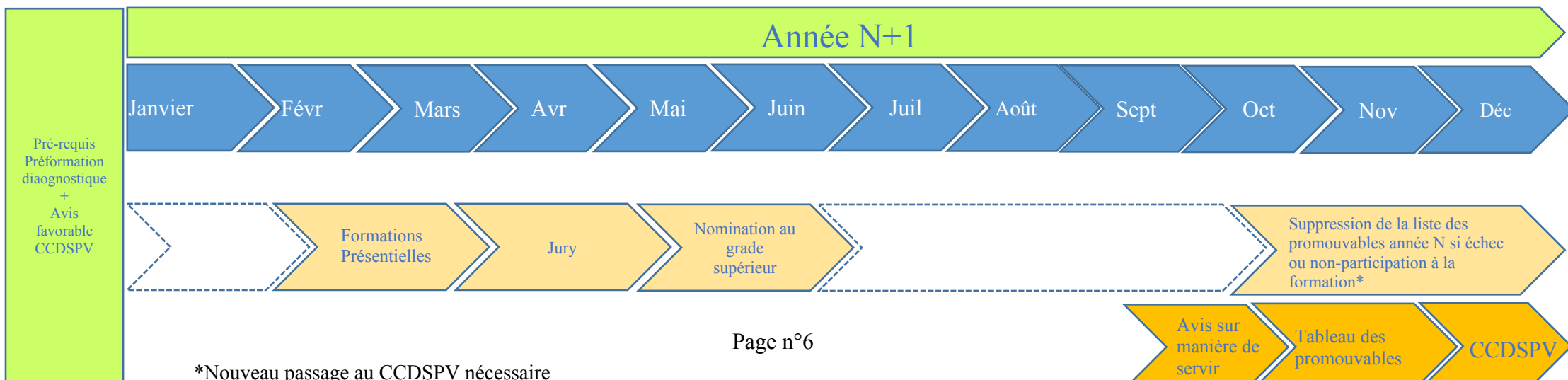
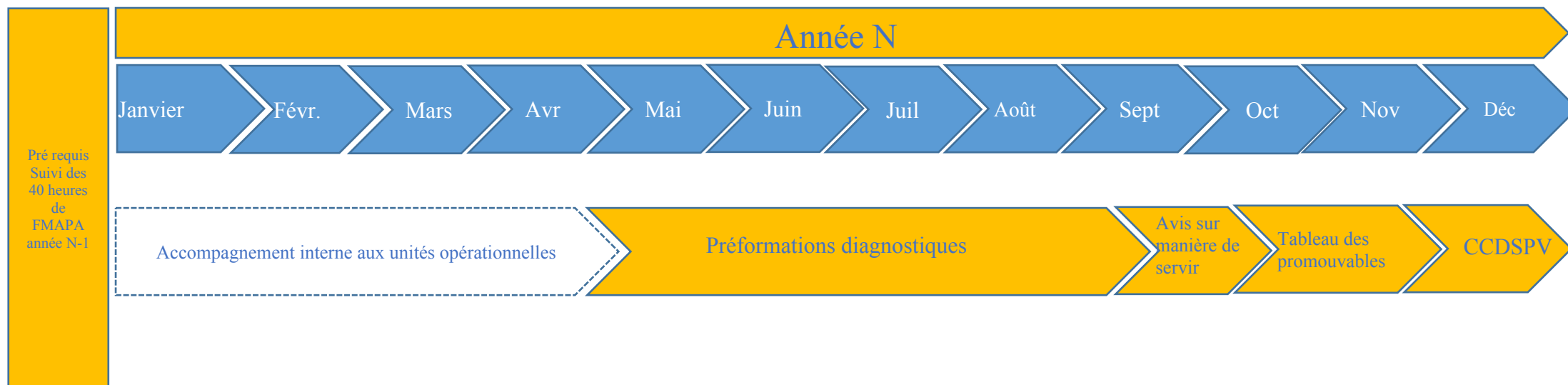
*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier sous réserve de l'avis du Comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires.

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER

INTEGRATION DE CES DISPOSITIONS DANS LE PARCOURS DE NOMINATION DES AGENTS

N°DBCA-2019-045

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CONVENTIONS RELATIVES A LA PRISE EN CHARGE FINANCIERE PAR LES
ETABLISSEMENTS DE SANTE, SIEGE DES SERVICES D'AIDE MEDICALE
D'URGENCE, DES INTERVENTIONS REALISEES PAR LE SDIS 76 PAR CARENCE DE
TRANSPORTEUR SANITAIRE PRIVE**

Le 04 juin 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 mai 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

ETAIT ABSENT EXCUSE

- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- le code général des collectivités territoriales,
- la délibération du Conseil d'administration n° 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.

*

**

L'article L 1242-42 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) dispose que :

« Le Service départemental d'incendie et de secours (Sdis) n'est tenu de procéder qu'aux seules interventions qui se rattachent directement à ses missions de service public définies à l'article L 1424-2 du CGCT. S'il a procédé à des interventions ne se rattachant pas directement à l'exercice de ses missions, il peut demander aux personnes bénéficiaires une participation aux frais... »

Les interventions effectuées par les services d'incendie et de secours à la demande de la régulation médicale du centre 15, lorsque celle-ci constate le défaut de disponibilité des transporteurs sanitaires privés, et qui ne relèvent pas de l'article L. 1424-2, font l'objet d'une prise en charge financière par les établissements de santé, sièges des services d'aide médicale d'urgence.

Les conditions de cette prise en charge sont fixées par une convention entre le Service départemental d'incendie et de secours et l'hôpital siège du service d'aide médicale d'urgence... ».

L'arrêté du 30 novembre 2006 fixe les modalités d'établissement de la convention entre les Sdis et les établissements de santé siège des services d'aide médicale d'urgence (Samu).

Les présentes conventions ont pour objet de définir les conditions de prise en charge financière des interventions réalisées par le Sdis 76 à la demande de la régulation médicale des Samu, lorsque celle-ci constate le défaut de disponibilité des transporteurs sanitaires privés par :

- le Centre hospitalier universitaire de Rouen Normandie siège du service d'aide médicale d'urgence 76A,
- le Groupe hospitalier du Havre siège du service d'aide médicale d'urgence 76B.

Aussi, il vous est proposé d'autoriser le président à signer les conventions financières ci-jointes, ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

*

**

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et autorisent le président à signer les conventions ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190604-DBCA-2019-045-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 05/06/2019

Affichage : 06/06/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER



**Convention relative à la prise en charge financière
par l'établissement de santé, siège du service d'aide médicale d'urgence, des interventions
réalisées par le Service départemental d'incendie et de secours de Seine-Maritime
par carence de transporteur sanitaire privé**

Etablie entre :

Centre hospitalier Universitaire de Rouen, représenté par Madame Véronique DESJARDINS, en sa qualité de Directrice générale,
Ci-après désigné « **le CHU** »,

Et

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Seine-Maritime, représenté par Monsieur André GAUTIER, en sa qualité de Président du Conseil d'Administration,
Ci-après désigné « **le Sdis 76** »,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions de prise en charge financière, par le Centre hospitalier (CH) siège du service d'aide médicale d'urgence (Samu), des interventions réalisées par le Sdis 76 à la demande de la régulation médicale du Samu, lorsque celle-ci constate le défaut de disponibilité des transporteurs sanitaires privés.

L'article L 1242-42 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) dispose que le Service départemental d'incendie et de secours (Sdis) n'est tenu de procéder qu'aux seules interventions qui se rattachent directement à ses missions de service public définies à l'article L 1424-2 du CGCT.

S'il a procédé à des interventions ne se rattachant pas directement à l'exercice de ses missions, il peut demander aux personnes bénéficiaires une participation aux frais, dans les conditions déterminées par délibération du conseil d'administration du Sdis.

Article 2 : Missions du Sdis

Les missions des Sdis sont définies par l'article L1424-2 du CCGT.

« Les services d'incendie et de secours sont chargés de la prévention, de la protection et de la lutte contre les incendies.

Ils concourent, avec les autres services et professionnels concernés, à la protection et à la lutte contre les autres accidents sanitaires, sinistres et catastrophes, à l'évaluation et à la prévention des risques technologiques ou naturels ainsi qu'aux secours d'urgence.

Dans le cadre de leurs compétences, ils exercent les missions suivantes :

1° La prévention et l'évaluation des risques de sécurité civile ;

2° La préparation des mesures de sauvegarde et l'organisation des moyens de secours ;

3° La protection des personnes, des biens et de l'environnement ;

4° Les secours d'urgence aux personnes victimes d'accidents, de sinistres ou de catastrophes ainsi que leur évacuation »

L'arrêté du 24 avril 2009 relatif à la mise en œuvre du référentiel portant sur l'organisation du secours à personne et de l'aide médicale urgente précise que le secours à personne se caractérise comme l'ensemble des missions du Sdis qui consiste à :

- *« assurer la mise en sécurité des victimes, c'est-à-dire les soustraire à un danger ou un milieu hostile, exercer un sauvetage, et sécuriser le site de l'intervention ;*
- *pratiquer les gestes de secourisme en équipe, dont ceux du prompt secours, face à une détresse, et à en évaluer le résultat ;*
- *réaliser l'envoi de renfort de transporteurs sanitaires dès la réception de l'appel ou dès l'identification du besoin après avoir informé la régulation médicale du Samu lorsqu'il s'agit d'une situation d'urgence nécessitant la mise en œuvre de moyens médicaux.*
- *réaliser l'évacuation éventuelle de la victime vers un lieu d'accueil approprié. »*

Cet arrêté précise que les situations suivantes constituent des missions du ressort du Sdis :

- l'intervention pouvant nécessiter une ouverture de porte pour « une personne ne répondant pas aux appels,
- le relevage à domicile d'une personne âgée ou invalide.

En application de ce référentiel, le Sdis 76 et le CH dispose d'un logigramme commun de prise d'appel pour le secours d'urgence aux personnes (SUAP) permettant d'uniformiser la réponse donnée (annexe).

Article 3 : Caractérisation du défaut de disponibilité des transporteurs sanitaires

En cas d'indisponibilité des transporteurs privés, les moyens du Sdis peuvent être sollicités et rémunérés dans le cadre d'une indisponibilité de transporteurs sanitaires privés car les moyens du Sdis n'ont pas vocation à se substituer aux transporteurs privés dans le cadre de l'aide médicale d'urgence et de la permanence des soins.

L'indisponibilité des transporteurs sanitaires est avérée :

- hors période de garde ambulancière, après la sollicitation d'au moins une société de transport sanitaire privée ;
- en période de garde, après la sollicitation de l'entreprise assurant la garde des transporteurs sanitaires;
- à tout moment lorsque les délais d'intervention des ambulanciers privés sont incompatibles avec la nature de la demande de transport ;
- en l'absence d'organisation de la garde ambulancière sur une zone déterminée, dûment mentionnée par le Comité départemental de l'aide médicale urgente, permanence des soins et des transports sanitaires (CODAMUPS).

Article 4 : Cas spécifique de l'aide au brancardage

Les situations exceptionnelles à l'occasion desquelles le Sdis peut être amené à apporter une aide simple, sans moyens techniques particuliers, à un transporteur sanitaire déjà engagé et dans l'incapacité d'assurer le brancardage sont considérées comme une indisponibilité de transporteur.

Article 5 : Requalification du motif de départ

Les interventions du Sdis réalisées à la demande de la régulation médicale pour un secours d'urgence ne relevant pas, dans les faits, d'une mission du Sdis peuvent faire l'objet d'une requalification du motif de départ.

La requalification en carence de transporteur sanitaire est évaluée conjointement entre le Sdis et le Samu sur la base des éléments de la fiche bilan secouriste et du compte rendu d'intervention.

Les interventions effectuées à la demande de la régulation médicale, à domicile ou dans des lieux publics protégés, n'ayant pas nécessité la réalisation par les sapeurs-pompiers de gestes techniques secouristes (liste en annexe) doivent être considérées comme ne relevant pas des missions du Sdis.

A contrario, les interventions suite à un départ avant régulation, sur la voie publique, les relevages à domicile doivent être considérés comme relevant des missions du Sdis.

Article 6 : Dispositions financières

En application de l'article L1424-42 du CGCT, donnent lieu à prise en charge financière par le CH les interventions réalisées par le Sdis 76 en raison de :

- l'indisponibilité de transporteurs sanitaires privés ;
- l'indisponibilité partielle de transporteurs sanitaires privés.

Le montant de l'indemnisation versé par le CH au Sdis 76 correspond à l'application du tarif national d'indemnisation fixé à l'article 6 de l'arrêté du 30 novembre 2006 modifié et appliqué à chaque intervention concernée.

Le Sdis 76 adresse trimestriellement à l'hôpital siège du Samu la facture des interventions relevant de la présente convention.

Article 7 : Entrée en vigueur et durée

La présente convention entre en vigueur le 1^{er} du mois qui suit sa signature. Elle est conclue pour une durée d'un an. Elle est renouvelable chaque année par tacite reconduction sans toutefois excéder trois années.

Article 8 : Modalités de modification et de résiliation

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux fixés dans la convention.

Chacun des cocontractants peut mettre unilatéralement fin à la présente convention en cours d'année, par courrier recommandé avec accusé de réception, le cachet de la poste faisant foi. Dans cette hypothèse, la convention prend fin de droit au terme de l'année entamée (année civile).

La présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution par l'une ou l'autre des parties de l'une de ses obligations moyennant un préavis de 3 mois.

Article 9 : Règlement des litiges et attribution de compétence

Dans l'hypothèse d'un litige lié à l'application des stipulations de la présente convention, les cocontractants s'engagent à rechercher une solution amiable de règlement dans la limite de trois mois et après mise en demeure préalable par lettre recommandée avec accusé de réception, préalablement à toute saisine du tribunal administratif de Rouen.

Rouen, le
(en deux exemplaires)

Yvetot, le

Pour le CHU de Rouen
La Directrice générale,

Véronique DESJARDINS

Pour le Sdis 76
Le Président du Conseil d'administration

André GAUTIER



**Convention relative à la prise en charge financière
par l'établissement de santé, siège du service d'aide médicale d'urgence, des interventions
réalisées par le Service départemental d'incendie et de secours de Seine-Maritime
par carence de transporteur sanitaire privé**

Etablie entre :

Groupe Hospitalier du Havre, représenté par Monsieur Martin TRELCAT, en sa qualité de Directeur général,
Ci-après désigné « **le CH** »,

Et

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Seine-Maritime, représenté par Monsieur André GAUTIER, en sa qualité de Président du Conseil d'Administration,
Ci-après désigné « **le Sdis 76** »,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions de prise en charge financière, par le Centre hospitalier (CH) siège du service d'aide médicale d'urgence (Samu), des interventions réalisées par le Sdis 76 à la demande de la régulation médicale du Samu, lorsque celle-ci constate le défaut de disponibilité des transporteurs sanitaires privés.

L'article L 1242-42 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) dispose que le Service départemental d'incendie et de secours (Sdis) n'est tenu de procéder qu'aux seules interventions qui se rattachent directement à ses missions de service public définies à l'article L 1424-2 du CGCT.
S'il a procédé à des interventions ne se rattachant pas directement à l'exercice de ses missions, il peut demander aux personnes bénéficiaires une participation aux frais, dans les conditions déterminées par délibération du conseil d'administration du Sdis.

Article 2 : Missions du Sdis

Les missions des Sdis sont définies par l'article L1424-2 du CCGT.

« Les services d'incendie et de secours sont chargés de la prévention, de la protection et de la lutte contre les incendies.

Ils concourent, avec les autres services et professionnels concernés, à la protection et à la lutte contre les autres accidents sanitaires, sinistres et catastrophes, à l'évaluation et à la prévention des risques technologiques ou naturels ainsi qu'aux secours d'urgence.

Dans le cadre de leurs compétences, ils exercent les missions suivantes :

1° La prévention et l'évaluation des risques de sécurité civile ;

2° La préparation des mesures de sauvegarde et l'organisation des moyens de secours ;

3° La protection des personnes, des biens et de l'environnement ;

4° Les secours d'urgence aux personnes victimes d'accidents, de sinistres ou de catastrophes ainsi que leur évacuation »

L'arrêté du 24 avril 2009 relatif à la mise en œuvre du référentiel portant sur l'organisation du secours à personne et de l'aide médicale urgente précise que le secours à personne se caractérise comme l'ensemble des missions du Sdis qui consiste à :

- *« assurer la mise en sécurité des victimes, c'est-à-dire les soustraire à un danger ou un milieu hostile, exercer un sauvetage, et sécuriser le site de l'intervention ;*
- *pratiquer les gestes de secourisme en équipe, dont ceux du prompt secours, face à une détresse, et à en évaluer le résultat ;*
- *réaliser l'envoi de renfort de transporteurs sanitaires dès la réception de l'appel ou dès l'identification du besoin après avoir informé la régulation médicale du SAMU lorsqu'il s'agit d'une situation d'urgence nécessitant la mise en œuvre de moyens médicaux.*
- *réaliser l'évacuation éventuelle de la victime vers un lieu d'accueil approprié. »*

Cet arrêté précise que les situations suivantes constituent des missions du ressort du Sdis :

- l'intervention pouvant nécessiter une ouverture de porte pour « une personne ne répondant pas aux appels »,
- le relevage à domicile d'une personne âgée ou invalide.

En application de ce référentiel, le Sdis 76 et le CH dispose d'un logigramme commun de prise d'appel pour le secours d'urgence aux personnes (SUAP) permettant d'uniformiser la réponse donnée (cf. annexe).

Article 3 : Caractérisation du défaut de disponibilité des transporteurs sanitaires

En cas d'indisponibilité des transporteurs privés, les moyens du Sdis peuvent être sollicités et rémunérés dans le cadre d'une indisponibilité de transporteurs sanitaires privés car les moyens du Sdis n'ont pas vocation à se substituer aux transporteurs privés dans le cadre de l'aide médicale d'urgence et de la permanence des soins.

L'indisponibilité des transporteurs sanitaires est avérée :

- hors période de garde ambulancière, après la sollicitation d'au moins une société de transport sanitaire privée ;
- en période de garde, après la sollicitation de l'entreprise assurant la garde des transporteurs sanitaires;
- à tout moment lorsque les délais d'intervention des ambulanciers privés sont incompatibles avec la nature de la demande de transport ;
- en l'absence d'organisation de la garde ambulancière sur une zone déterminée, dûment mentionnée par le Comité départemental de l'aide médicale urgente, permanence des soins et des transports sanitaires (CODAMUPS).

Article 4 : Cas spécifique de l'aide au brancardage

Les situations exceptionnelles à l'occasion desquelles le Sdis peut être amené à apporter une aide simple, sans moyens techniques particuliers, à un transporteur sanitaire déjà engagé et dans l'incapacité d'assurer le brancardage sont considérées comme une indisponibilité partielle de transporteur.

Article 5 : Requalification du motif de départ

Les interventions du Sdis réalisées à la demande de la régulation médicale pour un secours d'urgence ne relevant pas, dans les faits, d'une mission du Sdis peuvent faire l'objet d'une requalification du motif de départ.

La requalification en carence de transporteur sanitaire est évaluée conjointement entre le Sdis et le Samu sur la base des éléments de la fiche bilan secouriste et du compte rendu d'intervention.

Les interventions effectuées à la demande de la régulation médicale, à domicile ou dans des lieux publics protégés, n'ayant pas nécessité la réalisation par les sapeurs-pompiers de gestes techniques secouristes (liste en annexe) doivent être considérées comme ne relevant pas des missions du Sdis.

A contrario, les interventions suite à un départ avant régulation, sur la voie publique, les relevages à domicile doivent être considérés comme relevant des missions du Sdis.

Article 6 : Dispositions financières

En application de l'article L1424-42 du CGCT, donnent lieu à prise en charge financière par le CH les interventions réalisées par le Sdis 76 en raison de :

- l'indisponibilité de transporteurs sanitaires privés ;
- l'indisponibilité partielle de transporteurs sanitaires privés.

Le montant de l'indemnisation versé par le CH au Sdis 76 correspond à l'application du tarif national d'indemnisation fixé à l'article 6 de l'arrêté du 30 novembre 2006 modifié et appliqué à chaque intervention concernée.

Le Sdis 76 adresse trimestriellement à l'hôpital siège du Samu la facture des interventions relevant de la présente convention.

Article 7 : Entrée en vigueur et durée

La présente convention entre en vigueur le 1^{er} du mois qui suit sa signature. Elle est conclue pour une durée d'un an. Elle est renouvelable chaque année par tacite reconduction sans toutefois excéder trois années.

Article 8 : Modalités de modification et de résiliation

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux fixés dans la convention.

Chacun des cocontractants peut mettre unilatéralement fin à la présente convention en cours d'année, par courrier recommandé avec accusé de réception, le cachet de la poste faisant foi. Dans cette hypothèse, la convention prend fin de droit au terme de l'année entamée (année civile).

La présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution par l'une ou l'autre des parties de l'une de ses obligations moyennant un préavis de 3 mois.

Article 9 : Règlement des litiges et attribution de compétence

Dans l'hypothèse d'un litige lié à l'application des stipulations de la présente convention, les cocontractants s'engagent à rechercher une solution amiable de règlement dans la limite de trois mois et après mise en demeure préalable par lettre recommandée avec accusé de réception, préalablement à toute saisine du tribunal administratif de Rouen.

Le Havre, le
(en deux exemplaires)

Yvetot, le

Pour le Groupe Hospitalier du Havre
Le Directeur général,

Martin TRELCAT

Pour le SDIS 76
Le Président du Conseil d'administration

André GAUTIER

Annexe à la convention relative à la prise en charge financière par l'établissement de santé, siège du service d'aide médicale d'urgence, des interventions réalisées par le Sdis 76 par carence de transporteur sanitaire privé

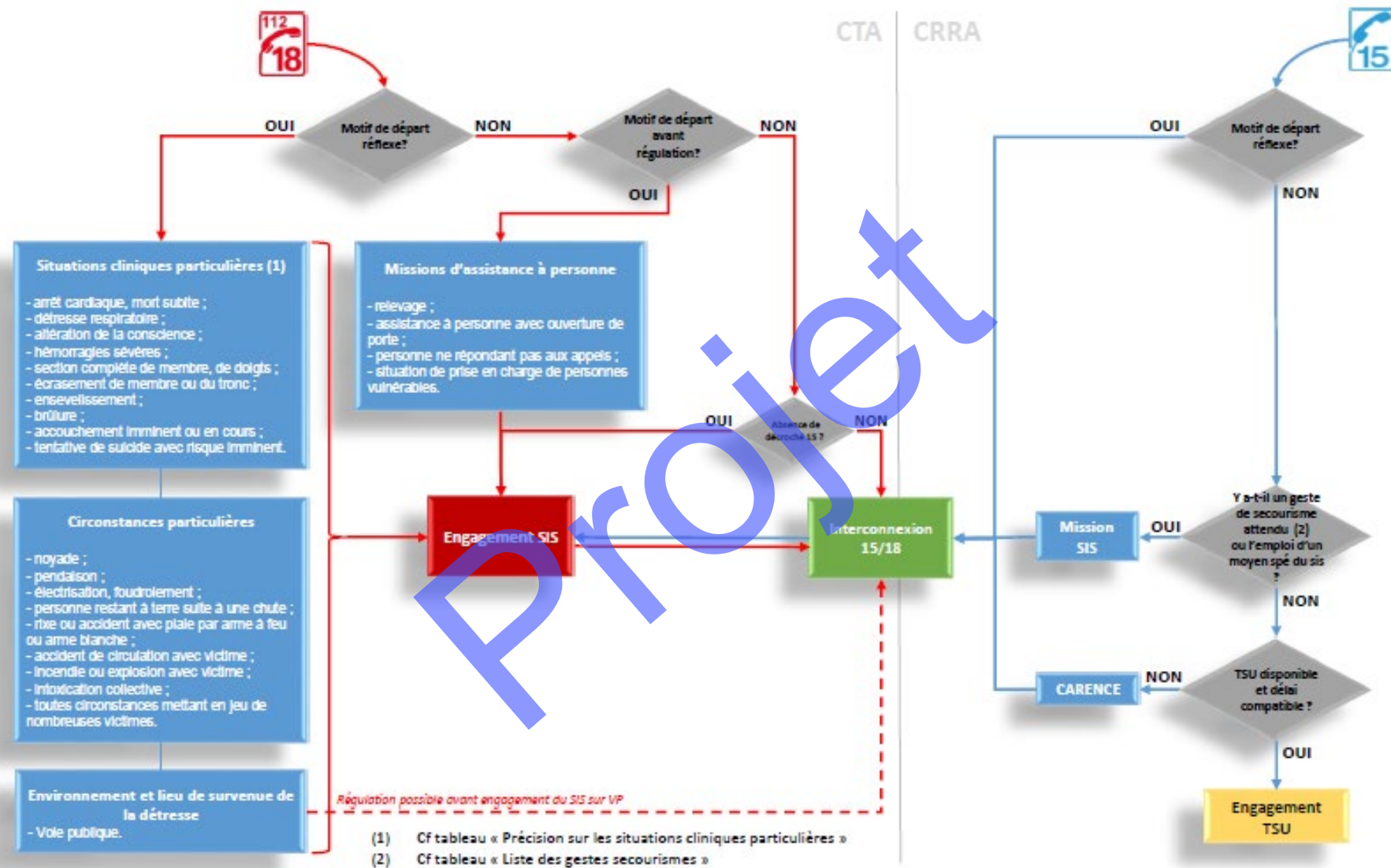


Tableau 1 : Précisions sur les situations cliniques particulières

Référence : Recommandations interministérielles pour les arbres décisionnels. Novembre 2016.

Motif	Questions	Départ reflexe...
Arrêt cardiaque, mort subit	<ul style="list-style-type: none"> • La personne vous parle-t-elle ? • La personne respire-t-elle ? 	... si NON aux 2 questions
Détresse respiratoire	<ul style="list-style-type: none"> • La personne a-t-elle des difficultés pour parler ? • La personne s'étouffe-t-elle ? • La respiration est-elle bruyante ? • La personne présente-t-elle des sueurs et/ou un trouble de conscience ? 	... si OUI à l'une des questions
Altération de la conscience	<ul style="list-style-type: none"> • La personne vous parle-t-elle ? • La personne réagit-t-elle à des ordres simples ? • La personne réagit-t-elle à un stimulus ou pincement 	... si NON aux 3 questions
Hémorragie sévère externe ou extériorisée	<ul style="list-style-type: none"> • Pouvez-vous arrêter le saignement externe ou extériorisé par une compression manuelle ? 	... si NON à la question
Ecrasement de membre ou du tronc	<ul style="list-style-type: none"> • La personne peut-elle se dégager seule ? 	... si NON à la question
Brûlure	<ul style="list-style-type: none"> • Atteinte visage ou cou ? • ou face antérieure du tronc ? • ou postérieure du tronc ? • ou plus d'un membre ? 	... si OUI à l'une des questions
Accouchement imminent ou en cours	<ul style="list-style-type: none"> • Une partie du bébé est-elle visible ? • La mère a-t-elle envie de pousser ? • La mère a-t-elle des contractions douloureuses ou rapprochées (moins de 5 mn) ? • La mère présente-t-elle des saignements importants ? 	... si OUI à l'une des questions
Tentative de suicide avec risque imminent	<ul style="list-style-type: none"> • La personne a-t-elle tenté de se suicider de manière violente ? (pendaison, défenestration, usage d'arme à feu, usage d'arme blanche ou tranchante,) ? • La personne s'est-elle isolée avec un moyen (hors médicament) susceptible de lui permettre de mettre fin à ses jours ? • Tentative de suicide médicamenteux avec signes de détresse vitale (Conscience, ventilation, circulation) 	... si OUI à l'une des questions

TABEAU 2 : Liste des gestes secourismes

Référence : Circulaire interministérielle N° DGOS/R2/DGSCGC/2015/190 du 5 juin 2015 relative à l'application de l'arrêté du 24 avril 2009 relatif à la mise en œuvre du référentiel portant sur l'organisation du secours à personne et de l'aide médicale urgente

Dégagement d'urgence	<ul style="list-style-type: none"> Traction par les chevilles Traction par les poignets Traction par les vêtements Traction sous les aisselles Dégagement d'urgence d'un véhicule Dégagement d'un petit enfant Traction au sol avec équipier(s) relais (chevilles) Traction au sol avec équipier(s) relais (aisselles)
Désobstruction des voies aériennes	<ul style="list-style-type: none"> Réaliser les claques dans le dos (adulte et enfant) Réaliser les compressions abdominales (adulte et enfant) Réaliser les compressions thoraciques (femme enceinte et obèse) Réaliser les claques dans le dos (nourrisson) Réaliser les compressions thoraciques (nourrisson)
Oxygénothérapie	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en œuvre d'une bouteille d'oxygène Inhalation d'oxygène (masque haute concentration)
Contrôle des hémorragies	<ul style="list-style-type: none"> Réaliser une compression manuelle directe Réaliser un pansement compressif avec du matériel Poser un garrot Comprimer une narine qui saigne
Protection des VA	<ul style="list-style-type: none"> Réaliser une PLS Utiliser un aspirateur de mucosité Effectuer une LVA par élévation du menton seulement Retourner une victime inconsciente
Réanimation Cardio-pulmonaire	<ul style="list-style-type: none"> Effectuer les compressions thoraciques (adultes) Réaliser la ventilation artificielle avec BAVU adulte Utiliser le DAE Poser une canule oro-pharyngée
Traitement des plaies et brûlures	<ul style="list-style-type: none"> Refroidissement et pst brûlure Mettre une victime avec plaie au thorax en position d'attente Mettre une victime avec plaie à l'abdomen en position d'attente Utiliser une compresse/pansement américain Maintenir une compresse –pansement avec filet tubulaire/bande Emballer une plaie avec un champ stérile

Immobilisation	Réaligner la tête (victime allongée, assise, debout) Réaligner un membre supérieur Réaligner un membre inférieur Appliquer le froid Installer une écharpe simple Installer une contre-écharpe Installer une écharpe oblique Mettre en place de l'ACT Immobiliser une victime sur une MID Immobiliser un membre supérieur à l'aide d'une attelle Immobiliser un membre inférieur à l'aide d'une attelle Réaligner un traumatisme de l'avant-bras ou du poignet Réaligner un traumatisme de la jambe ou de la cheville
----------------	--

Projet

N°DBCA-2019-046

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CONVENTION CADRE RELATIVE AUX CONTRIBUTIONS DU SDIS 76 AUX
OPERATIONS DE RECHERCHE ET DE SAUVETAGE EN MER**

Le 04 juin 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 mai 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

ETAIT ABSENT EXCUSE

- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- la délibération du Conseil d'administration n° 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau,
- la circulaire interministérielle MIOMCTI/DGSCGC et MEEDTL/DGITM/DAM n° NOR INTE 1224209 C du 4 mai 2012 relatives aux contributions des services départementaux d'incendie et de secours aux opérations de recherche et de sauvetage en mer (texte support du présent modèle de convention-cadre),
- la lettre n°144/SGMER, n°35323/ADM et n°24/DGSCGC du 12 mars 2015 relative à la rédaction de l'article 8 du projet de convention fixant la contribution des services départementaux d'incendie et de secours aux opérations de recherche et de sauvetage en mer,
- les conventions-cadre relative aux contributions du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime aux opérations de recherche et de sauvetage en mer avec le CROSS Jobourg et Gris Nez datées du 11 mai 2014.

*

**

Même si elle ne relève pas des missions obligatoires au sens du code général des collectivités territoriales, la participation des Sdis au secours maritime dans la frange littorale contribue de façon notable et indéniable à la sécurisation des activités des riverains et de touristes des départements littoraux. C'est pour cette raison que la Direction Générale de la Sécurité Civile propose de privilégier une implication volontaire des Sdis dans un cadre explicite partagé (convention- cadre nationale).

Ainsi, conformément à l'article 6 de la circulaire du 4 mai 2012, sur l'initiative du Sdis76, les CROSS Jobourg et Gris Nez, les Sdis de la Manche, du Calvados, ont conduit un travail conjoint afin d'établir une convention sur la base de la convention-cadre.

A ce titre, deux conventions avaient été conclues entre le Sdis 76 et les CROSS Jobourg et Gris Nez le 11 mai 2014, et indiquaient que la responsabilité du Sdis 76 pouvait être engagée alors que les sapeurs-pompiers intervenaient à la demande de l'Etat.

Par courrier du 12 mars 2015, le Secrétariat Général de la Mer, la Direction des Affaires Maritimes et la Direction Générale de la Sécurité Civile et de la Gestion des Crises ont proposé une modification de la rédaction de l'article 8 de la convention-cadre afin de réviser les modalités de prise en charge des dommages pouvant être générés lors d'opération de secours. Ainsi, la conclusion de ces conventions permet de réduire de manière considérable le risque financier, notamment assurantiel, à l'égard du Sdis lorsqu'il intervient à la demande de l'Etat pour porter secours en mer.

L'article 8 des deux conventions (annexe) relatif à l'assurance prévoit :

« En cas de dommage et préjudice de toute nature, causés tant aux navires, aux matériels et aux installations qu'au personnel engagé ou à des tiers, trouvant leur origine dans l'exécution de la présente convention, la responsabilité de l'Etat s'établit dans les conditions fixées par les dispositions législatives réglementaires ou jurisprudentielles applicables ».

*

* *

La convention-cadre permet de :

- renforcer la coordination des opérations entre les CROSS Jobourg, Gris Nez et le CODIS 76,
- harmoniser et sécuriser juridiquement la contribution du Sdis 76 aux opérations de recherche et de sauvetage en mer.

Aussi, il vous est proposé d'autoriser le président à signer les conventions ci-jointes, ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et autorisent le président à signer les conventions ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190604-DBCA-2019-046-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 05/06/2019
Affichage : 06/06/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER



**CONVENTION-CADRE RELATIVE
AUX CONTRIBUTIONS DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE
ET DE SECOURS DE SEINE-MARITIME
AUX OPERATIONS DE RECHERCHE
ET DE SAUVETAGE EN MER.**



**Service départemental
d'incendie et de secours
Seine Maritime**



**Centre régional opérationnel
de surveillance et de sauvetage
de Gris Nez**



**Préfecture
du département
de la Seine Maritime**



**Préfecture de la zone
de défense et de sécurité
Ouest**



**Préfecture maritime
de la Manche
et de la Mer du Nord**

DIFFUSION DU DOCUMENT

Exemplaires originaux :

- Préfet maritime de la Manche et de la Mer du Nord
- Préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest
- Préfet du département de la Seine Maritime
- Directeur du SDIS de la Seine Maritime
- Directeur du CROSS Gris-Nez

Copies :

- Secrétaire général de la mer (*organisme SECMAR*)
- MIOMCTI / Directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises
- MTES / Directeur général des infrastructures, des transports et de la mer / Directeur des affaires maritimes

SUIVI DES EVOLUTIONS

Date	Objet
Mai 2014	Entrée en vigueur de la convention-cadre.
Avril 2019	Modification de l'article 8

SOMMAIRE

1. CADRE GENERAL.	8
2. INTERVENTION EN MER.	8
3-CONTRIBUTIONS PARTICULIERES.	11
4-PREPARATION.....	12
5-DISPOSITIONS RELATIVES AU PERSONNEL.....	12
6-DISPOSITIONS RELATIVES AUX MATERIELS.	13
7-DISPOSITIONS FINANCIERES.	13
8-ASSURANCES.	13
9-SUIVI DE LA CONVENTION-CADRE.....	14
10-EVOLUTION DE LA CONVENTION-CADRE.....	14
VISAS.	15

Projet

ENTRE :

Monsieur le vice-amiral Philippe DURTIEUX, préfet maritime de la Manche et de la Mer du Nord,
et désigné ci-après par « **préfet maritime** »,

et

Monsieur Christophe MIRMAND, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine.

et désigné ci-après par « **préfet de zone** »,

et

Monsieur Pierre-André DURAND, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
et désigné ci-après « **préfet de département** »,

et

Monsieur André GAUTIER, président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine Maritime,

et désigné ci-après par les sigles « **SDIS** »,

et

Monsieur l'administrateur général des affaires maritimes Jean Marie COUPU, directeur inter-régional de la mer Manche Est – Mer du Nord,

et désigné ci-après par le sigle « **CROSS** »,

désignés tous ensemble, sous le terme « **parties** » ou séparément sous le terme « **partie** ».

VU

- La convention internationale sur la recherche et le sauvetage maritimes, signée à Hambourg le 27 avril 1979 et publiée par le décret n°85-580 du 5 juin 1985 ;
- Le code général des collectivités territoriales (CGCT) ;
- Le code de la défense ;
- Le code des transports ;
- Le code des ports maritimes ;
- La loi n°86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral ;
- La loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;
- Le décret n° 88-531 du 2 mai 1988 portant organisation du secours, de la recherche et du sauvetage des personnes en détresse en mer ;
- Le décret n° 94-491 du 16 juin 1994 relatif à la rémunération de certains services rendus par les navires des administrations civiles de l'Etat ;
- Le décret n° 2004-112 du 6 février 2004 relatif à l'organisation de l'action de l'Etat en mer ;
- Le décret n°2005-1514 du 6 décembre 2005 relatif à l'organisation outre-mer de l'action de l'Etat en mer ;
- Le décret n°2010-1582 du 17 décembre 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'Etat dans les départements et les régions d'outre-mer, à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon ;
- Le décret n° 2010-224 du 4 mars 2010 relatif aux pouvoirs des préfets de zone de défense et de sécurité ;
- Le décret n° 2010-225 du 4 mars 2010 portant modifications de certaines dispositions du code de la défense relatives aux préfets délégués pour la défense et la sécurité, aux états-majors interministériels de zone de défense et de sécurité, aux délégués et correspondants de zone de défense et de sécurité et à l'outre-mer ainsi que certaines dispositions relatives aux secrétariats généraux pour l'administration de la police et certaines dispositions du code de la santé publique ;
- L'arrêté du 9 mars 1995 portant rémunération des services rendus par les navires des administrations civiles de l'Etat ;
- La circulaire Premier Ministre n° 4.628/SG du 30 juillet 1998 relative à la coordination dans la zone côtière des moyens de sécurité, de recherche et de sauvetage des personnes en détresse en mer, relevant des Préfets de zone de défense et des Préfets maritimes en France métropolitaine ;
- La circulaire interministérielle MIOMCTI/DGSCGC et MEEDTL/DGITM/DAM n° NOR INTE 1224209 C du 4 mai 2012 relatives aux contributions des services départementaux d'incendie et de secours aux opérations de recherche et de sauvetage en mer (*texte support du présent modèle de convention-cadre*).
- L'instruction du 29 mai 1990 relative à l'organisation du secours, de la recherche et du sauvetage des personnes en détresse en mer ;
- L'instruction du 29 juillet 2004 relative à l'accueil des navires en difficulté dans des lieux de refuge ;
- L'instruction du 29 août 2011 relative à l'organisation de l'aide médicale en mer ;
- La lettre n° 2202/SGMER du 24 novembre 2011 relative à la fiche de secours en mer (FDSM) (annexe 3) ;
- La lettre n°144/SGMER, n°35323/ADM et n°24/DGSCGC du 12 mars 2015 relative à la rédaction de l'article 8 du projet de convention fixant la contribution des services départementaux d'incendie et de secours aux opérations de recherche et de sauvetage en mer ;

- La convention cadre relative aux contributions du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime aux opérations de recherche et de sauvetage en mer avec le CROSS de Gris Nez datée du 11 mai 2014

Projet

CONSIDERANT

- Les responsabilités du **CROSS** en matière de coordination des opérations de recherche et de sauvetage des personnes en détresse en mer, sous l'autorité du **préfet maritime**, directeur des opérations de secours en mer ;
- La zone de compétence du **CROSS**, s'étendant sur l'ensemble des eaux maritimes de la zone de responsabilité pour la recherche et le sauvetage en mer attribuée à la France, à partir de la limite des eaux à l'exception des eaux situées à l'intérieur des limites administratives des ports et dans les estuaires en amont de la limite transversale de la mer ;
- Les responsabilités et compétences du **SDIS** ainsi que leurs capacités opérationnelles pour couvrir les secours dans les estuaires en amont de la limite transversale de la mer, les plans d'eaux intérieurs et les ports maritimes du département, sous l'autorité du maire ou du **préfet de département**, directeur des opérations de secours ;
- L'exercice par les maires des communes du littoral du pouvoir de police des baignades et des activités nautiques pratiquées à partir du rivage avec des engins de plage et des engins non immatriculés jusqu'à une limite fixée à 300 mètres à compter de la limite des eaux (*dénommée après par simplification « police des baignades »*) [CGCT article L 2213-23] ;
- La participation des **SDIS** aux opérations de recherche et de sauvetage en mer au-delà de la bande des 300 m susmentionnée peut donner lieu à des opérations relevant des « secours d'urgence aux personnes victimes d'accidents, de sinistres ou de catastrophes ainsi que leur évacuation » [CGCT article L 1424-2]. Toutefois, de telles opérations s'avèrent exclues de leurs zones de compétence territoriale. En conséquence, elles ne peuvent être considérées comme une des missions obligatoires des **SDIS** au sens de l'article L 1424-2 du CGCT ;
- La possibilité pour le **SDIS** de conventionner avec des organismes tiers pour la réalisation de prestations ou interventions qui ne se rattachent pas directement à ses missions de service public définies à l'article L1424-2 du CGCT ;

SUR PROPOSITION

- de monsieur le colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE,
directeur du service départemental d'incendie et de secours de Seine Maritime
- et
- de monsieur l'administrateur en chef des affaires maritimes Marc BONNAFOUS,
directeur du centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage de Gris-Nez

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

1. CADRE GENERAL.

La présente convention-cadre a pour objet de définir les modalités d'échange d'informations entre le CROSS et le CTA-CODIS ainsi que de participation, en tant que de besoin, de personnels et/ou de moyens opérationnels du **SDIS** dans le cadre :

- des opérations de recherche et de sauvetage en mer, au profit principalement des baigneurs et des personnes pratiquant des loisirs ou sports nautiques, dans la façade littorale du département ;
- de l'armement des hélicoptères de la sécurité civile du littoral;
- de la préparation de l'accueil au port d'un navire en difficulté.

La convention cadre couvre également les exercices et entraînements des SDIS dans le cadre de la préparation opérationnelle à ces mêmes missions.

Est exclue du champ d'application de la présente convention-cadre la participation du **SDIS** :

- à l'armement des postes de secours de plage municipaux par ses personnels ;
- aux dispositifs préventifs de secours en mer à l'occasion de campagnes de pêche ou de manifestations nautiques.

Pour les missions susmentionnées, cette exclusion ne dispense pas les SDIS de l'application des directives formulées dans la lettre n° 2202/SGMER du 24 novembre 2011 relative à la fiche de secours en mer (FDSM).

2. INTERVENTION EN MER.

La procédure opérationnelle de coordination entre CROSS et CODIS pour la gestion des interventions en mer est présentée dans la circulaire NOR INTE 1224209 C du 4 mai 2012.

2.1. Réacheminement des alertes et information réciproque.

La procédure de coordination vise à introduire le dialogue opérationnel nécessaire entre **CROSS** et **CODIS**.

Le principe de la coordination entre le **CROSS** et le **CODIS** repose sur :

- un schéma commun de réacheminement sans délai des éléments d'une alerte ayant trait à leur champ d'action respectif ;
- l'instauration d'une conférence à trois « CROSS – CODIS – Requérant/Témoin » permettant au centre devant assurer la coordination de l'opération de disposer sans délai des éléments de l'alerte ;
- une information mutuelle en permanence et en temps réel de toute opération dans leur zone de compétence ou d'intervention respective, dès lors que celle-ci est susceptible de conduire l'autre centre opérationnel, selon les circonstances, soit à prendre la coordination d'ensemble de l'opération, soit à engager des moyens sous sa responsabilité opérationnelle.

Le **CROSS** et le **CODIS** informent respectivement le préfet maritime et le COZ, de tout événement porté mutuellement à leur connaissance et présentant un caractère sensible. Cette information est réalisée de manière précoce dès la réception d'éléments pertinents.

2.2. Déclenchement des moyens.

En fonction de l'analyse de la situation en mer, le **CROSS** détermine le type de moyen à mettre en œuvre (nautiques, aériens ou terrestres) et en informe le **CODIS**. Il annule ou confirme les moyens éventuellement engagés à l'initiative du **CODIS** dans le cadre des actions entreprises de façon quasi concomitante à l'interconnexion téléphonique.

Le **CROSS** attribue à la mission un numéro d'opération qu'il communique au **CODIS**.

Le **CROSS** formule une demande de concours au **CODIS** au début de l'opération ou en cours d'opération si un renfort s'avère nécessaire. Le **CODIS** informe alors le **CROSS** des moyens du SDIS disponibles, de leur origine et de leurs délais de mise en œuvre. Le **CROSS** confirme ou non l'engagement des moyens.

Selon les circonstances, il peut être décidé de mettre en œuvre un autre vecteur que ceux du SDIS pour projeter une équipe du SDIS en mer.

Lorsque les moyens demandés sont susceptibles d'amoindrir la couverture départementale des risques, le **préfet de département (SDIS)** en informe le **préfet de zone (COZ)**.

Sauf dispositions particulières explicitées dans des protocoles d'accords particuliers entre le préfet maritime et le préfet de zone de défense et de sécurité, seul le **CROSS** est compétent pour la mise en œuvre des moyens aériens de la sécurité civile dans la zone de compétence du **préfet maritime** et dans la zone de police des baignades.

2.3. Déroulement de l'opération.

Coordination des opérations :

L'ensemble des moyens engagés par le **CODIS** est coordonné par le **CROSS**.

Le chef de bord du moyen nautique du **SDIS** reste responsable de la sécurité de l'embarcation et du personnel à bord. Il reste juge de la possibilité de réaliser l'intervention. Il peut désengager ses moyens s'il juge que les conditions d'environnement et de navigabilité de son embarcation ne permettent pas de remplir en sécurité la mission confiée. Dans ce cas, le chef de bord informe immédiatement le **CROSS**, qui informera à son tour le **CODIS**.

Lorsque le personnel du **SDIS** est projeté sur zone par un moyen extérieur au **SDIS** et désigné par le **CROSS** (*hélicoptère de la sécurité civile, vedette d'une administration ou de la SNSM,...*), il se place sous l'autorité du commandant de bord de l'aéronef ou du chef de bord du moyen. Ce dernier reste juge de la faisabilité de la mission et des modalités d'accomplissement de celle-ci. Le chef du détachement du **SDIS** reste quant à lui seul habilité à juger de la sécurité des actions qui relèvent de son autorité.

Lors d'opérations impliquant plusieurs moyens, le **CROSS** peut désigner un coordonnateur sur zone « *on scene coordinator – OSC* ». L'OSC :

- devient l'interlocuteur unique du **CROSS** pour les moyens de sauvetage engagés sur zone et que le **CROSS** place sous sa coordination,
- coordonne les manœuvres des intervenants, sur instruction du **CROSS**,
- assure la remontée d'information vers le **CROSS** de l'ensemble des moyens engagés sur zone.

Fin des opérations :

A la clôture de la mission, le **CROSS** en informe le **CODIS** et donne alors liberté de manœuvre aux moyens engagés.

Le **CODIS** reprend le contrôle opérationnel de ses moyens.

2.4. Transmissions en opération.

Dès lors qu'un moyen nautique **SDIS** est susceptible d'intervenir dans une opération coordonnée par le **CROSS**, il doit être équipé d'une radio VHF marine.

Le chef de bord du **SDIS** procède impérativement à une prise de contact radio avec le **CROSS** (**VHF canal 16**) avant l'appareillage.

Il effectue un compte-rendu systématique à chaque phase de son action par VHF (**canal précisé par le CROSS**) :

- appareillage,
- compte-rendu d'ambiance à l'arrivée sur zone,
- en cours d'intervention, selon une périodicité convenue entre le chef de bord et le **CROSS** ou pour toute difficulté particulière,
- demande de renfort ou de moyens complémentaires,
- bilan final en quittant la zone,
- retour au mouillage ou à la base.

Selon les circonstances et afin d'assurer la continuité des transmissions, le **CODIS** peut être amené à établir une liaison relais, via une VHF marine activée à partir d'un point haut sur le littoral, entre les moyens nautiques du **SDIS** sur zone et le **CROSS** (procédure « MODERATO »).

Si d'autres unités nautiques engagées dans l'opération sont en mesure d'assurer ce relais, il n'y a pas lieu d'engager la procédure MODERATO.

En parallèle des comptes-rendus au **CROSS**, le chef de bord doit informer le **CODIS** du déroulement de son intervention. Cette information ne peut en aucun cas donner lieu à l'envoi de moyens complémentaires à la seule initiative du **CODIS**.

2.5. Continuité terrestre de l'opération.

Afin d'assurer la prise en charge dans les meilleurs délais des victimes lors du débarquement à quai ou sur la zone de posé (DZ), le **CROSS** transmet au **CODIS** les informations du lieu et de l'horaire prévisionnel d'arrivée du vecteur de transport des victimes.

2.6. Compte-rendu d'intervention.

Selon le caractère de l'intervention, et notamment lorsque celle-ci est susceptible d'avoir des répercussions à terre ou de nécessiter une action de gestion de la part des autorités terrestres, le **CODIS** assure l'information du préfet de département.

Le **CROSS** adresse au **CODIS** et au COZ un compte-rendu normalisé d'intervention (Situation Report - SITREP) lorsqu'un moyen du **SDIS** ou de la sécurité civile a été engagé.

2.7. Retour d'expérience.

Dans le cadre d'une démarche de retour d'expérience et d'amélioration de la coordination des activités entre le **CODIS** et le **CROSS**, une fiche d'amélioration de la qualité est rédigée à l'occasion de tout constat de dysfonctionnement ou de simple écart avec les présentes dispositions, ainsi que, en l'absence de toute anomalie, pour formuler des propositions d'amélioration des procédures et modes opératoires conjoints.

La réponse à la fiche doit intervenir dans le mois suivant sa réception. Elle spécifie l'action d'amélioration mise en œuvre ou engagée et le calendrier associé.

Le **CROSS** fournira aux différentes parties impliquées le modèle de fiche en vigueur.

3-CONTRIBUTIONS PARTICULIERES.

3.1-Missions effectuées par le SDIS de la Seine Maritime

Le SDIS participe en mer, sous coordination du CROSS, aux missions suivantes, exclusion faite de la lutte contre l'incendie:

- missions de recherche et de sauvetage ;
- missions urgentes d'assistance aux biens dans les situations présentant un risque d'évolution vers la nécessité d'un sauvetage, évalué par l'officier CROSS en relation avec l'officier CODIS.

3.2-Armement des hélicoptères de la sécurité civile.

La composition de l'équipage d'un hélicoptère de la sécurité civile inclut un pilote commandant de bord et un mécanicien opérateur de bord.

L'équipe embarquée, qui s'ajoute à l'équipage, peut être composée de spécialistes sauveteurs hélicoptés (SSH) à compétence aquatique ou autres spécialistes, à l'exclusion d'équipes médicales du SDIS.

La qualité des personnels composant l'équipe embarquée sera définie en fonction de la nature de la mission. Leur nombre ne devra en aucun cas excéder les limites fixées par le commandant de bord.

Ce complément d'équipage de l'hélicoptère de la sécurité civile est engagé à l'occasion de la conférence téléphonique à trois, entre le CROSS, la base Hélicoptère de la sécurité civile et le CODIS.

3.3-Préparation de l'accueil au port d'un navire ayant besoin d'assistance (SAR ou ANED).

Un navire peut, sur décision du **préfet maritime**, être dérouté vers un port maritime pour être mis à l'abri, conformément à l'instruction du Premier Ministre relative à l'accueil des navires ayant besoin d'assistance.

Cette procédure d'accueil fait l'objet d'une consultation des autorités terrestres par l'autorité maritime.

Afin de recueillir toute information nécessaire à la réalisation de l'intervention en zone portuaire, le **préfet de département** peut solliciter l'envoi à bord du navire, en approche du port, d'experts techniques du **SDIS**.

Dans ce cadre, il saisit le **préfet maritime** de la demande et en tient informé le **préfet de zone**. Le **SDIS** et le **CROSS** sont informés de la décision du **préfet maritime**.

A bord du navire, les experts techniques du **SDIS** sont placés sous l'autorité du représentant du **préfet maritime**. Ils recueillent et transmettent au **CODIS** les données pertinentes pour la préparation de l'intervention à quai.

Le **CODIS** retransmet au préfet de département ces informations qui sont également portées à la connaissance du **CROSS**.

Une fois le navire accosté, le **SDIS** assure la conduite des secours, sous la direction opérationnelle du **préfet de département**.

4-PREPARATION.

4.1-Disponibilités des équipements.

Chaque année, et à l'occasion de chaque modification, le **SDIS** informe le **CROSS** de ses moyens mobilisables, de leur implantation, et de leurs capacités opérationnelles et techniques.

Le **SDIS** informe le **CROSS** des périodes d'indisponibilité prolongée de ses moyens nautiques.

Sur demande, le **CODIS** informe le **CROSS** du niveau de disponibilité en temps réel de ses moyens nautiques.

4.2-Exercices et entraînements.

Les exercices conjoints sont l'occasion d'échanges entre les différents moyens de sauvetage susceptibles d'être mobilisés par le **CROSS** et optimisent la compréhension générale de la coordination des opérations de recherche et de sauvetage en mer.

Chaque année, la participation des moyens **SDIS** aux exercices ORSEC maritimes et/ou aux autres exercices maritimes organisés avec le **CROSS** sera recherchée.

Le **SDIS** peut être amené à annuler un entraînement ou sa participation à un exercice conjoint notamment en fonction des conditions météorologiques, de l'état de la mer ou du volume d'activité de secours dans le département.

Le **CROSS** est systématiquement tenu informé (*localisation, début et fin*) des exercices ou entraînements organisés à la mer pour l'entraînement propre des équipes du **SDIS**.

4.3-Échanges informels CROSS-CODIS.

Afin de promouvoir les échanges entre les services et la diffusion des bonnes pratiques, des visites croisées des installations et des centres opérationnels ainsi que des formations réciproques sont organisées au profit du personnel du **CROSS** et du **SDIS**.

Ce programme d'échanges fait l'objet d'une planification annuelle entre le **SDIS** et le **CROSS**.

5-DISPOSITIONS RELATIVES AU PERSONNEL.

Le personnel du **SDIS** est qualifié et habilité par le **SDIS** selon les prescriptions des guides nationaux de référence élaborés par la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises.

Les chefs de bord du **SDIS** sont par ailleurs détenteurs des qualifications adaptées à la conduite de leurs embarcations et à leurs activités.

6-DISPOSITIONS RELATIVES AUX MATERIELS.

Le schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR) fait état des risques auxquels le **SDIS** doit faire face. Les objectifs de couverture de la frange littorale, déterminant la capacité opérationnelle à pouvoir apporter une réponse opérationnelle cohérente et adaptée en fonction des domaines d'intervention stipulés dans la présente convention, sont déterminés en concertation avec l'ensemble des acteurs du secours en mer.

Le règlement opérationnel du **SDIS** fera référence à la présente convention-cadre pour ce qui relève de l'organisation et la participation du **SDIS** à la couverture des secours dans la bande littorale.

Les moyens nautiques du **SDIS** et leurs équipements sont conformes à la réglementation applicable pour les activités de secours en mer.

Chaque **partie** reste propriétaire des matériels et équipements acquis dans le cadre de la présente convention cadre et mis à la disposition d'une autre **partie** dans le cadre de son exécution.

7-DISPOSITIONS FINANCIERES.

Opérations n'ouvrant droit à aucun remboursement :

Les opérations de secours à personnes n'ouvrent pas de droit à rémunération.

Les frais engagés par le **SDIS** à l'occasion des opérations de recherche et de sauvetage en mer restent à sa charge.

Opérations ouvrant droit à remboursement :

En application de l'article L 1424-42 du CGCT, dans le cadre d'une convention, le conseil d'administration du **SDIS** fixe la nature des prestations d'assistance (*remorquage, récupération de planche à voile...*) engagées à l'occasion d'opérations de secours à personne et leurs conditions de prise en charge financière. Le **SDIS** communique aux **parties**, à titre d'information, la grille tarifaire de ces prestations.

La participation aux opérations d'assistance aux navires en danger de se perdre (incendie, voie d'eau...) ouvre droit à rémunération, par le propriétaire du navire, si l'action a été efficace (*principe « no cure, no pay »*). La rémunération est évaluée au prorata des actions engagées par les différents intervenants, de la valeur marchande du bien et de sa cargaison. Dans le cadre de la procédure de recouvrement, le **SDIS** adresse au **préfet maritime** le bilan des moyens et les justificatifs des frais engagés lors de l'opération.

Actions de formation :

Les frais engagés à l'occasion des exercices et des entraînements restent à la charge des **parties**.

8-ASSURANCES.

En cas de dommage et préjudice de toute nature, causés tant aux navires, aux matériels et aux installations qu'au personnel engagé ou à des tiers, trouvant leur origine dans l'exécution de la présente convention, la responsabilité de l'Etat s'établit dans les conditions fixées par les dispositions législatives réglementaires ou jurisprudentielles applicables.

9-SUIVI DE LA CONVENTION-CADRE.

9.1-Correspondant.

Chaque **partie** désigne et communique aux autres **parties** le nom et les coordonnées du correspondant chargé, au sein de son organisme, de la mise en œuvre et du suivi de la présente convention-cadre.

9.2-Évaluation.

L'ensemble des dispositions fait l'objet d'une évaluation régulière entre les **parties** à l'occasion de réunions annuelles.

Lors de ces réunions sont évoqués l'activité opérationnelle, l'entraînement, le suivi des FAQ et toutes les difficultés rencontrées.

Ces réunions font l'objet d'un relevé de décisions et le cas échéant d'un plan d'actions correctives, diffusés à l'ensemble des **parties**.

10-EVOLUTION DE LA CONVENTION-CADRE.

10.1-Date d'entrée en vigueur et durée.

La présente convention-cadre abroge dès son entrée en vigueur la convention cadre relative aux contributions du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime aux opérations de recherche et de sauvetage en mer avec le CROSS de Gris Nez datée du 11 mai 2014.

La présente convention entre en vigueur à la date de la dernière signature des **parties**.

La présente convention est conclue pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction, sans que sa durée totale ne puisse excéder cinq années consécutives.

Les **parties** se réunissent six mois avant la fin du terme des 5 ans pour analyser les modalités de son éventuelle révision ou reconduction.

10.2-Avenant.

A l'initiative d'une des **parties**, il pourra être étudié toute proposition de modification de la présente convention-cadre. Les modifications devront être acceptées par l'autre **partie** et faire l'objet d'un avenant validé avant son entrée en vigueur.

Les éléments modifiés de la présente convention-cadre ne peuvent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis. Les éventuels changements de coordonnées peuvent être mis à jour par simple courrier ou message.

Le SGMER et les directions ministérielles de tutelle sont tenus informés des modifications.

10.3-Règlements des litiges.

Les **parties** s'efforcent de résoudre à l'amiable les contestations qui peuvent surgir de l'interprétation ou de l'exécution des clauses de la présente convention-cadre. En cas de désaccord persistant, le litige est porté devant le tribunal administratif compétent.

10.4-Résiliation.

La résiliation de la présente convention-cadre peut être initiée par l'une ou l'autre des **parties** pour des motifs d'intérêt général.

La résiliation ne peut être notifiée qu'en fin d'année calendaire, par lettre recommandée avec un préavis d'au moins trois mois.

Le SGMER et les directions ministérielles de tutelle sont tenus informés de cette résiliation.

VISAS.

La présente convention cadre comporte **10 articles et 1 annexe.**

Fait en cinq exemplaires originaux.

<p>Le Préfet de la Zone de défense Ouest</p> <p>Lieu et date :</p> <p>Christophe MIRMAND</p>	<p>Le Vice- amiral d'escadre Préfet maritime de la Manche et de la Mer du Nord</p> <p>Lieu et date :</p> <p>Philippe DUTRIEUX</p>
<p>Le Préfet de la Seine-Maritime</p> <p>Lieu et date :</p> <p>Pierre-André DURAND</p>	<p>L'administrateur général des affaires maritimes Directeur inter-régional de la mer Manche Est – Mer du Nord</p> <p>Lieu et date :</p> <p>Jean Marie COUPU</p>
<p>Le président du Conseil d'Administration du Service départemental d'incendie et de secours de Seine Maritime</p> <p>Lieu et date :</p> <p>André GAUTIER</p>	

ANNEXE I : GLOSSAIRE

CCMM	: Centre de consultation médicale maritime
CGCT	: Code général des collectivités territoriales
CMS	: Coordonnateur de mission de sauvetage du CROSS
CODIS	: Centre opérationnel départemental d'incendie et de secours
COM	: Centre des opérations maritimes de la préfecture maritime
COS	: Commandant des opérations de secours
COZ	: Centre opérationnel de zone de préfecture de zone de défense et de sécurité
CROSS	: Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage
CTA	: Centre de traitement des alertes du CODIS
DAM	: Directeur des affaires maritimes (MEDDTL/DGTIM)
DGTM	Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer
DIRM	: Direction interrégionale de la mer
DOS	: Directeur des opérations de secours
DGSCGC	: Directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises (MIOMCTI)
EEI	: Équipe d'évaluation et d'intervention du préfet maritime
FAQ	: Fiche d'amélioration de la qualité
FDSM	: Fiche de secours en mer
OSC	: on scene coordinator (<i>coordonnateur sur les lieux</i>)
SAR	: Search and rescue (<i>recherche et sauvetage</i>)
SCMM	: SAMU de coordination médicale maritime
SDACR	: Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques
SDIS	: Service départemental d'incendie et de secours
SGMER	: Secrétaire général de la mer
SITREP	: Situation report (<i>compte-rendu de situation normalisé</i>)
SNSM	: Société nationale de sauvetage en mer

ANNEXE II : FICHE DE SECOURS EN MER (FDSM)

CROSS géographiquement compétent : N° d'opération du CROSS :		Service d'intervention : N° d'opération du service :	
Autorité : <input type="checkbox"/> Préfecture Maritime <input type="checkbox"/> Préfecture <input type="checkbox"/> Mairie <input type="checkbox"/> Autorités portuaires			
Date/heure d'intervention Commune : Secteur / lieu-dit / plage :		Début : Département : et/ou coordonnées GPS :	
Zone d'intervention <input type="checkbox"/> Port et accès <input type="checkbox"/> Littoral non surveillé < 300 m <input type="checkbox"/> Plage surveillée < 300 m <input type="checkbox"/> De 300 m à moins de 2 NM			
Evénement : <input type="checkbox"/> Secours à personnes (uniquement quand il n'y a pas d'embarcation) <input type="checkbox"/> baignade, <input type="checkbox"/> plongée apnée, <input type="checkbox"/> plongée bouteille, <input type="checkbox"/> Autres (<i>accident d'ordre médical non directement lié à la pratique d'une activité nautique</i>) <input type="checkbox"/> Secours à personne victime d'un accident de navire : abordage, incendie, chavirement, échouement, <u>voie d'eau</u> , <u>démâtage</u> , chute par-dessus bord (homme à la mer) <input type="checkbox"/> Secours à personne victime d'un accident d'engin non immatriculé : planche à voile, surf, kite-surf, kayak de mer, engin de plage <input type="checkbox"/> Fausses alertes Précisions :			
Moyen d'alerte <input type="checkbox"/> GSM <input type="checkbox"/> Téléphone fixe <input type="checkbox"/> Autre :		Qui alerte <input type="checkbox"/> Témoin <input type="checkbox"/> Famille ou proche <input type="checkbox"/> CODIS / CTA <input type="checkbox"/> Autre :	
Type de moyens engagés (<i>plusieurs choix possibles</i>) <input type="checkbox"/> Poste de plage (sauveteur, surveillant) <input type="checkbox"/> Plongeur <input type="checkbox"/> Embarcation légère (pneumatique, jetski) <input type="checkbox"/> Vedette < 40 m <input type="checkbox"/> Hélicoptère <input type="checkbox"/> Véhicule sanitaire <input type="checkbox"/> Patrouille <input type="checkbox"/> Autre :			
Bilan sur les personnes (<i>plusieurs choix possibles, inscrire le nombre</i>) <div style="display: flex; justify-content: space-around;"> <div style="text-align: center;"> impliqués secouru(s) dont blessé(s) tiré(s) d'affaire seul(s) dont blessé(s) </div> <div style="text-align: center;"> décédé(s) </div> <div style="text-align: center;"> disparu(s) </div> </div>			
Type de flotteur (<i>si flotteur impliqué</i>)		Immatriculation du flotteur si engin immatriculable :	
<input type="checkbox"/> annexe <input type="checkbox"/> fluvial / Péniche <input type="checkbox"/> Canoë-Kayak-aviron <input type="checkbox"/> Planche à voile <input type="checkbox"/> Plaisance à moteur - bateau habitable - bateau non habitable <input type="checkbox"/> Autres loisirs nautiques : (préciser)		<input type="checkbox"/> Pêche-plaisance <input type="checkbox"/> Plaisance à voile - voilier monocoque habitable, - voilier multicoque habitable <input type="checkbox"/> Kite surf Descriptif du support : type, marque... (préciser)	

Bilan sur le flotteur

☐ Remorqué

☐ Assisté

☐ Echoué

☐ Perdu / Coulé / Abandonné

☐ Autres

Projet

N° :

1. <u>EMETTEUR</u>	DESTINATAIRE
Nom : Service : Date d'envoi: Visa	Nom : Service : Date de réception : Visa

A REMPLIR PAR L'EMETTEUR DE LA FAQ

Dysfonctionnement constaté :Causes supposées :Actions immédiates :Idées d'améliorations :

A REMPLIR PAR LE DE LA FAQ

Analyses des causes :Actions d'améliorations :Pilote de l'action d'amélioration :Délai de réalisation de l'action :Réalisé le :Critères d'efficacité de l'action :

**CONVENTION-CADRE RELATIVE
AUX CONTRIBUTIONS DU
SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE
ET DE SECOURS DE SEINE MARITIME
AUX OPERATIONS DE RECHERCHE
ET DE SAUVETAGE EN MER.**



**Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime**

**Service départemental
d'incendie et de secours
Seine Maritime**



**Centre régional opérationnel
de surveillance et de sauvetage
de Jobourg**



**Préfecture
du département
de la Seine Maritime**



**Préfecture de la zone
de défense et de sécurité
Ouest**



**Préfecture maritime
de la Manche
et de la Mer du Nord**

DIFFUSION DU DOCUMENT

Exemplaires originaux :

- Préfet maritime de la Manche et de la Mer du Nord
- Préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest
- Préfet du département de la Seine Maritime
- Directeur du SDIS de la Seine Maritime
- Directeur du CROSS Jobourg

Copies :

- Secrétaire général de la mer (*organisme SECMAR*)
- MININT / Directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises
- MTES / Directeur général des infrastructures, des transports et de la mer / Directeur des affaires maritimes

SUIVI DES EVOLUTIONS

Date	Objet
mai 2014	Entrée en vigueur de la convention-cadre.
avril 2019	Modification de l'article 8.

SOMMAIRE

1.CADRE GENERAL	8
2.INTERVENTION EN MER.	8
2.1.REACHEMINEMENT DES ALERTES ET INFORMATION RECIPROQUE.....	8
2.2.DECLENCHEMENT DES MOYENS.....	9
2.3.DEROULEMENT DE L'OPERATION.....	9
2.4.TRANSMISSIONS EN OPERATION.....	10
2.5.CONTINUITE TERRESTRE DE L'OPERATION.....	10
2.6.COMPTE-RENDU D'INTERVENTION.....	10
2.7.RETOUR D'EXPERIENCE.....	11
3-CONTRIBUTIONS PARTICULIERES.....	11
3.1-MISSIONS EFFECTUEES PAR LE SDIS DE LA SEINE MARITIME.....	11
3.2-ARMEMENT DES HELICOPTERES DE LA SECURITE CIVILE.....	11
3.3-PREPARATION DE L'ACCUEIL AU PORT D'UN NAVIRE AYANT BESOIN D'ASSISTANCE (SAR OU ANED).....	11
4-PREPARATION.....	12
4.1-DISPONIBILITES DES EQUIPEMENTS.....	12
4.2-EXERCICES ET ENTRAINEMENTS.....	12
4.3-ÉCHANGES INFORMELS CROSS-CODIS.....	12
5-DISPOSITIONS RELATIVES AU PERSONNEL.....	12
6-DISPOSITIONS RELATIVES AUX MATERIELS.....	13
7-DISPOSITIONS FINANCIERES.....	13
8-ASSURANCES.....	13
9-SUIVI DE LA CONVENTION-CADRE.....	14
9.1-CORRESPONDANT.....	14
9.2-ÉVALUATION.....	14
10-EVOLUTION DE LA CONVENTION-CADRE.....	14
10.1-DATE D'ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE.....	14
10.2-AVENANT.....	14
10.3-REGLEMENTS DES LITIGES.....	14
10.4-RESILIATION.....	14
VISAS.....	15

ENTRE :

Monsieur le vice-amiral d'escadre Philippe DUTRIEUX, préfet maritime de la Manche et de la Mer du Nord,

et désigné ci-après par « **préfet maritime** »,

et

Madame Michèle KIRRY, préfète de la région Bretagne, préfète de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfète d'Ille-et-Vilaine.

et désignée ci-après par « **préfet de zone** »,

et

Monsieur Pierre-André DURAND, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,

et désigné ci-après « **préfet de département** »,

et

Monsieur André GAUTIER, président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine Maritime,

et désigné ci-après par les sigles « **SDIS** »,

et

Monsieur l'administrateur général des affaires maritimes Jean-Marie COUPU, directeur inter-régional de la mer Manche Est – Mer du Nord,

et désigné ci-après par le sigle « **CROSS** »,

désignés tous ensemble, sous le terme « **parties** » ou séparément sous le terme « **partie** ».

VU

- La convention internationale sur la recherche et le sauvetage maritimes, signée à Hambourg le 27 avril 1979 et publiée par le décret n°85-580 du 5 juin 1985 ;
- Le code général des collectivités territoriales (CGCT) ;
- Le code de la défense ;
- Le codes des transports ;
- Le code des ports maritimes ;
- La loi n°86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral ;
- La loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;
- Le décret n° 88-531 du 2 mai 1988 portant organisation du secours, de la recherche et du sauvetage des personnes en détresse en mer ;
- Le décret n° 94-491 du 16 juin 1994 relatif à la rémunération de certains services rendus par les navires des administrations civiles de l'Etat ;
- Le décret n° 2004-112 du 6 février 2004 relatif à l'organisation de l'action de l'Etat en mer ;
- Décret n°2005-1514 du 6 décembre 2005 relatif à l'organisation outre-mer de l'action de l'Etat en mer ;
- Le décret n°2010-1582 du 17 décembre 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'Etat dans les départements et les régions d'outre-mer, à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon ;
- Le décret n° 2010-224 du 4 mars 2010 relatif aux pouvoirs des préfets de zone de défense et de sécurité ;
- Le décret n° 2010-225 du 4 mars 2010 portant modifications de certaines dispositions du code de la défense relatives aux préfets délégués pour la défense et la sécurité, aux états-majors interministériels de zone de défense et de sécurité, aux délégués et correspondants de zone de défense et de sécurité et à l'outre-mer ainsi que certaines dispositions relatives aux secrétariats généraux pour l'administration de la police et certaines dispositions du code de la santé publique ;
- L'arrêté du 9 mars 1995 portant rémunération des services rendus par les navires des administrations civiles de l'Etat ;
- La circulaire Premier Ministre n° 4.628/SG du 30 juillet 1998 relative à la coordination dans la zone côtière des moyens de sécurité, de recherche et de sauvetage des personnes en détresse en mer, relevant des Préfets de zone de défense et des Préfets maritimes en France métropolitaine ;
- La circulaire interministérielle MIOMCTI/DGSCGC et MEEDTL/DGITM/DAM n° NOR INTE 1224209 C du 4 mai 2012 relatives aux contributions des services départementaux d'incendie et de secours aux opérations de recherche et de sauvetage en mer (*texte support du présent modèle de convention-cadre*).
- L'instruction du 29 mai 1990 relative à l'organisation du secours, de la recherche et du sauvetage des personnes en détresse en mer ;
- L'instruction du 29 juillet 2004 relative à l'accueil des navires en difficulté dans des lieux de refuge ;
- L'instruction du 29 août 2011 relative à l'organisation de l'aide médicale en mer ;
- L'instruction du 24 avril 2012 relative à l'établissement des dispositions spécifiques à l'accueil dans un lieu de refuge d'un navire ayant besoin d'assistance de l'ORSEC maritime, de l'ORSEC zonal et de l'ORSEC départemental ;
- La lettre n° 2202/SGMER du 24 novembre 2011 relative à la fiche de secours en mer (FDSM) ;
- La lettre n°144/SGMER, n°35323/ADM et n°24/DGSCGC du 12 mars 2015 relative à la rédaction de l'article 8 du projet de convention fixant la contribution des services départementaux d'incendie et de secours aux opérations de recherche et de sauvetage en mer ;

- La convention cadre relative aux contributions du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime aux opérations de recherche et de sauvetage en mer avec le CROSS de Jobourg datée du 11 mai 2014.

Projet

CONSIDERANT

- Les responsabilités du **CROSS** en matière de coordination des opérations de recherche et de sauvetage des personnes en détresse en mer, sous l'autorité du **préfet maritime**, directeur des opérations de secours en mer ;
- La zone de compétence du **CROSS**, s'étendant sur l'ensemble des eaux maritimes de la zone de responsabilité pour la recherche et le sauvetage en mer attribuée à la France, à partir de la limite des eaux à l'exception des eaux situées à l'intérieur des limites administratives des ports et dans les estuaires en amont de la limite transversale de la mer ;
- Les responsabilités et compétences du **SDIS** ainsi que leurs capacités opérationnelles pour couvrir les secours dans les estuaires en amont de la limite transversale de la mer, les plans d'eaux intérieurs et les ports maritimes du département, sous l'autorité du maire ou du **préfet de département**, directeur des opérations de secours ;
- L'exercice par les maires des communes du littoral du pouvoir de police des baignades et des activités nautiques pratiquées à partir du rivage avec des engins de plage et des engins non immatriculés jusqu'à une limite fixée à 300 mètres à compter de la limite des eaux (*dénommée après par simplification « police des baignades »*) [CGCT article L 2213-23] ;
- La participation des **SDIS** aux opérations de recherche et de sauvetage en mer au-delà de la bande des 300 m susmentionnée peut donner lieu à des opérations relevant des « secours d'urgence aux personnes victimes d'accidents, de sinistres ou de catastrophes ainsi que leur évacuation » [CGCT article L 1424-2]. Toutefois, de telles opérations s'avèrent excluent de leurs zones de compétence territoriale. En conséquence, elles ne peuvent être considérées comme une des missions obligatoires des **SDIS** au sens de l'article L 1424-2 du CGCT ;
- La possibilité pour le **SDIS** de conventionner avec des organismes tiers pour la réalisation de prestations ou interventions qui ne se rattachent pas directement à ses missions de service public définies à l'article L1424-2 du CGCT ;

SUR PROPOSITION

- de monsieur le colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE,
directeur du service départemental d'incendie et de secours de Seine Maritime
- et
- de monsieur l'administrateur en chef des affaires maritimes Luc NOSLIER,
directeur du centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage de Jobourg

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

1. CADRE GENERAL.

La présente convention-cadre a pour objet de définir les modalités d'échange d'informations entre le CROSS et le CTA-CODIS ainsi que de participation, en tant que de besoin, de personnels et/ou de moyens opérationnels du **SDIS** dans le cadre :

- des opérations de recherche et de sauvetage en mer, au profit principalement des baigneurs et des personnes pratiquant des loisirs ou sports nautiques, dans la façade littorale du département ;
- de l'armement des hélicoptères de la sécurité civile du littoral;
- de la préparation de l'accueil au port d'un navire en difficulté.

La convention cadre couvre également les exercices et entraînements des SDIS dans le cadre de la préparation opérationnelle à ces mêmes missions.

Est exclue du champ d'application de la présente convention-cadre la participation du **SDIS** :

- à l'armement des postes de secours de plage municipaux par ses personnels ;
- aux dispositifs préventifs de secours en mer à l'occasion de campagnes de pêche ou de manifestations nautiques.

Pour les missions susmentionnées, cette exclusion ne dispense pas les SDIS de l'application des directives formulées dans la lettre n° 2202/SGMER du 24 novembre 2011 relative à la fiche de secours en mer (FDSM).

2. INTERVENTION EN MER.

La procédure opérationnelle de coordination entre CROSS et CODIS pour la gestion des interventions en mer est présentée dans la circulaire NOR INTE 1224209 C du 4 mai 2012.

2.1-Réacheminement des alertes et information réciproque.

La procédure de coordination vise à introduire le dialogue opérationnel nécessaire entre **CROSS** et **CODIS**.

Le principe de la coordination entre le **CROSS** et le **CODIS** repose sur :

- un schéma commun de réacheminement sans délai des éléments d'une alerte ayant trait à leur champ d'action respectif ;
- l'instauration d'une conférence à trois « CROSS – CODIS – Requérant/Témoin » permettant au centre devant assurer la coordination de l'opération de disposer sans délai des éléments de l'alerte ;
- une information mutuelle en permanence et en temps réel de toute opération dans leur zone de compétence ou d'intervention respective, dès lors que celle-ci est susceptible de conduire l'autre centre opérationnel, selon les circonstances, soit à prendre la coordination d'ensemble de l'opération, soit à engager des moyens sous sa responsabilité opérationnelle.

Le **CROSS** et le **CODIS** informent respectivement le préfet maritime et le COZ, de tout événement porté mutuellement à leur connaissance et présentant un caractère sensible. Cette information est réalisée de manière précoce dès la réception d'éléments pertinents.

2.2-Déclenchement des moyens.

En fonction de l'analyse de la situation en mer, le **CROSS** détermine le type de moyen à mettre en œuvre (nautiques, aériens ou terrestres) et en informe le **CODIS**. Il annule ou confirme les moyens éventuellement engagés à l'initiative du **CODIS** dans le cadre des actions entreprises de façon quasi concomitante à l'interconnexion téléphonique.

Le **CROSS** attribue à la mission un numéro d'opération qu'il communique au **CODIS**.

Le **CROSS** formule une demande de concours au **CODIS** au début de l'opération ou en cours d'opération si un renfort s'avère nécessaire. Le **CODIS** informe alors le **CROSS** des moyens du SDIS disponibles, de leur origine et de leurs délais de mise en œuvre. Le **CROSS** confirme ou non l'engagement des moyens.

Selon les circonstances, il peut être décidé de mettre en œuvre un autre vecteur que ceux du SDIS pour projeter une équipe du SDIS en mer.

Lorsque les moyens demandés sont susceptibles d'amoindrir la couverture départementale des risques, le **préfet de département (SDIS)** en informe le **préfet de zone (COZ)**.

Sauf dispositions particulières explicitées dans des protocoles d'accords particuliers entre le préfet maritime et le préfet de zone de défense et de sécurité, seul le **CROSS** est compétent pour la mise en œuvre des moyens aériens de la sécurité civile dans la zone de compétence du **préfet maritime** et dans la zone de police des baignades.

2.3-Déroulement de l'opération.

Coordination des opérations :

L'ensemble des moyens engagés par le **CODIS** est coordonné par le **CROSS**.

Le chef de bord du moyen nautique du **SDIS** reste responsable de la sécurité de l'embarcation et du personnel à bord. Il reste juge de la possibilité de réaliser l'intervention. Il peut désengager ses moyens s'il juge que les conditions d'environnement et de navigabilité de son embarcation ne permettent pas de remplir en sécurité la mission confiée. Dans ce cas, le chef de bord informe immédiatement le **CROSS**, qui informera à son tour le **CODIS**.

Lorsque le personnel du **SDIS** est projeté sur zone par un moyen extérieur au **SDIS** et désigné par le **CROSS** (*hélicoptère de la sécurité civile, vedette d'une administration ou de la SNSM, ...*), il se place sous l'autorité du commandant de bord de l'aéronef ou du chef de bord du moyen. Ce dernier reste juge de la faisabilité de la mission et des modalités d'accomplissement de celle-ci. Le chef du détachement du **SDIS** reste quant à lui seul habilité à juger de la sécurité des actions qui relèvent de son autorité.

Lors d'opérations impliquant plusieurs moyens, le **CROSS** peut désigner un coordonnateur sur zone « *on scene coordinator – OSC* ». L'OSC :

- devient l'interlocuteur unique du **CROSS** pour les moyens de sauvetage engagés sur zone et que le **CROSS** place sous sa coordination,
- coordonne les manœuvres des intervenants, sur instruction du **CROSS**,
- assure la remontée d'information vers le **CROSS** de l'ensemble des moyens engagés sur zone.

Fin des opérations :

A la clôture de la mission, le **CROSS** en informe le **CODIS** et donne alors liberté de manœuvre aux moyens engagés.

Le **CODIS** reprend le contrôle opérationnel de ses moyens.

2.4-Transmissions en opération.

Dès lors qu'un moyen nautique **SDIS** est susceptible d'intervenir dans une opération coordonnée par le **CROSS**, il doit être équipé d'une radio VHF marine.

Le chef de bord du **SDIS** procède impérativement à une prise de contact radio avec le **CROSS** (VHF canal 16) avant l'appareillage.

Il effectue un compte-rendu systématique à chaque phase de son action par VHF (canal précisé par le **CROSS**) :

- appareillage,
- compte-rendu d'ambiance à l'arrivée sur zone,
- en cours d'intervention, selon une périodicité convenue entre le chef de bord et le **CROSS** ou pour toute difficulté particulière,
- demande de renfort ou de moyens complémentaires,
- bilan final en quittant la zone,
- retour au mouillage ou à la base.

Selon les circonstances et afin d'assurer la continuité des transmissions, le **CODIS** peut être amené à établir une liaison relais, via une VHF marine activée à partir d'un point haut sur le littoral, entre les moyens nautiques du **SDIS** sur zone et le **CROSS** (procédure « MODERATO »).

Si d'autres unités nautiques engagées dans l'opération sont en mesure d'assurer ce relais, il n'y a pas lieu d'engager la procédure MODERATO.

En parallèle des comptes-rendus au **CROSS**, le chef de bord doit informer le **CODIS** du déroulement de son intervention. Cette information ne peut en aucun cas donner lieu à l'envoi de moyens complémentaires à la seule initiative du **CODIS**.

2.5-Continuité terrestre de l'opération.

Afin d'assurer la prise en charge dans les meilleurs délais des victimes lors du débarquement à quai ou sur la zone de posé (DZ), le **CROSS** transmet au **CODIS** les informations du lieu et de l'horaire prévisionnel d'arrivée du vecteur de transport des victimes.

2.6-Compte-rendu d'intervention.

Selon le caractère de l'intervention, et notamment lorsque celle-ci est susceptible d'avoir des répercussions à terre ou de nécessiter une action de gestion de la part des autorités terrestres, le **CODIS** assure l'information du préfet de département.

Le **CROSS** adresse au **CODIS** et au COZ un compte-rendu normalisé d'intervention (Situation Report - SITREP) lorsqu'un moyen du **SDIS** ou de la sécurité civile a été engagé.

2.7-Retour d'expérience.

Dans le cadre d'une démarche de retour d'expérience et d'amélioration de la coordination des activités entre le **CODIS** et le **CROSS**, une fiche d'amélioration de la qualité est rédigée à l'occasion de tout constat de dysfonctionnement ou de simple écart avec les présentes dispositions, ainsi que, en

l'absence de toute anomalie, pour formuler des propositions d'amélioration des procédures et modes opératoires conjoints.

La réponse à la fiche doit intervenir dans le mois suivant sa réception. Elle spécifie l'action d'amélioration mise en œuvre ou engagée et le calendrier associé.

Le **CROSS** fournira aux différentes parties impliquées le modèle de fiche en vigueur.

3. CONTRIBUTIONS PARTICULIERES.

3.1-Missions effectuées par le SDIS de la Seine Maritime

Le SDIS participe en mer, sous coordination du CROSS, aux missions suivantes, exclusion faite de la lutte contre l'incendie:

- missions de recherche et de sauvetage ;
- missions urgentes d'assistance aux biens dans les situations présentant un risque d'évolution vers la nécessité d'un sauvetage, évalué par l'officier CROSS en relation avec l'officier CODIS.

3.2-Armement des hélicoptères de la sécurité civile.

La composition de l'équipage d'un hélicoptère de la sécurité civile inclut un pilote commandant de bord et un mécanicien opérateur de bord.

L'équipe embarquée, qui s'ajoute à l'équipage, peut être composée de spécialistes sauveteurs hélicoptés (SSH) à compétence aquatique ou autres spécialistes, à l'exclusion d'équipes médicales du SDIS.

La qualité des personnels composant l'équipe embarquée sera définie en fonction de la nature de la mission. Leur nombre ne devra en aucun cas excéder les limites fixées par le commandant de bord.

Ce complément d'équipage de l'hélicoptère de la sécurité civile est engagé à l'occasion de la conférence téléphonique à trois, entre le CROSS, la base Hélicoptère de la sécurité civile et le CODIS.

3.3-Préparation de l'accueil au port d'un navire ayant besoin d'assistance (SAR ou ANED).

Un navire peut, sur décision du **préfet maritime**, être dérouté vers un port maritime pour être mis à l'abri, conformément à l'instruction du premier ministre relative à l'accueil des navires ayant besoin d'assistance.

Cette procédure d'accueil fait l'objet d'une consultation des autorités terrestres par l'autorité maritime.

Afin de recueillir toute information nécessaire à la réalisation de l'intervention en zone portuaire, le **préfet de département** peut solliciter l'envoi à bord du navire, en approche du port, d'experts techniques du **SDIS**.

Dans ce cadre, il saisit le **préfet maritime** de la demande et en tient informé le **préfet de zone**. Le **SDIS** et le **CROSS** sont informés de la décision du **préfet maritime**.

A bord du navire, les experts techniques du **SDIS** sont placés sous l'autorité du représentant du **préfet maritime**. Ils recueillent et transmettent au **CODIS** les données pertinentes pour la préparation de l'intervention à quai.

Le **CODIS** retransmet au préfet de département ces informations qui sont également portées à la connaissance du **CROSS**.

Une fois le navire accosté, le **SDIS** assure la conduite des secours, sous la direction opérationnelle du **préfet de département**.

4. PREPARATION.

4.1-Disponibilités des équipements.

Chaque année, et à l'occasion de chaque modification, le **SDIS** informe le **CROSS** de ses moyens mobilisables, de leur implantation, et de leurs capacités opérationnelles et techniques.

Le **SDIS** informe le **CROSS** des périodes d'indisponibilité prolongée de ses moyens nautiques.

Sur demande, le **CODIS** informe le **CROSS** du niveau de disponibilité en temps réel de ses moyens nautiques.

4.2-Exercices et entraînements.

Les exercices conjoints sont l'occasion d'échanges entre les différents moyens de sauvetage susceptibles d'être mobilisés par le **CROSS** et optimisent la compréhension générale de la coordination des opérations de recherche et de sauvetage en mer.

Chaque année, la participation des moyens **SDIS** aux exercices ORSEC maritimes et/ou aux autres exercices maritimes organisés avec le **CROSS** sera recherchée.

Le **SDIS** peut être amené à annuler un entraînement ou sa participation à un exercice conjoint notamment en fonction des conditions météorologiques, de l'état de la mer ou du volume d'activité de secours dans le département.

Le **CROSS** est systématiquement tenu informé (*localisation, début et fin*) des exercices ou entraînements organisés à la mer pour l'entraînement propre des équipes du **SDIS**.

4.3-Échanges informels CROSS-CODIS.

Afin de promouvoir les échanges entre les services et la diffusion des bonnes pratiques, des visites croisées des installations et des centres opérationnels ainsi que des formations réciproques sont organisées au profit du personnel du **CROSS** et du **SDIS**.

Ce programme d'échanges fait l'objet d'une planification annuelle entre le **SDIS** et le **CROSS**.

5. DISPOSITIONS RELATIVES AU PERSONNEL.

Le personnel du **SDIS** est qualifié et habilité par le **SDIS** selon les prescriptions des guides nationaux de référence élaborés par la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises.

Les chefs de bord du **SDIS** sont par ailleurs détenteurs des qualifications adaptées à la conduite de leurs embarcations et à leurs activités.

6. DISPOSITIONS RELATIVES AUX MATERIELS.

Le schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR) fait état des risques auxquels le **SDIS** doit faire face. Les objectifs de couverture de la frange littorale, déterminant la capacité opérationnelle à pouvoir apporter une réponse opérationnelle cohérente et adaptée en fonction des domaines d'intervention stipulés dans la présente convention, sont déterminés en concertation avec l'ensemble des acteurs du secours en mer.

Le règlement opérationnel du **SDIS** fera référence à la présente convention-cadre pour ce qui relève de l'organisation et la participation du **SDIS** à la couverture des secours dans la bande littorale.

Les moyens nautiques du **SDIS** et leurs équipements sont conformes à la réglementation applicable pour les activités de secours en mer.

Chaque **partie** reste propriétaire des matériels et équipements acquis dans le cadre de la présente convention cadre et mis à la disposition d'une autre **partie** dans le cadre de son exécution.

7. DISPOSITIONS FINANCIERES.

Opérations n'ouvrant droit à aucun remboursement :

Les opérations de secours à personnes n'ouvrent pas de droit à rémunération.

Les frais engagés par le **SDIS** à l'occasion des opérations de recherche et de sauvetage en mer restent à sa charge.

Opérations ouvrant droit à remboursement :

En application de l'article L 1424-42 du CGCT, dans le cadre d'une convention, le conseil d'administration du **SDIS** fixe la nature des prestations d'assistance (*remorquage, récupération de planche à voile,..*) engagées à l'occasion d'opérations de secours à personne et leurs conditions de prise en charge financière. Le **SDIS** communique aux **parties**, à titre d'information, la grille tarifaire de ces prestations.

La participation aux opérations d'assistance aux navires en danger de se perdre (incendie, voie d'eau...) ouvre droit à rémunération, par le propriétaire du navire, si l'action a été efficace (*principe « no cure, no pay »*). La rémunération est évaluée au prorata des actions engagées par les différents intervenants, de la valeur marchande du bien et de sa cargaison. Dans le cadre de la procédure de recouvrement, le **SDIS** adresse au **préfet maritime** le bilan des moyens et les justificatifs des frais engagés lors de l'opération.

Actions de formation :

Les frais engagés à l'occasion des exercices et des entraînements restent à la charge des **parties**.

8. ASSURANCES.

En cas de dommage et préjudice de toute nature, causés tant aux navires, aux matériels et aux installations qu'au personnel engagé ou à des tiers, trouvant leur origine dans l'exécution de la présente convention, la responsabilité de l'Etat s'établit dans les conditions fixées par les dispositions législatives réglementaires ou jurisprudentielles applicables.

9. SUIVI DE LA CONVENTION-CADRE.

9.1-Correspondant.

Chaque **partie** désigne et communique aux autres **parties** le nom et les coordonnées du correspondant chargé, au sein de son organisme, de la mise en œuvre et du suivi de la présente convention-cadre.

9.2-Évaluation.

L'ensemble des dispositions fait l'objet d'une évaluation régulière entre les **parties** à l'occasion de réunion annuelle.

Lors de ces réunions sont évoqués l'activité opérationnelle, l'entraînement, le suivi des FAQ et toutes les difficultés rencontrées.

Ces réunions font l'objet d'un relevé de décisions et le cas échéant d'un plan d'actions correctives, diffusés à l'ensemble des **parties**.

10. EVOLUTION DE LA CONVENTION-CADRE.

10.1-Date d'entrée en vigueur et durée.

La présente convention-cadre abroge dès son entrée en vigueur la convention cadre relative aux contributions du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime aux opérations de recherche et de sauvetage en mer avec le CROSS de Jobourg datée du 11 mai 2014.

La présente convention entre en vigueur à la date de la dernière signature des **parties**.

La présente convention est conclue pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction, sans que sa durée totale ne puisse excéder cinq années consécutives.

Les **parties** se réunissent six mois avant la fin du terme des 5 ans pour analyser les modalités de son éventuelle révision ou reconduction.

10.2-Avenant.

A l'initiative d'une des **parties**, il pourra être étudié toute proposition de modification de la présente convention-cadre. Les modifications devront être acceptées par l'autre **partie** et faire l'objet d'un avenant validé avant son entrée en vigueur.

Les éléments modifiés de la présente convention-cadre ne peuvent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis. Les éventuels changements de coordonnées peuvent être mis à jour par simple courrier ou message.

Le SGMER et les directions ministérielles de tutelle sont tenus informés des modifications.

10.3-Règlements des litiges.

Les **parties** s'efforcent de résoudre à l'amiable les contestations qui peuvent surgir de l'interprétation ou de l'exécution des clauses de la présente convention-cadre. En cas de désaccord persistant, le litige est porté devant le tribunal administratif compétent.

10.4-Résiliation.

La résiliation de la présente convention-cadre peut être initiée par l'une ou l'autre des **parties** pour des motifs d'intérêt général.

La résiliation ne peut être notifiée qu'en fin d'année calendaire, par lettre recommandée avec un préavis d'au moins trois mois.

Le SGMER et les directions ministérielles de tutelle sont tenus informés de cette résiliation.

11. VISAS.

La présente convention cadre comporte **10 articles et 3 annexes.**

Fait en cinq exemplaires originaux.

La Préfète de la Zone de défense Ouest	Le Vice- amiral d'escadre Préfet maritime de la Manche et de la Mer du Nord
Lieu et date :	Lieu et date :

Michèle KIRRY	Philippe DUTRIEUX
<p>Le Préfet de la Seine-Maritime</p> <p>Lieu et date :</p> <p>Pierre-André DURAND</p>	<p>L'administrateur général des affaires maritimes Directeur inter-régional de la mer Manche Est – Mer du Nord</p> <p>Lieu et date :</p> <p>Jean-Marie COUPU</p>
<p>Le président du Conseil d'Administration du Service départemental d'incendie et de secours de Seine Maritime</p> <p>Lieu et date :</p> <p>André GAUTIER</p>	

Projet

CCMM	: Centre de consultation médicale maritime
CGCT	: Code général des collectivités territoriales
CMS	: Coordonnateur de mission de sauvetage du CROSS
CODIS	: Centre opérationnel départemental d'incendie et de secours
COM	: Centre des opérations maritimes de la préfecture maritime
COS	: Commandant des opérations de secours
COZ	: Centre opérationnel de zone de préfecture de zone de défense et de sécurité
CROSS	: Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage
CTA	: Centre de traitement des alertes du CODIS
DAM	: Directeur des affaires maritimes (MEDDTL/DGTIM)
DGITM	Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer
DIRM	: Direction interrégionale de la mer
DOS	: Directeur des opérations de secours
DGSCGC	: Directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises (MIOMCTI)
EEI	: Équipe d'évaluation et d'intervention du préfet maritime
FAQ	: Fiche d'amélioration de la qualité
FDSM	: Fiche de secours en mer
OSC	: on scene coordinator (<i>coordonnateur sur les lieux</i>)
SAR	: Search and rescue (<i>recherche et sauvetage</i>)
SCMM	: SAMU de coordination médicale maritime
SDACR	: Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques
SDIS	: Service départemental d'incendie et de secours
SGMER	: Secrétaire général de la mer
SITREP	: Situation report (<i>compte-rendu de situation normalisé</i>)
SNSM	: Société nationale de sauvetage en mer

ANNEXE 2 : FICHE DE SECOURS EN MER (FDSM)

CROSS géographiquement compétent : N° d'opération du CROSS :		Service d'intervention : N° d'opération du service :	
Autorité : <input type="checkbox"/> Préfecture Maritime <input type="checkbox"/> Préfecture <input type="checkbox"/> Mairie <input type="checkbox"/> Autorités portuaires			
Date/heure d'intervention		Début : Fin :	
Commune :		Département :	
Secteur / lieu-dit / plage :		et/ou coordonnées GPS :	
Zone d'intervention <input type="checkbox"/> Port et accès <input type="checkbox"/> Littoral non surveillé < 300 m <input type="checkbox"/> Plage surveillée < 300 m <input type="checkbox"/> De 300 m à moins de 2 NM			
Evénement : <input type="checkbox"/> Secours à personnes (uniquement quand il n'y a pas d'embarcation) <input type="checkbox"/> baignade, <input type="checkbox"/> plongée apnée, <input type="checkbox"/> plongée bouteille, <input type="checkbox"/> Autres (<i>accident d'ordre médical non directement lié à la pratique d'une activité nautique</i>) <input type="checkbox"/> Secours à personne victime d'un accident de navire : abordage, incendie, chavirement, échouement, <u>voie d'eau</u> , <u>démâtage</u> , chute par-dessus bord (homme à la mer) <input type="checkbox"/> Secours à personne victime d'un accident d'engin non immatriculé : planche à voile, surf, kite-surf, kayak de mer, engin de plage <input type="checkbox"/> Fausses alertes Précisions :			
Moyen d'alerte <input type="checkbox"/> GSM <input type="checkbox"/> Téléphone fixe <input type="checkbox"/> Autre :		Qui alerte <input type="checkbox"/> Témoin <input type="checkbox"/> Famille ou proche <input type="checkbox"/> CODIS / CTA <input type="checkbox"/> Autre :	
Type de moyens engagés (<i>plusieurs choix possibles</i>) <input type="checkbox"/> Poste de plage (sauveteur, surveillant) <input type="checkbox"/> Plongeur <input type="checkbox"/> Embarcation légère (pneumatique, jetski) <input type="checkbox"/> Vedette < 40 m <input type="checkbox"/> Hélicoptère <input type="checkbox"/> Véhicule sanitaire <input type="checkbox"/> Patrouille <input type="checkbox"/> Autre :			
Bilan sur les personnes (<i>plusieurs choix possibles, inscrire le nombre</i>) <div style="display: flex; justify-content: space-around;"> impliqués décédé(s) disparu(s) </div> <div style="display: flex; justify-content: space-around;"> secouru(s) dont blessé(s) </div> <div style="display: flex; justify-content: space-around;"> tiré(s) d'affaire seul(s) dont blessé(s) </div>			
Type de flotteur (<i>si flotteur impliqué</i>)		Immatriculation du flotteur si engin immatriculable :	
<div style="display: flex; flex-wrap: wrap;"> <div style="width: 33%;"> <input type="checkbox"/> annexe <input type="checkbox"/> Canoë-Kayak-aviron <input type="checkbox"/> Plaisance à moteur - bateau habitable - bateau non habitable <input type="checkbox"/> Autres loisirs nautiques : (préciser) </div> <div style="width: 33%;"> <input type="checkbox"/> fluvial / Péniche <input type="checkbox"/> Planche à voile <input type="checkbox"/> Véhicule nautique à moteur (scooters, jetski...) Descriptif du support : type, marque... (préciser) </div> <div style="width: 33%;"> <input type="checkbox"/> Pêche-plaisance <input type="checkbox"/> Plaisance à voile - voilier monocoque habitable, - voilier multicoque habitable <input type="checkbox"/> Kite surf </div> </div>			
Bilan sur le flotteur			

- | | | |
|--|----------------------------------|---------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Remorqué | <input type="checkbox"/> Assisté | <input type="checkbox"/> Echoué |
| <input type="checkbox"/> Perdu / Coulé / Abandonné | <input type="checkbox"/> Autres | |

Projet

N° :

12. <u>EMETTEUR</u>	DESTINATAIRE
Nom : Service : Date d'envoi: Visa	Nom : Service : Date de réception : Visa
A REMPLIR PAR L'EMETTEUR DE LA FAQ	
<u>Dysfonctionnement constaté :</u> <u>Causes supposées :</u> <u>Actions immédiates :</u> <u>Idées d'améliorations :</u> 	
A REMPLIR PAR LE DE LA FAQ	
<u>Analyses des causes :</u> <u>Actions d'améliorations :</u> <u>Pilote de l'action d'amélioration :</u> <u>Délai de réalisation de l'action :</u> 	
<u>Réalisé le :</u> <u>Critères d'efficacité de l'action :</u>	

N°DBCA-2019-047

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
5
- Votants :
5

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CONVENTIONS DE PARTENARIAT DE FORMATION AVEC LES VILLES
DE SAINT-PIERRE ET DE MIQUELON-LANGLADE**

Le 04 juin 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 mai 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *la délibération du Conseil d'administration n° 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

**

Eu égard à la réussite du partenariat de formation réalisé avec la ville de Saint-Pierre en septembre 2016, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) renouvelle son engagement.

Le Sdis 76 s'engage à fournir à la ville de Saint-Pierre et à la ville de Miquelon-Langlade, à l'attention des sapeurs-pompiers volontaires, une prestation de service sous forme de cycles de formation dans le cadre des formations qu'il organise et notamment dans le cadre des agréments de formation dont il bénéficie.

Les frais de déplacement sont pris en charge par la Préfecture de Saint-Pierre et Miquelon.

Ce partenariat s'organise sous la forme de deux cycles durant lesquels les enseignements suivants seront dispensés :

- *port et pratique de l'appareil respiratoire isolant, techniques de désincarcération, techniques opérationnelles de base pour la lutte contre l'incendie et techniques opérationnelles du lot de sauvetage et de protection contre les chutes,*
- *pédagogie initiale commune de formateur,*
- *pédagogie appliquée à l'emploi de formateur aux premiers secours.*

Ces cycles de formation sont réalisés à titre gracieux entre le 24 septembre 2018 et le 24 mai 2019.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et autorisent le président à signer les conventions ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

Le président du conseil d'administration,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190604-DBCA-2019-047-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 05/06/2019

Affichage : 06/06/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

André GAUTIER



CONVENTION DE PARTENARIAT FORMATION

Entre :

**LE SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA
SEINE-MARITIME dont le siège est 6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT
CEDEX**

« le Sdis 76 »

**Représenté par monsieur André GAUTIER, Président du conseil
d'administration en exercice,**

d'une part,

Et :

**LA VILLE DE MIQUELON-LANGLADE dont le siège est 59 boulevard des
terres-neuvas – 97500 MIQUELON,**

« la ville de Miquelon »

Représentée par madame Danièle GASPARD, Maire en exercice,

d'autre part.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1er : Objet de la présente convention

Le Sdis 76 s'engage à fournir à la ville de Miquelon une prestation de service sous forme de cycle de formation dans le cadre des formations qu'il organise et notamment dans le cadre des agréments de formation dont il bénéficie.

Article 2 : Modalités et contenu de la formation

Le Sdis 76 dispense les enseignements suivants :

- port et pratique de l'appareil respiratoire isolant, techniques de désincarcération, techniques opérationnelles de base pour la lutte contre l'incendie et techniques opérationnelles du lot de sauvetage et de protection contre les chutes du 24 au 28 septembre 2018,
- pédagogie initiale commune de formateur du 24 au 28 septembre 2018,
- pédagogie appliquée à l'emploi de formateur aux premiers secours du 20 au 24 mai 2019.

Les stagiaires se verront remettre une attestation de stage ou un diplôme, dans le respect des référentiels de formation et de certification.

Article 3 : Identification des stagiaires

Les stagiaires sont désignés par la ville de Miquelon qui garantit leur aptitude à suivre les formations.

Port et pratique de l'appareil respiratoire isolant, techniques de désincarcération, techniques opérationnelles de base pour la lutte contre l'incendie et techniques opérationnelles du lot de sauvetage et de protection contre les chutes :

- LEMAINE Nicolas

Pédagogie initiale commune de formateur :

- GASPARD Marco
- BRIAND Emmanuel
- BRIAND Jean-Pascal
- DETCHEVERRY Ludovic

Pédagogie appliquée à l'emploi de formateur aux premiers secours :

- GASPARD Marco
- BRIAND Emmanuel
- BRIAND Jean-Pascal
- DETCHEVERRY Ludovic

Article 4 : Financement des formations

Les formations sont dispensées à titre gracieux.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention prendra effet, à compter du 24 septembre 2018 et se termine le 24 mai 2019. Elle n'a pas vocation à être renouvelée.

Le Sdis 76 conserve la faculté de résilier les présentes pour tout motif d'intérêt général, par courrier recommandé avec accusé réception. Dans cette hypothèse, la convention prend fin de droit 5 jours après la date d'envoi dudit courrier, le cachet de la poste faisant foi.

Article 6 : Avenant à la convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux fixés dans la convention. L'avenant devra être signé avant le début de la formation.

Article 7 : Responsabilité et assurances

Les stagiaires demeurent sous la responsabilité de la ville de Miquelon pendant le temps des formations.

La ville de Miquelon est responsable vis à vis des tiers de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature que ce soit, engendrés du fait des formations dispensées auprès de ses agents.

Article 8 : Règlement des litiges et attribution des compétences

Dans l'hypothèse d'un litige lié à l'application des stipulations de la présente convention, les cocontractants s'engagent à rechercher une solution amiable de règlement, préalablement à toute saisine du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à Yvetot en 2 exemplaires originaux, le

Madame le Maire
de Miquelon,

Pour le Président,
et par délégation,
le Directeur départemental,

Madame Danièle GASPARD

Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE

CONVENTION DE PARTENARIAT FORMATION

Entre :

**LE SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA
SEINE-MARITIME dont le siège est 6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT
CEDEX**

« le Sdis 76 »

**Représenté par monsieur André GAUTIER, Président du conseil
d'administration en exercice,**

d'une part,

Et :

**LA VILLE DE SAINT-PIERRE dont le siège est rue de Paris – 97500 SAINT
PIERRE,**

« la ville de Saint Pierre »

Représentée par madame Karine CLAIREAUX, Maire en exercice,

d'autre part.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1er : Objet de la présente convention

Le Sdis 76 s'engage à fournir à la ville de Saint Pierre une prestation de service sous forme de cycles de formation dans le cadre des formations qu'il organise et notamment dans le cadre des agréments de formation dont il bénéficie.

Article 2 : Modalités et contenu de la formation

Le Sdis 76 dispense les enseignements suivants :

- port et pratique de l'appareil respiratoire isolant, techniques de désincarcération, techniques opérationnelles de base pour la lutte contre l'incendie et techniques opérationnelles du lot de sauvetage et de protection contre les chutes du 24 au 28 septembre 2018,
- pédagogie initiale commune de formateur du 24 au 28 septembre 2018,
- pédagogie appliquée à l'emploi de formateur aux premiers secours du 20 au 24 mai 2019.

Les stagiaires se verront remettre une attestation de stage ou un diplôme, dans le respect des référentiels de formation et de certification.

Article 3 : Identification des stagiaires

Les stagiaires sont désignés par la ville de Saint Pierre qui garantit leur aptitude à suivre les formations.

Port et pratique de l'appareil respiratoire isolant, techniques de désincarcération, techniques opérationnelles de base pour la lutte contre l'incendie et techniques opérationnelles du lot de sauvetage et de protection contre les chutes :

- BRIAND Damien
- CAUTAIN Jérôme
- DISNARD Grégory
- HACALA Yannis
- JAMES Nicolas
- KERHOAS Jean-Marc
- LEMAIN Jean-Louis
- PEREZ FOLGADA Yvann
- RIO Judicaël

Pédagogie initiale commune de formateur :

- BRIAND Gilles
- GAUTIER Jean-Noël
- FITZPATRICK Morgan
- RENOU Mickaël
- CATROU Ghyslain

Pédagogie appliquée à l'emploi de formateur aux premiers secours :

- GAUTIER Jean-Noël

- RENOUE Mickaël
- CATROU Ghislain

Article 4 : Financement des formations

Les formations sont dispensées à titre gracieux.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention prendra effet, à compter du 24 septembre 2018 et se termine le 24 mai 2019. Elle n'a pas vocation à être renouvelée.

Le Sdis 76 conserve la faculté de résilier les présentes pour tout motif d'intérêt général, par courrier recommandé avec accusé réception. Dans cette hypothèse, la convention prend fin de droit 5 jours après la date d'envoi dudit courrier, le cachet de la poste faisant foi.

Article 6 : Avenant à la convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux fixés dans la convention. L'avenant devra être signé avant le début de la formation.

Article 7 : Responsabilité et assurances

Les stagiaires demeurent sous la responsabilité de la ville de Saint Pierre pendant le temps des formations.

La ville de Saint Pierre est responsable vis à vis des tiers de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature que ce soit, engendrés du fait des formations dispensées auprès de ses agents.

Article 8 : Règlement des litiges et attribution des compétences

Dans l'hypothèse d'un litige lié à l'application des stipulations de la présente convention, les cocontractants s'engagent à rechercher une solution amiable de règlement, préalablement à toute saisine du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à Yvetot en 2 exemplaires originaux, le

Madame le Maire
de Saint Pierre,

Pour le Président,
et par délégation,
le Directeur départemental,

Madame Karine CLAIREAUX

Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE

N°DBCA-2019-048

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
5
- Votants :
5

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CONVENTION DE PARTENARIAT POUR TROIS CLASSES DE CADET-TE-S
DE LA SECURITE CIVILE**

Le 04 juin 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 mai 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le code de l'éducation,*
- *le code général des collectivités territoriales,*
- *le code de la sécurité intérieure,*
- *la loi n°96-370 modifiée du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers,*
- *la loi n°2004-811 du 13 août 2004 modifiée de modernisation de la sécurité civile,*
- *la circulaire n°2002-119 du 29 mai 2002 « Plan particulier de mise en sûreté face aux risques majeurs »,*
- *la circulaire n°2006-085 du 24 mai 2006 « Education à la responsabilité en milieu scolaire »,*
- *la circulaire du ministre de l'intérieur relative aux orientations en matière de sécurité civile du 26 mai 2015,*
- *la circulaire du Ministère de l'Education nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche relative à la mise en œuvre du programme des cadet-te-s de la sécurité civile au sein des établissements scolaires du 8 décembre 2015,*
- *la convention de partenariat entre le Sdis 76 et l'Union Départementale des Sapeurs-Pompiers de la Seine-Maritime du 29 août 2012,*
- *la convention cadre de partenariat entre le Ministère de l'Education nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et le Ministère de l'Intérieur du 18 juin 2015,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

* *

En 2018, dans le cadre du partenariat entre le Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et le Ministère de l'intérieur, visant à mettre en œuvre un programme de classes de cadet-te-s de la sécurité civile, une classe expérimentale a vu le jour au Collège Fontenelle de Rouen.

Cette classe a remporté un vif succès tant sur un plan pédagogique que citoyen et donne entière satisfaction dans son organisation. Aussi, les autorités préfectorales et académiques ont souhaité étendre le dispositif.

Il est ainsi proposé aujourd'hui de reconduire la classe du Collège Fontenelle de Rouen et de créer deux nouvelles classes, toutes deux situées en Réseau d'Education Prioritaire renforcé (REP+) :

- *Collège Henri Wallon du Havre*
- *Collège Nelson Mandela d'Elbeuf*

Les modalités de fonctionnement sont définies dans les projets de convention joints au présent rapport.

Aussi, il convient d'approuver les termes de ces conventions remises sur table et d'autoriser le président à les signer, ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et autorisent le président à signer les conventions ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190604-DBCA-2019-048-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 05/06/2019

Affichage : 06/06/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER



CONVENTION DE PARTENARIAT CADET-TE-S DE LA SECURITE CIVILE

COLLEGE FONTENELLE DE ROUEN

Année Scolaire 2019-2020



CONVENTION DE PARTENARIAT CADET-TE-S DE LA SECURITE CIVILE

Entre les signataires,

**le Service Départemental d'Incendie et de Secours de Seine-Maritime
représenté par Monsieur André GAUTIER, Président du conseil d'administration,
dûment habilité par la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015
portant élection des représentants du département au conseil d'administration
du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime**

ci-après dénommé le «SDIS76»,

et,

**Le Collège Fontenelle,
représenté par son Principal, Monsieur Philippe HENROT
20 rue de Requis 76000 ROUEN**

ci-après dénommé «le Collège Fontenelle»,

et,

**l'Union départementale des sapeurs-pompiers
de la Seine-Maritime
représentée par son Président, le Commandant Hervé TESNIERE
2bis rue du Colonel Trupel 76190 YVETOT**

ci-après dénommée l'« UDSP 76 »

Sous le haut patronage de :

- Monsieur Pierre-André DURAND, Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,
- Monsieur Olivier WAMBECKE, Inspecteur d'académie, Directeur académique des services de l'Education nationale de la Seine-Maritime, (DSDEN 76)
- Monsieur Pascal MARTIN, Président du Conseil départemental de la Seine-Maritime.

Vu :

- le code de l'éducation,
- le code général des collectivités territoriales,
- le code de la sécurité intérieure,
- la loi n°96-370 modifiée du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers,
- la loi n°2004-811 du 13 août 2004 modifiée de modernisation de la sécurité civile,
- la loi n°2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République,
- la circulaire n°2002-119 du 29 mai 2002 « Plan particulier de mise en sûreté face aux risques majeurs »,
- la circulaire n°2006-085 du 24 mai 2006 « Education à la responsabilité en milieu scolaire »,
- la circulaire du ministre de l'intérieur relative aux orientations en matière de sécurité civile du 26 mai 2015,
- la circulaire du Ministère de l'Education nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche relative à la mise en œuvre du programme des cadet-te-s de la sécurité civile au sein des établissements scolaires du 8 décembre 2015,
- la convention de partenariat entre le Sdis 76 et l'Union Départementale des Sapeurs-Pompiers de la Seine-Maritime du 29 août 2012,
- la convention cadre de partenariat entre le Ministère de l'Education nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et le Ministère de l'Intérieur du 18 juin 2015,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Préambule

Il y a aujourd'hui, de la part des citoyens une grande exigence en termes de sécurité qui est légitime tant les risques et menaces sont multiples et variés (accidents de la vie courante, du travail, actes d'incivilité, risques naturels et technologiques, actes de terrorisme, ...) dans une société qui évolue en permanence.

Cette culture de la prévention de la sécurité doit s'acquérir dès l'adolescence ; c'est pour cela que l'article L 312-13-1 du Code de l'éducation énonce que « Tout élève bénéficie dans le cadre de sa scolarité obligatoire, d'une sensibilisation à la prévention des risques et aux missions des services de secours ainsi que d'un apprentissage des gestes élémentaires de premier secours ».

Le développement d'une véritable culture de la préparation et de la réponse aux risques et aux menaces constitue un vecteur privilégié de l'apprentissage de la citoyenneté.

La loi n°2004-811 du 13 août 2004 modifiée de modernisation de la sécurité civile et notamment dans son annexe « orientation de la politique de la sécurité civile », il est précisé que « la sécurité civile est l'affaire de tous. Tout citoyen y concourt par son comportement. Une véritable culture de la préparation aux risques et aux menaces doit être développée. »

L'Etat entend apporter une réponse à la multiplication et à la diversification des types d'accidents, des catastrophes et des sinistres. Les multiples facettes du citoyen (victime, impliqué, témoin) sont au cœur du dispositif. Il doit être le premier acteur de sa propre sécurité. La sécurité civile est alors un enjeu majeur de politique.

Ainsi, la création des cadet-te-s de la sécurité civile s'inscrit dans le cadre de la promotion des valeurs de la République et des démarches citoyennes. Elle va au-delà d'une simple sensibilisation et répond à cette exigence de l'Etat, rappelée par la circulaire du 26 mai 2015 du ministre de l'intérieur relative aux orientations en matière de sécurité civile et s'inscrit dans l'esprit du plan de grande mobilisation de l'école pour les valeurs de la République de janvier 2015.

Les objectifs principaux de ce projet sont :

- favoriser une culture de la sécurité civile ;
- sensibiliser aux comportements de prévention ;
- développer un sens civique chez les jeunes élèves ;
- reconnaître les cadet-te-s comme assistants de sécurité lors des exercices d'évacuation ou de confinement (PPMS) ;
- favoriser l'engagement ultérieur des élèves au sein de la sécurité civile.

En Seine-Maritime, le projet de création d'un dispositif de cadet-te-s de la sécurité civile est porté par la Préfecture de la Seine-Maritime, le Conseil Départemental de la Seine-Maritime, la DSDEN 76, le Sdis 76, et le Collège Fontenelle en partenariat avec l'Union Départementale des sapeurs-pompiers de la Seine-Maritime (UDSP 76).

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet de définir et préciser les modalités de fonctionnement de la classe de cadet-te-s de la sécurité civile du Collège Fontenelle.

TITRE I – Dispositions générales :

Article 2 – Modalités d'actualisation de la convention

La présente convention peut être actualisée ou modifiée d'un commun accord, par voie d'avenant, à la demande de l'un des signataires.

Article 3 – Entrée en vigueur de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de signature et jusqu'à la fin de l'année scolaire 2019-2020, soit le 4 juillet 2020.

Une évaluation du dispositif est réalisée chaque fin d'année scolaire, conjointement avec le Directeur départemental du Sdis76 et le principal du Collège Fontenelle ainsi que l'ensemble de l'équipe pédagogique du Groupement Formation

du Sdis 76 et de l'établissement scolaire. Elle permettra de décider de la poursuite ou non du dispositif et d'apporter des ajustements si nécessaire.

Cette évaluation, rédigée conjointement par les services du Sdis 76 et la Direction des services départementaux de l'Education nationale et du Collège Fontenelle, fera l'objet d'un envoi en Préfecture de Seine Maritime, au Conseil Départemental de Seine Maritime, et à l'Udsp 76.

Le renouvellement de la présente convention sera assujéti à l'accord des signataires pour une durée d'année scolaire. Il devra intervenir avant le dernier jour de classe de l'année scolaire en cours.

Article 4 – Suspension de la convention

En cas de force majeure, de circonstances graves ou exceptionnelles ou pour des raisons affectant la continuité du service public d'incendie et de secours, chacun des cosignataires peut unilatéralement suspendre l'application de la présente convention pour une durée maximale de deux mois. Cette suspension est de droit après l'information de l'autre partie par courriel. Elle est confirmée sans délai par courrier recommandé avec accusé de réception.

Toute suspension aura pour conséquence un report des sessions programmées sur cette période dans la limite de l'année scolaire en cours.

Article 5 – Modalités de rupture de la convention

La présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution par l'une ou l'autre des parties de l'une de ses obligations moyennant un préavis de deux mois.

Titre II – Dispositions relatives aux élèves « Cadet-te-s de la Sécurité Civile »

Article 6 – Elèves concernés

Ce projet citoyen est réservé aux élèves de 4^{ème} générale inscrits dans le cadre de la « classe projet » et des élèves de 4^{ème} SEGPA (Section d'Enseignement Général et Professionnel Adapté) du Collège Fontenelle.

Inscrit sur la base du volontariat après une information donnée par le Sdis 76, l'élève, disposant de l'autorisation parentale valant inscription, signe « la charte » où il s'engage à respecter les règles de fonctionnement du groupe de cadet-te-s de la Sécurité Civile. Il se verra alors remettre une chasuble l'identifiant comme « cadet-te-s de la Sécurité Civile ».

Le groupe sera composé de 20 élèves maximum en veillant à respecter un juste équilibre en termes de mixité. La sélection des élèves est à l'appréciation du Collège Fontenelle. Toutefois, dans le cas où il y aurait un grand nombre de volontaires, le Sdis76 peut assister le Collège Fontenelle dans cette sélection.

Article 7– Objectifs de la formation

Le programme doit offrir aux jeunes la possibilité d'un véritable engagement, en leur permettant de vivre des expériences enrichissantes, de se sentir intégrés dans un projet de vie solidaire, de développer un sentiment d'appartenance à un objectif qui accroît la confiance en soi et développe le sens des responsabilités.

L'engagement doit leur permettre d'acquérir les réflexes citoyens (entraide, solidarité, dévouement) dans le domaine de la sécurité et susciter l'éveil de possibles vocations dans ce domaine. Il peut constituer une étape dans la construction d'une future vie personnelle et professionnelle.

Cette formation doit aider et motiver l'élève durant sa scolarité afin qu'il donne le meilleur de lui-même et qu'il soit reconnu dans l'engagement qu'il a contracté.

Cette formation se présente pour l'élève comme une option suivie durant toute l'année scolaire. La formation déclinée avec les spécificités locales s'appuie sur les objectifs suivants :

- **Connaître son environnement, les risques et leur gestion (culture du risque) :**
 - ✓ l'analyse de son environnement, des risques (vulnérabilité) et de leur gestion avec notamment un travail d'analyse sur le terrain et de recherche à l'aide d'outils numériques,
 - ✓ les bons réflexes.
- **Etre acteur de la sécurité civile et s'investir au sein de l'établissement scolaire (culture de la sécurité civile) :**
 - ✓ la sécurité civile et ses évolutions au cours du temps,
 - ✓ la connaissance des acteurs de la sécurité civile, leur rôle, leurs compétences et leur champ d'action,
 - ✓ une formation aux gestes de premiers secours (PSC 1),
 - ✓ une initiation à la sécurité incendie au sein de l'établissement scolaire.
- **Participer à la diffusion de la culture de sécurité civile :**
 - ✓ valoriser l'image des acteurs de la sécurité civile,
 - ✓ partager les valeurs des sapeurs-pompiers,
 - ✓ favoriser l'engagement des jeunes au sein de la sécurité civile,
 - ✓ une participation au devoir de mémoire favorisant la solidarité (exposés, recherches, événements relatifs à la construction mémorielle autour de personnages historiques).

Les compétences développées lors de la formation permettent aux jeunes de :

- ✓ faire preuve de responsabilité vis-à-vis d'autrui,
- ✓ comprendre l'environnement, les risques, les menaces et les enjeux des « risques majeurs,
- ✓ réfléchir aux responsabilités individuelles et collectives,
- ✓ identifier les risques et mettre en œuvre une conduite à tenir ou un comportement approprié,
- ✓ réaliser les gestes de premiers secours,
- ✓ maîtriser le principe de prévention et de lutte contre les incendies,
- ✓ agir pour faciliter l'intervention des acteurs du secours,
- ✓ intégrer et faire partager les valeurs de la République Française et des sapeurs-pompiers,
- ✓ agir pour favoriser l'engagement des jeunes sapeurs-pompiers, de cadet-te-s de la sécurité civile et des sapeurs-pompiers volontaires.

Article 8 – Reconnaissance et valorisation de l'engagement

A l'issue de sa formation, le jeune reçoit une attestation de formation « Cadet-te-s de la Sécurité Civile » et un certificat de Premiers Secours Civique de niveau 1 (PSC 1).

Cet engagement est notamment valorisé au travers d'une inscription au livret scolaire de l'élève (LSU) et dans l'application Folios.

Titre III – Dispositions relatives au fonctionnement de la classe de Cadet-te-s

Article 9 – Les engagement du Sdis 76

Le Directeur départemental du Sdis 76 est l'interlocuteur du Principal du Collège Fontenelle pour tout ce qui concerne la mise en œuvre générale de la convention.

Le projet est porté par une équipe de sapeurs-pompiers du Sdis76 composée au minimum d'un officier de sapeur-pompier professionnel, titulaire des unités de valeurs de formateur et de plusieurs sapeurs-pompiers formateurs. Ces derniers peuvent être sollicités auprès de l'Union départementale des sapeurs-pompiers de Seine-Maritime au besoin.

L'officier sapeur-pompier est l'interlocuteur du professeur référent désigné par le Collège Fontenelle pour tout ce qui concerne la mise en œuvre pédagogique du groupe des Cadet-te-s.

Le Centre d'Incendie et de Secours de Gambetta accueillera dans ses locaux le groupe de cadet-te-s en fonction du contenu pédagogique des sessions de formation.

Le Sdis76 mettra à disposition du groupe des Cadet-te-s le matériel pédagogique spécifique aux sessions sous réserve des nécessités opérationnelles et de service à titre gracieux.

La mise à disposition de l'équipe de formation et des locaux du Cis Gambetta se font à titre gracieux.

Article 10 – Les engagements du Collège Fontenelle

Le Principal du Collège Fontenelle est l'interlocuteur principal du Directeur départemental du Sdis 76 pour tout ce qui concerne la mise en œuvre générale de la convention.

L'équipe pédagogique Collège Fontenelle est composée au minimum du référent désigné par le Collège et de plusieurs professeurs si besoin.

Le référent désigné par le Collège Fontenelle est l'interlocuteur de l'officier sapeur-pompier pour tout ce qui concerne la mise en œuvre pédagogique du groupe des Cadet-te-s.

Le Collège Fontenelle accueillera dans ses locaux le groupe de cadet-te-s autant que nécessaire pour le contenu pédagogique des sessions de formation. Il veillera à assurer la disponibilité des locaux et du matériel nécessaire au bon déroulement de la session.

La mise à disposition de l'équipe pédagogique, des locaux et des moyens est faite à titre gracieux.

L'organisation ainsi que le mode de transport des élèves relatifs aux différentes sessions nécessitant un déplacement reste à la charge totale du Collège Fontenelle.

La prise en charge des repas, Cadet-te-s et accompagnateurs, sur la journée des sessions 1 et 2 qui se déroulent au Centre d'Incendie et de Secours de Gambetta est assurée par le Collège Fontenelle.

Article 11 – Le partenariat avec l'Union Départementale des Sapeurs-pompiers de la Seine Maritime

L'Udsp 76 fournit gracieusement le nombre de chasubles nécessaires (maximum 20) destinées à identifier les cadet-te-s.

L'Udsp 76 assure l'assistance, par la mise à disposition à titre gracieux d'un sapeur-pompier agréé, du formateur PSC1 de l'établissement scolaire.

Article 12 – Programme pédagogique et déroulement

Le programme pédagogique établi avec le Collège Fontenelle et le Sdis 76 comporte 17 sessions réparties selon le programme joint en annexe.

Les sessions se déroulent hors vacances scolaires, le mardi de 15 heures 30 à 17 heures 30 avant le début des cours au rythme d'une semaine sur deux sauf sessions spécifiques désignées au programme joint en annexe.

Toutes les sessions seront composées au minimum d'un formateur sapeur-pompier et d'un professeur du Collège Fontenelle. Ils utiliseront les fiches thématiques rédigées par les différents intervenants en adéquation avec le cadre des compétences attendues.

La formation PSC 1 est assurée par un formateur certifié par l'Education nationale qui sera assisté d'un sapeur-pompier mis à disposition par l'Udsp 76.

Des activités, des mises en situation, des sorties et des travaux de groupe viennent favoriser la cohésion et l'entraide.

Article 13 – Responsabilité

En leur qualité de signataires de la présente convention, le Sdis76, l'Udsp 76 et le Collège Fontenelle demeurent civilement responsables au titre de l'article 1240 et suivant du code civil de tout dommage pouvant survenir dans le cadre de cette convention.

Le Sdis76, l'Udsp 76 et le Collège Fontenelle contractent toute assurance nécessaire à l'application de la présente convention afin de garantir leur responsabilité civile ainsi que tout risque lié à l'exercice des différentes activités réalisées dans le cadre

des mises à disposition de locaux, de matériels, de véhicules et de personnels (risques de vol, de détérioration involontaire ou volontaire, de perte, etc.)

Article 14 – Règlement des litiges

Dans l'hypothèse d'un litige lié à l'application des obligations de la présente convention, les cosignataires s'engagent à rechercher une solution amiable de règlement, préalablement à toute saisine du tribunal administratif de Rouen.

Lieu, le

Les Signataires

**Le Président du Conseil d'Administration
du Service d'Incendie
et de Secours de la Seine-Maritime**

Le principal du Collège Fontenelle

Monsieur André GAUTIER

Monsieur Philippe HENROT

**Le Président de l'Union départementale
des sapeurs-pompiers de la Seine-Maritime**

Commandant Hervé TESNIERE

Le haut patronage

**Le Préfet de la Région Normandie,
Préfet de la Seine-Maritime**

Monsieur Pierre-André DURAND

**Monsieur le Président
Conseil départemental de la Seine-Maritime**

**Monsieur l'Inspecteur d'académie
Directeur académique des services de l'Education nationale
de la Seine-Maritime**

Monsieur Pascal MARTIN

Monsieur Olivier WAMBECKE



FICHE SYNTHETIQUE

COLLEGE FONTENELLE DE ROUEN

Année Scolaire 2019-2020





Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

CADETS DE LA SECURITE CIVILE

FICHE SYNTHETIQUE

2019-2020

ETABLISSEMENT

Collège Fontenelle

Lieu

Rue des Requis – 76000 ROUEN

Tél accueil

02 35 98 48 50

L'ETABLISSEMENT SCOLAIRE

Principal

M. Philippe HENROT

Tél : 02 35 98 48 50

Courriel

philippe.henrot@ac-rouen.fr

LE CENTRE D'INCENDIE ET DE SECOURS DE REFERENCE

Centre

ROUEN - GAMBETTA

Tél : 02 35 52 33 33

Courriel

gambetta@sdis76.fr

REFERENTS DE LA CLASSE

Collège

M. Xavier PROU

Tél : 06 82 74 94 85

Courriel

xavier.prou@ac-rouen.fr

Sdis 76

A/C Didier MARRE

Tél : 06 62 26 97 36

Courriel

didier.marre@sdis76.fr

LA CLASSE

Jour

Le mardi de 15 h 30 à 17 h 30

Elèves

4^{ème} + élèves SEGPA

NOTES



PROGRAMME

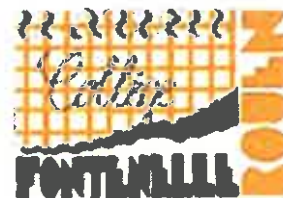
COLLEGE FONTENELLE DE ROUEN

Année Scolaire 2019-2020



CADETS 2019 - 2020 - Collège FONTENELLE - ROUEN

SEMAINE	Session	PROGRAMME	LIEU	Matériel
mardi 4 juin 2019		INSTANCES DU SDIS 76		
Vendredi 14 juin 2019 - 17 heures 30		Information aux élèves et aux parents	COLLEGE	Vidéo projecteur + PC
JUIN		<i>Signature convention de partenariat</i>	A DEFINIR	A DEFINIR
VACANCES SCOLAIRES				
SEPTEMBRE (entre le 2 et le 13/09)		<i>Signature de la charte et remise des chasubles</i>	A DEFINIR	A DEFINIR
38 mardi 17 septembre 2019	1 2	10:00 : - Accueil des élèves par le chef de groupement - Déroulé de la journée, consignes	CIS GAMBETTA	Kakemono
		11:00 : Diffusion du film CODIS - conversation avec un opérateur		Vidéo projecteur + PC
		12:30 - REPAS EN COMMUN AVEC LA GARDE		
		13:30 : L'alerte - Théorie et sketches		Vidéo projecteur + PC
39 mardi 24 septembre 2019	3	PSC1	Collège	Vidéo projecteur + PC Matériel de secourisme (Collège et UDSP)
40 mardi 1 octobre 2019	4	PSC1	Collège	Vidéo projecteur + PC Matériel de secourisme (Collège et UDSP)
41 mardi 8 octobre 2019	5	PSC1	Collège	Vidéo projecteur + PC Matériel de secourisme (Collège et UDSP)
42 mardi 15 octobre 2019	6	PSC1	Collège	Vidéo projecteur + PC Matériel de secourisme (Collège et UDSP)
VACANCES SCOLAIRES				
45 mardi 5 novembre 2019	7	L'INCENDIE - Connaissance du feu - la combustion	Collège	Vidéo projecteur + PC
46 Semaine libre	LIBRE			
47 mardi 19 novembre 2019	8	L'INCENDIE - Eteindre le feu - se déplacer dans les fumées	Collège	Machine à fumée (Sdis)
48 Semaine libre	LIBRE			
49 mardi 3 décembre 2019	9	L'INCENDIE - Conduite à tenir - Connaissance de l'établissement - visite de l'établissement scolaire	Collège	Vidéo projecteur + PC (collège)
50 Semaine libre	LIBRE			
51 mardi 17 décembre 2019	10	L'INCENDIE - Visite Cis - Présentation des véhicules (hors spécialités)	CIS GAMBETTA	Véhicules hors spécialités
VACANCES SCOLAIRES				
2 mardi 7 janvier 2020	11	Indicateurs de la condition physique		
3 Semaine libre	LIBRE			
4 mardi 21 janvier 2020	12	GESTION DES RISQUES MAJEURS	Collège	Vidéo projecteur + PC (Collège)
5 Semaine libre	LIBRE			
6 A DEFINIR	13	VISITE DE SITE		
7 Semaine libre	LIBRE			
VACANCES SCOLAIRES				
10 mardi 3 mars 2020	14	LES RISQUES DOMESTIQUES	Collège	Vidéo projecteur + PC (Collège)
11 Semaine libre	LIBRE			
12 mardi 17 mars 2020	15	Le SDIS : les métiers (SPP et PATS) - le volontariat et les JSP	Collège	Vidéo projecteur + PC (collège)
13 Semaine libre	LIBRE			
14 mardi 31 mars 2020	16	LES SPECIALITES - Présentation des spécialités GRIMP, Plonge, RTN	CIS GAMBETTA	Véhicules spécialisés
15	LIBRE			
16 A DEFINIR	17	EXERCICE ETABLISSEMENT - Mise en application Suivi d'un retour d'expérience à chaud (1 heure)	Collège	
VACANCES SCOLAIRES				
CEREMONIE DE REMISE DE DIPLOMES				



FICHES THEMATIQUES

COLLEGE FONTENELLE DE ROUEN

Année Scolaire 2019-2020





CADETS DE LA SECURITE CIVILE

SESSION N° 1

Fiche thématique

OBJET	Le Centre Opérationnel Départemental d'Incendie et de Secours - CODIS		
Lieu	Centre d'Incendie et de Secours de référence		
Horaires	GROUPE 1 : 11 :00 – 12 :30 Groupe 2 : 13 h 45 - 15 h 15		
Encadrement			
Collège	Le référent de l'établissement et 1 à 2 membres du personnel du collège pour l'accompagnement	Sdis 76	Sapeur-pompier, opérateur ou ancien opérateur CODIS

DEROULEMENT

- Présentation du CTA CODIS sur support vidéo :
 - ✓ Centre de transmission de l'alerte,
 - ✓ Centre opérationnel départemental d'incendie et de secours.

OBJECTIF(S)

- Compréhension du suivi de l'alerte : de l'appel au déclenchement des secours.
- Retour vers les autorités, services compétents : préfecture, Mairies...
- Interaction avec la zone.

Cadre de compétences :

- Domaine 3 : la formation de la personne et du citoyen
- Compétence travaillée : Connaître et agir pour faciliter l'intervention des acteurs de secours.

OBSERVATION(S)

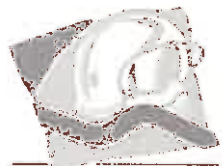
Les Cadet-te-s et l'encadrement devront être porteurs d'un justificatif d'identité
Seuls les personnels, membres de l'Education Nationale, pourront pénétrer dans l'enceinte du Centre de secours.

Ils apporteront leur repas froid pour le midi.

Matériel :

- Une vidéo de visite du CODIS
- Un vidéoprojecteur
- Un PC

Salle de formation pouvant accueillir une dizaine d'élèves (Prévoir 2 salles pour la journée)



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche de synthèse

SESSION N°1

LE CENTRE OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS

➤ Quelles sont les rôles du CODIS ?

- Evaluer les risques – coordination des moyens
- Relations entre le CTA, le terrain et les experts,
- Rendre compte à l'Etat, à la préfecture, aux collectivités territoriales, zone de défense et médias

➤ Quel secteur opérationnel couvre le CODIS ?

- Le département

➤ Qu'est-ce que l'interaction des numéros d'urgence ?

- 15-17-18-112 : En France, nous avons plusieurs numéros d'urgence. L'interaction permet soit d'orienter le requérant vers le bon service rapidement (sapeurs-pompiers, SAMU, Police) mais également de faire des conférences entre ces services et le requérant.

➤ Quel numéro de téléphone doit-on composer pour signaler un incident et pourquoi ?

- 18 et 112



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

CADETS DE LA SECURITE CIVILE

SESSION N°2

Fiche thématique

OBJET

L'Alerte

Lieu

Centre d'Incendie et de Secours de référence

Horaires

GROUPE 2 : 10 h 30 – 12 h 00

Groupe 1 : 13 h 45 - 15 h 15

Encadrement

Collège

Le référent de l'établissement et 1 à 2 membres du personnel du collège pour l'accompagnement

Sdis 76

Sapeur-pompier, opérateur ou ancien opérateur CODIS

DEROULEMENT

- Présentation déroulement des différents numéros d'urgence en France,
- L'alerte par rapport aux risques d'attentats
- Etude de cas

OBJECTIF(S)

- Mise en situation réaction individuelle de chacun,
- Bien transmettre une adresse
- Constituer un message d'alerte
- Présentation de l'application SAIP

Cadre de compétences :

- Domaine 5 : les représentations du monde et l'activité humaine
- Compétence travaillée : acquérir une culture de la sécurité civile. (connaître les numéros d'urgence, être acteur de sa propre sécurité)

OBSERVATION(S)

Les Cadet-te-s et l'encadrement devront être porteurs d'un justificatif d'identité
Seuls les personnels, membres de l'Education Nationale, pourront pénétrer dans l'enceinte du Centre de secours.

Matériel :

- Bandes son
- Un vidéo projecteur
- Un PC
- Un tableau blanc

Salle de formation pouvant accueillir une dizaine d'élèves (Prévoir 2 salles pour la journée)



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche de synthèse

SESSION N°2

L'ALERTE

- *A quoi sert le 112*
- *Donnez 5 points pour identifier un lieu d'accident*
- *Donnez 3 points indispensable pour constituer votre alerte*
- *Quelle est la chronologie entre l'alerte et l'arrivée des secours.*

Projet



CADETS DE LA SECURITE CIVILE

SESSION N° 3

Fiche thématique

OBJET

PSC 1 – 1^{ère} partie

Lieu

Etablissement scolaire

Encadrement

Collège

Un formateur PSC 1

Sdis 76

Un formateur PSC1 de l' UDSP76

DEROULEMENT

- Méthode interactive, démonstration, tour de table, discussion, power point, images.

OBJECTIF(S)

- Participer, écouter.
- Savoir observer et agir en fonction de la situation.
- Réaliser les gestes techniques du secourisme.

Cadre de compétences :

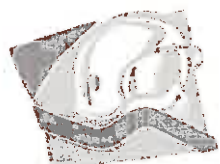
- Domaine 3 : la formation de la personne et du citoyen
- Compétences travaillées : réaliser les gestes de 1^{er} secours.

OBSERVATION(S)

Matériel :

- Matériel de secourisme habituel de PSC1 fourni par l'établissement scolaire et par l'UDSP
- Un vidéo projecteur
- Un PC

Préconisation : séparer le groupe en deux et sur deux salles différentes.



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche de synthèse

SESSION N° 3

PSC 1 – 1^{ère} partie

➤ **Alerte et protection des populations ?**

Le sauveteur sera capable d'identifier le signal d'alerte aux populations et d'indiquer les principales mesures à prendre. (3x1'41 espacé de 5''. Fin d'alerte 30''). Se confiner en cas d'incident technologique, réagir face à une intrusion terroriste.

➤ **Protection d'une personne exposée à un danger contrôlable ?**

Face à un danger contrôlable, le sauveteur sera capable de supprimer ou d'écarter de façon permanente le danger afin de se protéger, de protéger la victime et les autres personnes.

➤ **Alerte des secours ?**

Le sauveteur devra être capable d'alerter le service le plus adapté (pompiers, samu, police)

➤ **Traumatismes des articulations, des os, et des organes ? douleurs du cou**

Être capable d'éviter toute mobilisation d'une personne victime d'un traumatisme au niveau de la tête et du thorax, de l'abdomen, de la colonne vertébrale, ou des membres jusqu'à l'arrivée des secours.

▪ Cas concret :

- ✓ la situation : A la sonnerie un élève est bousculé en sortant de la classe. Il a une grosse déformation du bras et crie fort. Les autres veulent passer à côté.
- ✓ matériel : boule de chaussette.

➤ **La protection face à un danger non contrôlable ?**

Après avoir analysé la situation le sauveteur indique pourquoi il réalise un dégagement d'urgence.

➤ **Attaque terroriste ou situation de violence**

Localisez le danger, s'échapper si possible, se barricader, se cacher, fermer la porte à clé, ne pas faire de bruit, alerter 17, 112, ne pas courir vers les forces de l'ordre.

➤ **Obstruction partielle des voies aériennes ?**

Le sauveteur reconnaît les signes d'une obstruction partielle (parle, tousse, respire avec un bruit), encourage à tousser et met la victime dans la position où elle se sent le mieux

➤ **Obstruction totale des voies aériennes ?**

Le sauveteur reconnaît les signes d'une obstruction totale (ne peut pas parler, crier, tousser, bouche ouverte, s'agite, devient bleue puis perd connaissance) :

- chez l'adulte jusqu'à 5 Claques dorsales puis 5 compressions abdominales (Heimlich)
- chez le nourrisson jusqu'à 5 Claques dorsales puis 5 compressions thoraciques
- chez la femme enceinte et la personne obèse on réalisera des compressions thoraciques.

▪ Cas concret :

- ✓ la situation : les élèves déjeunent et rigolent. L'un d'eux s'étouffe avec un noyau de fruit. Il renverse verres et assiettes.

➤ **Hémorragies externes ?**

Le sauveteur réalise ou fait réaliser par la victime une compression locale, s'il doit se déplacer ou traiter plusieurs victimes. Il réalise un pansement compressif, ou un garrot s'il y a un objet ou beaucoup de victimes à traiter.

- Cas concret :

- ✓ la situation 1 : suite à une bagarre, un élève saigne du nez abondamment, le saignement ne s'arrête pas.
- ✓ évolution : se plaint de maux de tête.
- ✓ matériel : tâche de sang, rouge sur le nez.

- Cas concret :

- ✓ la situation 2: en classe d'art plastique ou technologie un élève utilise un cutter.
- ✓ victime : un élève se lève de sa chaise, il s'est blessé avec un cutter.
- ✓ témoin : un autre élève de la classe.
- ✓ sauveteur : le professeur est alerté par la victime et le témoin.
- ✓ compression directe.
- ✓ évolution possible: le saignement continu (pansement compressif)

Projet



CADETS DE LA SECURITE CIVILE

SESSION N° 4

Fiche thématique

OBJET PSC 1 – 2^{ème} partie
Lieu Etablissement scolaire

Encadrement

Collège Un formateur PSC 1 **Sdis 76** Un formateur PSC1 de l'UDSP76

DEROULEMENT

- Méthode interactive, démonstration, tour de table, discussion, power point, images.

OBJECTIF(S)

- Savoir observer et agir en fonction de la situation
- Réaliser les gestes techniques du secourisme.

Cadre de compétences :

- La formation de la personne et du citoyen
- Compétences travaillées : réaliser les gestes de 1^{er} secours.

OBSERVATION(S)

Matériel :

- Matériel de secourisme habituel de PSC1 fourni par l'établissement scolaire et par l'UDSP
- Un vidéo projecteur
- Un PC

Préconisation : séparer le groupe en deux et sur deux salles différentes.

Fiche de synthèse

PSC1 – 2^{ème} partie

➤ Les plaies ?

Le sauveteur face à une victime qui présente une plaie devra reconnaître la gravité de celle-ci et agir en connaissance

- Plaies graves : Piquûre, éraflure, coupure, morsure profonde.
 - ✓ Ne jamais retirer le corps étranger (couteau, morceau de verre).
 - ✓ Couvrir pour protéger du froid, ou protéger de la chaleur
 - ✓ Trois postures d'attente selon la localisation : assis, allongé jambes relevés, allongé les yeux fermés avec un maintien de la tête.
- Plaies simples : Se laver les mains, désinfecter, poser un pansement. Consulter le médecin pour vérifier la vaccination, ou en cas d'apparition de fièvre, d'une zone chaude, rouge, gonflée.
- Cas concret :
 - ✓ La situation : devant le collège, un ancien élève exclu revient revanchard. Il donne un coup de couteau dans la poitrine d'un autre élève (plaie grave)
 - ✓ Matériel : un tee shirt
 - ✓ Témoin : un élève en panique mais qui obéit
 - ✓ Secouriste, un surveillant, CPE, prof
 - ✓ Secours : Sapeur-pompier, Samu

➤ Les brûlures ?

Le sauveteur devra être capable d'arroser à l'eau, d'identifier la gravité de la brûlure et de recourir à un avis médical. (Cloques, aspect noirâtre, étendue : plus ou moins que la moitié de la surface de la main)

- Brûlures graves
 - ✓ Thermique : arroser immédiatement, retirer les vêtements si nécessaire et si possible, allonger ou asseoir en cas de gêne respiratoire.
- Particulières :
 - ✓ Par projection de produits chimiques sur les vêtements, la peau ou l'œil : enlever les vêtements imbibés de produit, rincer en suivant les consignes reçues lors de l'alerte des secours.
 - ✓ Par ingestion d'un produit chimique : ne pas faire vomir ni donner à boire, conserver l'emballage du produit
 - ✓ Par électrisation : ne pas toucher la victime, arroser les zones brûlées, alerter ou faire alerter les secours
 - ✓ Par inhalation : si difficultés respiratoires, placer la victime en position assise
- Brûlures simples
 - ✓ Refroidir jusqu'à disparition de la douleur, ne pas percer les cloques, protéger par un pansement stérile, demander un avis médical. (Vaccin antitétanique)
- Cas concret :
 - ✓ La situation : brûlure noire et cloque étendue sur toute la main
 - ✓ Secours : le SAMU demande la description de la brûlure et sa localisation, s'il y a eu refroidissement, téléphoner aux sapeurs-pompiers ou aller aux urgences.



CADETS DE LA SECURITE CIVILE

SESSION N° 5

Fiche thématique

OBJET	PSC 1 – 3 ^{ème} partie
Lieu	Etablissement scolaire
Encadrement	
Collège	Un formateur PSC 1
Sdis 76	Un formateur PSC1 de l' UDSP76

DEROULEMENT

- Méthode interactive, démonstration, tour de table, discussion, power point, images.

OBJECTIF(S)

- Participer, écouter.
- Savoir observer et agir en fonction de la situation.
- Réaliser les gestes techniques du secourisme.

Cadre de compétences :

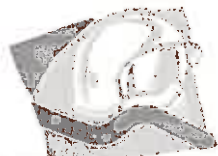
- Domaine 3 : la formation de la personne et du citoyen
- Compétences travaillées : réaliser les gestes de 1er secours

OBSERVATION(S)

Matériel :

- Matériel de secourisme habituel de PSC1 fourni par l'établissement scolaire et par l'UDSP
- Un vidéo projecteur
- Un PC

Préconisation : séparer le groupe en deux et sur deux salles différentes.



**Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime**

CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche de synthèse

SESSION N° 5

PSC 1 – 3^{ème} partie

➤ **Malaise ?**

Le sauveteur devra être capable de reconnaître les différents signes d'un malaise, d'identifier ce malaise et d'agir en conséquence.

- Accident cardiaque : douleur dans la poitrine.
- AVC : paralysie d'un bras, déformation de la face, langage difficile, incohérent, mal de tête sévère, perte d'équilibre ou chute.
- Autres malaises : Douleur abdominale intense, Difficulté à respirer, Sensation de froid, sueurs abondantes ou pâleur intense.

Dans tous les cas mettre au repos :

- Allongé, assis en cas de difficulté respiratoire sinon dans la position dans laquelle elle se sent le mieux.
- Desserrer les vêtements si gêne, rassurer en parlant.
- Protéger de la chaleur ou du froid.
- Questions : Âge, durée du malaise, état de santé (maladies, hospitalisation, traumatismes), traitement, est ce que cela est déjà arrivé ?
- Si la victime demande, lui donner : son traitement pour ce malaise, du sucre

➤ **Perte de connaissance ?**

Le sauveteur, face à une victime inconsciente qui respire, devra être capable de maintenir les voies aériennes de la victime libres, en attendant les secours.

➤ **Perte de connaissance ?**

Le sauveteur, face à une victime inconsciente qui respire, devra être capable de maintenir les voies aériennes de la victime libres, en attendant les secours.

Bilan :

- Conscience : vous m'entendez, secouez les épaules, serrez-moi la main, clignez des yeux.
- respiration : A l'aide !, allonger la victime sur le dos, libérer les voies aériennes, vérifier pendant 10'' au plus la respiration.
- Victime inconsciente qui respire : PLS, alerter ou faire alerter, vérifier la respiration, protéger du froid, de la chaleur, des intempéries (pluie...)
- **Cas concrets :**
 - ✓ la situation : Agent d'entretien qui a du mal à lever le bras, tord sa bouche et s'exprime difficilement. Sa collègue vient alerter un professeur.
 - ✓ Samu : est-elle mise au repos, depuis longtemps ? Envoi des moyens le plus proche (SP, Samu, ambulance privée)



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

CADETS DE LA SECURITE CIVILE

SESSION N° 6

Fiche thématique

OBJET PSC 1 – 4^{ème} partie
Lieu Etablissement Scolaire

Encadrement

Collège Un formateur PSC 1 **Sols 76** Un formateur PSC1 de l' UDSP76

DEROULEMENT

- Méthode interactive, démonstration, tour de table, discussion, power point, images.

OBJECTIF(S)

- Participer, écouter.
- Savoir observer et agir en fonction de la situation.
- Réaliser les gestes techniques du secourisme.

Cadre de compétences :

- Domaine 3 : la formation de la personne et du citoyen
- Compétences travaillées : réaliser les gestes de 1er secours

OBSERVATION(S)

Matériel :

- Matériel de secourisme habituel de PSC1 fourni par l'établissement scolaire et par l'UDSP
- Un vidéo projecteur
- Un PC

Préconisation : séparer le groupe en deux et sur deux salles différentes.



CADETS DE LA SECURITE CIVILE

SESSION N° 6

Fiche de synthèse

PSC1 – 4^{ème} partie

➤ Arrêt cardiaque ?

Le sauveteur devra être capable de mettre en œuvre une réanimation cardio-pulmonaire (RCP), avec ou sans un défibrillateur automatisé externe (DAE), chez adulte, un enfant ou un nourrisson qui a perdu connaissance et qui ne respire plus.

Victime inconsciente et ne respire pas alors il faut alerter, masser, défibriller

- **Si présence d'un témoin** : faire alerter et réclamer DAE, débiter la RCP (ranimation cardio pulmonaire= 30 compressions puis 2 insufflations)
- **Si secouriste seul** : alerter avec portable en mode haut-parleur pour commencer la RCP tout en écoutant les consignes des secours.
- **Si DAE à proximité** : le mettre en œuvre le plus tôt possible
- **Si plusieurs secouristes** : se relayer toutes les 2'
- **Cas concrets :**
 - ✓ la situation : En Eps, un élève s'effondre suite à une course intense.
 - ✓ Témoins : un élève
 - ✓ Secouriste : prof
 - ✓ Samu : suivez bien les instructions, mettez votre téléphone sur haut -parleur



CADETS DE LA SECURITE CIVILE

SESSION N° 7

Fiche thématique

OBJET	L'incendie – Connaissance du feu et de la combustion		
Lieu	Etablissement scolaire		
Encadrement			
Collège	Le référent ou un professeur désigné	Sdis 76	Un sapeur-pompier - formateur caisson Et/ou formateur FTB

DEROULEMENT

- Présentation de supports visuels sur les mécanismes d'un incendie, propagation, extinction.

OBJECTIF(S)

- Comprendre le mécanisme d'un incendie
- Connaître les modes de propagation d'un incendie
- Comprendre l'impact des ouvrants (portes, fenêtres) sur un incendie

Cadre de compétences :

- La formation de la personne et du citoyen
- Compétences travaillées : maîtriser les principes de prévention et de lutte contre les incendies

OBSERVATION(S)

Matériel : Dans une salle de classe

- Un vidéo projecteur
- Un PC
- Un tableau



CADETS DE LA SECURITE CIVILE

SESSION N°7

Fiche de synthèse

L'INCENDIE – Connaissance du feu et de la combustion

➤ **Qu'est-ce que le triangle du feu?**

Le triangle du feu est composé du comburant (oxygène), du combustible et d'une énergie d'activation. Sans ces 3 éléments, le feu ne peut pas exister.

➤ **Quels sont les modes de propagation d'un incendie?**

Un incendie se propage par conduction (via un élément conducteur comme le métal), par convection (déplacement des fumées) et par rayonnement (énergie du feu).

➤ **Quels sont les dangers d'un incendie?**

Un incendie peut provoquer des brûlures, une asphyxie (manque d'oxygène) et le décès.

➤ **Quelle est la cause première des décès lors d'un incendie?**

Les fumées, provoquant l'asphyxie (manque d'oxygène), sont les premières causes de décès lors d'un incendie (plus de 400 décès par an).

➤ **Que se passe-t-il en ouvrant une porte d'une pièce où il y a un incendie?**

Les fumées vont se propager dans la pièce saine et le feu va être alimenté avec davantage d'oxygène, le rendant plus virulent.

➤ **Quelles sont les caractéristiques des fumées?**

- Les fumées sont mobiles et envahissantes, c'est pourquoi elles propagent les incendies
- Les fumées sont chaudes et inflammables, c'est pourquoi elles brûlent
- Les fumées sont opaques, c'est pourquoi elles empêchent de voir
- Les fumées sont toxiques et asphyxiantes, c'est pourquoi elles tuent

➤ **Quelles sont les idées reçues sur l'incendie ?**

- S'il y a le feu je serai réveillé par le bruit ou la fumée. FAUX car si le feu se développe en pleine nuit, il ne fait pas de bruit et l'odeur ne vous réveillera pas car la fumée est toxique et vous serez asphyxié avant même d'être réveillé.
- S'il y a le feu, j'aurai le temps de l'éteindre avant qu'il ne prenne de l'ampleur. FAUX car si le feu s'est déjà développé, vous ne pourrez rien faire seul pour l'éteindre. Le feu se développe très vite, de même que les fumées.
- J'aurai le temps d'aller chercher mes enfants. FAUX car si vos enfants sont dans une pièce séparée de celle où vous êtes, vous n'aurez sans doute pas le temps d'aller les chercher, soit à cause de la fumée, soit à cause de la chaleur
- Même s'il y a de la fumée, je trouverai la sortie. FAUX car si la fumée qui se dégage lors d'un incendie domestique est très opaque. Très rapidement vous ne distinguerez plus rien et même dans un environnement très familier vous aurez du mal à trouver la sortie.
- J'arriverai toujours à respirer, le temps de sortir. FAUX car si la fumée est très toxique, en très peu de temps et en quelques aspirations seulement vous serez asphyxié. La fumée est paralysante, vous ne pourrez plus bouger.
- L'incendie n'arrivera pas chez moi. FAUX car si le feu peut se déclarer chez tout le monde, que votre habitation soit récente ou ancienne.

➤ *Comment éviter de provoquer un incendie ?*

Parmi toutes les mesures de prudence, voici quelques exemples :

- *Mettez les allumettes et briquets hors de portée des enfants*
- *Ne fumez pas au lit*
- *Evitez de surcharger les circuits sur une même prise électrique.*
- *Méfiez-vous de l'huile sur le feu et des grille-pains*
- *N'utilisez jamais d'alcool ou d'essence pour raviver les braises d'un barbecue ou d'un feu de cheminée*
- *Evitez la surcharge de stockages (papiers, cartons, textiles...).*
- *Ne stockez pas de produits inflammables à proximité des sources de chaleur (convecteurs, ampoules électriques...)*
- *Faites entretenir régulièrement vos installations de gaz et d'électricité. Faites ramoner la cheminée et les conduits*
- *Comment se protéger de l'incendie ?*
- *Veillez à ce que les personnes vulnérables (enfants et personnes âgées) ne soient jamais laissées seules. Ne pouvant ni fuir rapidement, ni maîtriser seules un début d'incendie, elles sont souvent les premières victimes.*
- *Installez ou faites installer chez vous des détecteurs-avertisseurs autonomes de fumée (certifiés NF), de préférence à proximité des zones de sommeil, qui vous alerteront jour et nuit dès le début de l'incendie. Pour être efficaces, ces appareils doivent faire l'objet d'un entretien régulier.*
- *Ayez chez vous un dispositif d'extinction approprié, vérifié et entretenu régulièrement.*

Projet



CADETS DE LA SECURITE CIVILE

SESSION N° 8

Fiche thématique

OBJET	L'incendie – Eteindre le feu et se déplacer dans les fumées		
Lieu	Etablissement scolaire		
Encadrement			
Collège	Le référent ou un professeur désigné	Sdis 76	Un sapeur-pompier - formateur FTB

DEROULEMENT

- Présentation théorique des méthodes d'extinction d'un incendie
- Utilisation d'une petite pièce à enfumer (machine à fumée du SDIS) pour expliquer la conduite à tenir

OBJECTIF(S)

- Comprendre les déplacements des fumées
- Connaître les risques des fumées et savoir se déplacer en présence de fumée
- Connaître les différentes techniques pour éteindre un incendie

Cadre de compétences :

- La formation de la personne et du citoyen
- Compétences travaillées : Connaître les dangers des fumées

OBSERVATION(S)

Matériel :

- SDIS : Un appareil à fumée et le liquide nécessaire
- Collège : Une salle de l'établissement sans détecteur de fumée ou avec la possibilité de le débrancher temporairement



CADETS DE LA SECURITE CIVILE

SESSION N°3

Fiche de synthèse

L'INCENDIE – Eteindre le feu et se déplacer dans les fumées

➤ **Quelle est la manière pour quitter une pièce enfumée?**

Il faut ramper au sol (présence d'air frais en partie basse) en positionnant un linge propre sur le visage.

➤ **Quels sont les principaux modes d'extinction?**

- Par refroidissement (eau)
- Par étouffement (mousse)
- Par inertie (CO₂), c'est-à-dire par diminution du taux d'oxygène

➤ **Quels sont les différents types d'extincteur?**

Il existe :

- des extincteurs à eau
- des extincteurs à poudre
- des extincteurs à gaz (CO₂)
- des extincteurs à mousse.

➤ **Quels sont les gestes à adopter en cas d'incendie chez soi ?**

- Fermer les portes dans lequel est présent l'incendie
- Contacter les secours
- Ne pas chercher à éteindre l'incendie

➤ **Pouvons-nous utiliser de l'eau pour éteindre tout type de feu ?**

L'utilisation de l'eau sur un feu de friteuse est fortement déconseillée et très dangereux.



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche thématique

SESSION N° 9

OBJET	L'incendie – Conduite à tenir, connaissance de l'établissement		
Lieu	Etablissement scolaire		
Encadrement			
Collège	Le référent ou un professeur désigné	Sdis 76	Un sapeur-pompier préventionniste

DEROULEMENT

- Explication, dans un premier temps, des objectifs de la prévention
- Visite de l'établissement, dans un second temps, en découvrant les moyens de prévention présents sur le site

OBJECTIF(S)

- Connaître les objectifs de la prévention
- Comprendre les bonnes attitudes à adopter en cas d'incendie dans l'établissement
- Comprendre l'intérêt des matériels de prévention présents dans les établissements recevant du public

Cadre de compétences :

La formation de la personne et du citoyen

Compétences travaillées : s'intégrer dans le dispositif de sécurité de l'établissement

OBSERVATION(S)

Matériel : Dans une salle de classe

- Un vidéo projecteur
- Un PC
- Un tableau



CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche de synthèse

SESSION N°1

L'INCENDIE – Conduite à tenir, connaissance de l'établissement

➤ **Quels sont les principes généraux de la prévention?**

- Permettre l'évacuation des personnes en danger
- Limiter les risques d'éclosion d'un incendie
- Limiter la propagation d'un incendie

➤ **Que contrôle une commission de sécurité?**

Elle donne un avis sur tous les projets, en procédant à la visite de l'établissement pour évaluer son niveau de sécurité, afin de donner un avis favorable ou défavorable au maire de la commune sur l'ouverture ou non au public. L'ensemble des installations techniques sont contrôlées et vérifiées par la commission.

➤ **Quel est l'objectif de l'alarme incendie ?**

Lors d'une détection automatique d'un départ incendie (détecteur incendie) ou lors de la mise en œuvre d'un déclencheur manuel (un témoin qui constate le départ incendie et qui appuie sur un déclencheur manuel), l'alarme incendie se déclenche et raisonne dans tous l'établissement. Avec un volume sonore élevé, son but est d'avertir rapidement l'ensemble des usagers présents dans les locaux de ce risque (incendie) afin de les obliger à évacuer l'établissement et se mettre dans une zone de sécurité.

CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche thématique

SESSION N° 10

OBJET L'incendie – Visite d'un centre d'incendie et de secours et présentation des véhicules (hors spécialités)

Lieu Centre d'incendie et de secours de référence

Encadrement

Collège Le référent ou un professeur désigné

Sdis 76 Un SP représentant du centre d'incendie et de secours de référence (de préférence conducteur PL)

DEROULEMENT

- Visite du centre de secours pour découvrir un VSAV, un FPT, un FSR et une EPA (en quatre groupes, tournant sur chaque véhicule toutes les 20 minutes)

OBJECTIF(S)

- Découvrir les matériels et connaître les missions des engins de base chez les sapeurs-pompiers (VSAV, FPT, FSR et EPA)

Cadre de compétences :

Diffusion de la culture de la sécurité civile

OBSERVATION(S)

Les Cadet-te-s et l'encadrement devront être porteurs d'un justificatif d'identité

Seuls les personnels, membres de l'Education Nationale, pourront pénétrer dans l'enceinte du Centre de secours.

Les élèves devront faire particulièrement preuve de discipline afin de ne pas perturber le travail des sapeurs-pompiers en poste.



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche de synthèse

SESSION N° 10

L'incendie – Visite d'un centre d'incendie et de secours et présentation des véhicules (hors spécialités)

- **Quelles sont les missions d'un VSAV (Véhicule de Secours et d'Aide aux Victimes)?**
Le VSAV participe à toutes les missions de secours à personnes (malaise, arrêt cardiaque, chute, noyade, hémorragie, etc...)
- **Quelles sont les missions d'un FPT (Fourgon Pompe Tonne) ?**
Le FPT est engagé pour des incendies, des explosions, des fuites de gaz, des sauvetages, des reconnaissances diverses
- **Quelles sont les missions d'une EPA (échelle aérienne)?**
L'EPA est engagé pour des incendies (sauvetage, mise en sécurité, limiter les propagations des incendies), secours à personne (risque de défenestration), chute de matériaux divers pendant les tempêtes
- **Quels sont les différents matériels disponibles dans un FPT pour éteindre un incendie?**
Tuyaux, lances, pièces de jonctions (pour relier les tuyaux), bouteilles d'air pour que les sapeurs-pompiers respirent dans les fumées
- **Quelles sont les missions d'un FSR (Fourgon secours routier)?**
Le FSR est engagé pour extraire des victimes, en cas d'accident de la route, qui sont coincées dans un véhicule.



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche thématique

SESSION N° 11

OBJET	Indicateurs de la condition physique
Lieu	Centre d'Incendie et de secours de référence

Encadrement

Collège :	Le référent ou un professeur désigné	Sdis 76	Formateur EAP
------------------	--------------------------------------	---------	---------------

DEROULEMENT

- Réalisation des indicateurs de la condition physique (demandés chaque année à l'ensemble des sapeurs-pompiers) :
 - ✓ Luc Léger,
 - ✓ souplesse,
 - ✓ gainage,
 - ✓ pompes,
 - ✓ Test de Killy

OBJECTIF(S)

- Comprendre le niveau physique attendu chez les sapeurs-pompiers dans le cadre des recrutements et du maintien sur liste opérationnelle

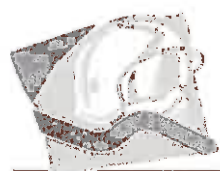
Cadre de compétences :

La culture de la sécurité civile

OBSERVATION(S)

Les Cadet-te-s et l'encadrement devront être porteurs d'un justificatif d'identité
Seuls les personnels, membres de l'Education Nationale, pourront pénétrer dans l'enceinte du Centre de secours.
Les élèves devront faire particulièrement preuve de discipline afin de ne pas perturber le travail des sapeurs-pompiers en poste.

- Tenue de sport obligatoire
- Les élèves ne devront pas être à jeun pour exécuter les exercices
- Bouteilles d'eau à fournir par l'établissement scolaire



**Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime**

CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche de synthèse

SESSION N° 11

Indicateurs conditions physiques

- ✓ Luc Léger,
- ✓ souplesse,
- ✓ gainage,
- ✓ pompes,
- ✓ Test de Killy

Projet



CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche thématique

SESSION N° 12

OBJET	GESTION DES RISQUES MAJEURS – Inondations, nucléaires, les sites SEVESO		
Lieu	Etablissement scolaire		
Encadrement			
Collège :	Le référent ou un professeur désigné	Sdis 76	Officier sapeur-pompier (RCH et RAD de préférence)

DEROULEMENT

- Présentation théorique des risques présents sur le département et de l'intérêt de la réglementation en vigueur dans les établissements à risques

OBJECTIF(S)

- Sensibiliser les stagiaires sur les risques présents dans le département de Seine-Maritime
- Identifier les risques du département de Seine-Maritime
- Comprendre les objectifs de la réglementation en vigueur dans les établissements à risques

Cadre de compétences :

Domaine 4 : les systèmes naturels et les systèmes techniques

Compétences travaillées : comprendre l'environnement, les risques, les menaces et les enjeux des « risques majeurs »

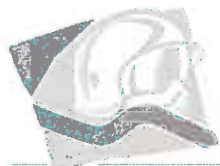
Domaine 3 : la formation de la personne et du citoyen

Compétences travaillées : identifier les risques et mettre en œuvre une conduite à tenir ou un comportement approprié.

OBSERVATION(S)

Matériel : Dans une salle de classe

- Un vidéo projecteur
- Un PC
- Un tableau



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche de synthèse

SESSION N° 12

GESTION DES RISQUES MAJEURS – Inondations, nucléaires, les sites SEVESO

➤ **Quels sont les différents risques majeurs en France?**

- Menace terroriste
- Risques sanitaires
- Risques technologiques
- Risques naturels
- Risques cyber

➤ **Qu'est-ce que le risque sanitaire?**

Il s'agit d'un risque immédiat ou à long terme représentant une menace directe pour la santé des populations (Ebola, épizootie, pandémie grippale, pollution de l'air)

➤ **Quels sont les différents risques technologiques?**

- Accident industriel
- Accident nucléaire
- Accident de transport de matière dangereuse (TMD)
- Risque minier
- Rupture de barrage

➤ **Quels sont les objectifs des réglementations SEVESO et ICPE?**

- Réduction des risques à la source par la diminution des quantités stockées ou le choix des procédés utilisés
- Mise en place de dispositifs de sécurité de nature à réduire les risques d'accident (détection, organes de coupure, confinement des installations dangereuses, etc...)
- Mise en place d'une organisation de la sécurité au travers de contrôles réguliers des installations, de la formation du personnel, des plans d'urgence, etc...

➤ **Quelles informations sont disponibles pour les secours en observant la signalisation des transports de matière dangereuse ?**

- Numéro d'identification du produit (code ONU) permettant d'avoir une description complète du produit
- Numéro d'identification des dangers principaux (exemple : le chiffre 3 signifie inflammable)
- Des étiquettes annonçant le type de danger

➤ **Quels sont les différents risques naturels ?**

- | | |
|-----------------------|-------------------------|
| ▪ Avalanche | ▪ Inondation |
| ▪ Canicule | ▪ Mouvements de terrain |
| ▪ Cyclone | ▪ Séisme |
| ▪ Eruption volcanique | ▪ Tempête |
| ▪ Feux de forêt | ▪ Tsunami |
| ▪ Grand froid | ▪ Sécheresse |



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche thématique

SESSION N° 13

OBJET	VISITE DE SITE		
Lieu	A définir		
Encadrement			
Collège	Le référent ou un professeur désigné	Sdis 76	Un sapeur-pompier RCH

DEROULEMENT

- Visite de l'établissement XXXXXX

OBJECTIF(S)

- Voir le fonctionnement et les risques potentiels qui se trouvent dans l'industrie, avec les répercussions sur l'environnement notamment en zone à risques.
- Liens entre l'établissement scolaire et la zone de l'industrie

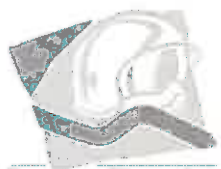
Cadre de compétences :

- **Domaine 3 : la formation de la personne et du citoyen**
Compétences travaillées : identifier les risques et mettre en œuvre une conduite à tenir ou un comportement approprié
- **Domaine 4 : les systèmes naturels et les systèmes techniques**
Compétences travaillées : comprendre l'environnement, les risques, les menaces et les enjeux des risques majeurs.

OBSERVATION(S)

- Les élèves et l'encadrement devront pouvoir justifier de leur identité.
- Les téléphones portables devront être totalement éteints (pas seulement coupés de sonnerie)
- Port de chaussures fermées et plates obligatoires.

Le transport est à la charge de l'établissement scolaire.



**Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime**

CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche de synthèse

SESSION N° 13

VISITE DE SITE

Partage entre encadrants et élèves.

Projet

CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche thématique

SESSION N° 14

OBJET	LES RISQUES DOMESTIQUES		
Lieu	Etablissement scolaire		
Encadrement			
Collège	Le référent ou un professeur désigné	Sdis 76	Formateur FTB

DEROULEMENT

- Présentation théorique des accidents domestiques et les moyens pour diminuer leurs effets

OBJECTIF(S)

- Connaître les différents accidents domestiques et les moyens pour diminuer leurs effets

Cadre de compétences :

- Domaine 3 : la formation de la personne et du citoyen
Compétences travaillées : agir pour faciliter l'intervention des acteurs de secours.

OBSERVATION(S)

Matériel : Dans une salle de classe

- Un vidéo projecteur
- Un PC
- Un tableau



CADETS DE LA SECURITE CIVILE

SESSION N° 14

Fiche de synthèse

LES RISQUES DOMESTIQUES

➤ **Que signifie un « accident domestique » ?**

Il s'agit de tous les accidents qui surviennent dans la vie quotidienne à la maison, et dans les parages (jardin, escaliers extérieurs, etc...).

➤ **Quels sont les différents accidents domestiques les plus fréquents ?**

- Brûlures (barbecue, cheminée, casserole, fer à repasser, etc...)
- Intoxications (accès à des produits ménagers ou des médicaments, monoxyde de carbone)
- Chute (glissade sur un sol humide, chute dans des marches ou dans les escaliers, défenestration)
- Noyades (baignoire, piscine privée)
- Electrocutions (prises non protégées, à proximité d'une présence d'eau)

➤ **Les accidents domestiques ont-ils des conséquences graves pour la vie humaine ?**

Les accidents domestiques font 20 000 morts par an en France (75% de personnes âgées).

➤ **Quelles sont les personnes les plus touchées par ces risques domestiques ?**

Les plus jeunes (moins de 15 ans) et les plus âgées (plus de 65 ans) sont les plus vulnérables.

➤ **Quels sont les origines des incendies domestiques ?**

- Défaillances électriques d'un appareil ménager (machine à laver, four, etc...)
- Cigarette mal éteinte
- Cheminée mal entretenue ou à proximité d'une source combustible
- Bougie laissée sans surveillance

➤ **Quelles sont les mesures de précaution pour éviter des brûlures ?**

- Ne pas laisser un enfant jouer avec des robinets d'eau chaude
- Mettre les poignées de casserole hors de portée lors d'une cuisson
- Ranger les produits corrosifs

➤ **Quelles sont les mesures de précaution pour éviter des noyades ?**

- Ne jamais laisser un enfant seul dans son bain
- Ne jamais laisser un enfant sans surveillance à proximité d'une piscine

➤ **Quelles sont les mesures de précaution pour éviter des chutes ?**

- Ne pas laisser un enfant sans surveillance sur une chaise ou une table à langer
- Ne pas laisser un enfant seul dans une pièce avec une fenêtre ouverte
- Ne pas laisser de chaise à proximité des fenêtres
- Ne pas permettre à un enfant d'accéder seul à un escalier

➤ **Quelles sont les mesures de précaution pour éviter des intoxications ?**

- Bien entretenir les installations de chauffage
- Faire ramoner la cheminée chaque année
- Installer des détecteurs de monoxyde de carbone
- Ranger les médicaments et les produits ménagers



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche thématique

SESSION N° 15

OBJET	Le SDIS – Les métiers, le volontariat, les JSP		
Lieu	Etablissement scolaire		
Encadrement			
Collège	Conseiller d'orientation Elève JSP	Sdis 76	SPP (officier ?) SPV (féminin ?) PATS – S. Roussille JSP – Si l'établissement en dispose

DEROULEMENT

- Présentation des différents métiers et missions au sein du Sdis :
 - ✓ Sapeurs-pompiers professionnelles,
 - ✓ PATS – personnels administratifs et techniques et leurs métiers
 - ✓ Sapeurs-pompiers volontaires

OBJECTIF(S)

- Avec l'aide d'un conseiller d'orientation faire la passerelle entre les Cadets et une possible carrière professionnelle au sein d'un Sdis, de l'armée ou d'une entreprise ou vers le volontariat comme action citoyenne.

Cadre de compétences :

- Domaine 3 : la formation de la personne et du citoyen
- Compétences travaillées : agir pour favoriser l'engagement de jeunes sapeurs-pompiers, de cadets de la sécurité civile et de sapeurs-pompiers volontaires.

OBSERVATION(S)

Matériel : Dans une salle de classe

- Un vidéo projecteur
- Un PC
- Un tableau

L'établissement veillera à organiser la présence d'un(e) conseiller(e) d'orientation qui expliquera les filières les mieux adaptées pour aboutir aux métiers de sapeur-pompier



CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche de synthèse

SESSION N° 15

Le SDIS – Les métiers de sapeur-pompier, le volontariat, les JSP

Projet

CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche thématique

SESSION N° 16

OBJET	LES SPECIALITES		
Lieu	Centre d'incendie et de secours de référence		
Encadrement			
Collège	Le référent ou un professeur désigné	Sdis 76	Un SP représentant du centre de secours (de préférence conducteur PL)

DEROULEMENT

- Visite du centre de secours pour découvrir les différentes spécialités chez les sapeurs-pompiers :
 - ✓ GRIMP (équipe spécialisée pour travailler sur des cordes en hauteur)
 - ✓ CMIC (équipe spécialisée pour maîtriser les risques d'un produit chimique)
 - ✓ PLG (équipe spécialisée pour intervenir en milieu aquatique)
- En trois groupes, tournant sur chaque véhicule toutes les 30 minutes

OBJECTIF(S)

Découvrir les matériels et connaître les missions des engins spécialisés chez les sapeurs-pompiers (GRIMP, CMIC, PLG)

Cadre de compétences :

- Domaine 5 : les représentations du monde et l'activité humaine
- Compétences travaillées : faire preuve de responsabilité vis-à-vis d'autrui (acquérir une culture de sécurité civile)

OBSERVATION(S)

Les Cadet-te-s et l'encadrement devront être porteurs d'un justificatif d'identité
 Seuls les personnels, membres de l'Education Nationale, pourront pénétrer dans l'enceinte du Centre de secours.
 Les élèves devront faire particulièrement preuve de discipline afin de ne pas perturber le travail des sapeurs-pompiers en poste.



CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche de synthèse

SESSION N° 16

LES SPECIALITES

- **Quelles sont les missions des plongeurs chez les sapeurs-pompiers?**
Intervenir pour sauver des personnes en difficulté dans un milieu aquatique (mer, lac, fleuve).
- **Quelles sont les missions de l'équipe GRIMP chez les sapeurs-pompiers?**
Sauvetage de personnes ou d'animaux en difficulté en hauteur (falaise, immeuble, etc...) ou dans des cavités profondes (puits, etc...).
- **Quelles sont les missions de l'équipe en risque chimique chez les sapeurs-pompiers?**
 - Analyser les caractéristiques du produit chimique présent sur l'intervention
 - Evaluer les dangers pour les personnes à proximité du produit chimique
 - Intervenir sur le produit chimique pour limiter ou supprimer sa dispersion dans la nature
- **Quelles sont les autres spécialités chez les sapeurs-pompiers?**
 - SDE (sauvetage déblaiement) pour rechercher des FDN (feu de navire) pour intervenir sur un feu dans un navire
 - GELD (groupe d'exploration longue durée) pour réaliser des reconnaissances dans des pièces enfumées pendant de longues heures
 - Cyno (travail de recherche avec des chiens) pour trouver des personnes ensevelies sous des décombres
 - RAD (risque radioactif) pour intervenir en centrale nucléaire ou sur une intervention avec la présence d'une source radioactive



CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche thématique

SESSION N° 17

OBJET EXERCICE – Mise en application

Lieu Etablissement scolaire

Encadrement

Collège Fontenelle

Le Chef d'établissement et le référent désigné

Sdis 76

Le chef du Centre d'incendie et de secours de référence
Formateur FTB

DEROULEMENT

- Exercice incendie dans l'établissement (détection, alerte des secours, évacuation, abordage et prise en charge des victimes dans l'attente des secours)
- Observation de l'arrivée des secours et de la gestion de l'intervention

A la suite de la manœuvre :

- Retours et impressions de la manœuvre (1 heure)

OBJECTIF(S)

- Mettre en application toutes les connaissances acquises durant la classe des cadets de la sécurité civile

Cadre de compétences :

- Domaine 3 : la formation de la personne et du citoyen
- Compétences travaillées : identifier les risques et mettre en œuvre une conduite à tenir ou un comportement approprié
- Réaliser les gestes de premiers secours.

OBSERVATION(S)

Le chef du centre d'incendie et de secours de référence sera en relation avec le chef de l'établissement scolaire pour organiser la manœuvre.

Pour le retour de la manœuvre :

- 1 salle de classe

Date de mise à jour : jeudi 16 mai 2019



CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche de synthèse

SESSION N° 17

EXERCICE – Mise en application

Retour à chaud de la manœuvre.

- Impression,
- Points positifs/négatifs
- Rôle des Cadet-te-s dans la manœuvre
- Retour de l'encadrant SP sur la tenue de cette manœuvre.

Projet



CONVENTION DE PARTENARIAT CADET-TE-S DE LA SECURITE CIVILE

COLLEGE NELSON MANDELA - ELBEUF

Année Scolaire 2019-2020



CONVENTION DE PARTENARIAT CADET-TE-S DE LA SECURITE CIVILE

Entre les signataires,

le Service Départemental d'Incendie et de Secours de Seine-Maritime
représenté par Monsieur André GAUTIER, Président du conseil d'administration,
dûment habilité par la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015
portant élection des représentants du département au conseil d'administration
du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

ci-après dénommé le «SDIS76»,

et,

Le Collège Nelson Mandela,
représenté par son Principal, Monsieur Laurent GACOUIN
1, rue de la Gare 76500 ELBEUF

ci-après dénommé «le Collège Nelson Mandela».

et,

l'Union départementale des sapeurs-pompiers
de la Seine-Maritime
représentée par son Président, le Commandant Hervé TESNIERE
2bis rue du Colonel Trupel 76190 YVETOT

ci-après dénommée l'« UDSP 76 »

Sous le haut patronage de :

- Monsieur Pierre-André DURAND, Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,
- Monsieur Olivier WAMBECKE, Inspecteur d'académie, Directeur académique des services de l'Education nationale de la Seine-Maritime, (DSDEN 76)
- Monsieur Pascal MARTIN, Président du Conseil départemental de la Seine-Maritime.

Vu :

- le code de l'éducation,
- le code général des collectivités territoriales,
- le code de la sécurité intérieure,
- la loi n°96-370 modifiée du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers,
- la loi n°2004-811 du 13 août 2004 modifiée de modernisation de la sécurité civile,
- la loi n°2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République,
- la circulaire n°2002-119 du 29 mai 2002 « Plan particulier de mise en sûreté face aux risques majeurs »,
- la circulaire n°2006-085 du 24 mai 2006 « Education à la responsabilité en milieu scolaire »,
- la circulaire du ministre de l'intérieur relative aux orientations en matière de sécurité civile du 26 mai 2015,
- la circulaire du Ministère de l'Education nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche relative à la mise en œuvre du programme des cadet-te-s de la sécurité civile au sein des établissements scolaires du 8 décembre 2015,
- la convention de partenariat entre le Sdis 76 et l'Union Départementale des Sapeurs-Pompiers de la Seine-Maritime du 29 août 2012,
- la convention cadre de partenariat entre le Ministère de l'Education nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et le Ministère de l'Intérieur du 18 juin 2015,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Préambule

Il y a aujourd'hui, de la part des citoyens une grande exigence en termes de sécurité qui est légitime tant les risques et menaces sont multiples et variés (accidents de la vie courante, du travail, actes d'incivilité, risques naturels et technologiques, actes de terrorisme, ...) dans une société qui évolue en permanence.

Cette culture de la prévention de la sécurité doit s'acquérir dès l'adolescence ; c'est pour cela que l'article L 312-13-1 du Code de l'éducation énonce que « Tout élève bénéficie dans le cadre de sa scolarité obligatoire, d'une sensibilisation à la prévention des risques et aux missions des services de secours ainsi que d'un apprentissage des gestes élémentaires de premier secours ».

Le développement d'une véritable culture de la préparation et de la réponse aux risques et aux menaces constitue un vecteur privilégié de l'apprentissage de la citoyenneté.

La loi n°2004-811 du 13 août 2004 modifiée de modernisation de la sécurité civile et notamment dans son annexe « orientation de la politique de la sécurité civile », il est précisé que « la sécurité civile est l'affaire de tous. Tout citoyen y concourt par son comportement. Une véritable culture de la préparation aux risques et aux menaces doit être développée. »

L'Etat entend apporter une réponse à la multiplication et à la diversification des types d'accidents, des catastrophes et des sinistres. Les multiples facettes du citoyen (victime, impliqué, témoin) sont au cœur du dispositif. Il doit être le premier acteur de sa propre sécurité. La sécurité civile est alors un enjeu majeur de politique.

Ainsi, la création des cadet-te-s de la sécurité civile s'inscrit dans le cadre de la promotion des valeurs de la République et des démarches citoyennes. Elle va au-delà d'une simple sensibilisation et répond à cette exigence de l'Etat, rappelée par la circulaire du 26 mai 2015 du ministre de l'intérieur relative aux orientations en matière de sécurité civile et s'inscrit dans l'esprit du plan de grande mobilisation de l'école pour les valeurs de la République de janvier 2015.

Les objectifs principaux de ce projet sont :

- favoriser une culture de la sécurité civile ;
- sensibiliser aux comportements de prévention ;
- développer un sens civique chez les jeunes élèves ;
- reconnaître les cadet-te-s comme assistants de sécurité lors des exercices d'évacuation ou de confinement (PPMS) ;
- favoriser l'engagement ultérieur des élèves au sein de la sécurité civile.

En Seine-Maritime, le projet de création d'un dispositif de cadet-te-s de la sécurité civile est porté par la Préfecture de la Seine-Maritime, le Conseil Départemental de la Seine-Maritime, la DSDEN 76, le Sdis 76, et le Collège Nelson Mandela en partenariat avec l'Union Départementale des sapeurs-pompiers de la Seine-Maritime (UDSP 76).

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet de définir et préciser les modalités de fonctionnement de la classe de cadet-te-s de la sécurité civile du Collège Nelson Mandela.

TITRE I – Dispositions générales :

Article 2 – Modalités d'actualisation de la convention

La présente convention peut être actualisée ou modifiée d'un commun accord, par voie d'avenant, à la demande de l'un des signataires.

Article 3 – Entrée en vigueur de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de signature et jusqu'à la fin de l'année scolaire 2019-2020, soit le 4 juillet 2020.

Une évaluation du dispositif est réalisée chaque fin d'année scolaire, conjointement avec le Directeur départemental du Sdis76 et le principal du Collège Nelson Mandela ainsi que l'ensemble de l'équipe pédagogique du Groupement Formation

du Sdis 76 et de l'établissement scolaire. Elle permettra de décider de la poursuite ou non du dispositif et d'apporter des ajustements si nécessaire.

Cette évaluation, rédigée conjointement par les services du Sdis 76 et la Direction des services départementaux de l'Education nationale et du Collège Nelson Mandela, fera l'objet d'un envoi en Préfecture de Seine Maritime, au Conseil Départemental de Seine Maritime, et à l'Udsp 76.

Le renouvellement de la présente convention sera assujéti à l'accord des signataires pour une durée d'année scolaire. Il devra intervenir avant le dernier jour de classe de l'année scolaire en cours.

Article 4 – Suspension de la convention

En cas de force majeure, de circonstances graves ou exceptionnelles ou pour des raisons affectant la continuité du service public d'incendie et de secours, chacun des cosignataires peut unilatéralement suspendre l'application de la présente convention pour une durée maximale de deux mois. Cette suspension est de droit après l'information de l'autre partie par courriel. Elle est confirmée sans délai par courrier recommandé avec accusé de réception.

Toute suspension aura pour conséquence un report des sessions programmées sur cette période dans la limite de l'année scolaire en cours.

Article 5 – Modalités de rupture de la convention

La présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution par l'une ou l'autre des parties de l'une de ses obligations moyennant un préavis de deux mois.

Titre II – Dispositions relatives aux élèves « Cadet-te-s de la Sécurité Civile »

Article 6 – Elèves concernés

Ce projet citoyen est réservé aux élèves de 4^{ème} générale, d'élèves de 4^{ème} SEGPA (Section d'Enseignement Général et Professionnel Adapté) et d'élèves UPE2A (Unité pédagogique pour les élèves allophones arrivants) du Collège Nelson Mandela.

Inscrit sur la base du volontariat après une information donnée par le Sdis 76, l'élève, disposant de l'autorisation parentale valant inscription, signe « la charte » où il s'engage à respecter les règles de fonctionnement du groupe de cadet-te-s de la Sécurité Civile. Il se verra alors remettre une chasuble l'identifiant comme « cadet-te-s de la Sécurité Civile ».

Le groupe sera composé de 20 élèves maximum en veillant à respecter un juste équilibre en termes de mixité. La sélection des élèves est à l'appréciation du Collège Nelson Mandela. Toutefois, dans le cas où il y aurait un grand nombre de volontaires, le Sdis76 peut assister le Collège Nelson Mandela dans cette sélection.

Article 7– Objectifs de la formation

Le programme doit offrir aux jeunes la possibilité d'un véritable engagement, en leur permettant de vivre des expériences enrichissantes, de se sentir intégrés dans un projet de vie solidaire, de développer un sentiment d'appartenance à un objectif qui accroît la confiance en soi et développe le sens des responsabilités.

L'engagement doit leur permettre d'acquérir les réflexes citoyens (entraide, solidarité, dévouement) dans le domaine de la sécurité et susciter l'éveil de possibles vocations dans ce domaine. Il peut constituer une étape dans la construction d'une future vie personnelle et professionnelle.

Cette formation doit aider et motiver l'élève durant sa scolarité afin qu'il donne le meilleur de lui-même et qu'il soit reconnu dans l'engagement qu'il a contracté.

Cette formation se présente pour l'élève comme une option suivie durant toute l'année scolaire. La formation déclinée avec les spécificités locales s'appuie sur les objectifs suivants :

- **Connaître son environnement, les risques et leur gestion (culture du risque) :**
 - ✓ l'analyse de son environnement, des risques (vulnérabilité) et de leur gestion avec notamment un travail d'analyse sur le terrain et de recherche à l'aide d'outils numériques,
 - ✓ les bons réflexes.
- **Etre acteur de la sécurité civile et s'investir au sein de l'établissement scolaire (culture de la sécurité civile) :**
 - ✓ la sécurité civile et ses évolutions au cours du temps,
 - ✓ la connaissance des acteurs de la sécurité civile, leur rôle, leurs compétences et leur champ d'action,
 - ✓ une formation aux gestes de premiers secours (PSC 1),
 - ✓ une initiation à la sécurité incendie au sein de l'établissement scolaire.
- **Participer à la diffusion de la culture de sécurité civile :**
 - ✓ valoriser l'image des acteurs de la sécurité civile,
 - ✓ partager les valeurs des sapeurs-pompiers,
 - ✓ favoriser l'engagement des jeunes au sein de la sécurité civile,
 - ✓ une participation au devoir de mémoire favorisant la solidarité (exposés, recherches, événements relatifs à la construction mémorielle autour de personnages historiques).

Les compétences développées lors de la formation permettent aux jeunes de :

- ✓ faire preuve de responsabilité vis-à-vis d'autrui,
- ✓ comprendre l'environnement, les risques, les menaces et les enjeux des « risques majeurs,
- ✓ réfléchir aux responsabilités individuelles et collectives,
- ✓ identifier les risques et mettre en œuvre une conduite à tenir ou un comportement approprié,
- ✓ réaliser les gestes de premiers secours,
- ✓ maîtriser le principe de prévention et de lutte contre les incendies,
- ✓ agir pour faciliter l'intervention des acteurs du secours,
- ✓ intégrer et faire partager les valeurs de la République Française et des sapeurs-pompiers,
- ✓ agir pour favoriser l'engagement des jeunes sapeurs-pompiers, de cadet-te-s de la sécurité civile et des sapeurs-pompiers volontaires.

Article 8 – Reconnaissance et valorisation de l'engagement

A l'issue de sa formation, le jeune reçoit une attestation de formation « Cadet-te-s de la Sécurité Civile » et un certificat de Premiers Secours Civique de niveau 1 (PSC 1).

Cet engagement est notamment valorisé au travers d'une inscription au livret scolaire de l'élève (LSU) et dans l'application Folios.

Titre III – Dispositions relatives au fonctionnement de la classe de Cadet-te-s

Article 9 – Les engagement du Sdis 76

Le Directeur départemental du Sdis 76 est l'interlocuteur du Principal du Collège Nelson Mandela pour tout ce qui concerne la mise en œuvre générale de la convention.

Le projet est porté par une équipe de sapeurs-pompiers du Sdis76 composée au minimum d'un officier de sapeur-pompier professionnel, titulaire des unités de valeurs de formateur et de plusieurs sapeurs-pompiers formateurs. Ces derniers peuvent être sollicités auprès de l'Union départementale des sapeurs-pompiers de Seine-Maritime au besoin.

L'officier sapeur-pompier est l'interlocuteur du professeur référent désigné par le Collège Nelson Mandela pour tout ce qui concerne la mise en œuvre pédagogique du groupe des Cadet-te-s.

Le Centre d'Incendie et de Secours d'Elbeuf accueillera dans ses locaux le groupe de cadet-te-s en fonction du contenu pédagogique des sessions de formation.

Le Sdis76 mettra à disposition du groupe des Cadet-te-s le matériel pédagogique spécifique aux sessions sous réserve des nécessités opérationnelles et de service à titre gracieux.

La mise à disposition de l'équipe de formation et des locaux du Cis Elbeuf se font à titre gracieux.

Article 10 – Les engagements du Collège Nelson Mandela

Le Principal du Collège Nelson Mandela est l'interlocuteur principal du Directeur départemental du Sdis 76 pour tout ce qui concerne la mise en œuvre générale de la convention.

L'équipe pédagogique Collège Nelson Mandela est composée au minimum du référent désigné par le Collège et de plusieurs professeurs si besoin.

Le référent désigné par le Collège Nelson Mandela est l'interlocuteur de l'officier sapeur-pompier pour tout ce qui concerne la mise en œuvre pédagogique du groupe des Cadet-te-s.

Le Collège Nelson Mandela accueillera dans ses locaux le groupe de cadet-te-s autant que nécessaire pour le contenu pédagogique des sessions de formation. Il veillera à assurer la disponibilité des locaux et du matériel nécessaire au bon déroulement de la session.

La mise à disposition de l'équipe pédagogique, des locaux et des moyens est faite à titre gracieux.

L'organisation ainsi que le mode de transport des élèves relatifs aux différentes sessions nécessitant un déplacement reste à la charge totale du Collège Nelson Mandela.

Article 11 – Le partenariat avec l'Union Départementale des Sapeurs-pompiers de la Seine Maritime

L'Udsp 76 fournit gracieusement le nombre de chasubles nécessaires (maximum 20) destinées à identifier les cadet-te-s.

L'Udsp 76 assure l'assistance, par la mise à disposition à titre gracieux d'un sapeur-pompier agréementé, du formateur PSC1 de l'établissement scolaire.

Article 12 – Programme pédagogique et déroulement

Le programme pédagogique établi avec le Collège Nelson Mandela et le Sdis 76 comporte 17 sessions réparties selon le programme joint en annexe.

Les sessions se déroulent hors vacances scolaires, le mardi de 8 heures 30 à 10 heures 30 avant le début des cours au rythme d'une semaine sur deux sauf sessions spécifiques désignées au programme joint en annexe.

Toutes les sessions seront composées au minimum d'un formateur sapeur-pompier et d'un professeur du Collège Nelson Mandela. Ils utiliseront les fiches thématiques rédigées par les différents intervenants en adéquation avec le cadre des compétences attendues.

La formation PSC 1 est assurée par un formateur certifié par l'Education nationale qui sera assisté d'un sapeur-pompier mis à disposition par l'Udsp 76.

Des activités, des mises en situation, des sorties et des travaux de groupe viennent favoriser la cohésion et l'entraide.

Article 13 – Responsabilité

En leur qualité de signataires de la présente convention, le Sdis76, l'Udsp 76 et le Collège Nelson Mandela demeurent civilement responsables au titre de l'article 1240 et suivant du code civil de tout dommage pouvant survenir dans le cadre de cette convention.

Le Sdis76, l'Udsp 76 et le Collège Nelson Mandela contractent toute assurance nécessaire à l'application de la présente convention afin de garantir leur responsabilité civile ainsi que tout risque lié à l'exercice des différentes activités réalisées dans le cadre des mises à disposition de locaux, de matériels, de véhicules et de personnels (risques de vol, de détérioration involontaire ou volontaire, de perte, etc.)

Article 14 – Règlement des litiges

Dans l'hypothèse d'un litige lié à l'application des obligations de la présente convention, les cosignataires s'engagent à rechercher une solution amiable de règlement, préalablement à toute saisine du tribunal administratif de Rouen.

Lieu, le

Les Signataires

**Le Président du Conseil d'Administration
du Service d'Incendie
et de Secours de la Seine-Maritime**

Le principal du Collège Nelson Mandela

Monsieur André GAUTIER

Monsieur Laurent GACOUIN

**Le Président de l'Union départementale
des sapeurs-pompiers de la Seine-Maritime**

Commandant Hervé TESNIERE

Le haut patronage

**Le Préfet de la Région Normandie,
Préfet de la Seine-Maritime**

Monsieur Pierre-André DURAND

**Monsieur le Président
Conseil départemental de la Seine-Maritime**

**Monsieur l'Inspecteur d'académie
Directeur académique des services de l'Education nationale
de la Seine-Maritime**

Monsieur Pascal MARTIN

Monsieur Olivier WAMBECKE



FICHE SYNTHETIQUE

COLLEGE NELSON MANDELA - ELBEUF

Année Scolaire 2019-2020





Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

CADETS DE LA SECURITE CIVILE

2019-2020

FICHE SYNTHETIQUE

ETABLISSEMENT

Collège Nelson Mandela

Lieu

1 rue de la Gare - 76 ELBEUF

Tél accueil

02 35 81 46 40

L'ETABLISSEMENT SCOLAIRE

Principal

M. Laurent GACOUIN

Tél : 02 35 81 46 40

Courriel

laurent.gacouin@ac-rouen.fr

LE CENTRE D'INCENDIE ET DE SECOURS DE REFERENCE

Centre

ELBEUF

Tél : 02 32 96 97 45

Courriel

elbeuf@sdis76.fr

REFERENTS DE LA CLASSE

Collège

Mme Sabrina MEUNIER
Mme Véronique GELIN

Tél :

Courriel

sabrina.meunier@ac-rouen.fr
veronique.gelin@yahoo.fr

Sdis 76

C/C Laure MORIOT

Tél : 02 32 96 97 45

Courriel

amethyste767@hotmail.com

LA CLASSE

Jour

Le mardi de 8 h 30 à 10 h 30

Elèves

4^{ème} + 4^{ème} SEGPA + UPE2A

NOTES



PROGRAMME

COLLEGE NELSON MANDELA - ELBEUF

Année Scolaire 2019-2020



CADETS 2019 - 2020 - Collège N.MANDELA - ELBEUF

SEMAINE	Session	PROGRAMME	LIEU	Matériel
mardi 4 juin 2019		INSTANCES DU SDIS 76		
Vendredi 14 juin 2019 - 17 heures 30		Information aux élèves et aux parents	COLLEGE	Vidéo projecteur + PC
JUIN		<i>Signature convention de partenariat</i>	A DEFINIR	A DEFINIR
VACANCES SCOLAIRES				
SEPTEMBRE (entre le 2 et le 13/09)		<i>Signature de la charte et remise des chasubles</i>	A DEFINIR	A DEFINIR
38 mardi 17 septembre 2019	1 2	10:00 : - Accueil des élèves par le chef de groupement - Déroulé de la journée, consignes 11:00 : Diffusion du film CODIS - conversation avec un opérateur 12:30 - REPAS EN COMMUN AVEC LA GARDE 13:30 : L'alerte - Théorie et sketches	CIS GAMBETTA	Kakemono Vidéo projecteur + PC Vidéo projecteur + PC
39 mardi 24 septembre 2019	3	PSC1	Collège	Vidéo projecteur + PC Matériel de secourisme (Collège et UDSP)
40 mardi 1 octobre 2019	4	PSC1	Collège	Vidéo projecteur + PC Matériel de secourisme (Collège et UDSP)
41 mardi 8 octobre 2019	5	PSC1	Collège	Vidéo projecteur + PC Matériel de secourisme (Collège et UDSP)
42 mardi 15 octobre 2019	6	PSC1	Collège	Vidéo projecteur + PC Matériel de secourisme (Collège et UDSP)
VACANCES SCOLAIRES				
45 mardi 5 novembre 2019	7	L'INCENDIE - Connaissance du feu - la combustion	Collège	Vidéo projecteur + PC
46 Semaine libre	LIBRE			
47 mardi 19 novembre 2019	8	L'INCENDIE - Eteindre le feu - se déplacer dans les fumées	Collège	Machine à fumée (Sdis)
48 Semaine libre	LIBRE			
49 mardi 3 décembre 2019	9	L'INCENDIE - Conduite à tenir - Connaissance de l'établissement - visite de l'établissement scolaire	Collège	Vidéo projecteur + PC (collège)
50 Semaine libre	LIBRE			
51 mardi 17 décembre 2019	10	L'INCENDIE - Visite Cis - Présentation des véhicules (hors spécialités)	CIS GAMBETTA	Véhicules hors spécialités
VACANCES SCOLAIRES				
2 mardi 7 janvier 2020	11	Indicateurs de la condition physique		
3 Semaine libre	LIBRE			
4 mardi 21 janvier 2020	12	GESTION DES RISQUES MAJEURS	Collège	Vidéo projecteur + PC (Collège)
5 Semaine libre	LIBRE			
6 A DEFINIR	13	VISITE DE SITE		
7 Semaine libre	LIBRE			
VACANCES SCOLAIRES				
10 mardi 3 mars 2020	14	LES RISQUES DOMESTIQUES	Collège	Vidéo projecteur + PC (Collège)
11 Semaine libre	LIBRE			
12 mardi 17 mars 2020	15	Le SDIS : les métiers (SPP et PATS) - le volontariat et les JSP	Collège	Vidéo projecteur + PC (collège)
13 Semaine libre	LIBRE			
14 mardi 31 mars 2020	16	LES SPECIALITES - Présentation des spécialités GRIMP, Plonge, RTN	CIS GAMBETTA	Véhicules spécialisés
15	LIBRE			
16 A DEFINIR	17	EXERCICE ETABLISSEMENT - Mise en application Suivi d'un retour d'expérience à chaud (1 heure)	Collège	
CEREMONIE DE REMISE DE DIPLOMES				



FICHES THEMATIQUES

COLLEGE NELSON MANDELA - ELBEUF

Année Scolaire 2019-2020





Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche thématique

SESSION N° 1

OBJET	Le Centre Opérationnel Départemental d’Incendie et de Secours - CODIS		
Lieu	Centre d’Incendie et de Secours de référence		
Horaires	GROUPE 1 : 11 :00 – 12 :30 Groupe 2 : 13 h 45 - 15 h 15		
Encadrement			
Collège	Le référent de l’établissement et 1 à 2 membres du personnel du collège pour l’accompagnement	Sdis 76	Sapeur-pompier, opérateur ou ancien opérateur CODIS

DEROULEMENT

- Présentation du CTA CODIS sur support vidéo :
 - ✓ Centre de transmission de l'alerte,
 - ✓ Centre opérationnel départemental d'incendie et de secours.

OBJECTIF(S)

- Compréhension du suivi de l'alerte : de l'appel au déclenchement des secours.
- Retour vers les autorités, services compétents : préfecture, Mairies...
- Interaction avec la zone.

Cadre de compétences :

- Domaine 3 : la formation de la personne et du citoyen
- Compétence travaillée : Connaître et agir pour faciliter l'intervention des acteurs de secours.

OBSERVATION(S)

Les Cadet-te-s et l'encadrement devront être porteurs d'un justificatif d'identité
Seuls les personnels, membres de l'Education Nationale, pourront pénétrer dans l'enceinte du Centre de secours.

Ils apporteront leur repas froid pour le midi.

Matériel :

- Une vidéo de visite du CODIS
- Un vidéoprojecteur
- Un PC

Salle de formation pouvant accueillir une dizaine d'élèves (Prévoir 2 salles pour la journée)



CADETS DE LA SECURITE CIVILE

SESSION N°1

Fiche de synthèse

LE CENTRE OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS

- Quelles sont les rôles du CODIS ?
 - Evaluer les risques – coordination des moyens
 - Relations entre le CTA, le terrain et les experts,
 - Rendre compte à l'Etat, à la préfecture, aux collectivités territoriales, zone de défense et médias
- Quel secteur opérationnel couvre le CODIS ?
 - Le département
- Qu'est-ce que l'interaction des numéros d'urgence ?
 - 15-17-18-112 : En France, nous avons plusieurs numéros d'urgence. L'interaction permet soit d'orienter le requérant vers le bon service rapidement (sapeurs-pompiers, SAMU, Police) mais également de faire des conférences entre ces services et le requérant.
- Quel numéro de téléphone doit-on composer pour signaler un incident et pourquoi ?
 - 18 et 112



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

CADETS DE LA SECURITE CIVILE

SESSION N°2

Fiche thématique

OBJET

L'Alerte

Lieu

Centre d'Incendie et de Secours de référence

Horaires

GROUPE 2 : 10 h 30 – 12 h 00

Groupe 1 : 13 h 45 - 15 h 15

Encadrement

Collège

Le référent de l'établissement et 1 à 2 membres du personnel du collège pour l'accompagnement

Sdis 76

Sapeur-pompier, opérateur ou ancien opérateur CODIS

DEROULEMENT

- Présentation déroulement des différents numéros d'urgence en France,
- L'alerte par rapport aux risques d'attentats
- Etude de cas

OBJECTIFS

- Mise en situation réaction individuelle de chacun,
- Bien transmettre une adresse
- Constituer un message d'alerte
- Présentation de l'application SAIP

Cadre de compétences :

- Domaine 5 : les représentations du monde et l'activité humaine
- Compétence travaillée : acquérir une culture de la sécurité civile. (connaître les numéros d'urgence, être acteur de sa propre sécurité)

OBSERVATION(S)

Les Cadet-te-s et l'encadrement devront être porteurs d'un justificatif d'identité

Seuls les personnels, membres de l'Education Nationale, pourront pénétrer dans l'enceinte du Centre de secours.

Matériel :

- Bandes son
- Un vidéo projecteur
- Un PC
- Un tableau blanc

Salle de formation pouvant accueillir une dizaine d'élèves (Prévoir 2 salles pour la journée)



CADETS DE LA SECURITE CIVILE

SESSION N° 2

Fiche de synthèse

L'ALERTE

- *A quoi sert le 112*
- *Donnez 5 points pour identifier un lieu d'accident*
- *Donnez 3 points indispensable pour constituer votre alerte*
- *Quelle est la chronologie entre l'alerte et l'arrivée des secours.*

Projet



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

CADETS DE LA SECURITE CIVILE

SESSION N°3

Fiche thématique

OBJET	PSC 1 – 1 ^{ère} partie		
Lieu	Etablissement scolaire		
Encadrement			
Collège	Un formateur PSC 1	Sdis 76	Un formateur PSC1 de l' UDSP76

DEROULEMENT

- Méthode interactive, démonstration, tour de table, discussion, power point, images.

OBJECTIF(S)

- Participer, écouter.
- Savoir observer et agir en fonction de la situation.
- Réaliser les gestes techniques du secourisme.

Cadre de compétences :

- Domaine 3 : la formation de la personne et du citoyen
- Compétences travaillées : réaliser les gestes de 1er secours.

OBSERVATION(S)

Matériel :

- Matériel de secourisme habituel de PSC1 fourni par l'établissement scolaire et par l'UDSP
- Un vidéo projecteur
- Un PC

Préconisation : séparer le groupe en deux et sur deux salles différentes.



CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche de synthèse

SESSION N° 3

PSC 1 – 1^{ère} partie

➤ **Alerte et protection des populations ?**

Le sauveteur sera capable d'identifier le signal d'alerte aux populations et d'indiquer les principales mesures à prendre. (3x1'41 espacé de 5''. Fin d'alerte 30''). Se confiner en cas d'incident technologique, réagir face à une intrusion terroriste.

➤ **Protection d'une personne exposée à un danger contrôlable ?**

Face à un danger contrôlable, le sauveteur sera capable de supprimer ou d'écarter de façon permanente le danger afin de se protéger, de protéger la victime et les autres personnes.

➤ **Alerte des secours ?**

Le sauveteur devra être capable d'alerter le service le plus adapté (pompiers, samu, police)

➤ **Traumatismes des articulations, des os, et des organes ? douleurs du cou**

Être capable d'éviter toute mobilisation d'une personne victime d'un traumatisme au niveau de la tête et du thorax, de l'abdomen, de la colonne vertébrale, ou des membres jusqu'à l'arrivée des secours.

▪ Cas concret :

- ✓ la situation : A la sonnerie un élève est bousculé en sortant de la classe. Il a une grosse déformation du bras et crie fort. Les autres veulent passer à côté.
- ✓ matériel : boule de chaussette.

➤ **La protection face à un danger non contrôlable ?**

Après avoir analysé la situation le sauveteur indique pourquoi il réalise un dégagement d'urgence.

➤ **Attaque terroriste ou situation de violence**

Localisez le danger, s'échapper si possible, se barricader, se cacher, fermer la porte à clé, ne pas faire de bruit, alerter 17, 112, ne pas courir vers les forces de l'ordre.

➤ **Obstruction partielle des voies aériennes ?**

Le sauveteur reconnaît les signes d'une obstruction partielle (parle, tousse, respire avec un bruit), encourage à tousser et met la victime dans la position où elle se sent le mieux

➤ **Obstruction totale des voies aériennes ?**

Le sauveteur reconnaît les signes d'une obstruction totale (ne peut pas parler, crier, tousser, bouche ouverte, s'agite, devient bleue puis perd connaissance) :

- chez l'adulte jusqu'à 5 Claques dorsales puis 5 compressions abdominales (Heimlich)
- chez le nourrisson jusqu'à 5 Claques dorsales puis 5 compressions thoraciques
- chez la femme enceinte et la personne obèse on réalisera des compressions thoraciques.

▪ Cas concret :

- ✓ la situation : les élèves déjeunent et rigolent. L'un deux s'étouffe avec un noyau de fruit. Il renverse verres et assiettes.

➤ **Hémorragies externes ?**

Le sauveteur réalise ou fait réaliser par la victime une compression locale, s'il doit se déplacer ou traiter plusieurs victimes. Il réalise un pansement compressif, ou un garrot s'il y a un objet ou beaucoup de victimes à traiter.

- Cas concret :

- ✓ la situation 1 : suite à une bagarre, un élève saigne du nez abondamment, le saignement ne s'arrête pas.
- ✓ évolution : se plaint de maux de tête.
- ✓ matériel : tâche de sang, rouge sur le nez.

- Cas concret :

- ✓ la situation 2: en classe d'art plastique ou technologie un élève utilise un cutter.
- ✓ victime : un élève se lève de sa chaise, il s'est blessé avec un cutter.
- ✓ témoin : un autre élève de la classe.
- ✓ sauveteur : le professeur est alerté par la victime et le témoin.
- ✓ compression directe.
- ✓ évolution possible: le saignement continu (pansement compressif)

Projet



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

CADETS DE LA SECURITE CIVILE

SESSION N° 4

Fiche thématique

OBJET	PSC 1 – 2 ^{ème} partie		
Lieu	Etablissement scolaire		
Encadrement			
Collège	Un formateur PSC 1	Sds 76	Un formateur PSC1 de l'UDSP76

DEROULEMENT

- Méthode interactive, démonstration, tour de table, discussion, power point, images.

OBJECTIF(S)

- Savoir observer et agir en fonction de la situation
- Réaliser les gestes techniques du secourisme.

Cadre de compétences :

- La formation de la personne et du citoyen
- Compétences travaillées : réaliser les gestes de 1^{er} secours.

OBSERVATION(S)

Matériel :

- Matériel de secourisme habituel de PSC1 fourni par l'établissement scolaire et par l'UDSP
- Un vidéo projecteur
- Un PC

Préconisation : séparer le groupe en deux et sur deux salles différentes.

Fiche de synthèse

PSC1 – 2^{ème} partie

➤ Les plaies ?

Le sauveteur face à une victime qui présente une plaie devra reconnaître la gravité de celle-ci et agir en connaissance

- Plaies graves : Piquûre, éraflure, coupure, morsure profonde.
 - ✓ Ne jamais retirer le corps étranger (couteau, morceau de verre).
 - ✓ Couvrir pour protéger du froid, ou protéger de la chaleur
 - ✓ Trois postures d'attente selon la localisation : assis, allongé jambes relevés, allongé les yeux fermés avec un maintien de la tête.
- Plaies simples : Se laver les mains, désinfecter, poser un pansement. Consulter le médecin pour vérifier la vaccination, ou en cas d'apparition de fièvre, d'une zone chaude, rouge, gonflée.
- Cas concret :
 - ✓ La situation : devant le collège, un ancien élève exclu revient revanchard. Il donne un coup de couteau dans la poitrine d'un autre élève (plaie grave)
 - ✓ Matériel : un tee shirt
 - ✓ Témoin : un élève en panique mais qui obéit
 - ✓ Secouriste, un surveillant, CPE, prof
 - ✓ Secours : Sapeur-pompier, Samu

➤ Les brûlures ?

Le sauveteur devra être capable d'arroser à l'eau, d'identifier la gravité de la brûlure et de recourir à un avis médical. (Cloques, aspect noirâtre, étendue : plus ou moins que la moitié de la surface de la main)

- Brûlures graves
 - ✓ Thermique : arroser immédiatement, retirer les vêtements si nécessaire et si possible, allonger ou asseoir en cas de gêne respiratoire.
- Particulières :
 - ✓ Par projection de produits chimiques sur les vêtements, la peau ou l'œil : enlever les vêtements imbibés de produit, rincer en suivant les consignes reçues lors de l'alerte des secours.
 - ✓ Par ingestion d'un produit chimique : ne pas faire vomir ni donner à boire, conserver l'emballage du produit
 - ✓ Par électrisation : ne pas toucher la victime, arroser les zones brûlées, alerter ou faire alerter les secours
 - ✓ Par inhalation : si difficultés respiratoires, placer la victime en position assise
- Brûlures simples
 - ✓ Refroidir jusqu'à disparition de la douleur, ne pas percer les cloques, protéger par un pansement stérile, demander un avis médical. (Vaccin antitétanique)
- Cas concret :
 - ✓ La situation : brûlure noire et cloque étendue sur toute la main
 - ✓ Secours : le SAMU demande la description de la brûlure et sa localisation, s'il y a eu refroidissement, téléphoner aux sapeurs-pompiers ou aller aux urgences.



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

CADETS DE LA SECURITE CIVILE

SESSION N° 5

Fiche thématique

OBJET

PSC 1 – 3^{ème} partie

Lieu

Etablissement scolaire

Encadrement**Collège**

Un formateur PSC 1

Sols 76

Un formateur PSC1 de l'UDSP76

DEROULEMENT

- Méthode interactive, démonstration, tour de table, discussion, power point, images.

OBJECTIF(S)

- Participer, écouter.
- Savoir observer et agir en fonction de la situation.
- Réaliser les gestes techniques du secourisme.

Cadre de compétences :

- Domaine 3 : la formation de la personne et du citoyen
- Compétences travaillées : réaliser les gestes de 1er secours

OBSERVATION(S)**Matériel :**

- Matériel de secourisme habituel de PSC1 fourni par l'établissement scolaire et par l'UDSP
- Un vidéo projecteur
- Un PC

Préconisation : séparer le groupe en deux et sur deux salles différentes.

Fiche de synthèse

PSC 1 – 3^{ème} partie

➤ **Malaise ?**

Le sauveteur devra être capable de reconnaître les différents signes d'un malaise, d'identifier ce malaise et d'agir en conséquence.

- Accident cardiaque : douleur dans la poitrine.
- AVC : paralysie d'un bras, déformation de la face, langage difficile, incohérent, mal de tête sévère, perte d'équilibre ou chute.
- Autres malaises : Douleur abdominale intense, Difficulté à respirer, Sensation de froid, sueurs abondantes ou pâleur intense.

Dans tous les cas mettre au repos :

- Allongé, assis en cas de difficulté respiratoire sinon dans la position dans laquelle elle se sent le mieux.
- Desserrer les vêtements si gêne, rassurer en parlant.
- Protéger de la chaleur ou du froid.
- Questions : Âge, durée du malaise, état de santé (maladies, hospitalisation, traumatismes), traitement, est ce que cela est déjà arrivé ?
- Si la victime demande, lui donner : son traitement pour ce malaise, du sucre

➤ **Perte de connaissance ?**

Le sauveteur, face à une victime inconsciente qui respire, devra être capable de maintenir les voies aériennes de la victime libres, en attendant les secours.

➤ **Perte de connaissance ?**

Le sauveteur, face à une victime inconsciente qui respire, devra être capable de maintenir les voies aériennes de la victime libres, en attendant les secours.

Bilan :

- Conscience : vous m'entendez, secouez les épaules, serrez-moi la main, clignez des yeux.
- respiration : A l'aide !, allonger la victime sur le dos, libérer les voies aériennes, vérifier pendant 10'' au plus la respiration.
- Victime inconsciente qui respire : PLS, alerter ou faire alerter, vérifier la respiration, protéger du froid, de la chaleur, des intempéries (pluie...)
- **Cas concrets :**
 - ✓ la situation : Agent d'entretien qui a du mal à lever le bras, tord sa bouche et s'exprime difficilement. Sa collègue vient alerter un professeur.
 - ✓ Samu : est-elle mise au repos, depuis longtemps ? Envoi des moyens le plus proche (SP, Samu, ambulance privée)



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

CADETS DE LA SECURITE CIVILE

SESSION N° 6

Fiche thématique

OBJET

PSC 1 – 4^{ème} partie

Lieu

Etablissement Scolaire

Encadrement

Collège

Un formateur PSC 1

Sais 76

Un formateur PSC1 de l'UDSP76

DEROULEMENT

- Méthode interactive, démonstration, tour de table, discussion, power point, images.

OBJECTIF(S)

- Participer, écouter.
- Savoir observer et agir en fonction de la situation.
- Réaliser les gestes techniques du secourisme.

Cadre de compétences :

- Domaine 3 : la formation de la personne et du citoyen
- Compétences travaillées : réaliser les gestes de 1^{er} secours

OBSERVATION(S)

Matériel :

- Matériel de secourisme habituel de PSC1 fourni par l'établissement scolaire et par l'UDSP
- Un vidéo projecteur
- Un PC

Préconisation : séparer le groupe en deux et sur deux salles différentes.



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche de synthèse

SESSION N° 6

PSC1 – 4^{ème} partie

➤ Arrêt cardiaque ?

Le sauveteur devra être capable de mettre en œuvre une réanimation cardio-pulmonaire (RCP), avec ou sans un défibrillateur automatisé externe (DAE), chez adulte, un enfant ou un nourrisson qui a perdu connaissance et qui ne respire plus.

Victime inconsciente et ne respire pas alors il faut alerter, masser, défibriller

- **Si présence d'un témoin** : faire alerter et réclamer DAE, débiter la RCP (ranimation cardio pulmonaire= 30 compressions puis 2 insufflations)
- **Si secouriste seul** : alerter avec portable en mode haut-parleur pour commencer la RCP tout en écoutant les consignes des secours.
- **Si DAE à proximité** : le mettre en œuvre le plus tôt possible
- **Si plusieurs secouristes** : se relayer toutes les 2'
- **Cas concrets :**
 - ✓ la situation : En Eps, un élève s'effondre suite à une course intense.
 - ✓ Témoins : un élève
 - ✓ Secouriste : prof
 - ✓ Samu : suivez bien les instructions, mettez votre téléphone sur haut -parleur



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

CADETS DE LA SECURITE CIVILE

SESSION N°7

Fiche thématique

OBJET L'incendie – Connaissance du feu et de la combustion

Lieu Etablissement scolaire

Encadrement

Collège Le référent ou un professeur désigné

Sdis 76 Un sapeur-pompier - formateur caisson
Et/ou formateur FTB

DEROULEMENT

- Présentation de supports visuels sur les mécanismes d'un incendie, propagation, extinction.

OBJECTIFS

- Comprendre le mécanisme d'un incendie
- Connaître les modes de propagation d'un incendie
- Comprendre l'impact des ouvrants (portes, fenêtres) sur un incendie

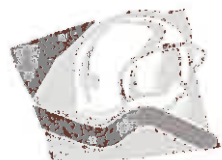
Cadre de compétences :

- La formation de la personne et du citoyen
- Compétences travaillées : maîtriser les principes de prévention et de lutte contre les incendies

OBSERVATION(S)

Matériel : Dans une salle de classe

- Un vidéo projecteur
- Un PC
- Un tableau



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche de synthèse

SESSION N° 7

L'INCENDIE – Connaissance du feu et de la combustion

➤ **Qu'est-ce que le triangle du feu?**

Le triangle du feu est composé du comburant (oxygène), du combustible et d'une énergie d'activation. Sans ces 3 éléments, le feu ne peut pas exister.

➤ **Quels sont les modes de propagation d'un incendie?**

Un incendie se propage par conduction (via un élément conducteur comme le métal), par convection (déplacement des fumées) et par rayonnement (énergie du feu).

➤ **Quels sont les dangers d'un incendie?**

Un incendie peut provoquer des brûlures, une asphyxie (manque d'oxygène) et le décès.

➤ **Quelle est la cause première des décès lors d'un incendie?**

Les fumées, provoquant l'asphyxie (manque d'oxygène), sont les premières causes de décès lors d'un incendie (plus de 400 décès par an).

➤ **Que se passe-t-il en ouvrant une porte d'une pièce où il y a un incendie?**

Les fumées vont se propager dans la pièce saine et le feu va être alimenté avec davantage d'oxygène, le rendant plus virulent.

➤ **Quelles sont les caractéristiques des fumées?**

- Les fumées sont mobiles et envahissantes, c'est pourquoi elles propagent les incendies
- Les fumées sont chaudes et inflammables, c'est pourquoi elles brûlent
- Les fumées sont opaques, c'est pourquoi elles empêchent de voir
- Les fumées sont toxiques et asphyxiantes, c'est pourquoi elles tuent

➤ **Quelles sont les idées reçues sur l'incendie ?**

- S'il y a le feu je serai réveillé par le bruit ou la fumée. FAUX car si le feu se développe en pleine nuit, il ne fait pas de bruit et l'odeur ne vous réveillera pas car la fumée est toxique et vous serez asphyxié avant même d'être réveillé.
- S'il y a le feu, j'aurai le temps de l'éteindre avant qu'il ne prenne de l'ampleur. FAUX car si le feu s'est déjà développé, vous ne pourrez rien faire seul pour l'éteindre. Le feu se développe très vite, de même que les fumées.
- J'aurai le temps d'aller chercher mes enfants. FAUX car si vos enfants sont dans une pièce séparée de celle où vous êtes, vous n'aurez sans doute pas le temps d'aller les chercher, soit à cause de la fumée, soit à cause de la chaleur
- Même s'il y a de la fumée, je trouverai la sortie. FAUX car si la fumée qui se dégage lors d'un incendie domestique est très opaque. Très rapidement vous ne distinguerez plus rien et même dans un environnement très familier vous aurez du mal à trouver la sortie.
- J'arriverai toujours à respirer, le temps de sortir. FAUX car si la fumée est très toxique, en très peu de temps et en quelques aspirations seulement vous serez asphyxié. La fumée est paralysante, vous ne pourrez plus bouger.
- L'incendie n'arrivera pas chez moi. FAUX car si le feu peut se déclarer chez tout le monde, que votre habitation soit récente ou ancienne.

➤ *Comment éviter de provoquer un incendie ?*

Parmi toutes les mesures de prudence, voici quelques exemples :

- *Mettez les allumettes et briquets hors de portée des enfants*
- *Ne fumez pas au lit*
- *Évitez de surcharger les circuits sur une même prise électrique.*
- *Méfiez-vous de l'huile sur le feu et des grille-pains*
- *N'utilisez jamais d'alcool ou d'essence pour raviver les braises d'un barbecue ou d'un feu de cheminée*
- *Évitez la surcharge de stockages (papiers, cartons, textiles...).*
- *Ne stockez pas de produits inflammables à proximité des sources de chaleur (convecteurs, ampoules électriques...)*
- *Faites entretenir régulièrement vos installations de gaz et d'électricité. Faites ramoner la cheminée et les conduits*
- *Comment se protéger de l'incendie ?*
- *Veillez à ce que les personnes vulnérables (enfants et personnes âgées) ne soient jamais laissées seules. Ne pouvant ni fuir rapidement, ni maîtriser seules un début d'incendie, elles sont souvent les premières victimes.*
- *Installez ou faites installer chez vous des détecteurs-avertisseurs autonomes de fumée (certifiés NF), de préférence à proximité des zones de sommeil, qui vous alerteront jour et nuit dès le début de l'incendie. Pour être efficaces, ces appareils doivent faire l'objet d'un entretien régulier.*
- *Ayez chez vous un dispositif d'extinction approprié, vérifié et entretenu régulièrement.*

Projet



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

CADETS DE LA SECURITE CIVILE

SESSION N° 8

Fiche thématique

OBJET	L'incendie – Eteindre le feu et se déplacer dans les fumées		
Lieu	Etablissement scolaire		
Encadrement			
Collège	Le référent ou un professeur désigné	Sdis 76	Un sapeur-pompier - formateur FTB

DEROULEMENT

- Présentation théorique des méthodes d'extinction d'un incendie
- Utilisation d'une petite pièce à enfumer (machine à fumée du SDIS) pour expliquer la conduite à tenir

OBJECTIF(S)

- Comprendre les déplacements des fumées
- Connaître les risques des fumées et savoir se déplacer en présence de fumée
- Connaître les différentes techniques pour éteindre un incendie

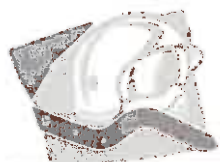
Cadre de compétences :

- La formation de la personne et du citoyen
- Compétences travaillées : Connaître les dangers des fumées

OBSERVATION(S)

Matériel :

- SDIS : Un appareil à fumée et le liquide nécessaire
- Collège : Une salle de l'établissement sans détecteur de fumée ou avec la possibilité de le débrancher temporairement



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche de synthèse

SESSION N° 8

L'INCENDIE – Eteindre le feu et se déplacer dans les fumées

➤ **Quelle est la manière pour quitter une pièce enfumée?**

Il faut ramper au sol (présence d'air frais en partie basse) en positionnant un linge propre sur le visage.

➤ **Quels sont les principaux modes d'extinction?**

- Par refroidissement (eau)
- Par étouffement (mousse)
- Par inertie (CO₂), c'est-à-dire par diminution du taux d'oxygène

➤ **Quels sont les différents types d'extincteur?**

Il existe :

- des extincteurs à eau
- des extincteurs à poudre
- des extincteurs à gaz (CO₂)
- des extincteurs à mousse.

➤ **Quels sont les gestes à adopter en cas d'incendie chez soi ?**

- Fermer les portes dans lequel est présent l'incendie
- Contacter les secours
- Ne pas chercher à éteindre l'incendie

➤ **Pouvons-nous utiliser de l'eau pour éteindre tout type de feu ?**

L'utilisation de l'eau sur un feu de friteuse est fortement déconseillée et très dangereux.



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche thématique

SESSION N° 9

OBJET L'incendie – Conduite à tenir, connaissance de l'établissement

Lieu Etablissement scolaire

Encadrement

Collège Le référent ou un professeur désigné Sdis 76 Un sapeur-pompier préventionniste

DEROULEMENT

- Explication, dans un premier temps, des objectifs de la prévention
- Visite de l'établissement, dans un second temps, en découvrant les moyens de prévention présents sur le site

OBJECTIF(S)

- Connaître les objectifs de la prévention
- Comprendre les bonnes attitudes à adopter en cas d'incendie dans l'établissement
- Comprendre l'intérêt des matériels de prévention présents dans les établissements recevant du public

Cadre de compétences :

La formation de la personne et du citoyen

Compétences travaillées : s'intégrer dans le dispositif de sécurité de l'établissement

OBSERVATION(S)

Matériel : Dans une salle de classe

- Un vidéo projecteur
- Un PC
- Un tableau



CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche de synthèse

SESSION N° 9

L'INCENDIE – Conduite à tenir, connaissance de l'établissement

➤ **Quels sont les principes généraux de la prévention?**

- Permettre l'évacuation des personnes en danger
- Limiter les risques d'éclosion d'un incendie
- Limiter la propagation d'un incendie

➤ **Que contrôle une commission de sécurité?**

Elle donne un avis sur tous les projets, en procédant à la visite de l'établissement pour évaluer son niveau de sécurité, afin de donner un avis favorable ou défavorable au maire de la commune sur l'ouverture ou non au public. L'ensemble des installations techniques sont contrôlées et vérifiées par la commission.

➤ **Quel est l'objectif de l'alarme incendie ?**

Lors d'une détection automatique d'un départ incendie (détecteur incendie) ou lors de la mise en œuvre d'un déclencheur manuel (un témoin qui constate le départ incendie et qui appuie sur un déclencheur manuel), l'alarme incendie se déclenche et raisonne dans tous l'établissement. Avec un volume sonore élevé, son but est d'avertir rapidement l'ensemble des usagers présents dans les locaux de ce risque (incendie) afin de les obliger à évacuer l'établissement et se mettre dans une zone de sécurité.



**Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime**

CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche thématique

SESSION N° 10

OBJET L'incendie – Visite d'un centre d'incendie et de secours et présentation des véhicules (hors spécialités)

Lieu Centre d'incendie et de secours de référence

Encadrement

Collège Le référent ou un professeur désigné

Sdis 76 Un SP représentant du centre d'incendie et de secours de référence (de préférence conducteur PL)

DEROULEMENT

- Visite du centre de secours pour découvrir un VSAV, un FPT, un FSR et une EPA (en quatre groupes, tournant sur chaque véhicule toutes les 20 minutes)

OBJECTIF(S)

- Découvrir les matériels et connaître les missions des engins de base chez les sapeurs-pompiers (VSAV, FPT, FSR et EPA)

Cadre de compétences :

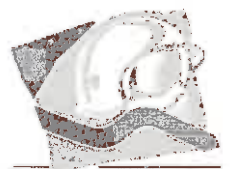
Diffusion de la culture de la sécurité civile

OBSERVATION(S)

Les Cadet-te-s et l'encadrement devront être porteurs d'un justificatif d'identité

Seuls les personnels, membres de l'Education Nationale, pourront pénétrer dans l'enceinte du Centre de secours.

Les élèves devront faire particulièrement preuve de discipline afin de ne pas perturber le travail des sapeurs-pompiers en poste.



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche de synthèse

SESSION N° 10

L'incendie – Visite d'un centre d'incendie et de secours et présentation des véhicules (hors spécialités)

- **Quelles sont les missions d'un VSAV (Véhicule de Secours et d'Aide aux Victimes)?**
Le VSAV participe à toutes les missions de secours à personnes (malaise, arrêt cardiaque, chute, noyade, hémorragie, etc...)
- **Quelles sont les missions d'un FPT (Fourgon Pompe Tonne) ?**
Le FPT est engagé pour des incendies, des explosions, des fuites de gaz, des sauvetages, des reconnaissances diverses
- **Quelles sont les missions d'une EPA (échelle aérienne)?**
L'EPA est engagé pour des incendies (sauvetage, mise en sécurité, limiter les propagations des incendies), secours à personne (risque de défenestration), chute de matériaux divers pendant les tempêtes
- **Quels sont les différents matériels disponibles dans un FPT pour éteindre un incendie?**
Tuyaux, lances, pièces de jonctions (pour relier les tuyaux), bouteilles d'air pour que les sapeurs-pompiers respirent dans les fumées
- **Quelles sont les missions d'un FSR (Fourgon secours routier)?**
Le FSR est engagé pour extraire des victimes, en cas d'accident de la route, qui sont coincées dans un véhicule.



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche thématique

SESSION N° 11

OBJET	Indicateurs de la condition physique		
Lieu	Centre d'Incendie et de secours de référence		
Encadrement			
Collège :	Le référent ou un professeur désigné	Sdis 76	Formateur EAP

DEROULEMENT

- Réalisation des indicateurs de la condition physique (demandés chaque année à l'ensemble des sapeurs-pompiers) :
 - ✓ Luc Léger,
 - ✓ souplesse,
 - ✓ gainage,
 - ✓ pompes,
 - ✓ Test de Killy

OBJECTIF(S)

- Comprendre le niveau physique attendu chez les sapeurs-pompiers dans le cadre des recrutements et du maintien sur liste opérationnelle

Cadre de compétences :

La culture de la sécurité civile

OBSERVATION(S)

Les Cadet-te-s et l'encadrement devront être porteurs d'un justificatif d'identité
Seuls les personnels, membres de l'Education Nationale, pourront pénétrer dans l'enceinte du Centre de secours.
Les élèves devront faire particulièrement preuve de discipline afin de ne pas perturber le travail des sapeurs-pompiers en poste.

- Tenue de sport obligatoire
- Les élèves ne devront pas être à jeun pour exécuter les exercices
- Bouteilles d'eau à fournir par l'établissement scolaire



**Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime**

CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche de synthèse

SESSION N° 11

Indicateurs conditions physiques

- ✓ Luc Léger,
- ✓ souplesse,
- ✓ gainage,
- ✓ pompes,
- ✓ Test de Killy

Projet



**Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime**

CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche thématique

SESSION N° 12

OBJET GESTION DES RISQUES MAJEURS – Inondations, nucléaires, les sites SEVESO
Lieu Etablissement scolaire

Encadrement

Collège : Le référent ou un professeur désigné Sdis 76 Officier sapeur-pompier (RCH et RAD de préférence)

DEROULEMENT

- Présentation théorique des risques présents sur le département et de l'intérêt de la réglementation en vigueur dans les établissements à risques

OBJECTIF(S)

- Sensibiliser les stagiaires sur les risques présents dans le département de Seine-Maritime
- Identifier les risques du département de Seine-Maritime
- Comprendre les objectifs de la réglementation en vigueur dans les établissements à risques

Cadre de compétences :

Domaine 4 : les systèmes naturels et les systèmes techniques

Compétences travaillées : comprendre l'environnement, les risques, les menaces et les enjeux des « risques majeurs »

Domaine 3 : la formation de la personne et du citoyen

Compétences travaillées : identifier les risques et mettre en œuvre une conduite à tenir ou un comportement approprié.

OBSERVATION(S)

Matériel : Dans une salle de classe

- Un vidéo projecteur
- Un PC
- Un tableau



**Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime**

CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche de synthèse

SESSION N° 12

GESTION DES RISQUES MAJEURS – Inondations, nucléaires, les sites SEVESO

➤ ***Quels sont les différents risques majeurs en France?***

- Menace terroriste
- Risques sanitaires
- Risques technologiques
- Risques naturels
- Risques cyber

➤ ***Qu'est-ce que le risque sanitaire?***

Il s'agit d'un risque immédiat ou à long terme représentant une menace directe pour la santé des populations (Ebola, épizootie, pandémie grippale, pollution de l'air)

➤ ***Quels sont les différents risques technologiques?***

- Accident industriel
- Accident nucléaire
- Accident de transport de matière dangereuse (TMD)
- Risque minier
- Rupture de barrage

➤ ***Quels sont les objectifs des réglementations SEVESO et ICPE?***

- Réduction des risques à la source par la diminution des quantités stockées ou le choix des procédés utilisés
- Mise en place de dispositifs de sécurité de nature à réduire les risques d'accident (détection, organes de coupure, confinement des installations dangereuses, etc...)
- Mise en place d'une organisation de la sécurité au travers de contrôles réguliers des installations, de la formation du personnel, des plans d'urgence, etc...

➤ ***Quelles informations sont disponibles pour les secours en observant la signalisation des transports de matière dangereuse ?***

- Numéro d'identification du produit (code ONU) permettant d'avoir une description complète du produit
- Numéro d'identification des dangers principaux (exemple : le chiffre 3 signifie inflammable)
- Des étiquettes annonçant le type de danger

➤ ***Quels sont les différents risques naturels ?***

- | | |
|-----------------------|-------------------------|
| ▪ Avalanche | ▪ Inondation |
| ▪ Canicule | ▪ Mouvements de terrain |
| ▪ Cyclone | ▪ Séisme |
| ▪ Eruption volcanique | ▪ Tempête |
| ▪ Feux de forêt | ▪ Tsunami |
| ▪ Grand froid | ▪ Sécheresse |



CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche thématique

SESSION N° 13

OBJET VISITE DE SITE

Lieu A définir

Encadrement

Collège Le référent ou un professeur désigné

Sdis 76 Un sapeur-pompier RCH

DEROULEMENT

- Visite de l'établissement XXXXXX

OBJECTIF(S)

- Voir le fonctionnement et les risques potentiels qui se trouvent dans l'industrie, avec les répercussions sur l'environnement notamment en zone à risques.
- Liens entre l'établissement scolaire et la zone de l'industrie

Cadre de compétences :

- Domaine 3 : la formation de la personne et du citoyen
Compétences travaillées : identifier les risques et mettre en œuvre une conduite à tenir ou un comportement approprié
- Domaine 4 : les systèmes naturels et les systèmes techniques
Compétences travaillées : comprendre l'environnement, les risques, les menaces et les enjeux des risques majeurs.

OBSERVATION(S)

- Les élèves et l'encadrement devront pouvoir justifier de leur identité.
- Les téléphones portables devront être totalement éteints (pas seulement coupés de sonnerie)
- Port de chaussures fermées et plates obligatoires.

Le transport est à la charge de l'établissement scolaire.



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche de synthèse

SESSION N° 13

VISITE DE SITE

Partage entre encadrants et élèves.

Projet

CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche thématique

SESSION N° 14

OBJET	LES RISQUES DOMESTIQUES		
Lieu	Etablissement scolaire		
Encadrement			
Collège	Le référent ou un professeur désigné	Sdis 76	Formateur FTB

DEROULEMENT

- Présentation théorique des accidents domestiques et les moyens pour diminuer leurs effets

OBJECTIF(S)

- Connaître les différents accidents domestiques et les moyens pour diminuer leurs effets

Cadre de compétences :

- Domaine 3 : la formation de la personne et du citoyen
Compétences travaillées : agir pour faciliter l'intervention des acteurs de secours.

OBSERVATION(S)

Matériel : Dans une salle de classe

- Un vidéo projecteur
- Un PC
- Un tableau



CADETS DE LA SECURITE CIVILE

SESSION N° 14

Fiche de synthèse

LES RISQUES DOMESTIQUES

➤ **Que signifie un « accident domestique » ?**

Il s'agit de tous les accidents qui surviennent dans la vie quotidienne à la maison, et dans les parages (jardin, escaliers extérieurs, etc...).

➤ **Quels sont les différents accidents domestiques les plus fréquents ?**

- Brûlures (barbecue, cheminée, casserole, fer à repasser, etc...)
- Intoxications (accès à des produits ménagers ou des médicaments, monoxyde de carbone)
- Chute (glissade sur un sol humide, chute dans des marches ou dans les escaliers, défenestration)
- Noyades (baignoire, piscine privée)
- Electrocutions (prises non protégées, à proximité d'une présence d'eau)

➤ **Les accidents domestiques ont-ils des conséquences graves pour la vie humaine ?**

Les accidents domestiques font 20 000 morts par an en France (75% de personnes âgées).

➤ **Quelles sont les personnes les plus touchées par ces risques domestiques ?**

Les plus jeunes (moins de 15 ans) et les plus âgées (plus de 65 ans) sont les plus vulnérables.

➤ **Quels sont les origines des incendies domestiques ?**

- Défaillances électriques d'un appareil ménager (machine à laver, four, etc...)
- Cigarette mal éteinte
- Cheminée mal entretenue ou à proximité d'une source combustible
- Bougie laissée sans surveillance

➤ **Quelles sont les mesures de précaution pour éviter des brûlures ?**

- Ne pas laisser un enfant jouer avec des robinets d'eau chaude
- Mettre les poignées de casserole hors de portée lors d'une cuisson
- Ranger les produits corrosifs

➤ **Quelles sont les mesures de précaution pour éviter des noyades ?**

- Ne jamais laisser un enfant seul dans son bain
- Ne jamais laisser un enfant sans surveillance à proximité d'une piscine

➤ **Quelles sont les mesures de précaution pour éviter des chutes ?**

- Ne pas laisser un enfant sans surveillance sur une chaise ou une table à langer
- Ne pas laisser un enfant seul dans une pièce avec une fenêtre ouverte
- Ne pas laisser de chaise à proximité des fenêtres
- Ne pas permettre à un enfant d'accéder seul à un escalier

➤ **Quelles sont les mesures de précaution pour éviter des intoxications ?**

- Bien entretenir les installations de chauffage
- Faire ramoner la cheminée chaque année
- Installer des détecteurs de monoxyde de carbone
- Ranger les médicaments et les produits ménagers



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche thématique

SESSION N° 15

OBJET Le SDIS – Les métiers, le volontariat, les JSP

Lieu Etablissement scolaire

Encadrement

Collège	Conseiller d'orientation Elève JSP	Sdis 76	SPP (officier ?) SPV (féminin ?) PATS – S. Roussille JSP – Si l'établissement en dispose
----------------	---------------------------------------	----------------	---

DEROULEMENT

- Présentation des différents métiers et missions au sein du Sdis :
 - ✓ Sapeurs-pompiers professionnelles,
 - ✓ PATS – personnels administratifs et techniques et leurs métiers
 - ✓ Sapeurs-pompiers volontaires

OBJECTIF(S)

- Avec l'aide d'un conseiller d'orientation faire la passerelle entre les Cadets et une possible carrière professionnelle au sein d'un Sdis, de l'armée ou d'une entreprise ou vers le volontariat comme action citoyenne.

Cadre de compétences :

- Domaine 3 : la formation de la personne et du citoyen
- Compétences travaillées : agir pour favoriser l'engagement de jeunes sapeurs-pompiers, de cadets de la sécurité civile et de sapeurs-pompiers volontaires.

OBSERVATION(S)

Matériel : Dans une salle de classe

- Un vidéo projecteur
- Un PC
- Un tableau

L'établissement veillera à organiser la présence d'un(e) conseiller(e) d'orientation qui expliquera les filières les mieux adaptées pour aboutir aux métiers de sapeur-pompier



**Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime**

CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche de synthèse

SESSION N° 15

Le SDIS – Les métiers de sapeur-pompier, le volontariat, les JSP

Projet



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche thématique

SESSION N° 16

OBJET

LES SPECIALITES

Lieu

Centre d'incendie et de secours de référence

Encadrement

Collège

Le référent ou un professeur désigné

Sdis 76

Un SP représentant du centre de secours (de préférence conducteur PL)

DEROULEMENT

- Visite du centre de secours pour découvrir les différentes spécialités chez les sapeurs-pompiers :
 - ✓ GRIMP (équipe spécialisée pour travailler sur des cordes en hauteur)
 - ✓ CMIC (équipe spécialisée pour maîtriser les risques d'un produit chimique)
 - ✓ PLG (équipe spécialisée pour intervenir en milieu aquatique)
- En trois groupes, tournant sur chaque véhicule toutes les 30 minutes

OBJECTIF(S)

Découvrir les matériels et connaître les missions des engins spécialisés chez les sapeurs-pompiers (GRIMP, CMIC, PLG)

Cadre de compétences :

- Domaine 5 : les représentations du monde et l'activité humaine
- Compétences travaillées : faire preuve de responsabilité vis-à-vis d'autrui (acquérir une culture de sécurité civile)

OBSERVATION(S)

Les Cadet-te-s et l'encadrement devront être porteurs d'un justificatif d'identité
Seuls les personnels, membres de l'Education Nationale, pourront pénétrer dans l'enceinte du Centre de secours.
Les élèves devront faire particulièrement preuve de discipline afin de ne pas perturber le travail des sapeurs-pompiers en poste.



**Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime**

CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche de synthèse

SESSION N° 16

LES SPECIALITES

- **Quelles sont les missions des plongeurs chez les sapeurs-pompiers?**
Intervenir pour sauver des personnes en difficulté dans un milieu aquatique (mer, lac, fleuve).
- **Quelles sont les missions de l'équipe GRIMP chez les sapeurs-pompiers?**
Sauvetage de personnes ou d'animaux en difficulté en hauteur (falaise, immeuble, etc...) ou dans des cavités profondes (puits, etc...).
- **Quelles sont les missions de l'équipe en risque chimique chez les sapeurs-pompiers?**
 - Analyser les caractéristiques du produit chimique présent sur l'intervention
 - Evaluer les dangers pour les personnes à proximité du produit chimique
 - Intervenir sur le produit chimique pour limiter ou supprimer sa dispersion dans la nature
- **Quelles sont les autres spécialités chez les sapeurs-pompiers?**
 - SDE (sauvetage déblaiement) pour rechercher des FDN (feu de navire) pour intervenir sur un feu dans un navire
 - GELD (groupe d'exploration longue durée) pour réaliser des reconnaissances dans des pièces enfumées pendant de longues heures
 - Cyno (travail de recherche avec des chiens) pour trouver des personnes ensevelies sous des décombres
 - RAD (risque radioactif) pour intervenir en centrale nucléaire ou sur une intervention avec la présence d'une source radioactive



CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche thématique

SESSION N° 17

OBJET EXERCICE – Mise en application

Lieu Etablissement scolaire

Encadrement

Collège Fontenelle

Le Chef d'établissement et le référent désigné

Sdis 76

Le chef du Centre d'incendie et de secours de référence
Formateur FTB

DEROULEMENT

- Exercice incendie dans l'établissement (détection, alerte des secours, évacuation, abordage et prise en charge des victimes dans l'attente des secours)
- Observation de l'arrivée des secours et de la gestion de l'intervention

A la suite de la manœuvre :

- Retours et impressions de la manœuvre (1 heure)

OBJECTIF(S)

- Mettre en application toutes les connaissances acquises durant la classe des cadets de la sécurité civile

Cadre de compétences :

- Domaine 3 : la formation de la personne et du citoyen
- Compétences travaillées : identifier les risques et mettre en œuvre une conduite à tenir ou un comportement approprié
- Réaliser les gestes de premiers secours.

OBSERVATION(S)

Le chef du centre d'incendie et de secours de référence sera en relation avec le chef de l'établissement scolaire pour organiser la manœuvre.

Pour le retour de la manœuvre :

- 1 salle de classe

Date de mise à jour : jeudi 16 mai 2019



**Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime**

CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche de synthèse

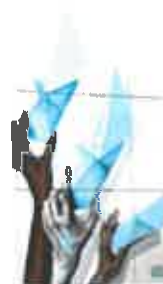
SESSION N° 17

EXERCICE – Mise en application

Retour à chaud de la manœuvre.

- Impression,
- Points positifs/négatifs
- Rôle des Cadet-te-s dans la manœuvre
- Retour de l'encadrant SP sur la tenue de cette manœuvre.

Projet



CONVENTION DE PARTENARIAT CADET-TE-S DE LA SECURITE CIVILE

COLLEGE HENRI WALLON – LE HAVRE

Année Scolaire 2019-2020



CONVENTION DE PARTENARIAT CADET-TE-S DE LA SECURITE CIVILE

Entre les signataires,

le Service Départemental d'Incendie et de Secours de Seine-Maritime
représenté par Monsieur André GAUTIER, Président du conseil d'administration,
dûment habilité par la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015
portant élection des représentants du département au conseil d'administration
du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

ci-après dénommé le «SDIS76»,

et,

Le Collège Henri Wallon,
représenté par son Principal, Monsieur Boualem ISHAK-BOUSHAKI
22 allée Henri Wallon – 76620 LE HAVRE

ci-après dénommé «le Collège Henri Wallon».

et,

l'Union départementale des sapeurs-pompiers
de la Seine-Maritime
représentée par son Président, le Commandant Hervé TESNIERE
2bis rue du Colonel Trupel 76190 YVETOT

ci-après dénommée l'« UDSP 76 »

Sous le haut patronage de :

- Monsieur Pierre-André DURAND, Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,
- Monsieur Olivier WAMBECKE, Inspecteur d'académie, Directeur académique des services de l'Education nationale de la Seine-Maritime, (DSDEN 76)
- Monsieur Pascal MARTIN, Président du Conseil départemental de la Seine-Maritime.

Vu :

- le code de l'éducation,
- le code général des collectivités territoriales,
- le code de la sécurité intérieure,
- la loi n°96-370 modifiée du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers,
- la loi n°2004-811 du 13 août 2004 modifiée de modernisation de la sécurité civile,
- la loi n°2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République,
- la circulaire n°2002-119 du 29 mai 2002 « Plan particulier de mise en sûreté face aux risques majeurs »,
- la circulaire n°2006-085 du 24 mai 2006 « Education à la responsabilité en milieu scolaire »,
- la circulaire du ministre de l'intérieur relative aux orientations en matière de sécurité civile du 26 mai 2015,
- la circulaire du Ministère de l'Education nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche relative à la mise en œuvre du programme des cadet-te-s de la sécurité civile au sein des établissements scolaires du 8 décembre 2015,
- la convention de partenariat entre le Sdis 76 et l'Union Départementale des Sapeurs-Pompiers de la Seine-Maritime du 29 août 2012,
- la convention cadre de partenariat entre le Ministère de l'Education nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et le Ministère de l'Intérieur du 18 juin 2015,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Préambule

Il y a aujourd'hui, de la part des citoyens une grande exigence en termes de sécurité qui est légitime tant les risques et menaces sont multiples et variés (accidents de la vie courante, du travail, actes d'incivilité, risques naturels et technologiques, actes de terrorisme, ...) dans une société qui évolue en permanence.

Cette culture de la prévention de la sécurité doit s'acquérir dès l'adolescence ; c'est pour cela que l'article L 312-13-1 du Code de l'éducation énonce que « Tout élève bénéficie dans le cadre de sa scolarité obligatoire, d'une sensibilisation à la prévention des risques et aux missions des services de secours ainsi que d'un apprentissage des gestes élémentaires de premier secours ».

Le développement d'une véritable culture de la préparation et de la réponse aux risques et aux menaces constitue un vecteur privilégié de l'apprentissage de la citoyenneté.

La loi n°2004-811 du 13 août 2004 modifiée de modernisation de la sécurité civile et notamment dans son annexe « orientation de la politique de la sécurité civile », il est précisé que « la sécurité civile est l'affaire de tous. Tout citoyen y concourt par son comportement. Une véritable culture de la préparation aux risques et aux menaces doit être développée. »

L'Etat entend apporter une réponse à la multiplication et à la diversification des types d'accidents, des catastrophes et des sinistres. Les multiples facettes du citoyen (victime, impliqué, témoin) sont au cœur du dispositif. Il doit être le premier acteur de sa propre sécurité. La sécurité civile est alors un enjeu majeur de politique.

Ainsi, la création des cadet-te-s de la sécurité civile s'inscrit dans le cadre de la promotion des valeurs de la République et des démarches citoyennes. Elle va au-delà d'une simple sensibilisation et répond à cette exigence de l'Etat, rappelée par la circulaire du 26 mai 2015 du ministre de l'intérieur relative aux orientations en matière de sécurité civile et s'inscrit dans l'esprit du plan de grande mobilisation de l'école pour les valeurs de la République de janvier 2015.

Les objectifs principaux de ce projet sont :

- favoriser une culture de la sécurité civile ;
- sensibiliser aux comportements de prévention ;
- développer un sens civique chez les jeunes élèves ;
- reconnaître les cadet-te-s comme assistants de sécurité lors des exercices d'évacuation ou de confinement (PPMS) ;
- favoriser l'engagement ultérieur des élèves au sein de la sécurité civile.

En Seine-Maritime, le projet de création d'un dispositif de cadet-te-s de la sécurité civile est porté par la Préfecture de la Seine-Maritime, le Conseil Départemental de la Seine-Maritime, la DSDEN 76, le Sdis 76, et le Collège Henri Wallon en partenariat avec l'Union Départementale des sapeurs-pompiers de la Seine-Maritime (UDSP 76).

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet de définir et préciser les modalités de fonctionnement de la classe de cadet-te-s de la sécurité civile du Collège Henri Wallon.

TITRE I – Dispositions générales :

Article 2 – Modalités d'actualisation de la convention

La présente convention peut être actualisée ou modifiée d'un commun accord, par voie d'avenant, à la demande de l'un des signataires.

Article 3 – Entrée en vigueur de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de signature et jusqu'à la fin de l'année scolaire 2019-2020, soit le 4 juillet 2020.

Une évaluation du dispositif est réalisée chaque fin d'année scolaire, conjointement avec le Directeur départemental du Sdis76 et le principal du Collège Henri Wallon ainsi que l'ensemble de l'équipe pédagogique du Groupement Formation

du Sdis 76 et de l'établissement scolaire. Elle permettra de décider de la poursuite ou non du dispositif et d'apporter des ajustements si nécessaire.

Cette évaluation, rédigée conjointement par les services du Sdis 76 et la Direction des services départementaux de l'Education nationale et du Collège Henri Wallon, fera l'objet d'un envoi en Préfecture de Seine Maritime, au Conseil Départemental de Seine Maritime, et à l'Udsp 76.

Le renouvellement de la présente convention sera assujéti à l'accord des signataires pour une durée d'année scolaire. Il devra intervenir avant le dernier jour de classe de l'année scolaire en cours.

Article 4 – Suspension de la convention

En cas de force majeure, de circonstances graves ou exceptionnelles ou pour des raisons affectant la continuité du service public d'incendie et de secours, chacun des cosignataires peut unilatéralement suspendre l'application de la présente convention pour une durée maximale de deux mois. Cette suspension est de droit après l'information de l'autre partie par courriel. Elle est confirmée sans délai par courrier recommandé avec accusé de réception.

Toute suspension aura pour conséquence un report des sessions programmées sur cette période dans la limite de l'année scolaire en cours.

Article 5 – Modalités de rupture de la convention

La présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution par l'une ou l'autre des parties de l'une de ses obligations moyennant un préavis de deux mois.

Titre II – Dispositions relatives aux élèves « Cadet-te-s de la Sécurité Civile »

Article 6 – Elèves concernés

Ce projet citoyen est réservé aux élèves de 3^{ème} générale du Collège Henri Wallon.

Inscrit sur la base du volontariat après une information donnée par le Sdis 76, l'élève, disposant de l'autorisation parentale valant inscription, signe « la charte » où il s'engage à respecter les règles de fonctionnement du groupe de cadet-te-s de la Sécurité Civile. Il se verra alors remettre une chasuble l'identifiant comme « cadet-te-s de la Sécurité Civile ».

Le groupe sera composé de 20 élèves maximum en veillant à respecter un juste équilibre en termes de mixité. La sélection des élèves est à l'appréciation du Collège Henri Wallon. Toutefois, dans le cas où il y aurait un grand nombre de volontaires, le Sdis76 peut assister le Collège Henri Wallon dans cette sélection.

Article 7– Objectifs de la formation

Le programme doit offrir aux jeunes la possibilité d'un véritable engagement, en leur permettant de vivre des expériences enrichissantes, de se sentir intégrés dans un projet de vie solidaire, de développer un sentiment d'appartenance à un objectif qui accroît la confiance en soi et développe le sens des responsabilités.

L'engagement doit leur permettre d'acquérir les réflexes citoyens (entraide, solidarité, dévouement) dans le domaine de la sécurité et susciter l'éveil de possibles vocations dans ce domaine. Il peut constituer une étape dans la construction d'une future vie personnelle et professionnelle.

Cette formation doit aider et motiver l'élève durant sa scolarité afin qu'il donne le meilleur de lui-même et qu'il soit reconnu dans l'engagement qu'il a contracté.

Cette formation se présente pour l'élève comme une option suivie durant toute l'année scolaire. La formation déclinée avec les spécificités locales s'appuie sur les objectifs suivants :

- **Connaître son environnement, les risques et leur gestion (culture du risque) :**
 - ✓ l'analyse de son environnement, des risques (vulnérabilité) et de leur gestion avec notamment un travail d'analyse sur le terrain et de recherche à l'aide d'outils numériques,
 - ✓ les bons réflexes.
- **Etre acteur de la sécurité civile et s'investir au sein de l'établissement scolaire (culture de la sécurité civile) :**
 - ✓ la sécurité civile et ses évolutions au cours du temps,
 - ✓ la connaissance des acteurs de la sécurité civile, leur rôle, leurs compétences et leur champ d'action,
 - ✓ une formation aux gestes de premiers secours (PSC 1),
 - ✓ une initiation à la sécurité incendie au sein de l'établissement scolaire.
- **Participer à la diffusion de la culture de sécurité civile :**
 - ✓ valoriser l'image des acteurs de la sécurité civile,
 - ✓ partager les valeurs des sapeurs-pompiers,
 - ✓ favoriser l'engagement des jeunes au sein de la sécurité civile,
 - ✓ une participation au devoir de mémoire favorisant la solidarité (exposés, recherches, événements relatifs à la construction mémorielle autour de personnages historiques).

Les compétences développées lors de la formation permettent aux jeunes de :

- ✓ faire preuve de responsabilité vis-à-vis d'autrui,
- ✓ comprendre l'environnement, les risques, les menaces et les enjeux des « risques majeurs,
- ✓ réfléchir aux responsabilités individuelles et collectives,
- ✓ identifier les risques et mettre en œuvre une conduite à tenir ou un comportement approprié,
- ✓ réaliser les gestes de premiers secours,
- ✓ maîtriser le principe de prévention et de lutte contre les incendies,
- ✓ agir pour faciliter l'intervention des acteurs du secours,
- ✓ intégrer et faire partager les valeurs de la République Française et des sapeurs-pompiers,
- ✓ agir pour favoriser l'engagement des jeunes sapeurs-pompiers, de cadet-te-s de la sécurité civile et des sapeurs-pompiers volontaires.

Article 8 – Reconnaissance et valorisation de l'engagement

A l'issue de sa formation, le jeune reçoit une attestation de formation « Cadet-te-s de la Sécurité Civile » et un certificat de Premiers Secours Civique de niveau 1 (PSC 1).

Cet engagement est notamment valorisé au travers d'une inscription au livret scolaire de l'élève (LSU) et dans l'application Folios.

Titre III – Dispositions relatives au fonctionnement de la classe de Cadet-te-s

Article 9 – Les engagement du Sdis 76

Le Directeur départemental du Sdis 76 est l'interlocuteur du Principal du Collège Henri Wallon pour tout ce qui concerne la mise en œuvre générale de la convention.

Le projet est porté par une équipe de sapeurs-pompiers du Sdis76 composée au minimum d'un officier de sapeur-pompier professionnel, titulaire des unités de valeurs de formateur et de plusieurs sapeurs-pompiers formateurs. Ces derniers peuvent être sollicités auprès de l'Union départementale des sapeurs-pompiers de Seine-Maritime au besoin.

L'officier sapeur-pompier est l'interlocuteur du professeur référent désigné par le Collège Henri Wallon pour tout ce qui concerne la mise en œuvre pédagogique du groupe des Cadet-te-s.

Le Centre d'Incendie et de Secours du Havre Nord accueillera dans ses locaux le groupe de cadet-te-s en fonction du contenu pédagogique des sessions de formation.

Le Sdis76 mettra à disposition du groupe des Cadet-te-s le matériel pédagogique spécifique aux sessions sous réserve des nécessités opérationnelles et de service à titre gracieux.

La mise à disposition de l'équipe de formation et des locaux du Cis Le Havre Nord se font à titre gracieux.

Article 10 – Les engagements du Collège Henri Wallon

Le Principal du Collège Henri Wallon est l'interlocuteur principal du Directeur départemental du Sdis 76 pour tout ce qui concerne la mise en œuvre générale de la convention.

L'équipe pédagogique Collège Henri Wallon est composée au minimum du référent désigné par le Collège et de plusieurs professeurs si besoin.

Le référent désigné par le Collège Henri Wallon est l'interlocuteur de l'officier sapeur-pompier pour tout ce qui concerne la mise en œuvre pédagogique du groupe des Cadet-te-s.

Le Collège Henri Wallon accueillera dans ses locaux le groupe de cadet-te-s autant que nécessaire pour le contenu pédagogique des sessions de formation. Il veillera à assurer la disponibilité des locaux et du matériel nécessaire au bon déroulement de la session.

La mise à disposition de l'équipe pédagogique, des locaux et des moyens est faite à titre gracieux.

L'organisation ainsi que le mode de transport des élèves relatifs aux différentes sessions nécessitant un déplacement reste à la charge totale du Collège Henri Wallon.

Article 11 – Le partenariat avec l'Union Départementale des Sapeurs-pompiers de la Seine Maritime

L'Udsp 76 fournit gracieusement le nombre de chasubles nécessaires (maximum 20) destinées à identifier les cadet-te-s.

L'Udsp 76 assure l'assistance, par la mise à disposition à titre gracieux d'un sapeur-pompier agréé, du formateur PSC1 de l'établissement scolaire.

Article 12 – Programme pédagogique et déroulement

Le programme pédagogique établi avec le Collège Henri Wallon et le Sdis 76 comporte 17 sessions réparties selon le programme joint en annexe.

Les sessions se déroulent hors vacances scolaires, le jeudi de 15 heures 30 à 17 heures 30 avant le début des cours au rythme d'une semaine sur deux sauf sessions spécifiques désignées au programme joint en annexe.

Toutes les sessions seront composées au minimum d'un formateur sapeur-pompier et d'un professeur du Collège Henri Wallon. Ils utiliseront les fiches thématiques rédigées par les différents intervenants en adéquation avec le cadre des compétences attendues.

La formation PSC 1 est assurée par un formateur certifié par l'Education nationale qui sera assisté d'un sapeur-pompier mis à disposition par l'Udsp 76.

Des activités, des mises en situation, des sorties et des travaux de groupe viennent favoriser la cohésion et l'entraide.

Article 13 – Responsabilité

En leur qualité de signataires de la présente convention, le Sdis76, l'Udsp 76 et le Collège Henri Wallon demeurent civilement responsables au titre de l'article 1240 et suivant du code civil de tout dommage pouvant survenir dans le cadre de cette convention.

Le Sdis76, l'Udsp 76 et le Collège Henri Wallon contractent toute assurance nécessaire à l'application de la présente convention afin de garantir leur responsabilité civile ainsi que tout risque lié à l'exercice des différentes activités réalisées dans le cadre des mises à disposition de locaux, de matériels, de véhicules et de personnels (risques de vol, de détérioration involontaire ou volontaire, de perte, etc.)

Article 14 – Règlement des litiges

Dans l'hypothèse d'un litige lié à l'application des obligations de la présente convention, les cosignataires s'engagent à rechercher une solution amiable de règlement, préalablement à toute saisine du tribunal administratif de Rouen.

Lieu, le

Les Signataires

**Le Président du Conseil d'Administration
du Service d'Incendie
et de Secours de la Seine-Maritime**

Le principal du Collège Henri Wallon

Monsieur André GAUTIER

Monsieur Boualem ISHAK-BOUSHAKI

**Le Président de l'Union départementale
des sapeurs-pompiers de la Seine-Maritime**

Commandant Hervé TESNIERE

Le haut patronage

**Le Préfet de la Région Normandie,
Préfet de la Seine-Maritime**

Monsieur Pierre-André DURAND

**Monsieur le Président
Conseil départemental de la Seine-Maritime**

**Monsieur l'Inspecteur d'académie
Directeur académique des services de l'Education nationale
de la Seine-Maritime**

Monsieur Pascal MARTIN

Monsieur Olivier WAMBECKE



FICHE SYNTHETIQUE

COLLEGE HENRI WALLON – LE HAVRE

Année Scolaire 2019-2020





CADETS DE LA SECURITE CIVILE

FICHE SYNTHETIQUE

2019-2020

ETABLISSEMENT Collège Henri Wallon
Lieu 22 allée Henri Wallon – 76620 LE HAVRE
Tél accueil 02 35 46 42 43

L'ETABLISSEMENT SCOLAIRE

Principal M. Boualem ISHAK BOUSHAKI
Tél : 02 35 46 03 10
Courriel boualem.ishak-boushaki@ac-rouen.fr

LE CENTRE D'INCENDIE ET DE SECOURS DE REFERENCE

Centre LE HAVRE NORD
Tél : 02 32 74 77 61
Courriel lehavrenord@sdis76.fr

REFERENTS DE LA CLASSE

Collège Mme Marion GUILLOIS
Tél : **Courriel** marion.osouf@ac-rouen.fr
Sdis 76 A/C Bruno LOZANO
Tél : 06 19 16 61 83
Courriel bruno.lozano@sdis76.fr

LA CLASSE

Jour Le jeudi de 15 h 30 à 17 h 30
Elèves 3^{ème}

NOTES



PROGRAMME

COLLEGE HENRI WALLON – LE HAVRE

Année Scolaire 2019-2020



CADETS 2019 - 2020 - Collège H. WALLON - Le Havre

SEMAINE	Session	PROGRAMME	LIEU
mardi 4 juin 2019		INSTANCES DU SDIS 76	
le mardi 11 juin 2019 à 17 heures		Information aux élèves et aux parents	COLLEGE
JUIN		<i>Signature convention de partenariat</i>	A DEFINIR
VACANCES SCOLAIRES			
SEPTEMBRE (entre le 2 et le 13/09)		<i>Signature de la charte et remise des chasubles</i>	A DEFINIR
38 jeudi 19 septembre 2019	1 2	10:00 : - Accueil des élèves par le chef de groupement - Déroulé de la journée, consignes 11:00 : Diffusion du film CODIS - conversation avec un opérateur 12:30 - REPAS EN COMMUN AVEC LA GARDE (à la gamelle) 13:30 : L'alerte - Théorie et sketches	CIS LE HAVRE NORD
39 jeudi 26 septembre 2019	3	PSC1	Collège
40 jeudi 3 octobre 2019	4	PSC1	Collège
41 jeudi 10 octobre 2019	5	PSC1	Collège
42 jeudi 17 octobre 2019	6	PSC1	Collège
VACANCES SCOLAIRES			
45 jeudi 7 novembre 2019	7	L'INCENDIE - Connaissance du feu - la combustion	Collège
46 Semaine libre	LIBRE		
47 jeudi 21 novembre 2019	8	L'INCENDIE - Eteindre le feu - se déplacer dans les fumées	Collège
48 Semaine libre	LIBRE		
49 jeudi 5 décembre 2019	9	L'INCENDIE - Conduite à tenir - Connaissance de l'établissement - visite de l'établissement scolaire	Collège
50 Semaine libre	LIBRE		
51 jeudi 19 décembre 2019	10	L'INCENDIE - Visite Cis - Présentation des véhicules (hors spécialités)	CIS LE HAVRE NORD
VACANCES SCOLAIRES			
2 jeudi 9 janvier 2020	11	Indicateurs de la condition physique	CIS LE HAVRE NORD
3 Semaine libre	LIBRE		
4 jeudi 23 janvier 2020	12	GESTION DES RISQUES MAJEURS	
5 Semaine libre	LIBRE		
6 A DEFINIR	13	VISITE DE SITE	SECTEUR LE HAVRE
7 Semaine libre	LIBRE		
VACANCES SCOLAIRES			
10 jeudi 5 mars 2020	14	LES RISQUES DOMESTIQUES	Collège
11 Semaine libre	LIBRE		
12 jeudi 19 mars 2020	15	Le SDIS : les métiers (SPP et PATS) - le volontariat et les JSP	Collège
13 Semaine libre	LIBRE		
14 jeudi 2 avril 2020	16	LES SPECIALITES - Présentation des spécialités GRIMP, Plonge, RTN	CIS LE HAVRE NORD
15	LIBRE		
16 A DEFINIR	17	EXERCICE ETABLISSEMENT - Mise en application Suivi d'un retour d'expérience à chaud (1 heure)	Collège
A DEFINIR		CEREMONIE DE REMISE DE DIPLOMES	



FICHES THEMATIQUES

COLLEGE HENRI WALLON – LE HAVRE

Année Scolaire 2019-2020





CADETS DE LA SECURITE CIVILE

SESSION N°1

Fiche thématique

OBJET	Le Centre Opérationnel Départemental d'Incendie et de Secours - CODIS		
Lieu	Centre d'Incendie et de Secours de référence		
Horaires	GROUPE 1 : 11 :00 – 12 :30 Groupe 2 : 13 h 45 - 15 h 15		
Encadrement			
Collège	Le référent de l'établissement et 1 à 2 membres du personnel du collège pour l'accompagnement	Sdis 76	Sapeur-pompier, opérateur ou ancien opérateur CODIS

DEROULEMENT

- Présentation du CTA CODIS sur support vidéo :
 - ✓ Centre de transmission de l'alerte,
 - ✓ Centre opérationnel départemental d'incendie et de secours.

OBJECTIF(S)

- Compréhension du suivi de l'alerte : de l'appel au déclenchement des secours.
- Retour vers les autorités, services compétents : préfecture, Mairies...
- Interaction avec la zone.

Cadre de compétences :

- Domaine 3 : la formation de la personne et du citoyen
- Compétence travaillée : Connaître et agir pour faciliter l'intervention des acteurs de secours.

OBSERVATION(S)

Les Cadet-te-s et l'encadrement devront être porteurs d'un justificatif d'identité
Seuls les personnels, membres de l'Education Nationale, pourront pénétrer dans l'enceinte du Centre de secours.

Ils apporteront leur repas froid pour le midi.

Matériel :

- Une vidéo de visite du CODIS
- Un vidéoprojecteur
- Un PC

Salle de formation pouvant accueillir une dizaine d'élèves (Prévoir 2 salles pour la journée)



CADETS DE LA SECURITE CIVILE

SESSION N° 1

Fiche de synthèse

LE CENTRE OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS

- Quelles sont les rôles du CODIS ?
 - Evaluer les risques – coordination des moyens
 - Relations entre le CTA, le terrain et les experts,
 - Rendre compte à l'Etat, à la préfecture, aux collectivités territoriales, zone de défense et médias
- Quel secteur opérationnel couvre le CODIS ?
 - Le département
- Qu'est-ce que l'interaction des numéros d'urgence ?
 - 15-17-18-112 : En France, nous avons plusieurs numéros d'urgence. L'interaction permet soit d'orienter le requérant vers le bon service rapidement (sapeurs-pompiers, SAMU, Police) mais également de faire des conférences entre ces services et le requérant.
- Quel numéro de téléphone doit-on composer pour signaler un incident et pourquoi ?
 - 18 et 112



CADETS DE LA SECURITE CIVILE

SESSION N° 2

Fiche thématique

OBJET	L'Alerte
Lieu	Centre d'Incendie et de Secours de référence
Horaires	GROUPE 2 : 10 h 30 – 12 h 00 Groupe 1 : 13 h 45 - 15 h 15

Encadrement

Collège	Le référent de l'établissement et 1 à 2 membres du personnel du collège pour l'accompagnement	Sdis 76	Sapeur-pompier, opérateur ou ancien opérateur CODIS
----------------	---	----------------	---

DEROULEMENT

- Présentation déroulement des différents numéros d'urgence en France,
- L'alerte par rapport aux risques d'attentats
- Etude de cas

OBJECTIF(S)

- Mise en situation réaction individuelle de chacun,
- Bien transmettre une adresse
- Constituer un message d'alerte
- Présentation de l'application SAIP

Cadre de compétences :

- Domaine 5 : les représentations du monde et l'activité humaine
- Compétence travaillée : acquérir une culture de la sécurité civile. (connaître les numéros d'urgence, être acteur de sa propre sécurité)

OBSERVATION(S)

Les Cadet-te-s et l'encadrement devront être porteurs d'un justificatif d'identité
Seuls les personnels, membres de l'Education Nationale, pourront pénétrer dans l'enceinte du Centre de secours.

Matériel :

- Bandes son
- Un vidéo projecteur
- Un PC
- Un tableau blanc

Salle de formation pouvant accueillir une dizaine d'élèves (Prévoir 2 salles pour la journée)



CADETS DE LA SECURITE CIVILE

SESSION N° 2

Fiche de synthèse

L'ALERTE

- *A quoi sert le 112*
- *Donnez 5 points pour identifier un lieu d'accident*
- *Donnez 3 points indispensable pour constituer votre alerte*
- *Quelle est la chronologie entre l'alerte et l'arrivée des secours.*

Projet



CADETS DE LA SECURITE CIVILE

SESSION N° 3

Fiche thématique

OBJET	PSC 1 – 1 ^{ère} partie		
Lieu	Etablissement scolaire		
Encadrement			
Collège	Un formateur PSC 1	Sdis 76	Un formateur PSC1 de l' UDSP76

DEROULEMENT

- Méthode interactive, démonstration, tour de table, discussion, power point, images.

OBJECTIF(S)

- Participer, écouter.
- Savoir observer et agir en fonction de la situation.
- Réaliser les gestes techniques du secourisme.

Cadre de compétences :

- Domaine 3 : la formation de la personne et du citoyen
- Compétences travaillées : réaliser les gestes de 1er secours.

OBSERVATION(S)

Matériel :

- Matériel de secourisme habituel de PSC1 fourni par l'établissement scolaire et par l'UDSP
- Un vidéo projecteur
- Un PC

Préconisation : séparer le groupe en deux et sur deux salles différentes.

Fiche de synthèse

PSC 1 – 1^{ère} partie

➤ **Alerte et protection des populations ?**

Le sauveteur sera capable d'identifier le signal d'alerte aux populations et d'indiquer les principales mesures à prendre. (3x1'41 espacé de 5''. Fin d'alerte 30''). Se confiner en cas d'incident technologique, réagir face à une intrusion terroriste.

➤ **Protection d'une personne exposée à un danger contrôlable ?**

Face à un danger contrôlable, le sauveteur sera capable de supprimer ou d'écarter de façon permanente le danger afin de se protéger, de protéger la victime et les autres personnes.

➤ **Alerte des secours ?**

Le sauveteur devra être capable d'alerter le service le plus adapté (pompiers, samu, police)

➤ **Traumatismes des articulations, des os, et des organes ? douleurs du cou**

Être capable d'éviter toute mobilisation d'une personne victime d'un traumatisme au niveau de la tête et du thorax, de l'abdomen, de la colonne vertébrale, ou des membres jusqu'à l'arrivée des secours.

▪ Cas concret :

- ✓ la situation : A la sonnerie un élève est bousculé en sortant de la classe. Il a une grosse déformation du bras et crie fort. Les autres veulent passer à côté.
- ✓ matériel : boule de chaussette.

➤ **La protection face à un danger non contrôlable ?**

Après avoir analysé la situation le sauveteur indique pourquoi il réalise un dégagement d'urgence.

➤ **Attaque terroriste ou situation de violence**

Localisez le danger, s'échapper si possible, se barricader, se cacher, fermer la porte à clé, ne pas faire de bruit, alerter 17, 112, ne pas courir vers les forces de l'ordre.

➤ **Obstruction partielle des voies aériennes ?**

Le sauveteur reconnaît les signes d'une obstruction partielle (parle, tousse, respire avec un bruit), encourage à tousser et met la victime dans la position où elle se sent le mieux

➤ **Obstruction totale des voies aériennes ?**

Le sauveteur reconnaît les signes d'une obstruction totale (ne peut pas parler, crier, tousser, bouche ouverte, s'agite, devient bleue puis perd connaissance) :

- chez l'adulte jusqu'à 5 Claques dorsales puis 5 compressions abdominales (Heimlich)
- chez le nourrisson jusqu'à 5 Claques dorsales puis 5 compressions thoraciques
- chez la femme enceinte et la personne obèse on réalisera des compressions thoraciques.

▪ Cas concret :

- ✓ la situation : les élèves déjeunent et rigolent. L'un d'eux s'étouffe avec un noyau de fruit. Il renverse verres et assiettes.

➤ **Hémorragies externes ?**

Le sauveteur réalise ou fait réaliser par la victime une compression locale, s'il doit se déplacer ou traiter plusieurs victimes. Il réalise un pansement compressif, ou un garrot s'il y a un objet ou beaucoup de victimes à traiter.

▪ Cas concret :

- ✓ la situation 1 : suite à une bagarre, un élève saigne du nez abondamment, le saignement ne s'arrête pas.
- ✓ évolution : se plaint de maux de tête.
- ✓ matériel : tâche de sang, rouge sur le nez.

• Cas concret :

- ✓ la situation 2: en classe d'art plastique ou technologie un élève utilise un cutter.
- ✓ victime : un élève se lève de sa chaise, il s'est blessé avec un cutter.
- ✓ témoin : un autre élève de la classe.
- ✓ sauveteur : le professeur est alerté par la victime et le témoin.
- ✓ compression directe.
- ✓ évolution possible: le saignement continu (pansement compressif)

Projet



CADETS DE LA SECURITE CIVILE

SESSION N° 4

Fiche thématique

OBJET	PSC 1 – 2 ^{ème} partie		
Lieu	Etablissement scolaire		
Encadrement			
Collège	Un formateur PSC 1	Sdis 76	Un formateur PSC1 de l' UDSP76

DEROULEMENT

- Méthode interactive, démonstration, tour de table, discussion, power point, images.

OBJECTIF(S)

- Savoir observer et agir en fonction de la situation
- Réaliser les gestes techniques du secourisme.

Cadre de compétences :

- La formation de la personne et du citoyen
- Compétences travaillées : réaliser les gestes de 1^{er} secours.

OBSERVATION(S)

Matériel :

- Matériel de secourisme habituel de PSC1 fourni par l'établissement scolaire et par l'UDSP
- Un vidéo projecteur
- Un PC

Préconisation : séparer le groupe en deux et sur deux salles différentes.

Fiche de synthèse

PSC1 – 2^{ème} partie

➤ Les plaies ?

Le sauveteur face à une victime qui présente une plaie devra reconnaître la gravité de celle-ci et agir en connaissance

- Plaies graves : Piqûre, éraflure, coupure, morsure profonde.
 - ✓ Ne jamais retirer le corps étranger (couteau, morceau de verre).
 - ✓ Couvrir pour protéger du froid, ou protéger de la chaleur
 - ✓ Trois postures d'attente selon la localisation : assis, allongé jambes relevés, allongé les yeux fermés avec un maintien de la tête.
- Plaies simples : Se laver les mains, désinfecter, poser un pansement. Consulter le médecin pour vérifier la vaccination, ou en cas d'apparition de fièvre, d'une zone chaude, rouge, gonflée.
- Cas concret :
 - ✓ La situation : devant le collège, un ancien élève exclu revient revanchard. Il donne un coup de couteau dans la poitrine d'un autre élève (plaie grave)
 - ✓ Matériel : un tee shirt
 - ✓ Témoin : un élève en panique mais qui obéit
 - ✓ Secouriste, un surveillant, CPE, prof
 - ✓ Secours : Sapeur-pompier, Samu

➤ Les brûlures ?

Le sauveteur devra être capable d'arroser à l'eau, d'identifier la gravité de la brûlure et de recourir à un avis médical. (Cloques, aspect noirâtre, étendue : plus ou moins que la moitié de la surface de la main)

- Brûlures graves
 - ✓ Thermique : arroser immédiatement, retirer les vêtements si nécessaire et si possible, allonger ou asseoir en cas de gêne respiratoire.
- Particulières :
 - ✓ Par projection de produits chimiques sur les vêtements, la peau ou l'œil : enlever les vêtements imbibés de produit, rincer en suivant les consignes reçues lors de l'alerte des secours.
 - ✓ Par ingestion d'un produit chimique : ne pas faire vomir ni donner à boire, conserver l'emballage du produit
 - ✓ Par électrisation : ne pas toucher la victime, arroser les zones brûlées, alerter ou faire alerter les secours
 - ✓ Par inhalation : si difficultés respiratoires, placer la victime en position assise
- Brûlures simples
 - ✓ Refroidir jusqu'à disparition de la douleur, ne pas percer les cloques, protéger par un pansement stérile, demander un avis médical. (Vaccin antitétanique)
- Cas concret :
 - ✓ La situation : brûlure noire et cloque étendue sur toute la main
 - ✓ Secours : le SAMU demande la description de la brûlure et sa localisation, s'il y a eu refroidissement, téléphoner aux sapeurs-pompiers ou aller aux urgences.



CADETS DE LA SECURITE CIVILE

SESSION N° 5

Fiche thématique

OBJET	PSC 1 – 3 ^{ème} partie		
Lieu	Etablissement scolaire		
Encadrement			
Collège	Un formateur PSC 1	Sdis 76	Un formateur PSC1 de l' UDSP76

DEROULEMENT

- Méthode interactive, démonstration, tour de table, discussion, power point, images.

OBJECTIF(S)

- Participer, écouter.
- Savoir observer et agir en fonction de la situation.
- Réaliser les gestes techniques du secourisme.

Cadre de compétences :

- Domaine 3 : la formation de la personne et du citoyen
- Compétences travaillées : réaliser les gestes de 1er secours

OBSERVATION(S)

Matériel :

- Matériel de secourisme habituel de PSC1 fourni par l'établissement scolaire et par l'UDSP
- Un vidéo projecteur
- Un PC

Préconisation : séparer le groupe en deux et sur deux salles différentes.

Fiche de synthèse

PSC 1 – 3^{ème} partie

➤ **Malaise ?**

Le sauveteur devra être capable de reconnaître les différents signes d'un malaise, d'identifier ce malaise et d'agir en conséquence.

- Accident cardiaque : douleur dans la poitrine.
- AVC : paralysie d'un bras, déformation de la face, langage difficile, incohérent, mal de tête sévère, perte d'équilibre ou chute.
- Autres malaises : Douleur abdominale intense, Difficulté à respirer, Sensation de froid, sueurs abondantes ou pâleur intense.

Dans tous les cas mettre au repos :

- Allongé, assis en cas de difficulté respiratoire sinon dans la position dans laquelle elle se sent le mieux.
- Desserrer les vêtements si gêne, rassurer en parlant.
- Protéger de la chaleur ou du froid.
- Questions : Âge, durée du malaise, état de santé (maladies, hospitalisation, traumatismes), traitement, est ce que cela est déjà arrivé ?
- Si la victime demande, lui donner : son traitement pour ce malaise, du sucre

➤ **Perte de connaissance ?**

Le sauveteur, face à une victime inconsciente qui respire, devra être capable de maintenir les voies aériennes de la victime libres, en attendant les secours.

➤ **Perte de connaissance ?**

Le sauveteur, face à une victime inconsciente qui respire, devra être capable de maintenir les voies aériennes de la victime libres, en attendant les secours.

Bilan :

- Conscience : vous m'entendez, secouez les épaules, serrez-moi la main, clignez des yeux.
- respiration : A l'aide !, allonger la victime sur le dos, libérer les voies aériennes, vérifier pendant 10'' au plus la respiration.
- Victime inconsciente qui respire : PLS, alerter ou faire alerter, vérifier la respiration, protéger du froid, de la chaleur, des intempéries (pluie...)
- **Cas concrets :**
 - ✓ la situation : Agent d'entretien qui a du mal à lever le bras, tord sa bouche et s'exprime difficilement. Sa collègue vient alerter un professeur.
 - ✓ Samu : est-elle mise au repos, depuis longtemps ? Envoi des moyens le plus proche (SP, Samu, ambulance privée)



CADETS DE LA SECURITE CIVILE

SESSION N° 6

Fiche thématique

OBJET	PSC 1 – 4 ^{ème} partie	
Lieu	Etablissement Scolaire	
Encadrement		
Collège	Un formateur PSC 1	Salle 76 Un formateur PSC1 de l' UDSP76

DEROULEMENT

- Méthode interactive, démonstration, tour de table, discussion, power point, images.

OBJECTIF(S)

- Participer, écouter.
- Savoir observer et agir en fonction de la situation.
- Réaliser les gestes techniques du secourisme.

Cadre de compétences :

- Domaine 3 : la formation de la personne et du citoyen
- Compétences travaillées : réaliser les gestes de 1er secours

OBSERVATION(S)

Matériel :

- Matériel de secourisme habituel de PSC1 fourni par l'établissement scolaire et par l'UDSP
- Un vidéo projecteur
- Un PC

Préconisation : séparer le groupe en deux et sur deux salles différentes.



CADETS DE LA SECURITE CIVILE

SESSION N° 6

Fiche de synthèse

PSC1 – 4^{ème} partie

➤ Arrêt cardiaque ?

Le sauveteur devra être capable de mettre en œuvre une réanimation cardio-pulmonaire (RCP), avec ou sans un défibrillateur automatisé externe (DAE), chez adulte, un enfant ou un nourrisson qui a perdu connaissance et qui ne respire plus.

Victime inconsciente et ne respire pas alors il faut alerter, masser, défibriller

- **Si présence d'un témoin** : faire alerter et réclamer DAE, débiter la RCP (ranimation cardio pulmonaire= 30 compressions puis 2 insufflations)
- **Si secouriste seul** : alerter avec portable en mode haut-parleur pour commencer la RCP tout en écoutant les consignes des secours.
- **Si DAE à proximité** : le mettre en œuvre le plus tôt possible
- **Si plusieurs secouristes** : se relayer toutes les 2'
- **Cas concrets :**
 - ✓ la situation : En Eps, un élève s'effondre suite à une course intense.
 - ✓ Témoins : un élève
 - ✓ Secouriste : prof
 - ✓ Samu : suivez bien les instructions, mettez votre téléphone sur haut -parleur

Fiche thématique

OBJET	L'incendie – Connaissance du feu et de la combustion		
Lieu	Etablissement scolaire		
Encadrement			
Collège	Le référent ou un professeur désigné	Sdis 76	Un sapeur-pompier - formateur caisson Et/ou formateur FTB

DEROULEMENT

- Présentation de supports visuels sur les mécanismes d'un incendie, propagation, extinction.

OBJECTIF(S)

- Comprendre le mécanisme d'un incendie
- Connaitre les modes de propagation d'un incendie
- Comprendre l'impact des ouvrants (portes, fenêtres) sur un incendie

Cadre de compétences :

- La formation de la personne et du citoyen
- Compétences travaillées : maîtriser les principes de prévention et de lutte contre les incendies

OBSERVATION(S)

Matériel : Dans une salle de classe

- Un vidéo projecteur
- Un PC
- Un tableau

Fiche de synthèse

L'INCENDIE – Connaissance du feu et de la combustion

➤ **Qu'est-ce que le triangle du feu?**

Le triangle du feu est composé du comburant (oxygène), du combustible et d'une énergie d'activation. Sans ces 3 éléments, le feu ne peut pas exister.

➤ **Quels sont les modes de propagation d'un incendie?**

Un incendie se propage par conduction (via un élément conducteur comme le métal), par convection (déplacement des fumées) et par rayonnement (énergie du feu).

➤ **Quels sont les dangers d'un incendie?**

Un incendie peut provoquer des brûlures, une asphyxie (manque d'oxygène) et le décès.

➤ **Quelle est la cause première des décès lors d'un incendie?**

Les fumées, provoquant l'asphyxie (manque d'oxygène), sont les premières causes de décès lors d'un incendie (plus de 400 décès par an).

➤ **Que se passe-t-il en ouvrant une porte d'une pièce où il y a un incendie?**

Les fumées vont se propager dans la pièce saine et le feu va être alimenté avec davantage d'oxygène, le rendant plus virulent.

➤ **Quelles sont les caractéristiques des fumées?**

- Les fumées sont mobiles et envahissantes, c'est pourquoi elles propagent les incendies
- Les fumées sont chaudes et inflammables, c'est pourquoi elles brûlent
- Les fumées sont opaques, c'est pourquoi elles empêchent de voir
- Les fumées sont toxiques et asphyxiantes, c'est pourquoi elles tuent

➤ **Quelles sont les idées reçues sur l'incendie ?**

- S'il y a le feu je serai réveillé par le bruit ou la fumée. FAUX car si le feu se développe en pleine nuit, il ne fait pas de bruit et l'odeur ne vous réveillera pas car la fumée est toxique et vous serez asphyxié avant même d'être réveillé.
- S'il y a le feu, j'aurai le temps de l'éteindre avant qu'il ne prenne de l'ampleur. FAUX car si le feu s'est déjà développé, vous ne pourrez rien faire seul pour l'éteindre. Le feu se développe très vite, de même que les fumées.
- J'aurai le temps d'aller chercher mes enfants. FAUX car si vos enfants sont dans une pièce séparée de celle où vous êtes, vous n'aurez sans doute pas le temps d'aller les chercher, soit à cause de la fumée, soit à cause de la chaleur
- Même s'il y a de la fumée, je trouverai la sortie. FAUX car si la fumée qui se dégage lors d'un incendie domestique est très opaque. Très rapidement vous ne distinguerez plus rien et même dans un environnement très familier vous aurez du mal à trouver la sortie.
- J'arriverai toujours à respirer, le temps de sortir. FAUX car si la fumée est très toxique, en très peu de temps et en quelques aspirations seulement vous serez asphyxié. La fumée est paralysante, vous ne pourrez plus bouger.
- L'incendie n'arrivera pas chez moi. FAUX car si le feu peut se déclarer chez tout le monde, que votre habitation soit récente ou ancienne.

➤ *Comment éviter de provoquer un incendie ?*

Parmi toutes les mesures de prudence, voici quelques exemples :

- *Mettez les allumettes et briquets hors de portée des enfants*
- *Ne fumez pas au lit*
- *Evitez de surcharger les circuits sur une même prise électrique.*
- *Méfiez-vous de l'huile sur le feu et des grille-pains*
- *N'utilisez jamais d'alcool ou d'essence pour raviver les braises d'un barbecue ou d'un feu de cheminée*
- *Evitez la surcharge de stockages (papiers, cartons, textiles...).*
- *Ne stockez pas de produits inflammables à proximité des sources de chaleur (convecteurs, ampoules électriques...)*
- *Faites entretenir régulièrement vos installations de gaz et d'électricité. Faites ramoner la cheminée et les conduits*
- *Comment se protéger de l'incendie ?*
- *Veillez à ce que les personnes vulnérables (enfants et personnes âgées) ne soient jamais laissées seules. Ne pouvant ni fuir rapidement, ni maîtriser seules un début d'incendie, elles sont souvent les premières victimes.*
- *Installez ou faites installer chez vous des détecteurs-avertisseurs autonomes de fumée (certifiés NF), de préférence à proximité des zones de sommeil, qui vous alerteront jour et nuit dès le début de l'incendie. Pour être efficaces, ces appareils doivent faire l'objet d'un entretien régulier.*
- *Ayez chez vous un dispositif d'extinction approprié, vérifié et entretenu régulièrement.*

Projet



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

CADETS DE LA SECURITE CIVILE

SESSION N° 8

Fiche thématique

OBJET	L'incendie – Eteindre le feu et se déplacer dans les fumées
Lieu	Etablissement scolaire

Encadrement

Collège	Le référent ou un professeur désigné	Sdis 76	Un sapeur-pompier - formateur FTB
----------------	--------------------------------------	---------	-----------------------------------

DEROULEMENT

- Présentation théorique des méthodes d'extinction d'un incendie
- Utilisation d'une petite pièce à enfumer (machine à fumée du SDIS) pour expliquer la conduite à tenir

OBJECTIF(S)

- Comprendre les déplacements des fumées
- Connaître les risques des fumées et savoir se déplacer en présence de fumée
- Connaître les différentes techniques pour éteindre un incendie

Cadre de compétences :

- La formation de la personne et du citoyen
- Compétences travaillées : Connaître les dangers des fumées

OBSERVATION(S)

Matériel :

- SDIS : Un appareil à fumée et le liquide nécessaire
- Collège : Une salle de l'établissement sans détecteur de fumée ou avec la possibilité de le débrancher temporairement



CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche de synthèse

SESSION 2018-2019

L'INCENDIE – Eteindre le feu et se déplacer dans les fumées

➤ **Quelle est la manière pour quitter une pièce enfumée?**

Il faut ramper au sol (présence d'air frais en partie basse) en positionnant un linge propre sur le visage.

➤ **Quels sont les principaux modes d'extinction?**

- Par refroidissement (eau)
- Par étouffement (mousse)
- Par inertie (CO2), c'est-à-dire par diminution du taux d'oxygène

➤ **Quels sont les différents types d'extincteur?**

Il existe :

- des extincteurs à eau
- des extincteurs à poudre
- des extincteurs à gaz (CO2)
- des extincteurs à mousse.

➤ **Quels sont les gestes à adopter en cas d'incendie chez soi ?**

- Fermer les portes dans lequel est présent l'incendie
- Contacter les secours
- Ne pas chercher à éteindre l'incendie

➤ **Pouvons-nous utiliser de l'eau pour éteindre tout type de feu ?**

L'utilisation de l'eau sur un feu de friteuse est fortement déconseillée et très dangereux.



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche thématique

SESSION N°9

OBJET	L'incendie – Conduite à tenir, connaissance de l'établissement		
Lieu	Etablissement scolaire		
Encadrement			
Collège	Le référent ou un professeur désigné	Sdis 76	Un sapeur-pompier préventionniste

DEROULEMENT

- Explication, dans un premier temps, des objectifs de la prévention
- Visite de l'établissement, dans un second temps, en découvrant les moyens de prévention présents sur le site

OBJECTIF(S)

- Connaître les objectifs de la prévention
- Comprendre les bonnes attitudes à adopter en cas d'incendie dans l'établissement
- Comprendre l'intérêt des matériels de prévention présents dans les établissements recevant du public

Cadre de compétences :

La formation de la personne et du citoyen

Compétences travaillées : s'intégrer dans le dispositif de sécurité de l'établissement

OBSERVATION(S)

Matériel : Dans une salle de classe

- Un vidéo projecteur
- Un PC
- Un tableau



CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche de synthèse

SESSION N° 9

L'INCENDIE – Conduite à tenir, connaissance de l'établissement

➤ **Quels sont les principes généraux de la prévention?**

- Permettre l'évacuation des personnes en danger
- Limiter les risques d'éclosion d'un incendie
- Limiter la propagation d'un incendie

➤ **Que contrôle une commission de sécurité?**

Elle donne un avis sur tous les projets, en procédant à la visite de l'établissement pour évaluer son niveau de sécurité, afin de donner un avis favorable ou défavorable au maire de la commune sur l'ouverture ou non au public. L'ensemble des installations techniques sont contrôlées et vérifiées par la commission.

➤ **Quel est l'objectif de l'alarme incendie ?**

Lors d'une détection automatique d'un départ incendie (détecteur incendie) ou lors de la mise en œuvre d'un déclencheur manuel (un témoin qui constate le départ incendie et qui appuie sur un déclencheur manuel), l'alarme incendie se déclenche et raisonne dans tous l'établissement. Avec un volume sonore élevé, son but est d'avertir rapidement l'ensemble des usagers présents dans les locaux de ce risque (incendie) afin de les obliger à évacuer l'établissement et se mettre dans une zone de sécurité.

CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche thématique

SESSION N° 10

OBJET L'incendie – Visite d'un centre d'incendie et de secours et présentation des véhicules (hors spécialités)

Lieu Centre d'incendie et de secours de référence

Encadrement

Collège Le référent ou un professeur désigné

Sdis 76 Un SP représentant du centre d'incendie et de secours de référence (de préférence conducteur PL)

DEROULEMENT

- Visite du centre de secours pour découvrir un VSAV, un FPT, un FSR et une EPA (en quatre groupes, tournant sur chaque véhicule toutes les 20 minutes)

OBJECTIF(S)

- Découvrir les matériels et connaître les missions des engins de base chez les sapeurs-pompiers (VSAV, FPT, FSR et EPA)

Cadre de compétences :

Diffusion de la culture de la sécurité civile

OBSERVATION(S)

Les Cadet-te-s et l'encadrement devront être porteurs d'un justificatif d'identité

Seuls les personnels, membres de l'Education Nationale, pourront pénétrer dans l'enceinte du Centre de secours.

Les élèves devront faire particulièrement preuve de discipline afin de ne pas perturber le travail des sapeurs-pompiers en poste.

Fiche de synthèse

L'incendie – Visite d'un centre d'incendie et de secours et présentation des véhicules (hors spécialités)

- **Quelles sont les missions d'un VSAV (Véhicule de Secours et d'Aide aux Victimes)?**
Le VSAV participe à toutes les missions de secours à personnes (malaise, arrêt cardiaque, chute, noyade, hémorragie, etc...)
- **Quelles sont les missions d'un FPT (Fourgon Pompe Tonne) ?**
Le FPT est engagé pour des incendies, des explosions, des fuites de gaz, des sauvetages, des reconnaissances diverses
- **Quelles sont les missions d'une EPA (échelle aérienne)?**
L'EPA est engagé pour des incendies (sauvetage, mise en sécurité, limiter les propagations des incendies), secours à personne (risque de défenestration), chute de matériaux divers pendant les tempêtes
- **Quels sont les différents matériels disponibles dans un FPT pour éteindre un incendie?**
Tuyaux, lances, pièces de jonctions (pour relier les tuyaux), bouteilles d'air pour que les sapeurs-pompiers respirent dans les fumées
- **Quelles sont les missions d'un FSR (Fourgon secours routier)?**
Le FSR est engagé pour extraire des victimes, en cas d'accident de la route, qui sont coincées dans un véhicule.



CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche thématique

SESSION N° 11

OBJET	Indicateurs de la condition physique		
Lieu	Centre d'Incendie et de secours de référence		
Encadrement			
Collège :	Le référent ou un professeur désigné	Sdis 76	Formateur EAP

DEROULEMENT

- Réalisation des indicateurs de la condition physique (demandés chaque année à l'ensemble des sapeurs-pompiers) :
 - ✓ Luc Léger,
 - ✓ souplesse,
 - ✓ gainage,
 - ✓ pompes,
 - ✓ Test de Killy

OBJECTIF(S)

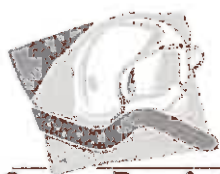
- Comprendre le niveau physique attendu chez les sapeurs-pompiers dans le cadre des recrutements et du maintien sur liste opérationnelle

Cadre de compétences :
La culture de la sécurité civile

OBSERVATION(S)

Les Cadet-te-s et l'encadrement devront être porteurs d'un justificatif d'identité
Seuls les personnels, membres de l'Education Nationale, pourront pénétrer dans l'enceinte du Centre de secours.
Les élèves devront faire particulièrement preuve de discipline afin de ne pas perturber le travail des sapeurs-pompiers en poste.

- Tenue de sport obligatoire
- Les élèves ne devront pas être à jeun pour exécuter les exercices
- Bouteilles d'eau à fournir par l'établissement scolaire



**Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime**

CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche de synthèse

SESSION N° 11

Indicateurs conditions physiques

- ✓ Luc Léger,
- ✓ souplesse,
- ✓ gainage,
- ✓ pompes,
- ✓ Test de Killy

Projet



CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche thématique

SESSION N° 12

OBJET

GESTION DES RISQUES MAJEURS – Inondations, nucléaires, les sites SEVESO

Lieu

Etablissement scolaire

Encadrement

Collège :

Le référent ou un professeur désigné

Sdis 76

Officier sapeur-pompier (RCH et RAD de préférence)

DEROULEMENT

- Présentation théorique des risques présents sur le département et de l'intérêt de la réglementation en vigueur dans les établissements à risques

OBJECTIF(S)

- Sensibiliser les stagiaires sur les risques présents dans le département de Seine-Maritime
- Identifier les risques du département de Seine-Maritime
- Comprendre les objectifs de la réglementation en vigueur dans les établissements à risques

Cadre de compétences :

Domaine 4 : les systèmes naturels et les systèmes techniques

Compétences travaillées : comprendre l'environnement, les risques, les menaces et les enjeux des « risques majeurs »

Domaine 3 : la formation de la personne et du citoyen

Compétences travaillées : identifier les risques et mettre en œuvre une conduite à tenir ou un comportement approprié.

OBSERVATION(S)

Matériel : Dans une salle de classe

- Un vidéo projecteur
- Un PC
- Un tableau

GESTION DES RISQUES MAJEURS – Inondations, nucléaires, les sites SEVESO

➤ **Quels sont les différents risques majeurs en France?**

- Menace terroriste
- Risques sanitaires
- Risques technologiques
- Risques naturels
- Risques cyber

➤ **Qu'est-ce que le risque sanitaire?**

Il s'agit d'un risque immédiat ou à long terme représentant une menace directe pour la santé des populations (Ebola, épizootie, pandémie grippale, pollution de l'air)

➤ **Quels sont les différents risques technologiques?**

- Accident industriel
- Accident nucléaire
- Accident de transport de matière dangereuse (TMD)
- Risque minier
- Rupture de barrage

➤ **Quels sont les objectifs des réglementations SEVESO et ICPE?**

- Réduction des risques à la source par la diminution des quantités stockées ou le choix des procédés utilisés
- Mise en place de dispositifs de sécurité de nature à réduire les risques d'accident (détection, organes de coupure, confinement des installations dangereuses, etc...)
- Mise en place d'une organisation de la sécurité au travers de contrôles réguliers des installations, de la formation du personnel, des plans d'urgence, etc...

➤ **Quelles informations sont disponibles pour les secours en observant la signalisation des transports de matière dangereuse ?**

- Numéro d'identification du produit (code ONU) permettant d'avoir une description complète du produit
- Numéro d'identification des dangers principaux (exemple : le chiffre 3 signifie inflammable)
- Des étiquettes annonçant le type de danger

➤ **Quels sont les différents risques naturels ?**

- | | |
|-----------------------|-------------------------|
| ▪ Avalanche | ▪ Inondation |
| ▪ Canicule | ▪ Mouvements de terrain |
| ▪ Cyclone | ▪ Séisme |
| ▪ Eruption volcanique | ▪ Tempête |
| ▪ Feux de forêt | ▪ Tsunami |
| ▪ Grand froid | ▪ Sécheresse |



CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche thématique

SESSION N° 13

OBJET	VISITE DE SITE		
Lieu	A définir		
Encadrement			
Collège	Le référent ou un professeur désigné	Sdis 76	Un sapeur-pompier RCH

DEROULEMENT

- Visite de l'établissement XXXXXX

OBJECTIF(S)

- Voir le fonctionnement et les risques potentiels qui se trouvent dans l'industrie, avec les répercussions sur l'environnement notamment en zone à risques.
- Liens entre l'établissement scolaire et la zone de l'industrie

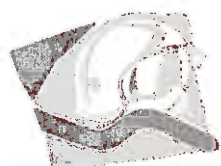
Cadre de compétences :

- Domaine 3 : la formation de la personne et du citoyen**
Compétences travaillées : identifier les risques et mettre en œuvre une conduite à tenir ou un comportement approprié
- Domaine 4 : les systèmes naturels et les systèmes techniques**
Compétences travaillées : comprendre l'environnement, les risques, les menaces et les enjeux des risques majeurs.

OBSERVATION(S)

- Les élèves et l'encadrement devront pouvoir justifier de leur identité.
- Les téléphones portables devront être totalement éteints (pas seulement coupés de sonnerie)
- Port de chaussures fermées et plates obligatoires.

Le transport est à la charge de l'établissement scolaire.



**Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime**

CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche de synthèse

SESSION N° 13

VISITE DE SITE

Partage entre encadrants et élèves.

Projet

CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche thématique

SESSION N° 14

OBJET	LES RISQUES DOMESTIQUES		
Lieu	Etablissement scolaire		
Encadrement			
Collège	Le référent ou un professeur désigné	Sdis 76	Formateur FTB

DEROULEMENT

- Présentation théorique des accidents domestiques et les moyens pour diminuer leurs effets

OBJECTIFS

- Connaître les différents accidents domestiques et les moyens pour diminuer leurs effets

Cadre de compétences :

- Domaine 3 : la formation de la personne et du citoyen
Compétences travaillées : agir pour faciliter l'intervention des acteurs de secours.

OBSERVATION(S)

Matériel : Dans une salle de classe

- Un vidéo projecteur
- Un PC
- Un tableau

Fiche de synthèse

LES RISQUES DOMESTIQUES

➤ **Que signifie un « accident domestique » ?**

Il s'agit de tous les accidents qui surviennent dans la vie quotidienne à la maison, et dans les parages (jardin, escaliers extérieurs, etc...).

➤ **Quels sont les différents accidents domestiques les plus fréquents ?**

- Brûlures (barbecue, cheminée, casserole, fer à repasser, etc...)
- Intoxications (accès à des produits ménagers ou des médicaments, monoxyde de carbone)
- Chute (glissade sur un sol humide, chute dans des marches ou dans les escaliers, défenestration)
- Noyades (baignoire, piscine privée)
- Electrocutions (prises non protégées, à proximité d'une présence d'eau)

➤ **Les accidents domestiques ont-ils des conséquences graves pour la vie humaine ?**

Les accidents domestiques font 20 000 morts par an en France (75% de personnes âgées).

➤ **Quelles sont les personnes les plus touchées par ces risques domestiques ?**

Les plus jeunes (moins de 15 ans) et les plus âgées (plus de 65 ans) sont les plus vulnérables.

➤ **Quels sont les origines des incendies domestiques ?**

- Défaillances électriques d'un appareil ménager (machine à laver, four, etc...)
- Cigarette mal éteinte
- Cheminée mal entretenue ou à proximité d'une source combustible
- Bougie laissée sans surveillance

➤ **Quelles sont les mesures de précaution pour éviter des brûlures ?**

- Ne pas laisser un enfant jouer avec des robinets d'eau chaude
- Mettre les poignées de casserole hors de portée lors d'une cuisson
- Ranger les produits corrosifs

➤ **Quelles sont les mesures de précaution pour éviter des noyades ?**

- Ne jamais laisser un enfant seul dans son bain
- Ne jamais laisser un enfant sans surveillance à proximité d'une piscine

➤ **Quelles sont les mesures de précaution pour éviter des chutes ?**

- Ne pas laisser un enfant sans surveillance sur une chaise ou une table à langer
- Ne pas laisser un enfant seul dans une pièce avec une fenêtre ouverte
- Ne pas laisser de chaise à proximité des fenêtres
- Ne pas permettre à un enfant d'accéder seul à un escalier

➤ **Quelles sont les mesures de précaution pour éviter des intoxications ?**

- Bien entretenir les installations de chauffage
- Faire ramoner la cheminée chaque année
- Installer des détecteurs de monoxyde de carbone
- Ranger les médicaments et les produits ménagers



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche thématique

SESSION N° 15

OBJET Le SDIS – Les métiers, le volontariat, les JSP

Lieu Etablissement scolaire

Encadrement

Collège Conseiller d'orientation
Elève JSP

Sdis 76 SPP (officier ?)
SPV (féminin ?)
PATS – S. Roussille
JSP – Si l'établissement en dispose

DEROULEMENT

- Présentation des différents métiers et missions au sein du Sdis :
 - ✓ Sapeurs-pompiers professionnelles,
 - ✓ PATS – personnels administratifs et techniques et leurs métiers
 - ✓ Sapeurs-pompiers volontaires

OBJECTIF(S)

- Avec l'aide d'un conseiller d'orientation faire la passerelle entre les Cadets et une possible carrière professionnelle au sein d'un Sdis, de l'armée ou d'une entreprise ou vers le volontariat comme action citoyenne.

Cadre de compétences :

- Domaine 3 : la formation de la personne et du citoyen
- Compétences travaillées : agir pour favoriser l'engagement de jeunes sapeurs-pompiers, de cadets de la sécurité civile et de sapeurs-pompiers volontaires.

OBSERVATION(S)

Matériel : Dans une salle de classe

- Un vidéo projecteur
- Un PC
- Un tableau

L'établissement veillera à organiser la présence d'un(e) conseiller(e) d'orientation qui expliquera les filières les mieux adaptées pour aboutir aux métiers de sapeur-pompier

Date de mise à jour : jeudi 16 mai 2019



CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche de synthèse

SESSION N° 15

Le SDIS ~ Les métiers de sapeur-pompier, le volontariat, les JSP

Projet

CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche thématique

SESSION N° 16

OBJET	LES SPECIALITES		
Lieu	Centre d'incendie et de secours de référence		
Encadrement			
Collège	Le référent ou un professeur désigné	Sdis 76	Un SP représentant du centre de secours (de préférence conducteur PL)

DEROULEMENT

- Visite du centre de secours pour découvrir les différentes spécialités chez les sapeurs-pompiers :
 - ✓ GRIMP (équipe spécialisée pour travailler sur des cordes en hauteur)
 - ✓ CMIC (équipe spécialisée pour maîtriser les risques d'un produit chimique)
 - ✓ PLG (équipe spécialisée pour intervenir en milieu aquatique)
- En trois groupes, tournant sur chaque véhicule toutes les 30 minutes

OBJECTIF(S)

Découvrir les matériels et connaître les missions des engins spécialisés chez les sapeurs-pompiers (GRIMP, CMIC, PLG)

Cadre de compétences :

- Domaine 5 : les représentations du monde et l'activité humaine
- Compétences travaillées : faire preuve de responsabilité vis-à-vis d'autrui (acquérir une culture de sécurité civile)

OBSERVATION(S)

Les Cadet-te-s et l'encadrement devront être porteurs d'un justificatif d'identité
Seuls les personnels, membres de l'Education Nationale, pourront pénétrer dans l'enceinte du Centre de secours.
Les élèves devront faire particulièrement preuve de discipline afin de ne pas perturber le travail des sapeurs-pompiers en poste.

CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche de synthèse

SESSION N° 16

LES SPECIALITES

- **Quelles sont les missions des plongeurs chez les sapeurs-pompiers?**
Intervenir pour sauver des personnes en difficulté dans un milieu aquatique (mer, lac, fleuve).
- **Quelles sont les missions de l'équipe GRIMP chez les sapeurs-pompiers?**
Sauvetage de personnes ou d'animaux en difficulté en hauteur (falaise, immeuble, etc...) ou dans des cavités profondes (puits, etc...).
- **Quelles sont les missions de l'équipe en risque chimique chez les sapeurs-pompiers?**
 - Analyser les caractéristiques du produit chimique présent sur l'intervention
 - Evaluer les dangers pour les personnes à proximité du produit chimique
 - Intervenir sur le produit chimique pour limiter ou supprimer sa dispersion dans la nature
- **Quelles sont les autres spécialités chez les sapeurs-pompiers?**
 - SDE (sauvetage déblaiement) pour rechercher des FDN (feu de navire) pour intervenir sur un feu dans un navire
 - GELD (groupe d'exploration longue durée) pour réaliser des reconnaissances dans des pièces enfumées pendant de longues heures
 - Cyno (travail de recherche avec des chiens) pour trouver des personnes ensevelies sous des décombres
 - RAD (risque radioactif) pour intervenir en centrale nucléaire ou sur une intervention avec la présence d'une source radioactive



CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche thématique

SESSION N° 17

OBJET EXERCICE – Mise en application
Lieu Etablissement scolaire

Encadrement

Collège Fontenelle Le Chef d'établissement et le référent désigné
Sdis 76 Le chef du Centre d'incendie et de secours de référence
Formateur FTB

DEROULEMENT

- Exercice incendie dans l'établissement (détection, alerte des secours, évacuation, abordage et prise en charge des victimes dans l'attente des secours)
- Observation de l'arrivée des secours et de la gestion de l'intervention

A la suite de la manœuvre :

- Retours et impressions de la manœuvre (1 heure)

OBJECTIF(S)

- Mettre en application toutes les connaissances acquises durant la classe des cadets de la sécurité civile

Cadre de compétences :

- Domaine 3 : la formation de la personne et du citoyen
- Compétences travaillées : identifier les risques et mettre en œuvre une conduite à tenir ou un comportement approprié
- Réaliser les gestes de premiers secours.

OBSERVATION(S)

Le chef du centre d'incendie et de secours de référence sera en relation avec le chef de l'établissement scolaire pour organiser la manœuvre.

Pour le retour de la manœuvre :

- 1 salle de classe



CADETS DE LA SECURITE CIVILE

Fiche de synthèse

SESSION N° 17

EXERCICE – Mise en application

Retour à chaud de la manœuvre.

- Impression,
- Points positifs/négatifs
- Rôle des Cadet-te-s dans la manœuvre
- Retour de l'encadrant SP sur la tenue de cette manœuvre.

Projet

N°DCA-2019-017

- Membres théoriques : 17
- Membres en exercice : 17
- Membres présents : 11
- Pouvoir : 1
- Votants : 12

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

BILAN DES ACQUISITIONS ET CESSIONS IMMOBILIERES 2018

Le 04 juin 2019, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 mai 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 11 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Florence DURANDE, Virginie LUCOT-AVRIL.
MM. Bastien CORITON, Michel LEJEUNE, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

Mme Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO.
MM. Christian DUVAL, Philippe LEROY.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant André GUEROULT, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Benoît LEMAIRE, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoir :

Madame Florence THIBAudeau RAINOT à Monsieur Sébastien TASSERIE.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU, Blandine LEFEBVRE - représentée, Florence THIBAudeau RAINOT.
MM. Eric BLOND, Guillaume COUTEY, Didier REGNIER, Jean-Pierre THEVENOT, le Commandant Hervé TESNIERE, le Commandant Samuel PERDRIX, le Lieutenant Hervé PASQUIER.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 3213-2 et L.3241-1,*
- *l'instruction budgétaire et comptable M61.*

*
* *

Conformément aux dispositions réglementaires, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) doit établir le bilan des acquisitions et cessions immobilières opérées au cours de l'exercice précédent. Ce bilan doit être annexé au compte administratif.

Le tableau ci-joint fait état des opérations immobilières effectuées par le Sdis 76 sur son budget principal.

Il est proposé au Conseil d'administration de prendre connaissance de ce bilan et de constater la conformité des acquisitions et cessions à l'autorisation donnée au président par le Conseil d'administration.

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration approuvent à l'unanimité le bilan de l'année 2018 relatif aux acquisitions et cessions immobilières présentées et annexées à la présente délibération et informent que ce bilan sera annexé au compte administratif de l'année 2018.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190604-DCA-2019-017-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/06/2019
Affichage : 06/06/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER

ETAT DES CESSIONS IMMOBILIERES REALISEES EN 2018

NATURE DU BIEN	LOCALISATION	REFERENCES CADASTRALES	ORIGINE DE PROPRIETE	IDENTITE DU CEDANT	IDENTITE DU CESSIONNAIRE	CONDITIONS DE LA CESSION	MONTANT DE LA CESSION
NEANT							

ETAT DES ACQUISITIONS IMMOBILIERES REALISEES EN 2018

NATURE DU BIEN	LOCALISATION	REFERENCES CADASTRALES	ORIGINE DE PROPRIETE	IDENTITE DU CEDANT	IDENTITE DU CESSIONNAIRE	CONDITIONS DE L'ACQUISITION	MONTANT DE L'ACQUISITION
NEANT							

N°DCA-2019-018

- Membres théoriques : 17
- Membres en exercice : 17
- Membres présents : 11
- Pouvoir : 1
- Votants : 12

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

COMPTE DE GESTION DE L'EXERCICE 2018

Le 04 juin 2019, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 mai 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 11 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Florence DURANDE, Virginie LUCOT-AVRIL.
MM. Bastien CORITON, Michel LEJEUNE, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

Mme Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO.
MM. Christian DUVAL, Philippe LEROY.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant André GUEROULT, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Benoît LEMAIRE, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoir :

Madame Florence THIBAudeau RAINOT à Monsieur Sébastien TASSERIE.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU, Blandine LEFEBVRE – représentée, Florence THIBAudeau RAINOT.
MM. Eric BLOND, Guillaume COUTEY, Didier REGNIER, Jean-Pierre THEVENOT, le Commandant Samuel PERDRIX, le Commandant Hervé TESNIERE, le Lieutenant Hervé PASQUIER.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.1612-12,*
- *l'instruction budgétaire et comptable M61.*

*

* *

Le compte de gestion se définit comme un document de synthèse qui doit être établi par le comptable public avant le 1^{er} juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice et qui retrace non seulement l'exécution budgétaire au cours dudit exercice mais aussi toute la comptabilité patrimoniale.

A ce titre, il comporte :

- un bilan comptable, qui décrit de façon synthétique la valeur des actifs et des passifs de l'établissement,
- une balance générale de tous les comptes tenus par le trésorier (comptes budgétaires et comptes de tiers correspondant notamment aux créanciers et débiteurs de l'établissement)

Lors de l'examen du compte de gestion, l'assemblée délibérante doit s'assurer de sa stricte concordance avec le compte administratif établi par l'ordonnateur.

Les comptes de gestion du budget principal (code 00800) et du budget annexe de la restauration (code 00801) pour l'exercice 2018, présentés par Monsieur le Payeur Départemental, sont joints en annexes du présent rapport.

Ces documents sont conformes au compte administratif 2018 consolidé, tel qu'exposé dans un rapport spécifique au cours de cette même séance.

Il vous est donc proposé de les approuver et de déclarer que les comptes de gestion, pour l'exercice 2018, dressés par Monsieur le Payeur Départemental, n'appellent ni observation ni réserve du Conseil d'administration s'agissant du budget principal et du budget annexe de la restauration.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190604-DCA-2019-018-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/06/2019

Affichage : 06/06/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER

076090

P.DEP SEINE-MARITIME

00800 SDIS

ORIGINE DU DOCUMENT : frederic.hamel

Exercice : 2018

Budget collectivité : 00800

A Viser : 0

Edition Provisoire : 1

Edition destinée au CDG sur chiffre étendu : 1

Date à considérer dans les messages de supervision

TRÉSOR PUBLIC

P.DEP SEINE-MARITIME

N° CODIQUE 076090

Date d'édition : 28/02/2019

IDENTIFIANT BUDGET 00800

N° de SIRET 28760001900049

SDIS

BUDGET PRINCIPAL

**COMPTE DE GESTION
EXERCICE 2018**

PRÉSENTÉ À

La Chambre régionale des comptes

PAR LE(S) COMPTABLE(S)

M Pascal GRESSER

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION

DU 01/01/2018 AU 28/02/2019

N° CODIQUE 076090
P.DEP SEINE-MARITIME
Date d'édition : 28/02/2019

Population :
Nomenclature M61 sdis
Voté par Nature
Exercice 2018

SOMMAIRE

	PAGES
1ERE PARTIE : Situation patrimoniale	3
1 Bilan synthétique Etat I-1	4
2 Bilan Etat I-2	5
3 Compte de résultat synthétique Etat I-3	13
4 Compte de résultat Etat I-4	14
5 Annexe	18
Etats des opérations pour compte de tiers Etat I-5	19
2EME PARTIE : Exécution budgétaire	21
1 Résultats budgétaires de l'exercice Etat II-1	22
2 Résultats d'exécution Etat II-2	23
3 Etat de consommation des crédits Etat II-3	26
4 Etat de réalisation des opérations Etat II-4	32
3EME PARTIE : Comptabilité des deniers et valeurs	46
1 Balance des comptes Etat III-1	47
2 Situation des valeurs inactives Etat III-2	81
4EME PARTIE : Page des signatures	82

SITUATION PATRIMONIALE

00800 - SDIS

BILAN SYNTHÉTIQUE

En milliers d'Euros

ACTIF NET	Total	PASSIF	Total
Immobilisations incorporelles (nettes)	1 148,45	Dotations	19 928,56
Terrains	2 149,03	Fonds globalisés	47 448,17
Constructions	95 082,67	Réserves	69 676,55
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	9 116,74	Différences sur réalisations d'immobilisations	1 767,51
Immobilisations corporelles en cours	6 836,00	Report à nouveau	10 202,24
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées		Résultat de l'exercice	4 018,42
Autres immobilisations corporelles	32 975,20	Subventions transférables	571,45
Total immobilisations corporelles (nettes)	146 159,65	Subventions non transférables	1 568,13
Immobilisations financières	18,56	Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermant et du remettant	7 801,69
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ	147 326,65	Autres fonds propres	
Stocks		TOTAL FONDS PROPRES	162 982,72
Créances	1 108,93	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	1 912,29
Valeurs mobilières de placement		Dettes financières à long terme	1 739,34
Disponibilités	19 809,45	Fournisseurs	1 247,20
Autres actifs circulant		Autres dettes à court terme	361,02
TOTAL ACTIF CIRCULANT	20 918,38	Total dettes à court terme	1 608,22
Comptes de régularisations		TOTAL DETTES	3 347,56
		Comptes de régularisations	2,46
TOTAL ACTIF	168 245,03	TOTAL PASSIF	168 245,03

00800 - SDIS
BILAN (en Euros)

ACTIF		EXERCICE N			EXERCICE N-1
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	Subventions d'équipement versées	19 745,91	15 796,72	3 949,19	7 898,37
	Autres immobilisations incorporelles	2 915 314,35	1 770 813,90	1 144 500,45	1 246 491,61
	Immobilisations incorporelles en cours				
	En toute propriété : Terrains	2 149 028,95		2 149 028,95	2 149 028,95
	En toute propriété: Constructions	88 562 266,44	3 568 143,75	84 994 122,69	81 675 330,05
	En toute propriété : Constr sol d'autrui				
	En tte propriété: Réseaux divers	14 681 236,91	5 564 493,70	9 116 743,21	8 666 853,61
	En tte prop: Matériel incendie secours	69 191 479,58	39 347 278,53	29 844 201,05	31 376 532,20
	En toute propriété : Oeuvres d'art				
	En toute propriété : Autres immob corpo	10 069 282,40	6 938 284,55	3 130 997,85	3 105 357,48
	En toute propriété : Immob en cours	6 836 003,44		6 836 003,44	10 586 057,86
	En tte prop: Immob affectées à un BA				
	En tte prop: Immob affectées, concédées				
	Reçues mise à dispo : Terrains				
	Reçues mise à dispo : Constructions	10 567 439,11	478 888,13	10 088 550,98	9 317 283,38
	Reçues mise à dispo : Constr sol autrui				
	Reçues mise à dispo : Réseaux divers				
	Reçues mise à dispo : Mat incend secours				
	MONTANT A REPORTER	204 991 797,09	57 683 699,28	147 308 097,81	148 130 833,51

00800 - SDIS

BILAN (en Euros)

ACTIF		EXERCICE N			EXERCICE N-1
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE (SUITE)	REPORT	204 991 797,09	57 683 699,28	147 308 097,81	148 130 833,51
	Collections et œuvres d'art				
	Reçues mise à dispo : Autres immob corpo				
	Reçues suite affectat : Terrains				
	Reçues suite affectat : Constructions				
	Reçues en affectat : Construc sol autrui				
	Reçue affecta: Install matér outill tech				
	Reçues suite affectat : Oeuvres d'art				
	Reçues en affectat : Autres immob corpo				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Immob financières : Autres créances	18 557,05		18 557,05	17 433,46
	ACTIF IMMOBILISE TOTAL I	205 010 354,14	57 683 699,28	147 326 654,86	148 148 266,97

00800 - SDIS
BILAN (en Euros)

ACTIF		EXERCICE N			EXERCICE N-1
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours: Production				
	Autres stocks				
	Redevables et comptes rattachés	684 108,82	3 790,04	680 318,78	472 431,65
	Creances irrécouvrables adm par juge				
	Créances sur l'Etat et collec publiques	252 748,84		252 748,84	163 630,79
	Créances sur les budgets annexes				7 072,24
	Opérations pour le compte de tiers				
	Créances: Autres créances	175 860,28		175 860,28	606 028,76
	Valeurs mobilières de placement				
	Disponibilités	19 809 451,24		19 809 451,24	12 898 380,52
	Charges constatées d'avance				
	ACTIF CIRCULANT TOTAL II	20 922 169,18	3 790,04	20 918 379,14	14 147 543,96

00800 - SDIS
BILAN (en Euros)

ACTIF		EXERCICE N			EXERCICE N-1
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
COMPTES DE REGULARI SATION	Charges à répartir sur plusieurs exer				
	Primes de remboursement des obligations				
	Dépenses à classer et à régulariser				
	Ecart de conversion - Actif				
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL III				
	TOTAL GENERAL (I + II + III)	225 932 523,32	57 687 489,32	168 245 034,00	162 295 810,93

00800 - SDIS

BILAN (en Euros)

PASSIF		EXERCICE N	EXERCICE N-1
FONDS PROPRES	Fonds internes : dotations	19 928 556,41	19 896 556,41
	Fds inter: Mise dispo chez bénéficiaire	7 801 688,31	7 801 688,31
	Affectation par collec de rattachement		
	Fonds internes : Réserves	69 676 553,34	69 676 553,34
	Neutralisation des amortissements	-2 157 069,01	-1 174 011,27
	Report à nouveau	10 202 240,35	6 296 655,28
	Résultat de l'exercice	4 018 415,76	3 905 585,07
	Subventions rattachées aux actifs amorti	571 451,01	513 918,99
	Différences sur réalisations d'immob	3 924 576,32	3 883 619,85
	Fonds globalisés	47 448 174,19	45 639 653,21
	Subventions non rattachées aux actifs am	1 568 130,00	1 568 130,00
	Droits de l'affectant		
	Droits du remettant		
	FONDS PROPRES TOTAL I	162 982 716,68	158 008 349,19

00800 - SDIS

BILAN (en Euros)

PASSIF		EXERCICE N	EXERCICE N-1
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour risques	1 912 292,73	1 761 792,73
	Provisions pour charges		
	PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGES TOTAL II	1 912 292,73	1 761 792,73

00800 - SDIS

BILAN (en Euros)

PASSIF		EXERCICE N	EXERCICE N-1
DETTES	Emprunts obligataires		
	Dettes financières: Autres emprunts	1 739 339,51	1 838 920,74
	Emprunts et dettes financières divers		
	Crédits et lignes de trésorerie		
	Fournisseurs et comptes rattachés	740 384,45	494 707,44
	Dettes fiscales et sociales	8 240,07	6 990,61
	Dettes envers l'Etat et les collec publ		
	Dettes envers les BA	6 197,06	
	Opérations pour le compte de tiers		
	Dettes diverses : Autres dettes	346 583,90	118 662,50
	Fournisseurs d'immobilisations	506 818,52	60 294,21
	Produits constatés d'avance		
	DETTES TOTAL III	3 347 563,51	2 519 575,50

00800 - SDIS

BILAN (en Euros)

PASSIF		EXERCICE N	EXERCICE N-1
COMPTES DE REGULARI SATION	Recettes à classer ou à régulariser	2 461,08	6 093,51
	Ecart de conversion - Passif		
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL IV	2 461,08	6 093,51
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	168 245 034,00	162 295 810,93

00800 - SDIS
COMPTE DE RÉSULTAT SYNTHÉTIQUE

En milliers d'Euros

POSTE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
Impôts et taxes perçus		
Dotations et subventions reçues	83 468,45	82 792,01
Produits des services	1 639,77	1 224,36
Autres produits	112,34	149,02
Transfert de charges		
Produits courants non financiers	85 220,56	84 165,39
Traitements, salaires, charges sociales	63 879,70	64 984,64
Achats et charges externes	9 454,72	9 787,59
Participations et interventions	476,42	492,50
Dotations aux amortissements et provisions	7 225,76	7 073,42
Autres charges	1 219,77	1 437,80
Charges courantes non financières	82 256,37	83 775,96
RÉSULTAT COURANT NON FINANCIER	2 964,19	389,43
Produits courants financiers		
Charges courantes financières	17,86	17,40
RÉSULTAT COURANT FINANCIER	-17,86	-17,40
RÉSULTAT COURANT	2 946,33	372,03
Produits exceptionnels	1 412,58	3 781,41
Charges exceptionnelles	340,49	247,86
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	1 072,09	3 533,55
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES		
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	4 018,42	3 905,59

00800 - SDIS

COMPTE DE RESULTAT 2018

POSTES	EXERCICE N	EXERCICE N-1
PRODUITS COURANTS NON FINANCIERS		
Produits services, domaine et ventes div	1 639 771,79	1 224 363,10
Production stockée		
Production immobilisée	54 506,08	91 780,48
Reprise sur amortissements et provisions		1 793,04
Pdts non financiers : Transferts charges		
Autres produits	57 828,94	55 443,89
Contributions et dotations	83 468 450,08	82 792 008,27
Autres participations		
TOTAL I	85 220 556,89	84 165 388,78
CHARGES COURANTES NON FINANCIERES		
Traitements et salaires	48 794 813,59	49 559 852,59
Charges sociales	15 084 884,71	15 424 785,44
Achats et charges externes	9 454 719,92	9 787 593,78
Impôts et taxes	794 028,12	982 839,27
Dotations amortissements des immob	7 225 759,07	7 073 424,75
Dotations aux amortissements sur charges		
Dotations provisions (non financières)		
Autres charges	425 738,55	454 957,68
Contributions obligatoires	254 569,00	255 303,00

00800 - SDIS

COMPTE DE RESULTAT 2018

POSTES	EXERCICE N	EXERCICE N-1
Participations	138 853,50	155 199,00
Particip et interventions : Subventions	83 000,00	82 000,00
TOTAL II	82 256 366,46	83 775 955,51
A - RESULTAT COURANT NON FINANCIER (I-II)	2 964 190,43	389 433,27
PRODUITS COURANTS FINANCIERS		
Valeurs mobilières et créances		
Autres intérêts et produits assimilés		
Gains de change		
Produit net sur cessions de VMP		
Produits financ : Reprises provisions		
Pdts financiers: Transferts de charges		
TOTAL III		
CHARGES COURANTES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	17 859,74	17 401,94
Pertes de change		
Charges nettes sur cessions de VMP		
Dotations aux amort et aux provisions		
TOTAL IV	17 859,74	17 401,94
B - RESULTAT COURANT FINANCIER (III-IV)	-17 859,74	-17 401,94
A + B - RESULTAT COURANT	2 946 330,69	372 031,33

00800 - SDIS

COMPTE DE RESULTAT 2018

POSTES	EXERCICE N	EXERCICE N-1
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Pdts excep op gestion : Subventions		
Pdt excep op gestion : Autres opérations	95 776,97	175 703,79
Produits des cessions d'immobilisations	113 223,93	109 225,53
Différences sur réalisations (négatives)	35 675,06	
Neutralisation des amortissements	983 057,74	667 070,78
Pdt excep op capital : Autres opérations	184 845,11	2 829 411,44
Pdts excep : Reprises sur provisions		
Pdts excep : Transferts de charges		
TOTAL V	1 412 578,81	3 781 411,54
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charg except op gestion : subventions		436,00
Chg excep op gestion : Autres opérations	15 116,63	126 970,98
Valeur comptable des immo cédées	72 267,46	
Différences sur réalisations (positives)	76 631,53	109 225,53
Chg excep op capital : Autres opérations	25 978,12	11 225,29
Dotations amo et prov (exceptionnel)	150 500,00	
TOTAL VI	340 493,74	247 857,80
C.1 - RESULTAT EXCEPTIONNEL COMPTABLE (V-VI-776+676)	129 983,80	2 975 708,49
C.2 - RESULTAT EXCEPTIONNEL BUDGETAIRE (V-VI)	1 072 085,07	3 533 553,74

00800 - SDIS

COMPTE DE RESULTAT 2018

[illegible]

ANNEXE

00800 - SDIS

OPÉRATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS

Situation des opérations pour le compte de tiers soldées au 31/12/2018

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

00800 - SDIS

OPÉRATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2018

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

EXECUTION BUDGETAIRE

00800 - SDIS

RÉSULTATS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	15 501 241,62	96 844 597,34	112 345 838,96
Titres de recettes émis (b)	9 670 693,47	91 734 201,00	101 404 894,47
Réductions de titres (c)	6 631,76	4 190 892,77	4 197 524,53
Recettes nettes (d = b - c)	9 664 061,71	87 543 308,23	97 207 369,94
DÉPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	15 501 241,62	96 844 597,34	112 345 838,96
Mandats émis (f)	8 012 057,27	84 141 598,77	92 153 656,04
Annulations de mandats (g)	25 400,82	616 706,30	642 107,12
Dépenses nettes (h = f - g)	7 986 656,45	83 524 892,47	91 511 548,92
RÉSULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent	1 677 405,26	4 018 415,76	5 695 821,02
(h - d) Déficit			

00800 - SDIS

RÉSULTATS D'EXÉCUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS DES SERVICES NON PERSONNALISÉS

	RÉSULTAT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT : 2017	PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2018	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2018	TRANSFERT OU INTÉGRATION DE RÉSULTATS PAR OPÉRATION D'ORDRE NON BUDGÉTAIRE	RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2018
I - Budget principal					
Investissement	1 501 264,61		1 677 405,26		3 178 669,87
Fonctionnement	10 202 240,35		4 018 415,76		14 220 656,11
TOTAL I	11 703 504,96		5 695 821,02		17 399 325,98
II - Budgets des services à					
caractère administratif					
00801-RESTAURANT ADMINISTRATIF					
Investissement	3 481,54		2 762,19		6 243,73
Fonctionnement					
Sous-Total	3 481,54		2 762,19		6 243,73
TOTAL II	3 481,54		2 762,19		6 243,73
III - Budgets des services à					
caractère industriel					
et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	11 706 986,50		5 698 583,21		17 405 569,71

null

00800 - SDIS

ÉTAT DE CONSOMMATION DES CRÉDITS

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget primitif 1	Décision modificative 2	Total Prévisions 3 = 1 + 2
10	Dotations fonds divers et réserves		476,94	476,94
16	Emprunts et dettes assimilées	101 000,00		101 000,00
20	Immobilisations incorporelles	44 218,40		44 218,40
21	Immobilisations corporelles	173 180,14	28 000,00	201 180,14
23	Immobilisations en cours	4 000 000,00	280 000,00	4 280 000,00
27	Autres immobilisations financières		2 000,00	2 000,00
020	Dépenses imprévues - section d'investiss	628 564,13	310 981,26	939 545,39
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS	4 946 962,67	621 458,20	5 568 420,87
Opération n° 2010000006	Programme d'équipement n° 2010000006	76 000,00		76 000,00
Opération n° 2012000001	Programme d'équipement n° 2012000001	231 945,81	-216 945,81	15 000,00
Opération n° 2013000001	Programme d'équipement n° 2013000001	115 000,00	-115 000,00	
Opération n° 2013000002	Programme d'équipement n° 2013000002	377 000,00		377 000,00
Opération n° 2014000006	Programme d'équipement n° 2014000006	136 694,33	-135 892,37	801,96
Opération n° 2014000008	Programme d'équipement n° 2014000008	150 000,00	-147 570,00	2 430,00
Opération n° 2014000009	Programme d'équipement n° 2014000009	120 000,00	-95 000,00	25 000,00
Opération n° 2014000010	Programme d'équipement n° 2014000010	103 734,30		103 734,30
Opération n° 2014000012	Programme d'équipement n° 2014000012	450 000,00	-279 600,00	170 400,00
Opération n° 2015000001	Programme d'équipement n° 2015000001	1 704 742,00	3 258,00	1 708 000,00
Opération n° 2015000003	Programme d'équipement n° 2015000003	1 586 273,45	-744 612,02	841 661,43
Opération n° 2016000001	Programme d'équipement n° 2016000001	479 750,00		479 750,00

00800 - SDIS

ÉTAT DE CONSOMMATION DES CRÉDITS
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 1	Émissions 2	Annulations 3	DEPENSES nettes 4=2-3	Solde prévisions / réalisations 5=1-4
10	476,94	476,94		476,94	
16	101 000,00	100 158,58		100 158,58	841,42
20	44 218,40	11 730,60		11 730,60	32 487,80
21	201 180,14	194 782,70		194 782,70	6 397,44
23	4 280 000,00				4 280 000,00
27	2 000,00	1 763,59		1 763,59	236,41
020	939 545,39				939 545,39
SOUS-TOTAL	5 568 420,87	308 912,41		308 912,41	5 259 508,46
Opération n° 2010000006	76 000,00	22 823,89		22 823,89	53 176,11
Opération n° 2012000001	15 000,00	4 017,60		4 017,60	10 982,40
Opération n° 2013000001					
Opération n° 2013000002	377 000,00	197 683,60		197 683,60	179 316,40
Opération n° 2014000006	801,96	801,96		801,96	
Opération n° 2014000008	2 430,00	2 430,00		2 430,00	
Opération n° 2014000009	25 000,00	16 487,23		16 487,23	8 512,77
Opération n° 2014000010	103 734,30	93 804,67		93 804,67	9 929,63
Opération n° 2014000012	170 400,00	103 476,78	113,40	103 363,38	67 036,62
Opération n° 2015000001	1 708 000,00	1 308 600,66	17 067,32	1 291 533,34	416 466,66
Opération n° 2015000003	841 661,43	841 661,43		841 661,43	
Opération n° 2016000001	479 750,00	352 442,98		352 442,98	127 307,02

00800 - SDIS

ÉTAT DE CONSOMMATION DES CRÉDITS

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget primitif 1	Décision modificative 2	Total Prévisions 3 = 1 + 2
Opération n° 2016000002	Programme d'équipement n° 2016000002	868 370,00	276 930,00	1 145 300,00
Opération n° 2016000003	Programme d'équipement n° 2016000003	97 326,00	16 874,00	114 200,00
Opération n° 2016000004	Programme d'équipement n° 2016000004	573 234,00		573 234,00
Opération n° 2016000005	Programme d'équipement n° 2016000005	35 000,00		35 000,00
Opération n° 2016000006	Programme d'équipement n° 2016000006	850 000,00	-500 000,00	350 000,00
Opération n° 2016000007	Programme d'équipement n° 2016000007	71 726,00		71 726,00
Opération n° 2016000008	Programme d'équipement n° 2016000008	467 923,00		467 923,00
Opération n° 2017000001	Programme d'équipement n° 2017000001	76 000,00		76 000,00
Opération n° 2017000002	Programme d'équipement n° 2017000002	670 000,00	-225 000,00	445 000,00
Opération n° 2017000003	Programme d'équipement n° 2017000003	442 000,00		442 000,00
Opération n° 2017000004	Programme d'équipement n° 2017000004	370 000,00	90 000,00	460 000,00
Opération n° 2018000001	Programme d'équipement n° 2018000001	300 000,00		300 000,00
Opération n° 2018000002	Programme d'équipement n° 2018000002	556 000,00	-390 000,00	166 000,00
Opération n° 2018000003	Programme d'équipement n° 2018000003		1 100,00	1 100,00
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES PAR OPERATION	10 908 718,89	-2 461 458,20	8 447 260,69
	Opérations d'ordre de transfert entre se			
SOUS-TOTAL				
TOTAL	DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	15 855 681,56	-1 840 000,00	14 015 681,56
040	Opérations d'ordre de transfert entre se	1 529 885,00	-394 324,94	1 135 560,06
041	Opérations patrimoniales	77 000,00	273 000,00	350 000,00

00800 - SDIS

ÉTAT DE CONSOMMATION DES CRÉDITS
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 1	Émissions 2	Annulations 3	DEPENSES nettes 4=2-3	Solde prévisions / réalisations 5=1-4
Opération n° 2016000002	1 145 300,00	1 070 162,99		1 070 162,99	75 137,01
Opération n° 2016000003	114 200,00	97 466,24		97 466,24	16 733,76
Opération n° 2016000004	573 234,00	563 975,25		563 975,25	9 258,75
Opération n° 2016000005	35 000,00	34 597,53		34 597,53	402,47
Opération n° 2016000006	350 000,00	260 139,52		260 139,52	89 860,48
Opération n° 2016000007	71 726,00	39 334,74		39 334,74	32 391,26
Opération n° 2016000008	467 923,00	297 832,15	2 160,96	295 671,19	172 251,81
Opération n° 2017000001	76 000,00				76 000,00
Opération n° 2017000002	445 000,00	297 392,33		297 392,33	147 607,67
Opération n° 2017000003	442 000,00	12 944,40		12 944,40	429 055,60
Opération n° 2017000004	460 000,00	434 879,51	6 059,14	428 820,37	31 179,63
Opération n° 2018000001	300 000,00	23 388,41		23 388,41	276 611,59
Opération n° 2018000002	166 000,00	141 477,35		141 477,35	24 522,65
Opération n° 2018000003	1 100,00				1 100,00
SOUS-TOTAL	8 447 260,69	6 217 821,22	25 400,82	6 192 420,40	2 254 840,29
SOUS-TOTAL					
TOTAL	14 015 681,56	6 526 733,63	25 400,82	6 501 332,81	7 514 348,75
040	1 135 560,06	1 142 854,88		1 142 854,88	-7 294,82
041	350 000,00	342 468,76		342 468,76	7 531,24

00800 - SDIS

ÉTAT DE CONSOMMATION DES CRÉDITS

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

[illegible]

00800 - SDIS

ÉTAT DE CONSOMMATION DES CRÉDITS

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

[illegible]

00800 - SDIS

ÉTAT DE CONSOMMATION DES CRÉDITS

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget primitif 1	Décision modificative 2	Total Prévisions 3 = 1 + 2
10	Dotations fonds divers et réserves	2 161 643,42	-350 000,00	1 811 643,42
13	Subventions d'investissement	162 657,53		162 657,53
16	Emprunts et dettes assimilées	1 200 000,00	-1 200 000,00	
23	Immobilisations en cours			
27	Autres immobilisations financières			
024	Produits de cessions (recettes)	1,00	-113 223,93	-113 222,93
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS	3 524 301,95	-1 663 223,93	1 861 078,02
TOTAL	RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	3 524 301,95	-1 663 223,93	1 861 078,02
021	Virement de la section de fonctionnement	4 000 000,00	280 000,00	4 280 000,00
040	Opérations d'ordre de transfert entre se	8 360 000,00	-851 101,01	7 508 898,99
041	Opérations patrimoniales	77 000,00	273 000,00	350 000,00
TOTAL	RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	12 437 000,00	-298 101,01	12 138 898,99
001	Solde d'exécution de la section d'invest	1 501 264,61		1 501 264,61
TOTAL GENERAL		17 462 566,56	-1 961 324,94	15 501 241,62

00800 - SDIS

ÉTAT DE CONSOMMATION DES CRÉDITS
SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 1	Émissions 2	Annulations 3	RECETTES nettes 4=2-3	Solde prévisions / réalisations 5=1-4
10	1 811 643,42	1 808 997,92		1 808 997,92	2 645,50
13	162 657,53	127 148,02		127 148,02	35 509,51
16					
23		16 780,71	6 631,76	10 148,95	-10 148,95
27		640,00		640,00	-640,00
024	-113 222,93				-113 222,93
SOUS-TOTAL	1 861 078,02	1 953 566,65	6 631,76	1 946 934,89	-85 856,87
TOTAL	1 861 078,02	1 953 566,65	6 631,76	1 946 934,89	-85 856,87
021	4 280 000,00				4 280 000,00
040	7 508 898,99	7 374 658,06		7 374 658,06	134 240,93
041	350 000,00	342 468,76		342 468,76	7 531,24
TOTAL	12 138 898,99	7 717 126,82		7 717 126,82	4 421 772,17
001	1 501 264,61				1 501 264,61
TOTAL GENERAL	15 501 241,62	9 670 693,47	6 631,76	9 664 061,71	5 837 179,91

00800 - SDIS

ÉTAT DE CONSOMMATION DES CRÉDITS

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget primitif 1	Décision modificative 2	Total Prévisions 3 = 1 + 2
011	Charges à caractère général	9 596 497,00	262 200,00	9 858 697,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	68 176 857,00		68 176 857,00
65	Autres charges de gestion courante	963 038,00		963 038,00
66	Charges financières	19 000,00		19 000,00
67	Charges exceptionnelles	36 050,00	20 700,00	56 750,00
68	Dotations aux provisions	150 500,00		150 500,00
022	Dépenses imprévues - section de fonction	5 837 756,35	-6 900,00	5 830 856,35
TOTAL	DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	84 779 698,35	276 000,00	85 055 698,35
023	Virement à la section d'investissement (4 000 000,00	280 000,00	4 280 000,00
042	Opérations d'ordre de transfert entre se	8 360 000,00	-851 101,01	7 508 898,99
TOTAL	DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	12 360 000,00	-571 101,01	11 788 898,99
TOTAL GENERAL		97 139 698,35	-295 101,01	96 844 597,34

00800 - SDIS

ÉTAT DE CONSOMMATION DES CRÉDITS
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 1	Émissions 2	Annulations 3	DEPENSES nettes 4=2-3	Solde prévisions / réalisations 5=1-4
011	9 858 697,00	10 013 195,30	519 755,27	9 493 440,03	365 256,97
012	68 176 857,00	65 639 015,03	93 836,19	65 545 178,84	2 631 678,16
65	963 038,00	903 503,97	1 342,92	902 161,05	60 876,95
66	19 000,00	19 630,66	1 770,92	17 859,74	1 140,26
67	56 750,00	41 095,75	1,00	41 094,75	15 655,25
68	150 500,00	150 500,00		150 500,00	
022	5 830 856,35				5 830 856,35
TOTAL	85 055 698,35	76 766 940,71	616 706,30	76 150 234,41	8 905 463,94
023	4 280 000,00				4 280 000,00
042	7 508 898,99	7 374 658,06		7 374 658,06	134 240,93
TOTAL	11 788 898,99	7 374 658,06		7 374 658,06	4 414 240,93
TOTAL GENERAL	96 844 597,34	84 141 598,77	616 706,30	83 524 892,47	13 319 704,87

00800 - SDIS

ÉTAT DE CONSOMMATION DES CRÉDITS

SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES

[illegible]

ÉTAT DE CONSOMMATION DES CRÉDITS

SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES

HEL 46-141007.v1.2-CMDE 1.9 - CG00

00800 SDIS

ÉTAT DE RÉALISATION DES OPÉRATIONS

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Émissions 1	Annulations 2	DEPENSES nettes 3 = 1 + 2
10222	Fonds compensation taxe valeur ajoutée (476,94		476,94
SOUS-TOTAL CHAPITRE 10	Dotations fonds divers et réserves	476,94		476,94
1641	Emprunts en euros	100 158,58		100 158,58
SOUS-TOTAL CHAPITRE 16	Emprunts et dettes assimilées	100 158,58		100 158,58
2033	Frais d'insertion	9 642,60		9 642,60
2051	Concessions et droits similaires, brevet	2 088,00		2 088,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 20	Immobilisations incorporelles	11 730,60		11 730,60
21312	Centres d'incendie et de secours	96,00		96,00
21568	Autre matériel d'incendie et de secours	27 678,66		27 678,66
2188	Autres	167 008,04		167 008,04
SOUS-TOTAL CHAPITRE 21	Immobilisations corporelles	194 782,70		194 782,70
275	Dépôts et cautionnements versés	1 763,59		1 763,59
SOUS-TOTAL CHAPITRE 27	Autres immobilisations financières	1 763,59		1 763,59
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS	308 912,41		308 912,41
Opération n° 2313112010000006	Bâtiments administratifs	22 823,89		22 823,89
SOUS-TOTAL OPERATION n° 201000000	Programme d'équipement n° 2010000006	22 823,89		22 823,89
Opération n° 2313112012000001	Bâtiments administratifs	4 017,60		4 017,60
SOUS-TOTAL OPERATION n° 201200000	Programme d'équipement n° 2012000001	4 017,60		4 017,60
Opération n° 20512013000002	Concessions et droits similaires, brevet	197 683,60		197 683,60
SOUS-TOTAL OPERATION n° 201300000	Programme d'équipement n° 2013000002	197 683,60		197 683,60
Opération n° 2313122014000006	Centres d'incendie et de secours	801,96		801,96
SOUS-TOTAL OPERATION n° 201400000	Programme d'équipement n° 2014000006	801,96		801,96
Opération n° 23173122014000008	Centres d'incendie et de secours	2 430,00		2 430,00
SOUS-TOTAL OPERATION n° 201400000	Programme d'équipement n° 2014000008	2 430,00		2 430,00

00800 SDIS

ÉTAT DE RÉALISATION DES OPÉRATIONS

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Émissions 1	Annulations 2	DEPENSES nettes 3 = 1 + 2
Opération n° 20312014000009	Frais d'études	630,00		630,00
Opération n° 2313122014000009	Centres d'incendie et de secours	15 857,23		15 857,23
SOUS-TOTAL OPERATION n° 20140000	Programme d'équipement n° 2014000009	16 487,23		16 487,23
Opération n° 213112014000010	Batiments administratifs	88 693,78		88 693,78
Opération n° 21842014000010	Autres matériels de bureau et mobilier	5 110,89		5 110,89
SOUS-TOTAL OPERATION n° 20140000	Programme d'équipement n° 2014000010	93 804,67		93 804,67
Opération n° 20312014000012	Frais d'études	5 525,40	113,40	5 412,00
Opération n° 2313122014000012	Centres d'incendie et de secours	97 951,38		97 951,38
SOUS-TOTAL OPERATION n° 20140000	Programme d'équipement n° 2014000012	103 476,78	113,40	103 363,38
Opération n° 215612015000001	Matériel mobile d'incendie et de secours	1 208 809,61		1 208 809,61
Opération n° 21822015000001	Matériel de transport	41 199,31	17 067,32	24 131,99
Opération n° 2382015000001	Avances versées sur commandes d'immobili	58 591,74		58 591,74
SOUS-TOTAL OPERATION n° 20150000	Programme d'équipement n° 2015000001	1 308 600,66	17 067,32	1 291 533,34
Opération n° 20312015000003	Frais d'études	1 800,00		1 800,00
Opération n° 20512015000003	Concessions et droits similaires, brevet	4 529,20		4 529,20
Opération n° 213182015000003	Autres batiments publics	8 224,80		8 224,80
Opération n° 215322015000003	Réseaux d'alerte	826 492,11		826 492,11
Opération n° 21832015000003	Matériel informatique	615,32		615,32
SOUS-TOTAL OPERATION n° 20150000	Programme d'équipement n° 2015000003	841 661,43		841 661,43
Opération n° 215622016000001	Matériel non mobile d'incendie et de sec	352 442,98		352 442,98
SOUS-TOTAL OPERATION n° 20160000	Programme d'équipement n° 2016000001	352 442,98		352 442,98
Opération n° 215312016000002	Réseaux de transmission	162 456,82		162 456,82
Opération n° 215382016000002	Autres réseaux	14 905,54		14 905,54
Opération n° 215622016000002	Matériel non mobile d'incendie et de sec	892 800,63		892 800,63

00800 SDIS

ÉTAT DE RÉALISATION DES OPÉRATIONS

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Émissions 1	Annulations 2	DEPENSES nettes 3 = 1 + 2
SOUS-TOTAL OPERATION n° 20160000	Programme d'équipement n° 2016000002	1 070 162,99		1 070 162,99
Opération n° 215712016000003	Ateliers	11 797,61		11 797,61
Opération n° 215782016000003	Autre matériel et outillage technique	50 293,90		50 293,90
Opération n° 21882016000003	Autres	35 374,73		35 374,73
SOUS-TOTAL OPERATION n° 20160000	Programme d'équipement n° 2016000003	97 466,24		97 466,24
Opération n° 215612016000004	Matériel mobile d'incendie et de secours	539 272,02		539 272,02
Opération n° 215622016000004	Matériel non mobile d'incendie et de sec	24 064,78		24 064,78
Opération n° 21882016000004	Autres	638,45		638,45
SOUS-TOTAL OPERATION n° 20160000	Programme d'équipement n° 2016000004	563 975,25		563 975,25
Opération n° 21842016000005	Autres matériels de bureau et mobilier	34 597,53		34 597,53
SOUS-TOTAL OPERATION n° 20160000	Programme d'équipement n° 2016000005	34 597,53		34 597,53
Opération n° 213112016000006	Batiments administratifs	65 503,13		65 503,13
Opération n° 213122016000006	Centres d'incendie et de secours	149 193,94		149 193,94
Opération n° 213182016000006	Autres batiments publics	1 364,87		1 364,87
Opération n° 2173122016000006	Centres d'incendie et de secours	24 047,85		24 047,85
Opération n° 21842016000006	Autres matériels de bureau et mobilier	290,00		290,00
Opération n° 21882016000006	Autres	5 951,05		5 951,05
Opération n° 2313122016000006	Centres d'incendie et de secours	12 876,68		12 876,68
Opération n° 23173122016000006	Centres d'incendie et de secours	912,00		912,00
SOUS-TOTAL OPERATION n° 20160000	Programme d'équipement n° 2016000006	260 139,52		260 139,52
Opération n° 215682016000007	Autre matériel d'incendie et de secours	39 334,74		39 334,74
SOUS-TOTAL OPERATION n° 20160000	Programme d'équipement n° 2016000007	39 334,74		39 334,74
Opération n° 20512016000008	Concessions et droits similaires, brevet	78 117,43	2 160,96	75 956,47
Opération n° 215312016000008	Réseaux de transmission	18 057,92		18 057,92

00800 SDIS

ÉTAT DE RÉALISATION DES OPÉRATIONS

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Émissions 1	Annulations 2	DEPENSES nettes 3 = 1 + 2
Opération n° 215322016000008	Réseaux d'alerte	26 784,58		26 784,58
Opération n° 215382016000008	Autres réseaux	8 328,85		8 328,85
Opération n° 2173182016000008	Autres bâtiments publics	5 130,00		5 130,00
Opération n° 21832016000008	Matériel informatique	151 268,37		151 268,37
Opération n° 21842016000008	Autres matériels de bureau et mobilier	10 145,00		10 145,00
SOUS-TOTAL OPERATION n° 20160000	Programme d'équipement n° 2016000008	297 832,15	2 160,96	295 671,19
Opération n° 20312017000002	Frais d'études	4 152,00		4 152,00
Opération n° 213182017000002	Autres bâtiments publics	480,00		480,00
Opération n° 21882017000002	Autres	236 450,98		236 450,98
Opération n° 2313182017000002	Autres bâtiments publics	56 309,35		56 309,35
SOUS-TOTAL OPERATION n° 20170000	Programme d'équipement n° 2017000002	297 392,33		297 392,33
Opération n° 2313122017000003	Centres d'incendie et de secours	12 944,40		12 944,40
SOUS-TOTAL OPERATION n° 20170000	Programme d'équipement n° 2017000003	12 944,40		12 944,40
Opération n° 213122017000004	Centres d'incendie et de secours	1 082,86	1 082,86	
Opération n° 2173122017000004	Centres d'incendie et de secours	414 983,17		414 983,17
Opération n° 2173182017000004	Autres bâtiments publics	10 537,20		10 537,20
Opération n° 2382017000004	Avances versées sur commandes d'immobili	8 276,28	4 976,28	3 300,00
SOUS-TOTAL OPERATION n° 20170000	Programme d'équipement n° 2017000004	434 879,51	6 059,14	428 820,37
Opération n° 213112018000001	Batiments administratifs	717,91		717,91
Opération n° 213122018000001	Centres d'incendie et de secours	22 670,50		22 670,50
SOUS-TOTAL OPERATION n° 20180000	Programme d'équipement n° 2018000001	23 388,41		23 388,41
Opération n° 20312018000002	Frais d'études	11 862,00		11 862,00
Opération n° 213112018000002	Batiments administratifs	18 908,08		18 908,08
Opération n° 213122018000002	Centres d'incendie et de secours	110 707,27		110 707,27

00800 SDIS

ÉTAT DE RÉALISATION DES OPÉRATIONS

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Émissions 1	Annulations 2	DEPENSES nettes 3 = 1 + 2
SOUS-TOTAL OPERATION n° 20180000	Programme d'équipement n° 2018000002	141 477,35		141 477,35
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES PAR OPERATION	6 217 821,22	25 400,82	6 192 420,40
TOTAL	DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	6 526 733,63	25 400,82	6 501 332,81
13912	Régions	3 192,00		3 192,00
13918	Autres	66 424,00		66 424,00
192	Plus ou moins-value sur cessions d'immob	35 675,06		35 675,06
198	Neutralisation des Amortissements	983 057,74		983 057,74
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	54 506,08		54 506,08
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	Opérations d'ordre de transfert entre se	1 142 854,88		1 142 854,88
21311	Batiments administratifs	768,00		768,00
21312	Centres d'incendie et de secours	62 239,42		62 239,42
21532	Réseaux d'alerte	107 334,00		107 334,00
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	58 591,74		58 591,74
2188	Autres	10 968,00		10 968,00
231311	Bâtiments administratifs	56 406,19		56 406,19
231312	Centres d'incendie et de secours	25 270,26		25 270,26
2317312	Centres d'incendie et de secours	20 891,15		20 891,15
SOUS-TOTAL OPERATION n° 041	Opérations patrimoniales	342 468,76		342 468,76
TOTAL	DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	1 485 323,64		1 485 323,64
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'INVESTISSEM	8 012 057,27	25 400,82	7 986 656,45

00800 SDIS

ÉTAT DE RÉALISATION DES OPÉRATIONS

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Émissions 1	Annulations 2	RECETTES nettes 3 = 1 + 2
10222	Fonds compensation taxe valeur ajoutée (1 808 997,92		1 808 997,92
SOUS-TOTAL CHAPITRE 10	Dotations fonds divers et réserves	1 808 997,92		1 808 997,92
1311	Etat et établissements nationaux	5 931,00		5 931,00
1312	Régions	11 732,53		11 732,53
1318	Autres	109 484,49		109 484,49
SOUS-TOTAL CHAPITRE 13	Subventions d'investissement	127 148,02		127 148,02
231311	Bâtiments administratifs	16 780,71	6 631,76	10 148,95
SOUS-TOTAL CHAPITRE 23	Immobilisations en cours	16 780,71	6 631,76	10 148,95
275	Dépôts et cautionnements versés	640,00		640,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 27	Autres immobilisations financières	640,00		640,00
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS	1 953 566,65	6 631,76	1 946 934,89
TOTAL	RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	1 953 566,65	6 631,76	1 946 934,89
192	Plus ou moins-value sur cessions d'immob	76 631,53		76 631,53
21531	Réseaux de transmission	44 352,73		44 352,73
21532	Réseaux d'alerte	9 000,00		9 000,00
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	16 822,38		16 822,38
21562	Matériel non mobile d'incendie et de sec	134,02		134,02
2184	Autres matériels de bureau et mobilier	1 958,33		1 958,33
280412	Bâtiments et installations	3 949,18		3 949,18
28051	Concessions et droits similaires, brevet	150 355,41		150 355,41
281311	Bâtiments administratifs	114 374,67		114 374,67
281312	Centres d'incendie et de secours	698 093,54		698 093,54
281318	Amortissements autres bâtiments publics	6 278,40		6 278,40
28132	Bâtiments privés	195,79		195,79

00800 SDIS

ÉTAT DE RÉALISATION DES OPÉRATIONS

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Émissions 1	Annulations 2	RECETTES nettes 3 = 1 + 2
281531	Réseaux de transmission	364 188,45		364 188,45
281532	Réseaux d'alerte	201 874,46		201 874,46
281538	Autres réseaux	63 031,86		63 031,86
281561	Matériel mobile d'incendie et de secours	3 296 389,23		3 296 389,23
281562	Matériel non mobile d'incendie et de sec	1 277 354,56		1 277 354,56
281568	Amortissements autre matériel d'incendie	139 132,20		139 132,20
281571	Amortissements ateliers	42 078,34		42 078,34
281578	Amortissements autre matériel et outilla	58 651,33		58 651,33
28158	Amortissements ateliers	9 938,04		9 938,04
2817312	Centres d'incendie et de secours	151 826,70		151 826,70
2817318	Amortissements autres bâtiments publics	9 671,46		9 671,46
28182	Matériel de transport	78 292,59		78 292,59
28183	Matériel informatique	244 544,45		244 544,45
28184	Autres matériels de bureau et mobilier	206 654,75		206 654,75
28188	Amortissements autres	108 883,66		108 883,66
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	Opérations d'ordre de transfert entre se	7 374 658,06		7 374 658,06
2031	Frais d'études	265 391,62		265 391,62
238	Avances versées sur commandes d'immobili	77 077,14		77 077,14
SOUS-TOTAL OPERATION n° 041	Opérations patrimoniales	342 468,76		342 468,76
TOTAL	RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	7 717 126,82		7 717 126,82
	TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEM	9 670 693,47	6 631,76	9 664 061,71

00800 SDIS

ÉTAT DE RÉALISATION DES OPÉRATIONS

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Émissions 1	Annulations 2	DEPENSES nettes 3 = 1 + 2
6042	Achats de prestations de services	480,00		480,00
60611	Eau et assainissement	158 955,32	17 193,35	141 761,97
60612	Energie - électricité	1 325 710,92		1 325 710,92
60621	Combustibles	67 337,91	6 915,47	60 422,44
60622	Carburants	1 195 155,40	45 289,99	1 149 865,41
60623	Alimentation	31 822,45	372,88	31 449,57
60631	Fournitures d'entretien	117 161,88	2 142,70	115 019,18
60632	Fournitures de petit équipement	499 161,63	21 551,44	477 610,19
60636	Habillement et vêtements de travail	209 440,54	18 094,20	191 346,34
6064	Fournitures administratives	68 367,26	10 413,95	57 953,31
60661	Médicaments	29 080,36	1 470,24	27 610,12
60662	Vaccins et sérums	4 503,71		4 503,71
60668	Autres produits pharmaceutiques	168 025,62	281,28	167 744,34
6067	Produits d'intervention	49 617,25	387,60	49 229,65
6068	Autres matières et fournitures	252 581,95	3 692,16	248 889,79
611	Contrats de prestations de services	214 136,14	49 292,41	164 843,73
6132	Locations immobilières	379 519,57	440,00	379 079,57
6135	Locations mobilières	67 038,05	657,70	66 380,35
614	Charges locatives et de copropriété	66 549,40	49 808,68	16 740,72
61521	Terrains	66 626,22	2 738,58	63 887,64
615221	Bâtiments publics	279 069,87	44 975,04	234 094,83
615231	Voieries	16 632,82	9 912,82	6 720,00
615232	Réseaux	12 616,08		12 616,08
61551	Matériel roulant	822 487,18	59 882,79	762 604,39

00800 SDIS

ÉTAT DE RÉALISATION DES OPÉRATIONS

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Émissions 1	Annulations 2	DEPENSES nettes 3 = 1 + 2
61558	Autres biens mobiliers	245 360,52	8 647,46	236 713,06
6156	Maintenance	508 798,74	7 093,48	501 705,26
6161	Multirisques	565 343,35		565 343,35
6168	Autres	260 814,30		260 814,30
617	Etudes et recherches	19 379,38	3 546,07	15 833,31
61821	Documentation générale et technique abon	32 853,97	3,99	32 849,98
61828	Autres	3 035,76		3 035,76
6184	Versements à des organismes de formation	323 572,14	81 112,15	242 459,99
6185	Frais de colloques séminaires conférence	50,00		50,00
6225	Indemnités au comptable et aux régisseur	9 732,29		9 732,29
6226	Honoraires	7 815,02	6 270,00	1 545,02
6227	Frais d'actes et de contentieux	93 398,52	5 376,00	88 022,52
6231	Annonces et insertions	19 404,60	864,00	18 540,60
6232	Fêtes et cérémonies	20,00		20,00
6234	Réceptions	35 055,57	1 686,72	33 368,85
6236	Catalogues - imprimés et publications	13 802,05	445,20	13 356,85
6241	Transports de biens	9 615,68	1 128,00	8 487,68
6247	Transports collectifs du personnel	2 362,50		2 362,50
6251	Voyages déplacements et missions	251 085,20	12 520,99	238 564,21
6255	Frais de déménagement	25 991,30		25 991,30
6261	Frais d'affranchissement	37 021,17	5 211,97	31 809,20
6262	Frais de télécommunications	378 551,68	23,04	378 528,64
627	Services bancaires et assimilés	1 825,30	7,00	1 818,30
6283	Frais de nettoyage des locaux	554 552,12	1 991,27	552 560,85

00800 SDIS

ÉTAT DE RÉALISATION DES OPÉRATIONS

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Émissions 1	Annulations 2	DEPENSES nettes 3 = 1 + 2
62872	Remboursement de frais au budget annexe	152 865,27		152 865,27
6288	Autres	311 906,25	34 968,59	276 937,66
6355	Taxes et impots sur les vehicules	5 165,34		5 165,34
637	Autres impots taxes et versements assimi	41 739,75	3 346,06	38 393,69
SOUS-TOTAL CHAPITRE 011	Charges à caractère général	10 013 195,30	519 755,27	9 493 440,03
6218	Autre personnel extérieur	4 838,92		4 838,92
6331	Versement de transport	335 907,76		335 907,76
6332	Cotisations versées au FNAL	129 391,64		129 391,64
6336	Cotisations au cnfpt et au centre de ges	285 195,95	26,26	285 169,69
64111	Rémunération principale	24 525 309,90		24 525 309,90
64112	Supplement familial de traitement et ind	586 583,69		586 583,69
64113	N B I	158 377,32		158 377,32
64118	Autres indemnités	13 368 251,17		13 368 251,17
64131	Rémunérations	1 241 922,80		1 241 922,80
64141	Vacations versees aux sapeurs pompiers v	8 280 744,84	7,91	8 280 736,93
64145	Vacations versees aux employeurs	18 126,04		18 126,04
64146	Service de santé	54 112,01		54 112,01
64162	Emplois d'avenir	10 439,34		10 439,34
6451	Cotisations à l'URSSAF	4 178 832,57	2 123,00	4 176 709,57
6453	Cotisations aux caisses de retraite	10 050 890,72	1 521,55	10 049 369,17
6454	Cotisations aux ASSEDIC	58 885,74		58 885,74
646	Allocation de vétéran	808 983,69		808 983,69
6472	Prestations familiales directes	29 342,88		29 342,88
6474	Versements aux oeuvres sociales	280 643,50	60,00	280 583,50

00800 SDIS

ÉTAT DE RÉALISATION DES OPÉRATIONS

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Émissions 1	Annulations 2	DEPENSES nettes 3 = 1 + 2
6475	Medecine du travail pharmacie	38 555,89	5 025,46	33 530,43
6478	Autres charges sociales diverses	997 959,26	57 166,75	940 792,51
6488	Autres charges	195 719,40	27 905,26	167 814,14
SOUS-TOTAL CHAPITRE 012	Charges de personnel et frais assimilés	65 639 015,03	93 836,19	65 545 178,84
651	Redevances pour concessions brevets lice	43,39		43,39
6521	Déficit des budgets annexes	352 397,34		352 397,34
6531	Indemnités	43 305,31		43 305,31
6532	Frais de mission	8 549,40	1 342,92	7 206,48
6541	Créances admises en non-valeur	17 623,84		17 623,84
6558	Autres contributions obligatoires	254 569,00		254 569,00
656	Participations	138 853,50		138 853,50
6574	Subventions de fonctionnement aux associ	83 000,00		83 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	5 162,19		5 162,19
SOUS-TOTAL CHAPITRE 65	Autres charges de gestion courante	903 503,97	1 342,92	902 161,05
66111	Intérêts réglés à l'écheance	17 282,39		17 282,39
66112	Intérêts - rattachement des icne	1 589,94	1 012,59	577,35
6688	Autres	758,33	758,33	
SOUS-TOTAL CHAPITRE 66	Charges financières	19 630,66	1 770,92	17 859,74
6711	Interets moratoires et penalites sur mar	1 688,70		1 688,70
6718	Autres charges exceptionnelles sur opéra	7 100,00		7 100,00
673	Titres annulés exercices antérieurs	6 327,93		6 327,93
678	Autres charges exceptionnelles	25 979,12	1,00	25 978,12
SOUS-TOTAL CHAPITRE 67	Charges exceptionnelles	41 095,75	1,00	41 094,75
6875	Dotations aux provisions pour risques et	150 500,00		150 500,00

00800 SDIS

ÉTAT DE RÉALISATION DES OPÉRATIONS

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Émissions 1	Annulations 2	DEPENSES nettes 3 = 1 + 2
SOUS-TOTAL CHAPITRE 68	Dotations aux provisions	150 500,00		150 500,00
TOTAL	DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	76 766 940,71	616 706,30	76 150 234,41
675	Valeurs comptables des immobilisations c	72 267,46		72 267,46
6761	Differences sur realisations (positives)	76 631,53		76 631,53
6811	Dotations aux Amortissements des immobil	7 225 759,07		7 225 759,07
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	Opérations d'ordre de transfert entre se	7 374 658,06		7 374 658,06
TOTAL	DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	7 374 658,06		7 374 658,06
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE FONCTIONNE	84 141 598,77	616 706,30	83 524 892,47

00800 SDIS

ÉTAT DE RÉALISATION DES OPÉRATIONS

SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Émissions 1	Annulations 2	RECETTES nettes 3 = 1 + 2
6419	Remboursements sur rémunérations du pers	451 149,52	25 306,08	425 843,44
6459	Remboursements sur charges de sécurite s	8 066,04		8 066,04
6479	Remboursements sur autres charges social	476 263,05		476 263,05
SOUS-TOTAL CHAPITRE 013	Atténuations de charges	935 478,61	25 306,08	910 172,53
7061	Interventions soumises à facturation (ar	474 792,78	449,00	474 343,78
7068	Prestations de services autres prestatio	163 724,96	4 600,92	159 124,04
70848	Mise à disposition de personnel facturée	805 067,19	17 298,32	787 768,87
70878	Par des tiers	228 022,25	9 487,15	218 535,10
SOUS-TOTAL CHAPITRE 70	Comptes de produits	1 671 607,18	31 835,39	1 639 771,79
744	FCTVA	51 689,20	6 929,90	44 759,30
74712	Emplois d'avenir	9 547,57		9 547,57
7473	Département	46 031 000,00		46 031 000,00
7474	Communes	16 919 203,00	55 549,00	16 863 654,00
7475	Groupements de collectivités et collecti	23 419 162,00	4 019 592,00	19 399 570,00
7478	Autres organismes	1 119 919,21		1 119 919,21
SOUS-TOTAL CHAPITRE 74	Contributions et participations	87 550 520,98	4 082 070,90	83 468 450,08
758	Produits divers de gestion courante	62 971,50	5 142,56	57 828,94
SOUS-TOTAL CHAPITRE 75	Autres produits de gestion courante	62 971,50	5 142,56	57 828,94
7711	Dédits et pénalités percus	70 017,06	24 472,64	45 544,42
7714	Recouvrement sur créances admises en non	90,00		90,00
7718	Autres produits exceptionnels sur opérat	33 659,91		33 659,91
773	Mandats annulés (sur exercices antérieur	16 482,84	0,20	16 482,64
775	Produits des cessions d'immobilisations	113 223,93		113 223,93
7788	Produits exceptionnels divers	137 294,11	22 065,00	115 229,11

00800 SDIS

ÉTAT DE RÉALISATION DES OPÉRATIONS

SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Émissions 1	Annulations 2	RECETTES nettes 3 = 1 + 2
SOUS-TOTAL CHAPITRE 77	Produits exceptionnels	370 767,85	46 537,84	324 230,01
TOTAL	RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	90 591 346,12	4 190 892,77	86 400 453,35
722	Immobilisations corporelles	54 506,08		54 506,08
7761	Differences sur realisations (negatives)	35 675,06		35 675,06
7768	Neutralisation des Amortissements	983 057,74		983 057,74
777	Quote-part des subventions d'investissem	69 616,00		69 616,00
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	Opérations d'ordre de transfert entre se	1 142 854,88		1 142 854,88
TOTAL	RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	1 142 854,88		1 142 854,88
	TOTAL GENERAL DES RECETTES DE FONCTIONNE	91 734 201,00	4 190 892,77	87 543 308,23

COMPTABILITE

DES DENIERS ET VALEURS

00800 - SDIS

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2018

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
1021	Dotation	19 896 556,41			19 896 556,41	19 896 556,41
10222	FCTVA	39 473 989,24		476,94 1 808 997,92	476,94 41 282 987,16	41 282 510,22
10228	Autres fonds globalisés	6 165 663,97			6 165 663,97	6 165 663,97
	Sous Total compte 1022	45 639 653,21		476,94 1 808 997,92	476,94 47 448 651,13	47 448 174,19
10251	Dons et legs en capital		32 000,00		32 000,00	32 000,00
	Sous Total compte 1025		32 000,00		32 000,00	32 000,00
1027	Mise a disposition (chez le beneficiar	7 801 688,31			7 801 688,31	7 801 688,31
	Sous Total compte 102	73 337 897,93	32 000,00	476,94 1 808 997,92	476,94 75 178 895,85	75 178 418,91
1068	Excedents fonctionnement capitalises	69 682 067,93			69 682 067,93	69 682 067,93
1069	Reprise 2004 excéds capitalisés	5 514,59			5 514,59	5 514,59
	Sous Total compte 106	5 514,59 69 682 067,93			5 514,59 69 682 067,93	69 676 553,34
	Sous Total compte 10	5 514,59 143 019 965,86	32 000,00	476,94 1 808 997,92	5 991,53 144 860 963,78	144 854 972,25
110	Report à nouveau solde créditeur	6 296 655,28	3 905 585,07		10 202 240,35	10 202 240,35

00800 - SDIS

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2018

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
	Sous Total compte 11	6 296 655,28	3 905 585,07		10 202 240,35	10 202 240,35
12	Résultat exercice excéd déficit	3 905 585,07	3 905 585,07		3 905 585,07 3 905 585,07	0,00
	Sous Total compte 12	3 905 585,07	3 905 585,07		3 905 585,07 3 905 585,07	0,00
1311	Etat et établissements nationaux	79 463,00		5 931,00	85 394,00	85 394,00
1312	Régions	31 923,00		11 732,53	43 655,53	43 655,53
1318	Autres	472 861,99		109 484,49	582 346,48	582 346,48
	Sous Total compte 131	584 247,99		127 148,02	711 396,01	711 396,01
1324	Cnes	1 568 130,00			1 568 130,00	1 568 130,00
	Sous Total compte 132	1 568 130,00			1 568 130,00	1 568 130,00
13912	Régions	2 592,00		3 192,00	5 784,00	5 784,00
13918	Autres	67 737,00		66 424,00	134 161,00	134 161,00
	Sous Total compte 1391	70 329,00		69 616,00	139 945,00	139 945,00
	Sous Total compte 139	70 329,00		69 616,00	139 945,00	139 945,00

00800 - SDIS

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2018

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
	Sous Total compte 13	70 329,00 2 152 377,99		69 616,00 127 148,02	139 945,00 2 279 526,01	2 139 581,01
1511	Provisions pour litiges et contentieux	1 644 792,73	150 500,00		1 795 292,73	1 795 292,73
1518	Autres provisions pour risques	117 000,00			117 000,00	117 000,00
	Sous Total compte 151	1 761 792,73	150 500,00		1 912 292,73	1 912 292,73
	Sous Total compte 15	1 761 792,73	150 500,00		1 912 292,73	1 912 292,73
1641	Emprunts en euros	1 837 908,15		100 158,58	100 158,58 1 837 908,15	1 737 749,57
	Sous Total compte 164	1 837 908,15		100 158,58	100 158,58 1 837 908,15	1 737 749,57
16884	Int courus sur emprunts établisst financ	1 012,59	1 012,59 1 589,94		1 012,59 2 602,53	1 589,94
	Sous Total compte 1688	1 012,59	1 012,59 1 589,94		1 012,59 2 602,53	1 589,94
	Sous Total compte 168	1 012,59	1 012,59 1 589,94		1 012,59 2 602,53	1 589,94
	Sous Total compte 16	1 838 920,74	1 012,59 1 589,94	100 158,58	101 171,17 1 840 510,68	1 739 339,51
192	Plus ou moins-value cess d'immo	3 922 496,23		35 675,06 76 631,53	35 675,06 3 999 127,76	3 963 452,70
193	Autres neutralisations et régula opérati	38 876,38			38 876,38	38 876,38

00800 - SDIS

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2018

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
198	Neutralisation des amortisSEMENTS	1 174 011,27		983 057,74	2 157 069,01	2 157 069,01
	Sous Total compte 19	1 212 887,65 3 922 496,23		1 018 732,80 76 631,53	2 231 620,45 3 999 127,76	1 767 507,31
	Total classe 1	1 288 731,24 162 897 793,90	3 906 597,66 4 089 675,01	1 188 984,32 2 012 777,47	6 384 313,22 169 000 246,38	2 341 404,98 164 957 338,14
2031	Frais d'études	470 483,85		23 969,40 265 505,02	494 453,25 265 505,02	228 948,23
2033	Frais d'insertion	8 613,60		9 642,60	18 256,20	18 256,20
	Sous Total compte 203	479 097,45		33 612,00 265 505,02	512 709,45 265 505,02	247 204,43
20412	Bâtiments et installations	19 745,91			19 745,91	19 745,91
	Sous Total compte 2041	19 745,91			19 745,91	19 745,91
	Sous Total compte 204	19 745,91			19 745,91	19 745,91
2051	Concessions et droits similaires, brevet	2 387 852,65		282 418,23 2 160,96	2 670 270,88 2 160,96	2 668 109,92
	Sous Total compte 205	2 387 852,65		282 418,23 2 160,96	2 670 270,88 2 160,96	2 668 109,92
	Sous Total compte 20	2 886 696,01		316 030,23 267 665,98	3 202 726,24 267 665,98	2 935 060,26
2111	Terrains nus	1 574 747,07			1 574 747,07	1 574 747,07

00800 - SDIS

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2018

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
2115	Terrains bâtis	574 281,88			574 281,88	574 281,88
	Sous Total compte 211	2 149 028,95			2 149 028,95	2 149 028,95
21311	Batiments administratifs	19 797 242,37	897 966,78	174 590,90	20 869 800,05	20 869 800,05
21312	Centres d'incendie et de secours	64 083 620,59	2 660 322,90	345 989,99 1 082,86	67 089 933,48 1 082,86	67 088 850,62
21318	Autres batiments publics	336 169,90		10 069,67	346 239,57	346 239,57
	Sous Total compte 2131	84 217 032,86	3 558 289,68	530 650,56 1 082,86	88 305 973,10 1 082,86	88 304 890,24
2132	Batiments prives	127 737,00			127 737,00	127 737,00
21351	Batiments publics	111 784,26	17 854,94		129 639,20	129 639,20
	Sous Total compte 2135	111 784,26	17 854,94		129 639,20	129 639,20
	Sous Total compte 213	84 456 554,12	3 576 144,62	530 650,56 1 082,86	88 563 349,30 1 082,86	88 562 266,44
21531	Réseaux transmission	5 903 826,71	38 808,63	180 514,74 44 352,73	6 084 341,45 83 161,36	6 001 180,09
21532	Réseaux alerte	6 848 541,93	9 000,00	960 610,69 9 000,00	7 809 152,62 18 000,00	7 791 152,62
21538	Autres réseaux	865 669,81		23 234,39	888 904,20	888 904,20

00800 - SDIS

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2018

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
	Sous Total compte 2153	13 618 038,45	47 808,63	1 164 359,82 53 352,73	14 782 398,27 101 161,36	14 681 236,91
21561	Mat mobile d'incendie et de secours	50 371 277,38	635 287,38	1 861 179,45 16 822,38	52 232 456,83 652 109,76	51 580 347,07
21562	Mat non mobile incendie et secours	13 497 193,66	5 363,00	1 269 308,39 134,02	14 766 502,05 5 497,02	14 761 005,03
21568	Autre mat incendie et secours	2 783 114,08		67 013,40	2 850 127,48	2 850 127,48
	Sous Total compte 2156	66 651 585,12	640 650,38	3 197 501,24 16 956,40	69 849 086,36 657 606,78	69 191 479,58
21571	Ateliers	645 251,28	1 511,99	11 797,61	657 048,89 1 511,99	655 536,90
21578	Autre mat outil techn	1 070 020,71	777,40	50 293,90	1 120 314,61 777,40	1 119 537,21
	Sous Total compte 2157	1 715 271,99	2 289,39	62 091,51	1 777 363,50 2 289,39	1 775 074,11
2158	Autres	153 087,65			153 087,65	153 087,65
	Sous Total compte 215	82 137 983,21	690 748,40	4 423 952,57 70 309,13	86 561 935,78 761 057,53	85 800 878,25
217312	Centres d'incendie et de secours	9 543 751,52	478 067,54	439 031,02	10 460 850,08	10 460 850,08
217318	Autres batiments publics	63 842,80		15 667,20	79 510,00	79 510,00
	Sous Total compte 21731	9 607 594,32	478 067,54	454 698,22	10 540 360,08	10 540 360,08

00800 - SDIS

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2018

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
21735	IGAAC constructions	27 079,03			27 079,03	27 079,03
	Sous Total compte 2173	9 634 673,35	478 067,54	454 698,22	10 567 439,11	10 567 439,11
	Sous Total compte 217	9 634 673,35	478 067,54	454 698,22	10 567 439,11	10 567 439,11
2182	Mat de transport	837 745,01	32 000,00 22 389,80	41 199,31 17 067,32	910 944,32 39 457,12	871 487,20
2183	Mat informatique	2 533 665,11	109 395,68	151 883,69	2 685 548,80 109 395,68	2 576 153,12
2184	Autres mat de bureau et mobilier	2 725 471,55	61 583,29	50 143,42 1 958,33	2 775 614,97 63 541,62	2 712 073,35
2188	Autres	1 526 501,81	1 486,09	456 391,25	1 982 893,06 1 486,09	1 981 406,97
	Sous Total compte 218	7 623 383,48	32 000,00 194 854,86	699 617,67 19 025,65	8 355 001,15 213 880,51	8 141 120,64
	Sous Total compte 21	186 001 623,11	4 086 212,16 885 603,26	6 108 919,02 90 417,64	196 196 754,29 976 020,90	195 220 733,39
231311	Bâts administratifs	4 879 785,64	897 966,78	89 879,44 16 780,71	4 969 665,08 914 747,49	4 054 917,59
231312	Centres d'incendie et de secours	4 286 458,60	2 660 322,90	165 701,91	4 452 160,51 2 660 322,90	1 791 837,61
231318	Autres bâtiments publics			56 309,35	56 309,35	56 309,35
	Sous Total compte 23131	9 166 244,24	3 558 289,68	311 890,70 16 780,71	9 478 134,94 3 575 070,39	5 903 064,55

00800 - SDIS

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2018

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
231351	Bâtiments publics	598 858,71	17 854,94		598 858,71 17 854,94	581 003,77
	Sous Total compte 23135	598 858,71	17 854,94		598 858,71 17 854,94	581 003,77
	Sous Total compte 2313	9 765 102,95	3 576 144,62	311 890,70 16 780,71	10 076 993,65 3 592 925,33	6 484 068,32
231531	Réseaux transmission	19 429,02			19 429,02	19 429,02
	Sous Total compte 23153	19 429,02			19 429,02	19 429,02
231561	Mat mobile d'incendie et de secours	3 143,09			3 143,09	3 143,09
231562	Mat non mobile incendie et secours	70 485,13			70 485,13	70 485,13
	Sous Total compte 23156	73 628,22			73 628,22	73 628,22
	Sous Total compte 2315	93 057,24			93 057,24	93 057,24
2317312	Centres d'incendie et de secours	635 873,85	478 067,54	24 233,15	660 107,00 478 067,54	182 039,46
	Sous Total compte 231731	635 873,85	478 067,54	24 233,15	660 107,00 478 067,54	182 039,46
231735	Instal gales agent amégts const	66 935,12			66 935,12	66 935,12
	Sous Total compte 23173	702 808,97	478 067,54	24 233,15	727 042,12 478 067,54	248 974,58

00800 - SDIS

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2018

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
	Sous Total compte 2317	702 808,97	478 067,54	24 233,15	727 042,12 478 067,54	248 974,58
	Sous Total compte 231	10 560 969,16	4 054 212,16	336 123,85 16 780,71	10 897 093,01 4 070 992,87	6 826 100,14
238	Avances versées cdes immob corpo	25 088,70		66 868,02 82 053,42	91 956,72 82 053,42	9 903,30
	Sous Total compte 23	10 586 057,86	4 054 212,16	402 991,87 98 834,13	10 989 049,73 4 153 046,29	6 836 003,44
275	Dépôts et cautionnements versés	17 433,46		1 763,59 640,00	19 197,05 640,00	18 557,05
	Sous Total compte 27	17 433,46		1 763,59 640,00	19 197,05 640,00	18 557,05
280412	Bâtiments et installations	11 847,54		3 949,18	15 796,72	15 796,72
	Sous Total compte 28041	11 847,54		3 949,18	15 796,72	15 796,72
	Sous Total compte 2804	11 847,54		3 949,18	15 796,72	15 796,72
28051	Concessions et droits similaires, brevet	1 620 458,49		150 355,41	1 770 813,90	1 770 813,90
	Sous Total compte 2805	1 620 458,49		150 355,41	1 770 813,90	1 770 813,90
	Sous Total compte 280	1 632 306,03		154 304,59	1 786 610,62	1 786 610,62
281311	Bâts administratifs	932 237,64		114 374,67	1 046 612,31	1 046 612,31

00800 - SDIS

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2018

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
281312	Centres d'incendie et de secours	1 534 967,93		698 093,54	2 233 061,47	2 233 061,47
281318	Amort autres bâtiments publics	107 621,90		6 278,40	113 900,30	113 900,30
	Sous Total compte 28131	2 574 827,47		818 746,61	3 393 574,08	3 393 574,08
28132	Bâtiments privés	101 762,29		195,79	101 958,08	101 958,08
281351	Bâtiments publics	104 634,31	32 022,72		32 022,72 104 634,31	72 611,59
	Sous Total compte 28135	104 634,31	32 022,72		32 022,72 104 634,31	72 611,59
	Sous Total compte 2813	2 781 224,07	32 022,72	818 942,40	32 022,72 3 600 166,47	3 568 143,75
281531	Réseaux transmission	2 899 866,95	38 808,63 32 022,72	364 188,45	38 808,63 3 296 078,12	3 257 269,49
281532	Réseaux alerte	1 450 172,70	9 000,00	201 874,46	9 000,00 1 652 047,16	1 643 047,16
281538	Autres réseaux	601 145,19		63 031,86	664 177,05	664 177,05
	Sous Total compte 28153	4 951 184,84	47 808,63 32 022,72	629 094,77	47 808,63 5 612 302,33	5 564 493,70
281561	Mat mobile d'incendie et de secours	25 636 267,61	635 287,38	3 296 389,23	635 287,38 28 932 656,84	28 297 369,46
281562	Mat non mobile incendie et secours	8 586 225,69	5 363,00	1 277 354,56	5 363,00 9 863 580,25	9 858 217,25

00800 - SDIS

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2018

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
281568	Amort autre mat incendie et secours	1 052 559,62		139 132,20	1 191 691,82	1 191 691,82
	Sous Total compte 28156	35 275 052,92	640 650,38	4 712 875,99	640 650,38 39 987 928,91	39 347 278,53
281571	Amort ateliers	474 406,23	1 511,99	42 078,34	1 511,99 516 484,57	514 972,58
281578	Amort autre mat outil techn	827 914,52	777,40	58 651,33	777,40 886 565,85	885 788,45
	Sous Total compte 28157	1 302 320,75	2 289,39	100 729,67	2 289,39 1 403 050,42	1 400 761,03
28158	Amort ateliers	109 844,28		9 938,04	119 782,32	119 782,32
	Sous Total compte 2815	41 638 402,79	690 748,40 32 022,72	5 452 638,47	690 748,40 47 123 063,98	46 432 315,58
2817312	Centres d'incendie et de secours	285 079,07		151 826,70	436 905,77	436 905,77
2817318	Amort autres bâtiments publics	14 777,28		9 671,46	24 448,74	24 448,74
	Sous Total compte 281731	299 856,35		161 498,16	461 354,51	461 354,51
281735	Instal gales agenct amégts const	17 533,62			17 533,62	17 533,62
	Sous Total compte 28173	317 389,97		161 498,16	478 888,13	478 888,13
	Sous Total compte 2817	317 389,97		161 498,16	478 888,13	478 888,13

00800 - SDIS

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2018

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
28182	Mat de transport	398 601,40	22 389,80	78 292,59	22 389,80 476 893,99	454 504,19
28183	Mat informatique	1 901 391,03	109 395,68	244 544,45	109 395,68 2 145 935,48	2 036 539,80
28184	Autres mat de bureau et mobilier	1 796 784,36	61 583,29	206 654,75	61 583,29 2 003 439,11	1 941 855,82
28188	Amort autres	877 443,82	1 486,09	108 883,66	1 486,09 986 327,48	984 841,39
	Sous Total compte 2818	4 974 220,61	194 854,86	638 375,45	194 854,86 5 612 596,06	5 417 741,20
	Sous Total compte 281	49 711 237,44	917 625,98 32 022,72	7 071 454,48	917 625,98 56 814 714,64	55 897 088,66
	Sous Total compte 28	51 343 543,47	917 625,98 32 022,72	7 225 759,07	917 625,98 58 601 325,26	57 683 699,28
	Total classe 2	199 491 810,44 51 343 543,47	5 003 838,14 4 971 838,14	6 829 704,71 7 683 316,82	211 325 353,29 63 998 698,43	205 010 354,14 57 683 699,28
4011	Fournisseurs	267,21	9 123 546,46 9 462 627,55		9 123 546,46 9 462 894,76	339 348,30
40172	Fournisseurs - Cessions, oppositions		10 186,20 10 186,20		10 186,20 10 186,20	0,00
	Sous Total compte 4017		10 186,20 10 186,20		10 186,20 10 186,20	0,00
	Sous Total compte 401	267,21	9 133 732,66 9 472 813,75		9 133 732,66 9 473 080,96	339 348,30
4041	Fournis immob		6 105 480,73 6 531 857,57		6 105 480,73 6 531 857,57	426 376,84

00800 - SDIS

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2018

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
40471	Fournis immob - Retenues de garantie	53 144,21	50 379,77 21 547,16		50 379,77 74 691,37	24 311,60
40472	Fournisseurs d'immo- Cession, opposition		72 857,03 105 637,11		72 857,03 105 637,11	32 780,08
40473	Fournis immob pénal retard exéc marchés	7 150,00	2 550,00 18 750,00		2 550,00 25 900,00	23 350,00
	Sous Total compte 4047	60 294,21	125 786,80 145 934,27		125 786,80 206 228,48	80 441,68
	Sous Total compte 404	60 294,21	6 231 267,53 6 677 791,84		6 231 267,53 6 738 086,05	506 818,52
408	Fournis factures non parvenues	494 440,23	494 440,23 401 036,15		494 440,23 895 476,38	401 036,15
	Sous Total compte 40	555 001,65	15 859 440,42 16 551 641,74		15 859 440,42 17 106 643,39	1 247 202,97
4111	Redevables - amiable	448 444,02	1 811 948,40 1 614 891,41		2 260 392,42 1 614 891,41	645 501,01
4116	Redevables - contentieux	27 069,64	46 819,21 35 281,04		73 888,85 35 281,04	38 607,81
	Sous Total compte 411	475 513,66	1 858 767,61 1 650 172,45		2 334 281,27 1 650 172,45	684 108,82
41211	Cnes et EPCI - amiable		4 230 876,00 4 230 876,00		4 230 876,00 4 230 876,00	0,00
	Sous Total compte 4121		4 230 876,00 4 230 876,00		4 230 876,00 4 230 876,00	0,00
41221	Contrib finan Dépt - amiable		6 353 420,00 6 353 420,00		6 353 420,00 6 353 420,00	0,00

00800 - SDIS

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2018

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
	Sous Total compte 4122		6 353 420,00 6 353 420,00		6 353 420,00 6 353 420,00	0,00
	Sous Total compte 412		10 584 296,00 10 584 296,00		10 584 296,00 10 584 296,00	0,00
4146	Locataires - contentieux	708,03	708,03		708,03 708,03	0,00
	Sous Total compte 414	708,03	708,03		708,03 708,03	0,00
	Sous Total compte 41	476 221,69	12 443 063,61 12 235 176,48		12 919 285,30 12 235 176,48	684 108,82
421	Personnel - rémunérations dues		40 374 753,01 40 374 753,01		40 374 753,01 40 374 753,01	0,00
427	Personnel - oppositions		117 644,27 117 644,27		117 644,27 117 644,27	0,00
4287	Personnel - produits à recevoir	4 401,11	4 401,11		4 401,11 4 401,11	0,00
	Sous Total compte 428	4 401,11	4 401,11		4 401,11 4 401,11	0,00
429	Deficit débets comptables et régisseurs		100,00 100,00		100,00 100,00	0,00
	Sous Total compte 42	4 401,11	40 492 497,28 40 496 898,39		40 496 898,39 40 496 898,39	0,00
431	Sécurité sociale		8 611 066,13 8 611 066,13		8 611 066,13 8 611 066,13	0,00
437	Autres organismes sociaux		15 585 248,26 15 585 248,26		15 585 248,26 15 585 248,26	0,00

00800 - SDIS

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2018

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
4386	Organismes soc - autres charges à payer	3 644,55	3 644,55 1 521,55		3 644,55 5 166,10	1 521,55
4387	Organismes soc - produits à recevoir	5 302,36	5 302,36		5 302,36 5 302,36	0,00
	Sous Total compte 438	5 302,36 3 644,55	3 644,55 6 823,91		8 946,91 10 468,46	1 521,55
	Sous Total compte 43	5 302,36 3 644,55	24 199 958,94 24 203 138,30		24 205 261,30 24 206 782,85	1 521,55
4411	Etat aut coll publ subv à recev amiable	156 700,89	76 900 431,97 76 804 384,02		77 057 132,86 76 804 384,02	252 748,84
	Sous Total compte 441	156 700,89	76 900 431,97 76 804 384,02		77 057 132,86 76 804 384,02	252 748,84
4431	Opér particul avec Etat dépenses		44 519,42 44 519,42		44 519,42 44 519,42	0,00
	Sous Total compte 443		44 519,42 44 519,42		44 519,42 44 519,42	0,00
447	Autres impôts taxes verSEMENTS assimilés		53 126,74 53 144,74		53 126,74 53 144,74	18,00
4486	Etat - autres charges à payer	3 346,06	3 346,06 6 700,52		3 346,06 10 046,58	6 700,52
4487	Etat - produits à recevoir	6 929,90	6 929,90		6 929,90 6 929,90	0,00
	Sous Total compte 448	6 929,90 3 346,06	3 346,06 13 630,42		10 275,96 16 976,48	6 700,52
	Sous Total compte 44	163 630,79 3 346,06	77 001 424,19 76 915 678,60		77 165 054,98 76 919 024,66	246 030,32

00800 - SDIS

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2018

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
451001	Cpte rattach avec à subdiv par budg ann	7 072,24	721 842,56 735 111,86		728 914,80 735 111,86	6 197,06
	Sous Total compte 451	7 072,24	721 842,56 735 111,86		728 914,80 735 111,86	6 197,06
	Sous Total compte 45	7 072,24	721 842,56 735 111,86		728 914,80 735 111,86	6 197,06
4621	Créances cess immob - amiable		113 223,93 113 223,93		113 223,93 113 223,93	0,00
	Sous Total compte 462		113 223,93 113 223,93		113 223,93 113 223,93	0,00
466	Excéd de verSEment	17 937,17	103 552,32 85 615,15		103 552,32 103 552,32	0,00
46711	Autres comptes créditeurs		1 414 992,89 1 756 522,04		1 414 992,89 1 756 522,04	341 529,15
	Sous Total compte 4671		1 414 992,89 1 756 522,04		1 414 992,89 1 756 522,04	341 529,15
46721	Débiteurs divers - amiable	561 692,42	1 183 606,72 1 633 289,54		1 745 299,14 1 633 289,54	112 009,60
46726	Débiteurs divers - contentieux	34 632,87	48 915,57 19 697,76		83 548,44 19 697,76	63 850,68
	Sous Total compte 4672	596 325,29	1 232 522,29 1 652 987,30		1 828 847,58 1 652 987,30	175 860,28
	Sous Total compte 467	596 325,29	2 647 515,18 3 409 509,34		3 243 840,47 3 409 509,34	165 668,87
4686	Divers - charges à payer	100 725,33	100 725,33 5 054,75		100 725,33 105 780,08	5 054,75

00800 - SDIS

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2018

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
	Sous Total compte 468	100 725,33	100 725,33 5 054,75		100 725,33 105 780,08	5 054,75
	Sous Total compte 46	596 325,29 118 662,50	2 965 016,76 3 613 403,17		3 561 342,05 3 732 065,67	170 723,62
4711	Verst des régisseurs		154 537,80 154 537,80		154 537,80 154 537,80	0,00
4712	Viremts réimputés	648,55	19 418,71 20 107,39		19 418,71 20 755,94	1 337,23
47134	Raet : subv		1 123,85 1 123,85		1 123,85 1 123,85	0,00
47138	Raet : autres	5 444,96	2 550 015,58 2 545 694,47		2 550 015,58 2 551 139,43	1 123,85
	Sous Total compte 4713	5 444,96	2 551 139,43 2 546 818,32		2 551 139,43 2 552 263,28	1 123,85
471411	Excédent à réimputer - pers physiques		3 526,62 3 526,62		3 526,62 3 526,62	0,00
471412	Excédent à réimputer - personnes morales		101 844,35 101 844,35		101 844,35 101 844,35	0,00
	Sous Total compte 47141		105 370,97 105 370,97		105 370,97 105 370,97	0,00
	Sous Total compte 4714		105 370,97 105 370,97		105 370,97 105 370,97	0,00
4718	Autres recettes à régulariser		2 683 132,73 2 683 132,73		2 683 132,73 2 683 132,73	0,00
	Sous Total compte 471	6 093,51	5 513 599,64 5 509 967,21		5 513 599,64 5 516 060,72	2 461,08

00800 - SDIS

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2018

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
47211	DACR - rembst annuités emprunts			118 199,30 118 199,30				118 199,30 118 199,30			0,00
47218	DACR - autres dépenses			1 500 133,85 1 500 133,85				1 500 133,85 1 500 133,85			0,00
	Sous Total compte 4721			1 618 333,15 1 618 333,15				1 618 333,15 1 618 333,15			0,00
4728	DACR - autres dépenses à régul			20 941,34 20 941,34				20 941,34 20 941,34			0,00
	Sous Total compte 472			1 639 274,49 1 639 274,49				1 639 274,49 1 639 274,49			0,00
4781	Frais de poursuites rattachés			8,00 8,00				8,00 8,00			0,00
	Sous Total compte 478			8,00 8,00				8,00 8,00			0,00
	Sous Total compte 47		6 093,51	7 152 882,13 7 149 249,70				7 152 882,13 7 155 343,21			2 461,08
491	Prov dépréciat comptes redevables		3 790,04					3 790,04			3 790,04
	Sous Total compte 49		3 790,04					3 790,04			3 790,04
	Total classe 4	1 252 953,48 690 538,31		180 836 125,89 181 900 298,24				182 089 079,37 182 590 836,55		1 112 717,94 1 614 475,12	
51178	Autres valeurs impayées			6 121,16 6 121,16				6 121,16 6 121,16			0,00
	Sous Total compte 5117			6 121,16 6 121,16				6 121,16 6 121,16			0,00

00800 - SDIS

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2018

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
5118	Autres valeurs à l'encaissement	100,00	5 907,94 5 780,19		6 007,94 5 780,19	227,75
	Sous Total compte 511	100,00	12 029,10 11 901,35		12 129,10 11 901,35	227,75
515	Compte au trésor	12 895 080,52	88 295 425,46 81 383 682,49		101 190 505,98 81 383 682,49	19 806 823,49
	Sous Total compte 51	12 895 180,52	88 307 454,56 81 395 583,84		101 202 635,08 81 395 583,84	19 807 051,24
5411	Disponibilités chez régisseurs d'avances	3 200,00	1 600,00 2 400,00		4 800,00 2 400,00	2 400,00
	Sous Total compte 541	3 200,00	1 600,00 2 400,00		4 800,00 2 400,00	2 400,00
	Sous Total compte 54	3 200,00	1 600,00 2 400,00		4 800,00 2 400,00	2 400,00
580	Opérations d'ordre budgétaires		8 859 981,70 8 859 981,70		8 859 981,70 8 859 981,70	0,00
584	Encaissements chèques par lecture opt		6 484,92 6 484,92		6 484,92 6 484,92	0,00
586	Opér fin budget p et bud annex rattachés		512 779,43 512 779,43		512 779,43 512 779,43	0,00
5872	Compte pivot - Admission en non valeur		17 623,84 17 623,84		17 623,84 17 623,84	0,00
	Sous Total compte 587		17 623,84 17 623,84		17 623,84 17 623,84	0,00
588	Autres virements internes		43,03 43,03		43,03 43,03	0,00

00800 - SDIS

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2018

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 58			9 396 912,92 9 396 912,92				9 396 912,92 9 396 912,92			0,00
	Total classe 5	12 898 380,52		97 705 967,48 90 794 896,76				110 604 348,00 90 794 896,76		19 809 451,24	
6042	Achts de presta de serv					480,00		480,00		480,00	
	Sous Total compte 604					480,00		480,00		480,00	
60611	Eau et assainisSEment					158 955,32 17 193,35		158 955,32 17 193,35		141 761,97	
60612	Energie - électricité					1 325 710,92		1 325 710,92		1 325 710,92	
	Sous Total compte 6061					1 484 666,24 17 193,35		1 484 666,24 17 193,35		1 467 472,89	
60621	Combustibles					67 337,91 6 915,47		67 337,91 6 915,47		60 422,44	
60622	Carburants					1 195 155,40 45 289,99		1 195 155,40 45 289,99		1 149 865,41	
60623	Alimentation					31 822,45 372,88		31 822,45 372,88		31 449,57	
	Sous Total compte 6062					1 294 315,76 52 578,34		1 294 315,76 52 578,34		1 241 737,42	
60631	Fournitures d'entretien					117 161,88 2 142,70		117 161,88 2 142,70		115 019,18	
60632	Fournitures de petit équipement					499 161,63 21 551,44		499 161,63 21 551,44		477 610,19	

00800 - SDIS

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2018

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
60636	Habillement et vêtements de travail			209 440,54 18 094,20	209 440,54 18 094,20	191 346,34
	Sous Total compte 6063			825 764,05 41 788,34	825 764,05 41 788,34	783 975,71
6064	Fournitures administratives			68 367,26 10 413,95	68 367,26 10 413,95	57 953,31
60661	Médicaments			29 080,36 1 470,24	29 080,36 1 470,24	27 610,12
60662	Vaccins et sérums			4 503,71	4 503,71	4 503,71
60668	Autres produits pharmaceutiques			168 025,62 281,28	168 025,62 281,28	167 744,34
	Sous Total compte 6066			201 609,69 1 751,52	201 609,69 1 751,52	199 858,17
6067	Produits d'intervention			49 617,25 387,60	49 617,25 387,60	49 229,65
6068	Autres matières et fournitures			252 581,95 3 692,16	252 581,95 3 692,16	248 889,79
	Sous Total compte 606			4 176 922,20 127 805,26	4 176 922,20 127 805,26	4 049 116,94
	Sous Total compte 60			4 177 402,20 127 805,26	4 177 402,20 127 805,26	4 049 596,94
611	Contrats de prestations de services			214 136,14 49 292,41	214 136,14 49 292,41	164 843,73
6132	Locations immobilières			379 519,57 440,00	379 519,57 440,00	379 079,57

00800 - SDIS

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2018

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
6135	Locations mobilières			67 038,05 657,70	67 038,05 657,70	66 380,35
	Sous Total compte 613			446 557,62 1 097,70	446 557,62 1 097,70	445 459,92
614	Charges locatives et de copropriété			66 549,40 49 808,68	66 549,40 49 808,68	16 740,72
61521	Terrains			66 626,22 2 738,58	66 626,22 2 738,58	63 887,64
615221	Bâtiments publics			279 069,87 44 975,04	279 069,87 44 975,04	234 094,83
	Sous Total compte 61522			279 069,87 44 975,04	279 069,87 44 975,04	234 094,83
615231	Voieries			16 632,82 9 912,82	16 632,82 9 912,82	6 720,00
615232	Réseaux			12 616,08	12 616,08	12 616,08
	Sous Total compte 61523			29 248,90 9 912,82	29 248,90 9 912,82	19 336,08
	Sous Total compte 6152			374 944,99 57 626,44	374 944,99 57 626,44	317 318,55
61551	Mat roulant			822 487,18 59 882,79	822 487,18 59 882,79	762 604,39
61558	Autres biens mobiliers			245 360,52 8 647,46	245 360,52 8 647,46	236 713,06
	Sous Total compte 6155			1 067 847,70 68 530,25	1 067 847,70 68 530,25	999 317,45

00800 - SDIS

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2018

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
6156	Maintenance			508 798,74 7 093,48	508 798,74 7 093,48	501 705,26
	Sous Total compte 615			1 951 591,43 133 250,17	1 951 591,43 133 250,17	1 818 341,26
6161	Multirisques			565 343,35	565 343,35	565 343,35
6168	Autres			260 814,30	260 814,30	260 814,30
	Sous Total compte 616			826 157,65	826 157,65	826 157,65
617	Etudes et recherches			19 379,38 3 546,07	19 379,38 3 546,07	15 833,31
61821	Doc gale techn abonnements			32 853,97 3,99	32 853,97 3,99	32 849,98
61828	Autres			3 035,76	3 035,76	3 035,76
	Sous Total compte 6182			35 889,73 3,99	35 889,73 3,99	35 885,74
6184	Verst à des organismes de formation			323 572,14 81 112,15	323 572,14 81 112,15	242 459,99
6185	Frais de coll sémin confér congrés			50,00	50,00	50,00
	Sous Total compte 618			359 511,87 81 116,14	359 511,87 81 116,14	278 395,73
	Sous Total compte 61			3 883 883,49 318 111,17	3 883 883,49 318 111,17	3 565 772,32

00800 - SDIS

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2018

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
6218	Autre personnel extérieur			4 838,92	4 838,92	4 838,92
	Sous Total compte 621			4 838,92	4 838,92	4 838,92
6225	Indemnités au comptable et régisseurs			9 732,29	9 732,29	9 732,29
6226	Honoraires			7 815,02 6 270,00	7 815,02 6 270,00	1 545,02
6227	Frais d'actes et de contentieux			93 398,52 5 376,00	93 398,52 5 376,00	88 022,52
	Sous Total compte 622			110 945,83 11 646,00	110 945,83 11 646,00	99 299,83
6231	Annonces et insertions			19 404,60 864,00	19 404,60 864,00	18 540,60
6232	Fêtes et cérémonies			20,00	20,00	20,00
6234	Réceptions			35 055,57 1 686,72	35 055,57 1 686,72	33 368,85
6236	Catalogues - imprimés et publications			13 802,05 445,20	13 802,05 445,20	13 356,85
	Sous Total compte 623			68 282,22 2 995,92	68 282,22 2 995,92	65 286,30
6241	Transports de biens			9 615,68 1 128,00	9 615,68 1 128,00	8 487,68
6247	Transports collectifs du personnel			2 362,50	2 362,50	2 362,50

00800 - SDIS

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2018

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 624					11 978,18 1 128,00		11 978,18 1 128,00		10 850,18	
6251	Voyages déplacements et missions					251 085,20 12 520,99		251 085,20 12 520,99		238 564,21	
6255	Frais de déménagement					25 991,30		25 991,30		25 991,30	
	Sous Total compte 625					277 076,50 12 520,99		277 076,50 12 520,99		264 555,51	
6261	Frais d'affranchissement					37 021,17 5 211,97		37 021,17 5 211,97		31 809,20	
6262	Frais de télécommunications					378 551,68 23,04		378 551,68 23,04		378 528,64	
	Sous Total compte 626					415 572,85 5 235,01		415 572,85 5 235,01		410 337,84	
627	Services bancaires et assimilés					1 825,30 7,00		1 825,30 7,00		1 818,30	
6283	Frais de nettoyage des locaux					554 552,12 1 991,27		554 552,12 1 991,27		552 560,85	
62872	Rembst frais au budget annexe					152 865,27		152 865,27		152 865,27	
	Sous Total compte 6287					152 865,27		152 865,27		152 865,27	
6288	Autres					311 906,25 34 968,59		311 906,25 34 968,59		276 937,66	
	Sous Total compte 628					1 019 323,64 36 959,86		1 019 323,64 36 959,86		982 363,78	

00800 - SDIS

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2018

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 62					1 909 843,44 70 492,78		1 909 843,44 70 492,78		1 839 350,66	
6331	Verst de transport					335 907,76		335 907,76		335 907,76	
6332	Cotisations versées au FNAL					129 391,64		129 391,64		129 391,64	
6336	Cotisations au cnfpt et au centre de ges					285 195,95 26,26		285 195,95 26,26		285 169,69	
	Sous Total compte 633					750 495,35 26,26		750 495,35 26,26		750 469,09	
6355	Taxes et impots sur les vehicules					5 165,34		5 165,34		5 165,34	
	Sous Total compte 635					5 165,34		5 165,34		5 165,34	
637	Autres impots taxes et verSEMENTS assim					41 739,75 3 346,06		41 739,75 3 346,06		38 393,69	
	Sous Total compte 63					797 400,44 3 372,32		797 400,44 3 372,32		794 028,12	
64111	Rémunération principale					24 525 309,90		24 525 309,90		24 525 309,90	
64112	SF et IR					586 583,69		586 583,69		586 583,69	
64113	NBI					158 377,32		158 377,32		158 377,32	
64118	Autres indemnités					13 368 251,17		13 368 251,17		13 368 251,17	

00800 - SDIS

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2018

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
	Sous Total compte 6411			38 638 522,08	38 638 522,08	38 638 522,08
64131	Rémunérations			1 241 922,80	1 241 922,80	1 241 922,80
	Sous Total compte 6413			1 241 922,80	1 241 922,80	1 241 922,80
64141	Vacations versees aux sapeurs pompiers v			8 280 744,84 7,91	8 280 744,84 7,91	8 280 736,93
64145	Vacations versees aux employeurs			18 126,04	18 126,04	18 126,04
64146	Service de santé			54 112,01	54 112,01	54 112,01
	Sous Total compte 6414			8 352 982,89 7,91	8 352 982,89 7,91	8 352 974,98
64162	Emplois d'avenir			10 439,34	10 439,34	10 439,34
	Sous Total compte 6416			10 439,34	10 439,34	10 439,34
6419	Rembst sur rémunérations du persel			25 306,08 451 149,52	25 306,08 451 149,52	425 843,44
	Sous Total compte 641			48 269 173,19 451 157,43	48 269 173,19 451 157,43	47 818 015,76
6451	Cotisations à l'URSSAF			4 178 832,57 2 123,00	4 178 832,57 2 123,00	4 176 709,57
6453	Cotisations aux caisses de retraite			10 050 890,72 1 521,55	10 050 890,72 1 521,55	10 049 369,17

00800 - SDIS

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2018

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
6454	Cotisations aux ASSEDIC			58 885,74	58 885,74	58 885,74
6459	Rembst charges de sécu soc			8 066,04	8 066,04	8 066,04
	Sous Total compte 645			14 288 609,03 11 710,59	14 288 609,03 11 710,59	14 276 898,44
646	Allocation de vétéran			808 983,69	808 983,69	808 983,69
6472	Prestations familiales directes			29 342,88	29 342,88	29 342,88
6474	Verst aux oeuvres sociales			280 643,50 60,00	280 643,50 60,00	280 583,50
6475	Medecine du travail pharmacie			38 555,89 5 025,46	38 555,89 5 025,46	33 530,43
6478	Autres charges sociales diverses			997 959,26 57 166,75	997 959,26 57 166,75	940 792,51
6479	Rembst sur autres charges social			476 263,05	476 263,05	476 263,05
	Sous Total compte 647			1 346 501,53 538 515,26	1 346 501,53 538 515,26	807 986,27
6488	Autres charges			195 719,40 27 905,26	195 719,40 27 905,26	167 814,14
	Sous Total compte 648			195 719,40 27 905,26	195 719,40 27 905,26	167 814,14
	Sous Total compte 64			64 908 986,84 1 029 288,54	64 908 986,84 1 029 288,54	63 879 698,30

00800 - SDIS

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2018

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
651	Redev concessions brevets licences			43 , 39	43 , 39	43 , 39
6521	Déficit des budgets annexes			352 397 , 34	352 397 , 34	352 397 , 34
	Sous Total compte 652			352 397 , 34	352 397 , 34	352 397 , 34
6531	Indemnités			43 305 , 31	43 305 , 31	43 305 , 31
6532	Frais de mission			8 549 , 40 1 342 , 92	8 549 , 40 1 342 , 92	7 206 , 48
	Sous Total compte 653			51 854 , 71 1 342 , 92	51 854 , 71 1 342 , 92	50 511 , 79
6541	Créances admises en non-valeur			17 623 , 84	17 623 , 84	17 623 , 84
	Sous Total compte 654			17 623 , 84	17 623 , 84	17 623 , 84
6558	Autres contributions obligatoires			254 569 , 00	254 569 , 00	254 569 , 00
	Sous Total compte 655			254 569 , 00	254 569 , 00	254 569 , 00
656	Participations			138 853 , 50	138 853 , 50	138 853 , 50
6574	subv de fonctionnement aux associ			83 000 , 00	83 000 , 00	83 000 , 00
	Sous Total compte 657			83 000 , 00	83 000 , 00	83 000 , 00

00800 - SDIS

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2018

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
658	Charges diverses gest courante			5 162,19	5 162,19	5 162,19
	Sous Total compte 65			903 503,97 1 342,92	903 503,97 1 342,92	902 161,05
66111	Intérêts réglés à l'échéance			17 282,39	17 282,39	17 282,39
66112	Intérêts - rattachement des icne			1 589,94 1 012,59	1 589,94 1 012,59	577,35
	Sous Total compte 6611			18 872,33 1 012,59	18 872,33 1 012,59	17 859,74
	Sous Total compte 661			18 872,33 1 012,59	18 872,33 1 012,59	17 859,74
6688	Autres			758,33 758,33	758,33 758,33	0,00
	Sous Total compte 668			758,33 758,33	758,33 758,33	0,00
	Sous Total compte 66			19 630,66 1 770,92	19 630,66 1 770,92	17 859,74
6711	Interets moratoires et penalites sur mar			1 688,70	1 688,70	1 688,70
6718	Autres charg except sur opérat gestion			7 100,00	7 100,00	7 100,00
	Sous Total compte 671			8 788,70	8 788,70	8 788,70
673	Titres annulés exercices antérieurs			6 327,93	6 327,93	6 327,93

00800 - SDIS

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2018

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
675	Valeurs comptables des immobilisations c			72 267,46	72 267,46	72 267,46
6761	Differences sur realisations (positives)			76 631,53	76 631,53	76 631,53
	Sous Total compte 676			76 631,53	76 631,53	76 631,53
678	Autres charges exceptionnelles			25 979,12 1,00	25 979,12 1,00	25 978,12
	Sous Total compte 67			189 994,74 1,00	189 994,74 1,00	189 993,74
6811	DA - immob incorp et corpo			7 225 759,07	7 225 759,07	7 225 759,07
	Sous Total compte 681			7 225 759,07	7 225 759,07	7 225 759,07
6875	Dotations provisions risques et charges			150 500,00	150 500,00	150 500,00
	Sous Total compte 687			150 500,00	150 500,00	150 500,00
	Sous Total compte 68			7 376 259,07	7 376 259,07	7 376 259,07
	Total classe 6			84 166 904,85 1 552 184,91	84 166 904,85 1 552 184,91	83 524 892,47 910 172,53
7061	Interv soumises à facturation 11424-42			449,00 474 792,78	449,00 474 792,78	474 343,78
7068	Prest serv autres prestat service			4 600,92 163 724,96	4 600,92 163 724,96	159 124,04

00800 - SDIS

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2018

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
	Sous Total compte 706			5 049,92 638 517,74	5 049,92 638 517,74	633 467,82
70848	Mise à dispo persel facturée autres org			17 298,32 805 067,19	17 298,32 805 067,19	787 768,87
	Sous Total compte 7084			17 298,32 805 067,19	17 298,32 805 067,19	787 768,87
70878	Par des tiers			9 487,15 228 022,25	9 487,15 228 022,25	218 535,10
	Sous Total compte 7087			9 487,15 228 022,25	9 487,15 228 022,25	218 535,10
	Sous Total compte 708			26 785,47 1 033 089,44	26 785,47 1 033 089,44	1 006 303,97
	Sous Total compte 70			31 835,39 1 671 607,18	31 835,39 1 671 607,18	1 639 771,79
722	Immob corporelles			54 506,08	54 506,08	54 506,08
	Sous Total compte 72			54 506,08	54 506,08	54 506,08
744	FCTVA			6 929,90 51 689,20	6 929,90 51 689,20	44 759,30
74712	Emplois d'avenir			9 547,57	9 547,57	9 547,57
	Sous Total compte 7471			9 547,57	9 547,57	9 547,57
7473	Dépt			46 031 000,00	46 031 000,00	46 031 000,00

00800 - SDIS

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2018

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7474	Cnes					55 549,00 16 919 203,00		55 549,00 16 919 203,00			16 863 654,00
7475	Groupements de collectivités et col à sp					4 019 592,00 23 419 162,00		4 019 592,00 23 419 162,00			19 399 570,00
7478	Autres organismes					1 119 919,21		1 119 919,21			1 119 919,21
	Sous Total compte 747					4 075 141,00 87 498 831,78		4 075 141,00 87 498 831,78			83 423 690,78
	Sous Total compte 74					4 082 070,90 87 550 520,98		4 082 070,90 87 550 520,98			83 468 450,08
758	Produits divers de gestion courante					5 142,56 62 971,50		5 142,56 62 971,50			57 828,94
	Sous Total compte 75					5 142,56 62 971,50		5 142,56 62 971,50			57 828,94
7711	Dédits et pénalités perçus					24 472,64 70 017,06		24 472,64 70 017,06			45 544,42
7714	Recouvrement sur créances admises en nv					90,00		90,00			90,00
7718	Autres prod except sur opé gestion					33 659,91		33 659,91			33 659,91
	Sous Total compte 771					24 472,64 103 766,97		24 472,64 103 766,97			79 294,33
773	Mandats annules (sur exercices antérieur					0,20 16 482,84		0,20 16 482,84			16 482,64
775	Produits des cessions d'immobilisations					113 223,93		113 223,93			113 223,93

00800 - SDIS

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2018

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
7761	Differences sur realisations (negatives)			35 675,06	35 675,06	35 675,06
7768	Neutralisation des amortisSEMENTS			983 057,74	983 057,74	983 057,74
	Sous Total compte 776			1 018 732,80	1 018 732,80	1 018 732,80
777	Quote-part des subv d'investisSEM			69 616,00	69 616,00	69 616,00
7788	Produits exceptionnels divers			22 065,00 137 294,11	22 065,00 137 294,11	115 229,11
	Sous Total compte 778			22 065,00 137 294,11	22 065,00 137 294,11	115 229,11
	Sous Total compte 77			46 537,84 1 459 116,65	46 537,84 1 459 116,65	1 412 578,81
	Total classe 7			4 165 586,69 90 798 722,39	4 165 586,69 90 798 722,39	86 633 135,70
	Total général	214 931 875,68 214 931 875,68	287 452 529,17 281 756 708,15	96 351 180,57 102 047 001,59	598 735 585,42 598 735 585,42	311 798 820,77 311 798 820,77

00800 - SDIS

BALANCE DES VALEURS INACTIVES

Arrêtée à la date du 31/12/2018

[illegible]

PAGE DES SIGNATURES

Vu et certifié par le comptable supérieur qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

À _____, le _____

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

Le comptable affirme, en outre, et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de SDIS pendant l'année 2018 et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

À _____, le _____

Vu par _____ qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandants émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le par l'organe délibérant.

À _____, le _____

076090

P.DEP SEINE-MARITIME

00800 SDIS

Nombre de pages : 80

FIN DE DOCUMENT

076090

P.DEP SEINE-MARITIME

00801 RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS

ORIGINE DU DOCUMENT : frederic.hamel

Exercice : 2018

Budget collectivité : 00801

A Viser : 0

Edition Provisoire : 1

Edition destinée au CDG sur chiffre étendu : 1

Date à considérer dans les messages de supervision

TRÉSOR PUBLIC

P.DEP SEINE-MARITIME

N° CODIQUE 076090

Date d'édition : 28/02/2019

IDENTIFIANT BUDGET 00801

N° de SIRET 28760001900072

RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS

**COMPTE DE GESTION
EXERCICE 2018**

PRÉSENTÉ À

La Chambre régionale des comptes

PAR LE(S) COMPTABLE(S)

M Pascal GRESSER

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION

DU 01/01/2018 AU 28/02/2019

N° CODIQUE 076090
P.DEP SEINE-MARITIME
Date d'édition : 28/02/2019

Population :
Nomenclature M61 sdis
Voté par Nature
Exercice 2018

SOMMAIRE

	PAGES
1ERE PARTIE : Situation patrimoniale	3
1 Bilan synthétique Etat I-1	4
2 Bilan Etat I-2	5
3 Compte de résultat synthétique Etat I-3	13
4 Compte de résultat Etat I-4	14
5 Annexe	18
Etats des opérations pour compte de tiers Etat I-5	19
2EME PARTIE : Exécution budgétaire	21
1 Résultats budgétaires de l'exercice Etat II-1	22
2 Résultats d'exécution Etat II-2	23
3 Etat de consommation des crédits Etat II-3	26
4 Etat de réalisation des opérations Etat II-4	30
3EME PARTIE : Comptabilité des deniers et valeurs	35
1 Balance des comptes Etat III-1	36
2 Situation des valeurs inactives Etat III-2	49
4EME PARTIE : Page des signatures	50

SITUATION PATRIMONIALE

00801 - RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS

BILAN SYNTHÉTIQUE

En milliers d'Euros

ACTIF NET	Total	PASSIF	Total
Immobilisations incorporelles (nettes)		Dotations	
Terrains		Fonds globalisés	
Constructions		Réserves	101,36
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers		Différences sur réalisations d'immobilisations	-0,54
Immobilisations corporelles en cours		Report à nouveau	
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées		Résultat de l'exercice	
Autres immobilisations corporelles	94,58	Subventions transférables	
Total immobilisations corporelles (nettes)	94,58	Subventions non transférables	
Immobilisations financières		Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermant et du remettant	
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ	94,58	Autres fonds propres	
Stocks		TOTAL FONDS PROPRES	100,83
Créances	29,38	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	
Valeurs mobilières de placement		Dettes financières à long terme	
Disponibilités	0,03	Fournisseurs	17,56
Autres actifs circulant		Autres dettes à court terme	5,39
TOTAL ACTIF CIRCULANT	29,41	Total dettes à court terme	22,95
Comptes de régularisations		TOTAL DETTES	22,95
		Comptes de régularisations	0,22
TOTAL ACTIF	123,99	TOTAL PASSIF	123,99

00801 - RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS

BILAN (en Euros)

ACTIF		EXERCICE N			EXERCICE N-1
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	Subventions d'équipement versées				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	En toute propriété : Terrains				
	En toute propriété: Constructions				
	En toute propriété : Constr sol d'autrui				
	En tte propriété: Réseaux divers				
	En tte prop: Matériel incendie secours				
	En toute propriété : Oeuvres d'art				
	En toute propriété : Autres immob corpo	222 445,06	127 861,03	94 584,03	97 883,22
	En toute propriété : Immob en cours				
	En tte prop: Immob affectées à un BA				
	En tte prop: Immob affectées, concédées				
	Reçues mise à dispo : Terrains				
	Reçues mise à dispo : Constructions				
	Reçues mise à dispo : Constr sol autrui				
	Reçues mise à dispo : Réseaux divers				
	Reçues mise à dispo : Mat incend secours				
	MONTANT A REPORTER	222 445,06	127 861,03	94 584,03	97 883,22

00801 - RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS

BILAN (en Euros)

ACTIF		EXERCICE N			EXERCICE N-1
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE (SUITE)	REPORT	222 445,06	127 861,03	94 584,03	97 883,22
	Collections et œuvres d'art				
	Reçues mise à dispo : Autres immob corpo				
	Reçues suite affectat : Terrains				
	Reçues suite affectat : Constructions				
	Reçues en affectat : Construc sol autrui				
	Reçue affecta: Install matér outill tech				
	Reçues suite affectat : Oeuvres d'art				
	Reçues en affectat : Autres immob corpo				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Immob financières : Autres créances				
	ACTIF IMMOBILISE TOTAL I	222 445,06	127 861,03	94 584,03	97 883,22

00801 - RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS

BILAN (en Euros)

ACTIF		EXERCICE N			EXERCICE N-1
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours: Production				
	Autres stocks				
	Redevables et comptes rattachés	590,65		590,65	35,47
	Creances irrécouvrables adm par juge				
	Créances sur l'Etat et collec publiques	22 589,34		22 589,34	18 418,00
	Créances sur les budgets annexes	6 197,06		6 197,06	
	Opérations pour le compte de tiers				
	Créances: Autres créances				
	Valeurs mobilières de placement				
	Disponibilités	30,49		30,49	30,49
	Charges constatées d'avance				
	ACTIF CIRCULANT TOTAL II	29 407,54		29 407,54	18 483,96

00801 - RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS

BILAN (en Euros)

ACTIF		EXERCICE N			EXERCICE N-1
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
COMPTES DE REGULARI SATION	Charges à répartir sur plusieurs exer				
	Primes de remboursement des obligations				
	Dépenses à classer et à régulariser				
	Ecart de conversion - Actif				
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL III				
	TOTAL GENERAL (I + II + III)	251 852,60	127 861,03	123 991,57	116 367,18

00801 - RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS

BILAN (en Euros)

PASSIF		EXERCICE N	EXERCICE N-1
FONDS PROPRES	Fonds internes : dotations		
	Fds inter: Mise dispo chez bénéficiaire		
	Affectation par collec de rattachement		
	Fonds internes : Réserves	101 364,76	101 364,76
	Neutralisation des amortissements		
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice		
	Subventions rattachées aux actifs amorti		
	Différences sur réalisations d'immob	-537,00	
	Fonds globalisés		
	Subventions non rattachées aux actifs am		
	Droits de l'affectant		
	Droits du remettant		
	FONDS PROPRES TOTAL I	100 827,76	101 364,76

00801 - RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS

BILAN (en Euros)

PASSIF		EXERCICE N	EXERCICE N-1
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGES TOTAL II		

00801 - RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS

BILAN (en Euros)

PASSIF		EXERCICE N	EXERCICE N-1
DETTES	Emprunts obligataires		
	Dettes financières: Autres emprunts		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Crédits et lignes de trésorerie		
	Fournisseurs et comptes rattachés	17 557,15	7 783,44
	Dettes fiscales et sociales	2 888,31	146,74
	Dettes envers l'Etat et les collec publ		
	Dettes envers les BA		7 072,24
	Opérations pour le compte de tiers		
	Dettes diverses : Autres dettes	2 500,00	
	Fournisseurs d'immobilisations		
	Produits constatés d'avance		
	DETTES TOTAL III	22 945,46	15 002,42

00801 - RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS

BILAN (en Euros)

PASSIF		EXERCICE N	EXERCICE N-1
COMPTES DE REGULARI SATION	Recettes à classer ou à régulariser	218,35	
	Ecart de conversion - Passif		
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL IV	218,35	
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	123 991,57	116 367,18

00801 - RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS COMPTE DE RÉSULTAT SYNTHÉTIQUE

En milliers d'Euros

POSTE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
Impôts et taxes perçus		
Dotations et subventions reçues	13,47	13,32
Produits des services	338,51	164,78
Autres produits	352,40	578,76
Transfert de charges		
Produits courants non financiers	704,37	756,85
Traitements, salaires, charges sociales	343,37	356,94
Achats et charges externes	343,91	368,83
Participations et interventions		
Dotations aux amortissements et provisions	11,32	11,95
Autres charges	6,84	7,30
Charges courantes non financières	705,44	745,02
RÉSULTAT COURANT NON FINANCIER	-1,07	11,83
Produits courants financiers		
Charges courantes financières		
RÉSULTAT COURANT FINANCIER		
RÉSULTAT COURANT	-1,07	11,83
Produits exceptionnels	2,28	0,02
Charges exceptionnelles	1,22	11,86
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	1,07	-11,83
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES		
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		

00801 - RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS**COMPTE DE RESULTAT 2018**

POSTES	EXERCICE N	EXERCICE N-1
PRODUITS COURANTS NON FINANCIERS		
Produits services, domaine et ventes div	338 506,50	164 775,87
Production stockée		
Production immobilisée		
Reprise sur amortissements et provisions		
Pdts non financiers : Transferts charges		
Autres produits	352 397,34	578 756,57
Contributions et dotations	13 467,47	13 322,40
Autres participations		
TOTAL I	704 371,31	756 854,84
CHARGES COURANTES NON FINANCIERES		
Traitements et salaires	254 970,07	261 498,17
Charges sociales	88 403,61	95 440,33
Achats et charges externes	343 908,89	368 833,10
Impôts et taxes	6 836,20	7 301,65
Dotations amortissements des immob	11 318,28	11 946,58
Dotations aux amortissements sur charges		
Dotations provisions (non financières)		
Autres charges	0,70	1,69
Contributions obligatoires		

00801 - RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS

COMPTE DE RESULTAT 2018

POSTES	EXERCICE N	EXERCICE N-1
Participations		
Particip et interventions : Subventions		
TOTAL II	705 437,75	745 021,52
A - RESULTAT COURANT NON FINANCIER (I-II)	-1 066,44	11 833,32
PRODUITS COURANTS FINANCIERS		
Valeurs mobilières et créances		
Autres intérêts et produits assimilés		
Gains de change		
Produit net sur cessions de VMP		
Produits financ : Reprises provisions		
Pdts financiers: Transferts de charges		
TOTAL III		
CHARGES COURANTES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées		
Pertes de change		
Charges nettes sur cessions de VMP		
Dotations aux amort et aux provisions		
TOTAL IV		
B - RESULTAT COURANT FINANCIER (III-IV)		
A + B - RESULTAT COURANT	-1 066,44	11 833,32

00801 - RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS

COMPTE DE RESULTAT 2018

POSTES	EXERCICE N	EXERCICE N-1
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Pdts excep op gestion : Subventions		
Pdt excep op gestion : Autres opérations		24,96
Produits des cessions d'immobilisations	640,00	
Différences sur réalisations (négatives)	537,00	
Neutralisation des amortissements		
Pdt excep op capital : Autres opérations	1 106,96	
Pdts excep : Reprises sur provisions		
Pdts excep : Transferts de charges		
TOTAL V	2 283,96	24,96
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charg except op gestion : subventions		
Chg excep op gestion : Autres opérations	40,52	127,97
Valeur comptable des immo cédées	1 177,00	
Différences sur réalisations (positives)		
Chg excep op capital : Autres opérations		11 730,31
Dotations amo et prov (exceptionnel)		
TOTAL VI	1 217,52	11 858,28
C.1 - RESULTAT EXCEPTIONNEL COMPTABLE (V-VI-776+676)	529,44	-11 833,32
C.2 - RESULTAT EXCEPTIONNEL BUDGETAIRE (V-VI)	1 066,44	-11 833,32

00801 - RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS

COMPTE DE RESULTAT 2018

[illegible]

ANNEXE

00801 - RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS
OPÉRATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS

Situation des opérations pour le compte de tiers soldées au 31/12/2018

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

00801 - RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS
OPÉRATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2018

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

EXECUTION BUDGETAIRE

00801 - RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS
RÉSULTATS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	24 255,54	778 439,00	802 694,54
Titres de recettes émis (b)	22 295,28	709 741,61	732 036,89
Réductions de titres (c)		700,14	700,14
Recettes nettes (d = b - c)	22 295,28	709 041,47	731 336,75
DÉPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	23 718,54	778 439,00	802 157,54
Mandats émis (f)	19 533,09	716 978,34	736 511,43
Annulations de mandats (g)		7 936,87	7 936,87
Dépenses nettes (h = f - g)	19 533,09	709 041,47	728 574,56
RÉSULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent	2 762,19		2 762,19
(h - d) Déficit			

00801 - RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS

RÉSULTATS D'EXÉCUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS DES SERVICES NON PERSONNALISÉS

	RÉSULTAT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT : 2017	PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2018	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2018	TRANSFERT OU INTÉGRATION DE RÉSULTATS PAR OPÉRATION D'ORDRE NON BUDGÉTAIRE	RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2018
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à					
caractère administratif					
RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS					
Investissement	3 481,54		2 762,19		6 243,73
Fonctionnement					
Sous-Total	3 481,54		2 762,19		6 243,73
TOTAL II	3 481,54		2 762,19		6 243,73
III - Budgets des services à					
caractère industriel					
et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	3 481,54		2 762,19		6 243,73

00801 - RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS
ÉTAT DE CONSOMMATION DES CRÉDITS
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

[illegible]

00801 - RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS
ÉTAT DE CONSOMMATION DES CRÉDITS
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

[illegible]

00801 - RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS
ÉTAT DE CONSOMMATION DES CRÉDITS
SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES

[illegible]

00801 - RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS
ÉTAT DE CONSOMMATION DES CRÉDITS
SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES

[illegible]

00801 - RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS
ÉTAT DE CONSOMMATION DES CRÉDITS
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES

[illegible]

00801 - RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS
ÉTAT DE CONSOMMATION DES CRÉDITS
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES

[illegible]

00801 - RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS
ÉTAT DE CONSOMMATION DES CRÉDITS
SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES

[illegible]

00801 RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS
ÉTAT DE RÉALISATION DES OPÉRATIONS
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Émissions 1	Annulations 2	DEPENSES nettes 3 = 1 + 2
21578	Autre matériel et outillage technique	18 226,93		18 226,93
2184	Autres matériels de bureau et mobilier	769,16		769,16
SOUS-TOTAL CHAPITRE 21	Immobilisations corporelles	18 996,09		18 996,09
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS	18 996,09		18 996,09
TOTAL	DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	18 996,09		18 996,09
192	Plus ou moins-value sur cessions d'immob	537,00		537,00
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	Opérations d'ordre de transfert entre se	537,00		537,00
TOTAL	DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	537,00		537,00
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'INVESTISSEM	19 533,09		19 533,09

00801 RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS
ÉTAT DE RÉALISATION DES OPÉRATIONS
SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Émissions 1	Annulations 2	RECETTES nettes 3 = 1 + 2
21578	Autre matériel et outillage technique	9 800,00		9 800,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 21	Immobilisations corporelles	9 800,00		9 800,00
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS	9 800,00		9 800,00
TOTAL	RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	9 800,00		9 800,00
21578	Autre matériel et outillage technique	1 177,00		1 177,00
281578	Amortissements autre matériel et outilla	11 119,28		11 119,28
28184	Autres matériels de bureau et mobilier	199,00		199,00
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	Opérations d'ordre de transfert entre se	12 495,28		12 495,28
TOTAL	RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	12 495,28		12 495,28
	TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEM	22 295,28		22 295,28

00801 RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS
ÉTAT DE RÉALISATION DES OPÉRATIONS
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Émissions 1	Annulations 2	DEPENSES nettes 3 = 1 + 2
60623	Alimentation	202 341,97	4 018,86	198 323,11
60631	Fournitures d'entretien	7 278,13		7 278,13
60632	Fournitures de petit équipement	1 620,30		1 620,30
6068	Autres matières et fournitures	328,99		328,99
611	Contrats de prestations de services	120 254,91	1 474,77	118 780,14
61558	Autres biens mobiliers	10 887,05	2 350,31	8 536,74
6184	Versements à des organismes de formation	3 200,40		3 200,40
627	Services bancaires et assimilés	507,35		507,35
6288	Autres	2 471,59	92,93	2 378,66
SOUS-TOTAL CHAPITRE 011	Charges à caractère général	348 890,69	7 936,87	340 953,82
6218	Autre personnel extérieur	2 955,07		2 955,07
6331	Versement de transport	2 564,24		2 564,24
6332	Cotisations versées au FNAL	1 019,61		1 019,61
6336	Cotisations au cnfpt et au centre de ges	3 252,35		3 252,35
64111	Rémunération principale	172 254,09		172 254,09
64112	Supplément familial de traitement et ind	2 793,20		2 793,20
64113	N B I	2 249,28		2 249,28
64118	Autres indemnités	47 161,07		47 161,07
64131	Rémunérations	719,60		719,60
64162	Emplois d'avenir	18 225,66		18 225,66
6417	Rémunérations des apprentis	13 049,37		13 049,37
6451	Cotisations à l'URSSAF	27 783,91		27 783,91
6453	Cotisations aux caisses de retraite	57 132,99		57 132,99
6454	Cotisations aux ASSEDIC	961,71		961,71

00801 RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS
ÉTAT DE RÉALISATION DES OPÉRATIONS
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Émissions 1	Annulations 2	DEPENSES nettes 3 = 1 + 2
6475	Medecine du travail pharmacie	25,00		25,00
6478	Autres charges sociales diverses	2 500,00		2 500,00
6488	Autres charges	904,00		904,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 012	Charges de personnel et frais assimilés	355 551,15		355 551,15
658	Charges diverses de gestion courante	0,70		0,70
SOUS-TOTAL CHAPITRE 65	Autres charges de gestion courante	0,70		0,70
6711	Interets moratoires et penalites sur mar	40,52		40,52
SOUS-TOTAL CHAPITRE 67	Charges exceptionnelles	40,52		40,52
TOTAL	DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	704 483,06	7 936,87	696 546,19
675	Valeurs comptables des immobilisations c	1 177,00		1 177,00
6811	Dotations aux Amortissements des immobil	11 318,28		11 318,28
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	Opérations d'ordre de transfert entre se	12 495,28		12 495,28
TOTAL	DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	12 495,28		12 495,28
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE FONCTIONNE	716 978,34	7 936,87	709 041,47

00801 RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS
ÉTAT DE RÉALISATION DES OPÉRATIONS
SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Émissions 1	Annulations 2	RECETTES nettes 3 = 1 + 2
6419	Remboursements sur rémunérations du pers	2 386,20		2 386,20
SOUS-TOTAL CHAPITRE 013	Atténuations de charges	2 386,20		2 386,20
7068	Prestations de services autres prestatio	186 866,58	700,14	186 166,44
70871	Autres produits-remboursement frais par	152 340,06		152 340,06
SOUS-TOTAL CHAPITRE 70	Comptes de produits	339 206,64	700,14	338 506,50
74712	Emplois d'avenir	13 467,47		13 467,47
SOUS-TOTAL CHAPITRE 74	Contributions et participations	13 467,47		13 467,47
7552	Prise en charge du deficit du budget ann	352 397,34		352 397,34
SOUS-TOTAL CHAPITRE 75	Autres produits de gestion courante	352 397,34		352 397,34
775	Produits des cessions d'immobilisations	640,00		640,00
7788	Produits exceptionnels divers	1 106,96		1 106,96
SOUS-TOTAL CHAPITRE 77	Produits exceptionnels	1 746,96		1 746,96
TOTAL	RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	709 204,61	700,14	708 504,47
7761	Differences sur realisations (negatives)	537,00		537,00
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	Opérations d'ordre de transfert entre se	537,00		537,00
TOTAL	RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	537,00		537,00
	TOTAL GENERAL DES RECETTES DE FONCTIONNE	709 741,61	700,14	709 041,47

COMPTABILITE

DES DENIERS ET VALEURS

00801 - RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2018

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
1068	Excedents fonctionnement capitalises	101 364,76			101 364,76	101 364,76
	Sous Total compte 106	101 364,76			101 364,76	101 364,76
	Sous Total compte 10	101 364,76			101 364,76	101 364,76
192	Plus ou moins-value cess d'immo			537,00	537,00	537,00
	Sous Total compte 19			537,00	537,00	537,00
	Total classe 1	101 364,76		537,00	537,00 101 364,76	537,00 101 364,76
21578	Autre mat outil techn	223 361,44	10 593,00	18 226,93 10 977,00	241 588,37 21 570,00	220 018,37
	Sous Total compte 2157	223 361,44	10 593,00	18 226,93 10 977,00	241 588,37 21 570,00	220 018,37
	Sous Total compte 215	223 361,44	10 593,00	18 226,93 10 977,00	241 588,37 21 570,00	220 018,37
2184	Autres mat de bureau et mobilier	1 657,53		769,16	2 426,69	2 426,69
	Sous Total compte 218	1 657,53		769,16	2 426,69	2 426,69
	Sous Total compte 21	225 018,97	10 593,00	18 996,09 10 977,00	244 015,06 21 570,00	222 445,06
281578	Amort autre mat outil techn	126 473,22	10 593,00	11 119,28	10 593,00 137 592,50	126 999,50

00801 - RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2018

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
	Sous Total compte 28157	126 473,22	10 593,00	11 119,28	10 593,00 137 592,50	126 999,50
	Sous Total compte 2815	126 473,22	10 593,00	11 119,28	10 593,00 137 592,50	126 999,50
28184	Autres mat de bureau et mobilier	662,53		199,00	861,53	861,53
	Sous Total compte 2818	662,53		199,00	861,53	861,53
	Sous Total compte 281	127 135,75	10 593,00	11 318,28	10 593,00 138 454,03	127 861,03
	Sous Total compte 28	127 135,75	10 593,00	11 318,28	10 593,00 138 454,03	127 861,03
	Total classe 2	225 018,97 127 135,75	10 593,00 10 593,00	18 996,09 22 295,28	254 608,06 160 024,03	222 445,06 127 861,03
4011	Fournisseurs		362 857,89 380 415,04		362 857,89 380 415,04	17 557,15
	Sous Total compte 401		362 857,89 380 415,04		362 857,89 380 415,04	17 557,15
4041	Fournis immob		34 555,30 34 555,30		34 555,30 34 555,30	0,00
	Sous Total compte 404		34 555,30 34 555,30		34 555,30 34 555,30	0,00
408	Fournis factures non parvenues	7 783,44	7 783,44		7 783,44 7 783,44	0,00
	Sous Total compte 40	7 783,44	405 196,63 414 970,34		405 196,63 422 753,78	17 557,15

00801 - RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2018

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
4111	Redevables - amiable	35,47	137 629,06 137 073,88		137 664,53 137 073,88	590,65
	Sous Total compte 411	35,47	137 629,06 137 073,88		137 664,53 137 073,88	590,65
	Sous Total compte 41	35,47	137 629,06 137 073,88		137 664,53 137 073,88	590,65
421	Personnel - rémunérations dues		199 842,32 199 842,32		199 842,32 199 842,32	0,00
	Sous Total compte 42		199 842,32 199 842,32		199 842,32 199 842,32	0,00
431	Sécurité sociale		57 968,76 57 968,76		57 968,76 57 968,76	0,00
437	Autres organismes sociaux		92 175,77 92 175,77		92 175,77 92 175,77	0,00
	Sous Total compte 43		150 144,53 150 144,53		150 144,53 150 144,53	0,00
4411	Etat aut coll publ subv à recev amiable		5 619,25 4 495,40		5 619,25 4 495,40	1 123,85
	Sous Total compte 441		5 619,25 4 495,40		5 619,25 4 495,40	1 123,85
4431	Opér particul avec Etat dépenses		111,52 111,52		111,52 111,52	0,00
4432	Opér particul avec Etat rec amiable		152 865,27 145 652,27		152 865,27 145 652,27	7 213,00
	Sous Total compte 443		152 976,79 145 763,79		152 976,79 145 763,79	7 213,00

00801 - RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2018

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
44562	Etat - TVA déduct sur immobilisations		3 799,21 1 711,21		3 799,21 1 711,21	2 088,00
44566	TVA déduct sur autres biens et services		29 172,12 27 443,63		29 172,12 27 443,63	1 728,49
44567	Etat - crédit de TVA à reporter		10 436,00		10 436,00	10 436,00
	Sous Total compte 4456		43 407,33 29 154,84		43 407,33 29 154,84	14 252,49
44571	Etat - TVA collectée	146,74	18 780,01 21 521,58		18 780,01 21 668,32	2 888,31
	Sous Total compte 4457	146,74	18 780,01 21 521,58		18 780,01 21 668,32	2 888,31
44583	Rembst taxes sur chiffre affaire demandé	18 418,00	18 418,00		18 418,00 18 418,00	0,00
	Sous Total compte 4458	18 418,00	18 418,00		18 418,00 18 418,00	0,00
	Sous Total compte 445	18 418,00 146,74	62 187,34 69 094,42		80 605,34 69 241,16	11 364,18
447	Autres impôts taxes verSEMENTS assimilés		84,23 84,23		84,23 84,23	0,00
	Sous Total compte 44	18 418,00 146,74	220 867,61 219 437,84		239 285,61 219 584,58	19 701,03
451001	Cpte rattach avec à subdiv par budg ann	7 072,24	735 111,86 721 842,56		735 111,86 728 914,80	6 197,06
	Sous Total compte 451	7 072,24	735 111,86 721 842,56		735 111,86 728 914,80	6 197,06

00801 - RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2018

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
	Sous Total compte 45	7 072,24	735 111,86 721 842,56		735 111,86 728 914,80	6 197,06
4621	Créances cess immob - amiable		768,00 768,00		768,00 768,00	0,00
	Sous Total compte 462		768,00 768,00		768,00 768,00	0,00
46711	Autres comptes créditeurs		25,00 2 525,00		25,00 2 525,00	2 500,00
	Sous Total compte 4671		25,00 2 525,00		25,00 2 525,00	2 500,00
46721	Débiteurs divers - amiable		365 485,70 365 485,70		365 485,70 365 485,70	0,00
	Sous Total compte 4672		365 485,70 365 485,70		365 485,70 365 485,70	0,00
	Sous Total compte 467		365 510,70 368 010,70		365 510,70 368 010,70	2 500,00
	Sous Total compte 46		366 278,70 368 778,70		366 278,70 368 778,70	2 500,00
4711	Verst des régisseurs		204 192,45 204 410,80		204 192,45 204 410,80	218,35
47134	Raet : subv		7 848,22 7 848,22		7 848,22 7 848,22	0,00
47138	Raet : autres		2 386,20 2 386,20		2 386,20 2 386,20	0,00
	Sous Total compte 4713		10 234,42 10 234,42		10 234,42 10 234,42	0,00

00801 - RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2018

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
471411	Excédent à réimputer - pers physiques			770,15	770,15			770,15	770,15		0,00
	Sous Total compte 47141			770,15	770,15			770,15	770,15		0,00
	Sous Total compte 4714			770,15	770,15			770,15	770,15		0,00
4718	Autres recettes à régulariser			7 848,22	7 848,22			7 848,22	7 848,22		0,00
	Sous Total compte 471			223 045,24	223 263,59			223 045,24	223 263,59		218,35
4722	Commissions bancaires instance de mandat			531,84	531,84			531,84	531,84		0,00
	Sous Total compte 472			531,84	531,84			531,84	531,84		0,00
4784	Arrondis sur déclaration de TVA			0,70	0,70			0,70	0,70		0,00
	Sous Total compte 478			0,70	0,70			0,70	0,70		0,00
	Sous Total compte 47			223 577,78	223 796,13			223 577,78	223 796,13		218,35
	Total classe 4	18 453,47	15 002,42	2 438 648,49	2 435 886,30			2 457 101,96	2 450 888,72	29 377,05	23 163,81
5412	Disponibilités régisseurs de recettes	30,49						30,49		30,49	
	Sous Total compte 541	30,49						30,49		30,49	

00801 - RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2018

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
	Sous Total compte 54	30,49			30,49	30,49
580	Opérations d'ordre budgétaires		13 032,28 13 032,28		13 032,28 13 032,28	0,00
588	Autres virements internes		531,84 531,84		531,84 531,84	0,00
	Sous Total compte 58		13 564,12 13 564,12		13 564,12 13 564,12	0,00
	Total classe 5	30,49	13 564,12 13 564,12		13 594,61 13 564,12	30,49
60623	Alimentation			202 341,97 4 018,86	202 341,97 4 018,86	198 323,11
	Sous Total compte 6062			202 341,97 4 018,86	202 341,97 4 018,86	198 323,11
60631	Fournitures d'entretien			7 278,13	7 278,13	7 278,13
60632	Fournitures de petit équipement			1 620,30	1 620,30	1 620,30
	Sous Total compte 6063			8 898,43	8 898,43	8 898,43
6068	Autres matières et fournitures			328,99	328,99	328,99
	Sous Total compte 606			211 569,39 4 018,86	211 569,39 4 018,86	207 550,53
	Sous Total compte 60			211 569,39 4 018,86	211 569,39 4 018,86	207 550,53

00801 - RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2018

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
611	Contrats de prestations de services			120 254,91 1 474,77	120 254,91 1 474,77	118 780,14
61558	Autres biens mobiliers			10 887,05 2 350,31	10 887,05 2 350,31	8 536,74
	Sous Total compte 6155			10 887,05 2 350,31	10 887,05 2 350,31	8 536,74
	Sous Total compte 615			10 887,05 2 350,31	10 887,05 2 350,31	8 536,74
6184	Verst à des organismes de formation			3 200,40	3 200,40	3 200,40
	Sous Total compte 618			3 200,40	3 200,40	3 200,40
	Sous Total compte 61			134 342,36 3 825,08	134 342,36 3 825,08	130 517,28
6218	Autre personnel extérieur			2 955,07	2 955,07	2 955,07
	Sous Total compte 621			2 955,07	2 955,07	2 955,07
627	Services bancaires et assimilés			507,35	507,35	507,35
6288	Autres			2 471,59 92,93	2 471,59 92,93	2 378,66
	Sous Total compte 628			2 471,59 92,93	2 471,59 92,93	2 378,66
	Sous Total compte 62			5 934,01 92,93	5 934,01 92,93	5 841,08

00801 - RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2018

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
6331	Verst de transport			2 564,24	2 564,24	2 564,24
6332	Cotisations versées au FNAL			1 019,61	1 019,61	1 019,61
6336	Cotisations au cnfpt et au centre de ges			3 252,35	3 252,35	3 252,35
	Sous Total compte 633			6 836,20	6 836,20	6 836,20
	Sous Total compte 63			6 836,20	6 836,20	6 836,20
64111	Rémunération principale			172 254,09	172 254,09	172 254,09
64112	SF et IR			2 793,20	2 793,20	2 793,20
64113	NBI			2 249,28	2 249,28	2 249,28
64118	Autres indemnités			47 161,07	47 161,07	47 161,07
	Sous Total compte 6411			224 457,64	224 457,64	224 457,64
64131	Rémunérations			719,60	719,60	719,60
	Sous Total compte 6413			719,60	719,60	719,60
64162	Emplois d'avenir			18 225,66	18 225,66	18 225,66

00801 - RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2018

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 6416					18 225,66		18 225,66		18 225,66	
6417	Rémunérations des apprentis					13 049,37		13 049,37		13 049,37	
6419	Rembst sur rémunérations du persel						2 386,20		2 386,20		2 386,20
	Sous Total compte 641					256 452,27	2 386,20	256 452,27	2 386,20	254 066,07	
6451	Cotisations à l'URSSAF					27 783,91		27 783,91		27 783,91	
6453	Cotisations aux caisses de retraite					57 132,99		57 132,99		57 132,99	
6454	Cotisations aux ASSEDIC					961,71		961,71		961,71	
	Sous Total compte 645					85 878,61		85 878,61		85 878,61	
6475	Medecine du travail pharmacie					25,00		25,00		25,00	
6478	Autres charges sociales diverses					2 500,00		2 500,00		2 500,00	
	Sous Total compte 647					2 525,00		2 525,00		2 525,00	
6488	Autres charges					904,00		904,00		904,00	
	Sous Total compte 648					904,00		904,00		904,00	

00801 - RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2018

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
	Sous Total compte 64			345 759,88 2 386,20	345 759,88 2 386,20	343 373,68
658	Charges diverses gest courante			0,70	0,70	0,70
	Sous Total compte 65			0,70	0,70	0,70
6711	Interets moratoires et penalites sur mar			40,52	40,52	40,52
	Sous Total compte 671			40,52	40,52	40,52
675	Valeurs comptables des immobilisations c			1 177,00	1 177,00	1 177,00
	Sous Total compte 67			1 217,52	1 217,52	1 217,52
6811	DA - immob incorp et corpo			11 318,28	11 318,28	11 318,28
	Sous Total compte 681			11 318,28	11 318,28	11 318,28
	Sous Total compte 68			11 318,28	11 318,28	11 318,28
	Total classe 6			716 978,34 10 323,07	716 978,34 10 323,07	709 041,47 2 386,20
7068	Prest serv autres prestat service			700,14 186 866,58	700,14 186 866,58	186 166,44
	Sous Total compte 706			700,14 186 866,58	700,14 186 866,58	186 166,44

00801 - RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2018

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
70871	Rembours par collectivité rattachement			152 340,06	152 340,06	152 340,06
	Sous Total compte 7087			152 340,06	152 340,06	152 340,06
	Sous Total compte 708			152 340,06	152 340,06	152 340,06
	Sous Total compte 70			700,14 339 206,64	700,14 339 206,64	338 506,50
74712	Emplois d'avenir			13 467,47	13 467,47	13 467,47
	Sous Total compte 7471			13 467,47	13 467,47	13 467,47
	Sous Total compte 747			13 467,47	13 467,47	13 467,47
	Sous Total compte 74			13 467,47	13 467,47	13 467,47
7552	Prise en charge du deficit du budget ann			352 397,34	352 397,34	352 397,34
	Sous Total compte 755			352 397,34	352 397,34	352 397,34
	Sous Total compte 75			352 397,34	352 397,34	352 397,34
775	Produits des cessions d'immobilisations			640,00	640,00	640,00
7761	Differences sur realisations (negatives)			537,00	537,00	537,00

00801 - RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2018

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 776						537,00		537,00		537,00
7788	Produits exceptionnels divers						1 106,96		1 106,96		1 106,96
	Sous Total compte 778						1 106,96		1 106,96		1 106,96
	Sous Total compte 77						2 283,96		2 283,96		2 283,96
	Total classe 7					700,14	707 355,41	700,14	707 355,41		706 655,27
	Total général	243 502,93	243 502,93	2 462 805,61	2 460 043,42	737 211,57	739 973,76	3 443 520,11	3 443 520,11	961 431,07	961 431,07

Arrêtée à la date du 31/12/2018

HEL 46-141007.v1.2-CMDE 1.9 - CG00

00801 RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS

PAGE DES SIGNATURES

Vu et certifié par le comptable supérieur qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

À _____, le _____

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

Le comptable affirme, en outre, et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS pendant l'année 2018 et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

À _____, le _____

Vu par _____ qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandants émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le par l'organe délibérant.

À _____, le _____

076090

P.DEP SEINE-MARITIME

00801 RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS

Nombre de pages : 48

FIN DE DOCUMENT

N°DCA-2019-019

- Membres théoriques : 17
- Membres en exercice : 17
- Membres présents : 10
- Pouvoir : 1
- Votants : 11

CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

COMPTE ADMINISTRATIF DE L'EXERCICE 2018

Le 04 juin 2019, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 mai 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur Sébastien TASSERIE.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 10 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur Sébastien TASSERIE, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Florence DURANDE, Virginie LUCOT-AVRIL.
 MM. Bastien CORITON, Michel LEJEUNE.

Suppléants

Mme Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO.
 MM. Christian DUVAL, Philippe LEROY.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant André GUEROULT, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Benoît LEMAIRE, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoir :

Madame Florence THIBAudeau RAINOT à Monsieur Sébastien TASSERIE.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU, Blandine LEFEBVRE – représentée, Florence THIBAudeau RAINOT.
 MM. Eric BLOND, Guillaume COUTEY, Didier REGNIER, Jean-Pierre THEVENOT, le Commandant Samuel PERDRIX, le Commandant Hervé TESNIERE, le Lieutenant Hervé PASQUIER.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.1612-12,*
- *l'instruction budgétaire et comptable M61.*

*

**

Le compte administratif termine le cycle annuel budgétaire et retrace l'exécution budgétaire de l'exercice.

Ainsi, l'ordonnateur doit rendre compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées en établissant le compte administratif du budget principal ainsi que les comptes administratifs correspondant aux différents budgets annexes.

Le compte administratif :

- rapproche les prévisions ou autorisations inscrites au budget des réalisations effectives en dépenses et en recettes,
- présente les résultats comptables de l'exercice,
- est soumis, pour approbation, à l'assemblée délibérante qui l'arrête définitivement par un vote avant le 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice.

Il est proposé au Conseil d'administration, réuni sous la présidence de l'un de ses membres :

- de prendre acte de la présentation faite du compte administratif de l'exercice 2018, dressé par M. André GAUTIER, Président, lequel s'étant retiré ;
- de constater, aussi bien pour la comptabilité principale que pour le compte annexe du service restauration du Sdis 76, les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes ;
- de reconnaître la sincérité des restes à réaliser ;
- d'arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessous :

Libellés	Investissement		Fonctionnement		Ensemble	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
COMPTE ADMINISTRATIF BUDGET PRINCIPAL						
Résultats reportés		1 501 264,61		10 202 240,35		11 703 504,96
Opérations de l'exercice	7 986 656,45	9 664 061,71	83 524 892,47	87 543 308,23	91 511 548,92	97 207 369,94
TOTAUX	7 986 656,45	11 165 326,32	83 524 892,47	97 745 548,58	91 511 548,92	108 910 874,90
Résultats de clôture		3 178 669,87		14 220 656,11		17 399 325,98
Restes à réaliser	4 596,22	41 800,00			4 596,22	41 800,00
TOTAUX CUMULES	7 991 252,67	11 207 126,32	83 524 892,47	97 745 548,58	91 516 145,14	108 952 674,90
RESULTATS DEFINITIFS		3 215 873,65		14 220 656,11		17 436 529,76
COMPTE ANNEXE POUR LE SERVICE RESTAURATION						
Résultats reportés		3 481,54				3 481,54
Opérations de l'exercice	19 533,09	22 295,28	709 041,47	709 041,47	728 574,56	731 336,75
TOTAUX	19 533,09	25 776,82	709 041,47	709 041,47	728 574,56	734 818,29
Résultats de clôture		6 243,73				6 243,73
Restes à réaliser						
TOTAUX CUMULES	19 533,09	25 776,82	709 041,47	709 041,47	728 574,56	734 818,29
RESULTATS DEFINITIFS		6 243,73				6 243,73
CONSOLIDATION DES RESULTATS						
Résultats reportés		1 504 746,15		10 202 240,35		11 706 986,50
Opérations de l'exercice	8 006 189,54	9 686 356,99	84 233 933,94	88 252 349,70	92 240 123,48	97 938 706,69
TOTAUX	8 006 189,54	11 191 103,14	84 233 933,94	98 454 590,05	92 240 123,48	109 645 693,19
Résultats de clôture		3 184 913,60		14 220 656,11		17 405 569,71
Restes à réaliser	4 596,22	41 800,00			4 596,22	41 800,00
TOTAUX CUMULES	8 010 785,76	11 232 903,14	84 233 933,94	98 454 590,05	92 244 719,70	109 687 493,19
RESULTATS DEFINITIFS		3 222 117,38		14 220 656,11		17 442 773,49

Les documents budgétaires joints répondent aux exigences du cadre légal de l'instruction comptable et budgétaire M61.

Le support annexé au présent rapport a vocation, quant à lui, à synthétiser les données issues de ces documents budgétaires.

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER

PRESENTATION SYNTHETIQUE DES COMPTES ADMINISTRATIFS DE L'EXERCICE 2018

La consolidation des résultats des deux budgets, restes à réaliser inclus, fait apparaître qu'en 2018 le Sdis76 a réalisé :

- 92,2 M € de dépenses réparties comme suit :
 - 84,2 M € en fonctionnement,
 - 8 M € en investissement.

- 109,7 M € de recettes selon la répartition suivante :
 - 98,5 M € en fonctionnement,
 - 11,2 M € en investissement.

*

* *

BUDGET PRINCIPAL

I - Section de fonctionnement

Le solde de la section d'exploitation est excédentaire de 4,018 M€ au terme de l'exercice 2018, dans une proportion supérieure aux prévisions exposées, en raison d'éléments conjoncturels constatés au cours de l'année tant au niveau des recettes que des dépenses.

A) Les recettes de fonctionnement :

Les recettes de fonctionnement de 2018 s'élèvent à 97,746 M€ et sont en progression de 2,60 % par rapport à celles de 2017 :

Chapitre	Libellé	Crédits ouverts	Réalisations	Taux de réalisation
70	Produits des services	978 725,00 €	1 639 771,79 €	167,54%
74	Contributions et participations	83 441 537,00 €	83 468 450,08 €	100,03%
75	Autres produits de gestion courante	9 000,00 €	57 828,94 €	642,54%
013	Atténuations de charges	905 311,00 €	910 172,53 €	100,54%
	Total recettes/gestion des services	85 334 573,00 €	86 076 223,34 €	100,87%
77	Produits exceptionnels*	172 223,93 €	324 230,01 €	188,26%
	Total recettes réelles de fonctionnement	85 506 796,93 €	86 400 453,35 €	101,05%
042	Opérations d'ordre de transfert	1 135 560,06 €	1 142 854,88 €	100,64%
	Total des opérations d'ordre budgétaire	1 135 560,06 €	1 142 854,88 €	100,64%
002	Résultat de fonct. reporté	10 202 240,35 €	10 202 240,35 €	100,00%
	Total général recettes fonctionnement	96 844 597,34 €	97 745 548,58 €	100,93%

* ouverture des crédits liée au stade budgétaire des cessions différente de la maquette budgétaire en raison de l'incapacité du prestataire Berger-Levrault (logiciel SEDIT) à appliquer correctement la nomenclature M61.

Cette évolution est la traduction de la volonté du service d'impulser une dynamique de progression de ses recettes, qui a été amplifiée par certains événements intervenus au cours de l'exercice.

Conformément aux prévisions, outre l'indexation de l'enveloppe globale des contributions du bloc communal et des tarifications pour les prestations proposées suivant l'inflation (+ 1 %), le service a perçu, dans le cadre de la convention de partenariat signée avec le Département, une augmentation de sa contribution à hauteur de + 300 K €.

De surcroît, le Service a bénéficié d'une progression non-attendue d'autres postes de recettes concentrés au chapitre 70 « produit des services ».

Il s'agit :

- des remboursements des traitements et frais accessoires par les organismes auprès desquels certains personnels ont été mis à disposition (l'Ecole Nationale Supérieure des Officiers de Sapeurs-Pompiers - ENSOSP, de l'état-major de zone de défense et de sécurité en Nouvelle-Calédonie ou encore de la Direction Générale de la Sécurité Civile et la Gestion de Crises - DGSCGC) : pour près de + 491 K€ ;
- des facturations pratiquées auprès d'autres Sdis s'agissant des frais de formation dans le cadre des départs volontaires avant 3 ans de service : pour près de + 198 K€.

Si les mutations de certains personnels sont génératrices de recettes, cela se double en général, parallèlement, par une minoration des dépenses de fonctionnement.

B) Les dépenses de fonctionnement :

Chapitre	Libellé	Crédits ouverts	Réalisations 2018	Taux de réalisation 2018
011	Charges à caractère général	9 858 697,00 €	9 493 440,03 €	96,30%
012	Charges de personnel	68 176 857,00 €	65 545 178,84 €	96,14%
65	Autres charges de gestion courante	963 038,00 €	902 161,05 €	93,68%
	Total dépenses /gestion des services	78 998 592,00 €	75 940 779,92 €	96,13%
66	Charges financières	19 000,00 €	17 859,74 €	94,00%
67	Charges exceptionnelles	56 750,00 €	41 094,75 €	72,41%
68	Dotations aux provisions	150 500,00 €	150 500,00 €	100,00%
022	Dépenses imprévues	5 830 856,35 €	- €	0,00%
	Total dépenses réelles de fonctionnement	85 055 698,35 €	76 150 234,41 €	89,53%
023	Virement à la section d'invest.	4 280 000,00 €	- €	0,00%
042	Opérations d'ordre entre sections *	7 508 898,99 €	7 374 658,06 €	98,21%
	Total des opérations d'ordre budgétaire	11 788 898,99 €	7 374 658,06 €	62,56%
	Total général dépenses fonctionnement	96 844 597,34 €	83 524 892,47 €	86,25%

* ouverture des crédits liée au stade budgétaire des cessions différente de la maquette budgétaire en raison de l'incapacité du prestataire Berger-Levrault (logiciel SEDIT) à appliquer correctement la nomenclature M61.

Le montant des dépenses réalisées en 2018 s'élève à 83,525 M€, en diminution de 1,81% par rapport à 2017, soit une réduction de charges de près de 1,540 M€.

Le taux de réalisation global des dépenses réelles, quant à lui, proche de celui de l'an passé, semble de prime abord perfectible.

Néanmoins, ces constats doivent être nuancés.

Hormis sur le chapitre 012, les taux d'exécution des chapitres de charges de gestion sont en progression par rapport à 2017 :

Libellé	Taux de réalisation 2017	Taux de réalisation 2018
Charges à caractère général	95,82%	96,30%
Charges de personnel	97,58%	96,14%
Autres charges de gestion courante	87,77%	93,68%
Total dépenses /gestion des services	97,22%	96,13%

C'est le signe de meilleures prévisions au niveau des charges courantes.

Il faut se rappeler, qu'en dépit des mesures prises par le Service, l'impossibilité de pourvoir certains postes en 2018 a conduit à minorer fortement le poids des charges de personnels, qui connaissent même une diminution de 1,407 M€ par rapport à 2017.

Ces éléments déjà explicités lors des précédentes réunions du Conseil d'administration ont pesé dans la dégradation du taux de réalisation de ce chapitre de dépenses.

D'ailleurs, il faut souligner qu'une fois retraité des charges de personnel, le volume d'économie réalisé sur l'exercice 2018 s'établit à près de 122 K€.

En définitive, il importe principalement de comparer le résultat d'exécution par rapport aux différents engagements souscrits :

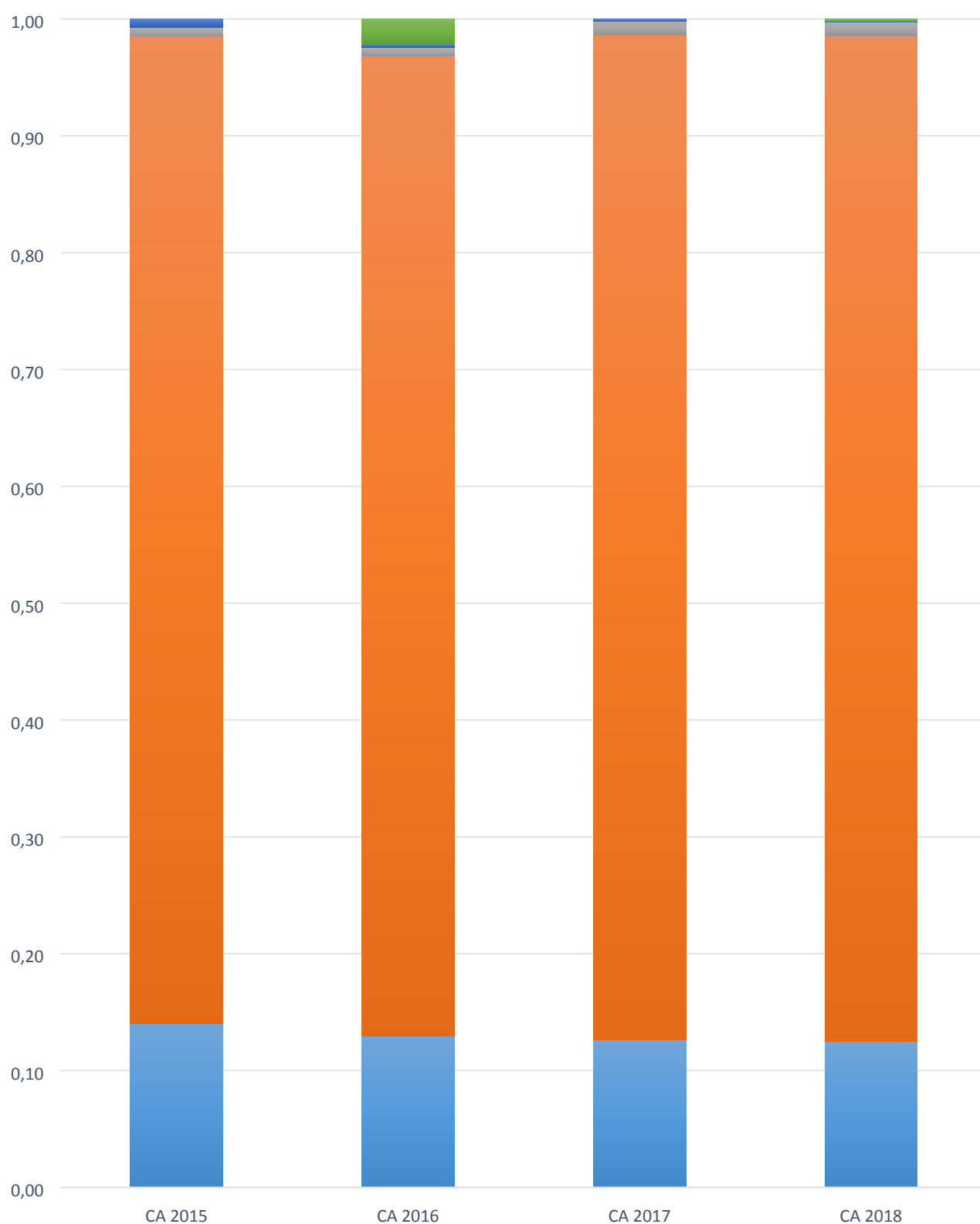
- les objectifs fixés par la feuille de route du Président du Conseil d'administration au Directeur départemental pour 2018-2020 sont tenus :

Objectifs de la feuille de route	Plafond 2018	Réalisations
Dépenses à caractère général	9 500 000,00 €	9 493 440,03 €
Charges de personnels	70 000 000,00 €	65 545 178,84 €

- les objectifs de la convention de partenariat avec le Conseil départemental de Seine-Maritime sont tenus :

Objectifs convention CD76/Sdis76	Evolution plafonnée par rapport au Compte Administratif 2017	Plafond 2018	Réalisations 2018
Plafond charges de personnels	1,40%	67 890 013,08 €	65 545 178,84 €
Plafond des dépenses de fonctionnement	1,50%	86 340 430,54 €	83 524 892,47 €

Evolution de la répartition des dépenses réelles de fonctionnement par nature budgétaire



II - Section d'investissement

Au terme de l'exercice 2018, le solde de la section d'investissement est positif à hauteur de 1,677 M€ (hors restes à réaliser et résultat 2017 reporté).

Si cet excédent est proche de celui escompté, il est avant tout le résultat d'une adaptation de la stratégie d'emprunt pour faire face à un taux de mise en œuvre des opérations immobilières qui mériterait d'être amélioré.

A) Les dépenses d'investissement :

Chapitre	Libellé	Crédits ouverts	Réalisations	Restes à réaliser (RAR)	Taux de réalisation	Taux avec RAR
10	Dotations, fonds divers et réserves	476,94 €	476,94 €	- €	100,00%	100,00%
16	Emprunts et dettes assimilées	101 000,00 €	100 158,58 €	- €	99,17%	99,17%
20	Immobilisations incorporelles	44 218,40 €	11 730,60 €	2 606,40 €	26,53%	32,42%
21	Immobilisations corporelles	201 180,14 €	194 782,70 €	1 989,82 €	96,82%	97,81%
23	Immobilisations en cours	4 280 000,00 €	- €	- €	0,00%	0,00%
27	Autres immobilisations financières	2 000,00 €	1 763,59 €	- €	88,18%	88,18%
	Chapitre programme équipt en AP	8 447 260,69 €	6 192 420,40 €	- €	73,31%	73,31%
020	Dépenses imprévues	939 545,39 €	- €	- €	0,00%	0,00%
	Total dépenses réelles investissement	14 015 681,56 €	6 501 332,81 €	4 596,22 €	46,39%	46,42%
040	Opé. d'ordre transfert entre sections *	1 135 560,06 €	1 142 854,88 €	- €	100,64%	100,64%
041	Opérations patrimoniales	350 000,00 €	342 468,76 €	- €	97,85%	97,85%
	Total des opérations d'ordre budgétaire	1 485 560,06 €	1 485 323,64 €	- €	99,98%	99,98%
	Total général dépenses investissement	15 501 241,62 €	7 986 656,45 €	4 596,22 €	51,52%	51,55%

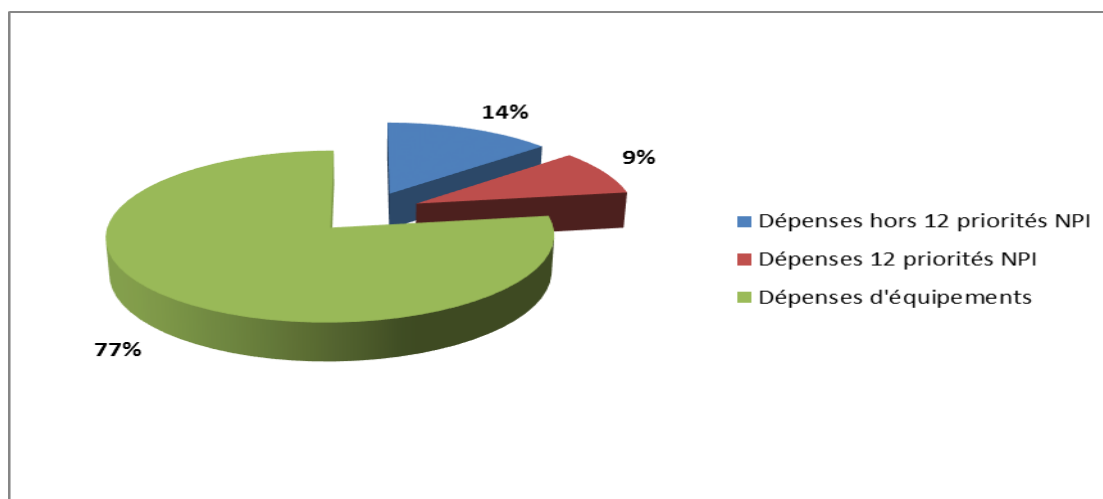
* ouverture des crédits liée au stade budgétaire des cessions différente de la maquette budgétaire en raison de l'incapacité du prestataire Berger-Levrault (logiciel SEDIT) à appliquer correctement la nomenclature M61.

En première lecture, le taux de réalisation des dépenses réelles d'investissement est critique en ce qu'il est inférieur à 50% des crédits ouverts.

Cependant, une fois retraité du chapitre 020 « dépenses imprévues » et du chapitre 23 « immobilisations en cours », chapitres sur lesquels ont été positionnés des crédits pour faire face au financement de projets futurs, le véritable taux de réalisation des dépenses réelles s'établit à près de 74 % ; ce qui est moins alarmant.

Il convient de souligner que plus de 95 % des dépenses réelles d'investissement réalisées relèvent d'une autorisation de programme (AP) qui compose le Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI).

Les autorisations de programmes se ventilent en trois catégories :



Et selon le détail suivant :

CATEGORIE	N° AP	Libellé de l'AP	Crédits ouverts	Réalisations	Taux de réalisation
P R O G R A M M E S	2010000006	Groupement ouest	76 000,00 €	22 823,89 €	30,03%
	2012000001	Plateau technique de formation	15 000,00 €	4 017,60 €	26,78%
	2014000006	CIS Forges les Eaux	801,96 €	801,96 €	100,00%
	2014000008	CIS La Mailleraye sur Seine	2 430,00 €	2 430,00 €	100,00%
	2014000010	Réaménagement des locaux de la Direction	103 734,30 €	93 804,67 €	90,43%
	2016000006	Réfection et aménagement du patrimoine bâti	350 000,00 €	258 774,65 €	73,94%
	2017000001	Travaux au Centre Départemental de Formation	76 000,00 €	1 364,87 €	1,80%
	2017000002	Reconstruction maison à feu	445 000,00 €	297 392,33 €	66,83%
	2017000003	Réhabilitation et aménagement du CIS Cany	442 000,00 €	12 944,40 €	2,93%
	2018000001	Sécurité dans les établissements du Sdis	300 000,00 €	23 388,41 €	7,80%
	2018000002	Développement durable et économies d'énergie	166 000,00 €	141 477,35 €	85,23%
12 PRIORITES NPI*	2014000009	CIS Montivilliers	25 000,00 €	16 487,23 €	65,95%
	2014000012	Construction du CIS Le Havre Sud	170 400,00 €	103 363,38 €	60,66%
	2017000004	Construction CIS Duclair	460 000,00 €	428 820,37 €	93,22%
	2018000003	Construction CIS Fécamp*	1 100,00 €	- €	0,00%
Sous-total dépenses immobilières			2 633 466,26 €	1 407 891,11 €	53,46%
E Q U I P E M E N T S	2013000002	Modernisation des outils informatiques	377 000,00 €	197 683,60 €	52,44%
	2015000001	Acquisitions de matériels roulants	1 708 000,00 €	1 291 533,34 €	75,62%
	2015000003	Refonte du Système de Gestion Opérationnelle	841 661,43 €	841 661,43 €	100,00%
	2016000001	Acquisition de moyens équipes spécialisés	479 750,00 €	352 442,98 €	73,46%
	2016000002	Acquisition de matériels opérationnels	1 145 300,00 €	1 070 162,99 €	93,44%
	2016000003	Acquisition de matériels non opérationnels	114 200,00 €	97 466,24 €	85,35%
	2016000004	Reconditionnement, aménagement, maintenance et équipements des matériels roulants	573 234,00 €	563 975,25 €	98,38%
	2016000005	Acquisition de mobiliers	35 000,00 €	34 597,53 €	98,85%
	2016000007	Renouvellement des matériels SSSM	71 726,00 €	39 334,74 €	54,84%
	2016000008	Maintien en état de fonctionnement du système global d'information	467 923,00 €	295 671,19 €	63,19%
Sous-total dépenses d'équipements			5 813 794,43 €	4 784 529,29 €	82,30%
TOTAL DES CREDITS DE PAIEMENT			8 447 260,69 €	6 192 420,40 €	73,31%

*Nouvelle Politique Immobilière

L'année 2018 a vu plusieurs autorisations de programme faire l'objet d'une clôture financière. On peut citer à ce titre :

- en matière immobilière : les AP relatives au Cis de Forges les Eaux, de La Mailleraye sur Seine (commune nouvelle de Arelaune-en Seine) et l'état-major du Groupement Est ;
- en matière d'équipement : l'AP de Refonte du Système de Gestion Opérationnelle (SGO).

Suivant les règles de gestion comptable, ces dépenses verront d'ailleurs leur amortissement démarrer en 2019.

Les dépenses d'équipement non contenues dans une autorisation de programme s'élèvent, quant à elles, à 212 873,11 € (y compris les restes à réaliser). Elles couvrent principalement les frais d'insertion et les besoins en matériel médical, aux chapitres 20 et 21.

B) Les recettes d'investissement :

Le montant des recettes réalisées sur l'exercice se chiffre à 11,165 M€ (hors restes à réaliser).

Chapitre	Libellé	Crédits ouverts	Réalisations	Restes à réaliser (RAR)	Taux de réalisation	Taux avec RAR
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 811 643,42 €	1 808 997,92 €	- €	99,85%	99,85%
13	Subventions d'investissement	162 657,53 €	127 148,02 €	41 800,00 €	78,17%	103,87%
16	Emprunts	- €	- €	- €	0,00%	0,00%
23	Immobilisations en cours	- €	10 148,95 €	- €	NC	NC
27	Autres immobilisations financières	- €	640,00 €	- €	NC	NC
024	Produits de cessions d'immobilisations*	- 148 898,99 €	- €	- €	0,00%	0,00%
	Total recettes réelles investissement	1 825 401,96 €	1 946 934,89 €	41 800,00 €	106,66%	108,95%
021	Virement de la section de fonct.	4 280 000,00 €	- €	- €	0,00%	0,00%
040	Opérations d'ordre entre sections*	7 508 898,99 €	7 374 658,06 €	- €	98,21%	98,21%
041	Opérations patrimoniales	350 000,00 €	342 468,76 €	- €	97,85%	97,85%
	Total des opérations d'ordre budgétaire	12 138 898,99 €	7 717 126,82 €	- €	63,57%	63,57%
001	Solde d'exécution reporté	1 501 264,61 €	1 501 264,61 €	- €	100,00%	100,00%
	Total général recettes investissement	15 465 565,56 €	11 165 326,32 €	41 800,00 €	72,19%	72,47%

* ouverture des crédits liée au stade budgétaire des cessions différente de la maquette budgétaire en raison de l'incapacité du prestataire Berger-Levrault (logiciel SEDIT) à appliquer correctement la nomenclature M61.

En complément de la dotation aux amortissements, l'encaissement des seules recettes traditionnelles (Fonds de Compensation de la TVA – FCTVA – et subvention des partenaires) ont assuré le financement des dépenses investissements.

En conséquence, par décision modificative, le Service a volontairement choisi de ne pas recourir à l'emprunt sur l'exercice 2018.

Les éléments détaillés de composition de la dette sont disponibles en annexe du compte administratif du budget principal.

*

* *

BUDGET ANNEXE RESTAURATION

I - Section de fonctionnement

A) Les dépenses de fonctionnement :

L'arrêté des comptes du budget annexe présente un niveau de dépenses de fonctionnement de 709 041,47 €, en diminution de 7,64 % (-58 626,43 €) par rapport à l'année précédente.

Chapitre	Libellé	Crédits ouverts	Réalisations	Taux de Réalisation
011	Charges à caractère général	373 457,00 €	340 953,82 €	91,30%
012	Charges de personnel	381 045,00 €	355 551,15 €	93,31%
65	Autres charges de gestion courante	10,00 €	0,70 €	7,00%
	Total dépenses de gestion des services	754 512,00 €	696 505,67 €	92,31%
67	Charges exceptionnelles	250,00 €	40,52 €	16,21%
022	Dépenses imprévues	9 300,00 €	- €	0,00%
	Total dépenses réelles de fonctionnement	764 062,00 €	696 546,19 €	91,16%
023	Virement à la section d'invest.	- €	- €	NC
042	Opérations d'ordre entre sections*	14 377,00 €	12 495,28 €	86,91%
	Total des opérations d'ordre budgétaire	14 377,00 €	12 495,28 €	86,91%
	Total général dépenses fonctionnement	778 439,00 €	709 041,47 €	91,09%

*ouverture des crédits liée au stade budgétaire des cessions différente de la maquette budgétaire en raison de l'incapacité du prestataire Berger-Levrault (logiciel SEDIT) à appliquer correctement la nomenclature M61.

Les réductions de dépenses sont concentrées sur deux chapitres :

1) Les charges à caractère général :

Le taux de réalisation des dépenses de gestion est en retrait de 2,71 points par rapport à 2017. Ceci s'explique principalement par la baisse de fréquentation sur les sites de la Direction départementale et du Centre Départemental de Formation (CDF).

En effet, le Service a été contraint de fermer la restauration proposée au niveau de la Direction pendant trois semaines afin d'effectuer les travaux nécessaires à la mise en conformité de l'espace plonge. La solution alternative mise en œuvre, constituée de plateaux-repas froids préparés par un prestataire extérieur, n'a pas permis de conserver le même nombre de couverts servis.

Par ailleurs, outre l'organisation d'une seule formation initiale sur le site du CDF au lieu de deux plus traditionnellement, le Service a choisi d'appliquer les possibilités d'optimisation du contrat souscrit avec le gestionnaire de la restauration sur le site en procédant à la fermeture de la restauration lors des périodes de faible activité (exemple : vacances de Noël, ponts du mois de mai...) et permettant ainsi de dégager une économie de près de 4 000 € HT pour 18 jours de fermeture.

Enfin, l'intégration des produits spécifiques à la restauration dans la nouvelle mise en concurrence relative aux produits d'entretien a permis de dégager un meilleur rapport qualité / prix.

2) Les charges de personnel :

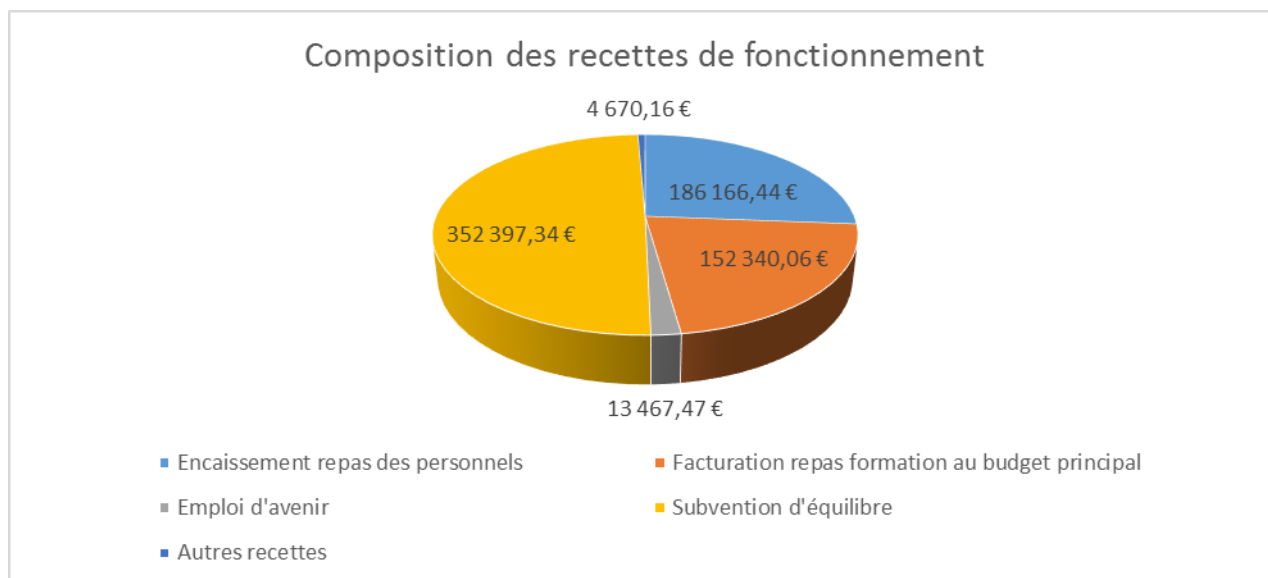
En dépit de la suppression, courant 2017, d'un équivalent temps plein (ETP) correspondant en fait à 2 agents à temps non complet, les crédits 2018 avaient été maintenus pour être en capacité de mobiliser du personnel intérimaire en cas de nécessité. Cette solution a été mise en œuvre dans des proportions très limitées, générant ainsi une non-consommation des crédits.

B) Les recettes de fonctionnement :

Chapitre	Libellé	Crédits ouverts	Réalisations	Taux de Réalisation
70	Produits des services	379 096,00 €	338 506,50 €	89,29%
74	Contributions et participations	13 322,00 €	13 467,47 €	101,09%
75	Autres produits de gestion courante	384 844,00 €	352 397,34 €	91,57%
013	Atténuations de charges	- €	2 386,20 €	NC
Total recettes de gestion des services		777 262,00 €	706 757,51 €	90,93%
77	Produits exceptionnels*	640,00 €	1 746,96 €	272,96%
042	Opérations d'ordre entre sections*	537,00 €	537,00 €	100,00%
Total des opérations d'ordre budgétaire		1 177,00 €	2 283,96 €	194,05%
002	Solde d'exécution reporté	-	-	NC
Total général recettes fonctionnement		778 439,00 €	709 041,47 €	91,09%

*ouverture des crédits liée au stade budgétaire des cessions différente de la maquette budgétaire en raison de l'incapacité du prestataire Berger-Levrault (logiciel SEDIT) à appliquer correctement la nomenclature M61.

Les principales ressources du budget annexe sont la subvention d'équilibre, tracée au chapitre 75, et les produits des services (chapitre 70).



Les principaux produits des services sont essentiellement composés :

- des encaissements des repas du personnel pour 186 K €,
- de la facturation des repas de formation au budget principal pour 152 K €.

Néanmoins, de manière concomitante à la baisse de fréquentation déjà explicitée, ces deux postes de recettes ont connus une baisse notable par rapport à l'exercice précédent.

II - Section d'Investissement

A) Les dépenses d'investissement :

Les dépenses d'investissement s'élèvent quant à elles à 19 533,09 € sur l'année 2018.

Sur ce budget, les réalisations fluctuent en fonction du besoin de renouvellement des matériels.

Chapitre	Libellé	Crédits ouverts	Réalisations	Restes à réaliser (RAR)	Taux de réalisation	Taux avec RAR
21	Immobilisations corporelles	22 100,00 €	18 996,09 €	- €	85,96%	85,96%
020	Dépenses imprévues	1 081,54 €	-	- €	0,00%	0,00%
Total dépenses réelles d'investissement		23 181,54 €	18 996,09 €	- €	81,94%	81,94%
040	Opérations d'ordre entre sections	537,00 €	537,00 €	- €	100,00%	100,00%
Total des opérations d'ordre budgétaires		537,00 €	537,00 €	- €	100,00%	100,00%
Total général dépenses investissement		23 718,54 €	19 533,09 €	- €	82,35%	82,35%

B) Les recettes d'investissement :

Les recettes d'investissement s'élèvent quant à elles à 25 776,82 € sur l'année 2018.

Elles sont principalement constituées de la dotation aux amortissements.

Chapitre	Libellé	Crédits ouverts	Réalisations	Restes à réaliser (RAR)	Taux de réalisation	Taux avec RAR
21	Immobilisations corporelles	6 500,00 €	9 800,00 €	- €	150,77%	150,77%
Total recettes réelles d'investissement		6 500,00 €	9 800,00 €	- €	150,77%	150,77%
040	Opérations d'ordre entre sections*	14 377,00 €	12 495,28 €	- €	86,91%	86,91%
Total des opérations d'ordre budgétaires		14 377,00 €	12 495,28 €	- €	86,91%	86,91%
001	Solde d'exécution reporté	3 481,54 €	3 481,54 €	- €	100,00%	100,00%
Total général recettes investissement		24 358,54 €	25 776,82 €	- €	105,82%	105,82%

*ouverture des crédits liée au stade budgétaire des cessions différente de la maquette budgétaire en raison de l'incapacité du prestataire Berger-Levrault (logiciel SEDIT) à appliquer correctement la nomenclature M61.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

**SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
SDIS de la Seine-Maritime**

Numéro SIRET : 28760001900049

POSTE COMPTABLE : SDIS76 PAR PAIERIE DEPART.76

M. 61

Compte administratif

BUDGET : Budget Principal (1)
Agrégé au budget principal de (2)

ANNEE 2018

(1) Indiquer le budget concerné : budget principal (du SDIS) ou libellé du budget annexe.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Pour mémoire - Modalités de vote du budget	4
B1 - Exécution du budget de l'exercice - Résultats	5
B2 - Exécution du budget de l'exercice - RAR dépenses	6
B3 - Exécution du budget de l'exercice - RAR recettes	7

II - Présentation générale du compte administratif

A1 - Vue d'ensemble	8
A2.1 - Equilibre financier - Section de fonctionnement	9
A2.2 - Equilibre financier - Section d'investissement	10
B1 - Balance générale - Dépenses	11
B2 - Balance générale - Recettes	12

III - Vote du compte administratif

A - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	13
A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	18
B - Section d'investissement - Vue d'ensemble	20
B1.1 - Section d'investissement - Dépenses non individualisées en programme d'équipement	21
B1.2 - Section d'investissement - Dépenses individualisées en programme d'équipement	22
B1.3 - Section d'investissement - Chapitres de programme afférent à une autorisation de programme	23
B1.4 - Section d'investissement - Chapitres de programme non compris dans une autorisation de programme	48
B2 - Section d'investissement - Subventions d'équipement à verser	49
B3 - Section d'investissement - Dépenses financières	50
B4 - Section d'investissement - Recettes d'équipement	51
B5 - Section d'investissement - Recettes financières	52
B6 - Section d'investissement - Récapitulatif des opérations pour le compte de tiers	53
B7 - Section d'investissement - Opérations d'ordre entre sections	54
B8 - Section d'investissement - Opérations patrimoniales	55
B9.1 - Section d'investissement - Equilibre des opérations financières - Dépenses	56
B9.2 - Section d'investissement - Equilibre des opérations financières - Recettes	57

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	59
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	63
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Sans Objet
A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées	64
A3 - Etat des provisions constituées au 31/12	67
A4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
A6.1 - Variation du patrimoine (article R. 3313-7 du CGCT) - Entrées	Sans Objet
A6.2 - Variation du patrimoine (article R. 3313-7 du CGCT) - Sorties	68
A6.3 - Etat des opérations liées aux cessions	71
A6.4 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées	Sans Objet
A6.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties	Sans Objet
A7 - Etat des travaux en régie	72

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Liste des concours attribués sous forme de prestations en nature ou de subventions	74
B1.2 - Liste des subventions versées par le SDIS	75
B2 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B3 - Etat des contrats de PPP	Sans Objet
B4 - Etat des engagements donnés	Sans Objet
B5 - Etat des engagements reçus	76
B6 - Situation des autorisations de programme	77
B7 - Situation des autorisations d'engagement	Sans Objet

C - Autres éléments d'information

C1 - Etat du personnel	
C2 - Liste des organismes dans lesquels le SDIS a pris un engagement financier	79
C3.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en un budget annexe	83
C4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Sans Objet
D - Arrêté et signatures	84
	86

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	
POUR MEMOIRE – MODALITES DE VOTE DU BUDGET	I A

POUR MEMOIRE

I – Le conseil d'administration a voté le budget :

- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement.
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement.
- avec (2) les programmes listés sur l'état II-B1.2.
- sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les programmes d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

I – INFORMATIONS GENERALES				I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE – RESULTATS				B1

RESULTATS DE L'EXERCICE

	RESULTAT DE L'EXERCICE N			
	Mandats émis	Titres émis	Reprise résultats exercice antérieur (3)	Résultat ou solde (A) (3)
TOTAL DU BUDGET	91 511 548,92	97 207 369,94	11 703 504,96	A1 17 399 325,98
Investissement	7 986 656,45	9 664 061,71	(1) 1 501 264,61	A2 3 178 669,87
Dont 1068		0,00		
Fonctionnement	83 524 892,47	87 543 308,23	(2) 10 202 240,35	A3 14 220 656,11

(1) Solde d'exécution de N-1 reporté sur la ligne budgétaire 001 du budget. Indiquer le signe – si dépenses > recettes et + si recettes > dépenses.

(2) Résultat de fonctionnement N-1 reporté sur la ligne budgétaire 002 du budget. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(3) Indiquer le signe – si dépenses > recettes et + si recettes > dépenses.

	RESTES A REALISER N (4)			
	Dépenses	Recettes	Solde (B) (5)	
TOTAL des RAR	I+II 4 596,22	III+IV 41 800,00	B1	37 203,78
Investissement	I 4 596,22	III 41 800,00	B2	37 203,78
Fonctionnement	II 0,00	IV 0,00	B3	0,00

(4) A reporter au budget primitif ou au budget supplémentaire N+1.

(5) Indiquer le signe – si dépenses > recettes et + si recettes > dépenses.

			RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (6)
TOTAL	A1 + B1		17 436 529,76
Investissement	A2 + B2		3 215 873,65
Fonctionnement	A3 + B3		14 220 656,11

(6) Si le montant est positif, il s'agit d'un excédent, si le montant est négatif, il s'agit d'un déficit.

I – INFORMATIONS GENERALES		I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE – RAR DEPENSES		B2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap./ Art (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 4 596,22
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	2 606,40
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 989,82
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par le conseil d'administration.

I – INFORMATIONS GENERALES		I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE – RAR RECETTES		B3

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap./ Art (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 41 800,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	41 800,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
74	Contributions et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par le conseil d'administration.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF		II
VUE D'ENSEMBLE		A1

EXECUTION DU BUDGET

REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	83 524 892,47	G	87 543 308,23
	Section d'investissement	B	7 986 656,45	H	9 664 061,71

REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Résultat de fonctionnement reporté	C	0,00	I	10 202 240,35
	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	D	0,00	J	1 501 264,61

TOTAL EXERCICE (réalisations + reports N-1)	= A + B + C + D	91 511 548,92	= G + H + I + J	108 910 874,90
---	-----------------	---------------	-----------------	----------------

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	4 596,22	L	41 800,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E + F	4 596,22	= K + L	41 800,00

RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A + C + E	83 524 892,47	= G + I + K	97 745 548,58
	Section d'investissement	= B + D + F	7 991 252,67	= H + J + L	11 207 126,32
	TOTAL CUMULE	= A + B + C + D + E + F	91 516 145,14	= G + H + I + J + K + L	108 952 674,90

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 3312-9 du CGCT). Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 3312-8 du CGCT).

TOTAL DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE

	TOTAL DES MANDATS EMIS			TOTAL DES TITRES EMIS		
	RÉELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL	REELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL
INVESTISSEMENT	6 501 332,81	1 485 323,64	7 986 656,45	1 946 934,89	7 717 126,82	9 664 061,71
FONCTIONNEMENT	76 150 234,41	7 374 658,06	83 524 892,47	86 400 453,35	1 142 854,88	87 543 308,23
TOTAL REALISATIONS DE L'EXERCICE (1)	82 651 567,22	8 859 981,70	91 511 548,92	88 347 388,24	8 859 981,70	97 207 369,94

(1) Total des réalisations = Total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement. Les reports N-1 ne sont pas comptabilisés car ils sont réalisés d'office.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF		II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT		A2.1

SECTION DE FONCTIONNEMENT – REALISATIONS
(y compris les restes à réaliser N-1)

(y compris les restes à réaliser N-1)

MANDATS EMIS		TITRES EMIS	
OPERATIONS REELLES ET MIXTES			
011 Charges à caractère général	9 493 440,03	70 Prod. services, domaine, ventes diverses	1 639 771,79
012 Charges de personnel et frais assimilés	65 545 178,84	74 Contributions et participations	83 468 450,08
65 Autres charges de gestion courante	902 161,05	75 Autres produits de gestion courante	57 828,94
014 Atténuations de produits	0,00	013 Atténuations de charges	910 172,53
Total dépenses de gestion des services	75 940 779,92	Total recettes de gestion des services	86 076 223,34
66 Charges financières	17 859,74	76 Produits financiers	0,00
67 Charges exceptionnelles	41 094,75	77 Produits exceptionnels	324 230,01
68 Dotations amortissements et provisions	150 500,00	78 Reprises amortissements et provisions	0,00
TOTAL DES DEPENSES REELLES ET MIXTES	I 76 150 234,41	TOTAL DES RECETTES REELLES ET MIXTES	II 86 400 453,35
SOLDE DES OPERATIONS REELLES ET MIXTES :		10 250 218,94	
(Recettes réelles – Dépenses réelles)			

OPERATIONS D'ORDRE (1)			
042 Opérations d'ordre entre sections	7 374 658,06	042 Opérations d'ordre entre sections	1 142 854,88
043 Opérations ordre intérieur de la section	0,00	043 Opérations ordre intérieur de la section	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	III 7 374 658,06	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	IV 1 142 854,88
AUTOFINANCEMENT DEGAGE			6 231 803,18

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	I + III 83 524 892,47	TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE	II + IV 87 543 308,23
---	------------------------------	---	------------------------------

RESULTAT REPORTE DE N-1			
002 Résultat de fonctionnement reporté	V 0,00	002 Résultat de fonctionnement reporté	VI 10 202 240,35

TOTAL DES DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	I + III + V 83 524 892,47	TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	II + IV + VI 97 745 548,58
SOLDE D'EXECUTION (recettes – dépenses) (2)			14 220 656,11

(1) DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(2) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
EQUILIBRE FINANCIER-SECTION D'INVESTISSEMENT	A2.2

SECTION D'INVESTISSEMENT – REALISATIONS
(y compris les restes à réaliser N-1)

OPERATIONS REELLES

CHAP.	LIBELLE	MANDATS EMIS	TITRES EMIS
10	Dotations, fonds divers et réserves	476,94	(1) 1 808 997,92
13	Subventions d'investissement	0,00	127 148,02
16	Emprunts et dettes assimilées	100 158,58	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	(2) 313 755,87	(3) 0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	(3) 0,00
21	Immobilisations corporelles	(2) 5 796 361,60	(3) 0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(2) 0,00	(3) 0,00
23	Immobilisations en cours	(2) 288 816,23	(3) 10 148,95
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	1 763,59	640,00
45	Total des opérations pour compte de tiers	0,00	0,00
TOTAL DES OPERATIONS REELLES		I 6 501 332,81	II 1 946 934,89

BESOIN D'AUTOFINANCEMENT :	4 554 397,92
(Dépenses réelles – Recettes réelles)	

OPERATIONS D'ORDRE (4)

040	Opérations d'ordre entre sections	1 142 854,88	7 374 658,06
041	Opérations patrimoniales	342 468,76	342 468,76
TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE		III 1 485 323,64	IV 7 717 126,82

AUTOFINANCEMENT PROPRE A L'EXERCICE =	6 231 803,18
Solde des opérations d'ordre de section à section (précédé du signe – si négatif)	

RESULTATS ANTERIEURS			
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	V	0,00	VI 1 501 264,61
1068 Excédents de fonctionnement capitalisés			VII 0,00

TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	I + III + V	7 986 656,45	II + IV + VI + VII 11 165 326,32
---	--------------------	---------------------	---

SOLDE D'EXECUTION (recettes – dépenses) (5) :	3 178 669,87
--	---------------------

(1) Hors 1068.

(2) Y compris les programmes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(5) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
BALANCE GENERALE-DEPENSES	B1

MANDATS EMIS (y compris les restes à réaliser N-1)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	9 493 440,03		9 493 440,03
012	Charges de personnel et frais assimilés	65 545 178,84		65 545 178,84
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	902 161,05		902 161,05
66	Charges financières	17 859,74	0,00	17 859,74
67	Charges exceptionnelles	41 094,75	148 898,99	189 993,74
68	Dot. aux amortissements et provisions	150 500,00	7 225 759,07	7 376 259,07
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement –Total		76 150 234,41	7 374 658,06	83 524 892,47

+

Pour information – D 002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	83 524 892,47
--	----------------------

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	476,94	0,00	476,94
13	Subventions d'investissement	0,00	69 616,00	69 616,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	100 158,58	0,00	100 158,58
18	Compte de liaison : affectation (BA)	(5) 0,00		0,00
	Total des programmes d'équipement	6 192 420,40		6 192 420,40
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	11 730,60	0,00	11 730,60
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	194 782,70	294 407,24	489 189,94
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(6) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3)	0,00	102 567,60	102 567,60
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	1 763,59	0,00	1 763,59
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		1 018 732,80	1 018 732,80
45	Opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
Dépenses d'investissement –Total		6 501 332,81	1 485 323,64	7 986 656,45

+

Pour information – D 001 Solde d'exécution reporté	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	7 986 656,45
---	---------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 61.

(3) Hors chapitres programmes.

(4) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état.

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(6) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF		II
BALANCE GENERALE-RECETTES		B2

TITRES EMIS (y compris les restes à réaliser N-1)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	910 172,53		910 172,53
60	Achats et variation des stocks			
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00	0,00
71	Production stockée (ou déstockage)	1 639 771,79		1 639 771,79
72	Production immobilisée		0,00	0,00
74	Contributions et participations		54 506,08	54 506,08
75	Autres produits de gestion courante	83 468 450,08		83 468 450,08
76	Produits financiers	57 828,94	0,00	57 828,94
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	324 230,01	1 088 348,80	1 412 578,81
79	Transferts de charges	0,00	0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		86 400 453,35	1 142 854,88	87 543 308,23

		+
Pour information – R 002 Résultat de fonctionnement reporté		10 202 240,35

		=
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES		97 745 548,58

2-INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 808 997,92	0,00	1 808 997,92
13	Subventions d'investissement	127 148,02	0,00	127 148,02
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	(4) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	265 391,62	265 391,62
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	72 267,46	72 267,46
22	Immobilisations reçues en affectation	(5) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	10 148,95	77 077,14	87 226,09
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	640,00	0,00	640,00
28	Amortissement des immobilisations		7 225 759,07	7 225 759,07
19	Neutral. et régul. d'opérations		76 631,53	76 631,53
45	Opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		1 946 934,89	7 717 126,82	9 664 061,71

		+
Pour information – R 001 Solde d'exécution reporté		1 501 264,61

		+
1068 Excédent de fonctionnement capitalisé		0,00

		=
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES		11 165 326,32

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 61.

(3) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état.

(4) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF						III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE						A

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts	Crédits employés ou restant à employer			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	9 858 697,00	9 083 456,70	409 983,33	0,00	365 256,97
	- Avec AE / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	- Hors AE / CP	9 858 697,00	9 083 456,70	409 983,33	0,00	365 256,97
012	Charges de personnel et frais assimilés	68 176 857,00	65 541 932,80	3 246,04	0,00	2 631 678,16
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	963 038,00	901 077,45	1 083,60	0,00	60 876,95
	- Avec AE / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	- Hors AE / CP	963 038,00	901 077,45	1 083,60	0,00	60 876,95
66	Charges financières	19 000,00	16 269,80	1 589,94	0,00	1 140,26
67	Charges exceptionnelles	56 750,00	41 094,75	0,00	0,00	15 655,25
68	Dotations amortissements et provisions	150 500,00	150 500,00			0,00
022	Dépenses imprévues (2)	5 830 856,35				
023	Virement à la section d'investissement (2)	4 280 000,00				
042	Opérations d'ordre entre sections	7 360 000,00	7 374 658,06			-14 658,06
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE		96 695 698,35	83 108 989,56	415 902,91	0,00	13 170 805,88

Pour information					
D002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00			

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	96 695 698,35	83 108 989,56	415 902,91	0,00	13 170 805,88
--	----------------------	----------------------	-------------------	-------------	----------------------

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts	Crédits employés ou restant à employer			Crédits annulés (1)
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	978 725,00	1 639 771,79	0,00	0,00	-661 046,79
74	Contributions et participations	83 441 537,00	83 468 450,08	0,00	0,00	-26 913,08
75	Autres produits de gestion courante	9 000,00	57 828,94	0,00	0,00	-48 828,94
013	Atténuations de charges	905 311,00	910 172,53	0,00	0,00	-4 861,53
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	59 000,00	324 230,01	0,00	0,00	-265 230,01
78	Reprises amortissements et provisions	0,00	0,00			0,00
042	Opérations d'ordre entre sections	1 099 885,00	1 142 854,88			-42 969,88
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE		86 493 458,00	87 543 308,23	0,00	0,00	-1 049 850,23

Pour information					
R002 Résultat de fonctionnement reporté	10 202 240,35	10 202 240,35			

Chap.	Libellé	Crédits ouverts	Crédits employés ou restant à employer			Crédits annulés (1)
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	96 695 698,35	97 745 548,58	0,00	0,00	-1 049 850,23

- (1) Crédits annulés = Crédits ouverts (BP + BS + DM + RAR N-1) – Crédits employés ou restant à employer (Mandats / Titres émis + Charges / Produits rattachés + Restes à réaliser au 31/12).
- (2) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres ou de mandats (opérations sans réalisations).

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF						III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLES						A1

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts	Crédits employés ou restant à employer			Crédits annulés (2)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	9 858 697,00	9 083 456,70	409 983,33	0,00	365 256,97
6042	Achats de prestations de services	480,00	480,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	141 821,00	141 761,97	0,00	0,00	59,03
60612	Energie - Electricité	1 325 710,92	1 226 681,92	99 029,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	61 554,17	42 396,47	18 025,97	0,00	1 131,73
60622	Carburants	1 179 559,74	1 149 865,41	0,00	0,00	29 694,33
60623	Alimentation	32 171,30	31 449,57	0,00	0,00	721,73
60631	Fournitures d'entretien	115 081,64	115 019,18	0,00	0,00	62,46
60632	Fournitures de petit équipement	497 215,89	470 411,93	7 198,26	0,00	19 605,70
60636	Habillement et vêtements de travail	192 839,15	190 086,46	1 259,88	0,00	1 492,81
6064	Fournitures administratives	66 595,03	57 692,02	261,29	0,00	8 641,72
60661	Médicaments	29 019,65	24 648,06	2 962,06	0,00	1 409,53
60662	Vaccins et sérums	4 565,23	4 503,71	0,00	0,00	61,52
60668	Autres produits pharmaceutiques	167 751,40	167 744,34	0,00	0,00	7,06
6067	Produits d'intervention	49 739,65	49 229,65	0,00	0,00	510,00
6068	Autres matières et fournitures	255 977,50	248 752,53	137,26	0,00	7 087,71
611	Contrats de prestations de services	167 565,00	156 643,73	8 200,00	0,00	2 721,27
6132	Locations immobilières	390 438,43	379 079,57	0,00	0,00	11 358,86
6135	Locations mobilières	66 646,72	36 894,43	29 485,92	0,00	266,37
614	Charges locatives et de copropriété	18 179,00	-33 067,96	49 808,68	0,00	1 438,28
61521	Entretien terrains	63 888,00	63 887,64	0,00	0,00	0,36
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	234 094,83	225 216,79	8 878,04	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	6 720,00	6 720,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	14 122,00	12 450,20	165,88	0,00	1 505,92
61551	Entretien matériel roulant	772 590,63	751 521,90	11 082,49	0,00	9 986,24
61558	Entretien autres biens mobiliers	246 240,20	234 776,59	1 936,47	0,00	9 527,14
6156	Maintenance	517 254,23	471 063,15	30 642,11	0,00	15 548,97
6161	Multirisques	565 344,00	565 343,35	0,00	0,00	0,65
6168	Autres primes d'assurance	265 565,00	260 814,30	0,00	0,00	4 750,70
617	Etudes et recherches	17 748,24	15 833,31	0,00	0,00	1 914,93
61821	Abonnements	32 751,33	32 744,33	0,00	0,00	7,00
61828	Autres	3 171,44	3 141,41	0,00	0,00	30,03
6184	Versements à des organismes de formation	260 903,50	147 011,98	95 448,01	0,00	18 443,51
6185	Frais de colloques et de séminaires	50,00	0,00	50,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	10 000,00	9 732,29	0,00	0,00	267,71
6226	Honoraires	7 146,91	-4 724,98	6 270,00	0,00	5 601,89
6227	Frais d'actes et de contentieux	92 300,96	88 022,52	0,00	0,00	4 278,44
6231	Annonces et insertions	36 169,01	18 540,60	0,00	0,00	17 628,41
6232	Fêtes et cérémonies	20,00	20,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	42 108,09	33 032,84	336,01	0,00	8 739,24
6236	Catalogues et imprimés et publications	15 599,58	13 356,85	0,00	0,00	2 242,73
6241	Transports de biens	9 593,00	8 487,68	0,00	0,00	1 105,32
6247	Transports collectifs du personnel	3 662,00	2 362,50	0,00	0,00	1 299,50
6251	Voyages, déplacements et missions	300 723,90	236 317,55	2 246,66	0,00	62 159,69
6255	Frais de déménagement	25 991,30	25 991,30	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	32 920,35	31 809,20	0,00	0,00	1 111,15
6262	Frais de télécommunications	437 000,00	356 911,87	21 616,77	0,00	58 471,36
627	Services bancaires et assimilés	2 600,00	1 818,30	0,00	0,00	781,70
6283	Frais de nettoyage des locaux	552 560,85	552 560,85	0,00	0,00	0,00
62872	Remboursement de frais au budget annexe	186 556,00	152 865,27	0,00	0,00	33 690,73

6288	Autres remboursements de frais	296 790,65	268 695,61	8 242,05	0,00	19 852,99
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	5 204,58	5 165,34	0,00	0,00	39,24
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	38 395,00	31 693,17	6 700,52	0,00	1,31
012	Charges de personnel et frais assimilés	68 176 857,00	65 541 932,80	3 246,04	0,00	2 631 678,16
6218	Autre personnel extérieur	59 495,00	4 838,92	0,00	0,00	54 656,08
6331	Versement de transport	342 383,00	335 907,76	0,00	0,00	6 475,24
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	133 838,00	129 391,64	0,00	0,00	4 446,36
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	351 731,00	285 169,69	0,00	0,00	66 561,31
64111	Rémunération principale titulaires	25 129 150,85	24 525 309,90	0,00	0,00	603 840,95
64112	SFT, indemnité résidence	626 795,00	586 583,69	0,00	0,00	40 211,31
64113	NBI	158 377,32	158 377,32	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	13 546 401,72	13 368 251,17	0,00	0,00	178 150,55
64131	Rémunérations personnel non titulaire	1 241 922,80	1 241 922,80	0,00	0,00	0,00
64141	Vacations sapeurs pompiers volontaires	8 988 792,31	8 280 736,93	0,00	0,00	708 055,38
64145	Vacations versées aux employeurs	18 126,04	18 126,04	0,00	0,00	0,00
64146	Service de santé	62 000,00	54 112,01	0,00	0,00	7 887,99
64162	Emplois d'avenir	13 633,00	10 439,34	0,00	0,00	3 193,66
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	4 646 045,00	4 176 709,57	0,00	0,00	469 335,43
6453	Cotisations aux caisses de retraites	10 454 018,00	10 047 847,62	1 521,55	0,00	404 648,83
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	58 885,74	58 885,74	0,00	0,00	0,00
646	Allocations de vétérance	808 983,86	808 983,69	0,00	0,00	0,17
6472	Prestations familiales directes	29 342,88	29 342,88	0,00	0,00	0,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	284 807,00	280 583,50	0,00	0,00	4 223,50
6475	Médecine du travail, pharmacie	59 534,00	33 433,94	96,49	0,00	26 003,57
6478	Autres charges sociales diverses	961 750,00	940 792,51	0,00	0,00	20 957,49
6488	Autres charges	200 844,48	166 186,14	1 628,00	0,00	33 030,34
65	Autres charges de gestion courante	963 038,00	901 077,45	1 083,60	0,00	60 876,95
651	Redevance pour concessions brevet,...	43,39	43,39	0,00	0,00	0,00
6521	Déficit des budgets annexes	384 844,00	352 397,34	0,00	0,00	32 446,66
6531	Indemnités	43 594,00	43 305,31	0,00	0,00	288,69
6532	Frais de mission	8 400,00	6 200,22	1 006,26	0,00	1 193,52
6541	Créances admises en non-valeur	19 000,00	17 623,84	0,00	0,00	1 376,16
6558	Autres contributions obligatoires	259 956,61	254 569,00	0,00	0,00	5 387,61
656	Participations	150 000,00	138 853,50	0,00	0,00	11 146,50
6574	Subv. fonct. assoc. et personnes privées	83 000,00	83 000,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	14 200,00	5 084,85	77,34	0,00	9 037,81
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GESTION DES SERVICES (A) = (011 + 012 + 65 + 014)		78 998 592,00	75 526 466,95	414 312,97	0,00	3 057 812,08
66	Charges financières (B)	19 000,00	16 269,80	1 589,94	0,00	1 140,26
66111	Intérêts réglés à l'échéance	18 422,65	17 282,39	0,00	0,00	1 140,26
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	577,35	-1 012,59	1 589,94	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (C)	56 750,00	41 094,75	0,00	0,00	15 655,25
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	10 000,00	1 688,70	0,00	0,00	8 311,30
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	8 662,00	7 100,00	0,00	0,00	1 562,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	12 000,00	6 327,93	0,00	0,00	5 672,07
678	Autres charges exceptionnelles	26 088,00	25 978,12	0,00	0,00	109,88
68	Dotations amortissements et provisions (D)	150 500,00	150 500,00			0,00
6875	Dot. prov. risques et charges exception.	150 500,00	150 500,00			0,00
022	Dépenses imprévues (E)	5 830 856,35				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = A + B + C + D + E		85 055 698,35	75 734 331,50	415 902,91	0,00	8 905 463,94
023	Virement à la section d'investissement	4 280 000,00				
042	Opérations d'ordre entre sections (3)	7 360 000,00	7 374 658,06			-14 658,06

675	Valeurs comptables immobilisation cédée	0,00	72 267,46			-72 267,46
6761	Différences sur réalisations (positives)	0,00	76 631,53			-76 631,53
6811	Dot. amort. et prov. immobilisations	7 360 000,00	7 225 759,07			134 240,93
043	Opérations ordre intérieur de la section (3)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE (= Prélèvement issu de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement)		11 640 000,00	7 374 658,06			4 265 341,94
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		96 695 698,35	83 108 989,56	415 902,91	0,00	13 170 805,88

Pour information D 002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00			
--	------	------	--	--	--

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	96 695 698,35	83 108 989,56	415 902,91	0,00	13 170 805,88
--	---------------	---------------	------------	------	---------------

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (4)

Montant des ICNE de l'exercice	1 589,94
Montant des ICNE de l'exercice N-1	1 012,59
= Différence ICNE N – ICNE N-1	577,35

(1) Détailler conformément au plan de comptes utilisé.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts (BP + BS + DM + RAR N-1) – Crédits employés ou restant à employer (Mandats / Titres émis + Charges / Produits rattachés + Restes à réaliser au 31/12).

(3) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre, DF 042 = RI 040, DF 043 = RF 043.

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLES

III

A2

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts	Crédits employés ou restant à employer			Crédits annulés (2)
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	978 725,00	1 639 771,79	0,00	0,00	-661 046,79
7061	Inter. factur. (art. L. 1424-42 du CGCT)	305 288,00	474 343,78	0,00	0,00	-169 055,78
7068	Autres prestations de services	85 000,00	159 124,04	0,00	0,00	-74 124,04
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	588 437,00	787 768,87	0,00	0,00	-199 331,87
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	218 535,10	0,00	0,00	-218 535,10
74	Contributions et participations	83 441 537,00	83 468 450,08	0,00	0,00	-26 913,08
744	FCTVA	58 000,00	44 759,30	0,00	0,00	13 240,70
74712	Emplois d'avenir	8 882,00	9 547,57	0,00	0,00	-665,57
7473	Participation départements	46 031 000,00	46 031 000,00	0,00	0,00	0,00
7474	Participation communes	17 492 355,00	16 863 654,00	0,00	0,00	628 701,00
7475	Group. coll et coll. statut particulier	18 770 863,00	19 399 570,00	0,00	0,00	-628 707,00
7478	Participation autres organismes	1 080 437,00	1 119 919,21	0,00	0,00	-39 482,21
75	Autres produits de gestion courante	9 000,00	57 828,94	0,00	0,00	-48 828,94
758	Produits divers de gestion courante	9 000,00	57 828,94	0,00	0,00	-48 828,94
013	Atténuations de charges	905 311,00	910 172,53	0,00	0,00	-4 861,53
6419	Remboursements rémunérations personnel	391 877,00	425 843,44	0,00	0,00	-33 966,44
6459	Remboursement charges SS et prévoyance	0,00	8 066,04	0,00	0,00	-8 066,04
6479	Remboursement autres charges sociales	513 434,00	476 263,05	0,00	0,00	37 170,95
TOTAL GESTION DES SERVICES (A) = (70 + 74 + 75 + 013)		85 334 573,00	86 076 223,34	0,00	0,00	-741 650,34
76	Produits financiers (B)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (C)	59 000,00	324 230,01	0,00	0,00	-265 230,01
7711	Dédits et pénalités perçus	50 000,00	45 544,42	0,00	0,00	4 455,58
7714	Recouvr. créances admises en non valeur	0,00	90,00	0,00	0,00	-90,00
7718	Autres prod. except. opération gestion	0,00	33 659,91	0,00	0,00	-33 659,91
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	5 000,00	16 482,64	0,00	0,00	-11 482,64
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	113 223,93	0,00	0,00	-113 223,93
7788	Autres produits exceptionnels	4 000,00	115 229,11	0,00	0,00	-111 229,11
78	Reprises amortissements et provisions (D)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES = A + B + C + D		85 393 573,00	86 400 453,35	0,00	0,00	-1 006 880,35
042	Opérations d'ordre entre sections (2)	1 099 885,00	1 142 854,88			-42 969,88
722	Immobilisations corporelles	60 000,00	54 506,08			5 493,92
7761	Différences sur réalisations (négatives)	0,00	35 675,06			-35 675,06
7768	Neutralisation des amortissements	992 607,00	983 057,74			9 549,26
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	47 278,00	69 616,00			-22 338,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		1 099 885,00	1 142 854,88			-42 969,88
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		86 493 458,00	87 543 308,23	0,00	0,00	-1 049 850,23

Pour information R 002 Résultat de fonctionnement reporté	10 202 240,35	10 202 240,35			
--	---------------	---------------	--	--	--

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	96 695 698,35	97 745 548,58	0,00	0,00	-1 049 850,23
--	---------------	---------------	------	------	---------------

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (4)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes utilisé.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts (BP + BS + DM + RAR N-1) – Crédits employés ou restant à employer (Mandats / Titres émis + Charges / Produits rattachés + Restes à réaliser au 31/12).

(3) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040, RF 043 = DF 043.

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Nature	Crédits ouverts	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
Dépenses d'équipement	12 972 659,23	6 398 933,70	4 596,22	6 569 129,31
- Non individualisées en programmes d'équipement	4 525 398,54	206 513,30	4 596,22	4 314 289,02
- Avec AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP / CP	4 525 398,54	206 513,30	4 596,22	4 314 289,02
- Individualisées en programmes d'équipement	8 447 260,69	6 192 420,40	0,00	2 254 840,29
- Avec AP / CP	8 447 260,69	6 192 420,40	0,00	2 254 840,29
- Hors AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00
Subventions d'équipement à verser (c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00
- Avec AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses financières	1 043 022,33	102 399,11	0,00	940 623,22
040 Opérations d'ordre entre sections	1 099 885,00	1 142 854,88		-42 969,88
041 Opérations patrimoniales	350 000,00	342 468,76		7 531,24
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE	15 465 566,56	7 986 656,45	4 596,22	7 474 313,89

Pour information D 001 Solde d'exécution reporté	0,00	0,00		
---	-------------	-------------	--	--

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	15 465 566,56	7 986 656,45	4 596,22	7 474 313,89
---	----------------------	---------------------	-----------------	---------------------

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Nature	Crédits ouverts	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
Recettes d'équipement	162 657,53	137 296,97	41 800,00	-16 439,44
Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes financières	1 811 644,42	1 809 637,92	0,00	2 006,50
Opérations d'ordre entre sections	11 640 000,00	7 374 658,06		4 265 341,94
041 Opérations patrimoniales	350 000,00	342 468,76		7 531,24
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE I	13 964 301,95	9 664 061,71	41 800,00	4 258 440,24

Pour information R 001 Solde d'exécution reporté	1 501 264,61	1 501 264,61		
---	---------------------	---------------------	--	--

Pour information 1068 Excédent de fonctionnement capitalisé	0,00	0,00		
--	-------------	-------------	--	--

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	15 465 566,56	11 165 326,32	41 800,00	4 258 440,24
---	----------------------	----------------------	------------------	---------------------

(1) Crédits annulés = Crédits ouverts (BP + BS + DM + RAR N-1) – Crédits employés ou restant à employer (Mandats / Titres émis + Charges / Produits rattachés + Restes à réaliser au 31/12).

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT					B1.1

DEPENSES NON INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
TOTAL		4 525 398,54	206 513,30	4 596,22	4 314 289,02
20	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	44 218,40	11 730,60	2 606,40	29 881,40
2033	Frais d'insertion	25 864,00	9 642,60	1 080,00	15 141,40
2051	Concessions, droits similaires, brevets,...	18 354,40	2 088,00	1 526,40	14 740,00
21	Immobilisations corporelles	201 180,14	194 782,70	1 989,82	4 407,62
21312	Centres d'incendie et de secours	96,00	96,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel d'incendie et de secours	27 679,74	27 678,66	0,00	1,08
21578	Autre matériel et outillage technique	240,00	0,00	239,98	0,02
2158	Autres install., mat et outill. techn.	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles	172 164,40	167 008,04	1 749,84	3 406,52
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	4 280 000,00	0,00	0,00	4 280 000,00
231312	Centres d'incendie et de secours	4 280 000,00	0,00	0,00	4 280 000,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts (BP + BS + DM + RAR N-1) – Mandats / Titres émis – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT					B1.2

DEPENSES INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT

N°	Libellé	Crédits ouverts	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
TOTAL		8 447 260,69	6 192 420,40	0,00	2 254 840,29
2010000006	GROUPEMENT OUEST	76 000,00	22 823,89	0,00	53 176,11
2012000001	PLATEAU TECHNIQUE DE FORMATION	15 000,00	4 017,60	0,00	10 982,40
2013000002	MODERNISATION DES OUTILS	377 000,00	197 683,60	0,00	179 316,40
2014000006	FORGES LES EAUX REHABILITATION	801,96	801,96	0,00	0,00
2014000008	LA MAILLERAYE/S REHABILITATION	2 430,00	2 430,00	0,00	0,00
2014000009	MONTIVILLIERS REHABILITATION	25 000,00	16 487,23	0,00	8 512,77
2014000010	DIRECTION AMENAGEMENT LOCAUX	103 734,30	93 804,67	0,00	9 929,63
2014000012	NOUVELLE AP LE HAVRE SUD	170 400,00	103 363,38	0,00	67 036,62
2015000001	MATERIELS ROULANTS & NAVIGANTS	1 708 000,00	1 291 533,34	0,00	416 466,66
2015000003	SYSTEME GESTION OPERATIONNELLE	841 661,43	841 661,43	0,00	-0,00
2016000001	AJUSTEMENT MOYENS MATERIELS DES EQUIPES SPECIALISEES	479 750,00	352 442,98	0,00	127 307,02
2016000002	ACQUISITION D'EQUIPEMENTS ET DE MATERIELS OPERATIONNELS	1 145 300,00	1 070 162,99	0,00	75 137,01
2016000003	ACQUISITION D'EQUIPEMENTS ET DE MATERIELS NON OPERATIONNELS	114 200,00	97 466,24	0,00	16 733,76
2016000004	RECONDITIONNEMENT, AMENAGEMENT, MAINTENANCE ET EQUIPEMENT DES MA	573 234,00	563 975,25	0,00	9 258,75
2016000005	ACQUISITION DE MOBILIER	35 000,00	34 597,53	0,00	402,47
2016000006	REFECTION ET AMENAGEMENT DU PATRIMOINE BATI	350 000,00	260 139,52	0,00	89 860,48
2016000007	RENOUVELLEMENT MATERIELS SSSM	71 726,00	39 334,74	0,00	32 391,26
2016000008	RENOUVELLEMENT ET MAINTENANCE DU SYSTEME D'INFORMATION	467 923,00	295 671,19	0,00	172 251,81
2017000001	TRAVAUX AU CENTRE DEPARTEMENTAL DE FORMATION	76 000,00	0,00	0,00	76 000,00
2017000002	RECONSTRUCTION DE LA MAISON A FEU DU CDF DE SAINT VALERY EN CAUX	445 000,00	297 392,33	0,00	147 607,67
2017000003	REHABILITATION ET AMENAGEMENT DU CIS CANY BARVILLE	442 000,00	12 944,40	0,00	429 055,60
2017000004	CONSTRUCTION CIS DE DUCLAIR	460 000,00	428 820,37	0,00	31 179,63
2018000001	SECURITE DANS LES ETABLISSEMENTS DU SDIS	300 000,00	23 388,41	0,00	276 611,59
2018000002	TRAVAUX DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET D'ECONOMIES D'ENERGIE	166 000,00	141 477,35	0,00	24 522,65
2018000003	RECONSTRUCTION DU CIS DE FECAMP	1 100,00	0,00	0,00	1 100,00

(1) Crédits annulés = Crédits ouverts (BP + BS + DM + RAR N-1) – Crédits employés ou restant à employer (Mandats / Titres émis + Charges / Produits rattachés + Restes à réaliser au 31/12).

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2010000006
LIBELLE : GROUPEMENT OUEST
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1006

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalizations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	DEPENSES	76 000,00	a 22 823,89	0,00	53 176,11	b 3 970 976,89
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	75 933,29
21311	Bâtiments administratifs	0,00	0,00	0,00	0,00	9 527,39
2184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	65 151,90
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	1 254,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	76 000,00	22 823,89	0,00	53 176,11	3 895 043,60
231311	Bâtiments administratifs	76 000,00	22 823,89	0,00	53 176,11	3 876 558,20
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	18 485,40

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalizations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	RECETTES	0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	c - a -22 823,89	d - b -3 970 976,89

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP.

(3) Obligatoirement annulés en fin d'exercice.

(4) Réalisations antérieures + Réalisations de l'exercice.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2012000001
LIBELLE : PLATEAU TECHNIQUE DE FORMATION
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1201

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	DEPENSES	15 000,00	a 4 017,60	0,00	10 982,40	b 908 572,05
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	9 821,30
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	9 821,30
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	15 000,00	4 017,60	0,00	10 982,40	898 750,75
231311	Bâtiments administratifs	15 000,00	4 017,60	0,00	10 982,40	898 750,75

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	RECETTES	0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	c - a	d - b
	-4 017,60	-908 572,05

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP.

(3) Obligatoirement annulés en fin d'exercice.

(4) Réalisations antérieures + Réalisations de l'exercice.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2013000002
LIBELLE : MODERNISATION DES OUTILS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1302

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	DEPENSES	377 000,00	a 197 683,60	0,00	179 316,40	b 1 409 295,93
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	377 000,00	197 683,60	0,00	179 316,40	1 284 740,21
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	71 752,23
2051	Concessions, droits similaires, brevets,...	377 000,00	197 683,60	0,00	179 316,40	1 212 987,98
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	124 555,72
2183	Matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	124 555,72
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	RECETTES	0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	c - a -197 683,60	d - b -1 409 295,93

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP.

(3) Obligatoirement annulés en fin d'exercice.

(4) Réalisations antérieures + Réalisations de l'exercice.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF						III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT						B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014000006
LIBELLE : FORGES LES EAUX REHABILITATION
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1406

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	DEPENSES	801,96	a	801,96	0,00	b
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	333 956,70
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	801,96	801,96	0,00	0,00	333 956,70
231312	Centres d'incendie et de secours	801,96	801,96	0,00	0,00	333 956,70

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	RECETTES	0,00	c	0,00	0,00	d
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	c - a	-801,96	d - b	-333 956,70

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP.

(3) Obligatoirement annulés en fin d'exercice.

(4) Réalisations antérieures + Réalisations de l'exercice.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014000008
LIBELLE : LA MAILLERAYE/S REHABILITATION
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1408

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	DEPENSES	2 430,00	a 2 430,00	0,00	0,00	b 424 520,37
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	26 952,60
217312	Centres incendie secours (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00	2 646,60
217318	Autres bâtiments publics (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00	24 306,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	2 430,00	2 430,00	0,00	0,00	397 567,77
2317312	Centres incendie et secours mise à dispo	2 430,00	2 430,00	0,00	0,00	397 567,77

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	RECETTES	0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	c - a -2 430,00	d - b -424 520,37

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP.

(3) Obligatoirement annulés en fin d'exercice.

(4) Réalisations antérieures + Réalisations de l'exercice.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT					B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014000009
LIBELLE : MONTIVILLIERS REHABILITATION
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1409

DEPENSES

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		25 000,00	a16 487,23	0,00	8 512,77	b21 521,23
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	630,00	0,00	-630,00	630,00
2031	Frais d'études	0,00	630,00	0,00	-630,00	630,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	25 000,00	15 857,23	0,00	9 142,77	20 891,23
231312	Centres d'incendie et de secours	25 000,00	15 857,23	0,00	9 142,77	20 891,23

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)						
Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
RECETTES		0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	c - a	-16 487,23	d - b	-21 521,23

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP.

(3) Obligatoirement annulés en fin d'exercice.

(4) Réalisations antérieures + Réalisations de l'exercice.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014000010
LIBELLE : DIRECTION AMENAGEMENT LOCAUX
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1410

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalizations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	DEPENSES	103 734,30	a 93 804,67	0,00	9 929,63	b 510 070,37
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	7 608,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	7 608,00
21	Immobilisations corporelles	103 734,30	93 804,67	0,00	9 929,63	494 780,34
21311	Bâtiments administratifs	103 734,30	88 693,78	0,00	15 040,52	400 568,45
2184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	5 110,89	0,00	-5 110,89	15 124,69
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	79 087,20
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	7 682,03
231311	Bâtiments administratifs	0,00	0,00	0,00	0,00	7 682,03

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalizations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	RECETTES	0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	c - a -93 804,67	d - b -510 070,37

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP.

(3) Obligatoirement annulés en fin d'exercice.

(4) Réalisations antérieures + Réalisations de l'exercice.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014000012
LIBELLE : NOUVELLE AP LE HAVRE SUD
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1412

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	DEPENSES	170 400,00	a 103 363,38	0,00	67 036,62	b 105 103,38
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	5 412,00	0,00	-5 412,00	5 412,00
2031	Frais d'études	0,00	5 412,00	0,00	-5 412,00	5 412,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	170 400,00	97 951,38	0,00	72 448,62	99 691,38
231312	Centres d'incendie et de secours	170 400,00	97 951,38	0,00	72 448,62	99 691,38

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	RECETTES	0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	c - a	d - b
	-103 363,38	-105 103,38

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP.

(3) Obligatoirement annulés en fin d'exercice.

(4) Réalisations antérieures + Réalisations de l'exercice.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF						III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT						B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2015000001
LIBELLE : MATERIELS ROULANTS & NAVIGANTS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1501

DEPENSES

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		1 708 000,00	a 1 291 533,34	0,00	416 466,66	b 6 754 941,05
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 708 000,00	1 232 941,60	0,00	475 058,40	6 696 349,31
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	1 627 000,00	1 208 809,61	0,00	418 190,39	6 351 292,45
2182	Matériel de transport	81 000,00	24 131,99	0,00	56 868,01	345 056,86
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	58 591,74	0,00	-58 591,74	58 591,74
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	58 591,74	0,00	-58 591,74	58 591,74

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)						
Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
RECETTES		0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)		Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses		c - a	-1 291 533,34	d - b	-6 754 941,05

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP.

(3) Obligatoirement annulés en fin d'exercice.

(4) Réalisations antérieures + Réalisations de l'exercice.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2015000003
LIBELLE : SYSTEME GESTION OPERATIONNELLE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1503

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	DEPENSES	841 661,43	a 841 661,43	0,00	0,00	b 6 798 485,98
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	-9 400,00	6 329,20	0,00	-15 729,20	128 012,08
2031	Frais d'études	0,00	1 800,00	0,00	-1 800,00	101 934,00
2051	Concessions, droits similaires, brevets,...	-9 400,00	4 529,20	0,00	-13 929,20	26 078,08
21	Immobilisations corporelles	851 061,43	835 332,23	0,00	15 729,20	6 670 473,90
21311	Bâtiments administratifs	0,00	0,00	0,00	0,00	978 821,03
21318	Autres bâtiments publics	0,00	8 224,80	0,00	-8 224,80	120 325,20
21532	Réseaux d'alerte	851 061,43	826 492,11	0,00	24 569,32	5 514 576,14
2183	Matériel informatique	0,00	615,32	0,00	-615,32	12 268,68
2184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	31 405,80
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	13 077,05
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	RECETTES	0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	c - a -841 661,43	d - b -6 798 485,98

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP.

(3) Obligatoirement annulés en fin d'exercice.

(4) Réalisations antérieures + Réalisations de l'exercice.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016000001
LIBELLE : AJUSTEMENT MOYENS MATERIELS DES EQUIPES SPECIALISEES
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1601

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	DEPENSES	479 750,00	a 352 442,98	0,00	127 307,02	b 977 129,19
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	479 750,00	352 442,98	0,00	127 307,02	977 129,19
21562	Matériel non mobile incendie et secours	479 750,00	352 442,98	0,00	127 307,02	977 129,19
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	RECETTES	0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	c - a -352 442,98	d - b -977 129,19

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP.

(3) Obligatoirement annulés en fin d'exercice.

(4) Réalisations antérieures + Réalisations de l'exercice.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016000002
LIBELLE : ACQUISITION D'EQUIPEMENTS ET DE MATERIELS OPERATIONNELS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1602

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	DEPENSES	1 145 300,00	a 1 070 162,99	0,00	75 137,01	b 1 729 900,72
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 145 300,00	1 070 162,99	0,00	75 137,01	1 729 900,72
21531	Réseaux de transmission	-144 390,80	162 456,82	0,00	-306 847,62	162 456,82
21538	Autres réseaux	0,00	14 905,54	0,00	-14 905,54	14 905,54
21562	Matériel non mobile incendie et secours	1 289 690,80	892 800,63	0,00	396 890,17	1 552 538,36
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	RECETTES	0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	c - a	d - b
	-1 070 162,99	-1 729 900,72

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP.

(3) Obligatoirement annulés en fin d'exercice.

(4) Réalisations antérieures + Réalisations de l'exercice.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF						III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT						B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016000003
LIBELLE : ACQUISITION D'EQUIPEMENTS ET DE MATERIELS NON OPERATIONNELS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1603

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	DEPENSES	114 200,00	a 97 466,24	0,00	16 733,76	b 127 217,23
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	114 200,00	97 466,24	0,00	16 733,76	127 217,23
21571	Ateliers	40 630,00	11 797,61	0,00	28 832,39	12 498,61
21578	Autre matériel et outillage technique	73 515,31	50 293,90	0,00	23 221,41	74 507,15
2188	Autres immobilisations corporelles	54,69	35 374,73	0,00	-35 320,04	40 211,47
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	RECETTES	0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	c - a	-97 466,24	d - b	-127 217,23

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP.

(3) Obligatoirement annulés en fin d'exercice.

(4) Réalisations antérieures + Réalisations de l'exercice.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016000004
LIBELLE : RECONDITIONNEMENT, AMENAGEMENT, MAINTENANCE ET EQUIPEMENT DES MA
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1604

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	DEPENSES	573 234,00	a 563 975,25	0,00	9 258,75	b 971 349,98
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	573 234,00	563 975,25	0,00	9 258,75	971 349,98
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	573 234,00	539 272,02	0,00	33 961,98	935 280,16
21562	Matériel non mobile incendie et secours	0,00	24 064,78	0,00	-24 064,78	24 064,78
21571	Ateliers	0,00	0,00	0,00	0,00	11 366,59
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	638,45	0,00	-638,45	638,45
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	RECETTES	0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	c - a -563 975,25	d - b -971 349,98

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP.

(3) Obligatoirement annulés en fin d'exercice.

(4) Réalisations antérieures + Réalisations de l'exercice.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016000005
LIBELLE : ACQUISITION DE MOBILIER
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1605

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	DEPENSES	35 000,00	a 34 597,53	0,00	402,47	b 63 455,25
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	35 000,00	34 597,53	0,00	402,47	63 455,25
2184	Matériel de bureau et mobilier	35 000,00	34 597,53	0,00	402,47	63 455,25
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	RECETTES	0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	c - a -34 597,53	d - b -63 455,25

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP.

(3) Obligatoirement annulés en fin d'exercice.

(4) Réalisations antérieures + Réalisations de l'exercice.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF						III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT						B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016000006
LIBELLE : REFECTION ET AMENAGEMENT DU PATRIMOINE BATI
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1606

DEPENSES

DEPENSES								
Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire		
			Réalizations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)		
DEPENSES		350 000,00	a	260 139,52	0,00	89 860,48	b	379 436,52
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	350 000,00		246 350,84	0,00	103 649,16		348 514,28
21311	Bâtiments administratifs	0,00		65 503,13	0,00	-65 503,13		72 202,34
21312	Centres d'incendie et de secours	350 000,00		149 193,94	0,00	200 806,06		241 367,77
21318	Autres bâtiments publics	0,00		1 364,87	0,00	-1 364,87		1 364,87
217312	Centres incendie secours (mise à dispo)	0,00		24 047,85	0,00	-24 047,85		27 338,25
2184	Matériel de bureau et mobilier	0,00		290,00	0,00	-290,00		290,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00		5 951,05	0,00	-5 951,05		5 951,05
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00		0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	0,00		13 788,68	0,00	-13 788,68		30 922,24
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00		12 876,68	0,00	-12 876,68		30 010,24
2317312	Centres incendie et secours mise à dispo	0,00		912,00	0,00	-912,00		912,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)							
Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire	
			Réalizations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)	
RECETTES		0,00	c	0,00		d	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00		0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00		0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00		0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00		0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00		0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00		0,00	0,00		0,00

Solde du financement (7)		Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses		c - a	-260 139,52	d - b	-379 436,52

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP.

(3) Obligatoirement annulés en fin d'exercice.

(4) Réalisations antérieures + Réalisations de l'exercice.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT					B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016000007
LIBELLE : RENOUVELLEMENT MATERIELS SSSM
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1607

DEPENSES

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		71 726,00	a39 334,74	0,00	32 391,26	b97 152,97
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	71 726,00	39 334,74	0,00	32 391,26	97 152,97
21568	Autre matériel d'incendie et de secours	71 726,00	39 334,74	0,00	32 391,26	96 185,15
2158	Autres install., mat et outill. techn.	0,00	0,00	0,00	0,00	967,82
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)						
Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
RECETTES		0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	c - a	-39 334,74	d - b	-97 152,97

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP.

(3) Obligatoirement annulés en fin d'exercice.

(4) Réalisations antérieures + Réalisations de l'exercice.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF						III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT						B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016000008
LIBELLE : RENOUELEMENT ET MAINTENANCE DU SYSTEME D'INFORMATION
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1608

DEPENSES

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		467 923,00	a 295 671,19	0,00	172 251,81	b 799 548,21
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	191 663,00	75 956,47	0,00	115 706,53	177 677,85
2051	Concessions,droits similaires,brevets,...	191 663,00	75 956,47	0,00	115 706,53	177 677,85
21	Immobilisations corporelles	276 260,00	219 714,72	0,00	56 545,28	621 870,36
21531	Réseaux de transmission	62 260,00	18 057,92	0,00	44 202,08	38 939,42
21532	Réseaux d'alerte	0,00	26 784,58	0,00	-26 784,58	61 232,58
21538	Autres réseaux	0,00	8 328,85	0,00	-8 328,85	22 927,92
217318	Autres bâtiments publics (mise à dispo)	0,00	5 130,00	0,00	-5 130,00	5 130,00
2183	Matériel informatique	20 000,00	151 268,37	0,00	-131 268,37	363 608,70
2184	Matériel de bureau et mobilier	185 000,00	10 145,00	0,00	174 855,00	122 714,80
2188	Autres immobilisations corporelles	9 000,00	0,00	0,00	9 000,00	7 316,94
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)						
Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
RECETTES		0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	c - a	-295 671,19	d - b	-799 548,21

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP.

(3) Obligatoirement annulés en fin d'exercice.

(4) Réalisations antérieures + Réalisations de l'exercice.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2017000001
LIBELLE : TRAVAUX AU CENTRE DEPARTEMENTAL DE FORMATION
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1701

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	DEPENSES	76 000,00	a 0,00	0,00	76 000,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	76 000,00	0,00	0,00	76 000,00	0,00
231318	Autres bâtiments publics	76 000,00	0,00	0,00	76 000,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	RECETTES	0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	c - a 0,00	d - b 0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP.

(3) Obligatoirement annulés en fin d'exercice.

(4) Réalisations antérieures + Réalisations de l'exercice.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2017000002
LIBELLE : RECONSTRUCTION DE LA MAISON A FEU DU CDF DE SAINT VALERY EN CAUX
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1702

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	DEPENSES	445 000,00	a 297 392,33	0,00	147 607,67	b 303 995,63
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	4 152,00	0,00	-4 152,00	4 152,00
2031	Frais d'études	0,00	4 152,00	0,00	-4 152,00	4 152,00
21	Immobilisations corporelles	-112 000,00	236 930,98	0,00	-348 930,98	236 930,98
21318	Autres bâtiments publics	0,00	480,00	0,00	-480,00	480,00
2188	Autres immobilisations corporelles	-112 000,00	236 450,98	0,00	-348 450,98	236 450,98
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	557 000,00	56 309,35	0,00	500 690,65	62 912,65
231318	Autres bâtiments publics	557 000,00	56 309,35	0,00	500 690,65	56 309,35
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	6 603,30

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	RECETTES	0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	c - a -297 392,33	d - b -303 995,63

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP.

(3) Obligatoirement annulés en fin d'exercice.

(4) Réalisations antérieures + Réalisations de l'exercice.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2017000003
LIBELLE : REHABILITATION ET AMENAGEMENT DU CIS CANY BARVILLE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1703

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	DEPENSES	442 000,00	a 12 944,40	0,00	429 055,60	b 17 744,40
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	442 000,00	12 944,40	0,00	429 055,60	17 744,40
231312	Centres d'incendie et de secours	442 000,00	12 944,40	0,00	429 055,60	17 744,40

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	RECETTES	0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	c - a -12 944,40	d - b -17 744,40

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP.

(3) Obligatoirement annulés en fin d'exercice.

(4) Réalisations antérieures + Réalisations de l'exercice.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2017000004
LIBELLE : CONSTRUCTION CIS DE DUCLAIR
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1704

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	DEPENSES	460 000,00	a 428 820,37	0,00	31 179,63	b 428 820,37
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	460 000,00	425 520,37	0,00	34 479,63	425 520,37
21312	Centres d'incendie et de secours	460 000,00	0,00	0,00	460 000,00	0,00
217312	Centres incendie secours (mise à dispo)	0,00	414 983,17	0,00	-414 983,17	414 983,17
217318	Autres bâtiments publics (mise à dispo)	0,00	10 537,20	0,00	-10 537,20	10 537,20
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	3 300,00	0,00	-3 300,00	3 300,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	3 300,00	0,00	-3 300,00	3 300,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	RECETTES	0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	c - a	d - b
	-428 820,37	-428 820,37

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP.

(3) Obligatoirement annulés en fin d'exercice.

(4) Réalisations antérieures + Réalisations de l'exercice.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2018000001
LIBELLE : SECURITE DANS LES ETABLISSEMENTS DU SDIS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1801

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	DEPENSES	300 000,00	a 23 388,41	0,00	276 611,59	b 23 388,41
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	300 000,00	23 388,41	0,00	276 611,59	23 388,41
21311	Bâtiments administratifs	0,00	717,91	0,00	-717,91	717,91
21312	Centres d'incendie et de secours	300 000,00	22 670,50	0,00	277 329,50	22 670,50
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	RECETTES	0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	c - a -23 388,41	d - b -23 388,41

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP.

(3) Obligatoirement annulés en fin d'exercice.

(4) Réalisations antérieures + Réalisations de l'exercice.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2018000002
LIBELLE : TRAVAUX DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET D'ECONOMIES D'ENERGIE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1802

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	DEPENSES	166 000,00	a 141 477,35	0,00	24 522,65	b 141 477,35
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	11 862,00	0,00	-11 862,00	11 862,00
2031	Frais d'études	0,00	11 862,00	0,00	-11 862,00	11 862,00
21	Immobilisations corporelles	166 000,00	129 615,35	0,00	36 384,65	129 615,35
21311	Bâtiments administratifs	0,00	18 908,08	0,00	-18 908,08	18 908,08
21312	Centres d'incendie et de secours	166 000,00	110 707,27	0,00	55 292,73	110 707,27
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
	RECETTES	0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	c - a -141 477,35	d - b -141 477,35

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP.

(3) Obligatoirement annulés en fin d'exercice.

(4) Réalisations antérieures + Réalisations de l'exercice.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT					B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2018000003
LIBELLE : RECONSTRUCTION DU CIS DE FECAMP
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1803

DEPENSES

DEPENSES									
Chap. / Art. (1)		Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire		
				Réalizations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)		
DEPENSES			1 100,00	a	0,00	0,00	1 100,00	b	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)		0,00		0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles		1 100,00		0,00	0,00	1 100,00		0,00
21312	Centres d'incendie et de secours		1 100,00		0,00	0,00	1 100,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation		0,00		0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours		0,00		0,00	0,00	0,00		0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)						
Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Eléments afférents à l'exercice			Pour mémoire
			Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations (4)
RECETTES		0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	c - a	0,00	d - b	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Si le SDIS constate des restes à réaliser sur les AP/CP.

(3) Obligatoirement annulés en fin d'exercice.

(4) Réalisations antérieures + Réalisations de l'exercice.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.4

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT A VERSER					B2
Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts (BP + BS + DM + RAR N-1) – Crédits employés ou restant à employer (Mandats / Titres émis + Charges / Produits rattachés + Restes à réaliser au 31/12).

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES FINANCIERES	B3

DEPENSES FINANCIERES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
TOTAL		1 043 022,33	102 399,11	0,00	940 623,22
10	Dotations, fonds divers et réserves	476,94	476,94	0,00	0,00
10222	FCTVA	476,94	476,94	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	101 000,00	100 158,58	0,00	841,42
1641	Emprunts en euros	101 000,00	100 158,58	0,00	841,42
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	2 000,00	1 763,59	0,00	236,41
275	Dépôts et cautionnements versés	2 000,00	1 763,59	0,00	236,41
020	Dépenses imprévues	939 545,39			

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts (BP + BS + DM + RAR N-1) – Crédits employés ou restant à employer (Mandats / Titres émis + Charges / Produits rattachés + Restes à réaliser au 31/12).

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES D'EQUIPEMENT					B4

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
TOTAL		162 657,53	137 296,97	41 800,00	-16 439,44
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	162 657,53	127 148,02	41 800,00	-6 290,49
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	5 931,00	0,00	-5 931,00
1312	Subv. transf. régions	11 732,53	11 732,53	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	150 925,00	109 484,49	41 800,00	-359,49
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (4)	0,00	10 148,95	0,00	-10 148,95
231311	Bâtiments administratifs	0,00	10 148,95	0,00	-10 148,95

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts (BP + BS + DM + RAR N-1) – Crédits employés ou restant à employer (Mandats / Titres émis + Charges / Produits rattachés + Restes à réaliser au 31/12).

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES FINANCIERES	B5

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
	TOTAL	1 811 644,42	1 809 637,92	0,00	2 006,50
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 811 643,42	1 808 997,92	0,00	2 645,50
10222	FCTVA	1 811 643,42	1 808 997,92	0,00	2 645,50
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	640,00	0,00	-640,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	640,00	0,00	-640,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	1,00		0,00	

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts (BP + BS + DM + RAR N-1) – Crédits employés ou restant à employer (Mandats / Titres émis + Charges / Produits rattachés + Restes à réaliser au 31/12).

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS	B6

RECAPITULATIF DES OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS (1)

Chap.	Libellé	Crédits ouverts	Mandats ou titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Opérations annulées (2)	Cumul des réalisations (3)
	TOTAL DEPENSES (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL RECETTES (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Voir le détail des opérations pour le compte de tiers en annexe IV-A5.

(2) A la clôture de l'opération, les crédits ouverts non consommés sont automatiquement annulés. En cas de déficit, le solde s'obtient par l'inscription d'une recette dans la rubrique « Financement par les SDIS ».

(3) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(4) Présenter une ligne par opération pour compte de tiers.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	B7

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Mandats ou titres émis	Crédits annulés (2)
040	DEPENSES (3)	1 099 885,00	1 142 854,88	-42 969,88
13912	Sub. transf. cpté résult. régions	3 192,00	3 192,00	0,00
13918	Autres sub. transf. équipement	44 086,00	66 424,00	-22 338,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	35 675,06	-35 675,06
198	Neutralisation des amortissements	992 607,00	983 057,74	9 549,26
21312	Centres d'incendie et de secours	3 329,54	0,00	3 329,54
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	56 670,46	54 506,08	2 164,38
	RECETTES (3)	11 640 000,00	7 374 658,06	4 265 341,94
040	Opérations d'ordre entre sections	7 360 000,00	7 374 658,06	-14 658,06
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	76 631,53	-76 631,53
21531	Réseaux de transmission	0,00	44 352,73	-44 352,73
21532	Réseaux d'alerte	0,00	9 000,00	-9 000,00
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	0,00	16 822,38	-16 822,38
21562	Matériel non mobile incendie et secours	0,00	134,02	-134,02
2184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	1 958,33	-1 958,33
280412	Subv. public - Bâtiments, installations	0,00	3 949,18	-3 949,18
28051	Concessions, droits similaires, brevets,...	0,00	150 355,41	-150 355,41
281311	Bâtiments administratifs	7 360 000,00	114 374,67	7 245 625,33
281312	Centres d'incendie et secours construc.	0,00	698 093,54	-698 093,54
281318	Autres bâtiments publics	0,00	6 278,40	-6 278,40
28132	Bâtiments privés constr.	0,00	195,79	-195,79
281531	Réseaux de transmission	0,00	364 188,45	-364 188,45
281532	Réseaux d'alerte	0,00	201 874,46	-201 874,46
281538	Autres réseaux	0,00	63 031,86	-63 031,86
281561	Matériel mobile d'incendie et de secours	0,00	3 296 389,23	-3 296 389,23
281562	Matériel non mobile incendie et secours	0,00	1 277 354,56	-1 277 354,56
281568	Autre matériel d'incendie et de secours	0,00	139 132,20	-139 132,20
281571	Ateliers	0,00	42 078,34	-42 078,34
281578	Autre matériel et outillage technique	0,00	58 651,33	-58 651,33
28158	Autres immobilisations	0,00	9 938,04	-9 938,04
2817312	Centres incendie secours (mise à dispo)	0,00	151 826,70	-151 826,70
2817318	Autres bâtiments publics (mise à dispo)	0,00	9 671,46	-9 671,46
28182	Matériel de transport	0,00	78 292,59	-78 292,59
28183	Matériel informatique	0,00	244 544,45	-244 544,45
28184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	206 654,75	-206 654,75
28188	Autres immobilisations corporelles	0,00	108 883,66	-108 883,66
021	Virement de la section de fonctionnement	4 280 000,00		

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts (BP + BS + DM + RAR N-1) – Crédits employés ou restant à employer (Mandats / Titres émis + Charges / Produits rattachés + Restes à réaliser au 31/12).

(3) DF023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF				III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS PATRIMONIALES				B8
Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Mandats ou titres émis	Crédits annulés (2)
041	DEPENSES (3)	350 000,00	342 468,76	7 531,24
21311	Bâtiments administratifs	768,00	768,00	0,00
21312	Centres d'incendie et de secours	62 239,42	62 239,42	0,00
21532	Réseaux d'alerte	107 334,00	107 334,00	0,00
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	58 591,74	58 591,74	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	10 968,00	10 968,00	0,00
231311	Bâtiments administratifs	56 406,19	56 406,19	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	32 801,50	25 270,26	7 531,24
2317312	Centres incendie et secours mise à dispo	20 891,15	20 891,15	0,00
041	RECETTES (3)	350 000,00	342 468,76	7 531,24
2031	Frais d'études	152 200,00	265 391,62	-113 191,62
238	Avances commandes immo corporelles	197 800,00	77 077,14	120 722,86

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts (BP + BS + DM + RAR N-1) – Crédits employés ou restant à employer (Mandats / Titres émis + Charges / Produits rattachés + Restes à réaliser au 31/12).

(3) Les dépenses sont égales aux recettes.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	B9.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		1 088 300,33	I 170 251,52
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		101 000,00	100 158,58
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	101 000,00	100 158,58
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		987 300,33	70 092,94
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
10222	FCTVA	476,94	476,94
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	47 278,00	69 616,00
020	Dépenses imprévues	939 545,39	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	170 251,52	4 596,22	0,00	174 847,74

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF		III
SECTION D'INVESTISSEMENT		
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES		B9.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		13 451 644,42	9 035 396,99
Ressources propres externes de l'année (a)		1 811 643,42	1 809 637,92
10222	FCTVA	1 811 643,42	1 808 997,92
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	640,00
Ressources propres internes de l'année (b)		11 640 001,00	7 225 759,07
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
280412	Subv. public - Bâtiments, installations	0,00	3 949,18
28051	Concessions, droits similaires, brevets,...	0,00	150 355,41
281311	Bâtiments administratifs	7 360 000,00	114 374,67
281312	Centres d'incendie et secours construc.	0,00	698 093,54
281318	Autres bâtiments publics	0,00	6 278,40
28132	Bâtiments privés constr.	0,00	195,79
281531	Réseaux de transmission	0,00	364 188,45
281532	Réseaux d'alerte	0,00	201 874,46
281538	Autres réseaux	0,00	63 031,86
281561	Matériel mobile d'incendie et de secours	0,00	3 296 389,23
281562	Matériel non mobile incendie et secours	0,00	1 277 354,56
281568	Autre matériel d'incendie et de secours	0,00	139 132,20
281571	Ateliers	0,00	42 078,34
281578	Autre matériel et outillage technique	0,00	58 651,33
28158	Autres immobilisations	0,00	9 938,04
2817312	Centres incendie secours (mise à dispo)	0,00	151 826,70
2817318	Autres bâtiments publics (mise à dispo)	0,00	9 671,46
28182	Matériel de transport	0,00	78 292,59
28183	Matériel informatique	0,00	244 544,45
28184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	206 654,75
28188	Autres immobilisations corporelles	0,00	108 883,66
481...	Charges à répartir		
024	Produits des cessions d'immobilisations	1,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	4 280 000,00	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	9 035 396,99	41 800,00	1 501 264,61	0,00	10 578 461,60

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II 174 847,74

Ressources propres disponibles	IV	10 578 461,60
Solde	V = IV – II (2)	10 403 613,86

(1) Les comptes 169, 26, 27, 28 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)														
Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux Initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					1 875 000,00									
1641 Emprunts en euros (total)					1 875 000,00									
A14160JP-Conso 1	CAISSE D'EPARGNE	22/12/2016	10/03/2017	10/06/2017	1 125 000,00	F	Taux fixe à 1,31 % (Euribor 03 M + 0,53)-Floor 0 sur Euribor 03 M	1,310	1,320		T	P	O	A-1
A14160JP-Conso 2	CAISSE D'EPARGNE	22/12/2016	11/12/2017	11/01/2018	750 000,00	V		0,530	0,540		T	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					0,00									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									

Emprunts et dettes à l'origine du contrat										
Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux Initial		Devise
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel	
1687 Autres dettes (total)					0,00					
Total général					1 875 000,00					

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations. Indiquer la date de la première mobilisation.
(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.
(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).
(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.
(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.
(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.
(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Annuités de l'exercice												
Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)				
Emprunts et dettes au 31/12/N												
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		0,00		1 737 749,57					100 158,58	17 282,39	0,00	1 589,94
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		1 737 749,57					100 158,58	17 282,39	0,00	1 589,94
A14160JP-Conso 1	N	0,00	A-1	1 037 882,99	18,19	F	Taux fixe à 1,31 %	1,310	50 025,16	14 006,52	0,00	755,35
A14160JP-Conso 2	N	0,00	A-1	699 866,58	10,95	V	(Euribor 03 M + 0,53)-Floor 0 sur Euribor 03 M	0,540	50 133,42	3 275,87	0,00	834,59
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Emprunts et dettes au 31/12/N												
Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
Total général		0,00		1 737 749,57					100 158,58	17 282,39	0,00	1 589,94

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

IV
A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	2	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	1 737 749,57	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 : multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – METHODES UTILISEES	A2

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION		Délibération du
	Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 500 €		
	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Frais d'études	5	15/12/2017
L	Frais de recherche et de développement	5	15/12/2017
L	Frais d'insertion (en cas d'échec du projet)	5	15/12/2017
L	Logiciels bureautiques	3	15/12/2017
L	Prologiciels métiers	10	15/12/2017
L	Système d'alerte	12	15/12/2017
L	Récepteurs d'ordres	5	15/12/2017
L	Terminaux de téléphonies	8	15/12/2017
L	Terminaux de radio (portatifs, mobiles, bases)	8	15/12/2017
L	Infrastructures (autocommutateurs)	10	15/12/2017
L	Autres matériels de transmissions	8	15/12/2017
L	Autres matériels de téléphonie	8	15/12/2017
L	PC fixes	5	15/12/2017
L	PC portables	3	15/12/2017
L	Tablettes	3	15/12/2017
L	Ecrans	5	15/12/2017
L	Fax	3	15/12/2017
L	Imprimantes	1	15/12/2017
L	Serveurs	6	15/12/2017
L	Matériel réseau	4	15/12/2017
L	Copieurs	5	15/12/2017
L	Bras Elevateurs Aériens (BEA)	20	15/12/2017
L	Echelles Pivotantes Séquentielles (EPS)	20	15/12/2017
L	Véhicules de Secours Aux Victimes (VSAV)	10	15/12/2017
L	Véhicules de Soutien Sanitaire (VSS) / SSO	20	15/12/2017
L	Camions Citernes Forestiers Moyens (CCFM) / Camions Citernes Industriels (CCI et CCGC)	25	15/12/2017
L	Camions Citernes Ruraux (CCR)	20	15/12/2017
L	Fourgons Pompe Tonne Légers (FPTL) / Véhicules Première Intervention (VPI)	20	15/12/2017
L	Fourgons Pompe Tonne (FPT)	20	15/12/2017
L	Fourgons Pompe Tonne Grande Puissance (FPTGP)	20	15/12/2017
L	Fourgons Pompe Tonne Secours Routiers (FPTSR)	20	15/12/2017
L	Fourgons Mousse Grande Puissance (FMOGP)	20	15/12/2017
L	Véhicules de Secours Routier Moyen (VSRM)	20	15/12/2017
L	Dévidoirs Automobiles (DA)	25	15/12/2017
L	Véhicules de Balisage et Signalisation (VBS)	20	15/12/2017
L	Véhicules Tous Usages (VTU)	20	15/12/2017
L	Véhicules Tous Usages option Balisage et Signalisation (VTU-BS)	20	15/12/2017
L	Véhicules LOGistiques (VLOG)	20	15/12/2017
L	Véhicules de Maintenance (VMA)	10	15/12/2017
L	Véhicules Légers (VL)	10	15/12/2017
L	Véhicules légers (VL) électriques	10	15/12/2017
L	Véhicules Légers de Reconnaissance (VLR)	12	15/12/2017
L	Véhicules Légers de Reconnaissance Chefs de Groupe (VLRG)	11	15/12/2017
L	Véhicules Légers de Reconnaissance Chefs de Colonne (VLRCC)	12	15/12/2017
L	Véhicules Légers de Reconnaissance Tout Chemin (VLRCTC)	12	15/12/2017

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION		Délibération du
L	Véhicules légers Hors Route (VLHR)	25	15/12/2017
L	Véhicule de transport de personnes (VTP)	15	15/12/2017
L	Véhicule Groupe de Reconnaissance et Intervention en Milieu Périlleux (VGRIMP)	20	15/12/2017
L	Fourgon Risques Technologiques (FRT)	20	15/12/2017
L	Véhicule de Secours AQuatique (VSAQ)	10	15/12/2017
L	Véhicule poste de commandement (VPCS) site	20	15/12/2017
L	Véhicule poste de commandement (VPCC) colonne	12	15/12/2017
L	Véhicule Porte-Cellules (VPCE)	25	15/12/2017
L	Toutes cellules	25	15/12/2017
L	Moto-Pompes Remorquables (MPR) / Remorques Epuisement (REP)	20	15/12/2017
L	Bateaux de Sauvetage Léger (BSL)	10	15/12/2017
L	Boîtiers de commande /Combinés haut parleur	10	15/12/2017
L	Roues	12	15/12/2017
L	Echelles	10	15/12/2017
L	Porte échelle	10	15/12/2017
L	Aménagement	20	15/12/2017
L	Incendie	10	15/12/2017
L	Sauvetage	10	15/12/2017
L	Cordes et harnais	7	15/12/2017
L	Désincarcération	15	15/12/2017
L	Epuisement (dont matériels d'obturation)	15	15/12/2017
L	Matériel biomédical	8	15/12/2017
L	Matériel d'immobilisation	4	15/12/2017
L	Bagagerie	4	15/12/2017
L	Dispositif de transport	8	15/12/2017
L	Tenue de protection textile	10	15/12/2017
L	Tenue F1/ Polos / Gants	2	15/12/2017
L	Bottes d'intervention et chaussures de sécurité	5	15/12/2017
L	Casques	15	15/12/2017
L	ARI	10	15/12/2017
L	Bouteilles sous pression	15	15/12/2017
L	Tenues à usage limité	5	15/12/2017
L	Tenues lourdes	10	15/12/2017
L	Appareils de détection	10	15/12/2017
L	Sondes	5	15/12/2017
L	Aspirateur de récupération des effluents et poussières	15	15/12/2017
L	Barrages flottants	10	15/12/2017
L	Ecran de protection des rayonnements	15	15/12/2017
L	Citernes souples	10	15/12/2017
L	Détecteurs gazeux	5	15/12/2017
L	Douche de décontamination SAS	10	15/12/2017
L	Pincès à distance	10	15/12/2017
L	Combinaisons	3	15/12/2017
L	Vibraphones et vibrascopes	10	15/12/2017
L	Elingues textiles	7	15/12/2017
L	Elingues et câbles acier	10	15/12/2017
L	Tenues Feux de navire et sous-combinaisons	10	15/12/2017
L	Tenues de survie en mer	7	15/12/2017
L	Bottes Feux de navire	7	15/12/2017
L	Combinaisons humides et semi-sèches	5	15/12/2017
L	Combinaisons étanches	7	15/12/2017
L	Instruments d'éclairage (lampes...)	5	15/12/2017
L	Gilets de sauvetage ou de stabilisation	7	15/12/2017

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION		Délibération du
L	Instruments de mesure (montres, profondimètres...)	10	15/12/2017
L	Matériel de relevage (bouée de palier, parachutes...)	10	15/12/2017
L	Ceintures de lestage et plomb	10	15/12/2017
L	Détendeurs	10	15/12/2017
L	Paddle board	15	15/12/2017
L	Combinaisons	3	15/12/2017
L	Treuil	15	15/12/2017
L	Barquettes	20	15/12/2017
L	Civières	10	15/12/2017
L	Siège	15	15/12/2017
L	Mobilier	15	15/12/2017
L	Audiovisuel	15	15/12/2017
L	Outillages	15	15/12/2017
L	Autres	15	15/12/2017
L	Construction bâtiment	40	15/12/2017
L	Réhabilitation bâtiment	20	15/12/2017
L	Pylônes	15	15/12/2017
L	Installations, matériels et outillage technique attachés aux bâtiments	10	15/12/2017
L	Aménagements complémentaires modifiant la catégorie d'appartenance du bien	20	15/12/2017
L	Subventions versées visant à financer un ou plusieurs équipements	5	15/12/2017

IV – ANNEXES							IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/N							A3
Nature et objet de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 1/1/N	Montant des provisions de l'exercice	Montant total des provisions constituées	Montant des reprises	SOLDE	
		A	B	C = A + B	D	E = C - D	
Provisions pour risques et charges (2)		1 767 375,81	150 500,00	1 917 875,81	1 793,04	1 916 082,77	
Provisions pour litiges et contentieux		1 644 792,73	0,00	1 644 792,73	0,00	1 644 792,73	
PROTOCOLE SOCIETE SYSTEL MARCHE 20090023	15/12/2011	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00	
CONTENTIEUX CIS BOLBEC	05/02/2016	200 000,00	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00	
CONTENTIEUX CENTRE DEPARTEMENTAL DE FORMATION	14/12/2016	1 434 792,73	0,00	1 434 792,73	0,00	1 434 792,73	
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Provisions pour grosses réparations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Autres provisions pour risques		122 583,08	150 500,00	273 083,08	1 793,04	271 290,04	
PROVISION AUTO-ASSURANCE	05/02/2016	117 000,00	0,00	117 000,00	0,00	117 000,00	
CREANCES IRRECOUVRABLES	14/12/2016	5 583,08	0,00	5 583,08	1 793,04	3 790,04	
CONTENTIEUX	16/02/2018	0,00	150 500,00	150 500,00	0,00	150 500,00	
Provisions pour dépréciation (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- des stocks		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
TOTAL		1 767 375,81	150 500,00	1 917 875,81	1 793,04	1 916 082,77	

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement, ...).

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 1424-32 par renvoi de l'article R. 3313-7 du CGCT) – SORTIES

IV

A6.2

Modalités et date de sortie (1)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortissement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	Valeur nette comptable le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins value (2)	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (3)
TOTAL GENERAL							113 223,93	42 454,95	
Cessions à titre onéreux							113 223,93	42 454,95	
01/02/2018	1 KANGOO 9539YN G.OUEST	30/05/2006	15 716,26	5	15 716,26	0,00	1 100,00	1 100,00	0,00
01/02/2018	35 MONITEURS 17 LCD LG	15/06/2007	7 006,95	3	7 006,95	0,00	111,70	111,70	0,00
01/02/2018	75 ORDINATEURS DE BUREAU	01/01/2009	50 432,03	3	50 432,03	0,00	145,20	145,20	0,00
01/02/2018	MATERIEL INFORMATIQUE	04/03/2011	98 665,35	3	98 665,35	0,00	236,50	236,50	0,00
01/02/2018	MATERIEL INFORMATIQUE	04/03/2011	98 665,35	3	98 665,35	0,00	250,00	250,00	0,00
02/02/2018	CLIO PRIVILEGE 6419ZN76	11/09/2007	15 455,68	5	15 455,68	0,00	2 000,00	2 000,00	0,00
02/02/2018	MATERIEL INFORMATIQUE	04/03/2011	98 665,35	3	98 665,35	0,00	194,33	194,33	0,00
02/02/2018	ECHELLES	01/01/2012	7 131,27	1	7 131,27	0,00	132,00	132,00	0,00
19/03/2018	3091ZD VSAV	21/03/2007	65 212,80	10	65 212,80	0,00	5 390,00	5 390,00	0,00
19/03/2018	20 ORDINATEURS PORTABLES	28/11/2008	20 295,28	3	20 295,28	0,00	162,00	162,00	0,00
19/03/2018	MATERIEL INFORMATIQUE	04/03/2011	98 665,35	3	98 665,35	0,00	242,00	242,00	0,00
19/03/2018	MATERIEL INFORMATIQUE	04/03/2011	98 665,35	3	98 665,35	0,00	207,90	207,90	0,00
19/03/2018	ECHELLES	01/01/2012	7 131,27	1	7 131,27	0,00	125,00	125,00	0,00
19/03/2018	MATERIEL INFORMATIQUE 2012	13/12/2012	126 885,87	5	126 438,74	0,00	33,00	33,00	0,00
19/03/2018	MATERIEL INFORMATIQUE 2012	13/12/2012	126 885,87	5	126 438,74	0,00	600,00	600,00	0,00
19/03/2018	MATERIEL INFORMATIQUE 2012	13/12/2012	126 885,87	5	126 438,74	0,00	1 320,00	1 320,00	0,00
19/03/2018	17 PHOTOCOPIEURS	05/02/2013	37 554,24	5	37 554,24	0,00	1 067,00	1 067,00	0,00
19/03/2018	MATERIEL INFORMATIQUE <1000	27/11/2014	2 792,37	1	2 792,37	0,00	380,11	380,11	0,00
03/05/2018	1 PHOTOCOPIEUR TYPE B	28/07/2006	3 681,22	5	3 681,22	0,00	133,34	133,34	0,00
03/05/2018	3087ZD VSAV	21/03/2007	65 212,80	10	65 212,80	0,00	4 950,00	4 950,00	0,00
03/05/2018	75 ORDINATEURS DE BUREAU	01/01/2009	50 432,03	3	50 432,03	0,00	70,00	70,00	0,00
03/05/2018	75 ORDINATEURS DE BUREAU	01/01/2009	50 432,03	3	50 432,03	0,00	81,07	81,07	0,00
03/05/2018	MATERIEL INFORMATIQUE	04/03/2011	98 665,35	3	98 665,35	0,00	202,00	202,00	0,00
03/05/2018	MATERIEL INFORMATIQUE	04/03/2011	98 665,35	3	98 665,35	0,00	230,00	230,00	0,00
03/05/2018	MATERIEL INFORMATIQUE 2012	13/12/2012	126 885,87	5	126 438,74	0,00	1 760,00	1 760,00	0,00
03/05/2018	MATERIEL INFORMATIQUE 2012	13/12/2012	126 885,87	5	126 438,74	0,00	120,00	120,00	0,00
03/05/2018	MATERIEL INFORMATIQUE 2012	13/12/2012	126 885,87	5	126 438,74	0,00	1 452,00	1 452,00	0,00
03/05/2018	MATERIEL INFORMATIQUE 2012	13/12/2012	126 885,87	5	126 438,74	0,00	55,55	55,55	0,00
03/05/2018	17 PHOTOCOPIEURS	05/02/2013	37 554,24	5	37 554,24	0,00	666,66	666,66	0,00
30/05/2018	GRUE D'ATELIER 500KGS	30/03/2005	532,93	1	532,93	0,00	242,00	242,00	0,00
30/05/2018	1 COMPRESSEUR BICYLINDRE 270 L	31/10/2006	979,06	10	979,06	0,00	386,10	386,10	0,00
30/05/2018	3110ZD VSAV	21/03/2007	65 212,80	10	65 212,80	0,00	5 057,80	5 057,80	0,00

Modalités et date de sortie (1)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortissement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	Valeur nette comptable le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins value (2)	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (3)
30/05/2018	MATERIEL INFORMATIQUE	04/03/2011	98 665,35	3	98 665,35	0,00	200,00	200,00	0,00
30/05/2018	MATERIEL INFORMATIQUE	04/03/2011	98 665,35	3	98 665,35	0,00	93,17	93,17	0,00
06/06/2018	MATERIEL INFORMATIQUE 2012	13/12/2012	126 885,87	5	126 438,74	0,00	33,00	33,00	0,00
15/06/2018	VSAV 3469 ZN	05/06/2007	67 560,42	10	67 560,42	0,00	6 110,50	6 110,50	0,00
03/08/2018	3097ZD VSAV	21/03/2007	65 212,80	10	65 212,80	0,00	6 470,00	6 470,00	0,00
03/08/2018	75 ORDINATEURS DE BUREAU	01/01/2009	50 432,03	3	50 432,03	0,00	49,50	49,50	0,00
03/08/2018	ORDINATEURS DE BUREAU	01/07/2010	116 161,50	3	116 161,50	0,00	600,00	600,00	0,00
03/08/2018	MATERIEL INFORMATIQUE	04/03/2011	98 665,35	3	98 665,35	0,00	160,00	160,00	0,00
26/10/2018	13 PHOTOCOPIEURS 2012	25/06/2012	27 646,76	6	27 646,76	0,00	825,00	825,00	0,00
26/10/2018	13 PHOTOCOPIEURS 2012	25/06/2012	27 646,76	6	27 646,76	0,00	200,00	200,00	0,00
12/12/2018	VSSO TRAFIC FOURGON EC298CZ	24/05/2016	18 690,38	20	1 868,00	16 822,38	22 020,00	5 197,62	16 822,38
13/12/2018	VSAV 2549YK	10/05/2006	64 296,54	10	64 296,54	0,00	4 950,00	4 950,00	0,00
13/12/2018	15 MICRO-ORDINATEUR PORTABLES ET	10/05/2006	21 806,79	3	21 806,79	0,00	48,50	48,50	0,00
13/12/2018	9 COMPRESSEURS BICYLINDRES 100 L	29/05/2006	3 498,30	10	3 498,30	0,00	338,00	338,00	0,00
13/12/2018	PHOTOCOPIEUR 1600SP	24/04/2007	1 486,09	5	1 486,09	0,00	200,00	200,00	0,00
13/12/2018	1 PHOTOCOPIEUR MP1600	14/03/2007	1 486,09	5	1 486,09	0,00	50,00	50,00	0,00
13/12/2018	ORDINATEURS DE BUREAU	31/07/2007	76 180,30	5	76 180,30	0,00	110,00	110,00	0,00
13/12/2018	VLOG MASTER RENAULT 4390ZZ76	14/03/2008	23 064,34	5	23 064,34	0,00	2 500,00	2 500,00	0,00
13/12/2018	870 ADH - VSAV	21/03/2008	69 686,21	10	69 686,22	0,00	5 857,00	5 857,00	0,00
13/12/2018	846 ADH - VSAV	21/03/2008	69 686,21	10	69 686,21	0,00	4 827,00	4 827,00	0,00
13/12/2018	844 ADH - VSAV	21/03/2008	69 686,21	10	69 686,21	0,00	4 421,00	4 421,00	0,00
13/12/2018	5 ECHELLES TUBESCA	05/03/2008	1 620,82	10	1 620,82	0,00	341,00	341,00	0,00
13/12/2018	OPERATION ANTARES	01/01/2008	4 605 109,09	15	2 133 290,11	44 472,57	15 546,00	-28 926,57	44 472,57
13/12/2018	PHOTOCOPIEUR AFICIO MP 1600SP	14/08/2008	8 916,54	5	8 916,54	0,00	190,00	190,00	0,00
13/12/2018	75 ORDINATEURS DE BUREAU	01/01/2009	50 432,03	3	50 432,03	0,00	405,00	405,00	0,00
13/12/2018	MATERIELS DE PLONGEE 2009	27/01/2009	49 659,25	7	49 659,25	0,00	116,00	116,00	0,00
13/12/2018	PHOTOCOPIEUR BIZHUB 163	05/01/2010	1 282,63	5	1 282,63	0,00	49,30	49,30	0,00
13/12/2018	ECHELLES SIMPLES ET A COULISSES	23/02/2010	11 663,83	10	9 331,12	133,84	389,10	255,26	133,84
13/12/2018	ORDINATEURS 2010	09/03/2010	51 306,54	3	51 306,54	0,00	60,00	60,00	0,00
13/12/2018	MATERIEL INFORMATIQUE	04/03/2011	98 665,35	3	98 665,35	0,00	122,10	122,10	0,00
13/12/2018	ECHELLES	01/01/2012	7 131,27	1	7 131,27	0,00	90,00	90,00	0,00
13/12/2018	MATERIEL INFORMATIQUE 2012	13/12/2012	126 885,87	5	126 438,74	0,00	1 361,25	1 361,25	0,00
13/12/2018	13 PHOTOCOPIEURS 2012	25/06/2012	27 646,76	6	27 646,76	0,00	300,00	300,00	0,00
13/12/2018	17 PHOTOCOPIEURS	05/02/2013	37 554,24	5	37 554,24	0,00	998,25	998,25	0,00
13/12/2018	MATERIEL DE TRANSMISSION	18/03/2014	131 248,80	8	65 624,40	8 999,95	3 600,00	-5 399,95	8 999,95
13/12/2018	17 PHOTOCOPIEURS 2015	03/04/2015	62 396,64	5	49 370,20	340,24	490,00	149,76	340,24
Cessions à titre gratuit							0,00	0,00	
Mise à disposition							0,00	0,00	

Modalités et date de sortie (1)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortissement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	Valeur nette comptable le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins value (2)	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (3)
Affectation									
Mises en concession ou affermage									
Mise à la réforme									
16/11/2018	DEFIBRILATEUR HEARTSTART FR2	15/05/2008	1 700,71	10	1 700,71	0,00	0,00	0,00	0,00
19/11/2018	LOT DE 2 SCANNER A4 HP	21/12/2006	154,69	1	154,69	0,00	0,00	0,00	0,00
19/11/2018	CISAILLE HYDRAULIQUE MDS120 (9 cisailles)	09/03/2007	24 757,20	10	24 757,20	0,00	0,00	0,00	0,00
19/11/2018	ORDINATEURS DE BUREAU	01/07/2010	116 161,50	3	116 161,50	0,00	0,00	0,00	0,00
19/11/2018	MATERIEL INFORMATIQUE 2012	13/12/2012	126 885,87	5	126 438,74	0,00	0,00	0,00	0,00
19/11/2018	MATERIEL INFORMATIQUE 2012	13/12/2012	126 885,87	5	126 438,74	0,00	0,00	0,00	0,00
22/11/2018	DEFIBRILATEUR	08/04/2004	37 898,25	10	37 898,25	0,00	0,00	0,00	0,00
22/11/2018	TRANSPALETTE YALE 2T500	28/02/2007	270,30	1	270,30	0,00	0,00	0,00	0,00
22/11/2018	23 DEFIBRILATEURS SEMI-AUTOMATI	31/07/2007	45 201,14	10	45 201,14	0,00	0,00	0,00	0,00
23/11/2018	13 VIDEOPROJECTEURS POUR DIVERS	24/10/2005	14 210,87	3	14 210,87	0,00	0,00	0,00	0,00
23/11/2018	1 VELO D'ENTRAINEMENT PROFESSION	19/04/2007	1 880,47	10	1 880,47	0,00	0,00	0,00	0,00
23/11/2018	127 ORDINATEURS DE BUREAU	12/02/2008	93 869,26	3	93 869,26	0,00	0,00	0,00	0,00
23/11/2018	ASPIRATEURS DE MUCOSITES 2008	31/03/2008	10 354,97	10	10 354,97	0,00	0,00	0,00	0,00
23/11/2018	MATERIEL INFORMATIQUE 2012	13/12/2012	126 885,87	5	126 438,74	0,00	0,00	0,00	0,00
Divers									
							0,00	0,00	0,00

(1) Afficher une ligne par cession, qu'elle soit totale ou partielle.

(2) Plus ou moins value = Prix de cession - Valeur nette comptable le jour de la cession.

(3) La valeur nette comptable au 31/12 est différente de 0 s'il s'agit de cessions partielles.

IV – ANNEXES		IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES OPERATIONS LIEES AUX CESSIIONS		A6.3

Pour mémoire		Crédits ouverts
Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	1,00

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	113 223,93
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	72 267,46

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES TRAVAUX EN REGIE (1)	A7

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Dépenses Mandats émis	Recettes Titres émis
011	Charges à caractère général	12 431,21	
60632	Fournitures de petit équipement	6 215,61	
6068	Autres matières et fournitures	6 215,60	
012	Charges de personnel et frais assimilés	42 074,87	
64111	Rémunération principale	42 074,87	
72	Travaux en régie		54 506,08
722	Immobilisations corporelles		54 506,08
TOTAL GENERAL		54 506,08	54 506,08

SECTION D'INVESTISSEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	12 431,21
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	12 431,21
23	Immobilisations en cours	0,00
TOTAL GENERAL		12 431,21

(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de personnel, ...) à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le SDIS.

(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES TRAVAUX EN REGIE	A7

RATIO

	Montant
Recettes 72 (I)	54 506,08
Recettes réelles de fonctionnement	86 400 453,35
Recettes 72 / Recettes réelles de fonctionnement	0,06 %

IV – ANNEXES		
ENGAGEMENTS HORS BILAN - LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS		IV
		B1.1

LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS
(Article L. 3312-2 du CGCT)

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOTAL GENERAL		
Personnes de droit privé	83 000,00	
Associations	83 000,00	
AMICALE DU SDIS 76	83 000,00	
ASSOCIATION LES AMIS DU MUSEE DES SAPEURS POMPIERS DE FRANCE	32 000,00	
OEUVRE DES PUPILLES	5 000,00	
UNION DEPARTEMENTALE DES SAPEURS POMPIERS DE SEINE MARITIME	2 000,00	
UNION REGIONALE DES SAPEURS POMPIERS DU NORD DE LA FRANCE	43 000,00	
Entreprises	1 000,00	
Personnes physiques	0,00	
Autres	0,00	
Personnes de droit public	0,00	
Etat	0,00	
Régions	0,00	
Départements	0,00	
Communes	0,00	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)	0,00	
Autres	0,00	

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – SUBVENTIONS VERSEES PAR LE SDIS (Article L. 2311-7 du CGCT par renvoi de l'article L. 3241-1 et L. 3312-7 du CGCT)	B1.2

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT					0,00
FONCTIONNEMENT					83 000,00
6574			AMICALE DU SDIS 76	Association	32 000,00
6574			OEUVRE DES PUPILLES	Association	2 000,00
6574			UNION DEPARTEMENTALE DES SAPEURS POMPIERS DE SEINE MARITIME	Association	43 000,00
6574			ASSOCIATION LES AMIS DU MUSEE DES SAPEURS POMPIERS DE FRANCE	Association	5 000,00
6574			UNION REGIONALE DES SAPEURS POMPIERS DU NORD DE LA FRANCE	Association	1 000,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.

(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.

(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES							IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS							B5
Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					209 000,00	41 800,00	0,00
2014	SUBVENTION	ANR	4	A	209 000,00	41 800,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
TOTAL					209 000,00	41 800,00	0,00

IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

IV

B6

AUTORISATION DE PROGRAMME		Stocks AP votées (exercices antérieurs) disponibles à l'affectation y compris ajustements intervenus dans l'année	AP nouvelles votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année N	Restes à financer au titre des AP affectées au 31/12/N
Numéro	Libellé			(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) - (3)	(5)	(6) = (4) - (5)
2010-1006	1006 GROUPEMENT OUEST	4 250 000,00	0,00	301 847,00	0,00	0,00	301 847,00	22 823,89	279 023,11
2012-1201	1201 PLATEAU TECHNIQUE DE FORMATION	1 142 500,00	0,00	237 945,55	0,00	0,00	237 945,55	4 017,80	233 927,95
2013-1301	1301 GROUPEMENT EST ETAT MAJOR	1 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2013-1302	1302 MODERNISATION DES OUTILS INFORMATIQ	1 675 000,00	0,00	463 387,67	0,00	0,00	463 387,67	197 683,60	265 704,07
2014-1406	1406 FORGES REHABILITATION EX-1002	333 956,70	0,00	801,96	0,00	0,00	801,96	801,96	0,00
2014-1408	1408 LA MAILLERAYE REHABILITATION	426 950,37	0,00	2 430,00	0,00	0,00	2 430,00	2 430,00	0,00
2014-1409	1409 MONTIVILLIERS REHABILITATION	510 000,00	0,00	504 966,00	0,00	0,00	504 966,00	16 487,23	488 478,77
2014-1410	1410 DIRECTION AMENAGEMENT LOCAUX	520 000,00	0,00	103 734,30	0,00	0,00	103 734,30	93 804,67	9 929,63
2014-1412	1412 NOUVELLE AP LE HAVRE SUD	10 200 000,00	0,00	10 198 260,00	0,00	0,00	10 198 260,00	103 363,38	10 094 896,62
2015-1501	1501 MATERIELS ROULANTS ET NAVIGANTS	11 830 400,00	0,00	6 366 992,29	0,00	0,00	6 366 992,29	1 291 533,34	5 075 458,95
2015-1503	1503 REFONTE DU SYSTEME DE GESTION OPERATIONNELLE	7 543 098,00	0,00	841 661,43	0,00	0,00	841 661,43	841 661,43	0,00
2016-1601	1601 AJUSTEMENT MOYENS MATERIELS DES EQUIPES SPECIALISEES	1 401 895,00	0,00	777 208,79	0,00	0,00	777 208,79	352 442,98	424 765,81
2016-1602	1602 ACQUISITION D EQUIPEMENTS ET DE MATERIELS OPERATIONNELS	3 500 654,00	0,00	2 840 916,27	0,00	0,00	2 840 916,27	1 070 162,99	1 770 753,28
2016-1603	1603 ACQUISITION D EQUIPEMENTS ET DE MATERIELS NON OPERATIONNELS	341 025,00	0,00	311 274,01	0,00	0,00	311 274,01	97 466,24	213 807,77
2016-1604	1604 RECONDITIONNEMENT, AMENAGEMENT, MAINTENANCE ET EQUIPEMENT DES MATERIELS ROULANTS	1 820 920,00	0,00	1 413 545,27	0,00	0,00	1 413 545,27	563 975,25	849 570,02
2016-1605	1605 ACQUISITION DE MOBILIER	191 090,00	0,00	162 142,28	0,00	0,00	162 142,28	34 597,53	127 544,75

AUTORISATION DE PROGRAMME		Stocks AP votées (exercices antérieurs) disponibles à l'affectation y compris ajustements intervenus dans l'année	AP nouvelles votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année N	Restes à financer au titre des AP affectées au 31/12/N
Numéro	Libellé			(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) - (3)	(5)	(6) = (4) - (5)
2016-1606	1606 REFLECTION ET AMENAGEMENT DU PATRIMOINE BATI	1 600 000,00	0,00	1 480 703,00	0,00	0,00	1 480 703,00	260 139,52	1 220 563,48
2016-1607	1607 RENOUVELLEMENT MATERIELS SSSM	283 357,00	0,00	225 538,77	0,00	0,00	225 538,77	39 334,74	186 204,03
2016-1608	1608 RENOUVELLEMENT ET MAINTENANCE DU SYSTEME D INFORMATION	2 068 040,00	0,00	1 564 162,98	0,00	0,00	1 564 162,98	295 671,19	1 268 491,79
2017-1701	1701 TRAVAUX AU CENTRE DEPARTEMENTAL DE FORMATION	1 465 000,00	0,00	1 465 000,00	0,00	0,00	1 465 000,00	0,00	1 465 000,00
2017-1702	1702 RECONSTRUCTION DE LA MAISON A FEU DU CDF DE SAINT VALERY EN CAUX	725 000,00	0,00	718 396,70	0,00	0,00	718 396,70	297 392,33	421 004,37
2017-1703	1703 REHABILITATION ET AMENAGEMENT DU CIS CANY BARVILLE	500 000,00	0,00	495 200,00	0,00	0,00	495 200,00	12 944,40	482 255,60
2017-1704	1704 CONSTRUCTION CIS DE DUCLAIR	2 830 000,00	0,00	2 830 000,00	0,00	0,00	2 830 000,00	428 820,37	2 401 179,63
2018-1801	1801 SECURITE DANS LES ETABLISSEMENTS DU SDIS	0,00	600 000,00	0,00	600 000,00	0,00	600 000,00	23 388,41	576 611,59
2018-1802	1802 TRAVAUX DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET D'ECONOMIES D'ENERGIE	0,00	1 400 000,00	0,00	1 258 522,65	0,00	1 258 522,65	141 477,35	1 117 045,30
2018-1803	1803 RECONSTRUCTION DU CIS DE FECAMP	0,00	6 415 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		56 558 796,07	8 415 000,00	33 306 114,27	1 858 522,65	0,00	35 164 636,92	6 192 420,40	28 972 216,52

(1) Il s'agit des AP affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AP votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(3) Il s'agit des AP non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

IV – ANNEXES

IV

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

C1

C1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)				EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL		AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		146,00	0,00	146,00		122,90	12,00	134,90
ADJOINT ADMINISTRATIF		96,00	0,00	96,00		83,30	4,00	87,30
ATTACHE	C	11,00	0,00	11,00		9,00	2,00	11,00
DIRECTEUR	A	1,00	0,00	1,00		0,00	1,00	1,00
REDACTEUR	B	38,00	0,00	38,00		30,60	5,00	35,60
FILIERE TECHNIQUE (c)		96,00	0,00	96,00		79,30	12,00	91,30
ADJOINT TECHNIQUE		34,00	0,00	34,00		30,60	1,00	31,60
AGENT DE MAITRISE	C	26,00	0,00	26,00		22,00	2,00	24,00
INGENIEUR	A	11,00	0,00	11,00		5,90	5,00	10,90
TECHNICIEN	B	25,00	0,00	25,00		20,80	4,00	24,80
FILIERE SOCIALE (d)		1,00	0,00	1,00		0,90	0,00	0,90
ASSISTANT SOCIO EDUCATIF PRINCIPAL		1,00	0,00	1,00		0,90	0,00	0,90
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
FILIERE ANIMATION (i)		0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		906,00	0,00	906,00		833,20	22,00	855,20
ADJUDANT/ADJUDANT-CHEF		214,00	0,00	214,00		202,50	0,00	202,50
CADRE DE SANTE DE 1ère CLASSE	C	1,00	0,00	1,00		1,00	0,00	1,00
CAPITAINE	A	32,00	0,00	32,00		24,00	0,00	24,00
CAPORAL	C	280,00	0,00	280,00		249,60	21,00	270,60
CAPORAL-CHEF	C	59,00	0,00	59,00		57,00	0,00	57,00
COLONEL	A	2,00	0,00	2,00		2,00	0,00	2,00

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)				EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL		AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
COMMANDANT	A	22,00	0,00	22,00		21,00	0,00	21,00
INFIRMIER DE CLASSE SUPERIEURE	A	1,00	0,00	1,00		0,80	0,00	0,80
INFIRMIER HORS CLASSE	A	3,00	0,00	3,00		3,00	0,00	3,00
LIEUTENANT 1ERE CLASSE	B	39,00	0,00	39,00		31,00	0,00	31,00
LIEUTENANT 2EME CLASSE	B	26,00	0,00	26,00		19,00	0,00	19,00
LIEUTENANT HORS CLASSE	B	7,00	0,00	7,00		7,00	0,00	7,00
LIEUTENANT-COLONEL	A	10,00	0,00	10,00		9,00	0,00	9,00
MEDECIN DE CLASSE EXCEPTIONNELLE	A	1,00	0,00	1,00		1,00	0,00	1,00
MEDECIN HORS CLASSE	A	2,00	0,00	2,00		1,00	1,00	2,00
PHARMACIEN DE CLASSE NORMALE	A	1,00	0,00	1,00		1,00	0,00	1,00
PHARMACIEN HORS CLASSE	A	1,00	0,00	1,00		0,80	0,00	0,80
SAPEUR	C	24,00	0,00	24,00		24,00	0,00	24,00
SERGENANT-SERGENANT-CHIEF	C	181,00	0,00	181,00		178,50	0,00	178,50
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		1 149,00	0,00	1 149,00		1 036,30	46,00	1 082,30

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.
(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.
(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

C1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		Fondement du contrat (4)	CONTRAT	
			Indice (8)	Euros		Nature du contrat (5)	
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00			
ADJOINT ADMINISTRATIF	C	ADM	352	0,00	3-2	CDD A	
ADJOINT ADMINISTRATIF	C	ADM	349	0,00	3-2	CDD A	
ADJOINT ADMINISTRATIF	C	ADM	347	0,00	3-2	CDD A	
ADJOINT ADMINISTRATIF	C	ADM	457	0,00	3-2	CDD A	
ADJOINT TECHNIQUE	C	TECH	380	0,00	3-2	CDD A	
AGENT DE MAITRISE	C	TECH	445	0,00	3-2	CDD A	
AGENT DE MAITRISE	C	TECH	363	0,00	3-2	CDD A	
ATTACHE	A	ADM	434	0,00	3-3-2°	CDD A	
ATTACHE	A	ADM	512	0,00	3-3-2°	CDD A	
CAPORAL	C	OTR	354	0,00	3-2	CDD A	
DIRECTEUR	A	ADM	999	0,00	3-3-2°	CDD A	
INGENIEUR	A	TECH	713	0,00	3-3-2°	CDD A	
INGENIEUR	A	TECH	551	0,00	3-3-2°	CDD A	
INGENIEUR	A	TECH	679	0,00	3-3-2°	CDD A	
INGENIEUR	A	TECH	464	0,00	3-3-2°	CDD A	
INGENIEUR	A	TECH	505	0,00	3-3-2°	CDD A	
MEDECIN HORS CLASSE	A	OTR	807	0,00	3-2	CDD A	
REDACTEUR	B	ADM	442	0,00	3-3-1°	CDD A	
REDACTEUR	B	ADM	377	0,00	3-2	CDD A	
REDACTEUR	B	ADM	455	0,00	3-2	CDD A	
REDACTEUR	B	ADM	406	0,00	3-2	CDD A	
TECHNICIEN	B	TECH	373	0,00	3-2	CDD A	
TECHNICIEN	B	TECH	397	0,00	3-2	CDD A	
TECHNICIEN	B	TECH	475	0,00	3-2	CDD A	
TECHNICIEN	B	TECH	437	0,00	3-2	CDD A	
TECHNICIEN	B	TECH	420	0,00	3-2	CDD A	
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00			
ADJOINT ADMINISTRATIF	C	ADM	348	0,00	3-a°	CDD A	
TOTAL GENERAL				0,00			

(1) CATEGORIES: A, B et C.
(2) SECTEUR: ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.

CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :

- 3-a : article 3, 1^{er} alinéa : accroissement temporaire d'activité.
- 3-b : article 3, 2^{ème} alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
- 3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
- 3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
- 3-3-1 : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
- 3-3-2 : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins de services ou la nature des fonctions le justifient.
- 3-3-3 : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
- 3-3-4 : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
- 3-3-5 : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
- 3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
- 38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
- 47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
- 110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
- 110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
- A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 3-4 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient d'en mentionner le chevron conformément à l'article 6 du décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES						IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE						C3.3

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Budget annexe à seule autonomie financière	RESTAURATION	01/01/2002	20/12/2001	28700001900072	SPA	oui

IV – ANNEXE	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	C4

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Crédits ouverts	Réalisations - Mandats ou titres émis (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	15 465 566,56	7 986 656,45	4 596,22	7 474 313,89
RECETTES	15 465 566,56	9 664 061,71	41 800,00	5 759 704,85
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	96 695 698,35	83 524 892,47	0,00	13 170 805,88
RECETTES	96 695 698,35	87 543 308,23	0,00	9 152 390,12

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budgets)

BUDGET Budget Restauration - N° SIRET : 28760001900072				
SECTION	Crédits ouverts	Réalisations - Mandats ou titres émis (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	23 718,54	19 533,09	0,00	4 185,45
RECETTES	23 718,54	22 295,28	0,00	1 423,26
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	777 262,00	709 041,47	0,00	68 220,53
RECETTES	777 262,00	709 041,47	0,00	68 220,53

(1) Y compris les rattachements.

**3 – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES
(Avant la neutralisation des flux réciproques)**

SECTION	Crédits ouverts	Réalisations - Mandats ou titres émis (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	15 489 285,10	8 006 189,54	4 596,22	7 478 499,34
RECETTES	15 489 285,10	9 686 356,99	41 800,00	5 761 128,11
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	97 472 960,35	84 233 933,94	0,00	13 239 026,41
RECETTES	97 472 960,35	88 252 349,70	0,00	9 220 610,65

(1) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXE	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	C4

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (Cf. liste des principales opérations en annexe de la M. 61) (1)

SECTION	Crédits ouverts	Réalisations - Mandats ou titres émis (2)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	571 400,00	505 262,61	0,00	66 137,39
RECETTES	571 400,00	504 737,40	0,00	66 662,60

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (Après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Crédits ouverts	Réalisations - Mandats ou titres émis (2)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	15 489 285,10	8 006 189,54	4 596,22	7 478 499,34
RECETTES	15 489 285,10	9 686 356,99	41 800,00	5 761 128,11
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	96 901 560,35	83 728 671,33	0,00	13 172 889,02
RECETTES	96 901 560,35	87 747 612,30	0,00	9 153 948,05
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	112 390 845,45	91 734 860,87	4 596,22	20 651 388,36
TOTAL GENERAL DES RECETTES	112 390 845,45	97 433 969,29	41 800,00	14 915 076,16

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),

A , le

,

Délibéré par le conseil d'administration, réuni en session

A , le

Les membres du conseil d'administration,

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le
A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
12
- Pouvoirs :
4
- Volants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**BUDGET PRINCIPAL – REPRISE ANTICIPEE DES RESULTATS
DE L'EXERCICE 2017**

Le 14 février 2018, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 31 janvier 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 12 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU, Florence DURANDE.
MM. Bastien CORITON, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

Mme Nacera VIEUBLE.
MM. Eric BLOND, Christian DUVAL.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Luc TACONNET, le Caporal-chef Mathieu GIBASSIER, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Monsieur Philippe LEROY à Monsieur André GAUTIER
Monsieur Guillaume COUTEY à Monsieur Bastien CORITON
Madame Florence THIBAUDEAU RAINOT à Madame Sophie ALLAIS
Monsieur Luc LEMONNIER à Monsieur Sébastien TASSERIE

Étaient absents excusés :

Mmes Blandine LEFEBVRE - représentée, Florence THIBAUDEAU RAINOT.
MM. Guillaume COUTEY, Luc LEMONNIER, Didier REGNIER – représenté, Jean-Pierre THEVENOT, le Commandant Samuel PERDRIX - représenté, le Commandant Hervé TESNIERE, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

L'article L.2311-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) permet de reporter au budget de manière anticipée (sans attendre le vote du compte administratif et dans leur intégralité) les résultats de l'exercice antérieur.

Ces résultats doivent être justifiés par :

- une fiche de calcul prévisionnel (établie par l'ordonnateur et attestée par le comptable public).
- les états des restes à réaliser au 31 décembre 2017 (établis par l'ordonnateur),
- et soit le compte de gestion s'il a pu être établi, soit une balance et un tableau des résultats de l'exécution du budget (produits et visés par le comptable).

Le résultat de clôture prévisionnel du budget principal du Service départemental d'incendie et de secours (Sdis 76) pour 2017 s'établit ainsi qu'il suit :

	Réalisations	Reste à réaliser	Total
Fonctionnement			
Recettes	88 970 048,66 €		88 970 048,66 €
Dépenses	85 064 463,59 €		85 064 463,59 €
Résultat de l'exercice (A)	3 905 585,07 €		3 905 585,07 €
Résultat 2016 reporté (B)	6 296 655,28 €		6 296 655,28 €
Résultat 2017 fonct. (C)	10 202 240,35 €		10 202 240,35 €
Investissement			
Recettes	10 275 831,72 €	455 965,95 €	10 731 797,67 €
Dépenses	12 078 071,34 €	8 174,54 €	12 086 245,88 €
Résultat de l'exercice	-1 802 239,62 €	447 791,41 €	-1 354 448,21 €
Résultat 2016 reporté	3 303 504,23 €		3 303 504,23 €
Résultat 2017 Inv. (D)	1 501 264,61 €	(E) 447 791,41 €	(F) 1 949 056,02 €
Résultat final global	11 703 504,96 €	447 791,41 €	12 151 296,37 €

La section d'investissement présente un excédent de financement de 1 949 056,02 € après prise en compte du solde positif des restes à réaliser d'investissement (soit 447 791,41 €).

Il n'y a donc pas de réserve obligatoire à constituer au compte 1068 et le résultat à reprendre en section d'investissement du budget 2018, au compte de recettes 001, s'établit à 1 501 264,61€.

Le solde de fonctionnement de l'exercice 2017 présente un résultat excédentaire d'un montant de 10 202 240,35 €. En l'absence de réserve complémentaire à constituer, ce résultat de fonctionnement peut être intégralement reporté sur l'exercice 2018, au compte de recettes 002.

L'ensemble de ces montants sera inscrit dans le budget primitif, ainsi que le détail des restes à réaliser.

La délibération d'affectation définitive du résultat interviendra après le vote du compte administratif.

Si le compte administratif fait apparaître une différence avec les montants reportés par anticipation, l'assemblée délibérante devra procéder à leur régularisation et à la reprise du résultat dans la plus proche décision budgétaire suivant le vote du compte administratif et, en tout état de cause, avant la fin de l'exercice 2018.

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,



André CAUTIER

BUDGET PRINCIPAL

REPRISE DES RESULTATS DE L'EXERCICE 2017

COMPTES ADMINISTRATIF N-1 Voté le2018		REPRISE ANTICIPEE (si le compte administratif n'est pas voté)	
Résultat de fonctionnement N-1		Résultat de fonctionnement N-1	
<u>A - Résultat de l'exercice</u>		<u>A - Résultat de l'exercice</u>	3 905 585,07 €
précédé du signe		précédé du signe	
(excédent) + ou - (déficit)		(excédent) + ou - (déficit)	
<u>B - Résultats antérieurs reportés</u>		<u>B - Résultats antérieurs reportés</u>	6 296 655,28 €
ligne 002 du compte administratif N-1		par délibération n° 2016-CA-08 sur l'affectation du résultats N-2	
précédé du signe		précédé du signe	
(excédent) + / ou - (déficit)		(excédent) + ou - (déficit)	
C - Résultat à affecter		C - Résultat à affecter	10 202 240,35 €
= A + B (hors restes à réaliser)		= A + B (hors restes à réaliser)	
(si C est négatif, report du déficit ligne 002 ci-dessous)		(si C est négatif, report du déficit ligne 002 ci-dessous)	
Investissement		Investissement	
<u>D - Solde d'exécution N-1</u>		<u>D - Solde d'exécution N-1 estimé</u>	1 501 264,61 €
précédé du signe		précédé du signe	
(excédent) + ou - (déficit)		(excédent) + ou - (déficit)	
D 001 (besoin de financement)		D 001 (besoin de financement)	
R 001 (excédent de financement)		R 001 (excédent de financement)	
<u>E - Solde des restes à réaliser d'investissement N-1</u>		<u>E - Solde des restes à réaliser d'investissement N-1</u>	447 791,41 €
Besoin de financement		Besoin de financement	
Excédent de financement		Excédent de financement	
F - Besoin de financement = D + E		F - Besoin de financement = D + E	0,00 €
AFFECTATION = C = G + H		REPRISE ANTICIPEE = C = G + H	10 202 240,35 €
1) Affectation en réserves R 1068 en investissement		1) Prévision d'affectation en réserves R 1068 en investissement	0,00 €
G = au minimum, couverture du besoin de financement (F)		G = au minimum, couverture du besoin de financement (F)	
2) H = report en fonctionnement R 002		2) H = report en fonctionnement R 002 (si C, F, H = C - G)	0,00 €
DEFICIT REPORTE D 002		DEFICIT REPORTE D 002	

Yvetot, le **5 FEV. 2018**

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur départemental,


Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE

Le Maire Départemental,


Monsieur GRESSER

BUDGET PRINCIPAL - ETAT DES RESTES A REALISER 2017

Sapeurs-Pompier
de Seine-Maritime

Groupe des Finances et de la Commande Publique
Service des Affaires Budgétaires et financières
Affaire suivie par : Karine TASSERIE
Téléphone : 02 35 56 37 07
Courriel : budgetcompa@sema76.fr

DEPENSES				RECETTES			
PROGRAMME / ARTICLE	N° COMMANDE	TIERS	NOM DU TIERS	LIBELLE	SERVICE GESTIONNAIRE	MONTANT	
2033	SCPI715852	28013	DIR INFO LEGALE ADMINISTRATIVE	PUBLICITE TRAVAUX DE DUCLAIR	SCPIB	864,00 €	
2051	DIR1710955	34075	212B - AGENCE YOUNEED	Sous-total 2033		864,00 €	
2051	DIR1711670	34075	212B - AGENCE YOUNEED	SERVEUR ET LICENCE POUR EXTRANET	DIR3	1 300,00 €	
21312	GE41608982	51237	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION	SUIVI ET MAINTENANCE SITE WEB	DIR3	2 054,40 €	
21568	SSS1715564	3238	UGAP NORMANDIE	MISSION CSFS AU CIS LES PRES SALES	GE41	3 354,40 €	
				Sous-total 21312		96,00 €	
				Sous-total 21568	SSSM	96,00 €	
				TOTAL GENERAL		3 860,14 €	
						3 860,14 €	
						8 174,54 €	
10222	FIN1715389	32257	PREFET HAUTE NORMANDIE DRCL	FCVA SUR ACQUISITIONS 2016	FINANCES	444 233,42 €	
1312	GE21703516	50700	REGION NORMANDIE	Sous-total 10222		444 233,42 €	
1312	GE41703580	50700	REGION NORMANDIE	SUBVENTION ACQUISITIONS VEHICULES PROPRES	GE24	5 000,00 €	
				Sous-total 1312	GE41	6 732,53 €	
				TOTAL GENERAL		11 732,53 €	
						455 965,95 €	

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur Départemental,

Colonel Hors Classe Jean-Yves LAGALLE

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
12
- Pouvoirs :
4
- Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

BUDGET PRIMITIF 2018 – BUDGET PRINCIPAL

Le 14 février 2018, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 31 janvier 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 12 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU, Florence DURANDE.
MM. Bastien CORITON, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

Mme Nacera VIEUBLE.
MM. Eric BLOND, Christian DUVAL.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Luc TACONNET, le Caporal-chef Mathieu GIBASSIER, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Monsieur Philippe LEROY à Monsieur André GAUTIER
Monsieur Guillaume COUTEY à Monsieur Bastien CORITON
Madame Florence THIBAUDEAU RAINOT à Madame Sophie ALLAIS
Monsieur Luc LEMONNIER à Monsieur Sébastien TASSERIE

Étaient absents excusés :

Mmes Blandine LEFEBVRE - représentée, Florence THIBAUDEAU RAINOT.
MM. Guillaume COUTEY, Luc LEMONNIER, Didier REGNIER – représenté, Jean-Pierre THEVENOT, le Commandant Samuel PERDRIX - représenté, le Commandant Hervé TESNIERE, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) a, lors de sa séance du 15 décembre 2017, procédé au débat d'orientations budgétaires.

Ce projet de budget pour 2018 s'inscrit dans la droite ligne des considérations développées dans le Rapport d'Orientations Budgétaires (ROB), à savoir : la maîtrise des dépenses d'exploitation et la réorientation des priorités en investissement.

En outre, le Service a tenu son objectif d'économie de 400 000,00 € supplémentaire en fonctionnement pour tendre, à moyen terme, vers l'équilibre de cette section conformément à la convention pluriannuelle conclue entre le Département et le Sdis pour la période 2018-2021. En effet, le volume des dépenses a pu être réduit de 542 K€ alors que des recettes nouvelles ont pu être identifiées pour près de 20 K€.

Par ailleurs, il semble intéressant de souligner que les efforts pour améliorer les prévisions budgétaires portent leurs fruits puisque les résultats prévisionnels 2017 sont proches des estimations présentées lors de la dernière séance, soit 10 202 240,35 € en fonctionnement (différence de +143 655,35 €) et 1 949 056,02 € en investissement (différence de + 126 318,02 €).

Ces résultats prévisionnels de l'exercice antérieur, adoptés par délibération lors de la présente séance sont intégrés au présent budget. Ils tiennent compte des résultats passés (déficits ou excédents) et du niveau des restes à réaliser 2017, à reporter sur 2018. Les résultats 2017 définitifs seront constatés lors de l'adoption du compte administratif 2017.

Aussi, ce budget s'équilibre en recettes et en dépenses pour un montant total de 114 602 264,91 €, soit 97 139 698,35 € en fonctionnement et 17 462 566,56 € en investissement, reports compris.

Il se situe, au global, en augmentation de 3,92 % par rapport aux crédits 2017 (BP+DM+REPORTS) et progresse tant en fonctionnement (2,36 %), qu'en section d'investissement (13,50 %) :

A première vue, cette situation peut sembler paradoxale dans un contexte de maîtrise des dépenses. En y regardant de plus près, on constate que, les dépenses réelles de fonctionnement sont effectivement orientées à la baisse (-1,72 %) et que ce sont les opérations d'ordre qui progressent dans la mesure où elles portent l'excédent du budget dans le souci de le préserver pour financer les exercices futurs.

Dépenses (en €)	Budget 2017 (BP+DM) + Reports		Budget primitif 2018 + Reports		Variation	
	Réelles	Ordre	Réelles	Ordre	€	%
Investissement	11 782 853,14 €	3 603 186,09 €	15 855 681,56 €	1 606 885,00 €	2 076 527,33 €	13,50%
Fonctionnement	86 259 443,37 €	8 638 000,00 €	84 779 698,35 €	12 360 000,00 €	2 242 254,98 €	2,36%
TOTAL	98 042 296,51 €	12 241 186,09 €	100 635 379,91 €	13 966 885,00 €	4 318 782,31 €	3,92%

Recettes (en €)	Budget 2017 (BP+DM) + Reports		Budget primitif 2018 + Reports		Variation	
	Réelles	Ordre	Réelles	Ordre	€	%
Investissement	6 741 039,23 €	8 645 000,00 €	5 025 566,56 €	12 437 000,00 €	2 076 527,33 €	13,50%
Fonctionnement	91 301 257,28 €	3 596 186,09 €	95 609 813,35 €	1 529 885,00 €	2 242 254,98 €	2,36%
TOTAL	98 042 296,51 €	12 241 186,09 €	100 635 379,91 €	13 966 885,00 €	4 318 782,31 €	3,92%

L'exposé détaillé des différentes inscriptions au sein de chaque section sera l'occasion de confirmer et expliciter les mesures d'optimisation supplémentaires retenues depuis le dernier Conseil d'administration.

I – Section de fonctionnement

A – Recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement s'établissent à 97 139 698,35 €, en augmentation de 2,36 % par rapport à 2017.

Cette progression est marquée par de fortes variations des opérations d'ordre et de reprise du résultat car, à l'inverse, les recettes réelles de fonctionnement évoluent peu (0,47 %).

Chapitre	Libellé	Budget 2017 (BP+DM) + Reports	Budget primitif 2018 + Reports	Variation (€)	Variation (%)
70	Produits des services	915 548,00 €	978 725,00 €	63 177,00 €	6,90%
74	Contributions et participations	82 799 091,00 €	83 455 537,00 €	656 446,00 €	0,79%
75	Autres produits de gestion courante	- €	9 000,00 €	9 000,00 €	NC
013	Atténuation de charges	1 075 963,00 €	905 311,00 €	- 170 652,00 €	-15,86%
Total recettes / gestion des services		84 790 602,00 €	85 348 573,00 €	557 971,00 €	0,66%
77	Produits exceptionnels	214 000,00 €	59 000,00 €	- 155 000,00 €	-72,43%
Total recettes réelles de fonctionnement		85 004 602,00 €	85 407 573,00 €	402 971,00 €	0,47%
042	Opération d'ordre de transfert	3 596 186,09 €	1 529 885,00 €	- 2 066 301,09 €	-57,46%
Total des opérations d'ordre budgétaire		3 596 186,09 €	1 529 885,00 €	- 2 066 301,09 €	-57,46%
002	Solde d'exécution reporté	6 296 655,28 €	10 202 240,35 €	3 905 585,07 €	62,03%
Total général recettes de fonctionnement		94 897 443,37 €	97 139 698,35 €	2 242 254,98 €	2,36%

• Les produits des services (chapitre 70)

Les produits des services facturés par le service sont en hausse de 63 177,00 € par rapport à l'exercice 2017.

Près de 60 % des produits des services sont liés à la facturation des interventions payantes (facturation aux particuliers ou service de sécurité) et à la surveillance des plages.

Les tarifs pratiqués pour ces diverses interventions payantes ont fait l'objet d'une révision correspondant à l'évolution de l'inflation (1 % en 2018).

Mais les principales explications de l'augmentation se trouvent au niveau des interventions pour carence d'ambulancier privé calibrées suivant la progression constatée de l'activité en 2017 et au niveau du fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) sur les dépenses d'entretien des bâtiments publics et de la voirie en section de fonctionnement exécutées l'an dernier.

• Les contributions et participations (chapitre 74)

Le montant des contributions des communes et des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) est conforme à la décision du Conseil d'administration du 15 décembre 2017, soit une progression globale de l'enveloppe de 1 %. Il représente plus de 37 % des recettes de fonctionnement.

La contribution du Département, qui avait connu une réduction en 2016, est désormais en progression de 300 k€ conformément à la convention partenariale conclue entre le Sdis 76 et le Conseil départemental pour la période 2018 à 2021.

- Les produits de gestion courante (chapitre 75)

En 2017, le Sdis n'avait pas inscrit de produits de gestion courante. S'agissant essentiellement d'encaissement d'avoirs sur certains fournisseurs, des recettes par nature non certaines, il avait été choisi de les constater au cours de l'exercice, le cas échéant.

Au titre de l'exercice 2018, la même logique est suivie.

Néanmoins, d'autres produits, spécifiques et ponctuels, émargeant à ce chapitre sont envisagés pour un montant de 9 000,00 €. Ainsi, le Sdis 76 sera notamment l'organisateur des rencontres des services communication des Sdis. Dans ce cadre, il a été instauré une participation financière à verser par les participants.

- Les atténuations de charges (chapitre 013)

Les atténuations de charges sont en baisse de 15,86 % par rapport à 2017.

Les départs en retraite des agents intégrés lors de la Départementalisation conduisent à une baisse des avantages acquis (primes de fin d'année) dont le remboursement était opéré par les communes.

Ce chapitre traite également des remboursements de la quote-part de loyer prélevés directement sur le traitement des bénéficiaires d'une convention d'occupation précaire par nécessité de service dont le nombre est en baisse également.

- Les produits exceptionnels (chapitre 77)

La baisse significative des recettes exceptionnelles s'explique par la régularisation en 2017 de procédures contentieuses. L'inscription 2018 est ramenée à un niveau plus traditionnel.

- Les opérations d'ordre (chapitre 042)

Les crédits inscrits correspondent à la mise en œuvre systématique de la neutralisation de la dotation aux amortissements de certaines dépenses d'investissement, à l'amortissement des subventions perçues et à la valorisation des travaux en régie.

- Le solde d'exécution reporté (chapitre 002)

Le solde d'exécution reporté est quant à lui en augmentation de 3 905 585, 07 € par rapport à l'année dernière. Cette évolution s'explique principalement par la reprise sur l'exercice 2017 de la réserve complémentaire pour un montant de 2 583 086,09 € opérée exceptionnellement sur la section d'investissement.

B – Dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement s'établissent à 97 139 698,35 €, en augmentation de 2,36 % par rapport à 2017.

Cette évolution s'explique par la progression des opérations d'ordre. En effet, la dotation aux amortissements augmente de plus de 14 % et un autofinancement complémentaire de la section d'investissement apparaît pour un montant de 4 000 000,00 €.

Ce mouvement à la hausse masque une baisse des dépenses réelles de fonctionnement de 1,72 % par rapport à 2017 :

Chapitre	Libellé	Budget 2017 (BP+DM) + Reports	Budget primitif 2018 + Reports	Variation (€)	Variation (%)
011	Charge à caractère général	10 254 488,00 €	9 596 497,00 €	- 657 991,00 €	-6,42%
012	Charges de personnel	68 614 731,00 €	68 176 857,00 €	- 437 874,00 €	-0,64%
65	Autres charges de gestion courante	1 079 457,00 €	963 038,00 €	- 116 419,00 €	-10,78%
Total dépenses / gestion des services		79 948 676,00 €	78 736 392,00 €	- 1 212 284,00 €	-1,52%
66	Charges financières	25 411,00 €	19 000,00 €	- 6 411,00 €	NC
67	Charges exceptionnelles	295 062,00 €	36 050,00 €	- 259 012,00 €	-87,78%
68	Dotation aux provisions	- €	150 500,00 €	150 500,00 €	NC
022	Dépenses imprévues	5 990 294,37 €	5 837 756,35 €	- 152 538,02 €	-2,55%
Total dépenses réelles de fonctionnement		86 259 443,37 €	84 779 698,35 €	- 1 479 745,02 €	-1,72%
023	Virement à la section d'invest.	1 438 000,00 €	4 000 000,00 €	2 562 000,00 €	178,16%
042	Opérations d'ordre entre sections	7 200 000,00 €	8 360 000,00 €	1 160 000,00 €	16,11%
Total général dépenses de fonctionnement		94 897 443,37 €	97 139 698,35 €	2 242 254,98 €	2,36%

• Les charges à caractère général (chapitre 011)

Ces charges connaissent pour la deuxième année consécutive une diminution notable de l'ordre de 6,42 % (-6,31 % en 2017 pour mémoire).

L'inscription de 9 596 497, 00 € intègre des événements ponctuels tels que l'organisation du concours de sergent et l'organisation des élections professionnelles.

Néanmoins, le niveau des crédits ouverts au chapitre 011 n'avait jamais été aussi bas. C'est d'autant plus notable que le montant de réalisation le plus proche remonte au compte administratif de 2002 avec 9 575 597,75 €. Cela démontre, les efforts de rationalisation entrepris par le Service afin de maîtriser ses coûts de fonctionnement et de mettre en œuvre des actions visant à dégager des économies pérennes.

La volonté de repositionner chaque service sur son cœur de métier et la recentralisation de la gestion de certaines actions ont déjà produit des économies sur l'exercice 2017 et permettent d'ajuster à la baisse les prévisions 2018.

Ainsi, le groupement technique a centralisé la supervision de la chaîne de maintenance des véhicules. On peut noter une baisse de l'ordre de 15 % des inscriptions portant sur les prestations d'entretien et de réparation ainsi que l'achat de pièces détachées.

Les prix obtenus dans le cadre des nouvelles mises en concurrence ont permis d'escompter des économies notamment s'agissant des fournitures et prestations du marché de génie climatique.

Un travail a également été entrepris au niveau des fournitures administratives permettant une économie de l'ordre de 10 000,00 €.

Enfin, la diminution des frais de location immobilière ainsi que les charges associés participent aussi à cette tendance pour plus de 120 000,00 €, notamment en lien avec la baisse du nombre de bénéficiaires de convention d'occupation précaire.

• Les charges de personnel (chapitre 012)

Ce poste de dépenses représente 70,18 % des dépenses de fonctionnement, s'établissant à 68 176 857 € (-0,64 % par rapport à 2017).

Lors de la présentation du ROB en décembre dernier, l'objectif affiché était de maintenir le niveau de ces dépenses au budget ouvert en 2017, et non intégralement consommées en raison de la vacance de certains postes et d'une inscription prévisionnelle des vacations de sapeurs-pompiers volontaires (SPV) supérieure aux effectifs en présence.

La diminution aujourd'hui proposée s'explique par l'effet d'aubaine que constitue pour une fois la Loi de Finances 2018. En effet, celle-ci s'avère exceptionnellement favorable.

D'une part, la non application de la sur cotisation du CNFPT sur les officiers de sapeurs-pompiers permet de contenir l'évolution de ce chapitre de l'ordre de 122 k€.

D'autre part, le rétablissement du jour de carence et le report d'un an des mesures prévues pour 2018 dans le cadre de l'accord « parcours professionnels, carrières et rémunérations » (PPCR) se traduisent par un ralentissement de la progression de la masse salariale estimé à 222 k€.

● Les charges de gestion courante (chapitre 65)

Les charges de gestion courante prévues pour un montant de 963 038,00 € qui représentent à peine 1 % des dépenses de la section, sont en baisse de plus de 10 %.

Hormis la réduction de la subvention d'équilibre au budget annexe de la restauration qui sera développée dans un rapport spécifique, cette baisse est principalement liée aux Conventions Interdépartementales d'Assistance Mutuelle (CIAM). Elles sont réduites de 14 200,00 € pour être ajustées au nombre d'interventions réalisées par les Sdis voisins en 2017. De plus, la mise en place de centres mixtes sur la périphérie du Département limite le recours à l'assistance des Sdis limitrophes (par exemple, le Cis Gournay-en-Bray depuis le 1^{er} août 2017).

Par ailleurs, des négociations sont en cours avec les organisations syndicales pour transformer les apports pécuniaires en subvention en nature à travers la mise à disposition d'équipements et de fournitures, portés sur les autres charges du Service pouvant conduire à une réduction des sommes versées directement de l'ordre de 8 750,00 €.

Les autres postes impactés sur ce chapitre restent relativement stables :

- la contribution obligatoire au réseau Antares qui est calculée sur la base de l'évolution de population servant de base de calcul de la Dotation Globale Fonctionnement (DGF),
- les indemnités et frais de déplacement des élus,
- le fonds de secours.

● Les charges financières (chapitre 66)

Ces charges sont orientées à la baisse car la souscription d'une nouvelle ligne de trésorerie n'a pas été reconduite en 2018. En effet, le fonds de roulement et les rythmes de perception des contributions instaurés depuis l'an passé ne rendent pas nécessaire un tel outil.

● Les charges exceptionnelles (chapitre 67)

Ce poste de dépenses connaît une nette diminution, de près de 88 % par rapport à l'exercice 2017.

La baisse des charges exceptionnelles est relative en ce que le niveau de dépenses prévu en 2018 est proposé à hauteur du montant traditionnel.

C'est le volume des crédits inscrits en 2017 qui était particulièrement élevé. En effet, celui-ci avait été inscrit par décision modificative pour permettre l'annulation de titres présentant des risques de contentieux en raison de leur forme dans le cadre du contentieux portant sur le logement de certains agents.

● Les dotations aux provisions (chapitre 68)

Il est proposé de constituer une provision pour risques et charges d'un montant de 150 500,00 € pour être en capacité de faire face aux suites du contentieux introduit par certains agents. Ces derniers estiment que leur temps de travail effectif a dépassé le plafond prévu par la Directive européenne 2003/CE/88.

● Les dépenses imprévues (chapitre 022)

Un montant de 5 837 756,35 € est inscrit sur ce chapitre pour faire face à d'éventuelles dépenses non prévues notamment sur l'aspect opérationnel.

Il représente 7,39 % du montant total des dépenses réelles de fonctionnement et constitue la majeure partie de l'excédent escompté à la fin de l'exercice 2018.

● La dotation aux amortissements (chapitre 042)

Le montant de la dotation aux amortissements pour 2018 est estimé à 8,36 M€, en augmentation de plus d'1 M€ par rapport aux crédits 2017.

En dépit de l'ajustement des durées d'amortissement à la durée de vie probable des biens considérés, la politique d'investissement volontariste opérée ces dernières années et le travail mené avec les services de la paierie départementale pour régulariser l'actif restant positionné sur des comptes d'attente génèrent aujourd'hui une augmentation de la dotation obligatoire aux amortissements.

De ce fait, la capacité d'autofinancement de la section d'investissement se trouve renforcée.

II – Section d'investissement

La section d'investissement s'élève à 17 462 566,56 €, en augmentation de 13,50 % par rapport aux crédits budgétés en 2017.

A – Dépenses d'investissement

Les dépenses d'équipement représentent près 90 % de l'inscription totale proposée.

Cependant l'inscription de 4 000 000,00 € au chapitre 23 « Immobilisations en cours » ne constitue pas une dépense prévue sur 2018 mais doit être regardée comme une réserve de crédits qui seront réalisés dans le futur ; soit des dépenses d'équipement véritablement attendues, recalculées, qui pèsent tout de même à hauteur de 63 % des crédits 2018.

L'enveloppe résiduelle se répartit sur trois principaux postes :

- le remboursement du capital de la dette (0,58 % des dépenses totales) ;
- les opérations d'ordre budgétaires (9,20 % des dépenses totales) ;
- les dépenses imprévues (3,60 % des dépenses totales).

Chapitre	Libellé	Budget 2017 (BP+DM) + Reports	Budget primitif 2018 + Reports	Variation (€)	Variation (%)
16	Emprunts et dettes assimilées	172 968,00 €	101 000,00 €	- 71 968,00 €	-41,61%
20	Immobilisations incorporelles	169 768,23 €	44 218,40 €	- 125 549,83 €	-73,95%
21	Immobilisation corporelles	273 924,82 €	173 180,14 €	- 100 744,68 €	-36,78%
23	Immobilisation en cours	215 393,94 €	4 000 000,00 €	3 784 606,06 €	1757,06%
27	Autres immobilisations financières	1 000,00 €	- €	- 1 000,00 €	-100,00%
	Chapitre programme équipt hors AP	2 803,05 €	- €	- 2 803,05 €	-100,00%
	Chapitre programme équipt en AP	10 176 857,86 €	10 908 718,89 €	731 861,03 €	7,19%
020	Dépenses imprévues	770 137,24 €	628 564,13 €	- 141 573,11 €	-18,38%
	Total dépenses réelles d'investissement	11 782 853,14 €	15 855 681,56 €	4 072 828,42 €	34,57%
040	Opérations d'ordre entre sections	3 596 186,09 €	1 529 885,00 €	- 2 066 301,09 €	-57,46%
041	Opérations patrimoniales	7 000,00 €	77 000,00 €	70 000,00 €	1000,00%
	Total des opérations d'ordre budgétaires	3 603 186,09 €	1 606 885,00 €	- 1 996 301,09 €	-55,40%
	Total général dépenses d'investissement	15 386 039,23 €	17 462 566,56 €	2 076 527,33 €	13,50%

• Les dépenses d'équipement

Les dépenses d'équipement au sens comptable se ventilent de deux manières :

- les dépenses d'équipement hors autorisations de programme,
- les dépenses d'équipement en autorisations de programme.

Les dépenses hors autorisation de programme correspondent à des achats ponctuels de matériels pour le service communication, le service formation et le service de santé et secours médical.

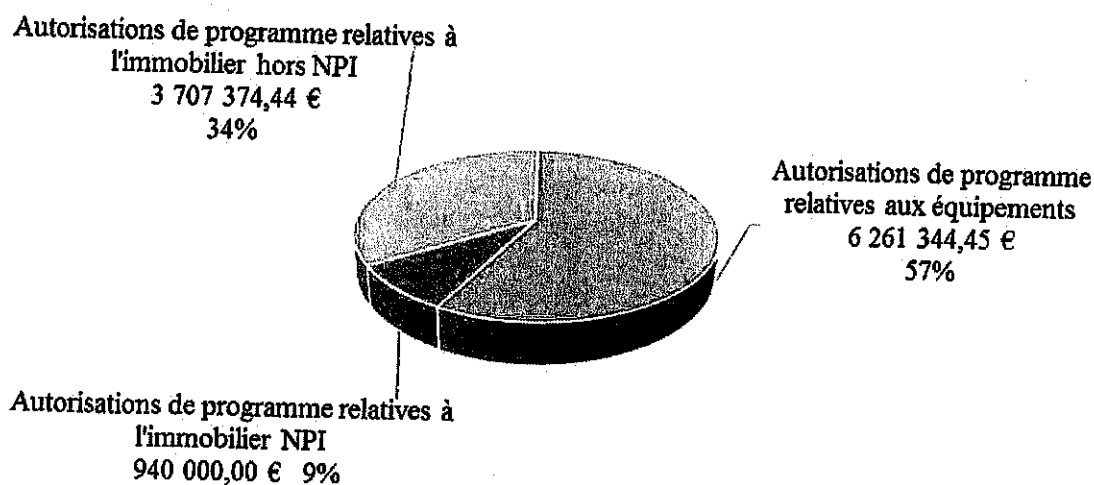
En effet, les dépenses d'équipement sont majoritairement matérialisées dans des autorisations de programme approuvées par le Conseil d'administration.

Elles retracent essentiellement :

- les dépenses d'équipement qui correspondent au Plan Pluriannuel d'Equipement (PPE)
- les dépenses portant sur les bâtiments, qu'elles relèvent ou non de la nouvelle politique immobilière (NPI).

Les crédits de paiement 2018 relatifs aux autorisations de programme se montent au total à 10 908 718,89 € et se répartissent comme suit :

Détail des crédits de paiement 2018 relatifs aux autorisations de programme

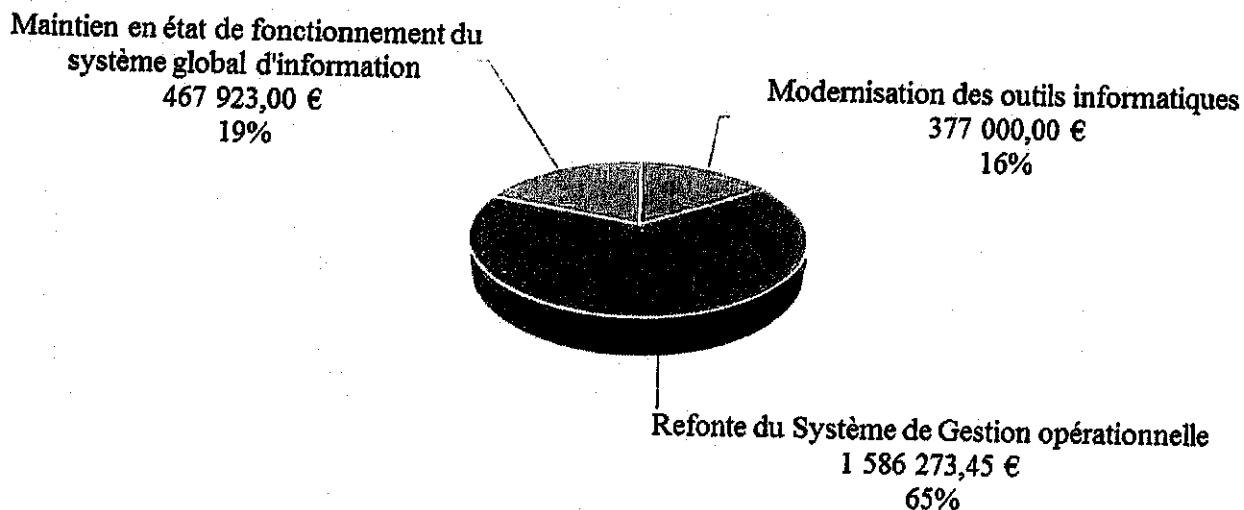


Tout d'abord, les crédits de paiement 2018 relatifs aux autorisations de programme concernant les équipements se montent à 6 261 344,45 € et se décomposent ainsi :

- les autorisations de programme concernant le système d'information,
- les autorisations de programme concernant les équipements opérationnels,
- les autorisations de programme concernant les équipements divers.

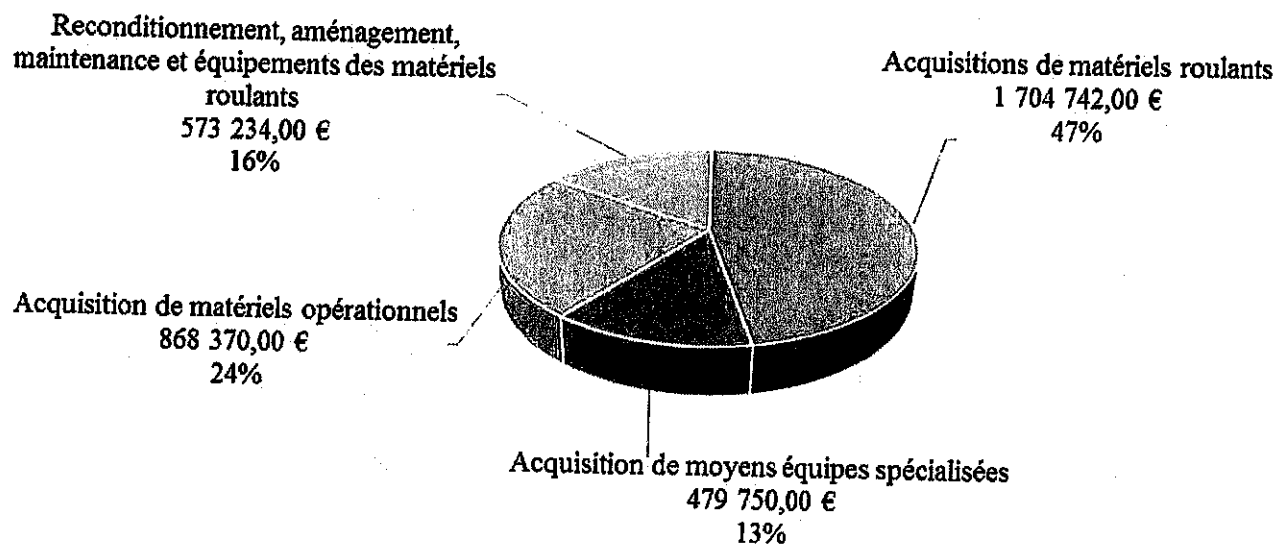
Les crédits de paiement 2018 relatifs aux autorisations de programme concernant le système d'information s'élèvent à 2 431 196, 45 € et se répartissent comme suit :

Détails des crédits de paiement 2018 relatifs aux autorisations de programme concernant le système d'information



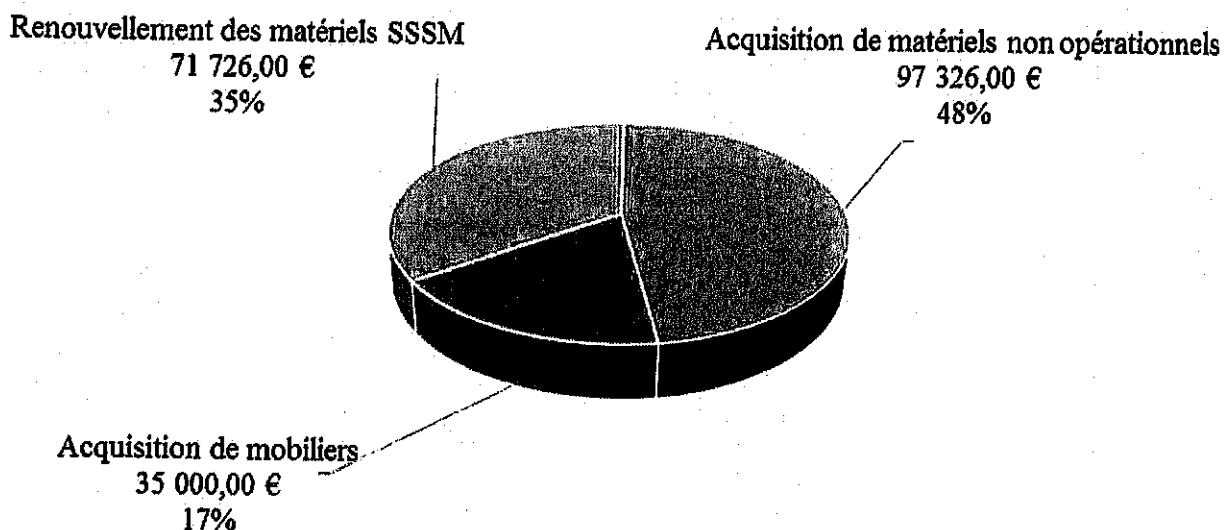
Les crédits de paiement 2018 relatifs aux autorisations de programme dédiées aux équipements opérationnels s'élèvent à 3 626 096,00 € et sont ventilés comme suit :

Détail des crédits de paiement 2018 relatifs aux autorisations de programme concernant les équipements opérationnels



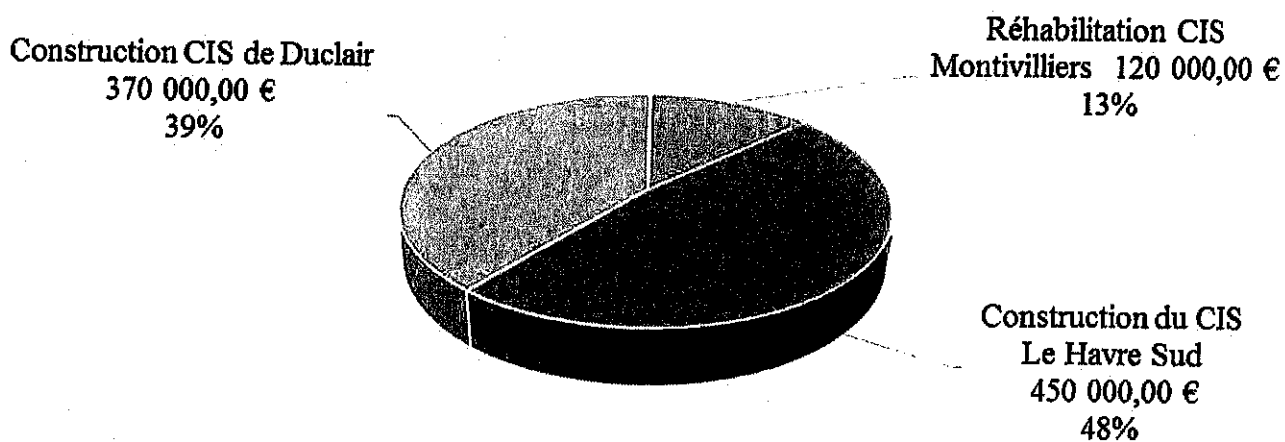
Les crédits de paiement 2017 relatifs aux autorisations de programme portant sur les équipements divers sont fixés à 204 052,00 € et correspondent à :

**Détail des crédits de paiement 2018 relatifs aux autorisations de programme
concernant les équipements divers**



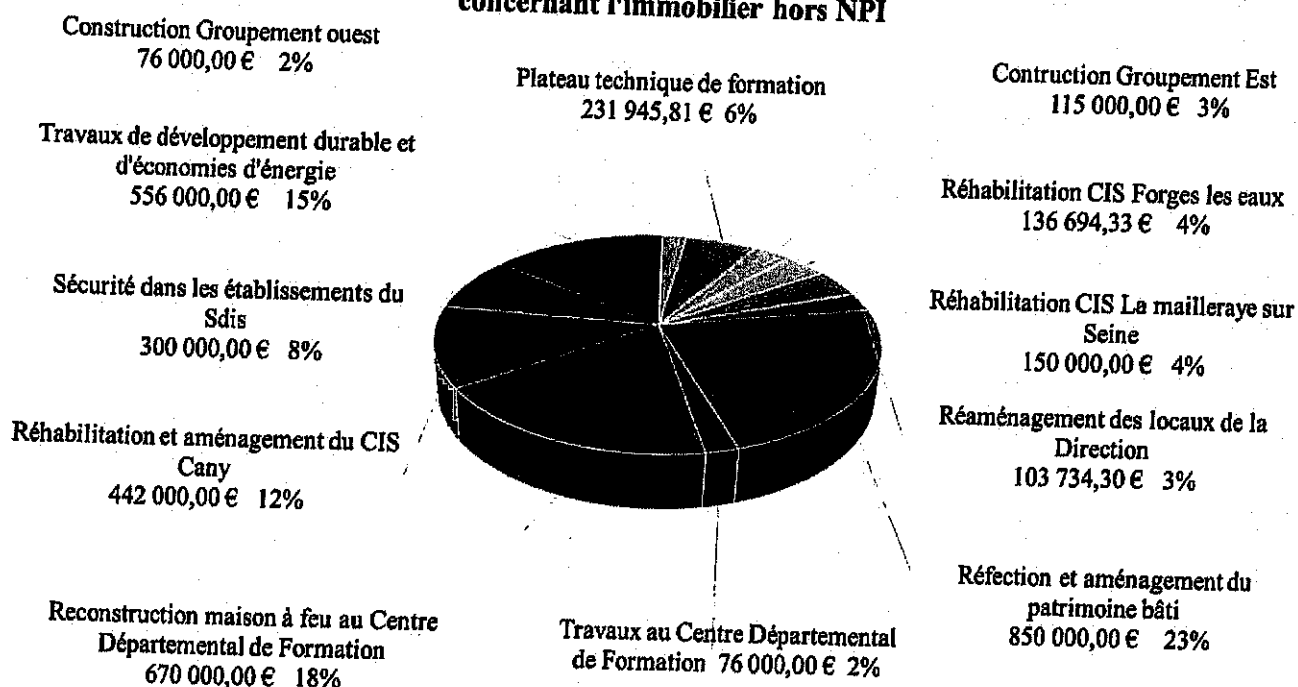
Ensuite, les crédits de paiement 2018 relatifs aux autorisations de programme concernant l'immobilier NPI se montent à 940 000,00 € et se décomposent ainsi :

**Détail des crédits de paiement 2018 relatifs aux autorisations de programme
concernant l'immobilier NPI**



Enfin, les crédits de paiement 2018 relatifs aux autorisations de programme concernant l'immobilier hors NPI se montent à 3 707 374,44 € et se décomposent ainsi :

Détail des crédits de paiement 2018 relatifs aux autorisations de programme concernant l'immobilier hors NPI



• Les emprunts (chapitre 16)

L'annuité de remboursement en capital de la dette s'établit à 101 000,00 €, soit une baisse de 41,61 % par rapport à l'exercice 2017 du fait notamment de l'extinction des emprunts issus de la départementalisation.

Les crédits proposés correspondent au remboursement du capital des emprunts souscrits au titre des exercices 2016 et 2017.

• Les opérations d'ordre (chapitre 040)

Les crédits inscrits portent classiquement sur la neutralisation comptable d'une partie de la dotation aux amortissements, l'amortissement des subventions d'équipement encaissées et les travaux en régie.

• Les opérations d'ordre (chapitre 041)

Les crédits inscrits permettront, principalement, d'intégrer les frais d'études à l'imputation définitive du bien. Ces écritures sont un préalable nécessaire à la clôture financière des opérations et au déclenchement de l'amortissement du bien.

• Les dépenses imprévues (chapitre 020)

Une enveloppe de 628 564,13 € est dédiée aux dépenses imprévues. Elle représente 4,13 % des dépenses réelles d'investissement de 2018.

B – Recettes d'investissement

Les recettes d'investissement se chiffrent à 17 462 566,56 €. Elles prennent appui sur le solde d'exécution 2017 de 1 501 264,61 € fruit du glissement du décaissement de certaines dépenses non réalisées fin 2017.

Chapitre	Libellé	Budget 2017 (BP+DM) + Reports	Budget primitif 2018 + Reports	Variation (€)	Variation (%)
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 020 309,00 €	2 161 643,42 €	1 141 334,42 €	111,86%
13	Subventions d'investissement	192 225,00 €	162 657,53 €	- 29 567,47 €	-15,38%
16	Emprunts	2 225 000,00 €	1 200 000,00 €	- 1 025 000,00 €	-46,07%
024	Produits de cessions d'immobilisations	1,00 €	1,00 €	- €	0,00%
	Total recettes réelles d'investissement	3 437 535,00 €	3 524 301,95 €	86 766,95 €	2,52%
021	Virement de la section de fonct.	1 438 000,00 €	4 000 000,00 €	2 562 000,00 €	178,16%
040	Opérations d'ordre entre sections	7 200 000,00 €	8 360 000,00 €	1 160 000,00 €	16,11%
041	Opérations patrimoniales	7 000,00 €	77 000,00 €	70 000,00 €	1000,00%
	Total des opérations d'ordre budgétaires	8 645 000,00 €	12 437 000,00 €	3 792 000,00 €	43,86%
001	Solde d'exécution reporté	3 303 504,23 €	1 501 264,61 €	- 1 802 239,62 €	-54,56%
1068	Excédent de fonctionnement capitalisé	- €	- €	- €	NC
	Total général recettes d'investissement	15 386 039,23 €	17 462 566,56 €	2 076 527,33 €	13,50%

● Les dotations (chapitre 10)

Les crédits inscrits correspondent aux recettes attendues du Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA).

● Les subventions d'investissement (chapitre 13)

Seules les subventions ayant d'ores et déjà été attribuées ou ayant fait l'objet d'un accord de principe (Firediag, CNPE et GPMH) sont inscrites sur l'exercice 2018.

● Les opérations d'ordre (chapitre 040)

Corollaire de l'inscription en dépenses de fonctionnement, la dotation aux amortissements s'élève à 8 360 000,00 €, soit une augmentation de plus d'1 M€ par rapport à 2017.

● Les opérations d'ordre (chapitre 041)

Les inscriptions sont identiques aux dépenses d'investissement et permettent l'intégration des frais d'études aux biens concernés.

● L'emprunt (chapitre 16)

Pour financer les investissements portant sur les travaux immobiliers (constructions, reconstructions ou réhabilitations), le Sdis envisage de recourir à l'emprunt à hauteur, en moyenne, de 40 % du montant hors taxes des opérations après déduction des subventions accordées.

De ce fait, la mobilisation d'un nouvel emprunt est projetée à hauteur de 1 200 000,00 € au cours de l'exercice 2018.

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER

ANNEXE A LA DELIBERATION

NOTE DE PRESENTATION

BUDGET PRIMITIF 2018 – BUDGET PRINCIPAL

L'article 107 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi Notre) prévoit qu' « Une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif et au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux ». La présente annexe a pour objet de satisfaire à cette obligation.

Le SDIS de Seine Maritime est un établissement public administratif, doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. Il est seul compétent pour la gestion des hommes et des moyens affectés aux missions de secours.

1 - Eléments de contexte

Activité opérationnelle

Type d'intervention	2017	Variation 2016 / 2017
Secours à personnes	66 051	9,55%
Incendie	6 206	4,28%
Opérations diverses	2 967	-50,53%
Risques technologiques	2 617	179,59%
Total	77 841	6,37%

NB : Les différences entre 2016 et 2017 concernant les opérations diverses et risques technologiques s'expliquent par le fait qu'en 2016 les interventions pour inondations étaient comptabilisées dans "opérations diverses" et qu'en 2017, elles sont comptabilisées dans "risques technologiques".

2 - Les priorités du budget

Dans la continuité des exercices précédents, la maîtrise des dépenses d'exploitation et la réorientation des priorités en investissement sont les priorités de l'exercice.

Malgré la structure budgétaire et la rigidité des charges de gestion, l'objectif reste de tendre, à moyen terme, vers l'équilibre de la section de fonctionnement (hors excédent reporté) conformément à la convention pluriannuelle conclue entre le Département et le SDIS pour la période 2018-2021 et de réaliser un programme d'investissement ambitieux sur 2018 et les exercices suivants.

3 - Le budget par grands postes

DEPENSES	BP 2018	N/N-1	RECETTES	BP 2018	N/N-1
Charges à caractère général	9 596 497,00 €	-6,42%	Contribution du Département	46 031 000,00 €	0,66%
Charges de personnel	68 176 857,00 €	-0,64%	Contributions Communes et EPCI	36 263 218,00 €	1,00%
Autres charges	1 168 588,00 €	-16,53%	Autres participations	1 161 319,00 €	-0,24%
Dépenses imprévues	5 837 756,35 €	-2,55%	Autres produits	1 952 036,00 €	-11,49%
Total des dépenses réelles de fonctionnement	84 779 698,35 €	-1,72%	Total des recettes réelles de fonctionnement	85 407 573,00 €	0,47%
Opérations d'ordre	12 360 000,00 €	43,09%	Opérations d'ordre	1 529 885,00 €	-57,46%
			Solde d'exécution reporté	10 202 240,35 €	62,03%
Total des dépenses de fonctionnement	97 139 698,35 €	2,36%	Total des recettes de fonctionnement	97 139 698,35 €	2,36%
Dépenses d'équipement	15 126 117,43 €	39,54%	FCTVA	2 161 643,42 €	111,86%
Remboursement du capital	101 000,00 €	-41,61%	Subventions	162 658,53 €	-15,38%
Dépenses imprévues	628 564,13 €	-18,38%	Emprunt	1 200 000,00 €	-46,07%
Total des dépenses réelles d'investissement	15 855 681,56 €	34,57%	Total des recettes réelles d'investissement	3 524 301,95 €	2,52%
Opérations d'ordre	1 606 885,00 €	-55,40%	Opérations d'ordre	12 437 000,00 €	43,86%
			Solde d'exécution reporté	1 501 264,61 €	-54,56%
Total des dépenses d'investissement	17 462 566,56 €	13,50%	Total des recettes d'investissement	17 462 566,56 €	13,50%
Total global	114 602 264,91 €	3,92%	Total global	114 602 264,91 €	3,92%

4 - Les engagements pluriannuels

Le SDIS de Seine Maritime a mis en œuvre une gestion des opérations pluriannuelles des dépenses d'investissement selon le mécanisme des autorisations de programmes approuvés par le Conseil d'administration.

Elles retracent essentiellement :

- les dépenses d'équipement qui correspondent au Plan Pluriannuel d'Equipement (PPE)
- les dépenses portant sur les bâtiments, qu'elles relèvent ou non de la nouvelle politique immobilière (NPI).

Les crédits de paiement 2018 relatifs aux autorisations de programme se montent au total à 10 908 K€.

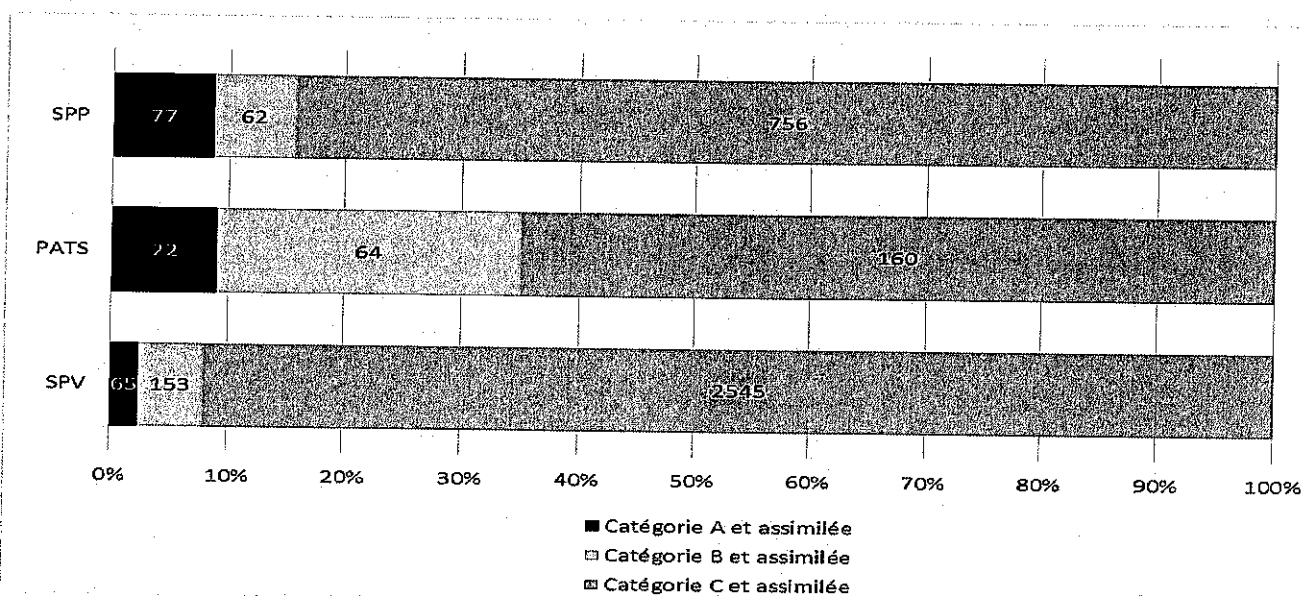
- les dépenses du Plan Pluriannuel d'Equipement (PPE) : 6 261 K€
- les dépenses immobilières Hors NPI : 3 707 K€
- les dépenses immobilières nouvelle politique immobilière : 940 K€

5 - Les indicateurs

En millier d'Euros	BP 2018
Epargne de gestion	6 612 K€
Epargne brute	6 593 K€
Epargne nette	6 492 K€
En cours de la dette au 01/01/2018	1 838 K€
Capacité de désendettement (en années d'épargne brute)	0,28 années
Taux d'épargne brute en %	7,72 %

6 - Les effectifs

Au 1^{er} janvier 2018, la composition des effectifs permanents, par catégorie d'agents, se présente de la manière suivante :



Soit :

	2018
Nombre de sapeurs-pompiers professionnels (SPP)	895
Nombre de sapeurs-pompiers volontaires (SPV)	2763
Nombre de personnels administratifs et techniques (PATS)	246

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
11
- Pouvoirs :
2
- Votants :
13

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

BUDGET PRINCIPAL – AFFECTATION DES RESULTATS 2017

Le 28 juin 2018, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 12 juin 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 11 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Florence DURANDE, Blandine LEFEBVRE.

MM. Bastien CORITON, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléant

M. Eric BLOND.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Luc TACONNET, le Commandant Hervé TESNIERE, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Stéphane JARLÉGAND, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Madame Florence THIBAUDEAU RAINOT à Monsieur André GAUTIER,

Monsieur Luc LEMONNIER à Monsieur Sébastien TASSERIE.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU, Florence THIBAUDEAU RAINOT.

MM. Guillaume COUTEY, Luc LEMONNIER, Philippe LEROY, Jean-Pierre THEVENOT, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Commandant Samuel PERDRIX - représenté, le Lieutenant Hervé PASQUIER.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2311-5 et R.2311-11 et suivants, fixant les règles de l'affectation des résultats.

*

**

La délibération d'affectation des résultats doit intervenir après le vote du compte administratif et les résultats doivent être intégrés lors de la décision budgétaire qui suit le vote du compte administratif.

Le Conseil d'administration vient d'adopter le compte administratif de l'exercice 2017.

Les résultats définitifs d'exécution du budget principal du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) pour l'exercice 2017 sont identiques aux résultats anticipés intégrés au budget primitif 2018, à savoir :

	Investissement	Fonctionnement	Total
Résultat hors restes à réaliser			
Excédent	1 501 264,61 €	<u>10 202 240,35 €</u>	11 703 504,96 €
Déficit			
Restes à réaliser			
Excédent	447 791,41 €	0,00 €	447 791,41 €
Déficit			
Résultat final			
Excédent	<u>1 949 056,02 €</u>	10 202 240,35 €	12 151 296,37 €
Déficit			

Il convient donc d'affecter le résultat définitif de la section de fonctionnement en sachant :

- 1) qu'il convient, en priorité, d'affecter en réserve obligatoire (au compte 1068) une somme au moins égale au déficit d'investissement constaté ;
- 2) que le reliquat peut être affecté librement : en tout ou partie, il est soit reporté en recettes de fonctionnement (au compte 002), soit affecté en investissement en réserve complémentaire pour financer de nouvelles dépenses (au compte 1068).

Il est proposé de confirmer l'affectation de l'excédent de la section de fonctionnement du budget principal pour l'exercice 2018 retenue lors de la reprise anticipée des résultats au cours de la séance du Conseil d'administration du 05 février 2018, à savoir :

	Compte	Affectation
Affectation minimale	1068 – Excédents de fonctionnement capitalisés	Sans objet
Fonctionnement	002 – Excédents antérieurs reportés	10 202 240,35 €
TOTAL		10 202 240,35 €

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,



André GAUTIER

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
11
- Pouvoirs :
2
- Votants :
13

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

BUDGET 2018 – DECISION MODIFICATIVE N°1

Le 28 juin 2018, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 12 juin 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 11 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Florence DURANDE, Blandine LEFEBVRE.
MM. Bastien CORITON, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléant

M. Eric BLOND.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Luc TACONNET, le Commandant Hervé TESNIERE, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Stéphane JARLÉGAND, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Madame Florence THIBAUDEAU RAINOT à Monsieur André GAUTIER,
Monsieur Luc LEMONNIER à Monsieur Sébastien TASSERIE.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU, Florence THIBAUDEAU RAINOT.
MM. Guillaume COUTEY, Luc LEMONNIER, Philippe LEROY, Jean-Pierre THEVENOT, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Commandant Samuel PERDRIX - représenté, le Lieutenant Hervé PASQUIER.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L1612-11,
- l'instruction budgétaire et comptable M61,
- la délibération 2018-CA-08 approuvant le budget principal pour 2018.

*

**

La présente Décision Modificative (DM) permet de procéder à trois niveaux d'ajustement sur la section d'investissement:

- régulariser les écritures en lien avec l'actif,
- ajuster les crédits de paiement des autorisations de programme,
- alimenter les crédits de dépôts et cautionnement.

Les flux budgétaires de cette décision modificative sont résumés dans le tableau ci-dessous :

Budget principal	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Fonctionnement			
Dépenses	0,00 €	0,00 €	0,00 €
			0,00 €
			0,00 €
Recettes	0,00 €	0,00 €	0,00 €
			0,00 €
			0,00 €
Investissement			
Dépenses	-200 000,00 €	296 000,00 €	96 000,00 €
Dépenses d'équipement et de travaux	-206 846,18 €		-206 846,18 €
27 "Autres immobilisations "	2 000,00 €		2 000,00 €
Chapitre 020 "Dépenses imprévues"	4 846,18 €		4 846,18 €
Chapitre 041 "Opérations patrimoniales"		296 000,00 €	296 000,00 €
Recettes	-200 000,00 €	296 000,00 €	96 000,00 €
Chapitre 041 "Opérations patrimoniales"		296 000,00 €	296 000,00 €
Chapitre 16 "Emprunts et dettes assimilés"	-200 000,00 €		-200 000,00 €

I) Section de fonctionnement

Aucun ajustement n'est proposé.

II) Section d'investissement

A) Dépenses

1) Opérations réelles

L'ajustement proposé est le résultat de la clôture d'Autorisations de Programme (AP) et de l'actualisation des Crédits de Paiement (CP) telles que détaillées dans des délibérations spécifiques.

2) Opérations d'ordre

Il est proposé d'abonder le chapitre 041 « opérations patrimoniales » pour un montant de 296 000,00 €. D'une part, cela permet de reconstituer les avances versées dans le cadre d'acquisition de matériels ou de marchés de travaux. D'autre part, cela permet de transférer les frais d'études inscrits au compte 2031 au compte d'immobilisation définitif en lien avec les travaux de régularisation de l'actif menés conjointement avec les services de la paie.

B) Recettes d'investissement

1) Opérations d'ordre

Les crédits inscrits permettent de régulariser les écritures comptables visées précédemment.

2) Opérations réelles

Compte tenu de ce qui précède et au regard de la réduction des dépenses de travaux immobiliers, il est proposé de réduire le recours à l'emprunt à hauteur de 200 000,00 €.

*

**

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,



André GAUTIER

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
14
- Pouvoirs :
1
- Votants :
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

BUDGET PRINCIPAL 2018 – DECISION MODIFICATIVE N°2

Le 13 décembre 2018, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 28 novembre 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 14 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Florence DURANDE, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAUDEAU RAINOT.

MM. Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

Mme Virginie LUCOT-AVRIL.

M. Philippe LEROY.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Commandant Luc TACONNET, le Sergent Mathieu GIBASSIER, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Benoît LEMAIRE, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Madame Chantal COTTEREAU à Monsieur André GAUTIER.

Étaient absents excusés :

Mme Chantal COTTEREAU.

MM. Eric BLOND, Luc LEMONNIER - représenté, Jean-Pierre THEVENOT, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Samuel PERDRIX - représenté, le Commandant Hervé TESNIERE, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU - représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L1612-11,
- l'instruction budgétaire et comptable M61,
- la délibération 2018-CA-08 approuvant le budget principal pour 2018, modifiée.

*

* *

La présente Décision Modificative (DM) permet de procéder à divers ajustement de crédits :

- en section de fonctionnement : afin de prendre en compte l'évolution des coûts de certaines charges à caractère générale,
- en section d'investissement : en prenant en compte la clôture de certaines autorisations de programme ou le lissage de leurs crédits de paiement permettant ainsi de ne pas recourir à l'emprunt sur cet exercice,
- au sein des deux sections : afin d'adapter le niveau des amortissements de dépenses comme de recettes en fonction des projets dont la livraison ou la clôture financière ont glissé de 2017 vers 2018.

Les flux budgétaires de cette décision modificative sont résumés dans le tableau suivant :

Budget principal	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Fonctionnement			
Dépenses	276 000,00	-720 000,00	-444 000,00
Chapitre 011 "Charges à caractère général"	100 000,00		100 000,00
Chapitre 022 "Dépenses imprévues"	176 000,00		176 000,00
Chapitre 042 "Opérations d'ordre entre sections"		-1 000 000,00	-1 000 000,00
Chapitre 023 "Virement à la section d'investissement"		280 000,00	280 000,00
Recettes	-14 000,00	-430 000,00	-444 000,00
Chapitre 74 "Contributions et participations"	-14 000,00		-14 000,00
Chapitre 042 "Opérations d'ordre entre sections"		-430 000,00	-430 000,00
Investissement			
Dépenses	-1 640 000,00	-453 000,00	-2 093 000,00
Dépenses d'équipement et de travaux	-1 974 612,02		-1 974 612,02
Chapitre 020 "Dépenses imprévues"	334 612,02		334 612,02
Chapitre 040 "Opérations d'ordre entre sections"		-430 000,00	-430 000,00
Chapitre 041 "Opérations patrimoniales"		-23 000,00	-23 000,00
Recettes	-1 350 000,00	-743 000,00	-2 093 000,00
Chapitre 10 "Dotations, fonds divers et réserves"	-350 000,00		-350 000,00
Chapitre 021 "Virement de la section de fonctionnement"		280 000,00	280 000,00
Chapitre 040 "Opérations d'ordre entre sections"		-1 000 000,00	-1 000 000,00
Chapitre 041 "Opérations patrimoniales"		-23 000,00	-23 000,00
Chapitre 16 "Emprunts et dettes assimilés"	-1 000 000,00		-1 000 000,00

I - Section de fonctionnement

A- Dépenses

1) Opérations réelles

La modification proposée permet d'abonder les crédits portant sur deux postes qui ont connu une évolution de leurs coûts : le carburant et la fourniture d'énergie.

2) Opération d'ordre

Les pré-contentieux en cours sur la construction du Groupement Ouest et le décalage de livraison de véhicules ou dans la clôture d'autres opérations ont conduit à reporter le démarrage de certains amortissements. En conséquence, il est proposé de réduire les crédits du chapitre 040 « opérations d'ordre entre sections » afin d'ajuster les crédits ouverts au titre de la dotation aux amortissements. La recette d'investissement connaît le même ajustement.

L'équilibre est opéré grâce à l'ajustement du montant du virement à la section d'investissement et des dépenses imprévues.

B- Recettes

1) Opérations réelles

Le contrôle des services de l'Etat sur l'objet précis des dépenses éligibles au FCTVA de fonctionnement conduit à écarter certaines prestations émergeant pourtant aux articles budgétaires 615221 « entretien et réparations sur biens immobiliers : bâtiments publics » et 615231 « entretien et réparations sur biens immobiliers : voiries » de l'instruction comptable M61. La recette attendue est donc moins élevée qu'escomptée. Il est proposé d'adapter les crédits aux sommes perçues.

2) Opérations d'ordre

Compte tenu des reports déjà mentionnés dans la clôture de certaines opérations, les crédits ouverts au profit des neutralisations des immobilisations sont également ajustés. Les dépenses d'investissement connaissent le même ajustement.

II - Section d'investissement

A- Dépenses

1) Opérations réelles

La présente proposition est le résultat de la clôture d'Autorisations de Programme (AP) et de l'actualisation des Crédits de Paiement (CP) telles que détaillées dans des délibérations spécifiques présentées lors de cette séance.

L'équilibre de la section est réalisé par l'ajustement du montant des dépenses imprévues.

2) Opérations d'ordre

Le chapitre 040 « opérations d'ordre entre sections » est réduit à hauteur des crédits inscrits en recettes de fonctionnement.

Le chapitre 041 « opérations patrimoniales » est arrêté au niveau des réalisations. Cette logique est également appliquée en recettes d'investissement.

B- Recettes

1) Opérations réelles

Les reports de livraison ou le décalage d'opérations immobilières ont réduit la base de calcul du FCTVA d'investissement. La recette attendue est, là encore, moins élevée qu'escomptée et il est proposé d'adapter les crédits ouverts aux sommes perçues.

En corrélation avec la stratégie d'endettement du Sdis 76 et la diminution des dépenses d'investissement en matière immobilière, il est proposé de ne pas recourir à l'emprunt sur cet exercice.

2) Opérations d'ordre

D'une part, il est tenu compte de l'augmentation du montant du virement à la section d'investissement.

D'autre part compte tenu de ce qui précède, il est proposé d'ajuster les crédits ouverts en lien avec la dotation aux amortissements et les opérations patrimoniales.

*

**

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20181213-2018-CA-33-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/12/2018

Publication : 14/12/2018





ARRETE N°2018/GFCP-001
Portant virement de crédits sur le budget annexe Restauration

Le président du conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Vu

- le code général des collectivités territoriales;
- l'arrêté du 21 décembre 2016 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M61 des Services départementaux d'Incendie et de Secours;
- le budget annexe Restauration pour l'exercice 2017, et notamment les crédits inscrits en section de fonctionnement, au compte « 022 – crédits pour dépenses imprévues » d'un montant de 15 000,00 €;
- l'insuffisance de crédits en section de fonctionnement au compte 658 concernant les charges diverses de gestion courantes ;

ARRETE

ARTICLE PREMIER : Il est procédé au virement de crédits suivant en section d'exploitation du budget annexe Restauration pour l'exercice 2017 :

Article	Type (1)	Libellé	Montant en € HT
022	DR	Dépenses imprévues	-1,00 €
658	DR	Charges diverses de gestion courante	1,00 €
Total de la décision modificative en section d'exploitation			0,00 €

(1) DR : Dépenses réelles ; DO : Dépenses d'ordre

ARTICLE 2 : Ce virement de crédits sera porté à la connaissance du Conseil d'administration lors de sa prochaine séance.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil d'Administration et le comptable public assignataire du Service Départemental d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine Maritime.

Yvetot, le ...**11 JAN.**...2018

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur départemental,

Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE

ARRETE N°2018/GFCP-002
Portant virement de crédits sur le budget principal

Le président du conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Vu

- le code général des collectivités territoriales;
- l'arrêté du 18 décembre 2017 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M61 des Services départementaux d'Incendie et de Secours;
- le budget principal pour l'exercice 2018, et notamment les crédits inscrits en section d'investissement, au compte « 020 – crédits pour dépenses imprévues » d'un montant de 628 564,13 €;
- l'insuffisance de crédits en section d'investissement au compte 2188 concernant les autres immobilisations corporelles ;

ARRETE

ARTICLE PREMIER : Il est procédé au virement de crédits suivant en section d'exploitation du budget principal pour l'exercice 2018 :

Article	Type (1)	Libellé	Montant en € TTC
020	DR	Dépenses imprévues	-28 000,00 €
2188	DR	Autres immobilisations corporelles	28 000,00 €
Total de la décision modificative en section d'investissement			0,00 €

(1) DR : Dépenses réelles ; DO : Dépenses d'ordre

ARTICLE 2 : Ce virement de crédits sera porté à la connaissance du Conseil d'administration lors de sa prochaine séance.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil d'Administration et le comptable public assignataire du Service Départemental d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine Maritime.

Yvetot, le 23 février 2018

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur départemental,


Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE



ARRETE N°2018/GFCP-003
Portant virement de crédits sur le budget principal

Le président du conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Vu

- le code général des collectivités territoriales ;
- l'arrêté du 18 décembre 2017 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M61 des Services départementaux d'Incendie et de Secours ;
- le budget principal pour l'exercice 2018, et notamment les crédits inscrits en section de fonctionnement, au compte « 022 – crédits pour dépenses imprévues » d'un montant de 5 837 756,35 € ;
- l'arrêt de la Cour d'appel de Rouen en date du 21 février 2018 relatif à la procédure contentieuse concernant la construction du Centre départemental de formation de Saint Valéry en Caux ;
- l'insuffisance de crédits en section de fonctionnement au compte 6227 concernant les frais d'actes et de contentieux ;

ARRETE

ARTICLE PREMIER : Il est procédé au virement de crédits suivant en section d'exploitation du budget principal pour l'exercice 2018 :

Article	Type (1)	Libellé	Montant en € TTC
022	DR	Dépenses imprévues	-62 200,00 €
6227	DR	Frais d'actes et de contentieux	62 200,00 €
Total de la décision modificative en section de fonctionnement			0,00 €

(1) DR : Dépenses réelles ; DO : Dépenses d'ordre

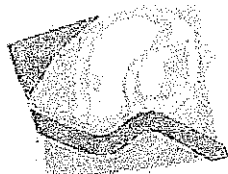
ARTICLE 2 : Ce virement de crédits sera porté à la connaissance du Conseil d'administration lors de sa prochaine séance.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil d'Administration et le comptable public assignataire du Service Départemental d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine Maritime.

Yvetot, le 18 juin 2018

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur départemental,

Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE



**Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime**

*Fait le 26/10/18
BD.*

ARRETE N°2018/PF-006
Portant virement de crédits sur le budget principal

Le président du conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Vu

- le code général des collectivités territoriales ;
- l'arrêté du 18 décembre 2017 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M61 des Services départementaux d'Incendie et de Secours ;
- le budget principal pour l'exercice 2018 modifié, et notamment les crédits inscrits en section de fonctionnement, au compte « 022 – crédits pour dépenses imprévues » d'un montant de 5 775 556,35 € ;
- l'insuffisance de crédits en section de fonctionnement au compte 678 concernant les autres charges exceptionnelles ;

ARRETE

ARTICLE PREMIER : Il est procédé au virement de crédits suivant en section d'exploitation du budget principal pour l'exercice 2018 :

Article	Type (1)	Libellé	Montant en € HT
022	DR	Dépenses imprévues	-20 700,00 €
678	DR	Charges diverses de gestion courante	20 700,00 €
Total de la décision modificative en section d'exploitation			0,00 €

(1) DR : Dépenses réelles ; DO : Dépenses d'ordre

ARTICLE 2 : Ce virement de crédits sera porté à la connaissance du Conseil d'administration lors de sa prochaine séance.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil d'Administration et le comptable public assignataire du Service Départemental d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine Maritime.

Yvetot, le 26 OCT. 2018

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur départemental,

Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE

ARRETE N°2018/PF-012
Portant virement de crédits sur le budget principal

Le président du conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Vu

- le code général des collectivités territoriales ;
- l'arrêté du 18 décembre 2017 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M61 des Services départementaux d'Incendie et de Secours ;
- le budget principal pour l'exercice 2018 modifié, et notamment les crédits inscrits en section de fonctionnement, au compte « 022 – crédits pour dépenses imprévues » d'un montant de 5 754 856,35 € ;
- l'insuffisance de crédits en section de fonctionnement au compte 60622 concernant les dépenses de carburants ;

ARRETE

ARTICLE PREMIER : Il est procédé au virement de crédits suivant en section d'exploitation du budget principal pour l'exercice 2018 :

Article	Type (1)	Libellé	Montant en € HT
022	DR	Dépenses imprévues	-100 000,00 €
60622	DR	Carburants	100 000,00 €
Total de la décision modificative en section d'exploitation			0,00 €

(1) DR : Dépenses réelles ; DO : Dépenses d'ordre

ARTICLE 2 : Ce virement de crédits sera porté à la connaissance du Conseil d'administration lors de sa prochaine séance.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil d'Administration et le comptable public assignataire du Service Départemental d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine Maritime.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20181127-2018-PF-012-AR

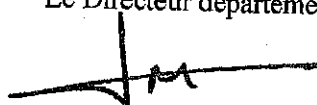
Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/11/2018

Publication : 29/11/2018

Yvetot, le 27 NOV. 2018

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur départemental,

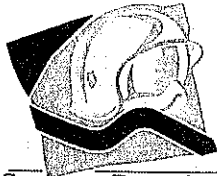


Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE



Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00



**Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime**

ARRETE N°2018/PF-013
Portant virement de crédits sur le budget principal

Le président du conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Vu

- le code général des collectivités territoriales ;
- l'arrêté du 18 décembre 2017 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M61 des Services départementaux d'Incendie et de Secours ;
- le budget principal pour l'exercice 2018 modifié, et notamment les crédits inscrits en section d'investissement, au compte « 020 – crédits pour dépenses imprévues » d'un montant de 940 022,33 € ;
- l'insuffisance de crédits en section d'investissement au compte 10222 concernant les dépenses de remboursement au FCTVA ;

ARRETE

ARTICLE PREMIER : Il est procédé au virement de crédits suivant en section d'investissement du budget principal pour l'exercice 2018 :

Article	Type (1)	Libellé	Montant en € HT
020	DR	Dépenses imprévues	- 476,94 €
10222	DR	FCTVA	476,94 €
Total de la décision modificative en section d'investissement			0,00 €

(1) DR : Dépenses réelles ; DO : Dépenses d'ordre

ARTICLE 2 : Ce virement de crédits sera porté à la connaissance du Conseil d'administration lors de sa prochaine séance.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil d'Administration et le comptable public assignataire du Service Départemental d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine Maritime.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20181218-2018-PF-013-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/12/2018

Publication : 18/12/2018

Yvetot, le

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur départemental,

Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE



Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00



ETAT DES RATTACHEMENTS 2017 - BUDGET PRINCIPAL

Groupeement des Finances et de la Commande Publique
Service des Affaires Budgétaires et financières
Affaire suivie par : Béatrice DUFOUR
Téléphone : 02 32 70 70 83
Courriel : budgetcompta@sdiss76.fr

GE41700991	22765	CODAH																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																	</
------------	-------	-------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	----

Code	Tier	Tier	Ligne	Ch	Affiche	Rattachement affecté (N°)
GE21716196	12691	HAUTOT ET FILS	VLB 8536XQ76 IMMO JAUGE A HOUL(RATTACH.)	011	60632	27,16 €
GE21716414	19330	F2I DISTRIBUTION	GILETS HAUTE VISIBILITE(RATTACH.)	011	60632	186,90 €
GE21716580	28417	GROUPE RATHEAU	12 PANNEAUX DE NOVOPAN(RATTACH.)	011	60632	390,41 €
GE21716589	28029	ENERGY 76 POSINERGY BATTERIES 76	BATTERIE BANNER VTU140YU76 RSU(RATTACH.)	011	60632	92,86 €
GE21716590	19330	F2I DISTRIBUTION	Elingue textile 4 mètres 8 ton(RATTACH.)	011	60632	176,40 €
GE21716601	8583	ETS B COUSTHAM	Balaie essule glaces et ampou(RATTACH.)	011	60632	74,88 €
GE21716601	8583	ETS B COUSTHAM	Balaie essule glaces et ampou(RATTACH.)	011	60632	2 659,32 €
GE21716688	6752	HYDRAUNORM	TTU 80*90*11 X 1 TLR(RATTACH.)	011	60632	7,26 €
GE21717140	12691	HAUTOT ET FILS	VSM EC290CZ SSSM RETRO CASSE P(RATTACH.)	011	60632	44,60 €
GE21717141	34670	NIORT FRERES DISTRIBUTION	VL 5985YQ76 TOURVILLE CHANGEME(RATTACH.)	011	60632	68,90 €
OPP1715226	50797	SARL SNT2 STUDIO SPORT	ACCESSOIRES POUR DRONES(RATTACH.)	011	60632	76,22 €
OPP1716983	19330	F2I DISTRIBUTION	MATERIELS POUR EQUIPES SDE(RATTACH.)	011	60632	774,89 €
OPP1717134	19330	F2I DISTRIBUTION	CONSDMMABLES EQUIPES RCH(RATTACH.)	011	60632	369,11 €
OUE1715718	17116	JFC LE HAVRE	CIS BOLBEC BOUCLE CEINTURE VLH(RATTACH.)	011	60632	255,92 €
OUE1715720	5462	SOVIS SOCIETE OCEANE DE VEHICULE INDUSTRIELS ET DE SERVICES	CIS FECAMP RESERVOIR D'AIR VPC(RATTACH.)	011	60632	586,51 €
OUE1716076	3432	NORMANDIE ACCESSOIRES GROUPAUTO	BOUGIES - DEHARREUR - ROTULE(RATTACH.)	011	60632	245,57 €
OUE1716114	13527	MAN TRUCK BUS FRANCE	PASSAGE DE ROUE VSRM BOLBEC 43(RATTACH.)	011	60632	1 344,60 €
OUE1716155	3432	NORMANDIE ACCESSOIRES GROUPAUTO	REMPLACEMENT ET REPARATION COU(RATTACH.)	011	60632	314,28 €
OUE1716223	5462	SOVIS SOCIETE OCEANE DE VEHICULE INDUSTRIELS ET DE SERVICES	CIS FECAMP RESERVOIR D'AIR VPC(RATTACH.)	011	60632	162,18 €
OUE1716905	34801	STATION ELECTRIC AUTO	BATTERIE VSAV CRIQUETOT BW 364(RATTACH.)	011	60632	103,52 €
OUE1716918	25384	NISSAN MSA PRIM	DURITE ENBRAYAGE TERRANO GPT O(RATTACH.)	011	60632	33,41 €
OUE1716931	28724	TECSUP	CHARGEUR MICROTEC FPT BOLBEC 7(RATTACH.)	011	60632	191,76 €
SI21713504	3238	UGAP NORMANDIE	PACK STYLET POUR TBI(RATTACH.)	011	60632	145,76 €
SUD1715129	1453	GARAGE REDELE	RSUD FPT 627AEV76 SUPPORT APPU(RATTACH.)	011	60632	100,49 €
SUD1715307	14018	BRAMMER	YVET VPC 8246TL76 RESSORT A GA(RATTACH.)	011	60632	267,84 €
SUD1715774	34670	NIORT FRERES DISTRIBUTION	GLOB PIECES DETACHEES POUR LE (RATTACH.)	011	60632	678,88 €
SUD1715774	34670	NIORT FRERES DISTRIBUTION	GLOB PIECES DETACHEES POUR LE (RATTACH.)	011	60632	678,88 €
SUD1715850	50790	RTN S.A.V.I.H	STLA CCFM 4739PL76 RESERVOIR A(RATTACH.)	011	60632	879,67 €
SUD1715876	19367	GROUPE GIFA SAS GIFACOLLET	GAMB VSAV AY108PJ MATELAS ARTI(RATTACH.)	011	60632	482,40 €
SUD1715879	19367	GROUPE GIFA SAS GIFACOLLET	SUD VSAV 844ADH76 HARNAIS ET(RATTACH.)	011	60632	1 498,92 €
SUD1716210	34670	NIORT FRERES DISTRIBUTION	BARE VSAV EA861NC PLAQUE IMMAT(RATTACH.)	011	60632	13,07 €
SUD1716221	34670	NIORT FRERES DISTRIBUTION	RSUD FPT 627AEV76 VALVE OR N° (RATTACH.)	011	60632	85,04 €
SUD1716809	3438	NORMANDY DIESEL	TRAI CCI 834SC76 RESERVOIROR N(RATTACH.)	011	60632	508,86 €
SUD1716809	3438	NORMANDY DIESEL	TRAI CCI 834SC76 RESERVOIROR N(RATTACH.)	011	60632	51,74 €
SUD1716809	3438	NORMANDY DIESEL	TRAI CCI 834SC76 RESERVOIROR N(RATTACH.)	011	60632	125,22 €
SUD1716809	3438	NORMANDY DIESEL	TRAI CCI 834SC76 RESERVOIROR N(RATTACH.)	011	60632	188,56 €
SUD1716855	31356	LECHEVALIER	CANT FPTSR 656ADA76 RESSORT A (RATTACH.)	011	60632	375,65 €
SUD1717148	24056	RENAULT RETAIL GROUP	CANT VTUBS AC167WA PLAQUETTES (RATTACH.)	011	60632	218,82 €
SUD1717155	24056	RENAULT RETAIL GROUP	SERV VSAV 849ADH76 CONTACTEUR (RATTACH.)	011	60632	89,93 €
GE21711683	51097	LA CENTRALE DU SPORT	VETEMENTS DE SPORT(RATTACH.)	011	60636	17 199,60 €
GE21714985	13887	SOFAC SA	FOURREAU D EPAULES	011	60636	894,60 €
DIR1715931	11155	TAMPONS DU MAIL	TAMPONS(RATTACH.)	011	6064	181,48 €
DIR1716309	7599	SOCORAF	DOSSIERS DE CLASSEMENT(RATTACH.)	011	6064	7 416,00 €
DIR1717198	34556	OFFICE DEPOT	FOURNITURES GAGAJ(RATTACH.)	011	6064	75,36 €
EST1715384	34556	OFFICE DEPOT	FOURNITURES DE BUREAU POUR CIS(RATTACH.)	011	6064	84,14 €
GE21714567	51106	IMPRIMERIE IROPA	Enveloppe A4 Kraft - Enveloppe A5	011	6064	648,29 €
GE21714662	51106	IMPRIMERIE IROPA	FICHE BILAN INFIRMIER SSSM	011	6064	1 188,00 €
OUE1715304	31520	LE VERDIER	GROUPEMENT OUEST FOURNITURES D(RATTACH.)	011	6064	139,68 €
OUE1716331	34556	OFFICE DEPOT	FOURNITURES DE BUREAU GROUPEMENT OUEST	011	6064	45,12 €
OUE1716532	34556	OFFICE DEPOT	FOURNITURES DE BUREAU CIS LE HAVRE SUD	011	6064	93,25 €
SUD1713936	34556	OFFICE DEPOT	FOURNITURES DE BUREAU CIS GD Q(RATTACH.)	011	6064	15,80 €
SUD1714813	34556	OFFICE DEPOT	FOURNITURES DE BUREAU CIS CANT(RATTACH.)	011	6064	205,37 €
SUD1714818	34556	OFFICE DEPOT	FOURNITURES DE BUREAU TECHNIQU(RATTACH.)	011	6064	321,46 €
SSS1709967	50978	LINDE FRANCE	OXYGENE OCTOBRE 2017 ERREUR EN(RATTACH.)	011	60661	1 470,24 €
SSS1713219	18035	SMITHS MEDICAL	SONDE INHIBITION CH 7.5(RATTACH.)	011	60668	34,08 €
SSS1713322	33544	NM MEDICAL MEDIQ FRANCE	GANTS CHIR + MULTISTIX(RATTACH.)	011	60668	247,20 €
GE21705104	50878	LE COMPTOIR DES BIOCIDES	POUDRE DESTRUCTION INSECTES(RATTACH.)	011	6067	387,60 €
DIR1717283	51311	MON PORTE CLEF	PORTE CLES POUR LE CODIR(RATTACH.)	011	6068	109,95 €
EST1707378	8691	ETS GUERARD	PIECES REPARATION COMPRESSEURS(RATTACH.)	011	6068	112,50 €
EST1712285	8691	ETS GUERARD	FLEXIBLE PISTOLET DE GONFLAGE (RATTACH.)	011	6068	46,16 €
EST1713138	8691	ETS GUERARD	MATERIEL DE RACCORDEMENT COMPR(RATTACH.)	011	6068	28,30 €
EST1713179	8691	ETS GUERARD	COMPLEMENT MATERIEL COMPRESSEU(RATTACH.)	011	6068	21,97 €
EST1715558	8691	ETS GUERARD	ROUES COMPRESSEURS ST SAENS - (RATTACH.)	011	6068	61,22 €
EST1715805	8855	BRICOMARCHE (BRINEUF)	CADENAS POUR AMOIRE ET MACHINE(RATTACH.)	011	6068	24,78 €
GE21715321	8533	SETIN	AMENAGEMENT CESD FECAMP(RATTACH.)	011	6068	82,80 €
GE21715321	8533	SETIN	AMENAGEMENT CESD FECAMP(RATTACH.)	011	6068	27,60 €
GE21715329	19256	GUILLEMARRE	ECROUS RONDELLES ET GOUPILLES (RATTACH.)	011	6068	87,95 €
GE21715769	8274	KDI NOZAL	TUBE(RATTACH.)	011	6068	642,04 €
GE21716139	22061	SOMATICO	Chargeur pour valise d'éclaira(RATTACH.)	011	6068	243,60 €
GE41713505	50388	AIB MENUISERIE	MODIFICATION DE LA PORTE COULI(RATTACH.)	011	6068	406,80 €
GE41715716	9186	GAUDU QUINCAILLERIE	FOURNITURE DE SERRURES A CODE (RATTACH.)	011	6068	248,40 €
GE41715810	3189	ANJAC CSI MABILLE	FOURNITURE DE PLOMBERIE POUR P(RATTACH.)	011	6068	124,55 €
GE41716226	21307	CEDEO OISTR SANITAIRE CHAUFFAGE BROSETTE	FOURNITURE DE MATERIEL POUR RE(RATTACH.)	011	6068	346,26 €
GE41716727	19559	REXEL FRANCE	FOURNITURE DE MATERIEL DE PLOM(RATTACH.)	011	6068	224,95 €
GE41716728	50255	CGED CGE DISTRIBUTION SAS	FOURNITURE D'UN DISJONCTEUR PO(RATTACH.)	011	6068	226,80 €
OUE1712122	3790	PAUCHARD ESPACES VERTS	GPT OUEST ATELIER GOBELETS DE MESURE	011	6068	13,20 €
OUE1715279	22061	SOMATICO	CIS LE HAVRE SUD EUROULEUR DEV(RATTACH.)	011	6068	118,80 €
OUE1715724	3432	NORMANDIE ACCESSOIRES GROUPAUTO	CIS LE HAVRE NORD MATERIEL(RATTACH.)	011	6068	345,62 €
SUD1717165	5843	MOREL ESPACES VERTS	GUIDE DE TRONCONNEUSE CIS PAVI(RATTACH.)	011	6068	147,91 €
GE41701070	32213	CANTELEU ENERGIE	CONSO CHAUFFAGE ET EAU CHAUDE (RATTACH.)	011	611	1 584,35 €
GE41717257	4982	DALKIA SA	INTERESSEMENT GROUPEMENT EST(RATTACH.)	011	611	729,70 €
GE41717259	4982	DALKIA SA	P3 DU 01/07 AU 30/09/17 GROUPE(RATTACH.)	011	611	1 971,22 €
GE41717268	50393	HERVE THERMIQUE SAS	P3 DU 15/06 AU 14/09/2017 GROU(RATTACH.)	011	611	12 201,60 €
GE41717270	4982	DALKIA SA	P2 DI 01/07 AU 30/09/17 - INTE(RATTACH.)	011	611	8 659,70 €
GE41717273	4982	DALKIA SA	P2 DU 01/07 AU 30/09/17 GROUPEMEN(RATTACH.)	011	611	7 481,71 €
GE41717276	50393	HERVE THERMIQUE SAS	P2 DU 01/09 AU 30/09/17 GROUPE(RATTACH.)	011	611	4 657,92 €
GE41717277	4982	DALKIA SA	P3 du 01/07 au 30/09/2017 GROU(RATTACH.)	011	611	12 006,21 €
SI11707271	5014	SAIEM ELBEUF SCIC DEVELOPPEMEN	REDEVANCE RADIO ELBEUF ANNEE 2(RATTACH.)	011	6132	440,00 €
DIR1716602	21339	GSA PRODUCTIONS	MATERIEL POUR CA LE 15 DECEMBR(RATTACH.)	011	6135	657,70 €
FIN1715849	8800	LOGEAL IMMOBILIERE	REGULARISATION DE CHARGES CIS (RATTACH.)	011	614	49 808,68 €
GE41702819	50799	OKOTOP	GESTION ECOLOGIQUE DES ESPACES(RATTACH.)	011	61521	2 738,58 €
GE41701891	34169	AF MAINTENANCE SARL	CURATIF GROUPEMENT OUEST(RATTACH.)	011	615221	76,83 €
GE41701891	34169	AF MAINTENANCE SARL	CURATIF GROUPEMENT OUEST(RATTACH.)	011	615221	76,83 €
GE41701891	34169	AF MAINTENANCE SARL	CURATIF GROUPEMENT OUEST(RATTACH.)	011	615221	76,83 €
GE41701891	34169	AF MAINTENANCE SARL	CURATIF GROUPEMENT OUEST(RATTACH.)	011	615221	76,83 €
GE41701891	34169	AF MAINTENANCE SARL	CURATIF GROUPEMENT OUEST(RATTACH.)	011	615221	76,83 €

GE	1702703	34169	AF MAINTENANCE SARL	MAINTENANCE CURATIVE GROUPEMEN(RATTACH.)	011	615221	76,83 €
GE41702703	34169	AF MAINTENANCE SARL	MAINTENANCE CURATIVE GROUPEMEN(RATTACH.)	011	615221	76,83 €	
GE41702706	34169	AF MAINTENANCE SARL	MAINTENANCE CURATIVE GROUPEMEN(RATTACH.)	011	615221	76,83 €	
GE41702987	34169	AF MAINTENANCE SARL	MAINTENANCE PREVENTIVE GROUPEMEN(RATTACH.)	011	615221	34,85 €	
GE41703957	7183	BACHELET BONNEFOND SAS	PASSAGE CAMERA CIS LE HAVRE SU(RATTACH.)	011	615221	228,00 €	
GE41704133	7183	BACHELET BONNEFOND SAS	ENTRETIEN DES RESEAUX EAUX USE(RATTACH.)	011	615221	3 048,50 €	
GE41704133	7183	BACHELET BONNEFOND SAS	ENTRETIEN DES RESEAUX EAUX USE(RATTACH.)	011	615221	142,50 €	
GE41705954	34169	AF MAINTENANCE SARL	REPARATION DES MENUISERIES EXT(RATTACH.)	011	615221	1 209,14 €	
GE41707861	50862	METALLERIE COCAIGNE	INTERVENTION D'URGENCE DOUCHES(RATTACH.)	011	615221	1 385,12 €	
GE41707902	7183	BACHELET BONNEFOND SAS	REMPACEMENT PAIRE DE RESSORTS(RATTACH.)	011	615221	163,94 €	
GE41709691	34169	AF MAINTENANCE SARL	REPRISE DES FIXATIONS SUR PARE(RATTACH.)	011	615221	2 096,68 €	
GE41710494	34169	AF MAINTENANCE SARL	REPRISE DES COMMANDES D'ECLAIR(RATTACH.)	011	615221	1 335,84 €	
GE41710903	31607	DGS	POSE DE BLOC-PORTE DOUBLE AVEC(RATTACH.)	011	615221	525,50 €	
GE41712316	50388	AIB MENUISERIE	REMPACEMENT SECTION BASSE ET(RATTACH.)	011	615221	2 334,00 €	
GE41713430	34169	AF MAINTENANCE SARL	REMPACEMENT DE BUTEE CIS SAIN(RATTACH.)	011	615221	2 136,87 €	
GE41713434	34169	AF MAINTENANCE SARL	REMPACEMENT DE COMPTEUR ECS A(RATTACH.)	011	615221	127,77 €	
GE41713586	51182	ENGIE ENERGIE SERVICES COFELY	POSE D'ENROULEURS POUR CHARGES(RATTACH.)	011	615221	109,20 €	
GE41713709	19316	SFEE	REMPACEMENT FIN DE COURSE SEC(RATTACH.)	011	615221	3 613,93 €	
GE41713965	34169	AF MAINTENANCE SARL	DEBOUCHAGE CANALISATION SANITA(RATTACH.)	011	615221	121,96 €	
GE41713993	7183	BACHELET BONNEFOND SAS	REMPACEMENT CABLE VIDEO HS DE(RATTACH.)	011	615221	163,94 €	
GE41714337	19316	SFEE	TRAVAUX ELECTRIQUES AU CDF DE (RATTACH.)	011	615221	1 839,31 €	
GE41714841	19316	SFEE	GRILLES EXTERIEURES MENUISERIE(RATTACH.)	011	615221	5 312,42 €	
GE41715068	17043	LEGALLAIS BOUCHARD	TRAVAUX CURATIFS SUR TOUR DE S(RATTACH.)	011	615221	98,88 €	
GE41715131	31607	DGS	TRAVAUX AU CODIS SELON LE DEVI(RATTACH.)	011	615221	251,98 €	
GE41715268	50388	AIB MENUISERIE	REMPACEMENT VITRAGE ACCIDENTE(RATTACH.)	011	615221	2 799,84 €	
GE41715393	51166	MIROITERIE UNI VERRE	TRAVAUX MINUTERIES, DETECTEURS(RATTACH.)	011	615221	2 760,00 €	
GE41715631	19316	SFEE	INTERVENTION POUR DEBOUCHAGE R(RATTACH.)	011	615221	2 812,93 €	
GE41715705	7183	BACHELET BONNEFOND SAS	ECLAIRAGE EXTERIEUR ET DEPLACE(RATTACH.)	011	615221	163,94 €	
GE41715706	19316	SFEE	REMISE EN ETAT DE LA COMMANDE(RATTACH.)	011	615221	1 697,72 €	
GE41715818	19316	SFEE	DEPANNAGE GROUPE ELECTROGENE D(RATTACH.)	011	615221	991,38 €	
GE41716321	23794	MECAVEA EX ALEN PAYS DE LOIRE	REMPACEMENT CANALISATION GPT (RATTACH.)	011	615221	438,44 €	
GE41716326	17133	SANI BAT 76	CANALISATION BOUCHEE EU AU GRO(RATTACH.)	011	615221	660,00 €	
GE41716877	7183	BACHELET BONNEFOND SAS	REPARATION CHENEAU ZINC CIS MO(RATTACH.)	011	615221	163,94 €	
GE41716879	32549	UN TOIT SANS PEPIN	VERIFICATION DES POSTES HAUTE-(RATTACH.)	011	615221	323,64 €	
GE41716896	24077	CEGELEC SDEM	REPARATION FUIE EAU COMPTEUR (RATTACH.)	011	615231	5 268,74 €	
GE41708248	33669	SADE	REMPACEMENT CANALISATION EP C(RATTACH.)	011	615231	5 280,00 €	
GE41715632	7183	BACHELET BONNEFOND SAS	TERRASSEMENT POUR "GROSSE" FUI(RATTACH.)	011	615231	2 388,00 €	
GE41716083	33669	SADE	CONTROLE TECHNIQUE POIDS LOURD(RATTACH.)	011	61551	2 244,82 €	
EST1702052	34675	AUTOVISION PL	CONTROLE TECHNIQUE POIDS LOURD(RATTACH.)	011	61551	96,00 €	
EST1702052	34675	AUTOVISION PL	CONTROLE TECHNIQUE POIDS LOURD(RATTACH.)	011	61551	96,00 €	
EST1702052	34675	AUTOVISION PL	CONTROLE TECHNIQUE POIDS LOURD(RATTACH.)	011	61551	96,00 €	
EST1702052	34675	AUTOVISION PL	CONTROLE TECHNIQUE POIDS LOURD(RATTACH.)	011	61551	96,00 €	
EST1702052	34675	AUTOVISION PL	CONTROLE TECHNIQUE VEHICULE CP697GH	011	61551	96,00 €	
EST1702052	34675	AUTOVISION PL	CONTROLE TECHNIQUE POIDS LOURD(RATTACH.)	011	61551	96,00 €	
EST1702052	34675	AUTOVISION PL	CONTROLE TECHNIQUE POIDS LOURD(RATTACH.)	011	61551	96,00 €	
EST1702052	34675	AUTOVISION PL	CONTROLE TECHNIQUE POIDS LOURD(RATTACH.)	011	61551	96,00 €	
EST1702052	34675	AUTOVISION PL	CONTROLE TECHNIQUE POIDS LOURD(RATTACH.)	011	61551	96,00 €	
EST1711177	13267	GARAGE DU PAYS DE BRAY	REVISION VIDANGE VLR 3663WY CI(RATTACH.)	011	61551	96,00 €	
EST1711759	34540	CORDONNERIE LA GALOCHE	REPARATION COUSSIN DE SIEGE CO(RATTACH.)	011	61551	151,50 €	
EST1713010	9007	GARAGE COURTOIS	REVISION VIDANGE VTU 4712TS CI(RATTACH.)	011	61551	60,00 €	
EST1713012	34512	QG NAUTIC	RECHERCHE DE PANNE MOTEUR BIS (RATTACH.)	011	61551	107,00 €	
EST1714206	6702	DIEPPE POIDS LOURDS	REMPACEMENT ECHAPPEMENT + JOI(RATTACH.)	011	61551	82,50 €	
EST1714513	50400	EUROMASTER	REMPACEMENT 2 PNEUMATIQUES(RATTACH.)	011	61551	801,32 €	
EST1714528	34333	GARAGE CLAEYS	VIDANGE / FILTRE HUILE / DISQU(RATTACH.)	011	61551	147,74 €	
EST1714528	34333	GARAGE CLAEYS	VIDANGE / FILTRE HUILE / DISQU(RATTACH.)	011	61551	119,08 €	
EST1714955	13267	GARAGE DU PAYS DE BRAY	REMPACEMENT ROTULE AVANT VSAV(RATTACH.)	011	61551	277,62 €	
EST1714979	13267	GARAGE DU PAYS DE BRAY	REMPACEMENT CONDUITE HYDRAULI(RATTACH.)	011	61551	156,80 €	
EST1714986	50400	EUROMASTER	REPARATION CREVAISON VSAV DA90(RATTACH.)	011	61551	170,41 €	
EST1714990	50400	EUROMASTER	GEOMETRIE FPT 7696YH CIS FOUCA(RATTACH.)	011	61551	14,38 €	
EST1715343	34512	QG NAUTIC	VIDANGE CIRCUIT CARBURANT BIS (RATTACH.)	011	61551	126,00 €	
EST1715571	34333	GARAGE CLAEYS	VIDANGE FILTRE A HUILE GRAISSA(RATTACH.)	011	61551	585,24 €	
EST1715572	34333	GARAGE CLAEYS	REMPACEMENT INJECTEUR VTU 137(RATTACH.)	011	61551	154,82 €	
EST1715602	3588	SODICA	REMPACEMENT SIEGE PASSAGER FP(RATTACH.)	011	61551	428,70 €	
EST1715799	13267	GARAGE DU PAYS DE BRAY	VIDANGE FILTRE A HUILE GRAISSA(RATTACH.)	011	61551	1 329,17 €	
EST1715895	50870	GARAGE MODERNE	REMPACEMENT NEIMAN VLR AB074Y(RATTACH.)	011	61551	156,94 €	
EST1715896	6697	GUEUDET AUTO SEINE MARITIME	REMPACEMENT BOITIER GESTION(RATTACH.)	011	61551	238,88 €	
EST1715928	50400	EUROMASTER	REMPACEMENT DE DEUX PNEUS HIV(RATTACH.)	011	61551	550,28 €	
EST1716714	6697	GUEUDET AUTO SEINE MARITIME	REMPACEMENT RETROVISEUR SUITE(RATTACH.)	011	61551	314,72 €	
GE21708582	33829	AUTO BILAN FRANCE SAS	VTU 9900SQ76 CTD CONTROLE TECH(RATTACH.)	011	61551	186,40 €	
GE21714075	34675	AUTOVISION PL	FPT BX031HY CDF CONTROLE TECH(RATTACH.)	011	61551	62,10 €	
GE21714077	34675	AUTOVISION PL	FPT 5113Z576 CDF CONTROLE TECH(RATTACH.)	011	61551	96,00 €	
GE21714078	4508	SDC DEKRA	VLHR 7046RF76 CDF CONTROLE TEC(RATTACH.)	011	61551	96,00 €	
GE21714185	4508	SDC DEKRA	CONTROLE TECHNIQUE VL MED 848A(RATTACH.)	011	61551	51,20 €	
GE21714268	50400	EUROMASTER	PNEU HIVER(RATTACH.)	011	61551	51,20 €	
GE21714362	12691	HAUTOT ET FILS	VLB 5133WT76 GAGAJ SILENBLOC(RATTACH.)	011	61551	506,24 €	
GE21715121	3238	UGAP NORMANDIE	ADBLUE(RATTACH.)	011	61551	59,27 €	
GE21715232	50400	EUROMASTER	CHARIOT ELEVATEUR CTD CREVAISO(RATTACH.)	011	61551	915,65 €	
GE21715768	12691	HAUTOT ET FILS	VL CT992LB GOP REVISION VIDANG(RATTACH.)	011	61551	83,58 €	
GE21715778	50400	EUROMASTER	VL 6420ZN76 GEAC CHANGEMENT PN(RATTACH.)	011	61551	368,81 €	
GE21715894	50400	EUROMASTER	REPARATION CERVASON VLR 8530X(RATTACH.)	011	61551	238,58 €	
GE21716203	21467	RENAULT RETAIL GROUP LE HAVRE REAGROUP	VTUBS CJ247ED CIS CAUCRAU/VILL(RATTACH.)	011	61551	14,38 €	
GE21716209	626	MAGIRUS CAMIVA S.A.S	EPS 7648SX76 TOURVILLE PROJECT(RATTACH.)	011	61551	8 627,77 €	
GE21716541	23662	DUBI SERVICES	REMISE EN ETAT D UN GROUPE ELE(RATTACH.)	011	61551	2 925,49 €	
GE21716583	13527	MAN TRUCK BUS FRANCE	REPARATION SUR CCFM4917VZ76 OR(RATTACH.)	011	61551	307,08 €	
GE21716585	626	MAGIRUS CAMIVA S.A.S	KIT STABILISATEUR EPS 409ABH76(RATTACH.)	011	61551	924,96 €	
GE21716586	21424	EURL BRETON NICOLAS	REMPACEMENT BATTERIE VLHR 110(RATTACH.)	011	61551	1 101,68 €	
GE21716587	21424	EURL BRETON NICOLAS	CONTROLE SUR VLR9787WH76 ELB O(RATTACH.)	011	61551	189,73 €	
GE21716588	13504	GIMAEX	VERROU PORTE ECHELLE TOLEE BAS(RATTACH.)	011	61551	649,31 €	
GE21716591	31723	ATOUT PARE BRISE ROUEN ALLO PARE BRISE	REMPACEMENT PARE BRISE VSAV D(RATTACH.)	011	61551	628,20 €	
GE21716600	50400	EUROMASTER	REPARATION PNEU - VSAV EA925 N(RATTACH.)	011	61551	360,00 €	
GE21717087	12691	HAUTOT ET FILS	1 PAIRE D ESSUIE GLACE EC141(RATTACH.)	011	61551	16,01 €	
GE21717133	50400	EUROMASTER	VLOG EJ793QB LOGISTIQUE PNEUS (RATTACH.)	011	61551	41,50 €	
GE21717135	12691	HAUTOT ET FILS	VL 37442H76 GOP VENTILATION HS(RATTACH.)	011	61551	257,34 €	
GE21717136	50489	AUTO BILAN FRANCE ST ETIENNE ROU	FPT 8461T276 CTD CONTROLE TECH(RATTACH.)	011	61551	386,40 €	
GE21717137	50400	EUROMASTER	VL FC58PKL GT CONTROLE GEOMETR(RATTACH.)	011	61551	93,66 €	
GE21717138	50400	EUROMASTER	VL DR110RZ GST ALERTES CREVAIS(RATTACH.)	011	61551	45,36 €	
				011	61551	11,32 €	

Code	Pars	Lib	Ligne	Ch	Article	Rattachement effectue (N°)
GE21717171	13176	CAODEBEC CONTROLE TECHNIQUE	CONTROLE TECHNIQUE SUR VLR 414(RATTACH.)	011	61551	70,00 €
GE21717173	17037	AUTOVISION PL	CONTROLE TECHNIQUE SUR PPTSR B(RATTACH.)	011	61551	96,00 €
GE21717175	17037	AUTOVISION PL	CONTROLE TECHNIQUE SUR PPTSR B(RATTACH.)	011	61551	96,00 €
GE21717205	3432	NORMANDIE ACCESSOIRES GROUPEAUTO	REPARATIONS OR N°17060193 3343(RATTACH.)	011	61551	2 537,83 €
GE21717206	21467	RENAULT RETAIL GROUP LE HAVRE REAGROUP	REPARATIONS VL 109ADQ OR N 171(RATTACH.)	011	61551	68,11 €
GE21717214	50400	EUROMASTER	REPARATION ROUE OR 17120298 91(RATTACH.)	011	61551	7,80 €
GE21717215	50400	EUROMASTER	REPARATION PNEU HIVER OR N°171(RATTACH.)	011	61551	14,38 €
GE21717216	50400	EUROMASTER	REPARATION PNEU OR N°17120279 (RATTACH.)	011	61551	257,85 €
GE21717217	50400	EUROMASTER	REPARATION PNEU OR N°17120274 (RATTACH.)	011	61551	303,21 €
GE21717218	50400	EUROMASTER	REPARATION PNEU OR17120272 VL (RATTACH.)	011	61551	303,21 €
GE21717219	34801	STATION ELECTRIC AUTO	REPARATION PLAQUETTES OR N°171(RATTACH.)	011	61551	251,58 €
GE21717221	51310	SELLERIE LAMY	REPARATION SIEGE CONDUCTEUR OR(RATTACH.)	011	61551	200,02 €
GE21717237	24078	CONTROLE AUTO MONTVILLE	CONTROLE TECHNIQUE SUR VLR 557(RATTACH.)	011	61551	60,00 €
OUE1713495	31801	DEKRA INDUSTRIAL SAS	GROUPEMENT OUEST CONTROLES ACC(RATTACH.)	011	61551	1 402,67 €
OUE1714018	16864	CARROSSERIE LEBRETON	CIS ST ROMAIN VSAV VIDANGE ET(RATTACH.)	011	61551	481,67 €
OUE1714048	50400	EUROMASTER	CHANGEMENT PNEUS AVANT VPES 7(RATTACH.)	011	61551	1 250,21 €
OUE1714190	8536	MERCEDES BENZ DIVINOR	REMPLACEMENT DU CARTER DE DIST(RATTACH.)	011	61551	4 917,31 €
OUE1715235	3167	MERCURA	CIS BOLBEC FORFAIT REMPLACEMENT(RATTACH.)	011	61551	220,80 €
OUE1715239	50864	GUEUDET AUTO FECAMP	CIS CRIQUETOT FORFAIT MO VTU 1(RATTACH.)	011	61551	177,13 €
OUE1715270	50864	GUEUDET AUTO FECAMP	CIS FECAMP MO1 VSAV DA946HQ OR(RATTACH.)	011	61551	148,94 €
OUE1715273	16864	CARROSSERIE LEBRETON	CIS NDG CHASSIS ET MOTEUR VSAV(RATTACH.)	011	61551	241,81 €
OUE1715350	12691	HAUTOT ET FILS	CIS FAUVILLE CHASSIS ET MOTEUR(RATTACH.)	011	61551	696,93 €
OUE1715722	50864	GUEUDET AUTO FECAMP	CIS FECAMP FORFAIT PRO VTUBS 105ADQ76	011	61551	152,40 €
OUE1715723	5462	SOVIS SOCIETE OCEANE DE VEICULE INDUSTRIELS ET DE SERVICES	CIS BOLBEC VOYANT EDC ALLUME F(RATTACH.)	011	61551	602,62 €
OUE1715725	31723	ATOUT PARE BRISE ROUEN ALLO PARE BRISE	PARE BRISE AVANT HS VTP 1398WH76	011	61551	264,00 €
OUE1715989	50400	EUROMASTER	CIS LE HAVRE NORD REPARATION D(RATTACH.)	011	61551	260,92 €
OUE1716067	50400	EUROMASTER	REMISE A NIVEAU 2 PNEUS HIVER (RATTACH.)	011	61551	144,92 €
OUE1716073	7104	YVETOT VEHICULES INDUSTRIELS	REMISE EN ETAT SYSTEME DE VERR(RATTACH.)	011	61551	211,87 €
OUE1716105	16864	CARROSSERIE LEBRETON	ROULEMENT AVANT GAUCHE VTP BO(RATTACH.)	011	61551	346,26 €
OUE1716117	8536	MERCEDES BENZ DIVINOR	TRAVAUX COMPLEMENTAIRES - EMBR(RATTACH.)	011	61551	3 060,40 €
OUE1716158	50400	EUROMASTER	REMPLACEMENT 4 PNEUS HIVER USE(RATTACH.)	011	61551	521,85 €
OUE1716716	50864	GUEUDET AUTO FECAMP	ANNULE ET REMPLACE LE BON DE C(RATTACH.)	011	61551	1 048,80 €
OUE1716748	50400	EUROMASTER	GRP OUEST DEMONTAGE MONTAGE RO(RATTACH.)	011	61551	20,07 €
OUE1716814	4565	AUTO BILAN FRANCE SNC	CONTRE VISTE VPES FECAMP 7160(RATTACH.)	011	61551	62,00 €
OUE1716815	31801	DEKRA INDUSTRIAL SAS	VERIFICATION TREUIL PAILLARDET(RATTACH.)	011	61551	80,42 €
OUE1716840	8641	CCT VIHONT JEAN CLAUDE	CONTRE VISTE VLHR ET VTP BOLBE(RATTACH.)	011	61551	10,00 €
OUE1716936	50400	EUROMASTER	REMPLACEMENT 2 PNEUS TERRANO G(RATTACH.)	011	61551	207,10 €
SUD1713156	50446	RENAULT RETAIL GROUP ROUEN	SMBO VSAV 858ADH76 ENTRETIEN P(RATTACH.)	011	61551	286,52 €
SUD1713420	50400	EUROMASTER	RSUD CCF 4917VZ76 REPL. 2 PNE(RATTACH.)	011	61551	2 409,51 €
SUD1715130	50400	EUROMASTER	RSUD FPT 627AEV76 REPL. 2 PNE(RATTACH.)	011	61551	1 181,09 €
SUD1715311	3749	RENAULT RETAIL GROUP ROUEN	MONV VSAV DH666LT ENTRETIEN PR(RATTACH.)	011	61551	1 031,44 €
SUD1715522	21196	AS2G	TRAJ VSAV CH37SCR ENTRETIEN PR(RATTACH.)	011	61551	1 731,44 €
SUD1715597	31723	ATOUT PARE BRISE ROUEN ALLO PARE BRISE	FRAN VSAV DH 457 LT REMPLACEMENT(RATTACH.)	011	61551	360,00 €
SUD1715748	50400	EUROMASTER	GAMB VSAV DH710LT REPARATION C(RATTACH.)	011	61551	16,01 €
SUD1715866	31723	ATOUT PARE BRISE ROUEN ALLO PARE BRISE	ELB VSAV EA668NA REPL. PARE B(RATTACH.)	011	61551	360,00 €
SUD1715872	50400	EUROMASTER	GAMB VSAV DW809CX REPARATION C(RATTACH.)	011	61551	16,01 €
SUD1715874	50400	EUROMASTER	RSUD VSAV DW584CX REPARATION C(RATTACH.)	011	61551	16,01 €
SUD1715875	50400	EUROMASTER	CANT VSAV DW531CW REPL. 2 PNE(RATTACH.)	011	61551	446,21 €
SUD1715880	23764	PRORADIA	STLA CCFM 4739PL76 NETTOYAGE E(RATTACH.)	011	61551	144,00 €
SUD1716206	50400	EUROMASTER	SUD VLR CL714NE REPARATION CRE(RATTACH.)	011	61551	16,01 €
SUD1716211	50400	EUROMASTER	RSUD VSAV DW584CX REPARATION C(RATTACH.)	011	61551	16,01 €
SUD1716220	50400	EUROMASTER	ELB EPS CM467JC DEMONTAGE MONT(RATTACH.)	011	61551	434,35 €
SUD1716722	50790	RTN S.A.V.I.H	GAMB EPS 6946SC76 RECHERCHE FU(RATTACH.)	011	61551	531,05 €
SUD1716747	50446	RENAULT RETAIL GROUP ROUEN	SUD VLR 3672WY76 REPL. CAPTE(RATTACH.)	011	61551	330,48 €
SUD1716749	31723	ATOUT PARE BRISE ROUEN ALLO PARE BRISE	SUD VSAV B44ADH76 REPL. PARE (RATTACH.)	011	61551	264,00 €
SUD1716750	31723	ATOUT PARE BRISE ROUEN ALLO PARE BRISE	YERV VSAV BW219QR REPL. PARE (RATTACH.)	011	61551	360,00 €
SUD1716807	50400	EUROMASTER	ELB EPS CM467JC CONTROLE GEOME(RATTACH.)	011	61551	126,00 €
SUD1716808	50400	EUROMASTER	FRAN VSAV DH457LT REPL. 2 PNE(RATTACH.)	011	61551	242,90 €
SUD1716820	34670	NIORT FRERES DISTRIBUTION	YERV VSAV BW219QR POSE BATTERI(RATTACH.)	011	61551	167,64 €
SUD1716860	21424	EURL BRETON NICOLAS	ELB VTUBS AC596PX REPL. SERRU(RATTACH.)	011	61551	270,98 €
SUD1717144	12691	HAUTOT ET FILS	YVET VSAV AE659PA REPL. DISQU(RATTACH.)	011	61551	979,08 €
SUD1717156	12691	HAUTOT ET FILS	YVET VLRCG DN051GM REPARATION(RATTACH.)	011	61551	347,00 €
SUD1717157	50446	RENAULT RETAIL GROUP ROUEN	SUD VLR AC352HZ REPL. ALTERNA(RATTACH.)	011	61551	808,50 €
SUD1717222	50400	EUROMASTER	RSUD VSAV DW584CX REPARATION C(RATTACH.)	011	61551	16,01 €
EST1708747	8691	ETS GUERARD	REPARATION NETTOYEUR HAUTE PRE(RATTACH.)	011	61558	88,52 €
EST1713035	8691	ETS GUERARD	REPARATION TUYAU NETTOYEUR HP (RATTACH.)	011	61558	27,94 €
EST1713828	8691	ETS GUERARD	REPARATION TRONCONNEUSE CCGC C(RATTACH.)	011	61558	149,53 €
EST1714817	8691	ETS GUERARD	REMISE EN ETAT DEBROUSAILLEUSE(RATTACH.)	011	61558	143,27 €
EST1715555	8691	ETS GUERARD	REPARATION LANCE KARCHER CIS F(RATTACH.)	011	61558	84,94 €
EST1715559	8691	ETS GUERARD	REPARATION TRONCONNEUSE VSRR N(RATTACH.)	011	61558	38,06 €
EST1715565	8691	ETS GUERARD	REPARATION TUYAU KARCHER CIS B(RATTACH.)	011	61558	27,94 €
EST1716713	8691	ETS GUERARD	REPARATION TONDEUSE CIS AUFFAY(RATTACH.)	011	61558	134,64 €
GE21716813	50837	DPSI	REQUALIFICATION 137 BOUTEILLES PLONGEE	011	61558	4 129,80 €
GE21717247	31964	HORIS SERVICE	DIAGNOTIQUE ET DEPLACEMENT CIS(RATTACH.)	011	61558	167,40 €
GE41709908	51079	VERTIV FRANCE	FORFAIT POUR INTERVENTION DE D(RATTACH.)	011	61558	271,34 €
GE41711107	51079	VERTIV FRANCE	REMPLACEMENT SUR BATTERIES SUR(RATTACH.)	011	61558	1 064,70 €
OPP1715391	20211	RESPIREX FRANCE SARL	CONTROLE DES SCAPHANDRES - EQU(RATTACH.)	011	61558	1 266,00 €
SI21710403	3238	UGAP NORMANDIE	COUT COPIES DIVERS CIS(RATTACH.)	011	61558	4,87 €
SI21710403	3238	UGAP NORMANDIE	COUT COPIES DIVERS CIS(RATTACH.)	011	61558	4,87 €
SI21710403	3238	UGAP NORMANDIE	COUT COPIES DIVERS CIS(RATTACH.)	011	61558	4,87 €
SI21710403	3238	UGAP NORMANDIE	COUT COPIES DIVERS CIS(RATTACH.)	011	61558	4,87 €
SI21710403	3238	UGAP NORMANDIE	COUT COPIES DIVERS CIS(RATTACH.)	011	61558	4,87 €
SI21710403	3238	UGAP NORMANDIE	COUT COPIES DIVERS CIS(RATTACH.)	011	61558	4,87 €
SI21710403	3238	UGAP NORMANDIE	COUT COPIES DIVERS CIS(RATTACH.)	011	61558	4,87 €
SI21710403	3238	UGAP NORMANDIE	COUT COPIES DIVERS CIS(RATTACH.)	011	61558	4,87 €
SI21710403	3238	UGAP NORMANDIE	COUT COPIES DIVERS CIS(RATTACH.)	011	61558	4,87 €
SI21710403	3238	UGAP NORMANDIE	COUT COPIES DIVERS CIS(RATTACH.)	011	61558	4,87 €
SI21710403	3238	UGAP NORMANDIE	COUT COPIES DIVERS CIS(RATTACH.)	011	61558	4,87 €
SI21710403	3238	UGAP NORMANDIE	COUT COPIES DIVERS CIS(RATTACH.)	011	61558	4,87 €
SI21710403	3238	UGAP NORMANDIE	COUT COPIES DIVERS CIS(RATTACH.)	011	61558	4,87 €
SI21710403	3238	UGAP NORMANDIE	COUT COPIES DIVERS CIS(RATTACH.)	011	61558	4,87 €
SI21710403	3238	UGAP NORMANDIE	COUT COPIES DIVERS CIS(RATTACH.)	011	61558	4,87 €
SI21710403	3238	UGAP NORMANDIE	COUT COPIES DIVERS CIS(RATTACH.)	011	61558	4,87 €
SI21710403	3238	UGAP NORMANDIE	COUT COPIES DIVERS CIS(RATTACH.)	011	61558	4,87 €
SI21710403	3238	UGAP NORMANDIE	COUT COPIES DIVERS CIS(RATTACH.)	011	61558	4,87 €
SI21710403	3238	UGAP NORMANDIE	COUT COPIES DIVERS CIS(RATTACH.)	011	61558	4,87 €
SI21710403	3238	UGAP NORMANDIE	COUT COPIES DIVERS CIS(RATTACH.)	011	61558	4,87 €
SI21710403	3238	UGAP NORMANDIE	COUT COPIES DIVERS CIS(RATTACH.)	011	61558	4,87 €
SI21710403	3238	UGAP NORMANDIE	COUT COPIES DIVERS CIS(RATTACH.)	011	61558	4,87 €
SI21710403	3238	UGAP NORMANDIE	COUT COPIES DIVERS CIS(RATTACH.)	011	61558	4,87 €
SI21710403	3238	UGAP NORMANDIE	COUT COPIES DIVERS CIS(RATTACH.)	011	61558	4,87 €
SI21710403	3238	UGAP NORMANDIE	COUT COPIES DIVERS CIS(RATTACH.)	011	61558	4,87 €
SI21710403	3238	UGAP NORMANDIE	COUT COPIES DIVERS CIS(RATTACH.)	011	61558	4,87 €
SI21710403	3238	UGAP NORMANDIE	COUT COPIES DIVERS CIS(RATTACH.)	011	61558	4,87 €
SI21710403	3238	UGAP NORMANDIE	COUT COPIES DIVERS CIS(RATTACH.)	011	61558	4,87 €
SI21710403	3238	UGAP NORMANDIE	COUT COPIES DIVERS CIS(RATTACH.)	011	61558	4,87 €
SI21710403	3238	UGAP NORMANDIE	COUT COPIES DIVERS CIS(RATTACH.)	011	61558	4,87 €
SI21710403	3238	UGAP NORMANDIE	COUT COPIES DIVERS CIS(RATTACH.)	011	61558	4,87 €
SI21710403	3238	UGAP NORMANDIE	COUT COPIES DIVERS CIS(RATTACH.)	011	61558	4,87 €
SI21710403	3238	UGAP NORMANDIE	COUT COPIES DIVERS CIS(RATTACH.)	011	61558	4,87 €
SI21710403	3238	UGAP NORMANDIE	COUT COPIES DIVERS CIS(RATTACH.)	011	61558	4,87 €
SI21710403	3238	UGAP NORMANDIE	COUT COPIES DIVERS CIS(RATTACH.)	011	61558	4,87 €
SI21710403	3238	UGAP NORMANDIE	COUT COPIES DIVERS CIS(RATTACH.)	011	61558	4,87 €
SI21710403	3238	UGAP NORMANDIE	COUT COPIES DIVERS CIS(RATTACH.)	011	61558	4,87 €
SI21710403	3238	UGAP NORMANDIE	COUT COPIES DIVERS CIS(RATTACH.)	011	61558	4,87 €
SI21710403	3238	UGAP NORMANDIE	COUT COPIES DIVERS CIS(RATTACH.)	011	61558	4,87 €
SI21710403	3238	UGAP NORMANDIE	COUT COPIES DIVERS CIS(RATTACH.)	011	61558	4,87 €
SI21710403	3238	UGAP NORMANDIE	COUT COPIES DIVERS CIS(RATTACH.)	011	61558	4,87 €
SI21710403	3238	UGAP NORMANDIE</				

SI21715600	32346	KONICA MINOLTA	COUT COPIES DIVERS CIS(RATTACH.)	011	61558	40,82 €
SI21717242	3238	UGAP NORMANDIE	COPIEUR CFG16372(RATTACH.)	011	61558	438,85 €
SUD1717164	5543	MOREL ESPACES VERTS	YERV REPARATION GROUPE ELECTRO(RATTACH.)	011	61558	46,07 €
GE41715689	51171	SIEMENS SAS	MAINTENANCE PREVENTIVE CONTROL(RATTACH.)	011	61556	1 446,00 €
DIR1717184	34559	ACE CONSULTANTS	TRANCHE CONDITIONNELLE 9 ANNEE(RATTACH.)	011	617	3 546,07 €
FOR1600049	14957	ENSOSP EX INESC	FT MED SPP - DU 18/04 AU 09/12(RATTACH.)	011	6184	13 129,45 €
FOR1700850	34857	CNFFT	FORMATION INITIALE CHSCT(RATTACH.)	011	6184	300,00 €
FOR1701643	14957	ENSOSP EX INESC	FILT SPV CHEF DE GROUPE LAUREN(RATTACH.)	011	6184	4 480,75 €
FOR1701653	50742	SDIS FINISTERE	SAV 2 - DU 18 AU 22/09/17 VALEN(RATTACH.)	011	6184	1 040,00 €
FOR1701688	25540	ENTENTE P/LA FORET MEDITERRANEEN	STAGE IMP3 S. GASSE DU 25/09 A(RATTACH.)	011	6184	2 630,00 €
FOR1701690	14957	ENSOSP EX INESC	FMPA PRV 2 DU 03 AU 05/10/17 P(RATTACH.)	011	6184	634,15 €
FOR1701693	14957	ENSOSP EX INESC	STAGE DROIT ET PREVENTION D GO(RATTACH.)	011	6184	680,15 €
FOR1701696	25540	ENTENTE P/LA FORET MEDITERRANEEN	RECYCLAGE IMP 3 DU 16 AU 20/10(RATTACH.)	011	6184	2 400,00 €
FOR1701698	14957	ENSOSP EX INESC	FILT SPV OFFICIER ENCADREMENT (RATTACH.)	011	6184	1 982,50 €
FOR1701708	14957	ENSOSP EX INESC	FMPA PRV 2 DU 24 AU 26/10/17 D(RATTACH.)	011	6184	141,00 €
FOR1701711	14957	ENSOSP EX INESC	PERFECTIONNEMENT CTS F ZABIEGO(RATTACH.)	011	6184	659,15 €
FOR1701714	25540	ENTENTE P/LA FORET MEDITERRANEEN	RECYCLAGE IMP3 DU 20 AU 24/11(RATTACH.)	011	6184	2 400,00 €
FOR1701716	25540	ENTENTE P/LA FORET MEDITERRANEEN	SDE 3 C. LEBORGNE DU 20/11 AU (RATTACH.)	011	6184	4 064,00 €
FOR1703704	33526	CFR	LOT N°3 CODES + PERMIS C(RATTACH.)	011	6184	1 230,00 €
FOR1703704	33526	CFR	LOT N°3 CODES + PERMIS C(RATTACH.)	011	6184	1 230,00 €
FOR1704813	14957	ENSOSP EX INESC	STAGE PRV3 D.GONDE 15555(RATTACH.)	011	6184	2 017,30 €
FOR1705129	14957	ENSOSP EX INESC	RAD 4 CNE DUQUESNE 04/09 AU 27(RATTACH.)	011	6184	3 110,50 €
FOR1707454	14957	ENSOSP EX INESC	DIU PHARMACIEN C CHERON 15652(RATTACH.)	011	6184	2 637,05 €
FOR1707460	14957	ENSOSP EX INESC	DIRECTEUR SECOURS MEDICAX F D(RATTACH.)	011	6184	2 210,25 €
FOR1707467	14957	ENSOSP EX INESC	FI SSSM TC SECU CIVILE C CHERO(RATTACH.)	011	6184	414,50 €
FOR1707918	14957	ENSOSP EX INESC	FAE GPT SSSM FREDERIC DUVAL - (RATTACH.)	011	6184	4 309,75 €
FOR1707926	14957	ENSOSP EX INESC	SIMURGE-MED.CONTEXTEHOSTILE 15(RATTACH.)	011	6184	878,00 €
FOR1708708	14957	ENSOSP EX INESC	FI SSSM PHARMACIEN E. CLERC(RATTACH.)	011	6184	11 800,00 €
FOR1709087	50443	SIEMENS SAS	FORMATION A L'UTILISATION DU(RATTACH.)	011	6184	1 411,20 €
FOR1709788	14957	ENSOSP EX INESC	FILT SPP 2C LT E ROCLETTE 1554(RATTACH.)	011	6184	6 749,30 €
FOR1709792	14957	ENSOSP EX INESC	FILT SPP 2C E GILLE 15578(RATTACH.)	011	6184	3 374,65 €
FOR1713025	25540	ENTENTE P/LA FORET MEDITERRANEEN	RISQUES BATIMENTAIRES F SCHERZ(RATTACH.)	011	6184	1 242,50 €
FOR1715568	17058	HONEYWELL RESPIRATORY SAFETY	RECYCLAGE MAINTENANCE ARI ET M(RATTACH.)	011	6184	1 680,00 €
20152492	14957	ENSOSP EX INESC	DIU 3SM - EAD - 3 AGENTS - DU (RATTACH.)	011	6184	2 276,00 €
DIR1715673	28289	SCP PAPIREY CHEMINELLE	AVIS DE VALEUR CIS SEPTEMBRE 2(RATTACH.)	011	6226	6 270,00 €
DIR1717193	33443	BVK AVOCATS ASSOCIES	SDIS / BELTRAMI ACCREDIT TECH D(RATTACH.)	011	6227	3 456,00 €
DIR1717200	33443	BVK AVOCATS ASSOCIES	SDIS / MANOURY(RATTACH.)	011	6227	1 920,00 €
SCP1715854	28013	DIR INFO LEGALE ADMINISTRATIVE	PUB. PRODUITS. ENTRETIEN(RATTACH.)	011	6231	864,00 €
DIR1715437	50047	EURL LERAT	PETIT-DEJEUNER DU 21/12/2017 A(RATTACH.)	011	6234	27,00 €
DIR1715584	50150	BRASSERIE FLAUBERT	COMMANDE DE VIENNOISERIES POUR(RATTACH.)	011	6234	63,00 €
DIR1715625	9554	BOULANGERIE DUCLOS DOMINIQUE	COMMANDE POUR LE 21/12/2017 -(RATTACH.)	011	6234	142,22 €
DIR1715626	31568	BOULANGERIE POUCHIN BLONDEL	COMMANDE DE MINI-VIENNOISERIES(RATTACH.)	011	6234	11,88 €
DIR1715784	9890	API RESTAURATION	PETIT-DEJEUNER D'ACCUEIL // CD(RATTACH.)	011	6234	24,92 €
DIR1715792	33441	FOURNIL DE MONTGEON	PETIT-DEJEUNER D'ACCUEIL // GR(RATTACH.)	011	6234	26,00 €
DIR1716187	9890	API RESTAURATION	PETITS DEJEUNERS CA DU 15/12/1(RATTACH.)	011	6234	41,53 €
DIR1716200	33550	DAVID LAURENT LOCATION MATERIEL DE RECEPTION	LOCATION VAISSELLE POUR BAPTEM(RATTACH.)	011	6234	277,80 €
DIR1716395	9890	API RESTAURATION	BOISSONS + BUFFET FROID / BAPT(RATTACH.)	011	6234	57,09 €
DIR1716395	9890	API RESTAURATION	BOISSONS + BUFFET FROID / BAPT(RATTACH.)	011	6234	120,00 €
DIR1716395	9890	API RESTAURATION	BOISSONS + BUFFET FROID / BAPT(RATTACH.)	011	6234	862,06 €
FOR1715862	9890	API RESTAURATION	Petits déjeuners d'accueil -(RATTACH.)	011	6234	33,22 €
DIR1717231	33024	IC4 IMPRIMERIE	CARTES DE VISITES(RATTACH.)	011	6236	142,80 €
DIR1717232	33024	IC4 IMPRIMERIE	CARTES DE VOEUX A5(RATTACH.)	011	6236	151,20 €
DIR1717288	33024	IC4 IMPRIMERIE	600 CARTES DE VOEUX(RATTACH.)	011	6236	151,20 €
GE21713469	13504	GIMAX	CONVOYAGE FPTS BX140PT SUITE (RATTACH.)	011	6241	1 128,00 €
EST1714399	33564	RESTAURANT LES TERROIRS	REPAS STAGE MODULE 1 DU 04/11 (RATTACH.)	011	6251	484,00 €
EST1715152	51202	LE B52	REPAS STAGE COD 1 DU 18/11 AU (RATTACH.)	011	6251	121,00 €
EST1715152	51202	LE B52	REPAS STAGE COD 1 DU 18/11 AU (RATTACH.)	011	6251	121,00 €
EST1715152	51202	LE B52	REPAS STAGE COD 1 DU 18/11 AU (RATTACH.)	011	6251	120,00 €
EST1715152	51202	LE B52	REPAS STAGE COD 1 DU 18/11 AU (RATTACH.)	011	6251	110,00 €
FOR1707791	14957	ENSOSP EX INESC	HEBERGEMENT FMPA DDSIS 17-18/D(RATTACH.)	011	6251	109,90 €
FOR1707795	14957	ENSOSP EX INESC	HEBERGEMENT FMPA DDSIS 07-08/(RATTACH.)	011	6251	96,25 €
FOR1710110	14957	ENSOSP EX INESC	FMA MEDECIN-CHEF-SENEZ 27-28/D(RATTACH.)	011	6251	66,65 €
FOR1710565	802668	MILAN	REPAS FORMATION FMA ARI HONEYW(RATTACH.)	011	6251	199,10 €
FOR1710719	711043	LISI	REPAS FORMATION MAINTENANCE HO(RATTACH.)	011	6251	15,25 €
FOR1710820	14957	ENSOSP EX INESC	FMPA DDSIS 08-09/11/17 15937(RATTACH.)	011	6251	109,60 €
FOR1710822	14957	ENSOSP EX INESC	FMPA DDA HEBERGEMENT 06-07/12/(RATTACH.)	011	6251	96,25 €
FOR1713629	4235	SNCF	TRAJETS F ZABIEGO -P-CYS 13-15(RATTACH.)	011	6251	54,20 €
FOR1713706	990655	BIENDINE	FRAIS MISSION FORMATION PERMIS(RATTACH.)	011	6251	15,25 €
FOR1713727	4235	SNCF	TRAJET E GILLE FILT SP2C 1911-(RATTACH.)	011	6251	765,40 €
FOR1714153	4235	SNCF	TRAJETS C LEBORGNE SDE 3 19-24(RATTACH.)	011	6251	239,40 €
FOR1714209	4235	SNCF	TRAJETS S REVELLE 19/11-22/12 (RATTACH.)	011	6251	1 291,50 €
FOR1714537	51215	LE BISTROT GOURMAND	Stages FMPA SAL des 13, 14 et (RATTACH.)	011	6251	77,00 €
FOR1714537	51215	LE BISTROT GOURMAND	Stages FMPA SAL des 13, 14 et (RATTACH.)	011	6251	77,00 €
FOR1714920	4235	SNCF	SNCF F DUVAL 10-15/12 FAE GPT (RATTACH.)	011	6251	228,50 €
FOR1715244	4235	SNCF	TRAJETS S DUQUESNE EVAL RAD 4 (RATTACH.)	011	6251	277,20 €
FOR1715548	9009	LE CERCLE MIXTE GENDARMERIE MOBILE	Stage ILD du 12 au 14 décembre(RATTACH.)	011	6251	119,00 €
FOR1716423	9009	LE CERCLE MIXTE GENDARMERIE MOBILE	Stage ILD du 12 au 14 décembre(RATTACH.)	011	6251	493,50 €
FOR1716485	51201	LE CELESTE	Stage ILD du 12 au 14 décembre(RATTACH.)	011	6251	117,00 €
FOR1716486	34793	PICKLES RESTAURATION	Stage ILD du 12 au 14 décembre(RATTACH.)	011	6251	54,00 €
FOR1716486	34793	PICKLES RESTAURATION	Stage ILD du 12 au 14 décembre(RATTACH.)	011	6251	54,00 €
FOR1716842	200323	CAUMONT	FRAIS DPT F CAUMONT PARTENARIA(RATTACH.)	011	6251	116,06 €
FOR1716980	51172	GILLE	FRAIS DPT F GILLE FILT SPP 2C (RATTACH.)	011	6251	39,80 €
FOR1716982	50902	AMELINE	FRAIS DPT F AMELINE REC IMP3 1(RATTACH.)	011	6251	108,94 €
GE21711363	51094	EASYTRIP	AUTOROUTES 2017 BIP(RATTACH.)	011	6251	5,50 €
GE21711363	51094	EASYTRIP	AUTOROUTES 2017 BIP(RATTACH.)	011	6251	6 242,49 €
OPP1717280	200348	MAHE	FRAIS DEPLACEMENT DU 30/11/17 (RATTACH.)	011	6251	15,25 €
QUE1716222	32792	LE BISTROT	REPAS STAGE COD 1 CIS BOLBEC F(RATTACH.)	011	6251	308,00 €
DIR1711211	50452	MAILEVA	MAILEVA ENVOI SDACR / RO DEC 2(RATTACH.)	011	6261	5 200,00 €
SI1706405	50105	BOUYGUES TELECOM SA	4 LIGNES M2M DE MARS A DEC 20(RATTACH.)	011	6262	23,04 €
FIN1717196	50601	CAISSE D'EPARGNE ET PREVOYANCE NORMANDIE	COMMISSION CARTE ACHAT NOVEMBR(RATTACH.)	011	627	7,00 €
GE41712067	21749	AVIPUR SARL	TRAITEMENT RENFORCE POUR LA LU(RATTACH.)	011	6283	434,00 €
GE41712067	21749	AVIPUR SARL	TRAITEMENT CURATIF DES ROUGEUR(RATTACH.)	011	6283	124,00 €
GE41713623	32072	OMS SYNERGIE NORD	NETTOYAGE INFIRMERIE CIS FORGE(RATTACH.)	011	6283	306,00 €
GE41715709	32072	OMS SYNERGIE NORD	NETTOYAGE BUNGALOW A TOURVILLE(RATTACH.)	011	6283	25,44 €
GE41717250	21749	AVIPUR SARL	CONTRAT DE DERATISATION 1ER PA(RATTACH.)	011	6283	1 101,83 €
EST1714753	51235	VSI	COLLECTE ET TRAITEMENT DES EFF(RATTACH.)	011	6288	345,42 €

Code	Titre	Titre	Ligne	Ch	Artif	Rattachement affectif (R.A.)
FOR1701054	14875	ATELIER PROTEGE PAPILLONS BLANCS	BLANCHISSERIE CDF 2017(RATTACH.)	011	6288	261,84 €
GE21705127	31403	PRESTIA GALVACAUX	GALVANISATION(RATTACH.)	011	6288	60,00 €
GE21712365	50956	LHD GROUP FRANCE SAS	ENTRETIEN ET REPARATION ENSEMBLES DE PRO	011	6288	43,02 €
GE21712365	50956	LHD GROUP FRANCE SAS	REPARATION DES ENSEMBLES DE PROTECTION	011	6288	49,14 €
GE21717235	9203	ETS BOCHE CHAUSSURES	RESSEMELAGE ET REPARATION DOUB(RATTACH.)	011	6288	267,48 €
GE41700425	34407	JARD'INTERIEUR	ENTRETIEN DES PLANTES DE DEC 1(RATTACH.)	011	6288	57,60 €
GE41700425	34407	JARD'INTERIEUR	ENTRETIEN DES PLANTES DE DEC 1(RATTACH.)	011	6288	57,60 €
GE41708857	50743	BUREAU VERITAS EXPLOITATION	VERIFICATION DES POINTS D'ANCR(RATTACH.)	011	6288	648,00 €
GE41713435	28309	AD.GENE LABORATOIRE	VERIFICATION DE DESINFECTION D(RATTACH.)	011	6288	68,40 €
GE41715394	50743	BUREAU VERITAS EXPLOITATION	VERIFICATION PERIODIQUE ANNUEL(RATTACH.)	011	6288	1 090,80 €
OPP1609487	6898	ISM INTERPRETARIAT	INTERPRETARIAT TELEPHONE CTA/C(RATTACH.)	011	6288	1 176,00 €
OPP1715561	14875	ATELIER PROTEGE PAPILLONS BLANCS	ENTRETIEN TORCHONS DU CTA-CODI(RATTACH.)	011	6288	17,82 €
QUE1703477	15438	ESAT LA LEZARDE LIGUE HAVRAISE	GROUPEMENT OUEST NETTOYAGE BLA(RATTACH.)	011	6288	128,45 €
QUE1703477	15438	ESAT LA LEZARDE LIGUE HAVRAISE	GROUPEMENT OUEST NETTOYAGE BLA(RATTACH.)	011	6288	120,00 €
SI21715005	51247	ESCORT INFORMATIQUE	REACTIVATION PROGICIEL LAUREAT(RATTACH.)	011	6288	29 794,02 €
SSS1702162	14875	ATELIER PROTEGE PAPILLONS BLANCS	COUVERTURES BACTERIOSTATIQUES(RATTACH.)	011	6288	10,48 €
SSS1702162	14875	ATELIER PROTEGE PAPILLONS BLANCS	COUVERTURES BACTERIOSTATIQUES(RATTACH.)	011	6288	254,80 €
SSS1711705	50978	LINDE FRANCE	TRACABILITE JUILLET A DECEMBRE(RATTACH.)	011	6288	360,00 €
ADM1700598	32945	DIEPPE MARITIME	REDEVANCE SPECIALE 2017 CIS DI(RATTACH.)	011	637	3 153,02 €
ADM1700663	33703	SIEOM PAYS DE BRAY	REDEVANCE SPECIALE 2017 CIS GA(RATTACH.)	011	637	21,16 €
ADM1700666	33703	SIEOM PAYS DE BRAY	REDEVANCE SPECIALE 2017 CIS GO(RATTACH.)	011	637	65,00 €
ADM1700671	33703	SIEOM PAYS DE BRAY	REDEVANCE SPECIALE 2017 CIS FO(RATTACH.)	011	637	31,42 €
ADM1700686	33703	SIEOM PAYS DE BRAY	REDEVANCE SPECIALE 2017 CIS LE(RATTACH.)	011	637	75,46 €
RHU1715161	22510	URSSAF DE SEINE MARITIME DIEPPE	REDRESSEMENT URSSAF 2014-2016(RATTACH.)	012	6451	174,00 €
RHU1715163	22512	URSSAF DE SEINE MARITIME ROUEN	REDRESSEMENT 2014-2016(RATTACH.)	012	6451	174,00 €
RHU1715163	22512	URSSAF DE SEINE MARITIME ROUEN	REDRESSEMENT 2014-2016(RATTACH.)	012	6451	1 775,00 €
RHU1600102	22514	CNRAEL	VALIDATION DE SERVICES PETIT S(RATTACH.)	012	6453	1 521,55 €
RHU1705710	26444	PADOIS COULOUME	VISITES MEDICALES LEMAITRE REG(RATTACH.)	012	6475	25,00 €
RHU1707652	86	CENTRE DE GESTION CDG 76	MEDECINE PRO ET PREVENTIVE 201(RATTACH.)	012	6475	3 329,63 €
7141717307	32823	LABORATOIRE SAINT PIERRE	HONORAIRES(RATTACH.)	012	6475	42,12 €
RHU1705724	33668	LE CHEQUE DEJEUNER CCR	FRAS ECHANGE CHQ DEJEUNER PER(RATTACH.)	012	6478	67,00 €
RHU1707664	33668	LE CHEQUE DEJEUNER CCR	FRAS DE RETOUR CH DEJEUNER - (RATTACH.)	012	6478	42,00 €
RHU1707797	33668	LE CHEQUE DEJEUNER CCR	CHEQUES DEJEUNERS NOVEMBRE 2017	012	6478	769,50 €
RHU1707797	33668	LE CHEQUE DEJEUNER CCR	CHEQUES DEJEUNERS NOVEMBRE 2017	012	6478	55 498,50 €
RHU1706539	34229	SDIS DU RHONE	RECRUTEMENTS FI(RATTACH.)	012	6488	2 219,26 €
RHU1706541	14028	SDIS DU NORD	RECRUTEMENTS FI(RATTACH.)	012	6488	4 884,00 €
RHU1706543	26618	SDIS	RECRUTEMENT FI(RATTACH.)	012	6488	654,00 €
RHU1711243	14028	SDIS DU NORD	9 RECRUTEMENTS FI SPP DU 04/09(RATTACH.)	012	6488	14 652,00 €
RHU1711245	34229	SDIS DU RHONE	4 RECRUTEMENTS FI SPP DU 04/09(RATTACH.)	012	6488	4 436,00 €
RHU1711247	4209	SDIS DES YVELINES	1 RECRUTEMENT FI SPP DU 04/09(RATTACH.)	012	6488	1 060,00 €
DIR1717013	34524	GAUTIER	FRAS DE MISSION DU 27/11 + 31(RATTACH.)	65	6532	336,00 €
DIR1717016	34046	COUTEY	FRAS DE MISSION CTE GROUPEMEN(RATTACH.)	65	6532	13,44 €
DIR1717019	993544	JOUAN	FRAS DE MISSION CTE GPT 14/11(RATTACH.)	65	6532	21,00 €
DIR1717022	760384	DELEPINE	FRAS DE MISSION CTE GPT 14/11(RATTACH.)	65	6532	20,00 €
DIR1717025	34603	ALLAIS	FRAS DE MISSION CTE GPT 23/11(RATTACH.)	65	6532	63,70 €
DIR1717028	50427	RENARD	FRAS DE MISSION CTE GPT 23/11(RATTACH.)	65	6532	21,50 €
DIR1717031	802656	GIBASSIER	FRAS DE MISSION PRE CT 05/12(RATTACH.)	65	6532	35,84 €
DIR1717034	34603	ALLAIS	FRAS DE MISSION INSTANCES 13/(RATTACH.)	65	6532	25,20 €
DIR1717037	34604	TASSERIE	FRAS DE MISSION INSTANCES DU (RATTACH.)	65	6532	23,04 €
DIR1717040	993544	JOUAN	FRAS DE MISSION INSTANCES 13/(RATTACH.)	65	6532	30,80 €
DIR1717043	992004	CORITON	FRAS DE MISSION INSTANCES 13/(RATTACH.)	65	6532	7,68 €
DIR1717047	10128	LEROY	FRAS DE MISSION INSTANCES 13/(RATTACH.)	65	6532	29,44 €
DIR1717050	802656	GIBASSIER	FRAS DE MISSION INSTANCES 13/(RATTACH.)	65	6532	35,84 €
DIR1717057	51302	ROUSSELIN	FRAS DE MISSION INSTANCES 13/(RATTACH.)	65	6532	23,04 €
DIR1717060	50427	RENARD	FRAS DE MISSION INSTANCES 13/(RATTACH.)	65	6532	21,00 €
DIR1717063	760384	DELEPINE	FRAS DE MISSION INSTANCES 13/(RATTACH.)	65	6532	36,50 €
DIR1717066	34957	MAGLOIRE LA GREVE	FRAS DE MISSION INSTANCES 13/(RATTACH.)	65	6532	15,40 €
DIR1717069	34809	CANU	FRAS DE MISSION INSTANCES 13/(RATTACH.)	65	6532	25,20 €
DIR1717072	50039	VIEUBLE	FRAS DE MISSION INSTANCES 13/(RATTACH.)	65	6532	18,00 €
DIR1717075	34603	ALLAIS	FRAS DE MISSION INSTANCES 15/(RATTACH.)	65	6532	44,80 €
DIR1717078	34809	CANU	FRAS DE MISSION INSTANCES 15/(RATTACH.)	65	6532	44,80 €
DIR1717083	992004	CORITON	FRAS DE MISSION INSTANCES 15/(RATTACH.)	65	6532	27,52 €
DIR1717089	34046	COUTEY	FRAS DE MISSION INSTANCES 15/(RATTACH.)	65	6532	37,12 €
DIR1717092	50081	DURANDE	FRAS DE MISSION INSTANCES 15/(RATTACH.)	65	6532	44,80 €
DIR1717095	993544	JOUAN	FRAS DE MISSION INSTANCES 15/(RATTACH.)	65	6532	25,20 €
DIR1717098	34600	LEFEBVRE	FRAS DE MISSION INSTANCES 15/(RATTACH.)	65	6532	44,80 €
DIR1717101	34601	LEJEUNE	FRAS DE MISSION INSTANCES 15/(RATTACH.)	65	6532	44,80 €
DIR1717104	34602	LEMONNIER	FRAS DE MISSION INSTANCES 15/(RATTACH.)	65	6532	44,80 €
DIR1717107	10128	LEROY	FRAS DE MISSION INSTANCES 15/(RATTACH.)	65	6532	50,00 €
DIR1717110	33744	REGNIER	FRAS DE MISSION INSTANCES 15/(RATTACH.)	65	6532	40,96 €
DIR1717113	34604	TASSERIE	FRAS DE MISSION INSTANCES 15/(RATTACH.)	65	6532	6,00 €
DIR1717117	24071	THEVENOT	FRAS DE MISSION CDR 21/12/17(RATTACH.)	65	6532	37,10 €
DIR1717120	993544	JOUAN	FRAS DE MISSION CDR 21/12/17(RATTACH.)	65	6532	2,80 €
DIR1717123	34809	CANU	FRAS DE MISSION CDR 21/12/17(RATTACH.)	65	6532	791,76 €
BLO1704936	50186	CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANC NORMANDIE PAR PAIERIE DEPARTEMEN	ICNE 2017(RATTACH.)	66	66112	220,83 €
1111717305	50186	CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANC NORMANDIE PAR PAIERIE DEPARTEMEN	EMPRUNT A141601P CONSO 2 - ICN(RATTACH.)	66	66112	758,33 €
ADM1705801	50715	LA BANQUE POSTALE SA	COMMISSION DE NON UTILISATION 4T2017	66	6688	603 168,76 €
TOTAL DEPENSES						603 168,76 €
RHU1714967	7850	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIO	REMBOURSEMENT CONGE PATERNITE(RATTACH.)	013	6419	5 302,36 €
RHU1716308	51277	COMMUNAUTE AGGLOMERATION FECAMP CAUX LITTORAL	PRIMES DE FIN D'ANNEE 2017(RATTACH.)	013	6419	4 401,11 €
FIN1715591	32257	PREFET HAUTE NORMANDIE DRCL	FACTVA SUR TRAVAUX D'ENTRETIEN (RATTACH.)	74	744	6 929,90 €
TOTAL RECETTES						16 633,37 €

Pour le Président et par délégation,
Le chef du Groupement Finances et
Commande Publique adjoint,



Jean-François BOULANGER

IV - ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice

17

Nombre de membres présents

10 + 1 pouvoir

Nombre de suffrages exprimés

11

VOTES :

Pour 11
Contre 0
Abstentions 0

Date de convocation : 21 mai 2019

Présenté par le Président, M. GAUTIER André, à YVETOT, le 04 Juin 2019

Le président

Monsieur GAUTIER André

Délibéré par le conseil d'administration, réuni en session, à YVETOT,

le 04 Juin 2019

Membres représentant le département	
Le président	Suppléante
Monsieur GAUTIER André	Madame TESSIER Dominique
Titulaires	Suppléants
Madame ALLAIS Sophie	Monsieur ROUSSELIN Jean-Louis
Madame CANU Pierrette	Monsieur MARCHE Frédéric
Madame COTTEREAU Chantal	Madame CARON Marine
Madame DURANDE Florence	Monsieur BERTRAND Nicolas
Madame LEFEBVRE Blandine	Monsieur DUVAL Christian
Monsieur LEJEUNE Michel	Madame MSICA GUEROUT Christelle
Madame LUCOT-AVRIL Virginie	
Monsieur REGNIER Didier	Madame VIEUBLE Nacéra
Monsieur TASSERIE Sébastien	Madame SINEAU PATRY Cécile
Madame THIBAudeau RAINOT Florence	Madame FLAVIGNY Catherine

Membres représentant les communes	
Titulaires	Suppléants
Monsieur BLOND Eric	
Monsieur CORITON Bastien <i>Bastien Coriton</i>	Madame DUPARC Fabienne
Madame GAUTIER-HURTADO Maria-Dolorès	<i>[Signature]</i>
Monsieur THEVENOT Jean-Pierre	
Membres représentant les EPCI	
Titulaires	suppléants
Monsieur COUTEY Guillaume	Madame DIALLO-CISSE Dieynaba
Monsieur LEROY Philippe <i>PO [Signature]</i>	

Certifié exécutoire par le président, compte tenu de la transmission en préfecture le
et de la publication le

A YVETOT, le.....

REPUBLIQUE FRANÇAISE

**SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
SDIS de la Seine-Maritime**

Numéro SIRET : 28760001900072

POSTE COMPTABLE : SDIS76 PAR PAIERIE DEPART.76

M. 61

Compte administratif

BUDGET : Budget Restauration (1)
Agrégé au budget principal de Budget Principal (2)

ANNEE 2018

(1) Indiquer le budget concerné : budget principal (du SDIS) ou libellé du budget annexe.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Pour mémoire - Modalités de vote du budget	4
B1 - Exécution du budget de l'exercice - Résultats	5
B2 - Exécution du budget de l'exercice - RAR dépenses	6
B3 - Exécution du budget de l'exercice - RAR recettes	7

II - Présentation générale du compte administratif

A1 - Vue d'ensemble	8
A2.1 - Equilibre financier - Section de fonctionnement	9
A2.2 - Equilibre financier - Section d'investissement	10
B1 - Balance générale - Dépenses	11
B2 - Balance générale - Recettes	12

III - Vote du compte administratif

A - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	13
A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	17
B - Section d'investissement - Vue d'ensemble	18
B1.1 - Section d'investissement - Dépenses non individualisées en programme d'équipement	19
B1.2 - Section d'investissement - Dépenses individualisées en programme d'équipement	20
B1.3 - Section d'investissement - Chapitres de programme afférent à une autorisation de programme	21
B1.4 - Section d'investissement - Chapitres de programme non compris dans une autorisation de programme	22
B2 - Section d'investissement - Subventions d'équipement à verser	23
B3 - Section d'investissement - Dépenses financières	24
B4 - Section d'investissement - Recettes d'équipement	25
B5 - Section d'investissement - Recettes financières	26
B6 - Section d'investissement - Récapitulatif des opérations pour le compte de tiers	27
B7 - Section d'investissement - Opérations d'ordre entre sections	28
B8 - Section d'investissement - Opérations patrimoniales	29
B9.1 - Section d'investissement - Equilibre des opérations financières - Dépenses	30
B9.2 - Section d'investissement - Equilibre des opérations financières - Recettes	31

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Sans Objet
A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées	32
A3 - Etat des provisions constituées au 31/12	Sans Objet
A4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
A6.1 - Variation du patrimoine (article R. 3313-7 du CGCT) - Entrées	33
A6.2 - Variation du patrimoine (article R. 3313-7 du CGCT) - Sorties	34
A6.3 - Etat des opérations liées aux cessions	35
A6.4 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées	Sans Objet
A6.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties	Sans Objet
A7 - Etat des travaux en régie	Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Liste des concours attribués sous forme de prestations en nature ou de subventions	Sans Objet
B1.2 - Liste des subventions versées par le SDIS	Sans Objet
B2 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B3 - Etat des contrats de PPP	Sans Objet
B4 - Etat des engagements donnés	Sans Objet
B5 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B6 - Situation des autorisations de programme	Sans Objet
B7 - Situation des autorisations d'engagement	Sans Objet

C - Autres éléments d'information

C1 - Etat du personnel	36
------------------------	----

C2 - Liste des organismes dans lesquels le SDIS a pris un engagement financier	
C3.1 - Liste des organismes de regroupement	
C3.2 - Liste des établissements publics créés	
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en un budget annexe	
C4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	
D - Arrêté et signatures	

Sans Objet
Sans Objet
Sans Objet
Sans Objet
Sans Objet
38
40

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
POUR MEMOIRE – MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

POUR MEMOIRE

I – Le conseil d'administration a voté le budget :

- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement.
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement.
- sans (2) les programmes listés sur l'état II-B1.2.
- sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les programmes d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE – RESULTATS	B1

RESULTATS DE L'EXERCICE

	RESULTAT DE L'EXERCICE N			
	Mandats émis	Titres émis	Reprise résultats exercice antérieur (3)	Résultat ou solde (A) (3)
TOTAL DU BUDGET	728 574,56	731 336,75	3 481,54	A1 6 243,73
Investissement	19 533,09	22 295,28	(1) 3 481,54	A2 6 243,73
Dont 1068		0,00		
Fonctionnement	709 041,47	709 041,47	(2) 0,00	A3 0,00

(1) Solde d'exécution de N-1 reporté sur la ligne budgétaire 001 du budget. Indiquer le signe – si dépenses > recettes et + si recettes > dépenses.

(2) Résultat de fonctionnement N-1 reporté sur la ligne budgétaire 002 du budget. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(3) Indiquer le signe – si dépenses > recettes et + si recettes > dépenses.

	RESTES A REALISER N (4)		
	Dépenses	Recettes	Solde (B) (5)
TOTAL des RAR	I+II 0,00	III+IV 0,00	B1 0,00
Investissement	I 0,00	III 0,00	B2 0,00
Fonctionnement	II 0,00	IV 0,00	B3 0,00

(4) A reporter au budget primitif ou au budget supplémentaire N+1.

(5) Indiquer le signe – si dépenses > recettes et + si recettes > dépenses.

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (6)
TOTAL	A1 + B1	6 243,73
Investissement	A2 + B2	6 243,73
Fonctionnement	A3 + B3	0,00

(6) Si le montant est positif, il s'agit d'un excédent, si le montant est négatif, il s'agit d'un déficit.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE – RAR DEPENSES	B2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap./ Art (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par le conseil d'administration.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE – RAR RECETTES	B3

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap./ Art (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
74	Contributions et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par le conseil d'administration.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	DEPENSES A 709 041,47	RECETTES G 709 041,47
	Section d'investissement	B 19 533,09	H 22 295,28

REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Résultat de fonctionnement reporté	C (si déficit) 0,00	I (si excédent) 0,00
	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	D (si déficit) 0,00	J (si excédent) 3 481,54

TOTAL EXERCICE (réalisations + reports N-1)	= A + B + C + D 728 574,56	= G + H + I + J 734 818,29
---	-------------------------------	-------------------------------

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E 0,00	K 0,00
	Section d'investissement	F 0,00	L 0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E + F 0,00	= K + L 0,00

RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A + C + E 709 041,47	= G + I + K 709 041,47
	Section d'investissement	= B + D + F 19 533,09	= H + J + L 25 776,82
	TOTAL CUMULE	= A + B + C + D + E + F 728 574,56	= G + H + I + J + K + L 734 818,29

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 3312-9 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 3312-8 du CGCT).

TOTAL DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE

	TOTAL DES MANDATS EMIS			TOTAL DES TITRES EMIS		
	RÉELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL	REELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL
INVESTISSEMENT	18 996,09	537,00	19 533,09	9 800,00	12 495,28	22 295,28
FONCTIONNEMENT	696 546,19	12 495,28	709 041,47	708 504,47	537,00	709 041,47
TOTAL REALISATIONS DE L'EXERCICE (1)	715 542,28	13 032,28	728 574,56	718 304,47	13 032,28	731 336,75

(1) Total des réalisations = Total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement. Les reports N-1 ne sont pas comptabilisés car ils sont réalisés d'office.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A2.1

SECTION DE FONCTIONNEMENT – REALISATIONS
(y compris les restes à réaliser N-1)

(y compris les restes à réaliser N-1)

MANDATS EMIS		TITRES EMIS	
OPERATIONS REELLES ET MIXTES			
011 Charges à caractère général	340 953,82	70 Prod. services, domaine, ventes diverses	338 506,50
012 Charges de personnel et frais assimilés	355 551,15	74 Contributions et participations	13 467,47
65 Autres charges de gestion courante	0,70	75 Autres produits de gestion courante	352 397,34
014 Atténuations de produits	0,00	013 Atténuations de charges	2 386,20
Total dépenses de gestion des services	696 505,67	Total recettes de gestion des services	706 757,51
66 Charges financières	0,00	76 Produits financiers	0,00
67 Charges exceptionnelles	40,52	77 Produits exceptionnels	1 746,96
68 Dotations amortissements et provisions	0,00	78 Reprises amortissements et provisions	0,00
TOTAL DES DEPENSES REELLES ET MIXTES	696 546,19	TOTAL DES RECETTES REELLES ET MIXTES	708 504,47
SOLDE DES OPERATIONS REELLES ET MIXTES :		11 958,28	
(Recettes réelles – Dépenses réelles)			

OPERATIONS D'ORDRE (1)			
042 Opérations d'ordre entre sections	12 495,28	042 Opérations d'ordre entre sections	537,00
043 Opérations ordre intérieur de la section	0,00	043 Opérations ordre intérieur de la section	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	12 495,28	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	537,00
AUTOFINANCEMENT DEGAGE.....			11 958,28

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	709 041,47	TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE	709 041,47
---	-------------------	---	-------------------

RESULTAT REPORTE DE N-1					
002 Résultat de fonctionnement reporté	v	0,00	002 Résultat de fonctionnement reporté	vi	0,00

TOTAL DES DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	709 041,47	TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	709 041,47
SOLDE D'EXECUTION (recettes – dépenses) (2)			0,00

(1) DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(2) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
EQUILIBRE FINANCIER-SECTION D'INVESTISSEMENT	A2.2

SECTION D'INVESTISSEMENT – REALISATIONS
(y compris les restes à réaliser N-1)

OPERATIONS REELLES

CHAP.	LIBELLE	MANDATS EMIS	TITRES EMIS
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	(1) 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	(2) 0,00	(3) 0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	(3) 0,00
21	Immobilisations corporelles	(2) 18 996,09	(3) 9 800,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(2) 0,00	(3) 0,00
23	Immobilisations en cours	(2) 0,00	(3) 0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00
45	Total des opérations pour compte de tiers	0,00	0,00
TOTAL DES OPERATIONS REELLES		I 18 996,09	II 9 800,00

BESOIN D'AUTOFINANCEMENT :	9 196,09
(Dépenses réelles – Recettes réelles)	

OPERATIONS D'ORDRE (4)

040	Opérations d'ordre entre sections	537,00	12 495,28
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00
TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE		III 537,00	IV 12 495,28

AUTOFINANCEMENT PROPRE A L'EXERCICE =	11 958,28
Solde des opérations d'ordre de section à section (précédé du signe – si négatif)	

RESULTATS ANTERIEURS			
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	V	0,00	VI 3 481,54
1068 Excédents de fonctionnement capitalisés			VII 0,00

TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	I + III + V	19 533,09	II + IV + VI + VII 25 776,82
---	--------------------	------------------	-------------------------------------

SOLDE D'EXECUTION (recettes – dépenses) (5) :	6 243,73
--	-----------------

(1) Hors 1068.

(2) Y compris les programmes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(5) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF			II
BALANCE GENERALE-DEPENSES			B1

MANDATS EMIS (y compris les restes à réaliser N-1)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	340 953,82		340 953,82
012	Charges de personnel et frais assimilés	355 551,15		355 551,15
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,70		0,70
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	40,52	1 177,00	1 217,52
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	11 318,28	11 318,28
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement –Total		696 546,19	12 495,28	709 041,47

+

Pour information – D 002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00
---	------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	709 041,47
--	-------------------

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	(5) 0,00		0,00
	Total des programmes d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	18 996,09	0,00	18 996,09
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(6) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		537,00	537,00
45	Opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
Dépenses d'investissement –Total		18 996,09	537,00	19 533,09

+

Pour information – D 001 Solde d'exécution reporté	0,00
--	------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	19 533,09
---	------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 61.

(3) Hors chapitres programmes.

(4) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état.

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(6) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
BALANCE GENERALE-RECETTES	B2

TITRES EMIS (y compris les restes à réaliser N-1)

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013 Atténuations de charges	2 386,20		2 386,20
60 Achats et variation des stocks		0,00	0,00
70 Prod. services, domaine, ventes diverses	338 506,50		338 506,50
71 Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72 Production immobilisée		0,00	0,00
74 Contributions et participations	13 467,47		13 467,47
75 Autres produits de gestion courante	352 397,34	0,00	352 397,34
76 Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77 Produits exceptionnels	1 746,96	537,00	2 283,96
78 Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79 Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total	708 504,47	537,00	709 041,47

+

Pour information – R 002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	709 041,47
--	-------------------

2-INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)

INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10 Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
13 Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18 Compte de liaison : affectation (BA)	(4) 0,00		0,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
204 Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21 Immobilisations corporelles	9 800,00	1 177,00	10 977,00
22 Immobilisations reçues en affectation	(5) 0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28 Amortissement des immobilisations		11 318,28	11 318,28
19 Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
45 Opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00
481 Charges à répartir		0,00	0,00
3... Stocks et en-cours		0,00	0,00
Recettes d'investissement –Total	9 800,00	12 495,28	22 295,28

+

Pour information – R 001 Solde d'exécution reporté	3 481,54
---	-----------------

+

1068 Excédent de fonctionnement capitalisé	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	25 776,82
---	------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 61.

(3) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état.

(4) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF						III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE						A

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts	Crédits employés ou restant à employer			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	373 457,00	340 953,82	0,00	0,00	32 503,18
	- Avec AE / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	- Hors AE / CP	373 457,00	340 953,82	0,00	0,00	32 503,18
012	Charges de personnel et frais assimilés	381 045,00	355 551,15	0,00	0,00	25 493,85
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	10,00	0,70	0,00	0,00	9,30
	- Avec AE / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	- Hors AE / CP	10,00	0,70	0,00	0,00	9,30
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	250,00	40,52	0,00	0,00	209,48
68	Dotations amortissements et provisions	0,00	0,00			0,00
022	Dépenses imprévues (2)	9 300,00				
023	Virement à la section d'investissement (2)	0,00				
042	Opérations d'ordre entre sections	13 200,00	12 495,28			704,72
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE		777 262,00	709 041,47	0,00	0,00	68 220,53

Pour information					
D002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00			

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	777 262,00	709 041,47	0,00	0,00	68 220,53
--	-------------------	-------------------	-------------	-------------	------------------

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts	Crédits employés ou restant à employer			Crédits annulés (1)
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	379 096,00	338 506,50	0,00	0,00	40 589,50
74	Contributions et participations	13 322,00	13 467,47	0,00	0,00	-145,47
75	Autres produits de gestion courante	384 844,00	352 397,34	0,00	0,00	32 446,66
013	Atténuations de charges	0,00	2 386,20	0,00	0,00	-2 386,20
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	1 746,96	0,00	0,00	-1 746,96
78	Reprises amortissements et provisions	0,00	0,00			0,00
042	Opérations d'ordre entre sections	0,00	537,00			-537,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE		777 262,00	709 041,47	0,00	0,00	68 220,53

Pour information					
R002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00			

Chap.	Libellé	Crédits ouverts	Crédits employés ou restant à employer			Crédits annulés (1)
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	777 262,00	709 041,47	0,00	0,00	68 220,53

(1) Crédits annulés = Crédits ouverts (BP + BS + DM + RAR N-1) – Crédits employés ou restant à employer (Mandats / Titres émis + Charges / Produits rattachés + Restes à réaliser au 31/12).

(2) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres ou de mandats (opérations sans réalisations).

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF						III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLES						A1

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts	Crédits employés ou restant à employer			Crédits annulés (2)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	373 457,00	340 953,82	0,00	0,00	32 503,18
60623	Alimentation	209 800,00	198 323,11	0,00	0,00	11 476,89
60631	Fournitures d'entretien	8 877,00	7 278,13	0,00	0,00	1 598,87
60632	Fournitures de petit équipement	1 800,00	1 620,30	0,00	0,00	179,70
6068	Autres matières et fournitures	765,00	328,99	0,00	0,00	436,01
611	Contrats de prestations de services	132 000,00	118 780,14	0,00	0,00	13 219,86
61558	Entretien autres biens mobiliers	13 300,00	8 536,74	0,00	0,00	4 763,26
6184	Versements à des organismes de formation	3 807,00	3 200,40	0,00	0,00	606,60
627	Services bancaires et assimilés	523,00	507,35	0,00	0,00	15,65
6288	Autres remboursements de frais	2 585,00	2 378,66	0,00	0,00	206,34
012	Charges de personnel et frais assimilés	381 045,00	355 551,15	0,00	0,00	25 493,85
6218	Autre personnel extérieur	2 532,91	2 955,07	0,00	0,00	-422,16
6331	Versement de transport	877,00	2 564,24	0,00	0,00	-1 687,24
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	974,00	1 019,61	0,00	0,00	-45,61
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	3 507,00	3 252,35	0,00	0,00	254,65
64111	Rémunération principale titulaires	171 293,00	172 254,09	0,00	0,00	-961,09
64112	SFT, indemnité résidence	1 826,00	2 793,20	0,00	0,00	-967,20
64113	NBI	2 249,00	2 249,28	0,00	0,00	-0,28
64118	Autres indemnités titulaires	46 862,00	47 161,07	0,00	0,00	-299,07
64131	Rémunérations personnel non titulaire	16 308,09	719,60	0,00	0,00	15 588,49
64162	Emplois d'avenir	20 727,00	18 225,66	0,00	0,00	2 501,34
6417	Rémunérations des apprentis	16 468,00	13 049,37	0,00	0,00	3 418,63
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	36 008,00	27 783,91	0,00	0,00	8 224,09
6453	Cotisations aux caisses de retraites	56 476,00	57 132,99	0,00	0,00	-656,99
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	1 366,00	961,71	0,00	0,00	404,29
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	25,00	0,00	0,00	-25,00
6478	Autres charges sociales diverses	2 500,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres charges	1 071,00	904,00	0,00	0,00	167,00
65	Autres charges de gestion courante	10,00	0,70	0,00	0,00	9,30
658	Charges diverses de gestion courante	10,00	0,70	0,00	0,00	9,30
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GESTION DES SERVICES (A) = (011 + 012 + 65 + 014)		754 512,00	696 505,67	0,00	0,00	58 006,33
66	Charges financières (B)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (C)	250,00	40,52	0,00	0,00	209,48
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	250,00	40,52	0,00	0,00	209,48
68	Dotations amortissements et provisions (D)	0,00	0,00			0,00
022	Dépenses imprévues (E)	9 300,00				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = A + B + C + D + E		764 062,00	696 546,19	0,00	0,00	67 515,81
023	Virement à la section d'investissement	0,00				
042	Opérations d'ordre entre sections (3)	13 200,00	12 495,28			704,72
675	Valeurs comptables immobilisation cédée	0,00	1 177,00			-1 177,00
6811	Dot. amort. et prov. immobilisations	13 200,00	11 318,28			1 881,72
043	Opérations ordre intérieur de la section (3)	0,00	0,00			0,00

TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE (= Prélèvement issu de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement)	13 200,00	12 495,28			704,72
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	777 262,00	709 041,47	0,00	0,00	68 220,53

Pour information D 002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00			
---	------	------	--	--	--

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	777 262,00	709 041,47	0,00	0,00	68 220,53
--	------------	------------	------	------	-----------

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (4)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes utilisé.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts (BP + BS + DM + RAR N-1) – Crédits employés ou restant à employer (Mandats / Titres émis + Charges / Produits rattachés + Restes à réaliser au 31/12).

(3) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre, DF 042 = RI 040, DF 043 = RF 043.

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF						III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLES						A2

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts	Crédits employés ou restant à employer			Crédits annulés (2)
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	379 096,00	338 506,50	0,00	0,00	40 589,50
7068	Autres prestations de services	192 540,00	186 166,44	0,00	0,00	6 373,56
70871	Remb. frais collectivité rattachement	186 556,00	152 340,06	0,00	0,00	34 215,94
74	Contributions et participations	13 322,00	13 467,47	0,00	0,00	-145,47
74712	Emplois d'avenir	13 322,00	13 467,47	0,00	0,00	-145,47
75	Autres produits de gestion courante	384 844,00	352 397,34	0,00	0,00	32 446,66
7552	PEC déficit bud. annexe par bud. princ.	384 844,00	352 397,34	0,00	0,00	32 446,66
013	Atténuations de charges	0,00	2 386,20	0,00	0,00	-2 386,20
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	2 386,20	0,00	0,00	-2 386,20
TOTAL GESTION DES SERVICES (A) = (70 + 74 + 75 + 013)		777 262,00	706 757,51	0,00	0,00	70 504,49
76	Produits financiers (B)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (C)	0,00	1 746,96	0,00	0,00	-1 746,96
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	640,00	0,00	0,00	-640,00
7788	Autres produits exceptionnels	0,00	1 106,96	0,00	0,00	-1 106,96
78	Reprises amortissements et provisions (D)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES = A + B + C + D		777 262,00	708 504,47	0,00	0,00	68 757,53
042	Opérations d'ordre entre sections (2)	0,00	537,00			-537,00
7761	Différences sur réalisations (négatives)	0,00	537,00			-537,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		0,00	537,00			-537,00
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		777 262,00	709 041,47	0,00	0,00	68 220,53

Pour information R 002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00			
--	------	------	--	--	--

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	777 262,00	709 041,47	0,00	0,00	68 220,53
--	-------------------	-------------------	-------------	-------------	------------------

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (4)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes utilisé.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts (BP + BS + DM + RAR N-1) – Crédits employés ou restant à employer (Mandats / Titres émis + Charges / Produits rattachés + Restes à réaliser au 31/12).

(3) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040, RF 043 = DF 043.

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Nature	Crédits ouverts	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
Dépenses d'équipement	22 100,00	18 996,09	0,00	3 103,91
- Non individualisées en programmes d'équipement	22 100,00	18 996,09	0,00	3 103,91
- Avec AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP / CP	22 100,00	18 996,09	0,00	3 103,91
- Individualisées en programmes d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
- Avec AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00
Subventions d'équipement à verser (c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00
- Avec AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses financières	1 081,54	0,00	0,00	1 081,54
040 Opérations d'ordre entre sections	537,00	537,00		0,00
041 Opérations patrimoniales	0,00	0,00		0,00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE	23 718,54	19 533,09	0,00	4 185,45

Pour information D 001 Solde d'exécution reporté	0,00	0,00		
---	------	------	--	--

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	23 718,54	19 533,09	0,00	4 185,45
---	------------------	------------------	-------------	-----------------

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Nature	Crédits ouverts	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
Recettes d'équipement	6 500,00	9 800,00	0,00	-3 300,00
Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'ordre entre sections	13 737,00	12 495,28		1 241,72
041 Opérations patrimoniales	0,00	0,00		0,00
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE I	20 237,00	22 295,28	0,00	-2 058,28

Pour information R 001 Solde d'exécution reporté	3 481,54	3 481,54		
---	----------	----------	--	--

Pour information 1068 Excédent de fonctionnement capitalisé	0,00	0,00		
--	------	------	--	--

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	23 718,54	25 776,82	0,00	-2 058,28
---	------------------	------------------	-------------	------------------

(1) Crédits annulés = Crédits ouverts (BP + BS + DM + RAR N-1) – Crédits employés ou restant à employer (Mandats / Titres émis + Charges / Produits rattachés + Restes à réaliser au 31/12).

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.1

DEPENSES NON INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
TOTAL		22 100,00	18 996,09	0,00	3 103,91
20	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	22 100,00	18 996,09	0,00	3 103,91
21578	Autre matériel et outillage technique	21 177,01	18 226,93	0,00	2 950,08
2184	Matériel de bureau et mobilier	922,99	769,16	0,00	153,83
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts (BP + BS + DM + RAR N-1) – Mandats / Titres émis – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.2

DEPENSES INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT

N°	Libellé	Crédits ouverts	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
	TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Crédits annulés = Crédits ouverts (BP + BS + DM + RAR N-1) – Crédits employés ou restant à employer (Mandats / Titres émis + Charges / Produits rattachés + Restes à réaliser au 31/12).

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.4

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT A VERSER	B2

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts (BP + BS + DM + RAR N-1) – Crédits employés ou restant à employer (Mandats / Titres émis + Charges / Produits rattachés + Restes à réaliser au 31/12).

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES FINANCIERES	B3

DEPENSES FINANCIERES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
	TOTAL	1 081,54	0,00	0,00	1 081,54
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	1 081,54			

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts (BP + BS + DM + RAR N-1) – Crédits employés ou restant à employer (Mandats / Titres émis + Charges / Produits rattachés + Restes à réaliser au 31/12).

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES D'EQUIPEMENT	B4

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
	TOTAL	6 500,00	9 800,00	0,00	-3 300,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	6 500,00	9 800,00	0,00	-3 300,00
21578	Autre matériel et outillage technique	6 500,00	9 800,00	0,00	-3 300,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (4)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts (BP + BS + DM + RAR N-1) – Crédits employés ou restant à employer (Mandats / Titres émis + Charges / Produits rattachés + Restes à réaliser au 31/12).

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES FINANCIERES	B5

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
	TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts (BP + BS + DM + RAR N-1) – Crédits employés ou restant à employer (Mandats / Titres émis + Charges / Produits rattachés + Restes à réaliser au 31/12).

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS	B6

RECAPITULATIF DES OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS (1)

Chap.	Libellé	Crédits ouverts	Mandats ou titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Opérations annulées (2)	Cumul des réalisations (3)
	TOTAL DEPENSES (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL RECETTES (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Voir le détail des opérations pour le compte de tiers en annexe IV-A5.

(2) A la clôture de l'opération, les crédits ouverts non consommés sont automatiquement annulés. En cas de déficit, le solde s'obtient par l'inscription d'une recette dans la rubrique « Financement par les SDIS ».

(3) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(4) Présenter une ligne par opération pour compte de tiers.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	B7

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Mandats ou titres émis	Crédits annulés (2)
040	DEPENSES (3)	537,00	537,00	0,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	537,00	537,00	0,00
	RECETTES (3)	13 737,00	12 495,28	1 241,72
040	Opérations d'ordre entre sections	13 737,00	12 495,28	1 241,72
21578	Autre matériel et outillage technique	537,00	1 177,00	-640,00
281578	Autre matériel et outillage technique	13 200,00	11 119,28	2 080,72
28184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	199,00	-199,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00		

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts (BP + BS + DM + RAR N-1) – Crédits employés ou restant à employer (Mandats / Titres émis + Charges / Produits rattachés + Restes à réaliser au 31/12).

(3) DF023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS PATRIMONIALES	B8

Chap. / Art. (1)	Libellé	Crédits ouverts	Mandats ou titres émis	Crédits annulés (2)
041	DEPENSES (3)	0,00	0,00	0,00
041	RECETTES (3)	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts (BP + BS + DM + RAR N-1) – Crédits employés ou restant à employer (Mandats / Titres émis + Charges / Produits rattachés + Restes à réaliser au 31/12).

(3) Les dépenses sont égales aux recettes.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	B9.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		1 081,54	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		0,00	0,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		1 081,54	0,00
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	1 081,54	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT	
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	B9.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		13 200,00	11 318,28
Ressources propres externes de l'année (a)		0,00	0,00
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b)		13 200,00	11 318,28
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
281578	Autre matériel et outillage technique	13 200,00	11 119,28
28184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	199,00
481...	Charges à répartir		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	11 318,28	0,00	3 481,54	0,00	14 799,82

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II 0,00
Ressources propres disponibles	IV 14 799,82
Solde	V = IV – II (2) 14 799,82

(1) Les comptes 169, 26, 27, 28 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – METHODES UTILISEES	A2

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION		Délibération du
	Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 500 €		
	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Logiciels bureautiques	3	15/12/2017
L	Prologiciels métiers	10	15/12/2017
L	Siège	15	15/12/2017
L	Mobilier	15	15/12/2017
L	Outillages	15	15/12/2017
L	Autres	15	15/12/2017

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 1424-32 par renvoi de l'article R. 3313-7 du CGCT) – ENTREES

IV
A6.1

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
TOTAL GENERAL			8 556,09	0,00	
Acquisitions à titre onéreux			8 556,09	0,00	
12/03/2018	ARMOIRE A BALAI 1 PORTE POUR CDF	R2018000000001	769,16	0,00	10
22/03/2018	ARMOIRE POSITIVE POUR CUISINE DIRECTION	R2018000000002	2 240,00	0,00	10
04/06/2018	COMPRESSEUR VITRINE REFRIGEREE CUISINE	R2018000000003	1 690,99	0,00	10
09/10/2018	CONTENEUR ISOTHERME EPP OUV FRONTAL GN	R2018000000004	289,21	0,00	1
09/10/2018	DESTRUCTEUR D'INSECTES FLYBOX 60	R2018000000005	93,22	0,00	1
09/10/2018	CHARIOT DE MANUTENTION INOX	R2018000000006	324,58	0,00	1
18/10/2018	CONTENEUR ISOTHERME EPP 64X44X62.5CM	R2018000000007	144,61	0,00	1
06/11/2018	ARMOIRE GREEN NEGATIVE 2 PORTES TROPIC	R2018000000008	1 850,00	0,00	5
06/11/2018	CHARIOT INOX A GLISSIERE AVEC TABLETTE	R2018000000009	222,25	0,00	1
06/11/2018	CHARIOT DE SERVICE INOX 2 PLATEAUX 80X50	R2018000000010	150,25	0,00	1
06/11/2018	CHARIOT DE SERVICE INOX 3 PLATEAUX 80X50	R2018000000011	171,82	0,00	1
16/11/2018	ARMOIRE FROIDE POSITIVE VENTILEE CDF STV	R2018000000012	610,00	0,00	5
Acquisitions à titre gratuit			0,00	0,00	
Mise à disposition			0,00	0,00	
Affectation			0,00	0,00	
Mises en concession ou affermage			0,00	0,00	
Divers			0,00	0,00	

(1) Si le bien acquis est amortissable, indiquer la durée d'amortissement.

IV – ANNEXES										IV
ELEMENTS DU BILAN – VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 1424-32 par renvoi de l'article R. 3313-7 du CGCT) – SORTIES										A6.2

Modalités et date de sortie (1)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortissement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	Valeur nette comptable le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins value (2)	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (3)
TOTAL GENERAL							0,00	0,00	
Cessions à titre onéreux							0,00	0,00	
Cessions à titre gratuit							0,00	0,00	
Mise à disposition							0,00	0,00	
Affectation							0,00	0,00	
Mises en concession ou affermage							0,00	0,00	
Mise à la réforme							0,00	0,00	
Divers							0,00	0,00	

(1) Afficher une ligne par cession, qu'elle soit totale ou partielle.
(2) Plus ou moins value = Prix de cession - Valeur nette comptable le jour de la cession.
(3) La valeur nette comptable au 31/12 est différente de 0 s'il s'agit de cessions partielles.

IV – ANNEXES		
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES OPERATIONS LIEES AUX CESSIIONS		
		IV
		A6.3

Pour mémoire		
Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	Crédits ouverts
		0,00

Produit des cessions		
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	Réalisations
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	640,00
		1 177,00

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

IV

C1

C1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		8,00	0,00	8,00	8,00	0,00	8,00
ADJOINT TECHNIQUE	C	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00
AGENT DE MAITRISE TECHNICIEN	C	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE SOCIALE (d)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ANIMATION (i)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		8,00	0,00	8,00	8,00	0,00	8,00

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.
 (2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.
 (4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :
 ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

IV

C1

C1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		Fondement du contrat (4)	CONTRAT Nature du contrat (5)
			Indice (8)	Euros		
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
APPRENTI		OTR		0,00	A Apprentissage	AA
APPRENTI		OTR		0,00	A Apprentissage	AA
EA		TECH		0,00	A contrats aidés	AA
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel.
ANIM : Animation.
PMI : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire de mairie des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire de mairie des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements composés de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels.
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXE	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	C4

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Crédits ouverts	Réalisations - Mandats ou titres émis (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	15 465 566,56	7 986 656,45	4 596,22	7 474 313,89
RECETTES	15 465 566,56	9 664 061,71	41 800,00	5 759 704,85
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	96 695 698,35	83 524 892,47	0,00	13 170 805,88
RECETTES	96 695 698,35	87 543 308,23	0,00	9 152 390,12

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budgets)

BUDGET Budget Restauration - N° SIRET : 28760001900072				
SECTION	Crédits ouverts	Réalisations - Mandats ou titres émis (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	23 718,54	19 533,09	0,00	4 185,45
RECETTES	23 718,54	22 295,28	0,00	1 423,26
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	777 262,00	709 041,47	0,00	68 220,53
RECETTES	777 262,00	709 041,47	0,00	68 220,53

(1) Y compris les rattachements.

**3 – PRESENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES
(Avant la neutralisation des flux réciproques)**

SECTION	Crédits ouverts	Réalisations - Mandats ou titres émis (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	15 489 285,10	8 006 189,54	4 596,22	7 478 499,34
RECETTES	15 489 285,10	9 686 356,99	41 800,00	5 761 128,11
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	97 472 960,35	84 233 933,94	0,00	13 239 026,41
RECETTES	97 472 960,35	88 252 349,70	0,00	9 220 610,65

(1) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXE	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	C4

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (Cf. liste des principales opérations en annexe de la M. 61) (1)

SECTION	Crédits ouverts	Réalisations - Mandats ou titres émis (2)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	571 400,00	505 262,61	0,00	66 137,39
RECETTES	571 400,00	504 737,40	0,00	66 662,60

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (Après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Crédits ouverts	Réalisations - Mandats ou titres émis (2)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	15 489 285,10	8 006 189,54	4 596,22	7 478 499,34
RECETTES	15 489 285,10	9 686 356,99	41 800,00	5 761 128,11
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	96 901 560,35	83 728 671,33	0,00	13 172 889,02
RECETTES	96 901 560,35	87 747 612,30	0,00	9 153 948,05
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	112 390 845,45	91 734 860,87	4 596,22	20 651 388,36
TOTAL GENERAL DES RECETTES	112 390 845,45	97 433 969,29	41 800,00	14 915 076,16

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),

A , le

Délibéré par le conseil d'administration, réuni en session

A , le

Les membres du conseil d'administration,

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
12
- Pouvoirs :
4
- Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**BUDGET ANNEXE RESTAURATION – REPRISE ANTICIPEE DES RESULTATS
DE L'EXERCICE 2017**

Le 14 février 2018, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 31 janvier 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 12 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU, Florence DURANDE.
MM. Bastien CORITON, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

Mme Nacera VIEUBLE.
MM. Eric BLOND, Christian DUVAL.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Luc TACONNET, le Caporal-chef Mathieu GIBASSIER, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Monsieur Philippe LEROY à Monsieur André GAUTIER
Monsieur Guillaume COUTEY à Monsieur Bastien CORITON
Madame Florence THIBAudeau RAINOT à Madame Sophie ALLAIS
Monsieur Luc LEMONNIER à Monsieur Sébastien TASSERIE

Étaient absents excusés :

Mmes Blandine LEFEBVRE - représentée, Florence THIBAudeau RAINOT.
MM. Guillaume COUTEY, Luc LEMONNIER, Didier REGNIER – représenté, Jean-Pierre THEVENOT, le Commandant Samuel PERDRIX - représenté, le Commandant Hervé TESNIERE, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

L'article L.2311-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) permet de reporter au budget de manière anticipée (sans attendre le vote du compte administratif et dans leur intégralité) les résultats de l'exercice antérieur.

Ces résultats doivent être justifiés par :

- une fiche de calcul prévisionnel (établie par l'ordonnateur et attestée par le comptable)
- les états des restes à réaliser au 31 décembre 2017 (établis par l'ordonnateur),
- et soit le compte de gestion s'il a pu être établi, soit une balance et un tableau des résultats de l'exécution du budget (produits et visés par le comptable).

Le résultat de clôture prévisionnel du budget annexe du Service départemental d'incendie et de secours (Sdis 76) pour 2017 s'établit ainsi qu'il suit :

	Réalisations	Reste à réaliser	Total
<u>Fonctionnement</u>			
Recettes	767 667,90 €		767 667,90 €
Dépenses	767 667,90 €		767 667,90 €
Résultat de l'exercice	(A) 0,00 €		0,00 €
Résultat 2016 reporté	(B) 0,00 €		0,00 €
Résultat 2017 fonct.	(C) 0,00 €		0,00 €
<u>Investissement</u>			
Recettes	11 946,58 €		11 946,58 €
Dépenses	23 035,85 €		23 035,85 €
Résultat de l'exercice	-11 089,27 €		-11 089,27 €
Résultat 2016 reporté	14 570,81 €		14 570,81 €
Résultat 2017 fonct.	(D) 3 481,54 €	(E)	(F) 3 481,54 €
Résultat final global	3 481,54 €	0,00 €	3 481,54 €

La section d'investissement présente un excédent de financement de 3 481,54 €. Il n'y a donc pas de réserve obligatoire à constituer au compte 1068.

Le solde de fonctionnement de l'exercice 2016 est nul grâce à la subvention d'équilibre provenant du budget principal pour un montant de 387 584,66 €. Il n'y a pas de résultat de fonctionnement à reporter.

L'ensemble de ces montants sera inscrit dans le budget annexe.

La délibération d'affectation définitive du résultat interviendra après le vote du compte administratif.

Si le compte administratif fait apparaître une différence avec les montants reportés par anticipation, l'assemblée délibérante devra procéder à leur régularisation et à la reprise du résultat dans la plus proche décision budgétaire suivant le vote du compte administratif et, en tout état de cause, avant la fin de l'exercice 2018.

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,



André GAUTIER

BUDGET ANNEXE RESTAURATION

REPRISE DES RESULTATS DE L'EXERCICE 2017

COMPTE ADMINISTRATIF N-1 Voté le2018		REPRISE ANTICIPEE (si le compte administratif n'est pas voté)	
Résultat de fonctionnement N-1		Résultat de fonctionnement N-1	
<u>A - Résultat de l'exercice</u>		<u>A - Résultat de l'exercice</u>	0,00 €
précédé du signe		précédé du signe	
(excédent) + ou - (déficit)		(excédent) + ou - (déficit)	
<u>B - Résultats antérieurs reportés</u>		<u>B - Résultats antérieurs reportés</u>	0,00 €
ligne 002 du compte administratif N-1		par délibération n° 2016-CA-08 sur l'affectation du résultat N-2	
précédé du signe		précédé du signe	
(excédent) + / ou - (déficit)		(excédent) + ou - (déficit)	
<u>C - Résultat à affecter</u>		<u>C - Résultat à affecter</u>	0,00 €
= A + B (hors restes à réaliser)		= A + B (hors restes à réaliser)	
(si C est négatif, report du déficit ligne 002 ci-dessous)		(si C est négatif, report du déficit ligne 002 ci-dessous)	
Investissement		Investissement	
<u>D - Solde d'exécution N-1</u>		<u>D - Solde d'exécution N-1 estimé</u>	3 481,54 €
précédé du signe		précédé du signe	
(excédent) + ou - (déficit)		(excédent) + ou - (déficit)	
D 001 (besoin de financement)		D 001 (besoin de financement)	
R 001 (excédent de financement)		R 001 (excédent de financement)	
<u>E - Solde des restes à réaliser d'investissement N-1</u>		<u>E - Solde des restes à réaliser d'investissement N-1</u>	0,00 €
Besoin de financement		Besoin de financement	
Excédent de financement		Excédent de financement	
<u>F - Besoin de financement = D + E</u>		<u>F - Besoin de financement = D + E</u>	0,00 €
<u>AFFECTATION = C = G + H</u>		<u>REPRISE ANTICIPEE = C = G + H</u>	0,00 €
1) Affectation en réserves R 1068 en investissement		1) Prévision d'affectation en réserves R 1068 en investissement	0,00 €
G = au minimum, couverture du besoin de financement (F)		G = au minimum, couverture du besoin de financement (F)	
2) H = report en fonctionnement R 002		2) H = report en fonctionnement R 002 (si C) F, H = C - G)	0,00 €
<u>DEFICIT REPORTE D 002</u>		<u>DEFICIT REPORTE D 002</u>	

Yvetot, le 5 FEV. 2018

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur départemental,

Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE

Le Payeur Départemental,

Monsieur GRESSER

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
12
- Pouvoirs :
4
- Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

BUDGET PRIMITIF 2018 – BUDGET ANNEXE RESTAURATION

Le 14 février 2018, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 31 janvier 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 12 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU, Florence DURANDE.
MM. Bastien CORITON, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

Mme Nacera VIEUBLE.
MM. Eric BLOND, Christian DUVAL.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Luc TACONNET, le Caporal-chef Mathieu GIBASSIER, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Monsieur Philippe LEROY à Monsieur André GAUTIER
Monsieur Guillaume COUTEY à Monsieur Bastien CORITON
Madame Florence THIBAUDEAU RAINOT à Madame Sophie ALLAIS
Monsieur Luc LEMONNIER à Monsieur Sébastien TASSERIE

Étaient absents excusés :

Mmes Blandine LEFEBVRE - représentée, Florence THIBAUDEAU RAINOT.
MM. Guillaume COUTEY, Luc LEMONNIER, Didier REGNIER – représenté, Jean-Pierre THEVENOT, le Commandant Samuel PERDRIX - représenté, le Commandant Hervé TESNIERE, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Ce projet de budget annexe (BA) intègre les résultats prévisionnels de l'exercice antérieur, adoptés par délibération lors de la présente séance. Les résultats 2017 définitifs seront constatés lors de l'adoption du compte administratif 2017.

Le projet de budget annexe restauration pour 2018 s'équilibre, en recettes et en dépenses, pour un montant global de 793 943,54 €, réparti à hauteur de 777 262,00 € en fonctionnement et 16 681,54 € en investissement.

Globalement, ce budget se situe en diminution de plus de 8 % par rapport aux crédits 2017.

Dépenses (en € HT)	Budget 2017 (BP+DM+VC) + Reports		Budget primitif 2018 + Reports		Variation	
	Réelles	Ordre	Réelles	Ordre	€	%
Investissement	27 070,81 €		16 681,54 €		- 10 389,27 €	-38,38%
Fonctionnement	823 948,00 €	12 500,00 €	764 062,00 €	13 200,00 €	- 59 886,00 €	-7,27%
TOTAL	851 018,81 €	12 500,00 €	780 743,54 €	13 200,00 €	- 69 575,27 €	-8,06%

Recettes (en € HT)	Budget 2017 (BP+DM) + Reports		Budget primitif 2018 + Reports		Variation	
	Réelles	Ordre	Réelles	Ordre	€	%
Investissement	14 570,81 €	12 500,00 €	3 481,54 €	13 200,00 €	- 10 389,27 €	-38,38%
Fonctionnement	836 448,00 €		777 262,00 €		- 59 186,00 €	-7,08%
TOTAL	851 018,81 €	12 500,00 €	780 743,54 €	13 200,00 €	- 69 575,27 €	-8,06%

Derrière ces tendances globales, il existe des variations qu'il importe d'appréhender au travers d'un exposé plus détaillé des différentes inscriptions ; exposé qui débutera par la section de fonctionnement, avant de se poursuivre sur l'investissement.

I – Section de fonctionnement

A – Les dépenses de fonctionnement

Chapitre	Libellé	Budget 2017 (BP+DM+VC) + Reports	Budget primitif 2018 + Reports	Variation (€)	Variation (%)
011	Charge à caractère général	390 360,00 €	373 457,00 €	- 16 903,00 €	-4,33%
012	Charges de personnel	392 487,00 €	381 045,00 €	- 11 442,00 €	-2,92%
65	Autres charges de gestion courante	2,00 €	10,00 €	8,00 €	400,00%
Total dépenses / gestion des services		782 849,00 €	754 512,00 €	- 28 337,00 €	-3,62%
66	Charges financières	- €	- €	- €	NC
67	Charges exceptionnelles	26 100,00 €	250,00 €	- 25 850,00 €	-99,04%
022	Dépenses imprévues	14 999,00 €	9 300,00 €	- 5 699,00 €	-38,00%
Total dépenses réelles de fonctionnement		823 948,00 €	764 062,00 €	- 59 886,00 €	-7,27%
042	Opérations d'ordre entre sections	12 500,00 €	13 200,00 €	700,00 €	5,60%
Total général dépenses de fonctionnement		836 448,00 €	777 262,00 €	- 59 186,00 €	-7,08%

• Les charges à caractère général (chapitre 011) :

Ces charges représentent près de 48 % des dépenses de fonctionnement 2018 et sont en diminution de 4,33 % par rapport à 2017.

La prise en charge des frais de formation du personnel de la restauration directement sur ce budget et l'actualisation du marché de restauration collective du Centre départemental de formation (en fonction de l'évolution des indices de prix et du nombre de stagiaires à accueillir), contribuent à

augmenter les crédits de certains postes. Cependant, la réduction des dépenses s'explique au final par un ajustement des prévisions en matière d'achat de denrées alimentaires, de produits d'entretien et de petits matériels et par l'espoir de maîtriser les dépenses d'entretien et de réparations des matériels compte tenu du fort renouvellement des équipements réalisé en 2017.

● Les charges de personnel (chapitre 012) :

Depuis l'exercice 2017, les frais de personnel du service de restauration sont directement imputés sur ce budget et non plus sur le budget principal.

Les prévisions 2018 représentent près de 49 % des dépenses de fonctionnement. Cette enveloppe est dimensionnée pour 12 agents (dont 1 en disponibilité) représentant 10 équivalents temps plein.

Ce poste prévoit une baisse de 2,92 % et s'explique notamment par la baisse du nombre d'équivalent temps plein suite au non remplacement de 2 agents à temps non complet dont les contrats sont arrivés à échéance.

● Les autres charges de gestion courante (chapitre 65) :

Ce chapitre, bien que d'un montant minime, connaît une forte progression pour permettre de régulariser les écarts entre les données comptables et les données arrondis lors de la déclaration de TVA.

● Les charges exceptionnelles (chapitre 67) :

La mise en place d'une facturation interne des repas bénéficiant aux agents formés ou aux personnes conviés à des déjeuners de travail simplifie la gestion de la TVA et supprime les écritures qui passaient au compte 678 « Autres charges exceptionnelles » ; ce qui explique la baisse de 99% des crédits par rapport à 2017.

De ce fait, la prévision inscrite au 6711 renvoie aux seuls éventuels versements d'intérêts moratoires.

● La dotation aux amortissements (chapitre 042) :

Le montant de la dotation aux amortissements pour 2017 est estimé à 13 200 € en augmentation de 1,70 % par rapport à 2017.

Cette augmentation est la conséquence des renouvellements de matériels réalisés sur l'exercice précédent.

● Les dépenses imprévues (chapitre 022) :

Un montant de 9 300,00 € est inscrit sur ce chapitre pour assurer la continuité du service, notamment en cas d'absence du personnel.

B – Les recettes de fonctionnement

Chapitre	Libellé	Budget 2017 (BP+DM) + Reports	Budget primitif 2018 + Reports	Variation (€)	Variation (%)
70	Produits des services	140 000,00 €	379 096,00 €	239 096,00 €	170,78%
74	Contributions et participations	13 199,00 €	13 322,00 €	123,00 €	0,93%
75	Autres produits de gestion courante	673 249,00 €	384 844,00 €	-288 405,00 €	-42,84%
013	Atténuation de charges	10 000,00 €	- €	- 10 000,00 €	-100,00%
Total recettes / gestion des services		836 448,00 €	777 262,00 €	- 59 186,00 €	-7,08%
77	Produits exceptionnels	- €	- €	- €	NC
002	Solde d'exécution reporté	- €	- €	- €	NC
Total général recettes de fonctionnement		836 448,00 €	777 262,00 €	- 59 186,00 €	-7,08%

Les propositions formulées portent le budget de la restauration à 777 262,00 € en recettes de fonctionnement, soit une baisse de 7,08 % par rapport à 2017.

● Les produits des services (chapitre 70) :

L'an dernier, ce chapitre portait exclusivement les repas dont nous souhaitons clarifier le flux financier. Cette enveloppe progresse de 46 556,00 €.

A la demande des services de la Paierie départementale, il nous est désormais demandé d'y inscrire les repas encaissés directement par le régisseur auprès du personnel.

Ces recettes qui étaient enregistrées auparavant à l'article 758 « Produits divers de gestion courante » seront désormais enregistrés au chapitre 70, article 7068 « Prestations de services – Autres prestations de services ». Les crédits ont été prévus à hauteur de 192 540,00 €. L'estimation correspond aux recettes encaissées en 2017 sur laquelle il a été appliqué l'évolution des tarifs adoptée (+ 1 %).

Ce qui explique la forte progression de ce chapitre.

● Les contributions et participations (chapitre 74) :

Cette inscription correspond à l'aide financière perçue par le Sdis au titre des emplois d'avenir pour un agent affecté au service restauration du site de la Direction.

● Les autres produits de gestion courante (chapitre 75) :

Compte tenu du changement de méthode évoqué précédemment, le chapitre 75 pointe, désormais, uniquement l'article 7552 « prise en charge du déficit », qui fait référence à la subvention d'équilibre versée par le budget principal au budget annexe restauration. Celle-ci représente près de 50% des recettes de fonctionnement.

● Les atténuations de charges (chapitre 013) :

Les crédits inscrits sur ce chapitre en 2017 correspondaient aux remboursements de rémunération liés à l'arrêt maladie d'un agent contractuel du service restauration qui ne fait plus partie des effectifs. Le caractère aléatoire de ces recettes et le fait que la majorité de l'effectif du service soit composée de titulaires ont conduit à ne pas inscrire de tels crédits sur 2018.

II – Section d'investissement

La section d'investissement s'élève à 27 070,81 €, diminution de 38,38 % par rapport aux crédits budgétés en 2017.

A – Les dépenses d'investissement

L'enveloppe des dépenses d'investissement se ventile sur deux postes principaux :

- une inscription pour un montant de 15 600,00 € au chapitre 21 « immobilisations corporelles », permettant le renouvellement des matériels amortis et potentiellement à remplacer,
- une enveloppe de 1 081,54 € dédiée aux dépenses imprévues.

Chapitre	Libellé	Budget 2017 (BP+DM+ VC) + Reports	Budget primitif 2018 + Reports	Variation (€)	Variation (%)
21	Immobilisations corporelles	25 265,88 €	15 600,00 €	- 9 665,88 €	-38,26%
020	Dépenses imprévues	1 804,93 €	1 081,54 €	- 723,39 €	-40,08%
Total général dépenses d'investissement		27 070,81 €	16 681,54 €	- 10 389,27 €	-38,38%

L'ensemble de ces dépenses est intégralement financé par la dotation aux amortissements et le solde d'exécution 2017 reporté.

B – Les recettes d'investissement

Les recettes d'investissement se chiffrent à 16 681,54 €. Elles sont composées à près de 21 % par le solde d'exécution 2017 et à 79 % par la dotation aux amortissements.

Chapitre	Libellé	Budget 2017 (BP+DM) + Reports	Budget primitif 2018 + Reports	Variation (€)	Variation (%)
042	Opération d'ordre entre sections	12 500,00 €	13 200,00 €	700,00 €	5,60%
001	Solde d'exécution reporté	14 570,81 €	3 481,54 €	- 11 089,27 €	-76,11%
Total général recettes d'investissement		27 070,81 €	16 681,54 €	- 10 389,27 €	-38,38%

Le solde d'exécution reporté connaît une baisse de plus de 76 % essentiellement en raison de l'autofinancement des différents matériels renouvelés en 2017 qui a conduit à consommer l'excédent qui existait sur ce budget.

*

**

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
11
- Pouvoirs :
2
- Votants :
13

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

BUDGET ANNEXE RESTAURATION – AFFECTATION DES RESULTATS 2017

Le 28 juin 2018, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 12 juin 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 11 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Florence DURANDE, Blandine LEFEBVRE.

MM. Bastien CORITON, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléant

M. Eric BLOND.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Luc TACONNET, le Commandant Hervé TESNIERE, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Stéphane JARLÉGAND, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Madame Florence THIBAudeau RAINOT à Monsieur André GAUTIER,
Monsieur Luc LEMONNIER à Monsieur Sébastien TASSERIE.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU, Florence THIBAudeau RAINOT.

MM. Guillaume COUTEY, Luc LEMONNIER, Philippe LEROY, Jean-Pierre THEVENOT, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Commandant Samuel PERDRIX - représenté, le Lieutenant Hervé PASQUIER.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2311-5 et R.2311-11 et suivants, fixant les règles de l'affectation des résultats.

*

**

La délibération d'affectation des résultats doit intervenir après le vote du compte administratif et les résultats doivent être intégrés lors de la décision budgétaire qui suit le vote du compte administratif.

Le Conseil d'administration vient d'adopter le compte administratif de l'exercice 2017.

Les résultats définitifs d'exécution du budget annexe de la restauration du Service départemental d'incendie et de secours (Sdis 76) pour l'exercice 2017 sont identiques aux résultats anticipés intégrés au budget primitif 2018, à savoir :

	Investissement	Fonctionnement	Total
Résultat hors restes à réaliser			
Excédent	3 481,54 €	<u>0,00 €</u>	3 481,54 €
Déficit			
Restes à réaliser			
Excédent			
Déficit			
Résultat final			
Excédent	<u>3 481,54 €</u>	0,00 €	3 481,54 €
Déficit			

Il convient donc d'affecter le résultat définitif de la section de fonctionnement en sachant :

- 1) qu'il convient, en priorité, d'affecter en réserve obligatoire (au compte 1068) une somme au moins égale au déficit d'investissement constaté ;
- 2) que le reliquat peut être affecté librement : en tout ou partie, il est soit reporté en recettes de fonctionnement (au compte 002), soit affecté en investissement en réserve complémentaire pour financer de nouvelles dépenses (au compte 1068).

Il est proposé de confirmer l'affectation de l'excédent de la section de fonctionnement du budget annexe de la restauration pour l'exercice 2018 retenue lors de la reprise anticipée des résultats au cours de la séance du Conseil d'administration du 05 février 2018, à savoir :

	Compte	Affectation
Affectation minimale	1068 – Excédents de fonctionnement capitalisés	Sans objet
Fonctionnement	002 – Excédents antérieurs reportés	0,00 €
TOTAL		0,00 €

*

**

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,



André GAUTIER

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
14
- Pouvoirs :
1
- Voix :
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

BUDGET ANNEXE 2018 – DECISION MODIFICATIVE N°1

Le 13 décembre 2018, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 28 novembre 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 14 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Florence DURANDE, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAUDEAU RAINOT.

MM. Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

Mme Virginie LUCOT-AVRIL.

M. Philippe LEROY.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Commandant Luc TACONNET, le Sergent Mathieu GIBASSIER, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Benoît LEMAIRE, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Madame Chantal COTTEREAU à Monsieur André GAUTIER.

Étaient absents excusés :

Mme Chantal COTTEREAU.

MM. Eric BLOND, Luc LEMONNIER - représenté, Jean-Pierre THEVENOT, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Samuel PERDRIX - représenté, le Commandant Hervé TESNIERE, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L1612-11,
- l'instruction budgétaire et comptable M61,
- la délibération n°2018-CA-08 en date du 14 février 2018 approuvant le budget primitif 2018 du Budget annexe Restauration.

*

**

La présente Décision Modificative (DM) permet de procéder à la régularisation des écritures de cession des caisses des restaurants de la Direction et du site de Gambetta, réalisées en toute fin d'année 2017, pour adapter le matériel à la nouvelle réglementation en matière d'édition de tickets et de TVA.

Les flux budgétaires de cette décision modificative sont résumés dans le tableau ci-dessous :

Budget principal	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Investissement			
Dépenses	6 500,00 €	537,00 €	7 037,00 €
Chapitre 040 "Opérations d'ordre entre sections"		537,00 €	537,00 €
Chapitre 21 "Dépenses d'équipement"	6 500,00 €	0,00 €	6 500,00 €
Recettes	6 500,00 €	537,00 €	7 037,00 €
Chapitre 040 "Opérations d'ordre entre sections"		537,00 €	537,00 €
Chapitre 21 "Dépenses d'équipement"	6 500,00 €	0,00 €	6 500,00 €

*

**

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20181213-2018-CA-34-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/12/2018

Publication : 14/12/2018





**Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime**

YVETOT, LE 31/12/2017

ETAT DES RATTACHEMENTS 2017 – BUDGET ANNEXE

Groupement des Finances et de la Commande Publique

Service des Affaires Budgétaires et financières

Affaire suivie par : **Béatrice DUFOUR**

Téléphone : 02 32 70 70 83

Courriel : budgetcompta@sdis76.fr

Mouvement	Code tiers	Nom tiers	Libellé	Article	Montant HT	Montant TTC
RES1700005	23469	YBERT ET FILS	CUISINE GAMBETTA(RATTACH.)	60623	69,40	73,22
RES1700005	23469	YBERT ET FILS	CUISINE DIRECTION(RATTACH.)	60623	59,75	63,04
RES1700007	25198	LEMARCHAND SAS	ALIMENTATION ANNEE 2017(RATTACH.)	60623	366,20	386,34
RES1700010	14042	SOUDRY SA	FRUITS ET LEGUMES CUISINE DIRE(RATTACH.)	60623	170,05	179,40
RES1700012	50360	SILLIKER SAS	ANALYSES CUISINE DIRECTION(RATTACH.)	6288	92,93	111,52
RES1700014	14886	BRAKE FRANCE	ALIMENTATION CUISINES ANNEE 20(RATTACH.)	60623	195,17	205,90
RES1700014	14886	BRAKE FRANCE	ALIMENTATION CUISINES ANNEE 20(RATTACH.)	60623	116,60	123,01
RES1700014	14886	BRAKE FRANCE	ALIMENTATION CUISINES ANNEE 20(RATTACH.)	60623	187,13	197,43
RES1700014	14886	BRAKE FRANCE	ALIMENTATION CUISINES ANNEE 20(RATTACH.)	60623	154,46	185,35
RES1700014	14886	BRAKE FRANCE	CUISINE GAMBETTA(RATTACH.)	60623	793,85	837,51
RES1700018	22398	POMONA	CUISINE DIRECTION(RATTACH.)	60623	124,72	131,58
RES1700018	22398	POMONA	CUISINE DIRECTION(RATTACH.)	60623	41,40	43,68
RES1700020	32641	DAVIGEL SAS	CUISINE DIRECTION(RATTACH.)	60623	266,79	281,46
RES1700020	32641	DAVIGEL SAS	ALIMENTATION CUISINES ANNEE 20(RATTACH.)	60623	39,57	41,75
RES1700020	32641	DAVIGEL SAS	CUISINE DIRECTION(RATTACH.)	60623	188,39	198,75
RES1700020	32641	DAVIGEL SAS	ALIMENTATION CUISINES ANNEE 20(RATTACH.)	60623	145,80	153,82
RES1700020	32641	DAVIGEL SAS	ALIMENTATION CUISINES ANNEE 20(RATTACH.)	60623	80,11	84,52
RES1700020	32641	DAVIGEL SAS	ALIMENTATION CUISINES ANNEE 20(RATTACH.)	60623	6,44	6,79
RES1700020	32641	DAVIGEL SAS	ALIMENTATION CUISINES ANNEE 20(RATTACH.)	60623	39,09	41,24
RES1700020	32641	DAVIGEL SAS	ALIMENTATION CUISINES ANNEE 20(RATTACH.)	60623	44,25	46,68
RES1700030	24042	JDC NORMANDIE	MAINTENANCE ANNUELLE TPE(RATTACH.)	611	553,48	664,18
RES1700030	24042	JDC NORMANDIE	MAINTENANCE ANNUELLE TPE(RATTACH.)	611	553,48	664,18
RES1700039	21441	POMONA EPISAVEURS	CUISINE DIRECTION(RATTACH.)	60623	172,05	181,51
RES1700039	21441	POMONA EPISAVEURS	CUISINE DIRECTION(RATTACH.)	60623	3,25	3,43
RES1700039	21441	POMONA EPISAVEURS	CUISINE DIRECTION(RATTACH.)	60623	11,63	13,96
RES1700039	21441	POMONA EPISAVEURS	CUISINE GAMBETTA(RATTACH.)	60623	11,00	13,20
RES1700039	21441	POMONA EPISAVEURS	CUISINE GAMBETTA(RATTACH.)	60623	300,89	317,44
RES1700039	21441	POMONA EPISAVEURS	CUISINE GAMBETTA(RATTACH.)	60623	65,70	69,31
RES1700039	21441	POMONA EPISAVEURS	CUISINE DIRECTION(RATTACH.)	60623	165,66	174,77
RES1700045	24006	TLC	CUISINE GAMBETTA(RATTACH.)	60623	46,08	48,61
RES1700094	8619	RLD 2 UNITE DE ROUEN	LOCATION ENTRETIEN LINGE CUISI(RATTACH.)	611	210,32	252,38
RES1700094	8619	RLD 2 UNITE DE ROUEN	LOCATION ENTRETIEN LINGE CUISI(RATTACH.)	611	157,49	188,99
RES1700327	32554	G FROID	REPARATION FOUR A LA DIRECTION(RATTACH.)	61558	1 653,73	1 984,48
RES1700389	32554	G FROID	REPARATION FRIGO CDF ST VALERY(RATTACH.)	61558	421,88	506,26
RES1700403	32554	G FROID	REPARATION FRIGO GAMBETTA(RATTACH.)	61558	149,70	179,64
RES1700436	32554	G FROID	REPARATION FRIGO DIRECTION(RATTACH.)	61558	125,00	150,00
					7 783,44	8 805,33

Pour le Président et par délégation,
Le chef du Groupement Finances et
Commande Publique adjoint,

Jean-François BOULANGER

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice

Nombre de membres présents

Nombre de suffrages exprimés

VOTES :

Pour 11

Contre 0

Abstentions 0

Date de convocation : 21 mai 2019

Présenté par le Président, M. GAUTIER André, à YVETOT, le 04 Juin 2019

Le président

Monsieur GAUTIER André

Délibéré par le conseil d'administration, réuni en session, à YVETOT,

le 04 Juin 2019

Membres représentant le département	
Le président	Suppléante
Monsieur GAUTIER André	Madame TESSIER Dominique
Titulaires	Suppléants
Madame ALLAIS Sophie	Monsieur ROUSSELIN Jean-Louis
Madame CANU Pierrette	Monsieur MARCHE Frédéric
Madame COTTEREAU Chantal	Madame CARON Marine
Madame DURANDE Florence	Monsieur BERTRAND Nicolas
Madame LEFEBVRE Blandine	Monsieur DUVAL Christian
Monsieur LEJEUNE Michel	Madame MSICA GUEROUT Christelle
Madame LUCOT-AVRIL Virginie	
Monsieur REGNIER Didier	Madame VIEUBLE Nacéra
Monsieur TASSERIE Sébastien	Madame SINEAU PATRY Cécile
Madame THIBAUDEAU RAINOT Florence	Madame FLAVIGNY Catherine

Membres représentant les communes	
Titulaires	Suppléants
Monsieur BLOND Eric	
Monsieur CORITON Bastien <i>Bastien Coriton</i>	Madame DUPARC Fabienne
Madame GAUTIER-HURTADO Maria-Dolorès	<i>[Signature]</i>
Monsieur THEVENOT Jean-Pierre	
Membres représentant les EPCI	
Titulaires	suppléants
Monsieur COUTEY Guillaume	Madame DIALLO-CISSE Dieynaba
Monsieur LEROY Philippe <i>Ps [Signature]</i>	

Certifié exécutoire par le président, compte tenu de la transmission en préfecture le
et de la publication le

A YVETOT, le.....

N°DCA-2019-020

- Membres théoriques : 17
- Membres en exercice : 17
- Membres présents : 11
- Pouvoir : 1
- Votants : 12

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

BUDGET PRINCIPAL – AFFECTATION DES RESULTATS DE L'EXERCICE 2018

Le 04 juin 2019, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 mai 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 11 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Florence DURANDE, Virginie LUCOT-AVRIL.
MM. Bastien CORITON, Michel LEJEUNE, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

Mme Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO.
MM. Christian DUVAL, Philippe LEROY.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant André GUEROULT, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Benoît LEMAIRE, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoir :

Madame Florence THIBAudeau RAINOT à Monsieur Sébastien TASSERIE.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU, Blandine LEFEBVRE – représentée, Florence THIBAudeau RAINOT.
MM. Eric BLOND, Guillaume COUTEY, Didier REGNIER, Jean-Pierre THEVENOT, le Commandant Samuel PERDRIX, le Commandant Hervé TESNIERE, le Lieutenant Hervé PASQUIER.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles, L2311-5 et R2311-11 et suivants,*
- *l'instruction budgétaire et comptable M61,*
- *la délibération n°DCA-2019-019 du Conseil d'administration du 04 juin 2019 approuvant le compte administratif 2018.*

*

* *

La délibération d'affectation des résultats doit intervenir après le vote du compte administratif et les résultats doivent être intégrés lors de la décision budgétaire qui suit le vote du compte administratif.

Le Conseil d'administration vient d'adopter le compte administratif de l'exercice 2018.

Pour mémoire, les résultats définitifs d'exécution du Budget principal du Sdis 76 pour l'exercice 2018 sont les suivants :

	Investissement	Fonctionnement	Total
Résultat hors restes à réaliser			
Excédent	3 178 669,87 €	<u>14 220 656,11 €</u>	17 399 326,00 €
Déficit			
Restes à réaliser			
Excédent	37 203,78 €	0,00 €	37 203,78 €
Déficit			
Résultat final			
Excédent	<u>3 215 873,65 €</u>	14 220 656,11 €	17 436 529,76 €
Déficit			

Il convient donc d'affecter le résultat définitif de la section de fonctionnement en sachant :

- 1) qu'il convient, en priorité, d'affecter en réserve obligatoire (au compte 1068) une somme au moins égale au déficit d'investissement constaté ;
- 2) que le reliquat peut être affecté librement : en tout ou partie, il est soit reporté en recettes de fonctionnement (au compte 002), soit affecté en investissement en réserve complémentaire pour financer de nouvelles dépenses (au compte 1068).

La section d'investissement présente un excédent de financement.

En conséquence, il n'y a pas de réserve obligatoire à constituer au compte 1068 « excédents de fonctionnement capitalisés » et le résultat à reprendre en section d'investissement du budget principal 2019, au compte 001 « solde d'exécution reporté », s'établit à 3 215 873,65 €.

Le solde de la section de fonctionnement présente un résultat excédentaire de 14 220 656,11 €. En l'absence de réserve complémentaire à constituer, ce résultat de fonctionnement peut être intégralement reporté sur l'exercice 2019, au compte de recettes 002.

Il est proposé d'approuver l'affectation des résultats 2018 du budget principal comme suit :

	Compte	Affectation
Affectation minimale	1068 – Excédents de fonctionnement capitalisés	Sans objet
Fonctionnement	002 – Excédents antérieurs reportés	14 220 656,11 €
TOTAL		14 220 656,11 €

L'ensemble de ces montants sera inscrit dans le budget supplémentaire, ainsi que le détail des restes à réaliser.

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190604-DCA-2019-020-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/06/2019
Affichage : 06/06/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

André GAUTIER



N°DCA-2019-021

- Membres
théoriques : 17
- Membres en
exercice : 17
- Membres présents :
11
- Pouvoir :
1
- Votants :
12

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**BUDGET ANNEXE RESTAURATION – AFFECTATION DES RESULTATS DE
L'EXERCICE 2018**

Le 04 juin 2019, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 mai 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 11 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Florence DURANDE, Virginie LUCOT-AVRIL.
MM. Bastien CORITON, Michel LEJEUNE, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

Mme Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO.
MM. Christian DUVAL, Philippe LEROY.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant André GUEROULT, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Benoît LEMAIRE, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoir :

Madame Florence THIBAudeau RAINOT à Monsieur Sébastien TASSERIE.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU, Blandine LEFEBVRE – représentée, Florence THIBAudeau RAINOT.
MM. Eric BLOND, Guillaume COUTEY, Didier REGNIER, Jean-Pierre THEVENOT, le Commandant Samuel PERDRIX, le Commandant Hervé TESNIERE, le Lieutenant Hervé PASQUIER.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles, L2311-5 et R2311-11 et suivants,
- l'instruction budgétaire et comptable M61,
- la délibération n°DCA-2019-019 du Conseil d'administration du 04 juin 2019 approuvant le compte administratif 2018.

*

* *

La délibération d'affectation des résultats doit intervenir après le vote du compte administratif et les résultats doivent être intégrés lors de la décision budgétaire qui suit le vote du compte administratif.

Le Conseil d'administration vient d'adopter le compte administratif de l'exercice 2018.

Pour mémoire, les résultats définitifs d'exécution du budget annexe de la restauration du Sdis 76 pour l'exercice 2018 sont les suivants :

	Investissement	Fonctionnement	Total
Résultat hors restes à réaliser			
Excédent	6 243,73 €	<u>0,00 €</u>	6 243,73 €
Déficit			
Restes à réaliser			
Excédent	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Déficit			
Résultat final			
Excédent	<u>6 243,73 €</u>	0,00 €	6 243,73 €
Déficit			

Il convient donc d'affecter le résultat définitif de la section de fonctionnement en sachant :

- 1) qu'il convient, en priorité, d'affecter en réserve obligatoire (au compte 1068) une somme au moins égale au déficit d'investissement constaté ;
- 2) que le reliquat peut être affecté librement : en tout ou partie, il est soit reporté en recettes de fonctionnement (au compte 002), soit affecté en investissement en réserve complémentaire pour financer de nouvelles dépenses (au compte 1068).

La section d'investissement présente un excédent de financement.

En conséquence, il n'y a pas de réserve obligatoire à constituer au compte 1068 « excédents de fonctionnement capitalisés » et le résultat à reprendre en section d'investissement du budget annexe restauration 2019, au compte 001 « solde d'exécution reporté », s'établit à 6 243,73 €.

Le solde de la section de fonctionnement de l'exercice 2018 est nul grâce à la subvention d'équilibre provenant du budget principal. Il n'y a pas de résultat d'exploitation à reporter.

Il est proposé d'approuver l'affectation des résultats 2018 du budget annexe de la restauration comme suit :

	Compte	Affectation
Affectation minimale	1068 – Excédents de fonctionnement capitalisés	Sans objet
Fonctionnement	002 – Excédents antérieurs reportés	0,00 €
TOTAL		0,00 €

L'ensemble de ces montants sera inscrit dans le budget supplémentaire.

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190604-DCA-2019-021-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/06/2019
Affichage : 06/06/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER

N°DCA-2019-022

- Membres théoriques : 17
- Membres en exercice : 17
- Membres présents : 11
- Pouvoir : 1
- Votants : 12

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CLOTURE DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME RELATIVE A
L'ACQUISITION DE MATERIELS OPERATIONNELS**

Le 04 juin 2019, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 mai 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 11 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Florence DURANDE, Virginie LUCOT-AVRIL.
MM. Bastien CORITON, Michel LEJEUNE, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

Mme Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO.
MM. Christian DUVAL, Philippe LEROY.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant André GUEROULT, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Benoît LEMAIRE, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoir :

Madame Florence THIBAudeau RAINOT à Monsieur Sébastien TASSERIE.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU, Blandine LEFEBVRE – représentée, Florence THIBAudeau RAINOT.
MM. Eric BLOND, Guillaume COUTEY, Didier REGNIER, Jean-Pierre THEVENOT, le Commandant Samuel PERDRIX, le Commandant Hervé TESNIERE, le Lieutenant Hervé PASQUIER.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales, notamment son article L3312-4,*
- *l'instruction budgétaire et comptable M61,*
- *la délibération n° 2 du Conseil d'administration du 12 janvier 2010 autorisant la gestion en AP/CP et approuvant, le règlement financier du Sdis, modifiée,*
- *la délibération n° 2016-CA-45 du Conseil d'administration du 14 décembre 2016 portant création d'une autorisation de programme « acquisition d'équipements et de matériels opérationnels », modifiée, la délibération n° DCA-2019-003 du Conseil d'administration du 07 février 2019 portant création du Plan Pluriannuel d'Équipement.*

*

* *

Le présent rapport vise à clôturer l'autorisation de programme (AP) destinée à l'acquisition de matériels opérationnels, créée en 2016 et régulièrement ajustée depuis cette date.

Les dernières commandes passées en 2018 ont fait l'objet d'une livraison et d'un paiement dès le début de l'exercice 2019.

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement	
		déjà consommés	2019
Acquisition d'équipements et de matériels opérationnels	1 772 400,72 €	1 729 900,72 €	42 500,00 €
			42 454,38 €

Il est désormais possible de clôturer l'autorisation de programme pour le montant définitif suivant :

Intitulé	Montant			
	Global	Final	Final/Initial	
			(en €)	(en %)
Acquisition d'équipements et de matériels non opérationnels	1 772 400,72 €	1 772 355,10 €	- 45,62 €	0,00%

Pour mémoire, les acquisitions de matériels de cette nature sont dorénavant intégrées à la nouvelle AP relative à l'acquisition de matériels d'intervention courants.

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190604-DCA-2019-022-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/06/2019

Affichage : 06/06/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER

N°DCA-2019-023

- Membres théoriques : 17
- Membres en exercice : 17
- Membres présents : 10
- Pouvoirs : 2
- Votants : 12

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

AJUSTEMENT DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME VOTEES

Le 04 juin 2019, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 mai 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 10 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Florence DURANDE, Virginie LUCOT-AVRIL.
MM. Bastien CORITON, Michel LEJEUNE, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

Mme Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO.
M. Christian DUVAL.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant André GUEROULT, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Benoît LEMAIRE, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoir :

Madame Florence THIBAUDEAU RAINOT à Monsieur Sébastien TASSERIE,
Monsieur Philippe LEROY à Madame Sophie ALLAIS.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU, Blandine LEFEBVRE – représentée, Florence THIBAUDEAU RAINOT.

MM. Eric BLOND, Guillaume COUTEY, Philippe LEROY, Didier REGNIER, Jean-Pierre THEVENOT, le Commandant Samuel PERDRIX, le Commandant Hervé TESNIERE, le Lieutenant Hervé PASQUIER.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L3312-4,
- l'instruction budgétaire et comptable M61,
- la délibération n°2 du Conseil d'administration du 12 janvier 2010 autorisant la gestion en AP/CP et approuvant, le règlement financier du Sdis, modifiée,
- les différentes délibérations de création d'autorisation de programme modifiées.

*
* *

Le présent rapport vise à exposer l'ajustement des crédits de paiement (CP) des autorisations de programme (AP) votées par le Service qui sont intégrés dans le Budget Supplémentaire 2019, qui vous sera proposé dans un autre rapport dédié.

I) Autorisations de programme relatives à la politique immobilière

Autorisation de programme relative au Groupement Ouest

Au cours de l'exercice 2018, le Sdis escomptait procéder à la clôture financière de cette opération.

Néanmoins, le Service a dû faire face à une contestation du décompte général et définitif du lot « plomberie, chauffage et ventilation » par la société ALFAKLIMA sous la forme d'une demande de médiation sous l'égide de la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE).

En conséquence, le décompte final de l'équipe de maîtrise d'œuvre ne peut être établi, car ce dernier doit accompagner le Sdis dans les contentieux pouvant naître de la mauvaise exécution des travaux.

De fait, la clôture financière de l'opération ne pourra être réalisée qu'à l'issue de la résolution de ce différend.

Les crédits de paiement 2019 sont calibrés à hauteur du solde prévisionnel des honoraires du maître d'œuvre. Les crédits de paiement 2020 devraient constituer le reliquat disponible pour financer d'autres opérations à terme.

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement			
		Crédits déjà consommés	2018	2019	2020
Groupement Ouest	4 250 000,00 €	3 948 153,00 €	76 000,00 €	225 847,00 €	- €
			22 823,89 €	11 000,00 €	268 023,11 €

Autorisation de programme relative au Plateau Technique de Formation

Les marchés relatifs aux derniers aménagements de l'aire de manœuvre d'un montant de 120 K € TTC ont été notifiés le 16 janvier 2019.

Les travaux s'étaleront de juin à fin août 2019.

L'autorisation de programme devrait pouvoir être clôturée courant 2019 à hauteur des sommes décaissées et le solde libéré pour financer d'autres opérations.

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement		
		Crédits déjà consommés	2018	2019
Plateau Technique de Formation	1 142 500,00 €	904 554,45 €	15 000,00 €	222 945,55 €
			4 017,60 €	233 927,95 €

Autorisation de programme relative au Cis de Montivilliers

Les marchés de travaux ont été attribués pour un montant près de 415 K € TTC.

Le démarrage des travaux devrait commencer à la fin du premier semestre et pour une durée de 10 mois. Ainsi, les décaissements devraient avoir principalement lieu sur l'exercice 2019.

La réception devrait intervenir courant 2020 ; soit une clôture financière de l'autorisation de programme envisageable au cours de l'exercice 2021 au terme de la garantie de parfait achèvement.

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement				
		Crédits déjà consommés	2018	2019	2020	2021
CIS Montivilliers	510 000,00 €	5 034,00 €	25 000,00 €	330 000,00 €	149 966,00 €	- €
			16 487,23 €		156 478,77 €	2 000,00 €

Autorisation de programme relative à la construction du Cis Le Havre Sud

D'une part, le lauréat du concours de maîtrise d'œuvre a été désigné le 4 mars 2019.

Après une phase de négociation, l'attribution du marché de maîtrise d'œuvre est intervenue le 4 avril dernier.

La rémunération des candidats non retenus par le jury sera opérée au cours de l'exercice 2019.

D'autre part, l'emplacement du bâtiment va pouvoir désormais être validé et le démarrage de la phase de dépollution du terrain planifié.

Cela nécessite d'ajuster les crédits de paiement comme suit :

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement						
		Crédits déjà consommés	2018	2019	2020	2021	2022	2023
CIS Le Havre Sud	10 200 000,00 €	1 740,00 €	170 400,00 €	794 400,00 €	1 662 000,00 €	2 919 000,00 €	4 652 460,00 €	- €
			103 363,38 €	537 700,00 €	2 093 000,00 €	3 347 000,00 €	2 117 000,00 €	2 000 196,62 €

Autorisation de programme relative à la réfection du patrimoine bâti

Il est proposé d'ajuster les crédits de paiement pour tenir compte du report de certains travaux de l'exercice 2018 sur 2019.

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement			
		Crédits déjà consommés	2018	2019	2020
Réfection et aménagement du patrimoine bâti	1 600 000,00 €	119 297,00 €	350 000,00 €	800 000,00 €	330 703,00 €
			260 139,52 €	891 000,00 €	329 563,48 €

Autorisation de programme relative aux travaux au Centre Départemental de Formation (CDF)

L'étude de faisabilité, réalisée en interne, laisse envisager que le dimensionnement de l'AP est insuffisant pour remédier à l'ensemble des imperfections du bâtiment.

Aussi, dans l'attente d'une réflexion au sein de l'établissement sur l'opportunité de réaliser les travaux dans un contexte de réorientation des politiques de formation tendant vers la maîtrise des pratiques et le rapprochement avec les Sdis normands, il est proposé de suspendre ce projet et de ventiler les crédits de paiement comme suit :

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement			
		2018	2019	2020	2021
Travaux au Centre Départemental de Formation	1 465 000,00 €	76 000,00 €	1 369 000,00 €	20 000,00 €	- €
		- €	10 000,00 €	140 000,00 €	1 315 000,00 €

Autorisation de programme relative à la reconstruction de la maison à feu

La réception des caissons et des VRD a été opérée en mars dernier et donnera lieu à des décaissements sur l'exercice 2019.

La clôture financière devrait ainsi pouvoir être réalisée courant 2019.

Aussi, il est proposé d'ajuster les crédits de paiement 2019 en y ajoutant les montants non décaissés en 2018.

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement		
		Crédits déjà consommés	2018	2019
Reconstruction de la maison à feu	725 000,00 €	6 603,30 €	445 000,00 €	273 396,70 €
			297 392,33 €	421 004,37 €

Autorisation de programme relative à la réhabilitation et l'aménagement du Cis de Cany

Cette opération est l'une des seules que le Sdis va poursuivre en supervision interne avec l'appui d'un bureau d'études spécialisées en fondations et d'un géomètre.

La consultation pour la réalisation des travaux est prévue d'ici la fin du 1^{er} semestre 2019.

Le démarrage des travaux devrait intervenir sur le 2^{ème} semestre 2019 pour une durée de 10 mois ; soit une réception en 2020.

En conséquence, il convient de prolonger et d'ajuster les crédits de paiement de l'AP comme suit :

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement			
		Crédits déjà consommés	2018	2019	2020
Réhabilitation et aménagement du CIS de Cany Barville	500 000,00 €	4 800,00 €	442 000,00 €	53 200,00 €	- €
			12 944,40 €	350 000,00 €	132 255,60 €

Autorisation de programme relative à la sécurité dans les établissements du Sdis

Les crédits de paiement de cette autorisation de programme sont ajustés au regard de l'évolution des points suivants :

D'une part, le marché d'amélioration de la sécurisation anti-intrusion et du contrôle d'accès des bâtiments de la direction du Sdis a été notifié le 11 février 2019 pour un montant de 101 K € TTC.

D'autre part, pour assurer la continuité de fonctionnement du CTA-CODIS, le service a lancé une consultation pour la mise en place d'un groupe électrogène dont le coût est estimé à 173 K € TTC.

Enfin, sur la sécurisation des accès et la sûreté de tous les sites, le programme a dû être redimensionné au cours de l'exercice 2018 pour intégrer, d'une part, les mesures du diagnostic établi par l'officier sûreté-sécurité et, d'autre part, la carte professionnelle d'identité.

Par conséquent, les travaux de sécurisation des sites seront effectués principalement sur l'exercice 2019 et porteront notamment par la mise en place de barrières sécurisées, la création d'une unité de supervision des alarmes techniques au niveau de la Direction et la mise en place de systèmes de verrouillage des portes sur les sites.

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement		
		2018	2019	2020
Sécurité dans les établissements du Sdis	600 000,00 €	300 000,00 €	150 000,00 €	150 000,00 €
		23 388,41 €	495 000,00 €	81 611,59 €

Autorisation de programme relative au développement durable et aux économies d'énergie

Les crédits de paiement sont ajustés en fonction des décaissements opérés en 2018 et de la nouvelle programmation d'actions sur 2019 :

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement		
		2018	2019	2020
Développement durable et économies d'énergie	1 400 000,00 €	166 000,00 €	690 000,00 €	544 000,00 €
		141 477,35 €	714 500,00 €	544 022,65 €

Autorisation de programme relative à la construction du Cis de Fécamp

Nonobstant quelques contraintes rencontrées sur le terrain, en cours de résolutions, le service envisage le lancement du concours de maîtrise d'œuvre au 2^{ème} trimestre 2019.

Cela nécessite de modifier le rythme des crédits de paiement comme suit :

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement					
		2018	2019	2020	2021	2022	2023
Construction CIS Fécamp	6 415 000,00 €	1 100,00 €	150 000,00 €	450 000,00 €	2 600 000,00 €	2 900 000,00 €	313 900,00 €
		- €	20 000,00 €	500 000,00 €	2 680 000,00 €		315 000,00 €

II) Autorisations de programme relatives aux divers équipements

Autorisation de programme relative au reconditionnement, aménagement, maintenance, et équipements des matériels roulants

La révision demi-décennale des moyens élévateurs programmés sur le 1^{er} trimestre 2019 a générés des coûts plus élevés qu'escomptés.

De plus, compte tenu des risques d'agressions dans le cadre de certaines manifestations, le service a dû anticiper la pose de films de protection sur les vitres de plusieurs engins dès l'exercice 2019.

Le rythme des crédits de paiement est modifié comme suit :

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement			
		Crédits déjà consommés	2018	2019	2020
Reconditionnement, aménagement, maintenance et équipements des matériels roulants	1 820 920,00 €	407 374,73 €	573 234,00 €	320 659,00 €	519 652,27 €
			563 975,25 €	489 700,00 €	359 870,02 €

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190604-DCA-2019-023-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/06/2019

Affichage : 06/06/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER

N°DCA-2019-024

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice : 17
- Membres présents :
10
- Pouvoirs :
2
- Votants :
12

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

PROVISION POUR CHARGES ISSUES D'UNE NEGOCIATION SYNDICALE

Le 04 juin 2019, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 mai 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 10 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Florence DURANDE, Virginie LUCOT-AVRIL.
MM. Bastien CORITON, Michel LEJEUNE, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

Mme Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO.
M. Christian DUVAL.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant André GUEROULT, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Benoît LEMAIRE, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoir :

Madame Florence THIBAudeau RAINOT à Monsieur Sébastien TASSERIE,
Monsieur Philippe LEROY à Madame Sophie ALLAIS.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU, Blandine LEFEBVRE – représentée, Florence THIBAudeau RAINOT.
MM. Eric BLOND, Guillaume COUTEY, Philippe LEROY, Didier REGNIER, Jean-Pierre THEVENOT, le Commandant Samuel PERDRIX, le Commandant Hervé TESNIERE, le Lieutenant Hervé PASQUIER.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales, notamment son article R2321-2,*
- *l'instruction budgétaire et comptable M61.*

*

* *

L'augmentation du nombre d'interventions au cours de l'année 2018, alors que certains postes budgétaires ne pouvaient être pourvus dans l'attente des résultats de concours, a contribué à ce que l'activité opérationnelle soit particulièrement soutenue pour les personnels du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76).

Aussi, les représentants des personnels élus lors des dernières élections professionnelles ont développé un certain nombre de revendications dès leur prise de fonction.

Face au risque de dégradation du climat social, le président du Conseil d'administration du Sdis76 a ouvert une négociation avec les organisations syndicales existantes au sein du Sdis 76.

Le résultat du compte administratif 2018 présentant une situation excédentaire directement liée à la situation conjoncturelle subie par les personnels en 2018, le président du Conseil d'administration du Sdis 76 a proposé de réserver une somme équivalente au solde de l'exercice 2018 pour améliorer progressivement les conditions de travail des agents sur une période de 3 années.

Parallèlement, le président du Conseil d'administration du Sdis 76 a fixé comme objectif que le coût de ces mesures n'obère pas la dynamique de rétablissement de la situation budgétaire et que l'équilibre budgétaire prévisionnel du Sdis 76 soit assuré jusqu'en 2024.

Dans ce contexte et en vertu du principe de prudence, il est proposé de constituer une provision de 4 500 000 € pour faire face aux charges qui seront induites par la mise en application du protocole d'accord issu des négociations syndicales.

Actuellement, le service ne peut déterminer précisément ni l'affectation de ce montant, ni son rythme de consommation.

Les reprises sur cette provision s'effectueront en fonction des coûts de mise en œuvre du protocole d'accord constaté à l'occasion des comités de suivi.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190604-DCA-2019-024-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/06/2019
Affichage : 06/06/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

Le président du conseil d'administration,



André GAUTIER

N°DCA-2019-025

- Membres théoriques : 17
- Membres en exercice : 17
- Membres présents : 10
- Pouvoirs : 2
- Votants : 12

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

BUDGET PRINCIPAL – BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2019

Le 04 juin 2019, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 mai 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 10 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Florence DURANDE, Virginie LUCOT-AVRIL.
MM. Bastien CORITON, Michel LEJEUNE, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

Mme Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO.
M. Christian DUVAL.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant André GUEROULT, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Benoît LEMAIRE, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoir :

Madame Florence THIBAUDEAU RAINOT à Monsieur Sébastien TASSERIE,
Monsieur Philippe LEROY à Madame Sophie ALLAIS.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU, Blandine LEFEBVRE – représentée, Florence THIBAUDEAU RAINOT.
MM. Eric BLOND, Guillaume COUTEY, Philippe LEROY, Didier REGNIER, Jean-Pierre THEVENOT, le Commandant Samuel PERDRIX, le Commandant Hervé TESNIERE, le Lieutenant Hervé PASQUIER.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L2313-1,
- l'instruction budgétaire et comptable M61,
- la délibération n° DCA-2019-010 portant approbation du budget primitif principal pour l'exercice 2019,
- la délibération n°DCA-2019-019 du Conseil d'administration du 04 juin 2019 portant approbation du compte administratif du budget principal pour l'exercice 2018,
- la délibération n°DCA-2019-020 du Conseil d'administration du 04 juin 2019 portant affectation du résultat 2018 du budget principal,
- la délibération n°DCA-2019-024 du Conseil d'administration du 04 juin 2019 portant création d'une provision pour charges issues d'une négociation syndicale.

*

* *

Le budget supplémentaire proposé au titre de 2019 vise à intégrer :

- les résultats de l'exercice 2018, ainsi que les restes à réaliser
- les ajustements de crédits en section de fonctionnement et d'investissement.

Il s'équilibre en recettes et en dépenses comme suit :

Budget principal	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Fonctionnement			
Dépenses	7 220 656,11 €	7 000 000,00 €	14 220 656,11 €
68 "Dotations amortissements et provisions"	4 500 000,00 €		4 500 000,00 €
020 "Dépenses imprévues"	2 720 656,11 €		2 720 656,11 €
023 "Virement à la section d'investissement"		7 000 000,00 €	7 000 000,00 €
Recettes	14 220 656,11 €	0,00 €	14 220 656,11 €
002 "Résultat reporté"	14 220 656,11 €		14 220 656,11 €
Investissement			
Dépenses	8 659 595,87 €	0,00 €	8 659 595,87 €
16 "Emprunts et dettes assimilées"	1,00 €		1,00 €
20 "Immobilisations incorporelles"	32 606,40 €		32 606,40 €
21 "Immobilisations corporelles"	1 361 989,82 €		1 361 989,82 €
23 "Immobilisations en cours"	7 000 000,00 €		7 000 000,00 €
Dépenses d'équipements et de travaux	-875 661,55 €		-875 661,55 €
022 "dépenses imprévues"	1 140 660,20 €		1 140 660,20 €
Recettes	1 659 595,87 €	7 000 000,00 €	8 659 595,87 €
13 "Subventions d'investissement"	41 800,00 €		41 800,00 €
16 " Emprunts"	-1 560 874,00 €		-1 560 874,00 €
001 "Résultat reporté"	3 178 669,87 €		3 178 669,87 €
021 " Virement de la section de fonctionnement"		7 000 000,00 €	7 000 000,00 €

I) Section de fonctionnement

A) Recettes

A la lecture du compte administratif, il a été constaté un excédent de fonctionnement cumulé de 14 220 656,11 € composé du résultat reporté sur l'exercice 2017 pour 10 202 240,35€ et du résultat de l'exercice 2018 qui s'élève à 4 018 415,76 €.

B) Dépenses

Une partie de l'excédent permet d'abonder une provision pour charges constituée dans le cadre d'une négociation syndicale, objet d'un rapport dédié.

Par ailleurs, il est proposé d'affecter une partie de l'excédent de fonctionnement à la section d'investissement à hauteur de 7 M €, notamment pour autofinancer la première phase de la nouvelle politique immobilière programmée de 2017 à 2022.

L'équilibre de la section est assuré par l'inscription du solde des crédits disponibles au niveau des dépenses imprévues.

II) Section d'investissement

A) Recettes

L'excédent d'investissement cumulé, qui s'élève à 3 178 669,87 €, et les restes à réaliser de recettes pour 41 800,00 € sont repris.

Les recettes d'investissement sont augmentées par le virement en provenance de la section de fonctionnement à hauteur de 7 M €.

Comme évoqué lors du vote du budget primitif 2019, le volume d'emprunt à mobiliser est désormais réduit pour être ramené au niveau de la stratégie d'endettement du Sdis 76 ; proche de 40% des dépenses immobilières hors taxes.

B) Dépenses

En dépenses d'investissement, l'ajustement proposé est le résultat de l'actualisation des crédits de paiement et de clôture d'autorisation de programme détaillées dans des rapports spécifiques.

Les crédits inscrits en dépenses d'équipement hors autorisations de programme intègrent, d'une part, les restes à réaliser (à hauteur de 4 596,22 €) et, d'autre part, un volume de crédits qui constitue une réserve de crédits pour les investissements futurs (soit 8,390 M €).

L'équilibre de la section est obtenu par l'ajustement des crédits ouverts au titre des dépenses imprévues.

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190604-DCA-2019-025-BF

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/06/2019
Affichage : 06/06/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER



REPUBLIQUE FRANÇAISE

**SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
SDIS de la Seine-Maritime**

Numéro SIRET : 28760001900049

POSTE COMPTABLE : SDIS76 PAR PAIERIE DEPART.76

M. 61

Budget supplémentaire (1)

BUDGET : Budget Principal (2)
Agréé au budget principal de (3)

ANNEE 2019

(1) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal (du SDIS) ou libellé du budget annexe.

(3) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Modalités de vote du budget	3
B - Exécution du budget de l'exercice précédent	4

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble du budget	6
A2.1 - Equilibre financier du budget - Section de fonctionnement	7
A2.2 - Equilibre financier du budget - Section d'investissement	8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	9
B2 - Balance générale du budget - Recettes	10

III - Vote du budget

A - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	12
A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	16
B - Section d'investissement - Vue d'ensemble	18
B1.1 - Section d'investissement - Dépenses non individualisées en programme d'équipement	19
B1.2 - Section d'investissement - Dépenses individualisées en programme d'équipement	20
B1.3 - Section d'investissement - Chapitres de programme afférent à une autorisation de programme	21
B1.4 - Section d'investissement - Chapitres de programme non compris dans une autorisation de programme	51
B2 - Section d'investissement - Subventions d'équipement à verser	52
B3 - Section d'investissement - Dépenses financières	53
B4 - Section d'investissement - Recettes d'équipement	54
B5 - Section d'investissement - Recettes financières	55
B6 - Section d'investissement - Récapitulatif des opérations pour le compte de tiers	56
B7 - Section d'investissement - Opérations d'ordre entre sections	57
B8 - Section d'investissement - Opérations patrimoniales	58
B9.1 - Section d'investissement - Equilibre des opérations financières - Dépenses	59
B9.2 - Section d'investissement - Equilibre des opérations financières - Recettes	60

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées	Sans Objet
A3 - Etat des provisions	62
A4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget	Sans Objet
B2 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B3 - Etat des contrats de PPP	Sans Objet
B4 - Etat des engagements donnés	Sans Objet
B5 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B6 - Situation des autorisations de programme	63
B7 - Situation des autorisations d'engagement	64

C - Autres éléments d'information

C1 - Etat du personnel	65
C2 - Liste des organismes dans lesquels le SDIS a pris un engagement financier	Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en un budget annexe	Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures	69
--------------------------	----

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

- I – Le conseil d'administration a voté le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement.
 - au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement.
 - avec (2) les programmes listés sur l'état II-B1.2.
 - avec (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

III – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre.

IV – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1 (5).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les programmes d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT	B

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (3)
TOTAL DU BUDGET	91 511 548,92	97 207 369,94	11 703 504,96	17 399 325,98
Investissement	7 986 656,45	9 664 061,71	(1) 1 501 264,61	3 178 669,87
Fonctionnement	83 524 892,47	87 543 308,23	(2) 10 202 240,35	14 220 656,11

(1) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(3) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

RESTES A REALISER – DEPENSES

Chap. / Art. (4)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT-TOTAL		(I) 4 596,22
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	2 606,40
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 989,82
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT-TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00

(4) Suivant le niveau de vote retenu par le conseil d'administration.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT	B

	RESTES A REALISER			RESULTAT CUMULE = (A) + (B) Excédent si positif Déficit si négatif
	Dépenses	Recettes	Solde (B)	
TOTAL DU BUDGET	I + II 4 596,22	III + IV 41 800,00	37 203,78	17 436 529,76
Investissement	I 4 596,22	III 41 800,00	37 203,78	3 215 873,65
Fonctionnement	II 0,00	IV 0,00	0,00	14 220 656,11

RESTES A REALISER – RECETTES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT–TOTAL		(III) 41 800,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	41 800,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT–TOTAL		(IV) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
74	Contributions et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00

(1) Suivant le niveau de vote retenu par le conseil d'administration.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	8 654 999,65	5 439 126,00

	+	+	+
R	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1)	4 596,22	41 800,00
P	(1)		
O	001 Solde d'exécution de la section d'investissement	(si solde négatif)	(si solde positif)
R	reporté (1)	0,00	3 178 669,87
T			

=	=	=
Total de la section d'investissement	8 659 595,87	8 659 595,87
(2)		

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	14 220 656,11	0,00

	+	+	+
R	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1)	0,00	0,00
P	(1)		
O	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit)	(si excédent)
R		0,00	14 220 656,11
T			

=	=	=
Total de la section de fonctionnement	14 220 656,11	14 220 656,11
(3)		

TOTAL DU BUDGET	22 880 251,98	22 880 251,98
(4)		

TOTAL DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE DU BUDGET

	DEPENSES			RECETTES		
	RÉELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL	REELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL
Crédits d'investissement votés au titre du présent budget	8 654 999,65	0,00	8 654 999,65	-1 560 874,00	7 000 000,00	5 439 126,00
Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	2 720 656,11	11 500 000,00	14 220 656,11	0,00	0,00	0,00
Total budget (hors RAR N-1 et reports)	11 375 655,76	11 500 000,00	22 875 655,76	-1 560 874,00	7 000 000,00	5 439 126,00

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 3312.9 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 3312-8 du CGCT).

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A2.1

SECTION DE FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)**OPERATIONS REELLES**

CHAP.	LIBELLE	DEPENSES	RECETTES
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
74	Contributions et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
Total gestion des services		0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	12 000,00	
68	Dotations amortissements et provisions	0,00	
022	Dépenses imprévues	2 708 656,11	
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
78	Reprises amortissements et provisions		0,00
TOTAL DES OPERATIONS REELLES		I 2 720 656,11	II 0,00

SOLDE DES OPERATIONS REELLES ET MIXTES :	-2 720 656,11
(Recettes réelles – Dépenses réelles)	

OPERATIONS D'ORDRE (1)

042	Opérations d'ordre entre sections	4 500 000,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	7 000 000,00	
TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE		III 11 500 000,00	IV 0,00

AUTOFINANCEMENT DEGAGE = D (042 + 023) - R 042 :	11 500 000,00
---	----------------------

002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	V 0,00	VI 14 220 656,11
---	---------------	-------------------------

TOTAL DE LA SECTION	I+III+V 14 220 656,11	II+IV+VI 14 220 656,11
----------------------------	------------------------------	-------------------------------

(1) DF 023 = RI 021 ; DF 042 = RI 040 ; RF 042 = DI 040 ; DF 043 = RF 043.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER–SECTION D'INVESTISSEMENT	A2.2

SECTION D'INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)**OPERATIONS REELLES**

CHAP.	LIBELLE	DEPENSES	RECETTES
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	(1) 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	41 800,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1,00	-1 560 874,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	(2) 32 606,40	(3) 0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	(3) 0,00
21	Immobilisations corporelles	(2) 2 139 092,87	(3) 0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(2) 0,00	(3) 0,00
23	Immobilisations en cours	(2) 5 347 235,40	(3) 0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00
45	Total des opérations pour compte de tiers	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	1 140 660,20	
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
TOTAL DES OPERATIONS REELLES		I 8 659 595,87	II -1 519 074,00

BESOIN D'AUTOFINANCEMENT :	10 178 669,87
(Dépenses réelles – Recettes réelles)	

OPERATIONS D'ORDRE (4)

040	Opérations d'ordre entre sections	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement		7 000 000,00
TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE		III 0,00	IV 7 000 000,00

AUTOFINANCEMENT PROPRE A L'EXERCICE = R (040 + 021) - D 040	7 000 000,00
Solde des opérations d'ordre de section à section (précédé du signe – si négatif)	

001 SOLDE D'EXECUTION N-1 REPORTE (5)	V 0,00	VI 3 178 669,87
1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (5)		VII 0,00

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V 8 659 595,87	II + IV + VI + VII 8 659 595,87
----------------------------	---------------------------------	--

(1) Hors 1068.

(2) Y compris les programmes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) RI 021 = DF 023 ; RI 040 = DF 042 ; DI 040 = RF 042 ; DI 041 = RI 041.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE-DEPENSES	B1

1 – FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011 Charges à caractère général	0,00		0,00
012 Charges de personnel et frais assimilés	0,00		0,00
014 Atténuations de produits	0,00		0,00
60 Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65 Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66 Charges financières	0,00	0,00	0,00
67 Charges exceptionnelles	12 000,00	0,00	12 000,00
68 Dot. aux amortissements et provisions	0,00	4 500 000,00	4 500 000,00
71 Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
022 Dépenses imprévues	2 708 656,11		2 708 656,11
023 Virement à la section d'investissement		7 000 000,00	7 000 000,00
Dépenses de fonctionnement –Total	2 720 656,11	11 500 000,00	14 220 656,11

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (7)	0,00
--	------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	14 220 656,11
--	----------------------

2 – INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)

INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10 Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13 Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1,00	0,00	1,00
18 Compte de liaison : affectation (BA)	(5) 0,00		0,00
Total des programmes d'équipement	-875 661,55		-875 661,55
20 Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	32 606,40	0,00	32 606,40
204 Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21 Immobilisations corporelles (3)	1 361 989,82	0,00	1 361 989,82
22 Immobilisations reçues en affectation (3)	(6) 0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours (3)	7 000 000,00	0,00	7 000 000,00
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28 Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
19 Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
45 Opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00
481 Charges à répartir		0,00	0,00
3... Stocks et en-cours		0,00	0,00
020 Dépenses imprévues	1 140 660,20		1 140 660,20
Dépenses d'investissement –Total	8 659 595,87	0,00	8 659 595,87

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (7)	0,00
---	------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	8 659 595,87
---	---------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 61.

(3) Hors chapitres programmes.

(4) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état.

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(6) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE-RECETTES	B2

1-FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
74	Contributions et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		0,00	0,00	0,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	14 220 656,11
---	----------------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	14 220 656,11
--	----------------------

2-INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	41 800,00	0,00	41 800,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	-1 560 874,00	0,00	-1 560 874,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	(4) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(5) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		0,00	0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement		7 000 000,00	7 000 000,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement –Total		-1 519 074,00	7 000 000,00	5 480 926,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (6)	3 178 669,87
--	---------------------

+

1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (6)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	8 659 595,87
---	---------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 61.

(3) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état.

(4) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	9 827 580,00	0,00	0,00	0,00	9 827 580,00
	- Avec AE / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	- Hors AE / CP	9 827 580,00	0,00	0,00	0,00	9 827 580,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	68 246 724,00	0,00	0,00	0,00	68 246 724,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	949 600,00	0,00	0,00	0,00	949 600,00
	- Avec AE / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	- Hors AE / CP	949 600,00	0,00	0,00	0,00	949 600,00
66	Charges financières	19 000,00	0,00	0,00	0,00	19 000,00
67	Charges exceptionnelles	28 000,00	0,00	12 000,00	0,00	40 000,00
68	Dotations amortissements et provisions	0,00		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	115 694,00		2 708 656,11	0,00	2 824 350,11
023	Virement à la section d'investissement	400 000,00		7 000 000,00	0,00	7 400 000,00
042	Opérations d'ordre entre sections	8 320 000,00		4 500 000,00	0,00	12 820 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement - Total		87 906 598,00	0,00	14 220 656,11	0,00	102 127 254,11

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (1)	0,00
--	------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	102 127 254,11
---	----------------

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration III	TOTAL IV = I + II + III
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 242 552,00	0,00	0,00	0,00	1 242 552,00
74	Contributions et participations	83 887 071,00	0,00	0,00	0,00	83 887 071,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	788 830,00	0,00	0,00	0,00	788 830,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	59 000,00	0,00	0,00	0,00	59 000,00
78	Reprises amortissements et provisions	0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérations d'ordre entre sections	1 929 145,00		0,00	0,00	1 929 145,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
Recettes de fonctionnement - Total		87 906 598,00	0,00	0,00	0,00	87 906 598,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (1)	14 220 656,11
--	---------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	102 127 254,11
---	----------------

(1) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLES				A1
Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
011	Charges à caractère général	9 827 580,00	0,00	0,00
6042	Achats de prestations de services	500,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	136 326,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	1 373 140,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	69 900,00	0,00	0,00
60622	Carburants	1 044 000,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	34 910,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	100 023,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	566 847,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	315 020,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	51 100,00	0,00	0,00
60661	Médicaments	39 661,00	0,00	0,00
60662	Vaccins et sérums	3 552,00	0,00	0,00
60668	Autres produits pharmaceutiques	157 615,00	0,00	0,00
6067	Produits d'intervention	22 750,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	224 887,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	164 995,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	308 758,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	67 865,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	8 597,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	67 500,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	189 850,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	1 000,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	14 000,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	646 020,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	320 833,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	608 342,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	554 238,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	267 680,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	35 950,00	0,00	0,00
61821	Abonnements	22 500,00	0,00	0,00
61828	Autres	3 000,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	356 952,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	1 000,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	9 665,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	10 000,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	43 317,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	24 046,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	39 045,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés et publications	15 800,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	10 000,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs du personnel	8 000,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	344 272,00	0,00	0,00
6255	Frais de déménagement	5 000,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	44 000,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	445 000,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	2 600,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	467 400,00	0,00	0,00
62872	Remboursement de frais au budget annexe	222 381,00	0,00	0,00
6288	Autres remboursements de frais	239 348,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	18 115,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	100 280,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	68 246 724,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	13 034,00	0,00	0,00
6331	Versement de transport	345 546,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	134 237,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	419 913,00	0,00	0,00

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
64111	Rémunération principale titulaires	25 459 006,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité résidence	632 378,00	0,00	0,00
64113	NBI	130 228,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	14 196 992,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations personnel non titulaire	1 106 562,00	0,00	0,00
64141	Vacations sapeurs pompiers volontaires	8 895 443,00	0,00	0,00
64145	Vacations versées aux employeurs	15 000,00	0,00	0,00
64146	Service de santé	62 620,00	0,00	0,00
64162	Emplois d'avenir	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	4 296 464,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	10 540 606,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	46 831,00	0,00	0,00
646	Allocations de vétéran	721 371,00	0,00	0,00
6472	Prestations familiales directes	23 153,00	0,00	0,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	290 216,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	50 674,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	689 125,00	0,00	0,00
6488	Autres charges	177 325,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	949 600,00	0,00	0,00
651	Redevance pour concessions brevet,...	0,00	0,00	0,00
6521	Déficit des budgets annexes	384 000,00	0,00	0,00
6531	Indemnités	43 600,00	0,00	0,00
6532	Frais de mission	8 600,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	20 000,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	256 400,00	0,00	0,00
656	Participations	140 000,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. assoc. et personnes privées	83 000,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	14 000,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
TOTAL GESTION DES SERVICES (A) = (011 + 012 + 65 + 014)		79 023 904,00	0,00	0,00
66	Charges financières (B)	19 000,00	0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	19 000,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (C)	28 000,00	12 000,00	0,00
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	10 000,00	0,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	3 000,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	12 000,00	12 000,00	0,00
6745	Subventions aux personnes de droit privé	1 000,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	2 000,00	0,00	0,00
68	Dotations amortissements et provisions (D)	0,00	0,00	0,00
6875	Dot. prov. risques et charges exception.	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (E)	115 694,00	2 708 656,11	0,00
TOTAL DES DEPENSES REELLES = A + B + C + D + E		79 186 598,00	2 720 656,11	0,00
023	Virement à la section d'investissement	400 000,00	7 000 000,00	0,00
042	Opérations d'ordre entre sections (2)	8 320 000,00	4 500 000,00	0,00
675	Valeurs comptables immobilisation cédée	0,00	0,00	0,00
6761	Différences sur réalisations (positives)	0,00	0,00	0,00
6811	Dot. amort. et prov. immobilisations	8 320 000,00	4 500 000,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE (= Prélèvement issu de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement)		8 720 000,00	11 500 000,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		87 906 598,00	14 220 656,11	0,00

+

RESTES A REALISER N-1 (3)	0,00
----------------------------------	-------------

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (3)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	102 127 254,11
--	-----------------------

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (4)

Montant des ICNE de l'exercice	1 589,94
Montant des ICNE de l'exercice N-1	-1 589,94
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes utilisé.

(2) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.

(3) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLES	A2

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 242 552,00	0,00	0,00
7061	Inter. factur. (art. L. 1424-42 du CGCT)	439 000,00	0,00	0,00
7068	Autres prestations de services	96 637,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	706 915,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00
74	Contributions et participations	83 887 071,00	0,00	0,00
744	FCTVA	32 000,00	0,00	0,00
74712	Emplois d'avenir	0,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	46 331 000,00	0,00	0,00
7474	Participation communes	6 604 182,00	0,00	0,00
7475	Group. coll et coll. statut particulier	29 912 869,00	0,00	0,00
7478	Participation autres organismes	1 007 020,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	788 830,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	354 430,00	0,00	0,00
6459	Remboursement charges SS et prévoyance	8 050,00	0,00	0,00
6479	Remboursement autres charges sociales	426 350,00	0,00	0,00
TOTAL GESTION DES SERVICES (A) = (70 + 74 + 75 + 013)		85 918 453,00	0,00	0,00
76	Produits financiers (B)	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (C)	59 000,00	0,00	0,00
7711	Dédits et pénalités perçus	50 000,00	0,00	0,00
7714	Recouvr. créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00
7718	Autres prod. except. opération gestion	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	5 000,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
7788	Autres produits exceptionnels	4 000,00	0,00	0,00
78	Reprises amortissements et provisions (D)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES = A + B + C + D		85 977 453,00	0,00	0,00
042	Opérations d'ordre entre sections (2)	1 929 145,00	0,00	0,00
722	Immobilisations corporelles	60 000,00	0,00	0,00
7761	Différences sur réalisations (négatives)	0,00	0,00	0,00
7768	Neutralisation des amortissements	1 777 130,00	0,00	0,00
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	92 015,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		1 929 145,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		87 906 598,00	0,00	0,00

+

RESTES A REALISER N-1 (3)	0,00
----------------------------------	-------------

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (3)	14 220 656,11
---	----------------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	102 127 254,11
--	-----------------------

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (4)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes utilisé.

(2) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040, RF 043 = DF 043.

(3) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Nature	Budget de l'exercice (BP + BS + DM) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration III	TOTAL IV = I + II + III
Dépenses d'équipement	10 513 860,58	4 596,22	7 514 338,45	0,00	18 032 795,25
- Non individualisées en programmes d'équipement	70 000,00	4 596,22	8 390 000,00	0,00	8 464 596,22
- Avec AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP / CP	70 000,00	4 596,22	8 390 000,00	0,00	8 464 596,22
- Individualisées en programmes d'équipement	10 443 860,58	0,00	-875 661,55	0,00	9 568 199,03
- Avec AP / CP	10 443 860,58	0,00	-875 661,55	0,00	9 568 199,03
- Hors AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Subventions d'équipement à verser (c/204)	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
- Avec AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP / CP	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses financières	156 994,42	0,00	1 140 661,20	0,00	1 297 655,62
040 Opérations d'ordre entre sections	1 929 145,00		0,00	0,00	1 929 145,00
041 Opérations patrimoniales	50 000,00		0,00	0,00	50 000,00
Dépenses d'investissement - Total	12 700 000,00	4 596,22	8 654 999,65	0,00	21 359 595,87

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	21 359 595,87
---	----------------------

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Nature	Budget de l'exercice (BP + BS + DM) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration III	TOTAL IV = I + II + III
Recettes d'équipement	2 869 999,00	41 800,00	-1 560 874,00	0,00	1 350 925,00
Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes financières	1 060 001,00	0,00	0,00	0,00	1 060 001,00
Opérations d'ordre entre sections	8 720 000,00		7 000 000,00	0,00	15 720 000,00
041 Opérations patrimoniales	50 000,00		0,00	0,00	50 000,00
Recettes d'investissement - Total	12 700 000,00	41 800,00	5 439 126,00	0,00	18 180 926,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	3 178 669,87
--	---------------------

=

1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (1)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	21 359 595,87
---	----------------------

(1) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.1

DEPENSES NON INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL	70 000,00	4 596,22	8 390 000,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	15 000,00	2 606,40	30 000,00	0,00
2033	Frais d'insertion	15 000,00	1 080,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires, brevets, ...	0,00	1 526,40	30 000,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	55 000,00	1 989,82	1 360 000,00	0,00
21312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	1 360 000,00	0,00
21538	Autres réseaux	38 000,00	0,00	0,00	0,00
21562	Matériel non mobile incendie et secours	17 000,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage technique	0,00	239,98	0,00	0,00
2158	Autres install., mat et outil. techn.	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	1 749,84	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	7 000 000,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	7 000 000,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.2

DEPENSES INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT

N°	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL		0,00	-875 661,55	0,00
2010000006	GROUPEMENT OUEST	0,00	-214 847,00	0,00
2012000001	PLATEAU TECHNIQUE DE FORMATION	0,00	10 982,40	0,00
2013000002	MODERNISATION DES OUTILS	0,00	0,00	0,00
2014000006	FORGES LES EAUX REHABILITATION	0,00	0,00	0,00
2014000008	LA MAILLERAYE/S REHABILITATION	0,00	0,00	0,00
2014000009	MONTIVILLIERS REHABILITATION	0,00	0,00	0,00
2014000010	DIRECTION AMENAGEMENT LOCAUX	0,00	0,00	0,00
2014000012	NOUVELLE AP LE HAVRE SUD	0,00	-256 700,00	0,00
2015000001	MATERIELS ROULANTS & NAVIGANTS	0,00	0,00	0,00
2015000003	SYSTEME GESTION OPERATIONNELLE	0,00	0,00	0,00
2016000001	AJUSTEMENT MOYENS MATERIELS DES EQUIPES SPECIALISEES	0,00	0,00	0,00
2016000002	ACQUISITION DEQUIPEMENTS ET DE MATERIELS OPERATIONNELS	0,00	-45,62	0,00
2016000003	ACQUISITION DEQUIPEMENTS ET DE MATERIELS NON OPERATIONNELS	0,00	0,00	0,00
2016000004	RECONDITIONNEMENT, AMENAGEMENT, MAINTENANCE ET EQUIPEMENT DES MA	0,00	169 041,00	0,00
2016000005	ACQUISITION DE MOBILIER	0,00	0,00	0,00
2016000006	REFECTION ET AMENAGEMENT DU PATRIMOINE BATI	0,00	91 000,00	0,00
2016000007	RENOUVELLEMENT MATERIELS SSSM	0,00	0,00	0,00
2016000008	RENOUVELLEMENT ET MAINTENANCE DU SYSTEME D'INFORMATION	0,00	0,00	0,00
2017000001	TRAVAUX AU CENTRE DEPARTEMENTAL DE FORMATION	0,00	-1 359 000,00	0,00
2017000002	RECONSTRUCTION DE LA MAISON A FEU DU CDF DE SAINT VALERY EN CAUX	0,00	147 607,67	0,00
2017000003	REHABILITATION ET AMENAGEMENT DU CIS CANY BARVILLE	0,00	296 800,00	0,00
2017000004	CONSTRUCTION CIS DE DUCLAIR	0,00	0,00	0,00
2018000001	SECURITE DANS LES ETABLISSEMENTS DU SDIS	0,00	345 000,00	0,00
2018000002	TRAVAUX DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET D'ECONOMIES D'ENERGIE	0,00	24 500,00	0,00
2018000003	RECONSTRUCTION DU CIS DE FECAMP	0,00	-130 000,00	0,00
2019000001	MATERIELS NON-OPERATIONNELS	0,00	0,00	0,00
2019000002	MATERIELS D'INTERVENTION COURANT	0,00	0,00	0,00
2019000003	MATERIELS ROULANTS ET NAVIGANTS	0,00	0,00	0,00
2019000004	MATERIELS DE FORMATION ET DE PRATIQUE DES ACTIVITES PHYSIQUES ET	0,00	0,00	0,00
2019000005	MATERIELS DU SERVICE DE SSANTE ET SECOURS MEDICAL	0,00	0,00	0,00

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2010000006
LIBELLE : GROUPEMENT OUEST
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1006

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	1 973 852,45	a 0,00	-214 847,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	25 616,08	0,00	0,00	0,00
21311	Bâtiments administratifs	9 527,39	0,00	0,00	0,00
2184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	16 088,69	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	1 948 236,37	0,00	-214 847,00	0,00
231311	Bâtiments administratifs	1 948 236,37	0,00	0,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	-214 847,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	214 847,00
--------------------------------------	-------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2012000001
LIBELLE : PLATEAU TECHNIQUE DE FORMATION
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1201

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	883 758,79	a 0,00	10 982,40	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	5 440,61	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	5 440,61	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	878 318,18	0,00	10 982,40	0,00
231311	Bâtiments administratifs	878 318,18	0,00	10 982,40	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	-10 982,40
--------------------------------------	-------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2013000002
LIBELLE : MODERNISATION DES OUTILS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1302

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	1 409 295,93	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 284 740,20	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	71 752,23	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires, brevets,...	1 212 987,97	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	124 555,73	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel informatique	124 555,73	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014000006
LIBELLE : FORGES LES EAUX REHABILITATION
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1406

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014000008
LIBELLE : LA MAILLERAYE/S REHABILITATION
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1408

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
2317312	Centres incendie et secours mise à dispo	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014000009**LIBELLE : MONTIVILLIERS REHABILITATION****AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1409****DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	3 366,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	3 366,00	0,00	0,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	3 366,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014000010
LIBELLE : DIRECTION AMENAGEMENT LOCAUX
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1410

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	174 230,61	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	22 364,63	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	22 364,63	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	136 629,43	0,00	0,00	0,00
21311	Bâtiments administratifs	28 999,66	0,00	0,00	0,00
2184	Matériel de bureau et mobilier	16 773,47	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	90 856,30	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	15 236,55	0,00	0,00	0,00
231311	Bâtiments administratifs	15 236,55	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014000012
LIBELLE : NOUVELLE AP LE HAVRE SUD
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1412

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	10 200 000,00	a 0,00	-256 700,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	10 200 000,00	0,00	-256 700,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	10 200 000,00	0,00	-256 700,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	256 700,00
--------------------------------------	-------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2015000001
LIBELLE : MATERIELS ROULANTS & NAVIGANTS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1501

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	7 175 441,05	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	7 175 441,05	0,00	0,00	0,00
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	5 582 944,55	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	1 592 496,50	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2015000003
LIBELLE : SYSTEME GESTION OPERATIONNELLE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1503

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires, brevets,...	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00
21532	Réseaux d'alerte	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016000001
LIBELLE : AJUSTEMENT MOYENS MATERIELS DES EQUIPES SPECIALISEES
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1601

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	1 050 569,19	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 050 569,19	0,00	0,00	0,00
21562	Matériel non mobile incendie et secours	1 050 569,19	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016000002
LIBELLE : ACQUISITION DEQUIPEMENTS ET DE MATERIELS OPERATIONNELS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1602

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	1 772 400,72	a 0,00	-45,62	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 772 400,72	0,00	-45,62	0,00
21531	Réseaux de transmission	0,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00
21562	Matériel non mobile incendie et secours	1 772 400,72	0,00	-45,62	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	45,62
--------------------------------------	--------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016000003
LIBELLE : ACQUISITION DEQUIPEMENTS ET DE MATERIELS NON OPERATIONNELS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1603

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	127 217,23	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	127 217,23	0,00	0,00	0,00
21571	Ateliers	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage technique	127 217,23	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016000004
LIBELLE : RECONDITIONNEMENT, AMENAGEMENT, MAINTENANCE ET EQUIPEMENT DES MA
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1604

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		1 301 349,98	a 0,00	169 041,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 301 349,98	0,00	169 041,00	0,00
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	1 289 110,23	0,00	169 041,00	0,00
21562	Matériel non mobile incendie et secours	0,00	0,00	0,00	0,00
21571	Ateliers	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	12 239,75	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	-169 041,00
--------------------------------------	--------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016000005**LIBELLE : ACQUISITION DE MOBILIER****AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1605****DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		63 455,25	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	63 455,25	0,00	0,00	0,00
2184	Matériel de bureau et mobilier	63 455,25	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT					B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016000006
LIBELLE : REFECTION ET AMENAGEMENT DU PATRIMOINE BATI
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1606

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		1 600 000,00	a 0,00	91 000,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 600 000,00	0,00	91 000,00	0,00
21311	Bâtiments administratifs	29 822,00	0,00	0,00	0,00
21312	Centres d'incendie et de secours	1 552 283,00	0,00	91 000,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00
217312	Centres incendie secours (mise à dispo)	17 895,00	0,00	0,00	0,00
2184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
231311	Bâtiments administratifs	0,00	0,00	0,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00	0,00
2317312	Centres incendie et secours mise à dispo	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	-91 000,00
--------------------------------------	-------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016000007
LIBELLE : RENOUVELLEMENT MATERIELS SSSM
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1607

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	283 357,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	283 357,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel d'incendie et de secours	231 310,85	0,00	0,00	0,00
2158	Autres install., mat et outil. techn.	52 046,15	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016000008
LIBELLE : RENOUELEMENT ET MAINTENANCE DU SYSTEME D'INFORMATION
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1608

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		2 068 040,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	353 183,54	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires, brevets, ...	353 183,54	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 714 856,46	0,00	0,00	0,00
21531	Réseaux de transmission	407 256,49	0,00	0,00	0,00
21532	Réseaux d'alerte	0,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00
217318	Autres bâtiments publics (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel informatique	708 443,59	0,00	0,00	0,00
2184	Matériel de bureau et mobilier	491 117,89	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	108 038,49	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2017000001
LIBELLE : TRAVAUX AU CENTRE DEPARTEMENTAL DE FORMATION
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1701

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	150 000,00	a 0,00	-1 359 000,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	150 000,00	0,00	-1 359 000,00	0,00
231318	Autres bâtiments publics	150 000,00	0,00	-1 359 000,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	1 359 000,00
--------------------------------------	---------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2017000002
LIBELLE : RECONSTRUCTION DE LA MAISON A FEU DU CDF DE SAINT VALERY EN CAUX
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1702

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	725 000,00	a 0,00	147 607,67	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	725 000,00	0,00	147 607,67	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00
21562	Matériel non mobile incendie et secours	725 000,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	147 607,67	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
231318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	-147 607,67
--------------------------------------	--------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2017000003
LIBELLE : REHABILITATION ET AMENAGEMENT DU CIS CANY BARVILLE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1703

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	4 800,00	a 0,00	296 800,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	4 800,00	0,00	296 800,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	4 800,00	0,00	296 800,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	-296 800,00
--------------------------------------	--------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2017000004
LIBELLE : CONSTRUCTION CIS DE DUCLAIR
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1704

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00	0,00
217312	Centres incendie secours (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00
217318	Autres bâtiments publics (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2018000001
LIBELLE : SECURITE DANS LES ETABLISSEMENTS DU SDIS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1801

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	0,00	a 0,00	345 000,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	345 000,00	0,00
21311	Bâtiments administratifs	0,00	0,00	0,00	0,00
21312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	345 000,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	-345 000,00
--------------------------------------	--------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2018000002
LIBELLE : TRAVAUX DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET D'ECONOMIES D'ENERGIE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1802

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	141 477,35	a 0,00	24 500,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	141 477,35	0,00	24 500,00	0,00
21311	Bâtiments administratifs	0,00	0,00	0,00	0,00
21312	Centres d'incendie et de secours	141 477,35	0,00	24 500,00	0,00
217312	Centres incendie secours (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	-24 500,00
--------------------------------------	-------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2018000003
LIBELLE : RECONSTRUCTION DU CIS DE FECAMP
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1803

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	0,00	a 0,00	-130 000,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	-130 000,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	-130 000,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	130 000,00
--------------------------------------	-------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2019000001
LIBELLE : MATERIELS NON-OPERATIONNELS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1901

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	1 837 746,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires, brevets,...	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 837 746,00	0,00	0,00	0,00
21531	Réseaux de transmission	26 575,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	1 218 734,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage technique	458 295,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Matériel de bureau et mobilier	134 142,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2019000002
LIBELLE : MATERIELS D'INTERVENTION COURANT
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1902

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	4 032 211,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	4 032 211,00	0,00	0,00	0,00
21531	Réseaux de transmission	214 817,00	0,00	0,00	0,00
21562	Matériel non mobile incendie et secours	3 817 394,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2019000003
LIBELLE : MATERIELS ROULANTS ET NAVIGANTS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1903

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		9 713 377,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	9 713 377,00	0,00	0,00	0,00
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	4 535 545,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	5 177 832,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2019000004
LIBELLE : MATERIELS DE FORMATION ET DE PRATIQUE DES ACTIVITES PHYSIQUES ET
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1904

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	138 836,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	138 836,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	138 836,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2019000005
LIBELLE : MATERIELS DU SERVICE DE SSANTE ET SECOURS MEDICAL
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1905

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.4

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT A VERSER					B2

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
204	Subventions d'équipement versées	50 000,00	0,00	0,00	0,00
20412	Subv. public - Bâtiments, installations	50 000,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES FINANCIERES	B3

DEPENSES FINANCIERES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL	156 994,42	0,00	1 140 661,20	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	111 219,00	0,00	1,00	0,00
1641	Emprunts en euros	111 219,00	0,00	1,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	45 775,42		1 140 660,20	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES D'EQUIPEMENT	B4

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL		2 869 999,00	41 800,00	-1 560 874,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	109 125,00	41 800,00	0,00	0,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00
1312	Subv. transf. régions	0,00	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	109 125,00	41 800,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (2)	2 760 874,00	0,00	-1 560 874,00	0,00
1641	Emprunts en euros	2 760 874,00	0,00	-1 560 874,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
231311	Bâtiments administratifs	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Sauf 165, 166 et 16449.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES FINANCIERES	B5

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL	1 060 001,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 060 000,00	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	1 060 000,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	1,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS	B6

RECAPITULATIF DES OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS (1)

Chap.	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL DEPENSES (2) (3)	0,00	0,00	0,00
	TOTAL RECETTES (2) (3)	0,00	0,00	0,00

(1) Voir le détail des opérations pour le compte de tiers en annexe IV-A5.

(2) Les recettes sont égales aux dépenses de chaque opération sous mandat.

(3) Présenter une ligne par opération pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS				B7

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
040	DEPENSES (2)	1 929 145,00	0,00	0,00
13912	Sub. transf. cpté résult. régions	92 015,00	0,00	0,00
13918	Autres sub. transf. équipement	0,00	0,00	0,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	0,00	0,00
198	Neutralisation des amortissements	0,00	0,00	0,00
21312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00
21562	Matériel non mobile incendie et secours	1 837 130,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	8 720 000,00	7 000 000,00	0,00
040	Opérations d'ordre entre sections	8 320 000,00	0,00	0,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	0,00	0,00
21531	Réseaux de transmission	0,00	0,00	0,00
21532	Réseaux d'alerte	0,00	0,00	0,00
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00
21562	Matériel non mobile incendie et secours	0,00	0,00	0,00
2184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	0,00	0,00
280412	Subv. public - Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00
28051	Concessions, droits similaires, brevets,...	0,00	0,00	0,00
281311	Bâtiments administratifs	0,00	0,00	0,00
281312	Centres d'incendie et secours constr.	8 320 000,00	0,00	0,00
281318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00
28132	Bâtiments privés constr.	0,00	0,00	0,00
281531	Réseaux de transmission	0,00	0,00	0,00
281532	Réseaux d'alerte	0,00	0,00	0,00
281538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00
281561	Matériel mobile d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00
281562	Matériel non mobile incendie et secours	0,00	0,00	0,00
281568	Autre matériel d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00
281571	Ateliers	0,00	0,00	0,00
281578	Autre matériel et outillage technique	0,00	0,00	0,00
28158	Autres immobilisations	0,00	0,00	0,00
2817312	Centres incendie secours (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00
2817318	Autres bâtiments publics (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00
28182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00
28183	Matériel informatique	0,00	0,00	0,00
28184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	0,00	0,00
28188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	400 000,00	7 000 000,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; RI 021 = DF 023.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS PATRIMONIALES	B8

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
041	DEPENSES (2)	50 000,00	0,00	0,00
21311	Bâtiments administratifs	0,00	0,00	0,00
21312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00
21532	Réseaux d'alerte	0,00	0,00	0,00
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00
21562	Matériel non mobile incendie et secours	50 000,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
231311	Bâtiments administratifs	0,00	0,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00
2317312	Centres incendie et secours mise à dispo	0,00	0,00	0,00
041	RECETTES (2)	50 000,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00
21312	Centres d'incendie et de secours	50 000,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Les dépenses sont égales aux recettes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	B9.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		I 249 009,42	1 140 661,20	II 0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		111 219,00	1,00	0,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	111 219,00	1,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		137 790,42	1 140 660,20	0,00
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>			
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	92 015,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	45 775,42	1 140 660,20	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	1 389 670,62	4 596,22	0,00	1 394 266,84

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT	
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	B9.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		V 9 780 001,00	7 000 000,00	VI 0,00
Ressources propres externes de l'année (a)		1 060 000,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	1 060 000,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00
Ressources propres internes de l'année (b)		8 720 001,00	7 000 000,00	0,00
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
28...	Amortissement des immobilisations			
280412	Subv. public - Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00
28051	Concessions, droits similaires, brevets,...	0,00	0,00	0,00
281311	Bâtiments administratifs	0,00	0,00	0,00
281312	Centres d'incendie et secours construc.	8 320 000,00	0,00	0,00
281318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00
28132	Bâtiments privés constr.	0,00	0,00	0,00
281531	Réseaux de transmission	0,00	0,00	0,00
281532	Réseaux d'alerte	0,00	0,00	0,00
281538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00
281561	Matériel mobile d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00
281562	Matériel non mobile incendie et secours	0,00	0,00	0,00
281568	Autre matériel d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00
281571	Ateliers	0,00	0,00	0,00
281578	Autre matériel et outillage technique	0,00	0,00	0,00
28158	Autres immobilisations	0,00	0,00	0,00
2817312	Centres incendie secours (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00
2817318	Autres bâtiments publics (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00
28182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00
28183	Matériel informatique	0,00	0,00	0,00
28184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	0,00	0,00
28188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
481...	Charges à répartir			
024	Produits des cessions d'immobilisations	1,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	400 000,00	7 000 000,00	0,00

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution R001 (3)	Affectation R1068 (3)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	16 780 001,00	41 800,00	3 178 669,87	0,00	20 000 470,87

Montant

SDIS de la Seine-Maritime - Budget Principal - BS (projet de budget) - 2019

Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV	1 394 266,84
Ressources propres disponibles	VIII	20 000 470,87
Solde	IX = VIII – IV (4)	18 606 204,03

(1) Les comptes 169, 26, 27, 28 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N ET PROVISIONS NOUVELLES

IV
A3

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises D	SOLDE E = C - D
Provisions pour risques et charges (2)	4 650 500,00		1 767 375,81	6 417 875,81	1 793,04	6 416 082,77
Provisions pour litiges et contentieux	0,00		1 644 792,73	1 644 792,73	0,00	1 644 792,73
PROTOCOLE SOCIETE SYSTEL MARCHE 20090023	0,00	15/12/2011	10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00
CONTENTIEUX CIS BOLBEC	0,00	05/02/2016	200 000,00	200 000,00	0,00	200 000,00
CONTENTIEUX CENTRE DEPARTEMENTAL DE FORMATION	0,00	14/12/2016	1 434 792,73	1 434 792,73	0,00	1 434 792,73
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour grosses réparations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	4 650 500,00		122 583,08	4 773 083,08	1 793,04	4 771 290,04
PROVISION AUTO-ASSURANCE	0,00	05/02/2016	117 000,00	117 000,00	0,00	117 000,00
CREANCES IRRECOUVRABLES	0,00	14/12/2016	5 583,08	5 583,08	1 793,04	3 790,04
CONTENTIEUX	150 500,00	16/02/2018	0,00	150 500,00	0,00	150 500,00
Protocole de négociation syndicale	4 500 000,00	04/06/2019	0,00	4 500 000,00	0,00	4 500 000,00
Provisions pour dépréciation (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	4 650 500,00		1 767 375,81	6 417 875,81	1 793,04	6 416 082,77

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement, ...).

IV – ANNEXES		IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – AUTORISATIONS DE PROGRAMME		B6

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercices au-delà de N+1)
TOTAL	63 663 622,65	0,00	63 663 622,65	19 643 944,16	9 568 199,03	8 231 246,11	25 565 484,62
2010-1006	4 250 000,00	0,00	4 250 000,00	3 970 976,89	11 000,00	0,00	0,00
2012-1201	1 142 500,00	0,00	1 142 500,00	908 572,05	233 927,95	0,00	0,00
2013-1302	1 675 000,00	0,00	1 675 000,00	1 409 295,93	265 704,07	0,00	0,00
2014-1409	510 000,00	0,00	510 000,00	21 521,23	330 000,00	158 478,77	0,00
2014-1410	520 000,00	0,00	520 000,00	510 070,37	9 929,63	0,00	0,00
2014-1412	10 200 000,00	0,00	10 200 000,00	105 103,38	537 700,00	1 729 000,00	7 571 496,62
2015-1501	7 175 441,05	0,00	7 175 441,05	6 754 941,05	420 500,00	0,00	0,00
2016-1601	1 050 569,19	0,00	1 050 569,19	977 129,19	73 460,00	0,00	0,00
2016-1602	1 772 400,72	0,00	1 772 400,72	1 729 900,72	42 454,38	0,00	0,00
2016-1603	127 217,23	0,00	127 217,23	127 217,23	0,00	0,00	0,00
2016-1604	1 820 920,00	0,00	1 820 920,00	971 349,98	489 700,00	359 870,02	0,00
2016-1605	63 455,25	0,00	63 455,25	63 455,25	0,00	0,00	0,00
2016-1606	1 600 000,00	0,00	1 600 000,00	379 436,52	891 000,00	329 563,48	0,00
2016-1608	807 138,21	0,00	807 138,21	799 548,21	7 590,00	0,00	0,00
2017-1701	1 465 000,00	0,00	1 465 000,00	0,00	10 000,00	140 000,00	1 315 000,00
2017-1702	725 000,00	0,00	725 000,00	303 995,63	421 004,37	0,00	0,00
2017-1703	500 000,00	0,00	500 000,00	17 744,40	350 000,00	132 255,60	0,00
2017-1704	2 830 000,00	0,00	2 830 000,00	428 820,37	51 179,63	166 000,00	2 184 000,00
2018-1801	600 000,00	0,00	600 000,00	23 388,41	495 000,00	81 611,59	0,00
2018-1802	1 400 000,00	0,00	1 400 000,00	141 477,35	714 500,00	544 022,65	0,00
2018-1803	6 415 000,00	0,00	6 415 000,00	0,00	20 000,00	450 000,00	5 815 000,00
2019-1901	1 837 746,00	0,00	1 837 746,00	0,00	417 819,00	466 908,00	953 019,00
2019-1902	4 726 468,00	0,00	4 726 468,00	0,00	1 254 236,00	1 211 675,00	2 260 557,00
2019-1903	9 713 377,00	0,00	9 713 377,00	0,00	2 335 463,00	2 276 450,00	5 101 464,00
2019-1904	138 836,00	0,00	138 836,00	0,00	35 734,00	34 867,00	68 235,00
2019-1905	597 554,00	0,00	597 554,00	0,00	150 297,00	150 544,00	296 713,00

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

IV – ANNEXES		IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT		B7

N° ou intitulé de l'AE	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercices au-delà de N+1)
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.
(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

IV

C1

C1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		146,00	0,00	146,00	122,80	8,00	130,80
ADJOINT ADMINISTRATIF	C	95,00	0,00	95,00	84,20	1,00	85,20
ATTACHE	A	11,00	0,00	11,00	8,00	2,00	10,00
DIRECTEUR	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
REDACTEUR	B	39,00	0,00	39,00	30,60	4,00	34,60
FILIERE TECHNIQUE (c)		97,00	0,00	97,00	78,70	11,00	89,70
ADJOINT TECHNIQUE	C	34,00	0,00	34,00	30,80	1,00	31,80
AGENT DE MAITRISE	C	25,00	0,00	25,00	22,00	2,00	24,00
INGENIEUR	A	11,00	0,00	11,00	5,90	4,00	9,90
TECHNICIEN	B	27,00	0,00	27,00	20,00	4,00	24,00
FILIERE SOCIALE (d)		1,00	0,00	1,00	0,90	0,00	0,90
ASSISTANT SOCIO EDUCATIF PRINCIPAL	B	1,00	0,00	1,00	0,90	0,00	0,90
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ANIMATION (i)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		908,00	0,00	908,00	860,10	3,00	863,10
ADJUDANT/ADJUDANT-CHEF	C	214,00	0,00	214,00	211,50	0,00	211,50
CADRE DE SANTE DE 1ère CLASSE	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
CAPITAINE	A	30,00	0,00	30,00	22,00	0,00	22,00
CAPORAL	C	291,00	0,00	291,00	284,60	2,00	286,60
CAPORAL-CHEF	C	65,00	0,00	65,00	62,60	0,00	62,60
COLONEL	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00

IV – ANNEXES		IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT		B7

N° ou intitulé de l'AE	Montant des AE			Montant des CP		
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer de l'exercice N+1
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.
(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
COMMANDANT	A	25,00	0,00	25,00	23,00	0,00	23,00
INFIRMIER HORS CLASSE	A	4,00	0,00	4,00	3,80	0,00	3,80
LIEUTENANT 1ERE CLASSE	B	36,00	0,00	36,00	28,00	0,00	28,00
LIEUTENANT 2EME CLASSE	B	29,00	0,00	29,00	17,00	0,00	17,00
LIEUTENANT HORS CLASSE	B	8,00	0,00	8,00	7,00	0,00	7,00
LIEUTENANT-COLONEL	A	10,00	0,00	10,00	8,00	0,00	8,00
MEDECIN DE CLASSE EXCEPTIONNELLE	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
MEDECIN HORS CLASSE	A	2,00	0,00	2,00	1,00	1,00	2,00
PHARMACIEN DE CLASSE NORMALE	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
PHARMACIEN HORS CLASSE	A	1,00	0,00	1,00	0,80	0,00	0,80
SAPEUR	C	31,00	0,00	31,00	31,00	0,00	31,00
SERGEN-T- SERGENT-CHEF	C	157,00	0,00	157,00	154,80	0,00	154,80
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		1 152,00	0,00	1 152,00	1 062,50	22,00	1 084,50

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalents temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-59 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

IV

C1

C1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		Fondement du contrat (4)	CONTRAT
			Indice (8)	Euros		
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
ADJOINT ADMINISTRATIF	C	ADM	366	0,00	3-2	CDD A
ADJOINT TECHNIQUE	C	TECH	386	0,00	3-2	CDD A
AGENT DE MAITRISE	C	TECH	460	0,00	3-2	CDD A
AGENT DE MAITRISE	C	TECH	363	0,00	3-2	CDD A
ATTACHE	A	ADM	490	0,00	3-3-2°	CDD A
ATTACHE	A	ADM	518	0,00	3-3-2°	CDD A
CAPORAL	C	OTR	354	0,00	3-2	CDD A
CAPORAL	C	OTR	354	0,00	3-2	CDD A
DIRECTEUR	A	ADM	1005	0,00	3-3-2°	CDD A
INGENIEUR	A	TECH	558	0,00	3-3-2°	CDD A
INGENIEUR	A	TECH	686	0,00	3-3-2°	CDD A
INGENIEUR	A	TECH	471	0,00	3-3-2°	CDD A
INGENIEUR	A	TECH	512	0,00	3-2	CDD A
MEDECIN HORS CLASSE	A	OTR	807	0,00	3-2	CDD A
REDACTEUR	B	ADM	389	0,00	3-2	CDD A
REDACTEUR	B	ADM	480	0,00	3-2	CDD A
REDACTEUR	B	ADM	415	0,00	3-2	CDD A
REDACTEUR	B	ADM	379	0,00	3-2	CDD A
TECHNICIEN	B	TECH	429	0,00	3-2	CDD A
TECHNICIEN	B	TECH	506	0,00	3-2	CDD A
TECHNICIEN	B	TECH	444	0,00	3-2	CDD A
TECHNICIEN	B	TECH	429	0,00	3-2	CDD A
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
ADJOINT ADMINISTRATIF	C	ADM	348	0,00	3-a°	CDD A
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.

TECH : Technique.

URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).

S : Social.

MS : Médico-social.

MT : Médico-technique.

SP : Sportif.

CULT : Culturel.

ANIM : Animation.

PMS : Police.

OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :

IV - ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice

17

Nombre de membres présents

10 + 2 pouvoirs

Nombre de suffrages exprimés

12

VOTES :

Pour 12

Contre 0

Abstentions 0

Date de convocation : 21 mai 2019

Présenté par le Président, M. GAUTIER André, à YVETOT, le 04 Juin 2019

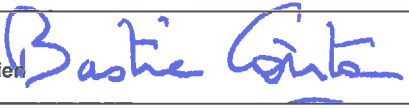

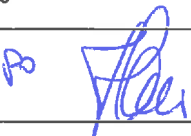
Le président

Monsieur GAUTIER André

Délibéré par le conseil d'administration, réuni en session, à YVETOT,

le 04 Juin 2019

Membres représentant le département	
Le président	Suppléante
Monsieur GAUTIER André	Madame TESSIER Dominique
Titulaires	Suppléants
Madame ALLAIS Sophie	Monsieur ROUSSELIN Jean-Louis
Madame CANU Pierrette	Monsieur MARCHE Frédéric
Madame COTTEREAU Chantal	Madame CARON Marine
Madame DURANDE Florence	Monsieur BERTRAND Nicolas
Madame LEFEBVRE Blandine	Monsieur DUVAL Christian
Monsieur LEJEUNE Michel	Madame MSICA GUEROUT Christelle
Madame LUCOT-AVRIL Virginie	
Monsieur REGNIER Didier	Madame VIEUBLE Nacéra
Monsieur TASSERIE Sébastien	Madame SINEAU PATRY Cécile
Madame THIBAudeau RAINOT Florence	Madame FLAVIGNY Catherine

Membres représentant les communes	
Titulaires	Suppléants
Monsieur BLOND Eric	
Monsieur CORITON Bastien 	Madame DUPARC Fabienne
Madame GAUTIER-HURTADO Maria-Dolorès	
Monsieur THEVENOT Jean-Pierre	
Membres représentant les EPCI	
Titulaires	suppléants
Monsieur COUTEY Guillaume	Madame DIALLO-CISSE Dieynaba
Monsieur LEROY Philippe 	

Certifié exécutoire par le président, compte tenu de la transmission en préfecture le
et de la publication le

A YVETOT, le.....

N°DCA-2019-026

- Membres
théoriques : 17
- Membres en
exercice : 17
- Membres
présents :
10
- Pouvoirs :
2
- Votants :
12

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

BUDGET ANNEXE RESTAURATION – BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2019

Le 04 juin 2019, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 mai 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 10 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Florence DURANDE, Virginie LUCOT-AVRIL.
MM. Bastien CORITON, Michel LEJEUNE, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

Mme Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO.
M. Christian DUVAL.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant André GUEROULT, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Benoît LEMAIRE, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoir :

Madame Florence THIBAUDEAU RAINOT à Monsieur Sébastien TASSERIE,
Monsieur Philippe LEROY à Madame Sophie ALLAIS.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU, Blandine LEFEBVRE – représentée, Florence THIBAUDEAU RAINOT.

MM. Eric BLOND, Guillaume COUTEY, Philippe LEROY, Didier REGNIER, Jean-Pierre THEVENOT, le Commandant Samuel PERDRIX, le Commandant Hervé TESNIERE, le Lieutenant Hervé PASQUIER.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, notamment l'article, L2313-1,
- l'instruction budgétaire et comptable M61,
- la délibération n° DCA-2019-011 portant approbation du budget primitif annexe restauration pour l'exercice 2019,
- la délibération n°DCA-2019-019 du Conseil d'administration du 04 juin 2019 portant approbation du compte administratif du budget annexe restauration pour l'exercice 2018,
- la délibération n°DCA-2019-021 du Conseil d'administration du 04 juin 2019 portant affectation du résultat 2018 du budget annexe restauration.

*
* *

Le budget supplémentaire proposé au titre de 2019 vise à intégrer les résultats de l'exercice 2018, votés à cette même séance.

Il s'équilibre en recettes et en dépenses comme suit :

Budget annexe restauration	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Investissement			
Dépenses	6 243,73 €	0,00 €	6 243,73 €
020 "Dépenses imprévues"	243,73 €		243,73 €
21 "immobilisations corporelles"	6 000,00 €		6 000,00 €
Recettes	6 243,73 €	0,00 €	6 243,73 €
001 "Excédent reporté"	6 243,73 €	0,00 €	6 243,73 €

Il est proposé de ventiler l'excédent d'investissement pour :

- abonder le montant des dépenses imprévues d'un montant 243,37 € dans la limite du plafond réglementaire,
- et flécher le reste de l'excédent, soit 6 000 €, pour le renouvellement de nos équipements.

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190604-DCA-2019-026-BF

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/06/2019
Affichage : 06/06/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

André GAUTIER



REPUBLIQUE FRANÇAISE

**SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
SDIS de la Seine-Maritime**

Numéro SIRET : 28760001900072

POSTE COMPTABLE : SDIS76 PAR PAIERIE DEPART.76

M. 61

Budget supplémentaire (1)

BUDGET : Budget Restauration (2)
Agrégé au budget principal de Budget Principal (3)

ANNEE 2019

(1) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal (du SDIS) ou libellé du budget annexe.

(3) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Modalités de vote du budget	3
B - Exécution du budget de l'exercice précédent	4

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble du budget	6
A2.1 - Equilibre financier du budget - Section de fonctionnement	7
A2.2 - Equilibre financier du budget - Section d'investissement	8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	9
B2 - Balance générale du budget - Recettes	10

III - Vote du budget

A - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	12
A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	15
B - Section d'investissement - Vue d'ensemble	16
B1.1 - Section d'investissement - Dépenses non individualisées en programme d'équipement	17
B1.2 - Section d'investissement - Dépenses individualisées en programme d'équipement	18
B1.3 - Section d'investissement - Chapitres de programme afférent à une autorisation de programme	19
B1.4 - Section d'investissement - Chapitres de programme non compris dans une autorisation de programme	20
B2 - Section d'investissement - Subventions d'équipement à verser	21
B3 - Section d'investissement - Dépenses financières	22
B4 - Section d'investissement - Recettes d'équipement	23
B5 - Section d'investissement - Recettes financières	24
B6 - Section d'investissement - Récapitulatif des opérations pour le compte de tiers	25
B7 - Section d'investissement - Opérations d'ordre entre sections	26
B8 - Section d'investissement - Opérations patrimoniales	27
B9.1 - Section d'investissement - Equilibre des opérations financières - Dépenses	28
B9.2 - Section d'investissement - Equilibre des opérations financières - Recettes	29

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées	Sans Objet
A3 - Etat des provisions	Sans Objet
A4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget	Sans Objet
B2 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B3 - Etat des contrats de PPP	Sans Objet
B4 - Etat des engagements donnés	Sans Objet
B5 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B6 - Situation des autorisations de programme	Sans Objet
B7 - Situation des autorisations d'engagement	Sans Objet

C - Autres éléments d'information

C1 - Etat du personnel	30
C2 - Liste des organismes dans lesquels le SDIS a pris un engagement financier	Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en un budget annexe	Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures	32
--------------------------	----

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – Le conseil d'administration a voté le présent budget :

- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement.
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement.
- sans (2) les programmes listés sur l'état II-B1.2.
- avec (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

III – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre.

IV – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1 (5).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les programmes d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT	B

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (3)
TOTAL DU BUDGET	728 574,56	731 336,75	3 481,54	6 243,73
Investissement	19 533,09	22 295,28	(1) 3 481,54	6 243,73
Fonctionnement	709 041,47	709 041,47	(2) 0,00	0,00

(1) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(3) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

RESTES A REALISER – DEPENSES

Chap. / Art. (4)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT-TOTAL		(I) 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT-TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00

(4) Suivant le niveau de vote retenu par le conseil d'administration.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT	B

	RESTES A REALISER			RESULTAT CUMULE = (A) + (B) Excédent si positif Déficit si négatif
	Dépenses	Recettes	Solde (B)	
TOTAL DU BUDGET	I + II 0,00	III + IV 0,00	0,00	6 243,73
Investissement	I 0,00	III 0,00	0,00	6 243,73
Fonctionnement	II 0,00	IV 0,00	0,00	0,00

RESTES A REALISER – RECETTES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT-TOTAL		(III) 0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT-TOTAL		(IV) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
74	Contributions et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00

(1) Suivant le niveau de vote retenu par le conseil d'administration.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II
VUE D'ENSEMBLE		A1

V O T E		DEPENSES	RECETTES
	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	6 243,73	0,00

+		+	+
R E P O R T S	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 6 243,73

=		=	=
Total de la section d'investissement (2)		6 243,73	6 243,73

V O T E		DEPENSES	RECETTES
	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	0,00	0,00

+		+	+
R E P O R T S	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00

=		=	=
Total de la section de fonctionnement (3)		0,00	0,00

TOTAL DU BUDGET (4)		6 243,73	6 243,73
------------------------	--	----------	----------

TOTAL DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE DU BUDGET

	DÉPENSES			RECETTES		
	RÉELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL	REELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL
Crédits d'investissement votés au titre du présent budget	6 243,73	0,00	6 243,73	0,00	0,00	0,00
Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total budget (hors RAR N-1 et reports)	6 243,73	0,00	6 243,73	0,00	0,00	0,00

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 3312.9 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 3312-8 du CGCT).

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A2.1

SECTION DE FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)**OPERATIONS REELLES**

CHAP.	LIBELLE	DEPENSES	RECETTES
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
74	Contributions et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
Total gestion des services		0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
68	Dotations amortissements et provisions	0,00	
022	Dépenses imprévues	0,00	
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
78	Reprises amortissements et provisions		0,00
TOTAL DES OPERATIONS REELLES		I 0,00	II 0,00

SOLDE DES OPERATIONS REELLES ET MIXTES :	0,00
(Recettes réelles – Dépenses réelles)	

OPERATIONS D'ORDRE (1)

042	Opérations d'ordre entre sections	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	
TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE		III 0,00	IV 0,00

AUTOFINANCEMENT DEGAGE = D (042 + 023) - R 042 :	0,00
---	-------------

002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	V 0,00	VI 0,00
---	---------------	----------------

TOTAL DE LA SECTION	I+III+V 0,00	II+IV+VI 0,00
----------------------------	---------------------	----------------------

(1) DF 023 = RI 021 ; DF 042 = RI 040 ; RF 042 = DI 040 ; DF 043 = RF 043.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER–SECTION D'INVESTISSEMENT	A2.2

SECTION D'INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)**OPERATIONS REELLES**

CHAP.	LIBELLE	DEPENSES	RECETTES
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	(1) 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	(2) 0,00	(3) 0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	(3) 0,00
21	Immobilisations corporelles	(2) 6 000,00	(3) 0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(2) 0,00	(3) 0,00
23	Immobilisations en cours	(2) 0,00	(3) 0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00
45	Total des opérations pour compte de tiers	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	243,73	
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
TOTAL DES OPERATIONS REELLES		I 6 243,73	II 0,00

BESOIN D'AUTOFINANCEMENT :	6 243,73
(Dépenses réelles – Recettes réelles)	

OPERATIONS D'ORDRE (4)

040	Opérations d'ordre entre sections	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement		0,00
TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE		III 0,00	IV 0,00

AUTOFINANCEMENT PROPRE A L'EXERCICE = R (040 + 021) - D 040	0,00
Solde des opérations d'ordre de section à section (précédé du signe – si négatif)	

001 SOLDE D'EXECUTION N-1 REPORTE (5)	V 0,00	VI 6 243,73
1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (5)		VII 0,00

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V 6 243,73	II + IV + VI + VII 6 243,73
----------------------------	-----------------------------	------------------------------------

(1) Hors 1068.

(2) Y compris les programmes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) RI 021 = DF 023 ; RI 040 = DF 042 ; DI 040 = RF 042 ; DI 041 = RI 041.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE-DEPENSES	B1

1 – FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011 Charges à caractère général	0,00		0,00
012 Charges de personnel et frais assimilés	0,00		0,00
014 Atténuations de produits	0,00		0,00
60 Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65 Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66 Charges financières	0,00	0,00	0,00
67 Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68 Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
71 Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
022 Dépenses imprévues	0,00		0,00
023 Virement à la section d'investissement		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement –Total	0,00	0,00	0,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (7)	0,00
--	------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	0,00
--	-------------

2 – INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)

INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10 Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13 Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18 Compte de liaison : affectation (BA)	(5) 0,00		0,00
Total des programmes d'équipement	0,00		0,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00	0,00	0,00
204 Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21 Immobilisations corporelles (3)	6 000,00	0,00	6 000,00
22 Immobilisations reçues en affectation (3)	(6) 0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours (3)	0,00	0,00	0,00
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28 Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
19 Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
45 Opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00
481 Charges à répartir		0,00	0,00
3... Stocks et en-cours		0,00	0,00
020 Dépenses imprévues	243,73		243,73
Dépenses d'investissement –Total	6 243,73	0,00	6 243,73

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (7)	0,00
---	------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	6 243,73
---	-----------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 61.

(3) Hors chapitres programmes.

(4) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état.

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(6) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET			II
BALANCE GENERALE-RECETTES			B2

1-FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
74	Contributions et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		0,00	0,00	0,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
------------------------------------	------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	0,00
---	------

2-INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	(4) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(5) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		0,00	0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement		0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement –Total		0,00	0,00	0,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (6)	6 243,73
---	----------

+

1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (6)	0,00
--	------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	6 243,73
--	----------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 61.

(3) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état.

(4) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	401 950,00	0,00	0,00	0,00	401 950,00
	- Avec AE / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	- Hors AE / CP	401 950,00	0,00	0,00	0,00	401 950,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	386 443,00	0,00	0,00	0,00	386 443,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	10,00	0,00	0,00	0,00	10,00
	- Avec AE / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	- Hors AE / CP	10,00	0,00	0,00	0,00	10,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	250,00	0,00	0,00	0,00	250,00
68	Dotations amortissements et provisions	0,00		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	9 300,00		0,00	0,00	9 300,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérations d'ordre entre sections	10 710,00		0,00	0,00	10 710,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement - Total		808 663,00	0,00	0,00	0,00	808 663,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (1)	0,00
--	------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	808 663,00
---	------------

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration III	TOTAL IV = I + II + III
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	418 001,00	0,00	0,00	0,00	418 001,00
74	Contributions et participations	6 662,00	0,00	0,00	0,00	6 662,00
75	Autres produits de gestion courante	384 000,00	0,00	0,00	0,00	384 000,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amortissements et provisions	0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérations d'ordre entre sections	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
Recettes de fonctionnement - Total		808 663,00	0,00	0,00	0,00	808 663,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (1)	0,00
--	------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	808 663,00
---	------------

(1) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLES				A1
Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
011	Charges à caractère général	401 950,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	210 000,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	7 700,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	1 600,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	950,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	162 000,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	13 000,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	3 800,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	500,00	0,00	0,00
6288	Autres remboursements de frais	2 400,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	386 443,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00
6331	Versement de transport	8 549,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	949,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	3 416,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	176 995,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité résidence	1 798,00	0,00	0,00
64113	NBI	2 249,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	51 953,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations personnel non titulaire	10 569,00	0,00	0,00
64162	Emplois d'avenir	20 728,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	19 051,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	30 912,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	57 864,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	528,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00
6488	Autres charges	882,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	10,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	10,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
TOTAL GESTION DES SERVICES (A) = (011 + 012 + 65 + 014)		788 403,00	0,00	0,00
66	Charges financières (B)	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (C)	250,00	0,00	0,00
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	250,00	0,00	0,00
68	Dotations amortissements et provisions (D)	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (E)	9 300,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES REELLES = A + B + C + D + E		797 953,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00
042	Opérations d'ordre entre sections (2)	10 710,00	0,00	0,00
675	Valeurs comptables immobilisation cédée	0,00	0,00	0,00
6811	Dot. amort. et prov. immobilisations	10 710,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE (= Prélèvement issu de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement)		10 710,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		808 663,00	0,00	0,00
				+
RESTES A REALISER N-1 (3)				0,00
				+
D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (3)				0,00
				=
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES				808 663,00

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (4)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes utilisé.

(2) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.

(3) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLES	A2

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	418 001,00	0,00	0,00
7068	Autres prestations de services	195 620,00	0,00	0,00
70871	Remb. frais collectivité rattachement	222 381,00	0,00	0,00
74	Contributions et participations	6 662,00	0,00	0,00
74712	Emplois d'avenir	6 662,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	384 000,00	0,00	0,00
7552	PEC déficit bud. annexe par bud. princ.	384 000,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00
TOTAL GESTION DES SERVICES (A) = (70 + 74 + 75 + 013)		808 663,00	0,00	0,00
76	Produits financiers (B)	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (C)	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
7788	Autres produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amortissements et provisions (D)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES = A + B + C + D		808 663,00	0,00	0,00
042	Opérations d'ordre entre sections (2)	0,00	0,00	0,00
7761	Différences sur réalisations (négatives)	0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		808 663,00	0,00	0,00

+

RESTES A REALISER N-1 (3)	0,00
----------------------------------	-------------

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (3)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	808 663,00
--	-------------------

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (4)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes utilisé.

(2) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040, RF 043 = DF 043.

(3) Inscire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Nature	Budget de l'exercice (BP + BS + DM) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration III	TOTAL IV = I + II + III
Dépenses d'équipement	10 000,00	0,00	6 000,00	6 000,00	16 000,00
- Non individualisées en programmes d'équipement	10 000,00	0,00	6 000,00	6 000,00	16 000,00
- Avec AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP / CP	10 000,00	0,00	6 000,00	6 000,00	16 000,00
- Individualisées en programmes d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Avec AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Subventions d'équipement à verser (c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Avec AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses financières	710,00	0,00	243,73	243,73	953,73
<i>040 Opérations d'ordre entre sections</i>	<i>0,00</i>		<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
<i>041 Opérations patrimoniales</i>	<i>0,00</i>		<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
Dépenses d'investissement - Total	10 710,00	0,00	6 243,73	6 243,73	16 953,73

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	16 953,73
---	------------------

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Nature	Budget de l'exercice (BP + BS + DM) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration III	TOTAL IV = I + II + III
Recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<i>Opérations d'ordre entre sections</i>	<i>10 710,00</i>		<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>10 710,00</i>
<i>041 Opérations patrimoniales</i>	<i>0,00</i>		<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
Recettes d'investissement - Total	10 710,00	0,00	0,00	0,00	10 710,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	6 243,73
--	-----------------

=

1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (1)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	16 953,73
---	------------------

(1) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.1

DEPENSES NON INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL	10 000,00	0,00	6 000,00	6 000,00
20	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	10 000,00	0,00	6 000,00	6 000,00
21578	Autre matériel et outillage technique	10 000,00	0,00	6 000,00	6 000,00
2184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.2

DEPENSES INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT

N°	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL	0,00	0,00	0,00

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.4

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT A VERSER	B2

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES FINANCIERES	B3

DEPENSES FINANCIERES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL	710,00	0,00	243,73	243,73
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	710,00		243,73	243,73

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES D'EQUIPEMENT					B4

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Sauf 165, 166 et 16449.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES FINANCIERES	B5

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS	B6

RECAPITULATIF DES OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS (1)

Chap.	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL DEPENSES (2) (3)	0,00	0,00	0,00
	TOTAL RECETTES (2) (3)	0,00	0,00	0,00

(1) Voir le détail des opérations pour le compte de tiers en annexe IV-A5.

(2) Les recettes sont égales aux dépenses de chaque opération sous mandat.

(3) Présenter une ligne par opération pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	B7

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
040	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	10 710,00	0,00	0,00
040	Opérations d'ordre entre sections	10 710,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage technique	0,00	0,00	0,00
281578	Autre matériel et outillage technique	10 710,00	0,00	0,00
28184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; RI 021 = DF 023.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS PATRIMONIALES	B8

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
041	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00
041	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Les dépenses sont égales aux recettes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	B9.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		I 710,00	243,73	II 243,73
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		0,00	0,00	0,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		710,00	243,73	243,73
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves			
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	710,00	243,73	243,73

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	953,73	0,00	0,00	953,73

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	B9.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		V 10 710,00	0,00	VI 0,00
Ressources propres externes de l'année (a)		0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b)		10 710,00	0,00	0,00
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
28...	Amortissement des immobilisations			
281578	Autre matériel et outillage technique	10 710,00	0,00	0,00
28184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	0,00	0,00
481...	Charges à répartir			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution R001 (3)	Affectation R1068 (3)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	10 710,00	0,00	6 243,73	0,00	16 953,73

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV 953,73
Ressources propres disponibles	VIII 16 953,73
Solde	IX = VIII – IV (4) 16 000,00

(1) Les comptes 169, 26, 27, 28 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	IV
	C1

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)				EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL		AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
Directeur général des services								
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		9,00	0,00	9,00		8,00	0,00	8,00
ADJOINT TECHNIQUE	C	5,00	0,00	5,00		4,00	0,00	4,00
AGENT DE MAITRISE TECHNICIEN	C	3,00	0,00	3,00		3,00	0,00	3,00
	B	1,00	0,00	1,00		1,00	0,00	1,00
FILIERE SOCIALE (d)		0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
FILIERE ANIMATION (i)		0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		9,00	0,00	9,00		8,00	0,00	8,00

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES			IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N			C1

C1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)						
AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		Fondement du contrat (4)	CONTRAT Nature du contrat (5)
			Index (8)	Euros		
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
APPRENTI		OTR		0,00	A Apprentissage	A A
APPRENTI		OTR		0,00	A Apprentissage	A A
EA		TECH		0,00	A contrats aidés	A A
TOTAL GENERAL				0,00		

- (1) CATEGORIES: A, B et C.
- (2) SECTEUR: ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel.
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.
- (3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).
- (4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1 : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2 : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3 : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4 : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5 : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
3-5 : article 43 : travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 : recrutements directs sur emplois fonctionnels.
110 : article 110 : collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).
- (5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).
- (6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.
- (7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.
- (8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice

Nombre de membres présents

Nombre de suffrages exprimés

VOTES :

Pour 12

Contre 0

Abstentions 0

Date de convocation : 21 mai 2019

Présenté par le Président, M. GAUTIER André, à YVETOT, le 04 Juin 2019

Le président

Monsieur GAUTIER André

Délibéré par le conseil d'administration, réuni en session, à YVETOT,

le 04 Juin 2019

Membres représentant le département	
Le président	Suppléante
Monsieur GAUTIER André	Madame TESSIER Dominique
Titulaires	Suppléants
Madame ALLAIS Sophie	Monsieur ROUSSELIN Jean-Louis
Madame CANU Pierrette	Monsieur MARCHE Frédéric
Madame COTTEREAU Chantal	Madame CARON Marine
Madame DURANDE Florence	Monsieur BERTRAND Nicolas
Madame LEFEBVRE Blandine	Monsieur DUVAL Christian
Monsieur LEJEUNE Michel	Madame MSICA GUEROUT Christelle
Madame LUCOT-AVRIL Virginie	
Monsieur REGNIER Didier	Madame VIEUBLE Nacéra
Monsieur TASSERIE Sébastien	Madame SINEAU PATRY Cécile
Madame THIBAUDEAU RAINOT Florence	Madame FLAVIGNY Catherine

Membres représentant les communes	
Titulaires	Suppléants
Monsieur BLOND Eric	
Monsieur CORITON Bastien 	Madame DUPARC Fabienne
Madame GAUTIER-HURTADO Maria-Dolorès	
Monsieur THEVENOT Jean-Pierre	
Membres représentant les EPCI	
Titulaires	suppléants
Monsieur COUTEY Guillaume	Madame DIALLO-CISSE Dieynaba
Monsieur  LEROY Philippe	

Certifié exécutoire par le président, compte tenu de la transmission en préfecture le
et de la publication le

A YVETOT, le.....

N°DCA-2019-027

- Membres théoriques : 17
- Membres en exercice : 17
- Membres présents : 10
- Pouvoirs : 2
- Votants : 12

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

MODIFICATIONS DU TABLEAU DES EMPLOIS BUDGETAIRES

Le 04 juin 2019, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 mai 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 10 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Florence DURANDE, Virginie LUCOT-AVRIL.
MM. Bastien CORITON, Michel LEJEUNE, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

Mme Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO.
M. Christian DUVAL.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant André GUEROULT, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Benoît LEMAIRE, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoir :

Madame Florence THIBAUDEAU RAINOT à Monsieur Sébastien TASSERIE,
Monsieur Philippe LEROY à Madame Sophie ALLAIS.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU, Blandine LEFEBVRE – représentée, Florence THIBAUDEAU RAINOT.
MM. Eric BLOND, Guillaume COUTEY, Philippe LEROY, Didier REGNIER, Jean-Pierre THEVENOT, le Commandant Samuel PERDRIX, le Commandant Hervé TESNIERE, le Lieutenant Hervé PASQUIER.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,*
- *la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,*
- *le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,*
- *la délibération 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

* *

I - Création et suppression de postes

- **Création temporaire :** néant
- **Création permanente :**
 - 3 postes de caporaux sont créés ;
 - 1 poste dans le cadre d'emplois des adjoints techniques est créé.
- **Suppression :** néant

II - Ajustement des emplois budgétaires au sein de la filière sapeur-pompier

NEANT

III – Postes vacants susceptibles d'être pourvus par des agents contractuels

NEANT

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190604-DCA-2019-027-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/06/2019
Affichage : 06/06/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER



EFFECTIFS		POSTES BUDGETAIRES				PREVISIONNEL POSTES POURVUS au 15/06/19			ECART POURVUS / BUDGETAIRES	Mis à disposition
		BCA du 06/06/2019	Création de poste	Suppression de poste	CA du 06/06/2019	Titulaires	Contractuels	Effectif total		
Directeur départemental	Colonel hors classe	1			1	1	0	1	0	0
Directeur départemental adjoint	Colonel hors classe	1			1	1	0	1	0	0
EMPLOIS FONCTIONNELS		2	0	0	2	2	0	2	0	0
A1	Contrôleur général	0			0	0	0	0	0	0
	Colonel hors classe	0			0	0	0	0	0	0
	Colonel	0			0	0	0	0	0	0
	Lieutenant Colonel	10			10	8	0	8	-2	0
A2	Commandant	25			25	23	0	23	-2	1
	Capitaine	30			30	22	0	22	-8	2
B1	Lieutenant hors classe	8			8	7	0	7	-1	0
B2	Lieutenant 1ère classe	36			36	28	0	28	-8	1
B3	Lieutenant 2ème classe	29			29	17	0	17	-12	0
C1	Adjudants	214			214	213	0	213	-1	0
	Sergents	157			157	155	0	155	-2	0
C2	Caporal-chef	65			65	63	0	63	-2	0
	Caporal	291	3		294	285	2	287	-7	0
C3	Sapeur	31			31	31	0	31	0	0
FILIERE SPP hors SSSM		896	3	0	899	852	2	854	-45	4
A1	Médecin de classe exceptionnelle	1			1	1	0	1	0	0
	Médecin hors classe	2			2	1	1	2	0	0
	Médecin de classe normale	0			0	0	0	0	0	0
	Pharmacien hors classe	1			1	1	0	1	0	0
	Pharmacien de classe normale	1			1	1	0	1	0	0
A	Cadre de santé de 1ère classe	1			1	1	0	1	0	0
A	Cadre de santé de 2ème classe	0			0	0	0	0	0	0
A	Infirmier hors classe	4			4	4	0	4	0	0
A	Infirmier de classe supérieure	0			0	0	0	0	0	0
A	Infirmier de classe normale	0			0	0	0	0	0	0
FILIERE SSSM		10	0	0	10	9	1	10	0	0
A1	Directeurs Territoriaux	1			1	0	1	1	0	0
A2	Attachés Territoriaux	11			11	8	2	10	-1	0
B	Rédacteurs Territoriaux	39			39	31	5	36	-3	0
C	Adjointes Administratifs	95			95	89	1	90	-5	0
FILIERE ADMINISTRATIVE		146	0	0	146	128	9	137	-9	0
B	Assistant socio-éducatif principal	1			1	1	0	1	0	0
FILIERE MEDICO-SOCIALE		1	0	0	1	1	0	1	0	0
A	Ingénieurs territoriaux	11			11	6	4	10	-1	0
B	Techniciens territoriaux	28			28	21	4	25	-3	0
C1	Agents de Maîtrise	28			28	25	2	27	-1	0
C2	Adjointes Techniques*	39	1		40	35	1	36	-4	0
FILIERE TECHNIQUE		106	1	0	107	87	11	98	-9	0
TOTAUX		1161	4	0	1165	1079	23	1102	-63	4

	Caporal	8			8	0	0	0	-8	0
	Adjudant-chef	1			1	0	0	0	-1	0
	Capitaine	0			0	0	0	0	0	0
		9	0	0	9	0	0	0	-9	0

Effectifs non permanents pourvus*	nombre
contractuels	1
Engagés de service civique	1
Apprenti	2
Emplois d'avenir	1
Agent mis à disposition du SDIS par une société d'intérim	0
Agent d'une collectivité mis à disposition du SDIS	0

* effectif non permanent (remplacement maladie, surcroit d'activité, maternité....)